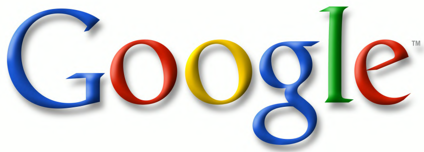



SE TAIRE
FAIRE



HISTOIRE

DE LA

RENAISSANCE

POLITIQUE

DE L'ITALIE

1814—1861

PAR

RODOLPHE REY

PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

—

1864

HISTOIRE

DE LA

RENAISSANCE

POLITIQUE

DE L'ITALIE

Imprimerie L. TOINON et Ce, à Saint-Germain.

HISTOIRE

DE LA

RENAISSANCE

POLITIQUE

DE L'ITALIE

1814—1861

PAR

RODOLPHE REY

PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1864

PRÉFACE

Il y a longtemps que j'aurais offert cet ouvrage au public, si je n'avais cherché qu'à produire un de ces livres de circonstance, écrits à la hâte sous l'impression immédiate des événements. En 1859, mes matériaux étaient rassemblés ; mais l'importance de la révolution qui se déroulait m'engagea à pousser plus loin mes recherches, afin de mieux pénétrer les causes de cette révolution.

Je ne viens point ici discuter ni présenter mes vues particulières sur l'Italie. Je ne proposerai aucun plan de constitution, aucune répartition nouvelle des provinces italiennes, je laisse ce soin aux populations intéressées. Je me bornerai à mettre en scène le peuple italien, à raconter ses tentatives d'affranchissement, à exposer les luttes des partis

et leurs passions contradictoires. Les faits militaires et diplomatiques n'occuperont qu'une place restreinte; préoccupé avant tout de l'histoire intérieure de l'Italie, je m'attacherai principalement à suivre la marche de l'esprit public; je raconterai ses revers et ses succès, ses défaillances et ses vertus, je signalerai son éducation laborieuse, mais continue; et m'efforcerai de rendre manifeste la transformation qui, en un demi-siècle, a substitué une nation libre à des populations amollies et inertes, dominées par les préjugés mesquins du sanfédisme, et aussi dépourvues d'énergie militaire que d'esprit national.

Pour être traité d'une manière complète, ce sujet comporterait de longs détails. La matière est riche, et il serait aisé d'étendre cette narration; mais de nos jours le lecteur est pressé, il veut arriver promptement au but et par des chemins faciles. Réunir les principaux faits de la renaissance politique de l'Italie dans une narration rapide et substantielle, qui marque les nœuds de la situation, et donne la clef de la dernière révolution, tel est le plan qui m'a paru le plus opportun.

Cette histoire n'a pas été composée loin des lieux et des hommes qu'elle dépeint, ni sur des récits et des documents de seconde main. Pendant treize ans, de 1848 à 1861, j'ai presque constamment habité l'Italie. Ainsi, j'ai été témoin d'une partie des évé-

nements que je raconte ; j'ai pu me familiariser avec les mœurs et l'esprit du pays, et apprécier plus sûrement ses conditions politiques. Si mes sympathies sont ouvertement acquises aux hommes du parti national ; si je dépeins sous des traits sévères, et peut-être durs, les gouvernements que la dernière révolution a emportés, c'est que j'ai vu à l'œuvre les uns et les autres. J'ai reconnu d'un côté une aspiration noble et généreuse, des griefs fondés, un but hautement respectable ; de l'autre, j'ai vu des dynasties faibles et cauteleuses, ennemies du progrès, souvent cruelles, toujours dépourvues de fierté et d'esprit national, redoutables à leurs sujets, mais rampantes devant l'Autriche.

Si la modération et la justice sont le devoir de l'historien, il ne doit pas céder à une molle complaisance ; il représente la cause de l'humanité ; son rôle est de défendre l'opprimé contre l'oppresseur, le droit naturel contre le droit littéral. A une légitimité qui n'est souvent que de la caducité et de l'impuissance, il préfère l'intérêt de la liberté et de la civilisation. Une longue expérience ayant appris aux Italiens que leurs gouvernements étaient irréformables, l'historien libéral ne peut les blâmer de les avoir dépossédés. Le prince qu'ils ont mis à leur tête ayant fait ses preuves de courage et de civisme, il applaudit à son élévation.

Ce point de vue peut paraître révolutionnaire, et cependant je suis défiant à l'égard des révolutions; je leur préfère hautement les réformes et crois plus au progrès lent et graduel qu'aux transformations subites. Mais il est des moments dans la vie des peuples où la réserve et la temporisation sont impraticables. L'Italie était dans ce cas en 1859. Il s'agissait pour elle *d'être* ou *de n'être pas*. Ce qu'on doit admirer, c'est la modération avec laquelle sa révolution s'est accomplie, l'ordre et la discipline maintenus par les populations, leur mesure, leur humanité, l'absence de toutes représailles contre des vaincus, objets de l'exécration générale. C'est ce qui a donné une si grande réputation à l'homme d'État qui a dirigé cette révolution. L'honneur en revient également aux chefs qui l'ont secondé, et qui, aujourd'hui, continuent son œuvre avec prudence et zèle. Cavour a réussi parce qu'il était l'homme national, le chef d'un grand parti discipliné et patriotique. L'Italie, instruite par le malheur, a appris la sagesse et la modération.

Pendant la longue révolution de l'Italie, les libéraux ont donné de grands exemples de constance, ils ont montré ce que peuvent la volonté et la foi dans une noble cause. Leur position fut longtemps très-difficile. A son début, en 1815, le parti national était peu nombreux et mal vu des masses.

L'Italie, encore retenue dans la trame d'un despotisme inquisitorial et énervant, se résignait à sa déchéance et faisait consister le patriotisme dans un municipalisme jaloux et apathique. L'Autriche n'était que l'ennemie extérieure de la liberté. L'Italie renfermait dans son sein un adversaire plus dangereux : l'Italie théocratique étouffait l'Italie civile. C'était avant tout une conquête intérieure que le parti national devait effectuer, une œuvre de propagande morale. De cruels échecs entravèrent sa marche. En 1821, en 1831 et en 1848, la cause libérale éprouva des revers qui auraient ébranlé un courage moins bien trempé. Loin de se laisser abattre, les novateurs y puisèrent une ardeur plus grande. Malgré les gibets et les proscriptions, leur nombre ne cessa de s'accroître. La considération leur vint ; et ce parti qui, quarante ans auparavant, n'était qu'une minorité faible et méprisée, se trouva en 1859 être la nation elle-même.

Quant aux sources auxquelles j'ai puisé pour composer cette histoire, elles sont nombreuses et surtout italiennes. Il a paru, en France, et dans d'autres pays, plusieurs écrits de mérite sur certains points de cette histoire. Les événements dont Venise a été le théâtre et Manin le héros, ont donné lieu à d'excellents travaux de la part de MM. H. Martin et Anatole de La Forge; les premières années du

règne de Pie IX, la révolution de 1849 et la guerre de 1859, ont été décrites dans des ouvrages intéressants. Mais mon but étant de faire connaître la marche générale des affaires et les progrès de l'esprit public, j'ai utilisé de préférence les travaux des historiens italiens. J'ai soigneusement compulsé les histoires volumineuses et savantes de Cantu, Gualterio, Farini, Ranalli, La Farina. J'ai consulté un grand nombre de narrations partielles ; aussi bien celles des absolutistes, comme le *Memorandum* du comte Solar, que celles des modérés, comme le *Quinze Mai* de Massari, ou celles des démocrates, comme l'*Histoire du Piémont* de Brofferio, les *Mémoires* de Montanelli, les publications mazziniennes de Capolago. Aux histoires proprement dites, j'ai joint la lecture d'une foule de pièces historiques, de biographies, de correspondances, de brochures, d'articles de journaux et de revues. Citer tous ces documents serait long et fastidieux.

J'espère que chacun reconnaîtra l'esprit qui a dicté ce livre. Bien que, clairvoyant sur ses faiblesses, j'aime l'Italie, et je désire vivement que sa dernière révolution se consolide et porte d'heureux fruits. J'appartiens à une ville dont la tradition est d'applaudir à la saine liberté partout où elle se produit, et qui a donné le jour à d'illustres amis de la cause italienne. Si Sismondi avait prolongé jusqu'à nos

jours sa noble vie, avec quel bonheur il aurait salué la restauration politique d'une contrée à laquelle il portait une affection si pure et si chaleureuse !

En livrant ce travail à la publicité, je sens que, malgré les labeurs qu'il m'a coûtés, il est inférieur au sujet ; mais je m'estimerai heureux s'il dissipe chez quelques-uns les préjugés qu'éveille encore la révolution italienne. Je voudrais que chacun reconnût l'importance de cet événement pour le progrès général. N'est-ce pas en effet un grand et réjouissant spectacle que de voir une contrée aussi illustre sortir de la décadence et de l'oppression que des siècles de despotisme ont appesanti sur elle, s'ouvrir au progrès, accueillir la liberté de la presse et celle de la conscience, fonder des institutions parlementaires et prendre rang parmi les nations libres ? La cessation de la domination autrichienne, en Vénétie, ne serait-elle pas un acte réparateur et une garantie pour la paix de l'Europe ? Celle de la domination temporelle, à Rome, ne mettrait-elle pas fin à un conflit qui trouble les rapports de l'Église et de l'État, soulève les consciences italiennes et prépare un résultat que les partisans aveugles de Rome sont loin de soupçonner ? Le jour où l'Italie s'est constituée en un corps de nation indépendante et libre, une grande iniquité a cessé ; et l'Europe a fait un pas significatif vers cette époque de justice et de liberté, où les

peuples seront groupés d'après leurs intérêts et leurs affinités morales, et où la force des baïonnettes cessera d'être le soutien des empires. Honneur aux hommes d'État et aux souverains qui ont hâté ce grand œuvre ! La France qui a si souvent prodigué son sang dans des luttes stériles, n'a pas à regretter celui qu'elle a versé généreusement à Magenta et à Solferino. Un grand résultat a été obtenu : l'Italie a pris une place parmi les nations.

HISTOIRE

DE LA

RENAISSANCE

POLITIQUE

DE L'ITALIE

INTRODUCTION

L'ITALIE AVANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Aucun pays n'a reçu de la nature des limites plus nettes que l'Italie. Enfermée par la Méditerranée et par la grande chaîne des Alpes, cette péninsule forme une région distincte et séparée des autres parties de l'Europe par de fortes barrières naturelles. Cet isolement géographique ne lui a pourtant pas donné l'indépendance; et, en lisant son histoire, on est douloureusement frappé de l'état de morcellement et de sujétion qui a été son partage pendant des siècles. On a souvent attribué cette faiblesse politique de l'Italie à sa configuration très-allongée du Sud au Nord et découpée par les Apennins en bassins isolés; cette forme peut favoriser la décentralisation, mais elle n'explique pas le long antagonisme

des populations et leur répulsion à se réunir contre un ennemi commun. On ne voit pas, en effet, qu'elle ait produit de fortes diversités morales. Peu de nations européennes présentent autant d'uniformité, soit dans le type physique, soit dans le langage, les croyances, les idées, les habitudes de la vie : un Milanais diffère moins d'un Napolitain, qu'un Breton d'un Provençal. Il est d'ailleurs à remarquer que la partie de la Péninsule où le sol est le plus morcelé, est la seule qui soit réunie depuis des siècles en une seule monarchie; tandis que la région septentrionale, comprenant le magnifique bassin du Pô, le territoire le plus concentré, le plus uniforme, le plus visiblement appelé à l'unité politique, a été, de tout temps, réparti entre un grand nombre de petits Etats, et, il y a quelques années seulement obéissait à cinq dynasties différentes. D'autres considérations tirées de l'histoire peuvent seules jeter du jour sur cette singularité.

Lorsqu'au XIIe et au XIIIe siècle l'Italie renaquit à l'activité politique et à la civilisation, son état social différait grandement de celui des autres parties de l'Europe. La féodalité germanique n'y avait pas poussé de fortes racines; les villes s'étaient subordonné la noblesse territoriale et formaient l'élément prépondérant de la société. Comme lien général, les populations italiennes reconnaissaient la suprématie du saint empire romain germanique. Cette institution fut fatale à leur indépendance; l'empereur résidait au loin; c'était un Allemand, et il n'apportait à l'Italie qu'une domination étrangère, intermittente, souvent dure et spoliatrice. La papauté, après avoir aidé à ressusciter ce fantôme de la société romaine, était entrée en lutte avec l'empire; on sait les guerres qui s'ensuivirent et le fanatisme qui y fut déployé. Sous l'influence des excitations et des anathèmes du Saint-Siége, l'Italie se scinda en deux factions acharnées à se détruire, les *Guelfes* et les *Gibelins*.

De nos jours, il est malaisé d'adopter l'une ou l'autre de ces deux factions célèbres. Sans doute les Guelfes favorisaient davantage le progrès social; leur parti se composait des villes les plus éclairées et les plus libres;

il voulait l'indépendance de la patrie : néanmoins il ne sut pas rompre avec les réminiscences cosmopolites de l'empire romain, et affirmer le droit des Italiens à former une nationalité distincte; il lutta contre les empereurs plus pour restreindre leur autorité que pour la secouer ; et il ne sut pas s'unir par un lien fédératif durable. Ce parti regardait vers la cour de Rome; mais celle-ci ne lui donna qu'un appui chancelant et peu sûr. Les Gibelins sont encore moins intéressants; ils ne représentent que l'ancien droit féodal, issu de la conquête et perpétué par une noblesse remuante, factieuse et dépourvue de patriotisme.

Au milieu du XIIIe siècle, la guerre contre les empereurs cessa par l'extinction de la maison de Hohenstaufen. Pendant deux siècles et demi, l'Italie se trouva en possession d'une indépendance de fait. L'occasion était belle pour l'affermir par une politique nationale. Sa prospérité avait atteint un degré remarquable. L'Italie était revenue en grande partie à la culture latine; les lettres anciennes, restaurées par les travaux des érudits, avaient poli les intelligences, dissipé ou rectifié les traditions déposées par la conquête germanique ; les arts, les lettres, les sciences y florissaient avec un éclat inconnu au reste de l'Europe. A la supériorité intellectuelle, les Italiens unissaient la richesse ; Florence, Milan, Venise, tenaient le rang que Manchester et Amsterdam occupent aujourd'hui. Aucun pays ne possédait autant d'égalité civile; le sol était cultivé, non par des serfs, mais par des métayers; et la vie publique avait formé une haute bourgeoisie, très-supérieure à ses sœurs de France et d'Allemagne. Dans cette société déjà nivelée, le travail et les lumières donnaient le pas sur la naissance. Tout semblait appeler ce pays à une ère de splendeur et d'influence.

Le goût de la vie publique ne fit pas défaut. Peu de peuples l'ont eu à un degré aussi intense que les petites démocraties italiennes ; mais ce qui manqua, ce fut l'esprit de légalité et de patriotisme. Venise seule montra un génie politique supérieur; elle assujettit les individus à la volonté générale, contint les passions, réprima les injus

tices par le frein de la loi. Milan, Bologne, Florence, Pise, Gênes s'abandonnèrent aux passions extrêmes, et ne surent ni assurer la paix intérieure, ni sauvegarder les droits des classes et des individus. Les Italiens, au lieu de se préoccuper des garanties du citoyen, poursuivirent surtout le pouvoir; ils multiplièrent les magistratures et accélérèrent leur renouvellement, afin de les mettre à la portée d'un plus grand nombre; mais ils ne les répartirent pas équitablement entre les diverses classes; la faction dominante les accapara et se servit de l'autorité pour opprimer ses adversaires, souvent même pour les proscrire et les dépouiller de leurs biens.

A un tel état de choses, il n'y avait guère qu'une issue, l'autorité d'un seul. Dès le XIVe siècle, la plupart des villes de la haute Italie obéissaient à des seigneurs qui, les uns, par un despotisme militaire, les autres, par l'emploi savant des grandes magistratures populaires, réduisaient à rien la liberté. La classe ouvrière, jalouse de la bourgeoisie, aida à l'établissement des tyrannies. Les conséquences en furent déplorables. L'histoire cite peu de dominations aussi cruelles et aussi arbitraires que celle des seigneurs lombards; et, après deux siècles de leur despotisme, tout ce qu'il y avait dans les âmes de vertu et de courage civil étant épuisé, cette belle contrée tomba dans une langueur qui l'a livrée pour des siècles aux étrangers.

A la fin du XVe siècle, la formation des grandes monarchies militaires, en France et en Espagne, vint menacer l'indépendance de la Péninsule; à ce moment, celle-ci n'avait fait encore que peu de progrès vers la concentration politique. Parmi ses nombreux États, cinq avaient pris la prépondérance : Venise maîtresse d'une grande partie de la haute Italie; Milan, moins puissante qu'au siècle précédent où elle avait menacé l'indépendance des autres États; Florence, tour à tour livrée à l'arbitraire des Médicis, ou à une orageuse démocratie; Rome, dominée par le pouvoir théocratique; Naples enfin. Ce dernier État, le plus considérable de la Péninsule, aurait dû en être la tête politique; mais il n'avait pas atteint le développement social du reste de l'Italie, et il oscillait entre la tyran-

nie semi-asiatique de la royauté et les exactions d'une féodalité anarchique et oppressive. La bourgeoisie y était peu nombreuse, le bas peuple sauvage, mobile, hostile à ses maîtres et toujours porté à acclamer le prétendant qui se présentait à lui. Autour de ces cinq États, en gravitaient de moindres, tels que la république de Gênes, la maison de Savoie, maîtresse de Nice et d'une partie du Piémont, les républiques de Lucques, de Sienne, les seigneuries de Ferrare et d'Urbin...

Les cinq puissances prépondérantes avaient formé une sorte d'équilibre, qui les empêchait de s'agrandir sans donner de force générale. L'idée d'une nationalité commune, embrassant la Péninsule, n'existait que spéculativement; les lettrés et les poëtes de la Renaissance l'avaient dégagée de la confusion du moyen âge; mais les populations ne voyaient pas la nécessité d'un système d'États liés par les obligations d'une défense commune. La politique cosmopolite de la cour de Rome avait accoutumé les Italiens à mêler leurs intérêts à ceux du reste de l'Europe, et les gouvernements ne se faisaient aucun scrupule d'entretenir des alliances avec le dehors pour se soutenir au dedans.

Enorgueilli par sa culture raffinée, ce peuple avait le tort de mépriser les étrangers. A la faveur de la complication des partis et des intérêts des États, la subtilité italienne avait porté à un haut degré la science diplomatique; elle savait manier les passions, les mauvaises encore plus que les bonnes. Les hommes d'État italiens unissaient à la réserve et à la pénétration cette hardiesse peu scrupuleuse qui va froidement au but sans regarder aux moyens. Dégoûtés de la morale chrétienne par les exemples scandaleux de l'Église, les Italiens étaient redevenus païens et ne croyaient qu'à la force et au calcul; Machiavel résuma cette science avec génie. Les catastrophes qui frappèrent bientôt la Péninsule attestèrent que la force des États repose sur d'autres bases.

Depuis des siècles, l'état militaire de la Péninsule n'avait fait que déchoir. Les populations campagnardes étaient tombées dans l'apathie et la lâcheté. L'invasion

du luxe et de la mollesse, suite de richesses immenses, avait donné aux habitants des villes des habitudes de délicatesse et d'épicuréisme; et les gouvernements s'étaient habitués à soutenir leurs guerres au moyen de mercenaires. Ceux-ci perfectionnèrent la partie technique de l'art militaire. L'Italie possédait des ingénieurs et des tacticiens exercés, mais elle manquait de soldats; les *condottieri*, sans affection de patrie, sans passion, se louant au plus offrant, se battant contre d'autres condottieri, leurs anciens compagnons d'armes, avaient réduit la guerre à des manœuvres ingénieuses, à une sorte de parade où le sang ne coulait guère. La jeunesse italienne ignorait ces maximes d'honneur et de bravoure qui font les peuples militaires; elle fréquentait les académies, se délectait aux jeux brillants de l'esprit et de l'imagination et désertait les champs de Mars; elle comptait des Pic de la Mirandole, des Politiens, des Bibbiénas, mais ni Bayards ni Crillons.

Ainsi à la fin du xve siècle, l'Italie n'était pas seulement affaiblie par son partage en petits États rivaux mais par ses habitudes pacifiques, ses mœurs tout urbaines, par un égoïsme nonchalant; sa population était dépourvue de ressort : la tyrannie des seigneurs l'avait assouplie à la servitude et elle n'était plus capable de ces grands actes de dévouement qui suppléent à l'organisation.

Rien de lamentable comme la situation de la malheureuse Péninsule au xvie siècle, inondée par un déluge de troupes françaises, espagnoles, suisses, allemandes. Les princes italiens se débattirent quelque temps entre les colosses en lutte et leur opposèrent d'ingénieuses combinaisons; mais eux-mêmes agissaient comme des puissances indépendantes, et se joignaient à l'étranger lorsqu'ils y voyaient un profit momentané; d'ailleurs, leurs forces mettaient à peine un poids dans la balance; et l'Italie passa sous la domination étrangère, sans avoir fait un effort vigoureux pour s'y soustraire. La masse de la nation assistait avec une indifférence stupide à ces luttes dont elle était le prix.

Pendant un tiers de siècle, une grande figure domine

cette scène tragique, celle de Charles-Quint. Porté par les Allemands à la dignité impériale, ce prince exhuma les anciennes prétentions de l'empire à la suzeraineté de l'Italie: et ce droit, quoique suranné, lui donna la supériorité sur la France. Celle-ci n'était descendue en Italie que pour batailler et conquérir; après de brillantes prouesses, elle fut rejetée au delà des Alpes; et pendant un siècle, la maison d'Autriche régna sans partage sur la Péninsule. L'histoire compte peu d'excès comparables aux ravages commis par les armées de Charles-Quint en Italie. Le Français, léger et mobile, n'avait pas apporté aux extorsions la froideur calculée de l'Espagnol. Celui-ci, avare, cruel, lubrique, ne quittait un territoire qu'après en avoir pressé tout l'or et toutes les voluptés. Le sac de Rome par la soldatesque impériale, n'est que le fait culminant d'une série de pillages qui frappèrent toutes les villes de la Péninsule. La somme de richesses dilapidées dans ces guerres fut énorme. L'Italie aurait pu s'en consoler, si ses souffrances lui avaient rendu la virilité; mais il n'en fut rien.

Comme par le passé, la cour de Rome n'écouta que ses intérêts et son fanatisme. En 1508, Jules II ourdit la ligue de Cambrai, qui mit à deux doigts d'une ruine totale Venise, le premier des Etats italiens. Plus tard, Clément VII appela les armées impériales pour renverser la liberté de Florence. L'affaiblissement de Venise et de Florence frappait l'Italie à la tête et au cœur. L'établissement de la domination théocratique au centre de la Péninsule a été une des principales causes de l'impuissance politique de l'Italie. Le publiciste le plus sagace des temps modernes, Machiavel, l'a proclamé au XVI[e] siècle, et les événements ultérieurs lui ont donné amplement raison. Cette domination a privé de vie politique la population la plus riche en traditions de grandeur civile, et a coupé l'Italie en deux, isolant le nord du sud. L'influence générale de la papauté ne fut pas moins funeste. Cosmopolite par son principe et ses intérêts, elle a toujours été indifférente ou hostile à l'indépendance de ce pays. Ses fréquents appels à l'étranger accoutumèrent les autres

nations à traiter l'Italie comme une terre ouverte à toute l'Europe. Les grandes puissances catholiques se firent un système d'avoir toujours la main dans ses affaires, et la longue rivalité des maisons de France et d'Autriche à ce sujet se termina au XVIIIe siècle par la cession de la moitié de la Péninsule à des branches cadettes de ces deux maisons. A cette action politique, il faut ajouter l'effet déprimant exercé par le Saint Office sur les intelligences, ses persécutions contre la liberté de pensée et de conscience, son influence sur la législation civile et criminelle et sur les mœurs publiques. Le génie de l'Inquisition, tour à tour cruel et cauteleux, mais toujours implacable, versa durant des siècles son poison dans l'âme de ce peuple, et y développa une intolérance des opinions rivales, un mépris pour la liberté et les droits individuels, qui empoisonnèrent la politique italienne et firent dégénérer ses luttes en guerres de destruction.

A la suite de la paix de Câteau-Cambrésis, la maison d'Autriche espagnole resta en possession des Deux-Siciles et de la Lombardie; elle tenait la Péninsule par les deux bouts; et tandis que ses armées et sa diplomatie maîtrisaient les petites cours, la papauté lui assujettissait les âmes. A Madrid, on avait pour maxime de tenir les Etats italiens divisés d'intérêts, mais en repos; cette puissance profonde dans ses desseins, un peu lente à agir, plus sagace que hardie, silencieuse, profondément hypocrite, savait tirer de la Péninsule des moyens de domination et la tenir accablée. L'Espagne ne domina pas seulement l'Italie politiquement, elle l'imprégna de ses mœurs et y tua la civilisation.

Après la réforme de Luther et de Calvin, la papauté s'unit étroitement avec la cour de Madrid. Discipliner les forces du catholicisme et les lancer contre les nations protestantes pour les détruire, telle fut la préoccupation dominante des grands papes du XVIe siècle; et ce rôle, grandiose dans son horreur, ils le poursuivaient avec une habileté d'exécution et une profondeur toutes romaines. L'Inquisition et les Jésuites s'installèrent partout en maîtres et déployèrent la plus grande activité; l'Eglise

fit une recherche minutieuse des libres penseurs et les extirpa par le feu et les proscriptions ; elle étouffa la presse, épura les bibliothèques, s'empara de l'instruction classique et pesa durement sur l'enseignement universitaire. Cette compression ravala le niveau des intelligences. A force d'abaisser les caractères et de fausser le savoir, les Jésuites tarirent les sources du talent. La réaction catholique dirigée d'abord par de grands hommes, les Loyola, les Néri, les Borromée, les Laynès, les Carafa, tombe au siècle suivant dans les mains de politiques mesquins, La cour de Rome tourne ses vues vers de petits intérêts temporels ; son déclin est rapide : la vieille civilisation latine dont elle était le centre dépérit de plus en plus.

Ce ne fut pas sans peine que les Jésuites obtinrent ce résultat désastreux ; car quelle race plus vivace et plus belle par le corps et l'esprit ? Au XVIIe siècle, on ne reconnait plus les descendants des hommes de la Renaissance, tant sous la double étreinte des moines et des mœurs espagnoles, ils ont perdu leurs qualités originelles ! Les Italiens du moyen âge s'étaient montrés également propres aux intérêts positifs : agriculture, trafic, manufactures, finances, et aux plus délicates occupations de l'esprit et de l'imagination. Au XVIIe siècle, cette activité disparut. A la suite de l'introduction des idées nobiliaires de l'Espagne, le travail est regardé comme un déshonneur ; les familles opulentes achètent des terres ; leurs fils vont à la cour et briguent des charges de domesticité. Le goût des distinctions honorifiques, la manie des titres, les querelles d'étiquette et de préséance absorbent les longs loisirs d'une société désœuvrée, où tout est donné à une froide ostentation. A l'activité exubérante de l'époque républicaine, au besoin exagéré d'importance individuelle, succède une société pétrifiée, soporifique, ou tout est roide, apprêté, immobilisé par un ensemble de formules dont personne ne peut se départir. La société se scinde en castes : le traditionnel étouffe toute initiative physique et morale.

Après avoir été cruelle, la tyrannie des cours italiennes dégénéra en un arbitraire relâché, mou, indulgent aux

abus; la sécurité des princes était complète, le peuple avait perdu tout souvenir d'une existence indépendante, sur la foi des prêtres, il révérait les princes comme les représentants de Dieu sur la terre.

Un siècle d'un tel régime produisit un dépérissement inouï. Dès 1630, toutes les relations sont d'accord pour déplorer la langueur et la dépopulation des territoires naguère les plus opulents. Milan de 300,000 habitants tombe à 100,000; en Toscane, on voit des villes de 30,000 âmes réduites à 5,000; à Naples, la révolte de Masaniello, fut une sorte de guerre servile, l'explosion de fureur d'une populace affamée et réduite au désespoir par les avanies des publicains et des barons. Dans l'espace d'un siècle et demi la population de la Péninsule diminua de plus de moitié, et la richesse davantage. Lorsqu'on songe à la vitalité des sociétés humaines, qu'on se représente les larmes, les souffrances, les efforts désespérés qui ont accompagné une telle ruine!

Le commencement du XVIIIe siècle vit le terme extrême de cette décadence; la société catholique telle que l'Espagne et les Jésuites l'avaient façonnée se mourait d'épuisement. Ce système anti-civilisateur avait réduit de magnifiques territoires en déserts. A l'extinction de la maison d'Autriche espagnole, l'Europe disposa de cette vaste monarchie. En Italie, les grandes puissances reconnurent à la maison d'Autriche allemande la Lombardie et la Toscane et, aux Bourbons, Naples et Parme. Cette répartition subordonnait la Péninsule à l'Autriche et à la France; l'indépendance en souffrit; mais l'Italie vit s'ouvrir devant elle une ère de renaissance sociale. Jusqu'alors, elle avait tout tiré de son sein: politique, littérature, arts, sciences; les sources intérieures de vie ayant tari, son séparatisme ne faisait que précipiter sa décadence.

Avant la Révolution française, il n'y eut de réforme en Italie que dans les Etats où les dynasties venaient d'être renouvelées. Les vieilles républiques oligarchiques, Gênes, Venise et Lucques étaient dans une déclin complet. A la langueur de ces glorieux foyers de civilisation, on peut dire que la vieille Italie se meurt et, avec elle, la

forme républicaine qui lui a donné tant de grandeur dans le passé. Dans les Etats pontificaux, depuis le triomphe de l'administration ecclésiastique sur les libertés locales, le dépeuplement et la misère font des progrès constants.

Un seul des anciens Etats italiens possédait une forte constitution politique et un avenir, la monarchie militaire fondée en Piémont par la maison de Savoie. Son importance dans la Péninsule datait du XVIe siècle. Emmanuel-Philibert en posa les bases lorsqu'il mit sa capitale à Turin et s'attacha à discipliner les populations piémontaises, en les soumettant à un enrôlement général. Cette forte éducation porta ses fruits; et au milieu de la mollesse et des habitudes pusillanimes du XVIIe siècle italien, le Piémont se distingua par la discipline et le courage; Charles-Emmanuel Ier l'aguerrit par ses longues guerres; Victor-Amédée II fit sa grandeur et le transforma en royaume. En même temps que l'éducation militaire avait endurci le peuple, elle lui avait donné des habitudes de discipline, de loyauté, d'attachement à ses princes, inconnues dans le reste de l'Italie; toutes les classes se groupaient autour de la maison régnante; la noblesse mettait son point d'honneur à la servir sur les champs de bataille et le bas peuple lui portait une vive affection. Ailleurs, l'avénement du pouvoir d'un seul se reliait à des souvenirs de décadence; en Piémont, c'était l'activité soutenue, la prudence, les talents militaires et diplomatiques des princes de Savoie qui avaient composé avec un ramassis incohérent de seigneuries et de villes insignifiantes, un Etat respectable et considéré. Ce fait mérite d'être attentivement pesé; car il explique la fortune de cette maison, et la longue patience avec laquelle les classes moyennes en espérèrent la liberté civile et politique.

Le réveil des bonnes études partit de Naples et de Milan. Vers 1750, il s'était opéré parmi une minorité d'esprits studieux, une révolution intellectuelle. Rompant avec l'isolement littéraire des siècles précédents, ces hommes avaient les yeux tournés vers Paris et accueillaient avec faveur les idées réformatrices des encyclopédistes; ils avaient substitué à la froide rhétorique de leurs devanciers des

études de législation et d'économie politique. Génovesi introduisit à Naples l'étude des sciences sociales et de la philosophie rationnelle; sa vie ne fut qu'une longue lutte contre l'ignorance et les méthodes monastiques. Après lui, Filangieri jeta un grand éclat dans la philosophie sociale. Pierre Verri de Milan était animé de la fibre humanitaire; son cœur battait pour toutes les idées généreuses; et son intelligence lucide et pratique faisait une guerre acharnée aux abus et à la superstition. Avec l'aide de Beccaria et d'autres hommes de bien, il obtint l'abolition de la torture et d'importantes améliorations fiscales et économiques. La jeune noblesse de Milan et d'autres grandes villes s'était mise à voyager et à s'instruire; elle cherchait à introduire des perfectionnements agricoles et manufacturiers, distribuait des prix, mettait à l'étude des questions utiles. La science la plus cultivée et la plus novatrice fut alors l'économie politique. A Naples, à Florence, à Milan, elle jouissait d'une vraie faveur; sous le masque de formes embarrassées et d'une érudition indigeste, les économistes sapaient par sa base la vieille société italienne; ils s'en prenaient aux priviléges cléricaux, mainmorte, tribunaux ecclésiastiques, droit d'asile; ils attaquaient les majorats et les priviléges nobiliaires, ils réhabilitaient le travail. Pour obtenir des réformes, ils s'adressaient non à une opinion publique qui n'existait pas, mais aux gouvernements.

Ce furent les Bourbons et les Hapsbourg-Lorraine qui prirent au milieu du XVIIIe siècle l'initiative des réformes. A l'avénement des Bourbons au trône de Naples, ce royaume présentait un assemblage monstrueux de priviléges ecclésiastiques et baroniaux. Les vice-rois espagnols, tout occupés de faire de l'argent, avaient laissé s'énerver la prérogative royale. Le marquis Tanucci, un légiste habile, travailla à donner à la couronne napolitaine les prérogatives de la royauté française; et pendant son long ministère, il porta de rudes coups aux priviléges de l'église et des barons. En Lombardie, Marie-Thérèse et Joseph obéirent à des vues plus élevées. Le règne de Marie-Thérèse fut l'époque où la décadence lamentable dans laquelle était tombée

la Lombardie fit place à une graduelle restauration. Son gouvernement, en favorisant l'activité municipale et en employant beaucoup d'indigènes, releva sensiblement le niveau social de ce pays. Pierre Verri avait soumis à une investigation judicieuse l'histoire économique de la Lombardie ; il obtint du gouvernement de Marie-Thérèse des réformes fiscales et économiques, à la suite desquelles la population et le revenu agricole subirent une élévation rapide. Sous ce règne réparateur, le peuple menait une vie pacifique et aisée, et les lumières commençaient à éclairer les cimes de la société. Le règne de Joseph II est plus contesté ; ce prince, généreux dans ses intentions mais despotique, rasa les libertés locales pour tout soumettre à l'autocratie de l'administration. Ses meilleures mesures furent l'introduction de la liberté de conscience et l'amélioration des études universitaires.

Son frère Pierre-Léopold, grand-duc de Toscane, fut le prince qui appliqua le plus complétement les idées philosophiques du temps. Il remania toute l'économie de la Toscane dans le sens de la liberté des transactions, réforma le fisc et soulagea l'agriculture ; il réforma aussi la justice criminelle, adoucit les pénalités, et supprima la peine de mort et la torture. Le résultat de ses réformes politiques est plus controversable, car il détruisit les libertés municipales sans doter le pays d'une constitution, et il mit partout l'ingérence de la police.

Vis-à-vis de Rome, Pierre-Léopold soutint les droits de l'état avec une hauteur et des prétentions envahissantes qui soulevèrent le courroux de cette vieille cour. Ce n'était pas un libre penseur comme Joseph II ; il se piquait de théologie et professait les doctrines jansénistes ; son but paraît avoir été de réformer l'enseignement et la discipline de l'église, de régulariser le temporel du clergé et de le subordonner à l'autorité grand-ducale. L'évêque Scipion de Ricci le seconda activement ; mais le gros du clergé et e bas peuple prirent parti pour les superstitions ; la cour de Rome lança ses foudres et les réformes furent arrêtées.

En rapprochant le mouvement réformiste de l'Italie à cette époque de celui de la France, on est frappé de sa mo-

dération. On y chercherait vainement des agressions contre le christianisme comparables à celles de Diderot et de Voltaire. L'impiété, là où elle existe, se couvre d'un masque : personne n'affiche l'irréligion et n'attaque le dogme régnant. Les discussions de principe sont rares. La question nationale, aujourd'hui si brûlante, n'existe pas ; les esprits en sont détournés par un humanitarisme sentimental qui faisait suite au cosmopolitisme, vieille idée longtemps chère à l'Italie et par laquelle fut retardée sa formation nationale.

On sait que la franc-maçonnerie pénétra dans la Péninsule pendant la première moitié du XVIIIe siècle. En 1731, Naples comptait quelques loges ; peu d'années après, il en existait à Florence et à Rome. Tout semble cependant indiquer que les idées humanitaires n'avaient encore que peu de sectateurs. Ceux-ci se bornaient à des vœux généraux et accueillaient les formules d'égalité, de fraternité, de religion philosophique par mode et par engouement plus que par une conscience bien nette de leur portée ; mais les loges maçonniques déposèrent des germes que la Révolution féconda.

La littérature du XVIIIe siècle italien seconda mal l'effort des philosophes et des économistes. Retenue par la tradition académique, elle donnait tous ses soins à une froide élégance. Elle consistait surtout en poésies d'imitation. A la fin du siècle, elle était tombée dans le léché, le minutieux.

Un poëte cependant, sorti de la noblesse piémontaise, classe jusqu'alors illettrée et rude, rompit ce silence monotone par les accents de la passion : c'était Victor Alfiéri. L'histoire littéraire compte peu de physionomies d'aussi fière lignée ; l'homme domine de toute sa hauteur le poëte, et lui communique une puissance supérieure à ses talents. Alfieri est un Rousseau italien, mais un Rousseau rétréci, systématique. Au lieu de parler le langage humanitaire du temps, il se fait Italien à outrance ; mais il a pour son pays de hautes ambitions, il veut lui rendre la dignité civile et le pousser vers la liberté, en lui inculquant sa haine de la tyrannie. La pensée d'Alfieri ne réussissant pas à s'assimiler les idées du temps, les nie ;

elle recule vers l'antiquité, s'en nourrit, s'y exalte et cherche dans le stoïcisme de Plutarque un levier pour soulever les âmes; son héroïsme est celui de Timoléon, de Brutus, de Caton; sa liberté, une liberté tribunitienne, verbeuse, gonflée.

Alfieri ne critique pas les mœurs de son temps, il les maudit, il éclate en invectives, il souffre dans toutes les parties de son être. C'est cette angoisse et les cris désespérés qu'elle lui arrache qui ont donné à ses dures tragédies leur vertu sociale; l'Italie y a puisé le sentiment de la douleur morale et la honte de la servitude; elle a rejeté avec mépris l'épicuréisme sceptique des poëtes de la Renaissance qui se consolaient de la servitude par les voluptés.

Le théâtre d'Alfiéri roule sur la lutte du tyran et du héros; la cour n'est peuplée que de vils agents d'oppression rampants et zélés à servir les desseins du maître. Le héros type de vertu civile, drapé comme une statue antique, inébranlable dans ses maximes de vertu et de liberté, résiste aux suggestions du tyran et brave ses coups; à la fin, il succombe, mais immaculé; et sa chute laisse dans l'âme du spectateur une sorte de terreur religieuse et une admiration passionnée pour la vertu et le dévouement civiques.

Alfieri écrivit son théâtre à une époque de léthargie; quand il vit la Révolution face à face, l'orgueil du patricien se souleva, et il maudit la France et sa liberté. Vain dédit! son œuvre était accomplie; sa sombre poésie, acclamée comme l'évangile de l'ère nouvelle, retentissait sur toutes les scènes. Dès lors sa popularité n'a pas fléchi. Alfieri, dit-on, est un réformateur, une sorte d'archange dont la trompette a tiré les âmes de leur bassesse.

Dans les années qui précèdent la Révolution, le désir des réformes ne sortait pas d'un cercle restreint de lettrés, vivant solitairement, surveillés par l'inquisition épiscopale et sans action sur le peuple. Le peu de réformes opérées l'avait été par la volonté des princes. Cette société était classée rigoureusement; chacun y suivait la profession de son père, le médecin, l'avocat comme

l'artisan ; on naissait et on mourait à l'ombre du clocher natal ; la rareté du commerce et de l'industrie perpétuait le *statu quo* des fortunes. Les habitudes de hiéarchie dominaient universellement.

La noblesse avait depuis longtemps absorbé la fortune territoriale. En elle, s'était concentré le peu de vie publique qui avait survécu au despotisme. Le noble se regardait comme le représentant de son municipe, dont il occupait les charges gratuitement ; il administrait les lieux pies, accordait les litiges comme juge de paix. Plus patricienne que féodale par l'origine et les mœurs, cette noblesse mettait son orgueil à se rendre utile ; et elle représentait fidèlement la nation avec son mélange d'apathie et d'activité renaissante ; aussi l'Italie ignorait-elle ces frémissements de haine démocratique qui fermentaient dans les bas-fonds de la société française.

Les narrations du temps peignent la fin du XVIIIe siècle comme une époque de sans-souci et de gaieté enfantine. Le peuple s'étourdissait sur la médiocrité de son sort par une foule de spectacles, illuminations, processions, mascarades; les diverses classes prenaient part aux mêmes divertissements; une humeur enjouée et facétieuse entretenait la gaieté; l'arbitraire des lois était tempéré par la bonhomie des mœurs et la disparition du fanatisme. Tout dormait encore dans cette belle contrée, chaque chose y demeurait à sa place par la force de l'inertie; mais le vieil état social était vermoulu. Ces petites nationalités, jadis si vivantes, tombaient en poussière. Ce pays était une nécropole, une collection de momies ; la vie s'était retirée des membres, on l'aurait cru mort; mais le cœur battait encore, et une Italie nouvelle aspirait à se dégager de ce corps en dissolution.

LIVRE I

L'ITALIE DEPUIS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE JUSQU'EN 1830

CHAPITRE PREMIER

L'ITALIE SOUS LES FRANÇAIS

Impopularité de la Révolution auprès des masses. — La Cisalpine. — Venise est livrée à l'Autriche. — Berthier à Rome. — La République parthénopéenne. — Réaction absolutiste de 1799. — Érection de la République italienne. — Le royaume d'Italie. — Les Français à Naples. — Incertitudes et vacillations des partis en 1814. — Restauration des princes italiens. — Le Congrès de Vienne donne la domination de l'Italie à l'Autriche.

A l'explosion de la Révolution française, la première impression en Italie fut une stupéfaction profonde; personne n'avait prévu la catastrophe, bien que tous pressentissent une crise menaçante pour la foi et les institutions de la société italienne. De 1789 à 1796, sept années s'écoulèrent, sans qu'aucun soulèvement local vint attester la force du parti révolutionnaire. Une élite de jeunes nobles, des savants, des lettrés gagnés aux idées humanitaires, par la franc-maçonnerie saluaient la Révolution; mais ces

hommes n'aspiraient qu'à un changement politique qui rendît à leur patrie l'indépendance et la vie publique. Ce parti était peu nombreux, et il n'exerçait aucun empire sur les masses populaires. Celles ci, depuis des siècles, inertes, indolentes, absorbées par de petits intérêts de clocher et de mesquines jalousies locales, dominées par les moines, n'avaient nul souci de la dignité civile et militaire de l'Italie. Loin de haïr le despotisme, elles aimaient les prêtres, s'inclinaient devant les nobles et révéraient les princes absolus, comme les représentants de Dieu sur la terre. Si leur somnolence et leur timidité pouvaient être secouées, c'était par le fanatisme religieux, leur seule passion marquée. Au lieu de former comme en France la force de la Révolution, elles en étaient le danger.

Dès l'année 1792, les partis se dessinèrent; les nobles et les prêtres se rangèrent autour des princes, et la persécution commença contre les jacobins. Naples donna l'exemple des cruautés; la cour y frappa de proscription 20,000 individus et le sang coula sur l'échafaud; mais si les cours avaient assez de sbires et de geôles pour comprimer les jacobins de l'intérieur, elles étaient bien faibles contre les baïonnettes du Directoire. Le Piémont montra seul de l'énergie, il s'allia avec l'Autriche et soutint la lutte pendant quatre ans dans les défilés des Alpes.

Lorsque Bonaparte, à la suite de ses immortelles campagnes, eut détruit les armées piémontaise et autrichienne, l'Italie fut à ses pieds. Les agents du Directoire se répandirent dans le pays, et les jacobins levèrent partout la tête. Aux hommes sincères et candides, se joignait maintenant la foule des ambitieux et des esprits troubles et remuants. Le mouvement démocratique commença à Reggio, le 25 août 1796; Bologne imita cet exemple. Les chefs patriotes de la haute Italie réunis en grand nombre à Milan en firent le centre du mouvement révolutionnaire. La population milanaise, électrisée par cette propagande, paraissait enthousiaste des idées démocratiques; on organisait des clubs, la foule encombrait les théâtres, changés en tribunes retentissant de harangues sur la liberté et la fraternité; les citoyens se montraient avec la

carmagnole ; les femmes à demi-nues, en tunique à l'athénienne, assistaient aux spectacles politiques ; les âmes s'exaltaient aux noms de liberté, de patrie, de gloire; le cœur de la jeunesse lombarde bondissait d'allégresse: l'imagination échauffée par les souvenirs romains, elle croyait voir renaître les Brutus et les Scipions. L'emphase italienne avait peine à trouver des termes qui rendissent son admiration pour Bonaparte. Dans ce moment d'effusion, on ne parlait que de la nécessité de sacrifier les inimitiés locales au bien de la patrie commune. Bonaparte seconda ces vœux et réunit les territoires émancipés sous le nom de République cisalpine, avec une constitution modelée sur celle de la France directoriale.

Sans doute le théâtral se mêlait à ces premières effusions libérales, et le mouvement soufflé par les agents du Directoire avait plus d'apparence que de solidité; les hommes sages, les Verri, les Melzi, n'eurent pas assez de crédit pour imprimer à la marche des affaires une direction utile; mais quel peuple n'aurait pas fait des fautes dans des conditions pareilles?

L'avidité qui souilla la politique du directoire, fut une des causes actives de l'impopularité de la Révolution. Le Directoire n'avait d'abord vu dans la Péninsule qu'un territoire intact à exploiter et, dans les conquêtes italiennes, qu'un équivalent pour obtenir de l'Autriche l'abandon des provinces belgiques et du Rhin. Bonaparte ne se contenta pas d'entretenir ses troupes aux dépens des provinces envahies; il envoya encore de fortes sommes au Directoire; partout il rançonna durement les populations et dépouilla les musées de leurs chefs d'œuvre. Aux taxes prélevées régulièrement, s'ajoutèrent les déprédations des commissaires et des généraux. Le pillage en objets précieux fut énorme; les commissaires se saisissaient des caisses municipales et des fondations pieuses, enlevaient l'argenterie des églises et dépouillaient les monts-de-piété. Pour masquer leurs rapines, ils soudoyaient les petites feuilles jacobines et les clubs, poussaient aux charges républicaines les hommes tarés, en les exhortant à faire peser toutes les charges sur les *aristocrates*. Mais les masses popu-

laires ne prêtaient point l'oreille à ces excitations; loin de pousser à la guerre contre les riches, elles voyaient le désordre avec une sombre haine et se serraient autour des prêtres et des nobles.

De Milan, les émigrés soufflaient la flamme démocratique sur les territoires voisins; leurs journaux lançaient d'âpres accusations contre les gouvernements oligarchiques de Venise et de Gênes, contre les rois de Sardaigne et la cour de Rome. Venise succomba la première (12 mai 1797). En se prévalant des violences que la population véronaise avait commises sur une garnison française et de quelques excès partiels, Bonaparte réussit à faire renverser la constitution aristocratique de Venise par des mains vénitiennes, et à lui substituer un fantôme de démocratie. Bonaparte avait deviné que le meilleur moyen d'obtenir de l'Autriche les provinces belgiques et la Lombardie était de lui donner Venise et ses possessions; et il ne se trompa pas. En raison des stipulations de Campo-Formio, il livra aux Autrichiens cette illustre république, après avoir détruit ou dilapidé ce que renfermait son arsenal. Cette perfidie donna à l'Autriche les plus fortes positions militaires de la Péninsule et jeta une terrible défaveur sur la Révolution. A Gênes, l'appui des Français permit à une poignée de jacobins de renverser le patriciat; les démocrates brisèrent la statue d'André Doria, brûlèrent les urnes de vote du sénat, hissèrent l'arbre de la liberté avec le bonnet rouge. Heureusement que ces bacchanales ne furent pas accompagnées de cruautés; la démocratie italienne laissa à ses adversaires le monopole des supplices.

Le départ de Bonaparte pour la France fut suivi d'une recrudescence de déprédations et de licence démagogique; le torrent révolutionnaire déborda sur le Piémont, la Toscane et, plus au sud, sur Rome et Naples. Le territoire piémontais convenait au Directoire comme base d'opérations; il l'occupa militairement et, le 9 décembre 1798, après plusieurs mois d'humiliations croissantes, Charles-Emmanuel IV se retira en Sardaigne. La Toscane, malgré sa longue neutralité, subit également l'in-

vasion des Français et beaucoup de désordres. Dans les premiers mois de 1798, Berthier avait reçu l'ordre de marcher sur Rome, Babylone comme l'appelaient les jacobins; il y entra le 10 février au milieu des applaudissements d'une poignée de démocrates. Quelques jours après, un rassemblement populaire proclama du Capitole que le gouvernement ecclésiastique était aboli, et le peuple romain réintégré dans sa souveraineté originelle. Berthier, le front paré d'une couronne de lauriers, dit que les enfants de la Gaule arrivaient avec le rameau d'olivier pour relever les autels de la liberté fondés par le premier Brutus. Malheureusement Rome ne renfermait que des rhéteurs, et le sort de la République romaine fut plus misérable encore que celui de la Cisalpine. L'histoire n'en a gardé d'autre souvenir que celui du pillage des trésors artistiques qui faisaient le lustre de cette antique capitale.

Les troupes du Directoire étaient arrivées sur la frontière napolitaine. Avec une singulière témérité, les Bourbons ouvrirent les hostilités (novembre 1798). Les Français mirent facilement en déroute l'armée napolitaine; puis ils pénétrèrent dans les Abruzzes et marchèrent sur Naples. Ferdinand perdit la tête, et s'enfuit lâchement à Palerme, emportant les trésors de la couronne et des particuliers.

En partant, il lança un manifeste appelant le peuple à la défense du trône et de l'autel. Ce manifeste électrisa les masses populaires. A Naples, les lazzaroni demandaient à grands cris la bataille; ils sortirent en nombre considérable et combattirent les Français dans les plaines d'Averse; refoulés sur la ville, ils tentèrent de la défendre; mais ils furent attaqués de dos par la jeunesse républicaine qui avait hissé le drapeau tricolore sur les forts. Entré à Naples, Championnet proclama la *République parthénopéenne* à la joie des jacobins.

Depuis plus de cinquante ans, le royaume de Naples était travaillé par les idées humanitaires de la franc-maçonnerie; ce pays comptait plus de révolutionnaires que Rome. Aux théories des encyclopédistes, les jacobins napolitains unissaient des idées platoniciennes et les plus

généreuses illusions sur l'avenir de l'humanité; leurs rangs comptaient des savants distingués, comme Conforti et Russo, des philosophes comme Maria Pagano, de jeunes seigneurs pleins de zèle civique; mais ici plus encore que dans le reste de l'Italie, le divorce entre les classes lettrées et les masses était profond. Le peuple y croupissait dans la barbarie; fanatisé par les moines, il refusa d'obéir aux autorités républicaines et recruta les bandes royalistes. Au départ des Français, cette réaction renversa aisément la république parthénopéenne.

On connait les fureurs qui suivirent la prise de Naples par les hordes du cardinal Ruffo. L'élite de la population, au nombre d'environ quarante mille individus, fut proscrite, jetée dans les cachots ou périt par la main du bourreau. La maison de Bourbon en reçut une tache indélébile; dès lors les classes éclairées ne virent en elle que le représentant d'une tyrannie basse et sanguinaire.

En 1799, la réaction napolitaine n'était que le prélude d'une réaction plus vaste, prête à déborder sur la Péninsule entière. Pendant trois années, le gouvernement désordonné du Directoire avait exploité durement l'Italie au nom de la liberté; l'heure de la vengeance avait sonné. La noblesse, le clergé, le peuple des campagnes attendaient avec joie l'arrivée des armées russes et autrichiennes. Les jacobins étaient indécis. Ils ne partageaient plus les illusions des premières années de la Révolution; l'expérience leur avait appris combien l'intervention de l'étranger est chose dure. A Bologne, il s'était formé un parti national, ayant à sa tête des généraux et quelques hauts fonctionnaires de la Cisalpine; ce parti ne comptait qu'une poignée d'hommes; son programme n'était qu'un vœu; mais il annonçait la disparition du cosmopolitisme humanitaire des premiers temps de la Révolution et la renaissance de l'esprit italien. Lorsque la victoire des coalisés et la prise de Milan par les Russes obligèrent les magistrats de la Cisalpine à émigrer en France, ils demandèrent au Directoire de proclamer *l'unité italienne*. Le jacobinisme italien avait porté la peine de

son origine; placé au pouvoir par les baïonnettes étrangères, à une époque où il n'avait encore aucune popularité, il ne sut ni ne put organiser la Révolution.

L'histoire est tenue d'insister sur les déceptions de la première invasion française en Italie, car elles sont nécessaires pour expliquer le long discrédit que le progrès y rencontra. Il fallut un demi-siècle pour effacer cette première impression, et pour faire comprendre aux classes élevées et aux masses populaires que la liberté n'est pas un régime de spoliations.

Sur la fin de l'année 1799, le sort de l'Italie était misérable. Aux souffrances produites par la Révolution et par l'invasion des armées autrichiennes et russes, se mêlaient les passions aveugles de la réaction. L'Autriche décimait la bourgeoisie lombarde par les proscriptions, et ruinait le pays par ses contributions de guerre et son papier-monnaie. Le parti sanfédiste se redressait avec fureur; il avait soif de supplices et de proscriptions. En Toscane, le pays le plus doux de la Péninsule, cinq mille citoyens furent livrés à la procédure d'une chambre inquisitoriale. Encore si ces violences avaient été accompagnées d'un retour d'énergie? mais les dernières révolutions n'avaient pas tiré les caractères de leur affaissement. En 1799, l'Italie était aussi impuissante politiquement et militairement qu'en 1789. Le vieil état social était déchiré sans que ses éléments pussent se reconstituer; l'Autriche profitait de cette faiblesse; elle s'apprêtait à s'incorporer le nord et le centre de la Péninsule. Bonaparte fut le bon génie qui tira l'Italie de cette condition déplorable.

Autant le Directoire avait soufflé la licence, favorisé les clubs, poussé aux affaires les hommes brouillons et remuants, autant Bonaparte, lorsqu'à la suite de la victoire de Marengo il se trouva maître de l'Italie, s'appliqua à fonder l'ordre et à asseoir le pays sur des bases légales; il parla aux Milanais de liberté, mais aussi d'obéissance; et il donna les emplois aux modérés.

La constitution que de Lyon il octroya à la *République italienne*, nom plus large substitué à celui de *Cisalpine*, reproduisit les dispositions principales de la constitution consu-

laire, et forma une hiérarchie savante de corps administratifs, avec une part très-faible laissée à la discussion. L'administration de la *République italienne* se distingua par la vigueur et l'activité ; elle fonda des colléges et des écoles primaires sur plusieurs points ; elle introduisit la conscription et forma une armée. Malgré de fortes dépenses militaires, la probité, l'économie, une régularité stricte des comptes lui permirent d'exécuter de beaux travaux publics. En trois années, elle rétablit les habitudes de subordination, et rouvrit les sources de la population et de la richesse.

La création du royaume d'Italie commença une ère plus pompeuse mais moins utile aux populations. Celles-ci virent ce changement avec déplaisir ; elles prévirent qu'il ne ferait que perpétuer la dépendance de leur patrie. Après les espérances éveillées par la création de la République italienne, ce résultat décourageait ; mais, comme les peuples longtemps tyrannisés, les Lombards se croisèrent les bras. Peu après cette transformation, Napoléon, mécontent de l'esprit de discussion qui s'était élevé dans le Corps législatif, le supprima et le remplaça par un Sénat formé d'hommes à sa dévotion. Ce corps s'empressa en toute occasion d'aduler le maître et de magnifier ses moindres actes ; dès lors, tout se fit par des décrets du roi et du vice-roi, Eugène de Beauharnais.

Vis-à-vis de l'Italie, Bonaparte, avait pris la position d'un autocrate réformateur ; il aurait voulu que son omnipotence servît à y faire fleurir les sciences, le commerce, l'agriculture, l'industrie ; qu'elle éteignît les anciennes divisions municipales, fusionnât les populations, et leur donnât des mœurs martiales. Mais, au lieu d'user d'égards et de compter sur le temps, il brusquait les Italiens. Le meilleur moyen pour atteindre ce but aurait été de gouverner cette contrée pour elle-même et, avant tout, de respecter son territoire naturel. En créant le royaume d'Italie, Napoléon avait stipulé que cette couronne resterait distincte de la couronne impériale ; qu'une fois retrempée et raffermie, il la donnerait à un prince de sa maison. Cette déclaration donnait à ses habitants l'espoir

de former un jour une puissance indépendante; mais Napoléon neutralisa le bon effet de cette création, en annexant à l'empire le Piémont, Gênes, la Toscane, et enfin Rome, la métropole des souvenirs et des rêves d'avenir de l'Italie.

Par un étrange anachronisme, Napoléon, l'élu du peuple, l'héritier de la Révolution, se posait comme le successeur de Charlemagne; et, à ce titre, il revendiquait sur la Péninsule un droit de suzeraineté qu'il changea en une autocratie dure et inquiète; il traita ses circonscriptions territoriales comme de pures fictions et en déplaça les frontières suivant ses intérêts dynastiques.

Le royaume d'Italie fut la partie de la Péninsule où la législation française s'implanta le mieux. Napoléon l'administrait au moyen de ministres italiens; et ceux-ci faisaient leur possible pour soustraire les intérêts du royaume aux prétentions des autorités de Paris. Le vice-roi, Eugène de Beauharnais, secondait loyalement ces efforts, et ne négligeait aucune occasion de faire connaître à Napoléon la situation du pays et ses besoins. Appliqué, intelligent, d'un caractère doux et conciliant, il fit beaucoup pour la prospérité de la haute Italie. Le royaume fut organisé à la française; Napoléon y transporta la centralisation bureaucratique et la législation égalitaire issues de la Révolution; il fit traduire et mettre en vigueur les codes français, et découpa le territoire en départements symétriques, ayant un préfet, des sous-préfets, des conseils de département et de commune. Sous ce niveau implacable, l'Italie perdit de sa physionomie propre. Le revenu public eut pour base l'impôt foncier. L'administration italienne dépensait beaucoup; elle exécuta de beaux travaux, creusa des canaux, traça des routes; le pays fut sillonné de télégraphes, de services de messagerie; chaque département eut un lycée, une société agronomique. L'industrie manufacturière sortit de son anéantissement. L'école de dessin de Milan compta jusqu'à quatre cents élèves. Chaque année, avec une pompe solennelle, le ministre de l'Intérieur distribuait des couronnes de laurier et des médailles à ceux qui

avaient fait une découverte, introduit un procédé utile, ouvert une nouvelle branche de travail. L'esprit d'entreprise, tué depuis trois siècles par le préjugé nobiliaire, se réveilla; le propriétaire bonifia ses terres; le bourgeois poussa ses fils dans l'armée et la magistrature; le noble soigna davantage l'éducation de ses enfants et l'émulation succéda à l'immobilité orientale où l'Italie languissait depuis des siècles.

Partout où elle en eut le loisir, l'administration de Napoléon réduisit le chiffre du clergé, et supprima une foule de bénfices et de corporations monastiques; elle vendit leurs biens pour l'amortissement des dettes publiques. Les évêques perdirent la juridiction par laquelle ils contraignaient à l'observation du culte et à la présence aux sacrements, et les moines cessèrent de faire l'éducation de la jeunesse. Le gouvernement organisa les lycées militairement; l'élève se levait au son du tambour, portait l'uniforme, réparti en compagnies ayant chacune son drapeau. Cet éducation un peu dure donnait à la jeunesse des habitudes de discipline et d'honneur.

Si la Lombardie prospéra sous cette administration, d'autres provinces ne s'y façonnèrent pas; le territoire vénitien et les Marches romaines, réunis plus tard et accoutumés à des impositions légères et à un gouvernement paternel et relâché, haïssaient le nouveau régime. En Toscane, l'orgueil italien plus chatouilleux que dans le nord, s'irritait de l'incorporation du grand-duché à l'empire, et de la prétention des fonctionnaires français à enseigner la civilisation aux Italiens. La conscription révoltait les mœurs douces de ce peuple qui n'avait pas entendu tirer le canon pendant des siècles. Dans les Etats romains, les provinces du nord profitèrent des lois françaises; la bourgeoisie acquit des terres de mainmorte; Bologne vit refleurir son lustre universitaire et rassembla de nouveau une société éclairée et polie. Plus au sud, il n'en fut pas de même; les moines y étaient en possession de former l'esprit public; et, pour ces populations imbues depuis des siècles des préjugés cléricaux, les violences faites au pape firent taire toute autre considé-

ration. Aussi, ce fut en vain que les fonctionnaires français à Rome cherchèrent, par une administration éclairée, active et juste, à détruire les abus et à ranimer la prospérité publique: la société romaine ne cessa pas de leur garder une sombre animosité.

Cependant des Alpes aux frontières napolitaines, sauf quelques déserteurs et quelques bandits courant les bois, tout marchait régulièrement; la législation nouvelle fonctionnait; les impôts rentraient, et l'ordre régnait dans les villes et les campagnes.

Le royaume de Naples ne fut pas aussi facile à soumettre. Napoléon avait lancé (1806) de Schœnbrunn une proclamation portant que les Bourbons de Naples avaient cessé de régner. Les préparatifs belliqueux de la cour ne tinrent pas mieux que ceux de 1799; parmi l'armée et l'administration, ce fut à qui manquerait le plus vite à ses devoirs; les troupes se débandèrent sans tirer un coup de feu; les Français occupèrent la capitale et désignèrent des autorités pour administrer les provinces. La conquête paraissait consommée; mais il restait à pacifier les provinces, et c'est ici que les conquérants de Naples rencontrent les grands obstacles. Tandis que la couardise et la trahison des généraux et des administrateurs faisaient choir misérablement le gouvernement; la foi à la royauté, le zèle religieux, et un attachement passionné à l'autonomie napolitaine soulevaient les classes inférieures de la population; et les Calabres et les Abruzzes s'insurgeaient aux cris de *vive la sainte foi! vive le roi!*

La lutte fut sanglante, et se prolongea pendant bien des années entre les bourboniens et les troupes françaises; d'un côté, la rapidité des coups, les guets-apens, la connaissance des lieux; de l'autre, la discipline, la tactique, les opérations combinées. Bien des Français jonchèrent de leurs ossements les défilés des Calabres; de part et d'autre, on fusillait les prisonniers avec la même férocité. Les Français brûlaient les villages insurgés et égorgeaient tout ce qui portait un arme. Sous Murat, les guérillas politiques se changèrent en bandes de brigands, et son gouvernement prit des mesures actives pour les

détruire. Pendant longtemps, chaque pic sourcilleux, chaque forêt, recéla quelqu'un de ces hardis écumeurs de routes, vivant de contributions forcées, et en correspondance avec la cour de Palerme qui leur faisait passer des armes, des munitions, et des diplômes de chefs royalistes. Cette perpétuité de brigandage fut la plaie du régime français; elle entretint parmi les populations une insécurité, une défiance, une attente inquiète qui empêchèrent les nouvelles lois de s'asseoir et de porter leurs fruits. On verra plus tard quelles semences de révolution y prirent naissance.

Les Français, une fois établis à Naples, s'étaient hâtés d'y transporter en bloc leur mécanisme administratif et fiscal. Ils rasèrent les constitutions provinciales, les priviléges des villes et des communes et répartirent le territoire en quatorze provinces, régies par des fonctionnaires royaux, assistés de corps consultatifs. Sur ce territoire, encore tout hérissé de justices seigneuriales, régi par un amas incohérent de lois et de coutumes romaines et barbares, ils proclamèrent l'égalité civile, promulguèrent les codes Napoléon, et organisèrent des tribunaux à la française, avec leurs procédures expéditives et peu coûteuses, le débat public, la libre défense; ils complétèrent cette législation par l'institution de l'état civil et par un bon système hypothécaire. Aux vieilles taxes irrégulières et injustes, écrasant le petit peuple et épargnant le noble et le clergé, ils substituèrent une forte taxe foncière. Ils firent mieux encore, ils supprimèrent la plupart des corporations monastiques, donnèrent aux communes de grands domaines et en vendirent aux classes moyennes; les fortunes seigneuriales, minées depuis longtemps par le vice et le gaspillage, s'écroulèrent, et la bourgeoisie prit une importance qu'elle n'avait jamais eue.

Ce remaniement fit passer le royaume de Naples d'un état social tout féodal, inique, désordonné, avilissant pour le travailleur, tenant le milieu entre l'Espagne et la Turquie, à l'administration sévère et uniforme de la France impériale. Malheureusement les mœurs publiques ne secondèrent pas ce régime; le bas peuple, par ignorance et

par fanatisme, la noblesse, par intérêt, le poursuivaient d'une haine violente. D'ailleurs, si la centralisation a de graves inconvénients, là même où elle est contrôlée par la presse et par l'opinion publique; dans un pays qui n'a jamais connu ni dignité civile, ni justice, dont les mœurs se rapprochent d'un califat mahométan, où les haines de parti sont implacables, la disparition de toute corporation religieuse et civile, constituait un immense danger.

Murat, le successeur de Joseph, avait des qualités brillantes; il donna du lustre à la ville de Naples par les fêtes et les spectacles, et son gouvernement continua les améliorations commencées. Il s'appliqua avec zèle à former une armée; la conscription fut décrétée, et l'esprit militaire soufflé activement parmi la jeunesse; en quelques années, il parvint à équiper 60,000 hommes de troupes régulières qui semblaient disciplinées et attachées à leur prince. Murat s'occupa aussi des travaux publics et des établissements d'instruction; chaque bourg eut un collége, Naples eut une école polytechnique, des institutions d'art et métiers; ce prince cherchait à se faire une arme des lumières; sa pensée ambitieuse dépassait les limites de son royaume; il convoitait la couronne d'Italie. Quelques chefs de parti caressaient cette chimère et murmuraient à son oreille de séduisantes paroles.

C'est une époque malaisée à apprécier que la domination de Napoléon sur l'Italie. Sous les rapports économiques et civils, on vient de le voir, elle eut d'heureux résultats; la production de la richesse fut favorisée par une meilleure répartition des terres; les barrières qui s'opposaient à la marche ascensionnelle des classes inférieures, furent abaissées et l'instruction commença à se répandre parmi le peuple des villes. Sous le rapport militaire, les résultats paraissaient plus grands encore. Napoléon dota l'Italie d'un état militaire tel qu'elle n'en avait pas eu depuis l'époque romaine; il créa des fonderies, des arsenaux, des hospices de vétérans; il éleva des forteresses. L'armée du royaume d'Italie prit une part active aux guerres de 1806 et de 1809; 30,000 Italiens

combattirent en Espagne; 40,000 autres prirent part à la guerre de Russie. Mais ces créations improvisées par un autocrate étranger demandaient du temps pour donner leurs fruits, et le régime rigoureux dont elles étaient accompagnées pesait immédiatement sur les populations. La conscription moissonnait la jeunesse; la dureté des exacteurs, la destruction du commerce maritime, la centralisation à Paris de tant d'intérêts italiens, excitaient le mécontement. Le peuple se plaignait des charges matérielles, la classe pensante des violences morales. Sous l'étreinte de l'administration impériale, la Péninsule se francisait rapidement. La langue française déteignait sur l'idiôme national; à part quelques poëtes harmonieux, comme Foscolo et Monti, la littérature, la presse, l'art languissaient dans une uniformité glacée. Napoléon honorait les savants; son gouvernement leur donnait des emplois et recherchait leur adhésion, mais cette protection était une chaîne; en retour de ses faveurs, il exigeait de continuelles adulations. Les cours des universités de Pavie et de Padoue s'ouvraient par des dithyrambes en l'honneur *del Massimo Augusto*, du héros que Monti proclamait le rival de Jupiter, parce que, disait-il, il ne peut avoir de rival sur la terre.

Les descriptions que l'on possède des dernières années de cette domination insistent sur la langueur et la prostration des provinces. Les grandes villes n'y échappaient pas; Turin, Venise, Gênes, Rome souffraient d'une dépopulation et d'une misère croissantes; Milan seule, jouissait d'une grande prospérité matérielle; l'érection du royaume d'Italie en avait fait la capitale d'un Etat de près de 7,000,000 d'habitants; pour elle étaient les faveurs du maître, les constructions grandioses, les encouragements à l'industrie, aux arts. Malgré ces avantages, l'esprit public s'y ressentait de la langueur générale: « Ce qui domine, écrivait Eugène de Beauharnais à Napoléon en 1813, c'est l'insouciance et l'apathie, l'abandon irréfléchi de tout intérêt public. Chacun se renferme dans son égoïsme. Les hommes éminents, au lieu de donner l'exemple, n'en donnent aucun; on porte des jugements

erronés sur le présent, on se livre à de vaines conjectures sur l'avenir ; on fait des projets et des combinaisons en l'air, qui, au milieu de tant de fluctuations, augmentent l'inquiétude des bons, et font qu'ils ne savent plus sur quoi appuyer leur faiblesse. Les Italiens n'ont pas le sentiment d'une existence nationale; faibles, ils perdent en énergie à mesure qu'ils sont plus menacés. »

Les Italiens avaient d'abord voué à Napoléon une vive sympathie, ils l'avaient salué comme un des leurs, français par circonstances, mais italien par le génie et les affinités morales. Pour Napoléon, il semble avoir oscillé entre des projets divers. Au début de son règne, il parut croire à une renaissance de la Péninsule, il fit vibrer la corde nationale, créa un grand état italien, lui donna un drapeau, une armée, des magistrats indigènes; puis il entreprit de franciser les provinces occidentales, baignées par la Méditerranée ; il leur imposa une administration toute française, du préfet au moindre receveur, et versa leurs conscrits dans les cadres de l'empire.

Les Italiens dénationalisés plus qu'à aucune époque de leur histoire, incorporés à l'empire, ou distribués en États subordonnés, n'avaient pas de motifs de se louer de la France. Une nation qui compte un passé aussi illustre pouvait-elle accepter ce rôle d'abnégation humiliante! Aussi rien de plus naturel que de voir l'opinion publique échapper à Napoléon; l'Italie n'était pas une sœur cadette de la France, mais une servante, une esclave ; elle envoyait mourir la fleur de sa jeunesse dans les gorges de l'Aragon et les plaines glacées de la Russie; et toute la gloire et les conquêtes étaient pour la nation dominante.

Sur la fin de l'année 1813, le mécontentement grandit. Le vieux parti austro-romain releva la tête et se prépara à seconder les coalisés ; le bas peuple lui était favorable, mais sans passions actives; la bourgeoisie flottait entre des partis contraires. Les sociétés secrètes pullulaient. A Bologne, l'association occulte, dite des *Raggi*, voulait l'indépendance. Cette association disposait de plusieurs généraux et de quelques dignitaires du royaume d'Italie.

Après le désastre de Leipsick, le vice-roi Eugène de Beauharnais revenu en hâte à Milan, réunit les ressources militaires qu'offrait encore le pays et, avec environ cinquante mille hommes, tant Italiens que Français, il se porta sur l'Isonzo pour barrer l'entrée du royaume aux Autrichiens. Bientôt il fut obligé de rétrograder sur l'Adige. Les Autrichiens inondèrent le territoire vénitien et pénétrèrent dans les Légations. Pour Murat, il balançait entre des partis divers; il négociait avec les Anglais, flattait les meneurs du parti national; il se décida enfin à traiter avec les Autrichiens. L'attitude indécise de Murat était plus ou moins celle des populations; les coalisés leurs prodiguaient les promesses flatteuses. A entendre les généraux autrichiens, l'empereur François II se présentait pour sauvegarder les droits de la Péninsule; et lord Bentinck avait inscrit sur ses drapeaux : *Liberté, indépendance de l'Italie.*

A Milan, les hommes les plus éclairés désiraient proclamer Eugène de Beauharnais roi d'Italie; mais l'opinion publique lui était hostile. Les vieux patriciens travaillaient pour l'Autriche, et la jeunesse libérale était fort animée contre les Français. Ces deux partis complotèrent ensemble; et, le 20 avril (1814), ils renversèrent les autorités du royaume d'Italie et proclamèrent une régence. Ce coup de main hâta la chute du royaume; l'armée autrichienne se considéra comme déliée de l'armistice qui la retenait sur le Mincio; elle poussa sournoisement ses corps en avant et, le 28 avril, elle entra dans Milan, en protestant qu'elle n'agissait ainsi que pour faire respecter l'ordre et sans rien préjuger sur le sort réservé au pays par les souverains. Soit stupeur, soit trahison, la régence ne protesta pas; l'armée italienne, désorganisée par les événements du 20 avril et par le départ du prince Eugène qui les suivit de près, ne sut pas agir; et les Autrichiens s'installèrent partout en maîtres. Ainsi disparut le royaume d'Italie, moins par une conquête que par un escamotage. Cette chute si rapide provint surtout de causes morales. Les masses fatiguées par tant de guerres et de déceptions ne demandaient que la paix; l'esprit public était incer-

tain; le nombre des hommes prêts à se compromettre pour la cause nationale était nul. La plupart des patriotes ne savaient qu'intriguer, s'agiter, médire, aller et venir d'un prétendant à l'autre; les uns travaillaient pour Murat, les autres pour Eugène de Beauharnais, quelques-uns pour la liberté, et tous, par leurs divisions, hâtaient la ruine de leur patrie. L'histoire cependant ne doit pas se montrer trop sévère envers les Italiens, car leur situation politique était équivoque. Leurs chefs étaient des étrangers, d'autres étrangers se présentaient à eux, le rameau d'olivier à la main et en parlant de liberté. Lesquels devait-elle croire? Et où trouver une force indépendante qui pût assurer leurs droits?

Le 12 mai (1814), le général autrichien Bellegarde fit savoir aux populations lombardes et vénitiennes leur incorporation à l'empire d'Autriche; cette déclaration navra les patriotes; mais le pays était inondé par les armées autrichiennes, les troupes italiennes disloquées, le bas peuple indifférent ou favorable à l'Autriche: le civisme en fut réduit à s'exhaler en gémissements ou en complots stériles.

Dans toute l'Italie, la restauration des anciens gouvernements succéda rapidement à la prise de possession de la Lombardie par les Autrichiens. Le duc de Modène, le Pape, le grand-duc de Toscane, la maison de Savoie rentrèrent dans leurs États; Gênes fut donnée au Piémont, Parme à Marie-Louise en viager; tandis que les Bourbons de Parme furent placés momentanément à Lucques. Restait Murat encore maître de Naples et que l'Autriche faisait semblant d'appuyer. Le maintien de cet ancien lieutenant de Napoléon n'était guère compatible avec la restauration de l'ancien ordre de choses; lui-même le voyait, et mettait son espoir dans le parti italien qu'il flattait de son mieux. Il avait renoué avec Napoléon. Après le débarquement de Cannes, il marcha contre les Autrichiens, en appelant les Italiens à l'indépendance. Cet appel produisit des vœux et des applaudissements. La population de la Romagne fit fête à Murat; Bologne illumina; on récita des canzone et des sonnets; mais la jeunesse ne prit pas

les armes. A la première rencontre avec les Autrichiens, l'armée napolitaine s'enfuit en désordre; et le royaume de Naples, conquis à la course, fut rendu aux Bourbons.

La lutte engagée depuis vingt ans entre la France et l'Autriche, pour la possession de l'Italie, se termina donc par l'expulsion complète de la première; et l'Autriche reçut dans la Péninsule un établissement territorial tel qu'elle n'en avait jamais eu antérieurement. Les puissances lui reconnurent tout le territoire formé par la Lombardie et par l'ancienne république de Venise; au lieu d'un million de sujets, elle en eut cinq; la possession de Vérone et de Mantoue lui donnait les clefs de la Péninsule; l'occupation de Ferrare et de Plaisance commandait le cours du Pô; au moyen de ses archiducs, elle régnait sur l'Italie centrale. Cette répartition territoriale était désastreuse pour la réunion des forces italiennes. A cette époque, le ressentiment contre l'ambition française était le mobile dominant; le congrès avait institué le royaume des Pays-Bas et donné le Rhin à la Prusse afin de contenir la France vers le Nord; au Sud, il constitua fortement l'Autriche en Italie avec la même pensée. A ses yeux, cet agrandissement était une compensation méritée pour les grands sacrifices que l'Autriche avait faits à la cause de la légitimité. Quant à la dépendance où cet agrandissement plaçait les États italiens, les puissances n'en eurent souci; et lord Castelreagh dit froidement au parlement britannique que c'était une considération secondaire et un sacrifice nécessaire à la paix de l'Europe. L'Autriche, pour ménager la transition, affichait un grand respect pour l'indépendance des couronnes italiennes, indépendance qui fut stipulée formellement dans les actes du congrès.

CHAPITRE II

LA RESTAURATION DE 1814 (1814-1820)

Politique adoptée par les princes italiens en 1814. — La restauration napolitaine est impuissante à rétablir la confiance publique. — Popularité de Ferdinand III en Toscane. — Fossombroni. — La police toscane. — Réaction romaine. — Violences à Turin. — Rivalité des cabinets de Turin et de Vienne. — Organisation de la Lombardie. — Dureté de François II; son mauvais vouloir envers l'Italie.

Au moment de la chute de la domination napoléonienne en Italie, la première impression fut celle d'une délivrance, les masses étaient fatiguées de la guerre. Les classes conservatrices, noblesse et clergé, applaudissaient bruyamment à une restauration qui détruisait un régime aussi contraire à leurs intérêts qu'à leurs préjugés. Ce fut au cri de *mort aux Français* que les Milanais renversèrent les autorités du royaume d'Italie; ce même cri servit de point de ralliement aux mécontents à Turin, à Florence, à Rome: et partout il facilita le retour des anciennes dynasties.

Les princes restaurés furent accueillis avec de grandes démonstrations; les vieux nobles versaient des larmes de joie, les prêtres entonnaient le *hosanna*, on chantait des *Te Deum*. Les dévots encombraient les églises où le Saint Sacrement était exposé; moines, nonnes, toute l'ancienne société italienne tressaillait d'allégresse; le petit peuple criait Viva! en voyant la religion rétablie dans son lustre, et le pape revenu à Rome; mais la classe bourgeoise gardait le silence.

A Rome et à Naples, les passions qui inspirèrent les horreurs de 1799, auraient fait aisément explosion; heureusement les grandes puissances, mues par un louable désir de pacification, enjoignirent aux princes restaurés l'oubli du passé et le respect des droits acquis. Cette modération fut utile à la réaction elle-même : les classes moyennes, ne souffrant pas de vexations personnelles, supportèrent plus patiemment les modifications apportées aux lois.

L'Italie de 1814 n'était plus le pays immobile et hiérarchisé du XVIIIe siècle. La législation française y avait introduit un principe de nivellement dont les effets se révélaient d'année en année. Le morcellement des grandes propriétés, la diffusion des lumières et l'accès de tous aux emplois avaient donné à la bourgeoisie une importance toute nouvelle.

La position des princes italiens ne manquait pas d'analogie avec celle de Bonaparte sous le consulat. Comme lui, ils se trouvaient en présence d'une société récemment révolutionnée et scindée en deux partis : celui du passé, appuyé sur le privilége nobiliaire et clérical, celui de l'avenir fondé sur le travail, le savoir, la libre concurrence, l'accession de tous aux dignités. Concilier les intérêts et les classes en rivalité eût été la politique de la justice et de la prévoyance.

La législation française renfermait des parties excellentes et que tout recommandait aux princes de conserver : ainsi la liberté des cultes, la limitation de la mainmorte et du chiffre des ecclésiastiques tant séculiers que réguliers; ainsi, encore, le mécanisme judiciaire, la régularité et la simplicité des rouages administratifs, l'exactitude de la comptabilité. Quant à la centralisation, Napoléon l'avait poussée trop loin, et son administration avait contrarié le génie municipal de l'Italie. Mais il eût été aisé de ranimer l'activité locale en restituant aux villes des autorités élues par les citoyens, et investies d'attributions réelles. Si les princes avaient agi de la sorte, l'Italie aurait eu une des meilleures organisations civiles du continent : elle aurait eu la régularité administrative, une égalité

sociale suffisante, de bonnes finances, et cette activité municipale qui eût préparé les populations aux institutions parlementaires.

Mais ils obéirent à d'autres vues. Dans leur exil, ils avaient vécu de souvenirs et de rancunes, entourés de vieux courtisans hostiles à la restauration civile poursuivie par les Français. Le principe le plus vicieux de l'ancien régime, le mélange du spirituel et du temporel, fut précisément celui dont ils firent la base de leur gouvernement. Ils relevèrent partout les couvents supprimés, rendirent au clergé les registres de l'état civil, et firent du mariage un acte purement religieux. Les évêques obtinrent le droit de censure sur la presse et la librairie et un contrôle sur l'instruction publique et sur les mœurs; les curés contraignirent le peuple à suivre le culte et à fréquenter le confessionnal : le chiffre du clergé séculier s'éleva rapidement. Le dévouement à la Société de Jésus devint la livrée du royalisme. Cette association, à peine reconstituée par Pie VII, ouvrit des colléges et des maisons professes dans les principales villes d'Italie. La vieille noblesse lui confia ses enfants avec empressement.

La justice subit un remaniement analogue; on rétablit les vieilles lois et les procédures compliquées et onéreuses; la publicité des débats et la liberté de la défense disparurent de la justice criminelle. Certains États, comme la Toscane et l'État romain, renoncèrent à la régularité administrative. Les droits des populations n'en furent pas mieux garantis : le bon plaisir refleurit plus que jamais.

Le nouveau régime se résuma dans une institution ancienne en Italie, la police. Les gouvernements en firent à la fois l'œil et le bras du pouvoir, un moyen d'information sur l'état des esprits et un pouvoir discrétionnaire chargé de régir l'esprit public, d'intimider et de châtier les résistances. Aucune catégorie de sujets ni même de fonctionnaires, aucun acte de la vie civile n'échappa à son ingérence. Elle fut présente partout et souveraine. Sa recommandation devint nécessaire pour un emploi, une chaire d'enseignement, un secours de charité, un passe-

port; on vit jusqu'aux universités et jusqu'à l'épiscopat, subir sa surveillance et sa protection.

On ne peut, cependant, donner le nom de restauration au régime inauguré en 1814 qu'avec des restrictions; car ce régime ne fut pas un retour complet vers le passé. Sans parler de la suppression définitive de la féodalité, de la reconnaissance des biens nationaux à leurs acquéreurs, d'une foule d'institutions surannées définitivement abolies, les princes conservèrent presque toutes les innovations napoléoniennes favorables à la centralisation politique et administrative et gardèrent un contrôle minutieux sur les affaires ecclésiastiques.

Autour d'eux, on n'avait de louanges que pour l'ancien ordre de choses, mais aucun gouvernement italien ne revint au droit historique et ne releva les priviléges de familles, de classes et de corporations si nombreux avant la Révolution; aucun ne rendit aux municipes des libertés effectives. L'œuvre de nivellement, commencée au XVIIIe siècle et continuée par Napoléon, reçut une sanction définitive. Tout dépendit du bon plaisir des princes, et ils purent dire le mot de Louis XIV : *l'État, c'est moi !*

Tel que les souverains le rétablirent en 1815, l'absolutisme forma un mélange assez hétérogène de napoléonisme et de vieux despotisme paternel; et il réunit les vices des deux systèmes sans les compenser par leurs tempéraments. D'un côté, le génie inquisitif des petites tyrannies italiennes énerva ce que le napoléonisme avait eu d'éclairé et d'énergique; de l'autre, ce qui subsista du formalisme impérial supprima les compensations que la douceur des mœurs avait introduites dans les principautés italiennes. Sous Napoléon, on n'avait en somme à redouter que le gendarme et l'exacteur, on obéissait à une règle dure mais précise; maintenant, on eut à se garder de l'espion, du moine, du confesseur. A la soumission au prince, le courtisan avisé dut ajouter le zèle pieux, et l'hypocrisie se répandit comme une lèpre sur la société.

Séduits par le pouvoir discrétionnaire que la centralisation leur donnait sur toutes les parties de l'État, les

princes ne remarquèrent pas que ce régime ne satisfaisait ni les intérêts, ni les passions des classes influentes. La bourgeoisie, ils la froissaient ouvertement par la compression religieuse et par la négation de toute liberté et, quant à la noblesse, ils ne la favorisaient pas réellement, car ils la dépouillaient de son importance municipale. Quelques distinctions de cour ne compensaient pas la perte de priviléges positifs. Tout ayant été livré aux fonctionnaires et à la police, la noblesse subit la loi générale. Quel rôle prendre dans le nouvel ordre de choses? Pour le moment, aveuglée par la haine de la liberté, elle applaudissait à la politique des cours; mais le moment ne viendrait-il pas où elle ferait d'amères réflexions sur sa dépendance, et où elle chercherait une compensation dans un système d'institutions libres?

En 1815, les Bourbons de Naples montrèrent d'abord de la modération; ils reconnurent la vente des biens nationaux et les titres de noblesse créés par Murat, les officiers civils et militaires conservèrent leur grade et leur paye en prêtant serment aux Bourbons. Ferdinand Ier se fit précéder à Naples par une proclamation séduisante. « Un gouvernement sage, stable et religieux vous est assuré, disait-il; le peuple sera souverain et le prince dépositaire des lois que dictera la plus énergique et la plus désirable des constitutions. » Cette perspective flatteuse fut démentie par les faits. Vers le même temps Ferdinand signait avec l'Autriche un traité secret d'alliance offensive et défensive, par lequel il s'engageait à n'introduire aucun changement qui ne pût se concilier avec l'ancienne constitution monarchique et avec les principes adoptés par l'empereur d'Autriche pour le gouvernement de ses provinces italiennes.

Ferdinand Ier rentra à Naples en habit négligé et affectant une simplicité, en contraste avec le faste militaire de Murat. Il accueillit les hommages des généraux et des fonctionnaires muratistes, et s'efforça de paraître bénévole et gracieux avec chacun. Pendant son séjour en Sicile, son naturel avait empiré. A la grossièreté des goûts, au cynisme du langage, à l'égoïsme

glacé, il avait joint une dissimulation et une fourberie capables de tromper les plus subtils.

Les ministres confirmèrent la suppression des servitudes féodales et conservèrent la hiérarchie des fonctionnaires royaux, ainsi que les conseils auxiliaires de chancellerie, de province et de municipe. Le mécanisme judiciaire et les codes français furent également maintenus. Par la suite, le gouvernement napolitain a souvent allégué le texte de ces lois pour décliner les faits odieux mis à sa charge : mais c'était pure hypocrisie, car le meilleur de leurs dispositions fut successivement détruit par des dérogations de détails, et par le mélange de la police avec la justice.

Le pouvoir appartint pendant ces premières années au cavalier Médici et au marquis Cirillo. Ce dernier portait une aversion décidée au progrès. Le cavalier Médici était un esprit fin et délié, dépourvu de passions, indifférent sur les principes, un homme d'expédients. La cour aurait voulu ramener la société napolitaine aux mœurs du XVIII[e] siècle, à cette époque de subordination, où les peuples vivaient de routine, agenouillés devant la royauté comme devant une divinité ; mais la révolution de 1799 et deux royautés étrangères, se succédant en quelques années, avaient détruit le prestige de l'autorité. Le peuple ne révérait plus les princes et n'obéissait qu'à la force. Les ministres de Ferdinand s'appliquèrent surtout à détourner l'attention des intérêts publics, en évitant toute publicité, en enveloppant les moindres affaires d'État d'un profond mystère, en décourageant toute idée généreuse. Ces hommes personnifiaient la politique de sinuosité et d'arbitraire relâché de la décadence italienne.

Le système des répressions cruelles s'incarnait dans un ancien agent de Caroline, le prince de Canosa. Ce personnage était depuis longtemps le principal chef des sanfédistes. Sous la domination française; de l'île de Ponza, un rocher situé en face des bouches du Volturne, où il vivait, entouré de sicaires et d'espions, il n'avait cessé d'attiser les troubles civils et de fomenter le brigan-

dage qui désolait ce malheureux pays. A la rentrée de Ferdinand à Naples, le prince de Canosa s'installa au ministère de la police malgré l'opposition du cavalier Médici qui réprouvait les violences. Il était luxurieux, impur et couvrait ses désordres d'une couche épaisse de bigoterie. On le voyait, dit Colletta, hanter avec ostentation les églises, passer de longues heures au pied des autels, réciter des oraisons, baiser les images de la Vierge immaculée, et passer de ces dévotions à des orgies scandaleuses. Sa maison devint le rendez-vous des hommes les plus dépravés du sanfédisme : moines dissolus, délateurs, intrigants, spadassins s'empressaient autour du ministre et lui offraient leurs services pour la défense du trône. Canosa organisa cette canaille, sous le nom de *calderari*, lui donna des armes, des chefs, des signes de ralliement, et lui montra en perspective les biens des rebelles.

Les *caldérari* usèrent de trop de précipitation. A chaque instant, on parlait de rixes politiques et de coups de stylet ; quelques-uns des agents de Canosa ayant été pris sur le fait, le scandale devint public, et les embassadeurs de Russie et d'Autriche exigèrent du roi l'expulsion de ce ministre.

La confiance était loin de renaître. Les délits que commettaient impunément les sanfédistes et quelques actes rigoureux de l'autorité, rappelant aux classes moyennes la Terreur de 1799, tous ceux qui avaient participé à la révolution ou servi le gouvernement français, se considéraient comme menacés. Ils ne se trompaient pas : si la cour tolérait les serviteurs du dernier règne, ce n'était que provisoirement : *E de nostri o de loro ?* (est-il des nôtres ou des leurs ?) demandait à chaque moment le roi en parlant d'un homme en place. Les ministres donnaient au parti bourbonien l'organisation d'une secte ; la police distribuait des médailles à ses fidèles. Les classes élevées et moyennes, la magistrature, l'administration se scindaient en muratistes et en bourboniens, en carbonari et en sanfédistes ; et ces factions se mesuraient avec des yeux de haine, et s'accusaient réciproquement de corruption, de bassesse, de servilité, de félonie.

De toutes les restaurations de 1814, la plus populaire fut celle de la maison de Lorraine en Toscane. Le retour de Ferdinand III ressembla à une fête de famille. Ce prince n'avait pas l'activité et les goûts réformateurs de Pierre-Léopold, mais il avait de la modération. Affable dans ses manières, simple dans ses goûts, il adopta la vie d'un particulier. On le voyait mêlé familièrement aux fêtes et aux jeux des Florentins. Cette bonhomie le fit chérir du petit peuple qui l'appelait *il babbo*, le papa.

Ferdinand III confia le gouvernement au chevalier Fossombroni et à don Neri Corsini. Ces deux hommes personnifiaient la tradition de Pierre-Léopold. Fossombroni était un homme savant dans les sciences exactes et plus habile encore à manier les hommes. Pendant de longues années, il fut le Metternich de la Toscane, l'incarnation vivante de son gouvernement. Sous des dehors d'apathie, ce ministre nourrissait le vieil orgueil italien; il n'aimait pas l'Autriche et cherchait à échapper à sa domination. Appelé au gouvernement d'un état faible, et placé par les liens de famille du prince sous la tutelle du cabinet de Vienne, il avait le genre d'habileté approprié à cette situation; aux prétentions de l'Autriche il opposait la résistance passive, les réponses évasives. Sa persistance à défendre l'indépendance de la Toscane contre l'Autriche et la cour de Rome, le mit en renom de libéralisme.

Personne, cependant, ne poussait plus loin le goût de l'arbitraire. A l'intérieur, sa politique se résumait dans un despotisme illimité, mais doux, adroit à ménager les intérêts et les amours-propres. Ce système, Fossombroni le pratiqua avec un tact et un succès que ses émules, le chevalier Médici à Naples et le cardinal Consalvi à Rome ne purent atteindre. Sa position était plus facile; les libéraux toscans formaient une minorité d'hommes plus respectables qu'influents. Le grand-duc ne voulait pas qu'on les persécutât; il accueillait au palais les plus distingués et leur donnait des clefs de chambellam, mais il n'en employait aucun dans le gouvernement. Fossombroni appelait ironiquement leurs écrivains, de petits docteurs, *i dottorini*;

il affectait une indulgence dédaigneuse pour leurs théories : illusions d'hommes jeunes, disait-il, dont l'expérience du monde corrige, sans portée d'ailleurs et sans péril, car le peuple ne s'en soucie pas. Pour le moment il disait vrai. Le principal défaut de Fossombroni était le manque d'ordre. Il avait fait du laisser-aller une maxime de gouvernement : *il mondo va da se* (le monde va tout seul), répétait-il nonchalamment. Héritier des maximes relâchées des Médicis, il encourageait les habitudes d'égoïsme, de futilité, de dissipation. Ni lui ni don Neri Corsini ne croyaient aux besoins moraux des peuples.

Leur gouvernement, n'entretenant que peu de troupes et n'ayant qu'une faible dette, put alléger les impôts, tout en exécutant de beaux travaux publics. Pendant quelques années, la Toscane jouit d'une prospérité générale et vit s'accroître sa population et son bien-être.

Vis-à-vis de la cour de Rome, Fossombroni montra de la hauteur, et ne céda rien des conquêtes de Pierre-Léopold. Il assujettit le clergé toscan à la *secrétairerie du droit royal ;* cet office examinait les bulles et les brefs de Rome, avant de leur donner l'exéquatur ; il contrôlait le clergé, surveillait le culte et l'économie des couvents. Comme satisfaction au parti dévot, la cour accorda le rétablissement de quelques ordres monastiques et la suppression du mariage et de l'état civils, mais les jésuites furent exclus.

L'administration avait pour base la centralisation ; et les institutions démocratiques que la cour rendit aux villes furent réduites à rien. En vain tout, dans les monuments et les préjugés, parlait encore de gloire et d'isolement municipal ; en vain Sienne, Pistoia, Arezzo, Pise, encore ceintes de leurs murailles crénelées, ornées de leurs monuments civiques, rappelaient à chaque pas une existence distincte ; une poignée de dignitaires florentins régissait despotiquement tout le pays.

Au milieu de l'effacement de toutes les institutions civiques, la police, déjà si favorisée par les Médicis et par Pierre-Léopold, prospéra d'une manière déplorable. Le gouvernement la mêla à la justice crimi-

nelle et la confondit avec le pouvoir politique. La police toscane se divisait en haute police, régie par le président du *Buon governo*, ayant sous lui les *commissaires*, les *vicaires* et les *podestats*, et en basse police, formée par le *barigel* et les *sbires*. Son pouvoir s'insinua partout : elle s'arrogea la surveillance des colléges, des universités, de la librairie, du clergé ; elle châtia pour mauvaises mœurs, elle pénétra dans les familles et constitua une sorte d'inquisition, de gouvernement des âmes, assez semblable à celui que l'Église possédait au moyen âge. Le *Buon governo* reçut du grand-duc des provisions qui l'autorisaient à détenir les gens suspects de menées séditieuses et à les juger dans des procès inquisitoriaux, instruits à huis clos par d'infimes employés de police, sans défense, sans confrontation de témoins, et, qui plus est, sans appel. Ce mode de jugement s'appelait, en Toscane, *procès économique*. On n'eut pas à reprocher à la police toscane des iniquités flagrantes; elle savait tempérer l'arbitraire par la bonhomie et préférait intimider par des admonitions et de menues pénalités, que sévir par des châtiments rigoureux. Mais, le cas échéant, elle disposait de peines très-dures : la prison jusqu'à trois ans, la relégation aux maremmes, l'enrôlement forcé dans la troupe. Sa pire influence fut de substituer le bon plaisir aux garanties légales et de propager les habitudes de délation et de lâcheté.

L'empressement avec lequel la population toscane se rallia autour du trône de la maison de Lorraine et le silence prolongé des passions révolutionnaires accréditèrent au dehors des opinions erronées sur le mérite de ce gouvernement. Si sa conduite fut douce et tolérante, il tint trop peu de compte de la légalité, il usa de trop de mystère et d'équivoque, et son action sur les caractères fut énervante.

A Rome, la réaction fut immédiate et très-radicale. Pie VII s'était fait précéder par le cardinal Rivarola, comme légat *a latere*. A l'arrivée du Saint Père, ce ministre avait déjà aboli le Code Napoléon, décrété le rétablissement des anciennes juridictions et coutumes, cassé

les offices de l'état civil, du registre, des domaines. Avant la fin de l'été, toutes les institutions françaises avaient disparu.

La chaire de saint Pierre était alors occupée par un pontife d'une piété douce et mieux fait pour le martyre que pour la tyrannie; Pie VII avait confié la direction des intérêts temporels au cardinal Consalvi, le plus sage des cardinanx. Le tact et les ménagements de cet adroit diplomate réussirent à adoucir le retour à l'ancien ordre de choses et à empêcher les répressions cruelles que le parti fanatique réclamait instamment.

Le *motu proprio*, émis en 1816 par Pie VII, stipula la réinstitution des établissements créés avec une si haute sagesse par les précédents pontifes. Le gouvernement pontifical recomposa avec la prélature les anciens offices de judicature ordinaires et extraordinaires, et rétablit à Rome quatorze juridictions d'exception. Dans les provinces, il remit aux mains des délégats les pouvoirs politique et judiciaire; il rendit aux évêques les justices épiscopales, lesquelles décidaient aussi dans les causes civiles entre clercs, et dans celles où un clerc se trouvait en litige avec un laïque : les tribunaux prononçaient alors d'après le droit canon dont on connaît les principes surannés en matière économique. L'attribution à la prélature de toutes les charges importantes fut le principe du gouvernement, et il ne laissa aux laïques que la direction des offices subalternes, les douanes, les tabacs, la loterie, etc.

Tout en rendant à la prélature la plénitude de l'autorité politique, le cardinal Consalvi désirait conserver la simplicité des rouages administratifs français et soumettre les légats et les délégats au contrôle des congrégations de Rome. En agissant ainsi, le secrétaire d'État considérait la souveraineté temporelle comme résidant dans le pape seulement, représenté par son premier ministre; mais, à la cour de Rome, cette opinion a toujours été contestée. Les cardinaux se regardent comme faisant partie du souverain. A leurs yeux, l'État Romain est un fief ecclésiastique, la mainmorte de l'Église, le

pape n'en est que le titulaire. C'est d'après ce principe que les cardinaux-légats se sont toujours comportés dans leurs gouvernements comme de petits potentats, faisant et défaisant les lois, éludant, bravant même ouvertement les ordres des ministres de Rome. La prétention de Consalvi d'assimiler les légats à de simples fonctionnaires parut un outrage à la dignité du cardinalat. La force de ce préjugé contraignit Consalvi à reculer sur plusieurs points.

Une des premières mesures de Pie VII avait été de rétablir la sacrée congrégation de l'Inquisition, institution toujours honorée et considérée à Rome comme la colonne de l'Église. Le Saint-Office se hâta de réorganiser ses tribunaux dans les provinces et y délégua des inquisiteurs généraux, ayant au-dessous d'eux des vicaires et des familiers. L'intérêt politique étant alors prédominant, le sacré Tribunal enjoignit à ses agents d'épier attentivement les discours, de scruter les opinions, de s'enquérir soigneusement de tous les individus suspects d'idées nouvelles et d'en dresser des listes avec des renseignements circonstanciés. Les avis une fois réunis et dépouillés par les inquisiteurs de Rome, l'Inquisition donnait à la police communication de ce qui intéressait la sécurité politique, et celle-ci, de son côté, lui prêtait un appui fraternel pour l'espionnage religieux. Outre le Saint-Office, chaque évêque recomposa une inquisition diocésaine, veillant aux mœurs, aux pratiques religieuses, ayant ses geôles et ses espions. La littérature fut soumise à une triple censure : celle de l'État, de l'évêque et du Saint-Office.

Pour hâter le repeuplement des couvents, le gouvernement pontifical rendit aux familles religieuses les biens de mainmorte non aliénés et compensa la perte des autres par des rentes inscrites sur le grand-livre. Le clergé dépassa bientôt le chiffre exorbitant de 50,000 individus. Les corporations monastiques absorbèrent les fortunes privées par des captations d'héritage et des revendications de titres périmés; tout prétexte était valable, et les tribunaux, formés d'ecclésiastiques, décidaient en faveur

de l'Église. Le clergé prospérait merveilleusement, mais la société civile périclitait. On voyait partout de grasses abbayes, des couvents de franciscains et de jésuites, des calvaires, des pèlerinages; mais nulle part d'écoles, de banques, de caisses d'épargnes. Le petit peuple reculait vers les superstitions et la barbarie des siècles précédents; la bourgeoisie et la moyenne noblesse, sans accès aux emplois supérieurs, gênées en tout par les priviléges cléricaux, voyaient leur aisance détruite et leur existence même menacée. A Rome, ville de cour et de tribunaux, peuplée de courtisans alertes, adroits à faire des abus une source de profits, on s'accommodait de ce régime; mais les provinces, destinées à subvenir au luxe et au gaspillage de la capitale, n'acceptaient pas cet état de choses avec la même résignation.

A Turin, la réaction contre le régime français fut encore plus violente qu'à Rome. La société piémontaise n'avait pas été préparée par des réformes préalables aux lois égalitaires de Napoléon; jusqu'à la révolution, elle avait vécu en dehors des idées modernes, assujettie à une noblesse et à un clergé fiers et dominateurs. La bourgeoisie avait beaucoup profité du régime français; mais, quand vint la restauration de 1814, elle n'avait pas eu le temps de consolider ses conquêtes. D'ailleurs, comme le peuple et la noblesse, elle ne pardonnait pas les violences faites au sentiment piémontais. A la vue de la langueur de Turin et des provinces, de la guerre faite par l'administration impériale au langage, aux mœurs, aux traditions locales, tous les cœurs se révoltaient. Le patriotisme avait survécu à la domination française.

Le retour de Victor-Emmanuel dans le royaume de ses pères fut une suite d'ovations. La population des villes et des campagnes faisait la haie sur son passage en habits de fête, la poitrine décorée de larges rubans aux couleurs de Savoie. Le 20 mai 1814, il entra à Turin. Le concours du peuple était immense. Le cortége n'avançait que lentement au milieu d'un nuage de fleurs; hommes et femmes se précipitaient sur les pas du monarque pour serrer

sa main, pour baiser ses genoux, ou toucher le bord de son vêtement. Ce bon prince pleurait de joie.

La vieille noblesse triomphait. Quittant les castels solitaires et délabrés où elle avait longtemps caché sa haine de la domination française et son indigence causée par tant de guerres et d'exactions, elle encombrait les antichambres de *la résidence*. Les rues de Turin, dit Brofferio, fourmillaient de comtes, de marquis, de chevaliers, vêtus à la vieille mode ; chacun invectivait contre le régime déchu. Le palais retentissait d'injures contre les temps de rébellion : la noblesse avait été avilie, la religion foulée aux pieds ; *il fallait balayer au plus vite tant de nouveautés pestilentielles*.

Victor-Emmanuel était un prince doux et bienfaisant ; mais son intelligence était bornée et il partageait tous les préjugés de la noblesse. Il crut bien faire en cédant à ces clameurs. Le lendemain de son arrivée, il publia que le système de gouvernement de ses prédécesseurs étant le mieux adapté aux conditions du pays, il le reprenait tel qu'il se trouvait avant l'invasion étrangère. En conséquence, il remit en vigueur les constitutions royales de 1770, supprima le Code Napoléon, abrogea les lois et décrets édictés pendant l'usurpation. Aussitôt les épurations commencèrent dans l'armée et la magistrature. On congédia d'excellents employés pour donner leurs postes à de vieux fonctionnaires cassés et infirmes. A Turin, on remit sur pied douze juridictions d'exception, et on rétablit les différences de pénalité entre la noblesse et la roture, ainsi que les supplices cruels. A la requête des courtisans, le roi émit des billets royaux, aux fins de rompre des contrats, d'annuler des sentences, de donner de nouveaux termes pour payer des dettes, d'arrêter des poursuites contre des familles nobles appauvries. On alla plus loin et certains tribunaux commencèrent à rendre des décisions infirmant les actes civils passés sous la loi française. Les nobles et les couvents revendiquaient une foule de priviléges, droits de moulin, banalités, dîmes, etc., etc.

L'Église eut la meilleure part aux faveurs de la cour.

Le gouvernement releva beaucoup de couvents, rétablit les évêchés supprimés, rappela les jésuites. La mainmorte recommença ses acquisitions; et les canonicats, les bénéfices, les capellenies fleurirent de nouveau et procurèrent des sinécures commodes aux cadets de famille. Pour prix de ses faveurs, la cour imposa au clergé de peser sur les consciences et d'étouffer toute idée libérale, et celui-ci se chargea volontiers de cette tâche.

Il était difficile que la police fût oubliée par une réaction aussi vigoureusement conduite. Pour répondre à la forme militaire de la monarchie sarde, la cour la confia aux carabiniers royaux. Leur chef prononçait des jugements sommaires en matière politique, comme le *Buon governo* de la Toscane, mais il avait la main plus dure. Les provinces étaient placées sous le joug militaire et les commandants des provinces, presque tous de vieux nobles rébarbatifs, aggravaient par la rudesse de leurs procédés la sévérité des ordres de la cour.

Au milieu de ce zèle bruyant pour la restauration de l'ancien ordre de choses, quelle part la couronne se fit-elle dans l'héritage napoléonien? la moins remarquée alors et la plus profitable. Elle conserva la centralisation française et s'adjugea l'omnipotence sur toutes les parties de l'État, sur les provinces, les villes, la noblesse, le clergé; la royauté paraissait tout livrer à l'aristocratie, et dans le fond, elle s'arrogeait toute l'autorité. La noblesse n'eut plus d'importance que par les fonctions que le roi lui confia; mais elle ne s'aperçut pas de ce changement; toute puissante sur l'esprit du roi, en possession des commandements militaires, des charges de cour, des ambassades, elle crut à la perpétuité de son ascendant. Elle ne parlait de la roture qu'avec dédain. Le Piémont, disait un des politiques réactionnaires, doit être : « un roi qui commande, une noblesse qui l'entoure et un peuple qui obéit. » Réunie en un faisceau par l'esprit de corps, cette classe parlait et agissait comme un seul homme, tandis que les autres classes n'avaient ni fierté, ni entente, ni courage civils. A côté de cette hauteur sèche et de cette superbe, cette aristocratie avait de la

probité, du civisme, des vertus militaires, et elle était animée d'une loyauté inconnue dans le reste de la Péninsule.

Cet entraînement antilibéral n'empêcha pas la cour de Turin de veiller avec un soin jaloux à sa position de puissance indépendante. Elle était fort mécontente des agrandissements de l'Autriche et ne trouvait pas que l'acquisition de Gênes les compensât. Malgré ses difficultés intérieures, elle prit dès ce moment, en face de sa redoutable voisine, une attitude de rivalité qui mérite d'être remarquée si l'on veut avoir la clef des événements postérieurs.

Le 6 septembre 1814, le comte d'Aglié présenta à lord Casteleragh un exposé des griefs et des demandes du Piémont. Le cabinet de Turin rappelait en tête de sa note les traditions militaires de la monarchie sarde et son poids au xviiie siècle dans la balance italienne; puis il s'attachait à démontrer que la position faite à l'Autriche dans la Péninsule, par l'agglomération des provinces vénitiennes et lombardes, lui conférait une prépondérance blessante pour les États italiens et pour le Piémont en particulier. Au moyen des duchés de Parme, de Modène et de Toscane remis à ses archiducs, et de la forteresse de Plaisance, l'Autriche pesait sur le Piémont, le bloquait, le séquestrait du reste de la Péninsule, réduisant une monarchie indépendante à un vasselage humiliant. A Saint-Pétersbourg, le comte Joseph de Maistre présenta des réclamations pareilles.

Suivant Farini, l'Angleterre ne fut pas sourde à ces considérations d'équilibre italien; et, en 1815, elle dépêcha des agents chargés d'étudier la possibilité d'une fusion de la Lombardie avec le Piémont. Mais ceux-ci rapportèrent que les Milanais, tout entiers à leur orgueil municipal, ne s'exprimaient sur le compte de leurs voisins les Piémontais que le sarcasme à la bouche, et que la maison de Savoie n'excitait aucune sympathie à Milan. Sur ces informations l'Angleterre s'abstint.

D'ailleurs, la cour de Turin avait indisposé les grandes puissances par ses violences réactionnaires et donné une faible idée de ses aptitudes gouvernementales. L'Autriche

lui opposait l'impartialité de son administration en Italie. Vis-à-vis des puissances, elle se posait comme un pouvoir modérateur, utile pour contenir les passions du peuple et des gouvernements.

A Turin, la minorité éclairée de la noblesse piémontaise, le comte Prosper Balbo, le comte de Saluces et d'autres déploraient la voie dans laquelle était entrée la cour. Ils auraient voulu que les ministres de Victor-Emmanuel groupassent autour de son trône les forces vives du pays, et s'attirassent la faveur du parti italien en formation, par une politique fière et indépendante vis-à-vis de l'Autriche. On écrivit des mémoires dans ce sens. Joseph de Maistre lui-même, en dépit de ses passions antirévolutionnaires, penchait vers ce parti. « Prenez garde à l'esprit italien, écrivait-il, le 18 juillet 1814, il est né de la révolution. Notre système timide, neutre, tâtonnant, suspensif, est mortel dans cet état de choses. Que le roi se fasse le chef des Italiens; que, dans tout emploi civil et militaire et de la cour même, il emploie indifféremment les révolutionnaires, même à notre préjudice; ceci est essentiel, vital, capital, les expressions me manquent. » Mais le moment n'était pas venu où la cour de Turin pût céder à de telles considérations. Les plaies faites à la légitimité par la révolution étaient encore trop vives.

L'Autriche s'était permis des actes qui montraient la dépendance où elle prétendait conserver le Piémont. En évacuant la citadelle d'Alexandrie, les généraux autrichiens firent sauter des fortifications construites par Napoléon, au prix de vingt-cinq millions. Quelque temps après, la cour de Vienne réclama le haut Novarais, possession nécessaire à la frontière du Piémont, déjà si vulnérable de ce côté, et ce ne fut que sur l'opposition de l'empereur Alexandre qu'elle se désista de cette prétention. Ces actes hostiles ne l'empêchaient pas d'affecter une vive sollicitude pour les intérêts du Piémont et d'attiser ses rancunes contre la France.

L'empereur d'Autriche agissait alors auprès des cours italiennes pour les unir en une confédération dont il aurait eu la direction. A Turin, ce projet fut reçu avec

effroi et le ministère en écrivit à la cour de Rome : « A Vienne, disait la note sarde, tout est mis en œuvre pour s'emparer des dernières dépouilles de l'Italie ; aucun scrupule dans le choix des moyens. On propose une ligue de tous les princes de l'Italie, sous la direction de l'empereur ; cette ligue n'est qu'un prétexte pour asseoir sa propre domination et réduire les princes italiens en esclavage. La mauvaise foi autrichienne dans les dernières guerres, ses efforts perfides pour nous diviser, sont des exemples trop récents pour ne pas la rendre suspecte au Saint-Siége. » La cour de Rome ne s'étant pas élevée avec moins de vivacité contre ce projet, le prince de Metternich le remit à des temps meilleurs.

Pendant l'année 1814, l'Autriche administra d'une manière provisoire les provinces lombardo-vénitiennes. Le 16 avril 1815, afin de donner le change aux désirs excités par le retour de Napoléon, elle publia sur leur organisation une lettre patente qui masquait adroitement ses projets centralisateurs. Par cette lettre, elle les dota d'un réseau d'institutions communales et de chambres consultatives ou *congrégations* divisées en deux degrés. Ces institutions paraissaient heureusement conçues ; mais l'Autriche en détruisit l'esprit, en les subordonnant aux fonctionnaires envoyés de Vienne.

Les prétentions de l'Autriche à la suzeraineté de l'Italie avaient pris fin avec la dissolution de l'empire d'Allemagne. En renversant ce fantôme, Napoléon rendit un immense service à l'Italie.

Dans le domaine civil, le régime autrichien se montra d'abord éclairé. François II conserva l'égalité introduite par la législation française et borna la noblesse à des titres. Il ne rendit au clergé ni son opulence ni ses prérogatives civiles ; l'État conserva les domaines de mainmorte, et ne laissa pas relever les couvents ; mais sous les rapports politique et financier, le sort des Lombards fut loin d'être enviable. Napoléon s'était borné à rattacher le royaume d'Italie à l'empire français par un lien de vassalité et un contingent en hommes et en argent. François II s'offusqua de cette semi-indépendance. Il abolit le

titre de royaume d'Italie pour celui plus modeste de royaume Lombard-Vénitien : et ce prétendu royaume, il le divisa en deux provinces, ayant Milan et Venise pour chefs-lieux et relevant directement de Vienne.

Le gouvernement autrichien considérait surtout les provinces italiennes comme un territoire opulent à exploiter pour soulager ses finances. Partant de ce point de vue, il y maintint les pesantes impositions payées pendant les guerres de l'empire; il n'en dépensait qu'une partie dans le pays. Ce ne fut pas tout : il disloqua l'armée d'Italie, puis la supprima tout à fait et en versa les hommes dans les cadres de l'armée impériale. On transporta à Vienne le matériel des arsenaux, les fonderies, les fabriques d'armes; on supprima les écoles militaires. A cette destruction des institutions militaires, succéda celle de l'administration. L'empereur désigna à toutes les hautes fonctions des dignitaires allemands et remania la justice et l'instruction publique d'après ses vues... Ainsi disparut tout vestige d'administration propre. Le drapeau jaune et noir flotta sur tous les édifices; l'aigle impériale à deux têtes étala ses noires ailes et ses serres rapaces sur le fronton de chaque édifice public; et la haute Italie se trouva comme noyée dans le vaste corps d'une monarchie, composée de populations rudes, tyranniques et malveillantes pour les hommes du Sud.

Le cabinet autrichien ne cachait pas ce que sa politique avait d'hostile à la nationalité italienne. Vers ce temps, le prince de Metternich, en causant un jour avec le comte Saint-Aulaire, lui résuma en ces mots les vues de son maître : « L'empereur veut éteindre l'esprit de réunion italienne et les idées de constitution; pour cela, il a désorganisé l'armée d'Italie, aboli toutes les institutions qui pouvaient préparer un grand royaume italien. Il veut détruire l'esprit de jacobinisme, et ainsi assurer le repos de l'Italie. » L'histoire des quarante années suivantes est en germe dans cette confidence de l'illustre chancelier. La cour de Vienne avait deviné le réveil de l'esprit national, les désirs de fusion territoriale et de liberté qui couvaient dans les cœurs; et froidement, sans essayer au préalable

une conciliation, elle fonda sa politique sur l'annihilation de l'esprit public: pour s'assurer la possession d'une province, elle condamna toute une nation à l'ilotisme.

François II n'était point un esprit supérieur. C'était un homme d'une volonté persistante, appliqué au travail, très-formaliste, très-ombrageux. Il ne voyait dans le peuple qu'un mineur perpétuel, dans un gouvernement qu'une bureaucratie et une police omnipotentes et irresponsables. Bien qu'il eût été élevé à Florence, il détestait l'Italie et en méprisait les mœurs. Au lieu de chercher à adoucir le sort des Lombards, il repoussa toutes leurs réclamations par des réponses sèches et rebutantes. « Il ne peut plus être question d'indépendance de l'Italie, dit-il aux députés lombards; le pays lui est cédé par le traité de Châtillon; Milan perdra son rang de capitale. » Une autre fois il leur dit : « Les Lombards doivent oublier d'être Italiens; mes provinces d'Italie ne devant être jointes entre elles que par le lien d'obéissance à l'empereur; » et enfin : « C'est un pays de conquête. »

Si l'œil de ce despote eût percé l'avenir, s'il eût prévu les complications diplomatiques, les sacrifices ruineux en hommes et en argent, les guerres, la déconsidération que cette politique attira à son empire, il eût peut-être reculé dans sa triste entreprise; mais ni lui, ni le prince de Metternich n'eurent l'intelligence assez haute. L'exercice d'un pouvoir illimité conduit à un mépris exagéré des hommes et le dédain des forces morales entraîne à de faux calculs.

CHAPITRE III

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES (1815-1820)

Le teutonisme et la restauration française agissent sur l'Italie. — Passion des classes urbaines pour la politique. — Offre de la couronne d'Italie à Napoléon. — Naissance du parti national. — Développement des sociétés secrètes. — Le carbonarisme. — La *République ausonienne.* — Affiliations sanfédistes.

Dans les années qui suivirent la Restauration de 1814, l'Italie n'était pas seule à se plaindre de ses gouvernements. Sur toute la surface du continent, les déceptions et le mécontentement se faisaient jour sous des formes plus ou moins menaçantes. A une époque guerrière succédait une ère d'agitations et de crises intérieures.

On sait l'enthousiasme pour la nationalité germanique, qui s'empara de la jeunesse allemande pendant les dernières années de l'empire et les déceptions qui suivirent la réorganisation fédérative de l'Allemagne. Après 1815, ce mouvement devint révolutionnaire et démocratique. Les princes allemands s'effrayèrent de l'effervescence de la jeunesse et, à la suite du congrès d'Aix-la-Chapelle, ils centralisèrent la répression dans un tribunal d'inquisition politique. Les persécutions sévirent et l'Allemagne fut refoulée dans le vieux cadre social.

Le teutonisme se tourna alors vers les théories et la science allemande déploya une sagacité admirable. Une de ses études favorites fut celle des nationalités dans l'histoire. Après l'avoir commencée avec une pensée de glorification propre, l'Allemagne l'élargit et l'appliqua avec érudition et critique aux autres peuples, et contri-

bua à leur donner une connaissance plus approfondie de leur génie. Les publicistes accordèrent dès lors plus d'attention aux précédents religieux et civils des peuples, à leurs aptitudes de race, et ils tinrent moins de compte des frontières souvent fictives, tracées par les conquêtes et la diplomatie. Cet ordre de considérations, jusqu'alors trop négligé, fournit de nouveaux arguments en faveur des pays sacrifiés par le congrès de Vienne, tels que la Pologne et l'Italie. Le droit de la nationalité s'ajoutant à celui de la souveraineté populaire, le droit divin des couronnes fut doublement menacé.

La France, mieux partagée que l'Allemagne, quoique la vaincue de 1815, était sortie de ses luttes contre l'Europe avec son territoire naturel et un gouvernement parlementaire. Elle avait conservé toutes les conquêtes civiles de la Révolution : l'égalité devant la loi, la Liberté des cultes, l'accès de tous aux emplois. Affranchie du régime tout militaire de l'empire, elle se tournait avec vivacité vers les travaux de la pensée. Le libéralisme y renaissait sous l'initiative d'une brillante génération de philosophes et de publicistes. Les Cousin, les Royer-Collard, les Guizot, les Benjamin Constant, les Villemain ; tous ces esprits, à la fois sages et éclairés, désireux de stabilité et de progrès, cherchaient entre les théories matérialistes du XVIIIe siècle et la réhabilitation du moyen âge, entre les exagérations niveleuses et tyranniques des jacobins et l'immobilité absolutiste, une voie intermédiaire qui assurât à la société française la liberté dans l'ordre et un nouveau développement scientifique.

Dans les limites un peu resserrées de la Charte, la vie publique trouva à se produire ; la presse périodique prit rapidement de l'importance et les discussions retentissantes de la Chambre des députés en fixant l'attention des libéraux du continent, donnèrent du crédit aux théories constitutionnelles. Malheureusement la vie publique de la France, au lieu de se régulariser, dégénéra bientôt en luttes extrêmes. Paris, redevenu le foyer de la propagande, souffla de nouveau sur l'Europe méridionale la flamme de la révolution. L'Italie n'avait pas besoin de ces

excitations pour entrer dans une ère de mécontentement et de conspirations.

L'Italie avait supporté, en 1814, le poids des rancunes et des appréhensions de l'Europe. Sa faiblesse avait déterminé la perte de son indépendance. Les puissances l'avaient livrée à l'Autriche pour mettre une barrière à l'ambition française; elles considéraient les Italiens comme une population énervée, corrompue, trop dépourvue de courage et de discipline pour opposer une résistance sérieuse à l'ambition de ses voisins et, entre leur subordination à la France ou à l'Autriche, elles n'avaient pas hésité.

Cette manière de voir avait un fondement, si l'on s'en tenait aux mœurs qui précédèrent la révolution française, à ces molles générations du XVIIIe siècle, satisfaites, dans leur oisive indolence, avec des ovations de théâtre et des triomphes d'improvisateurs. Mais les puissances auraient dû tenir compte de la transformation morale que Napoléon y avait opérée. Vingt années de révolutions et de guerres avaient évoqué de nouvelles ambitions. Refuser l'indépendance et la liberté aux Italiens de 1814, transformer leurs princes en vassaux des Habsbourg, assujettir à un despotisme avide Milan et Venise, c'était trop exiger de la longanimité d'un peuple faible, mais en voie de régénération. La bassesse même de la situation faite à l'Italie y réveilla le patriotisme et les fortes vertus.

Si la domination française avait été arbitraire et précipitée, elle avait imprimé à la société italienne une impulsion qui ne s'arrêta plus. La création du royaume d'Italie, les campagnes lointaines et glorieuses de son armée, tant d'événements mémorables semés à chaque pas du règne de l'empereur avaient puissamment surexcité les désirs. La génération, qui, à son entrée dans la vie, fut témoin de si grandes choses, en conçut de hautes ambitions et le dégoût la saisit, lorsqu'elle connut la médiocrité du sort fait à sa patrie par les traités de 1815 et la politique dépendante, timide, toute négative de ses princes.

On a remarqué que le caractère national avait changé

depuis la révolution et subi l'empreinte française. Les Italiens des derniers siècles se distinguaient par une prudence méticuleuse, lente à s'émouvoir, railleuse envers les idées nouvelles. Ainsi que les hommes longtemps tyrannisés, ils avaient appris à se taire et à ne jamais compromettre leur repos et leur sécurité pour un intérêt public. La génération de 1815 pèche par l'excès contraire. Pétulante, avantageuse, crédule, elle ne doute de rien et donne tête baissée dans les projets les plus hasardés; elle est possédée d'un besoin d'émotions et d'aventures. La politique à coups de théâtre de Napoléon n'avait pas remué les imaginations italiennes moins fortement que les imaginations françaises. Pour un temps, l'amour de l'imprévu fit taire toute prudence et la jeunesse rêva des transformations à vue, renouvelant la scène publique comme les décors d'un opéra.

Sous la domination française, bien qu'il n'y eût pas de tribune ni de presse libres, le public s'accoutuma à observer les événements et à en discourir. En 1814, ce qui d'abord n'avait été qu'un objet de curiosité, qu'un passe-temps d'oisifs, devint l'occupation et bientôt la passion des classes urbaines. Cette préoccupation ramena les Italiens au plus ancien de leurs penchants. Sortis d'une léthargie de trois siècles, pendant lesquels ils avaient oublié leur génie propre, ils se lancèrent de nouveau à la poursuite de la vie publique.

L'inexpérience que la jeunesse de 1815 apporta d'abord dans ses tentatives d'émancipation trompa les étrangers sur la portée de ce mouvement. Ils ne virent qu'une fièvre d'adolescent et une maladie sociale dans une agitation qu'une appréciation mieux éclairée aurait fait considérer comme très-sérieuse et sortie des entrailles de la nation.

Six mois ne s'étaient pas écoulés depuis l'invasion autrichienne et la rentrée des dynasties italiennes que la jeunesse, les lettrés, les employés et les officiers du régime déchu, les têtes intelligentes et les individus lésés s'agitèrent dans la haute Italie, à Bologne, à Modène, à Milan, à Turin, à Gênes, afin de donner à l'Italie la liberté

et une concentration de territoire capable d'assurer son indépendance.

De ce besoin naquît l'idée unitaire, cette idée qui avait déjà traversé le cerveau des jacobins de la Cisalpine réfugiés en France, à la suite du désastre de 1799. On projeta de faire de la Péninsule un grand royaume et l'on élabora une constitution. Rome était la capitale; le parlement national alternait ses sessions entre Rome, Naples et Milan. Les conjurés songèrent à déférer la couronne à Napoléon, et ils envoyèrent à l'île d'Elbe des députés chargés de lui soumettre leur plan. L'imagination de Napoléon parut d'abord s'échauffer à cette proposition.

Le projet n'eut pas de suite et la tentative de Murat, effectuée à quelque temps de là, échoua misérablement. L'idée unitaire n'était pas mûre, elle ne disait rien aux masses. Cependant l'histoire ne saurait taire cette tentative; la suite des événements montrera qu'elle était moins une utopie qu'une vérité prématurée.

La défaite de Napoléon à Waterloo, ainsi que la chute et la mort de Murat, assirent l'œuvre du congrès de Vienne, et ce premier parti révolutionnaire ne tarda pas à se dissoudre. Les intrigants ou les simples ambitieux se retirèrent d'une agitation pour le moment sans avenir; plusieurs patriotes émigrèrent; une poignée d'hommes généreux et la jeunesse universitaire restèrent seuls sur la brèche.

Cette élite forma le noyau du parti national. On le voit : la révolution italienne n'est pas sortie des bas-fonds de la société, mais de ses régions les plus élevées, des hommes de science, des penseurs, des poëtes, des lettrés. C'est là qu'elle a couvé longtemps pour se répandre dans les classes moyennes et inférieures de la population, à mesure que le despotisme, en s'alourdissant chaque jour, descendait dans les couehes successives de la société et y pesait.

Soit le besoin de se mettre à couvert des recherches de la police, soit un penchant naturel au caractère italien, la jeunesse libérale de 1816 s'organisa promptement en associations clandestines ayant leur hiérarchie,

leurs dignitaires, leurs rites et opposant un gouvernement occulte au gouvernement public. Le plus souvent, ces associations n'avaient pas de plan d'action. Elles servaient à tenir en faisceau les mécontents, à faire circuler les rumeurs défavorables aux princes, à favoriser la fuite des patriotes compromis, à répandre les écrits révolutionnaires.

Les yeux braqués sur l'Europe, au premier nuage diplomatique, à la première rumeur séditieuse, les affiliés se hâtaient d'annoncer de prochains bouleversements; leurs émissaires allaient et venaient. « Sous peu, on verra de grandes choses, murmuraient-ils : la trame est tissée, les amis sont nombreux et déterminés, et les peuples tout prêts aux partis les plus désespérés. » La facilité avec laquelle on acceptait des récits fantastiques n'était égalée que par la mobilité avec laquelle on les oubliait pour courir à des imaginations nouvelles. A la crédulité de cette génération, on ne reconnaissait plus le peuple si renommé jadis pour sa prudence.

A force de répéter sur tous les tons que l'assiette donnée à l'Italie par les traités de 1815 n'avait aucune solidité, les sociétés secrètes propagèrent parmi les populations, et surtout dans les provinces du centre soumises au Saint-Siége, une inquiétude, un dégoût du présent mortels à toute prospérité. On n'entreprenait rien de durable; on vivait au jour le jour, dans l'espoir de bouleversements imminents; et cette fiévreuse attente a duré quarante ans!

La propagande des sociétés secrètes eut cette influence heureuse de proposer un but social élevé à une foule d'hommes jusqu'alors épars, désœuvrés, sans foi, sans drapeau; elle donna aussi des habitudes de subordination et de discipline morale à des natures trop disposées à s'isoler; mais elle égara bien des têtes et enfanta bien des exagérations. Tout bon patriote fut obligé de professer des opinions extrêmes et de conspirer en permanence. La nécessité de tenir caché ce qui concernait ces sociétés donna des habitudes de dissimulation : tel carbonaro, appelé par sa naissance à fréquenter les cours, y feignait la fidélité et un zèle hypocrite. La franchise des caractères en souf-

frit, et le civisme aussi; car l'habitude de la duplicité ôte le courage moral, nécessaire aux luttes de la vie publique. Un autre résultat funeste fut l'habitude de tout fronder, de tout déprécier, le bien comme le mal, de suspecter les intentions des gouvernements, de mettre toujours les choses au pire. Cette guerre de sarcasmes, de dédains, ce décri incessamment jeté sur les hommes en place, abaissait ceux-ci à leurs propres yeux, et envenimait leur aversion pour toute espèce de progrès.

C'est du Sud au Nord que l'envahissement des sociétés secrètes se propagea. L'exaltation sévissait avec plus de force parmi les populations de l'Italie méridionale, naturellement passionnées, d'un esprit brouillon et porté à l'intrigue et aux voies souterraines. On sait que Naples renfermait au XVIIIe siècle des loges de francs-maçons. A la suite de la réaction sanguinaire de 1799, ces associations prirent un caractère plus radical et enfantèrent la secte des *carbonari*. Botta en attribue la fondation à des jacobins de la République parthénopéenne, réfugiés dans la solitude des Abruzzes pour se soustraire aux persécutions des royalistes. Traqués par les bourboniens, ils y auraient mené une vie retirée et solitaire et quelques-uns d'entre eux se seraient faits charbonniers pour vivre. On reconnaît une parenté entre l'esprit de cette association et l'*illuminisme* allemand qui fut importé à Naples vers ce temps.

Cette influence, jointe à l'existence menacée et précaire des premiers carbonari, fut sans doute l'origine de la misanthropie et du mysticisme sombre sous lesquels ils s'annoncèrent. On aurait dit une secte de fanatiques religieux. Ils voulaient, disaient-ils, venger la mort du Christ mis à mort par les despotes, et établir son règne sur la terre par la fondation d'une république religieuse. Ils parlaient encore de purger l'Apennin *des loups rapaces*.

Les deux campagnes de Murat dans la haute Italie, en 1814 et en 1815, fournirent aux carbonari, fort nombreux parmi les troupes napolitaines, une occasion de faire des prosélytes, et ils formèrent des affiliations à Bologne, Modène, Parme, Gênes, etc.

Sur les instances de l'Autriche et des princes italiens, la cour de Rome fulmina l'excommunication majeure contre les adhérents et les fauteurs du carbonarisme. A la suite de cette déclaration de guerre, leur société se dépouilla de son caractère religieux, pour se faire l'apôtre de la démocratie et du rationalisme.

Les principes politiques des carbonari variaient. Les modérés se contentaient du régime constitutionnel; les autres voulaient la république. Plus nationale et moins humanitaire que la franc-maçonnerie, cette société parlait avec insistance de l'Italie et de la nécessité d'en chasser les Autrichiens. Ce caractère national se dessina surtout chez les carbonari de Modène, de Parme et de la Romagne. Ceux de Naples gardèrent un cachet plus municipal et plus républicain.

On connait le mécanisme de cette société, son fractionnement en sections de vingt membres, lesquels formaient autant de ventes de *bons cousins*, communiquant par un d'entre eux avec les ventes placées à l'échelon supérieur. De degrés en degrés, on arrivait à la vente suprême qui fut placée à Paris. Les carbonari n'écrivaient pas de peur d'être trahis et traitaient tout de vive voix. Ils se reconnaissaient entre eux par des gestes et des paroles cabalistiques. A la réception d'un *bon cousin*, le récipiendaire prononçait le serment suivant, accompagné d'imprécations : « Je jure d'employer tous les moments de mon existence à faire triompher les principes de liberté, d'égalité et de haine de la tyrannie, âme des actes secrets et publics de la charbonnerie. Si je me parjure, je consens à être crucifié dans le sein d'une grotte, nu et couronné d'épines, comme le fut notre bon cousin le Christ, notre modèle. »

Les plus avancés parmi les carbonari travaillaient à renverser tous les gouvernements de l'Italie, et à leur substituer la *république ausonienne*. Le plan de cette république était bizarre. Son territoire aurait compris le continent italien, les îles et les côtes anciennement vénitiennes de l'Adriatique jusqu'aux bouches du Cattaro; chacune de ses vingt et une provinces aurait envoyé un député

à l'assemblée souveraine ; le gouvernement aurait appartenu à un roi de terre et à un roi de mer, élus pour vingt et un ans par l'assemblée. Les revenus publics se seraient tirés d'une imposition unique sur la rente ; le pauvre aurait payé un septième, et les autres, progressivement, jusqu'au riche taxé aux six septièmes. Comme religion de la majorité, l'Ausonie conservait le culte catholique épuré et révisé par un concile, et présidé par un patriarche ; elle offrait cette dignité au pape et, en cas de refus, elle l'expulsait de son territoire.

Ce plan reproduisait l'unité italienne stipulée en 1815, dans le projet soumis à Napoléon ; mais les carbonari veulent maintenant une république fantastiquement organisée et spoliatrice des riches. L'exaltation fomentée par les sociétés secrètes a nui au sens pratique. Le romanesque l'emporte sur le réel. Déjà, on le voit, la royauté de Mazzini n'est pas éloignée. La société des carbonari se ramifia en plusieurs autres, telles que les *Chasseurs américains*, les *Fils de l'honneur*, les *Chevaliers guelfes*.

Quand la police autrichienne vit les progrès des carbonari. Elle prit des mesures énergiques pour empêcher leur introduction parmi les populations lombardo-vénitiennes ; elle commença par dresser une liste complète des francs-maçons, au moyen des papiers de l'administration française et d'autres renseignements. Tous les anciens sociétaires furent éloignés des offices et placés sous une surveillance attentive. Elle dépêcha aussi des explorateurs dans l'Italie centrale, et noua des correspondances avec des magistrats, des nobles rétrogrades, des évêques et des religieux, membres du Saint-Office. En même temps, l'Autriche pressa les autres polices d'adopter des mesures rigoureuses. Les gouvernements italiens n'avaient pas la même répugnance pour le mode d'action de ces sociétés ; ils essayèrent d'abord de louvoyer avec les carbonari, cherchèrent à les gagner, fermèrent les yeux sur leurs progrès ; où s'ils les persécutèrent, ils le firent mollement. Ils crurent très-habile de leur opposer des affiliations sanfédistes.

Le gouvernement pontifical fut le premier à faire jouer

cette contre-mine. On connaissait depuis longtemps dans les États de l'Église une société dite des *Pacifici*. Ses membres prêtaient serment de défendre les priviléges et les juridictions de Rome, temporelles et spirituelles. En 1814, les cardinaux et les prélats délégués au gouvernement des provinces, ravivèrent cette association et lui donnèrent une forme militante, propre à intimider les ennemis du régime ecclésiastique. La police et les moines y enrôlèrent la populace superstitieuse et dépravée des bourgs des Marches et des villes romagnoles, telles que : Faenza, Lugo, Imola.

Les sectes sanfédistes avaient, comme les carbonari, des rites et des formules cabalistiques. La réception *d'un fidèle* se faisait avec solennité. Le néophyte, placé aux pieds du prêtre officiant, un genou sur la sainte Eucharistie, recevait un glaive bénit; puis le prêtre engageait avec lui le colloque suivant : « Quels sont les vœux qui vous lient ? — L'amour de Dieu, de la patrie et de la vérité. — Comment vous endormez-vous ? — Toujours en paix avec Dieu et avec l'espérance de m'éveiller en guerre contre les ennemis de son saint nom. » — Le serment prêté par le récipiendaire respirait le fanatisme des plus mauvais temps de l'Inquisition. En voici la formule : « En présence de Dieu tout-puissant, Père, Fils et Saint-Esprit, de Marie toujours vierge immaculée... je jure de demeurer ferme dans la défense de la sainte cause que j'ai embrassée, de n'épargner aucun individu appartenant à l'infâme secte des libéraux, quelles que soient sa naissance, sa parenté ou sa fortune; de ne pas avoir pitié des pleurs des enfants... et de verser jusqu'à la dernière goutte le sang des infâmes libéraux, sans égard, ni au sexe ni au rang. Je jure enfin haine implacable à tous les ennemis de notre sainte religion catholique, romaine, unique et vraie. »

Au-dessus de cette association destinée à la populace, le zèle théocratique en forma une autre dite des *Consistoriaux*. Dirigée par des cardinaux et des prélats, servie par des nobles et des moines remuants, cette société ne s'attacha pas seulement à combattre les libéraux, mais elle agita de ses menées anti-autrichiennes les cours

italiennes. Tant que dura l'administration prudente de Consalvi, elle fut contrainte à garder de la mesure; mais, lors de l'avénement de Léon XII, son ambition prit un essor fougueux.

On assure que, vers l'année 1829, elle était arrivée à une entente avec les cours affidées de Turin et de Modène sur la répartition à donner à l'Italie. D'après ce plan, l'État romain était agrandi de la Toscane; le Piémont s'annexait une partie de la Lombardie; l'Autriche était reportée à gauche du Mincio ou expulsée de la Péninsule. Avec ses dépouilles, on eût composé un royaume à François IV de Modène, le fauteur le plus zélé de la société. Au milieu de tant d'intrigues et du croisement de pratiques ténébreuses et souvent contradictoires que l'exaltation fiévreuse des Italiens multipliait dans tous les sens, il est malaisé de savoir quelle somme d'adhésions ce plan a réunies.

Un point commun rapprochait les Consistoriaux des carbonari, la haine de la prépondérance autrichienne. Les chefs des deux sociétés eurent quelques pourparlers à ce sujet; mais l'accord ne put s'établir. Les carbonari procédaient du rationalisme et poursuivaient un affranchissement moral non moins que politique, et les Consistoriaux voulaient le règne de l'Inquisition et la suprématie temporelle de Rome sur les couronnes (1).

(1) Les faits exposés dans ce chapitre sont tirés principalement des *papiers secrets du gouvernement autrichien*, publiés dans le canton du Tessin.

CHAPITRE IV

LES RÉVOLUTIONS DE 1820 ET 1821

La révolution de 1820 à Naples. — Le Parlement napolitain. — Congrès de Laybach. — Déroute subite et irréparable de l'armée napolitaine. — Exaltation à Turin. — Rapports entre les meneurs libéraux et Charles-Albert. — Les carbonari proclament la constitution. — Régence de Charles-Albert. — La révolution piémontaise de 1821, un présage. — Le procès de lèse-majesté à Milan.

Vers 1820, le travail révolutionnaire poursuivi en Italie par les carbonari était déjà fort avancé, et il suffisait d'une légère étincelle pour allumer un incendie. Nulle part la situation ne s'était autant aggravée qu'à Naples.

Ce n'est pas que l'administration y fût plus mauvaise qu'à d'autres époques; les finances s'équilibraient, les intérêts matériels ne souffraient pas, mais certains actes de cruauté avaient réveillé les passions. Le fléau de ce pays, c'était une défiance universelle : la cour se méfiait du peuple et le peuple appréhendait les perfidies de la cour. Les atrocités de 1799 étaient présentes à toutes les mémoires. Pas une famille bourgeoise qui n'eût fourni quelque victime aux vengeances des Bourbons. On répétait avec insistance que le roi n'avait rien oublié, et qu'il n'attendait qu'une occasion favorable pour frapper tous les serviteurs du dernier règne. Les acquéreurs de biens nationaux tremblaient pour leurs propriétés; les officiers, les fonctionnaires, pour leurs emplois, et tous s'agitaient dans un pêle-mêle de désirs et de passions difficile à décrire.

A la faveur de cette désaffection, les carbonari ga-

gnaient du terrain. Ils dominaient dans l'administration et la magistrature ; en 1818 et en 1819, ils firent de grands progrès parmi l'armée. Cette singulière association renfermait alors l'élite et l'écume de la population napolitaine : des magistrats et des ecclésiastiques pleins de vertu et d'intentions bienfaisantes, une jeunesse ardente et généreuse ; et en même temps une foule de libéraux douteux, des vauriens, des prêtres interdits, des perturbateurs, des malintentionnés. Les grands propriétaires, les magistrats, les généraux formaient un groupe à part ; ils avaient coutume de louer la bonne et ferme administration de Murat, bien préférable, disaient-ils, à la liberté bruyante et déréglée des démocrates.

La révolution de 1820, en Espagne, effectuée sans violences ni spoliations, fit sensation à Naples. L'agitation se propagea et l'on décida de suivre au plus tôt l'exemple des frères espagnols.

La nuit qui suivit le 1er juillet, jour consacré à saint-Tébaldeo, le patron de la société, Menechini, un prêtre carbonaro hisse à Nola le drapeau rouge, bleu et noir, symbole de la société et, avec une poignée de conspirateurs, il se présente au régiment Bourbon cavalerie. Deux sous-lieutenants, Morelli et Silvati, suivis de vingt-sept hommes, montent à cheval et la petite troupe se dirige sur Avellino en criant : *Dieu, le roi, la Constitution !* Chemin faisant elle recrute quelques carbonari. Arrivé près d'Avellino, le sous lieutenant Morelli fait sommer le lieutenant-colonel De Conciliis, qui commandait cette petite place, de s'unir à lui et de glorifier son nom par une si noble entreprise. Après quelques moments d'hésitation, De Conciliis accepte, laisse entrer les carbonari ; la garnison se joint à eux, et le peuple applaudit. Les magistrats, l'intendant de la province, l'évêque lui-même, gagné par l'exaltation commune, prêtent serment à la Constitution. De ce foyer, le mouvement se propage rapidement dans les deux provinces *Citérieure* et *Ultérieure,* dans la *Capitanate* et la *Basilicate.* Morelli et De Conciliis se voyant à la tête d'une force imposante, marchent sur la capitale, et campent à Monte Forte, localité voisine de Naples.

La cour fut indécise sur le choix du général à opposer à l'insurrection, les meilleurs étaient suspects de muratisme. Le roi se décida pour Carascosa. Celui-ci accepta la commission et partit pour Nola; mais là, il s'arrêta, ne trouvant pas ses forces suffisantes pour affronter les constitutionnels campés à Monte Forte; les routes étaient partout encombrées de carbonari et de miliciens allant grossir les insurgés. Carascosa tenta la voie des négociations, et offrit, mais inutilement, de l'argent et des honneurs aux promoteurs de la révolution. A sa portée, se trouvaient deux autres généraux royalistes; mais tous agissaient sans concert, la cour n'ayant pas osé donner à l'un d'eux le commandement en chef. Chaque jour, les rangs des troupes royales s'éclaircissaient; les soldats, par compagnies entières, désertant ou passant aux insurgés. L'insurrection avait gagné les Calabres, la Pouille, et la principauté de Molise. Un messager suffisait pour soulever un canton. L'entraînement était général. Les autorités n'essayaient même pas de résister. A Naples, la fermentation devenait inquiétante : Guillaume Pepe était parti pour le camp des carbonari, dont il prit le commandement.

Au palais, on était consterné; les ministres ne voyaient plus la possibilité de résister. Au milieu de cette terreur panique, le vieux roi avait gardé son sang-froid, et s'opposait obstinément à toute concession. Les ministres firent un effort pour l'amener à céder. « Que Votre Majesté, lui dit le vieux Cirillo d'une voix suppliante, écoute les conseils de la prudence, et Dieu aidera un prince religieux et innocent à récupérer les droits de la couronne sur un peuple coupable. » Cédant enfin à ces instances, Ferdinand accorda la constitution et chargea les principaux muratistes de composer un cabinet. Il les reçut avec un visage serein et nomma G. Pepe, le chef des insurgés, général de toutes les troupes du royaume. Pour satisfaire pleinement au vœu populaire, il accepta même la constitution radicale proclamée par les cortès en 1812; puis, sous prétexte de ses infirmités, il confia l'exercice de l'autorité royale au prince héréditaire, le duc de Calabre.

Une semaine avait suffi pour consommer cette révolu-

tion, effectuée sans effusion de sang et par l'acclamation générale. On aurait dit une fête : nulle part de désordre, de meurtres, d'attentats à la propriété. Les magistrats gardaient leurs fonctions, le peuple pavoisait les maisons; on donnait des banquets, on pérorait, on faisait des processions politiques et des illuminations; tous les rangs paraissaient confondus dans une même allégresse. A Naples, les affaires n'avaient subi aucune interruption; les théâtres, les boutiques, la bourse, les tribunaux étaient restés ouverts; et, la constitution une fois obtenue, les abords du palais étaient incessamment encombrés de flots de peuple, venant témoigner au roi leur reconnaissance par d'assourdissantes clameurs.

Les nouveaux ministres désiraient une sanction publique des nouvelles institutions du royaume. Ferdinand s'y prêta de la meilleure grâce et, le 13 juillet, dans la chapelle du palais, en présence des ministres, des généraux, des grands, il prêta serment à la constitution des Cortès. « Si je romps mon serment ou quelqu'une de ses clauses, ajouta-t-il, je ne devrai pas être obéi; et chaque acte par lequel j'y contreviendrai sera nul et non avenu. Ainsi faisant, que Dieu m'aide et me protége! » Puis, levant les yeux sur le crucifix, le vieux despote ajouta spontanément : « Dieu tout-puissant, dont le regard infini lit dans les cœurs et dans l'avenir, si je prête ce serment de mauvaise foi, ou si je dois le violer, toi, dans cet instant, dirigé sur ma tête les foudres de ta vengeance. » Quel luxe de protestations! La suite montrera les sentiments réels de celui qui avait juré ainsi.

Le 1er octobre, le roi et son fils ouvrirent le Parlement napolitain. A cette occasion, ils renouvelèrent leurs promesses de fidélité à la constitution. Cette assemblée comptait un certain nombre de têtes chaudes et sans expérience des questions publiques. Parmi les modérés, on remarquait un groupe de libéraux instruits et généreux, dirigés par Poërio, Dragonnetti, Galdi, etc. Ces hommes avaient pour eux l'éloquence et la moralité; ils se distinguaient par l'élévation de la pensée et brillaient dans les discussions générales. A leur

instigation, la Chambre prit quelques bonnes mesures : elle vota la suppression de la féodalité en Sicile et abolit les majorats sur le continent ; elle élabora aussi une loi sur la décentralisation administrative. Mais l'ascendant des modérés ne se soutint pas. Les brouillons prirent le dessus et, au moyen des tribunes, ils exercèrent une pression sur la majorité. Un jour, un député, ayant demandé étourdiment si l'assemblée était constituée ou constituante, ce mot de constituante servit de thème à des amplifications sans fin sur la Révolution française, suivies de récriminations et de menaces contre l'ordre public. Rien n'était moins à propos que de semblables dissertations. En présence de l'attitude hostile des cours du Nord et des préparatifs d'intervention de l'Autriche, l'assemblée et les ministres n'avaient pas trop de toute leur prudence pour détourner l'orage qui menaçait la jeune liberté napolitaine.

Aussitôt installé, le ministère constitutionnel napolitain avait dépêché auprès des grandes cours des ambassadeurs, chargés de plaider la cause de la révolution et de donner des assurances de modération. Le moment ne leur était pas propice. Alexandre et les princes allemands, inquiets du travail des sociétés secrètes issues du teutonisme, et mécontents de la participation de l'armée napolitaine à la dernière révolution, étaient disposés à laisser l'Autriche agir par les armes.

François II, dès qu'il connut les événements de Naples, fit savoir aux cours italiennes qu'il allait envoyer des renforts à son armée d'Italie. L'ordre constitué en 1815, le désignant comme le gardien de la tranquillité publique de la Péninsule, il était résolu à ne tolérer aucune atteinte aux droits des couronnes italiennes.

Au mois d'octobre (1820), un premier congrès se réunit à Troppau. Les cours d'Autriche, de Russie et de Prusse y déclarèrent qu'elles ne reconnaissaient pas les révolutions d'Espagne, de Portugal et de Naples, et elles ouvrirent des délibérations sur la régularisation du droit d'intervention réciproque et sur son application à la révolution napolitaine. L'ambassadeur d'Angleterre ne reconnut pas

le principe d'intervention. Le ministre de France consentit à l'accepter; mais il demanda qu'avant de l'appliquer, les cours fissent une démarche pour que le gouvernement napolitain introduisît des modifications conservatrices à sa constitution. Sur cette observation, les puissances du Nord convinrent d'une nouvelle réunion à Laybach et y convièrent le roi de Naples.

Entre les deux congrès, la France fit offrir au gouvernement de Naples de le reconnaître, s'il renonçait aux clauses radicales de la constitution espagnole, pour adopter celles de la Charte française. Une telle solution eût été un coup de la fortune. Mais les sectaires avaient pris la haute-main dans la législature, et ils n'eurent pas de repos que celle-ci n'eût promulgué la constitution espagnole avec tous ses excès : une assemblée unique, la députation permanente, la sanction forcée de certaines lois par le roi. La France retira ses bons offices et, l'Angleterre se bornant à une protestation, les travaux du congrès de Laybach marchèrent rapidement. Le 9 février (1821), on apprit à Naples d'une manière officielle la marche offensive des Autrichiens. Bien que la frayeur commençât à entrer dans les cœurs, l'exaltation et l'enthousiasme se maintinrent à la surface. On s'écria qu'on voulait mourir pour la Constitution, les plus poltrons faisant le plus de fracas. Les provinces montraient du zèle et faisaient fête aux milices et aux troupes en marche. Sur les harangues éloquentes de Poerio, la Chambre accepta solennellement la guerre, et les bureaux de l'état-major élaborèrent un plan de guerre défensive fort beau sur le papier. En cas d'échec, les troupes constitutionnelles se repliaient successivement sur quatre lignes défensives; après quoi, elles s'embarquaient pour la Sicile, afin d'y prolonger la lutte.

L'armée napolitaine avait été divisée en deux corps, celui des Abruzzes, commandé par G. Pepe, et celui du Volturne confié à Carascosa. Le six mars, G. Pepe prend l'offensive; il se porte sur Rieti, petite ville romaine, et attaque les Autrichiens. Avec des troupes solides, cette attaque eût réussi. Les Autrichiens occupaient une

ligne étendue et facile à couper; mais au premier choc, les troupes napolitaines vacillent et se replient en désordre. Pendant la nuit, la confusion s'accroît, elle se change en terreur panique; les chevaux, les bagages, se mêlent et se heurtent, les compagnies se confondent et se rompent; puis tous lâchent pied, tous se précipitent dans une déroute sans nom et jettent drapeaux, fusils, munitions, pour fuir plus lestement. Sur le matin, cette masse confuse couvrait au loin la campagne, aux cris de *trahison, trahison!* La disparition de l'armée de G. Pepe fut si soudaine que les Autrichiens, craignant un stratagème, hésitèrent d'abord à marcher en avant. L'armée de Carascosa, gagnée par ce sauve-qui-peut, ne fit pas meilleure contenance; les soldats se débandèrent en disant qu'ils ne voulaient pas porter les armes contre les alliés de leur roi; Aquila, Pepoli, Teramo ouvrirent leurs portes à la première sommation.

Ce désastre fit évanouir les dernières illusions des Napolitains. Chacun connut l'horreur de la situation; il n'était personne, pendant ces neuf mois de régime constitutionnel, qui n'eût participé en quelque mesure à la révolution. Au moment où les Autrichiens approchaient de Naples, le prince régent reçut la nouvelle de la révolution du Piémont. Il eut l'adresse de la tenir secrète jusqu'à ce que les forts et la ville fussent au pouvoir des Autrichiens. A l'entrée des troupes étrangères, le prince et toute la cour parurent au balcon et applaudirent en agitant les couleurs royales : cette fois, leur allégresse était sincère; Naples était morne et abattue, la bourgeoisie se cachait. Ici et là, des bandes de lazzaroni, un drapeau à la main, parcouraient les rues en criant à pleine gorge : *Vive le roi! mort aux carbonari!* Les anciens terroristes de 1799, les sicaires et les espions de la basse police sortaient de leurs retraites et dressaient des listes de proscription.

Ainsi tomba, sans défense et sans gloire, cette révolution qui avait donné de si belles espérances. A son début, elle paraissait l'œuvre d'une nation mûre pour la liberté, un de ces mouvements spontanés, unanimes, contre les

quels toute résistance est vaine, toute réaction impuissante ; et nul ne le défendit! En 1799 et en 1806, après le désastre de l'armée régulière, les populations des provinces avaient fait la guerre de partisans et disputé le terrain aux meilleures troupes de l'Europe. En 1821, la résistance populaire fut courte. Chez ce peuple bizarre, l'intrépidité et la constance paraissent le privilége des populations sauvages et reculées dévouées au sanfédisme.

La révolution de Naples avait eu du retentissement. A Bologne et en Romagne, il eût suffi d'un léger encouragement aux mécontents pour amener le renversement des autorités pontificales; mais les Napolitains, dominés par le municipalisme, ne cherchèrent pas à propager le mouvement. L'orage, détourné du centre, fondit sur le nord de la Péninsule.

Il existait, en Piémont, dès le commencement de la restauration de 1814, un petit noyau de mécontents, formé par d'anciens jacobins, des officiers et des fonctionnaires congédiés par la cour. Les blessures faites au sentiment piémontais par la prépondérance de l'Autriche étaient vivement senties par l'élite de la population. La jeune noblesse ne se résignait pas à la position inférieure du Piémont; Turin se sentait comme garrotté et cette ville ambitieuse s'en indignait. L'esprit italien se propageait rapidement. En 1820, tous les hommes jeunes en copiaient le langage et s'imprégnaient de ses passions. On répétait, dans les cercles avancés de Turin, que la maison de Savoie devait tendre la main au parti national, délivrer la Lombardie du joug de l'Autriche et former un grand royaume italien. Ce parti ne disposait encore que de la jeunesse ardente des grandes villes; mais il comptait des noms appartenant aux familles depuis longtemps en possession de gouverner la monarchie.

Les novateurs piémontais faisaient du libéralisme comme moyen autant que comme but; beaucoup d'entre eux cherchaient moins à se prémunir contre la royauté qu'à élargir sa base et à en faire une institution natio-

nale, capable de grouper les Italiens; cette fraction des patriotes avait formé les sociétés modérées des *Adelphi* et des *Fédéralistes*. La dernière avait des intelligences à Milan avec les libéraux dirigés par le comte Confalonieri. Les Milanais, guéris du municipalisme qui fit tant de mal à l'Italie en 1814, offraient de fusionner la Lombardo-Vénétie avec le Piémont, sous le sceptre de la maison de Savoie. Les fédéralistes répartissaient la Péninsule en trois États : l'Italie du nord, celle du centre et celle du sud, unies par un lien fédératif. Ce plan ne laissait au pape que Rome et un jardin.

Les espérances du parti fédéraliste gravitaient autour de Charles-Albert, prince de Carignan, héritier en second de la couronne. Ce prince était né en 1798, au fort de la révolution : il avait été élevé à Genève et à Paris, et ne partageait pas les préjugés aveugles de la vieille cour. En 1814, il entra au service et fut créé grand-maître de l'artillerie; sa maison devint le centre de la jeune noblesse militaire. Au milieu de ce cercle, Charles-Albert se laissait souvent aller à des sarcasmes sur la conduite de la cour, à des sorties contre l'Autriche, à des vœux en faveur de la cause italienne. Ses familiers cultivaient soigneusement ces dispositions; fréquemment, ils mettaient l'entretien sur les chances d'une guerre d'indépendance; mais, ajoutaient-ils, le roi doit au préalable populariser son trône par l'octroi d'institutions constitutionnelles. Au mot de constitution, le visage de Charles-Albert s'assombrissait; d'autres fois, il paraissait provoquer des confidences, et écoutait avec satisfaction les protestations de fidélité de ses amis, et l'assurance que leur zèle italien ne menaçait ni la sécurité ni l'honneur de la couronne.

La révolution d'Espagne et surtout celle de Naples électrisèrent les patriotes piémontais. A la suite du serment solennel prêté à la constitution des cortès par Ferdinand et par le prince régent, ils considérèrent la constitution napolitaine comme une conquête définitive. La marche des armées autrichiennes sur Naples acheva de mettre le feu aux passions. Dans la haute et la moyenne

Italie, les ventes de carbonari s'exhortaient à saisir le moment où les Autrichiens seraient engagés dans le sud de la Péninsule pour proclamer à Turin la constitution, et lancer 25,000 hommes en Lombardie. Au moment où les soldats piémontais toucheraient le sol lombard, la population, disait-on, se lèverait en masse et détruirait les garnisons autrichiennes. Les carbonari étaient convenus avec les fédéralistes de proclamer Victor-Emmanuel roi de la haute Italie, avec la constitution espagnole.

En Piémont, il circulait des écrits clandestins, énumérant avec amertume les vices du gouvernement : « On donne tous les emplois aux nobles, disait un de ces écrits... Les provinces sont tyrannisées par les commandants militaires. La religion, dans la main des jésuites, s'est changée en un moyen de tyrannie et d'intrigues ténébreuses. Les Italiens nous raillent pour notre ignorance; nos hommes distingués sont forcés à s'exiler. Quant à l'armée, elle s'indigne contre les traîtres qui veulent la subordonner à l'Autriche; elle ne s'y pliera pas! Jamais on ne la fondra avec le nom allemand! Le soldat piémontais est et mourra Italien! »

Les sociétés secrètes du Piémont avaient envoyé des députés à Paris. La police sarde eut vent de cette démarche et, à son retour, elle arrêta le prince de la Cisterna, porteur de papiers importants. Cette découverte poussa les conjurés à brusquer l'insurrection; et quelques-uns des principaux se rendirent auprès de Charles-Albert, pour lui faire savoir que les préparatifs étant achevés, on n'attendait plus que son consentement. L'entretien fut orageux. Un moment, Charles-Albert parut céder et dit : *Je suis avec vous;* puis il revint sur cet acquiescement, et se refusa obstinément à faire insurger l'artillerie, placée sous son commandement : les conjurés partis, il fit savoir au ministre qu'il se tramait des complots dangereux, en demandant le pardon pour les coupables.

Les meneurs de Turin étaient très-déconcertés de ce contre-temps, et ils songeaient à remettre le soulèvement à un autre moment. Sur ces entrefaites, l'insurrection éclata. A Alexandrie, le comte Palma (10 mars 1821),

acclama la constitution espagnole avec le régiment de Gênes; aussitôt le comte Saint-Marsan et Collegno partirent de Turin pour Alexandrie; et Santa-Rosa et Lesco se rendirent à Pignerolles, pour soulever la garnison. De cette ville, avec 300 cavaliers, Santa-Rosa et Lesco marchèrent sur Alexandrie; la troupe hésita d'abord, mais on l'entraîna au moyen de quelques distributions, et en lui disant qu le roi voyait le mouvement de bon œil. A Carmagnola, Santa-Rosa publia le manifeste de la révolution : « L'armée, disait ce manifeste, ne peut laisser plus longtemps son roi au pouvoir de l'Autriche, qui l'empêche de satisfaire les désirs de liberté de son peuple. Elle ne veut pas rester spectatrice de la guerre faite aux Napolitains et si, dans ces graves conjonctures, elle s'éloigne un moment des lois de la subordination militaire, elle ne fait qu'imiter l'exemple glorieux donné par l'armée prussienne en 1813. »

A Alexandrie, les carbonari avaient pris une part active au mouvement; ils avaient arboré le drapeau rouge, bleu et noir, symbole de la société; ils constituèrent une junte, laquelle proclama Victor-Emmanuel roi d'Italie, et publia ses décrets au nom du royaume d'Italie. Un de ses premiers actes fut une déclaration de guerre à l'Autriche.

Le mouvement d'Alexandrie mit le roi Victor-Emmanuel dans une grande perplexité. Il savait l'Autriche décidée à empêcher par les armes l'établissement d'une constitution, et ce bon prince désirait écarter du Piémont les suites calamiteuses d'une intervention. Il essaya, par une adresse écrite dans un langage paternel, de ramener les révoltés; mais ce fut en vain. Le 12 mars, quelques officiers plantèrent le drapeau tricolore sur la citadelle d'Alexandrie, et la garnison passa à la révolution. En ce moment, la cour recevait de tous côtés des nouvelles alarmantes; on assurait que 30,000 paysans, en armes, marchaient sur la capitale, et les chefs des troupes demeurées fidèles déclaraient au roi que leurs soldats ne se battraient pas contre leurs frères... Accablé par ce concours de circonstances plus apparentes que réelles,

Victor-Emmanuel prit le parti d'abdiquer la couronne, et de confier la régence à Charles-Albert, avec de pleins pouvoirs, en attendant le retour du nouveau souverain Charles-Félix, son frère, alors en séjour à Modène.

Charles-Albert était bien neuf aux affaires pour dominer une situation aussi critique; et parmi les hommes du gouvernement de Victor-Emmanuel, c'était à qui abandonnerait son poste afin de se dégager d'une responsabilité périlleuse. L'audace des insurgés avait grandi avec la confusion du gouvernement. De la citadelle, ils menaçaient de tirer sur la ville, si le prince régent ne proclamait pas la constitution espagnole. L'émeute grondait autour du palais. On a parlé de poignards levés sur le prince. Sous cette pression démagogique, Charles-Albert consentit à proclamer la constitution espagnole, sauf les modifications que la représentation nationale jugerait à propos d'y introduire, de concert avec le nouveau souverain.

Cependant la révolution n'élargissait pas sa base. Une semaine s'était écoulée, et déjà les adhésions tarissaient. Les villes montraient quelque zèle, mais le peuple des bourgs et des campagnes se tenait à part. L'armée d'où le mouvement était sorti se scindait en deux parties : tel officier prenait parti pour la révolution, tel autre temporisait, tel autre donnait sa démission; beaucoup de soldats profitaient de cette désorganisation pour regagner leurs foyers. Le 16 mars, arrivèrent à Turin des émissaires lombards venant réclamer l'intervention armée du Piémont. En cette occurence, Charles-Albert montra de la fermeté, et se refusa, malgré ses instincts belliqueux et sa haine de l'Autriche, à précipiter son pays dans une guerre désastreuse. Le bon sens lui disait que ce n'était pas avec quelques insurgés et une armée de vingt à vingt-cinq mille hommes, disloquée et divisée par l'esprit de parti, qu'il aurait raison de deux armées autrichiennes, postées, l'une sur le Tagliamento, l'autre sur l'Isonzo, et d'une armée russe en marche pour soutenir l'Autriche en Italie.

Bientôt un nouveau danger menaça cette fragile révolution. De Modène, Charles-Félix manda à ses sujets

qu'il considérait comme nulle toute dérogation à l'autorité royale et comme rebelles tous ceux qui y prendraient part; il cassa la régence de Charles-Albert, et ordonna aux soldats fidèles à la couronne de se rendre à Novare sous les ordres du général La Tour. En même temps, il adressa une lettre fulminante à Charles-Albert, lui intimant l'ordre de se rendre sans délai à Novare : « Je verrai, lui disait-il en terminant, par la promptitude de votre obéissance, si vous êtes encore prince de Savoie ou si vous avez cessé de l'être. » Sous le coup de ces paroles menaçantes, Charles-Albert perdit le peu de fermeté qui lui restait; et la nuit du 22 mars, il partit pour Novare, laissant un écrit portant qu'il agissait ainsi : « pour se montrer le premier sur le chemin de l'honneur, et donner à tous l'exemple de la plus respectueuse obéissance aux ordres du souverain. »

Au moment où la révolution perdait sa dernière apparence de légalité, on apprit à Turin le désastre de la révolution napolitaine et la marche d'une armée russe sur l'Italie. Santa-Rosa, le ministre de la guerre, dans lequel se résumait la révolution, ne se laissa point abattre. Il appela les contingents sous les drapeaux; par d'ardentes proclamations, il chercha à communiquer le feu patriotique aux soldats : « L'armée ne peut vouloir l'intervention autrichienne, disait-il, ni le déshonneur de son drapeau. Aux armes donc! Que chacun accoure sur le Pô et le Tessin, pour défendre la liberté et la patrie. » Mais à mesure qu'on connaissait mieux les dispositions de Charles-Félix, le zèle diminuait parmi l'armée; on avait été obligé de renvoyer dans sa province la brigade de Savoie. Beaucoup de soldats et d'officiers se rendaient à Novare, où les troupes groupées sous l'étendard royal prenaient une attitude menaçante. Les forces royalistes suffisaient déjà pour opérer la contre-révolution; mais les Autrichiens tenaient à montrer leurs aigles aux populations piémontaises. Une division de l'armée impériale franchit le Tessin et prit la tête des colonnes piémontaises. Le 6 avril, la rencontre eut lieu; les troupes constitutionnelles, au nombre d'environ cinq mille hommes, furent dispersées.

Les Autrichiens occupèrent Casale, Alexandrie, Tor-

tone. En apprenant ce désastre, les chefs de la révolution partirent pour l'exil, et le général de La Tour entra à Turin et rétablit l'absolutisme.

Telle fut cette éphémère et incomplète révolution du Piémont, si funeste à la génération qui la tenta. Longtemps on ne l'a envisagée que comme une équipée de jeunes gens; sa courte durée et la facilité avec laquelle elle fut écrasée, autorisaient cette opinion; aujourd'hui elle n'est plus de mise. Le rêve de 1821 est la réalité de 1861. Turin est la capitale de l'Italie; son roi, le filleul du prince qu'acclamaient les carbonari, est le chef reconnu et populaire de vingt-trois millions d'Italiens. Le plan de la jeunesse piémontaise de 1821 n'était donc pas une chimère. Il en va souvent ainsi dans la marche des choses humaines. Honneur à cette jeunesse téméraire qui ne craignit pas de commettre son repos et son avenir pour l'accomplissement d'une grande idée! Les contemporains, qui ne jugent que par le succès immédiat, la traitèrent de chimérique et de dangereuse: mais la postérité lui rend meilleure justice. Pour sortir de sa dépression morale, l'Italie avait besoin de grands dévouements. Ce sont les sacrifices de ses martyrs qui ont relevé les âmes et donné à sa cause ses lettres de noblesse!

Il est difficile, d'ailleurs, de ne pas être frappé du caractère prophétique de cette révolution. En acclamant Victor-Emmanuel, roi constitutionnel d'Italie, et en déclarant la guerre à l'Autriche, la junte d'Alexandrie mit en saillie les trois points nécessaires à sa réhabilitation : *la liberté, l'indépendance, l'unité.*

L'Autriche ne se trompa pas sur la portée de cet événement; on le vit à l'acharnement avec lequel elle poursuivit le prince de Carignan, son protecteur supposé. Sa diplomatie travailla à le faire déshériter de son droit au trône de Sardaigne, en faveur de l'épouse du duc de Modène, François IV, fille de Victor-Emmanuel. Heureusement pour Charles-Albert, la France s'opposa vivement à un projet qui aurait livré les Alpes à un archiduc d'Autriche.

En Lombardie, l'été de 1821 s'était écoulé sans persécutions violentes; vers l'automne, l'empereur institua à

Milan une junte extraordinaire, chargée d'instruire contre les suspects de haute trahison. La police fit de nombreuses arrestations, et mit la main sur le chef des libéraux, le comte Confalonieri ; précédemment elle avait arrêté Silvio Pellico et supprimé le journal *le Conciliateur*.

Le procès ourdi par l'inquisition autrichienne a acquis une odieuse célébrité. Chacun a entendu parler des menaces et des mauvais traitements par lesquels Salvotti, le ministre des vengeances de l'empereur, tourmenta longuement ses victimes. Contrairement à ses habitudes, l'Autriche parut rechercher l'éclat. L'illustration des noms des accusés, l'effort malheureux de l'autorité pour les frapper d'infamie, cet échafaud sur lequel on exposa les condamnés aux risées d'une vile populace, cette transportation dans la forteresse lointaine du Spielberg, tout contribua à donner du retentissement à ce procès. Malgré ses artifices, Salvotti n'avait obtenu aucune preuve de la complicité de Charles-Albert; le prince de Metternich espéra être plus heureux. Comme on dirigeait les prisonniers sur le Spielberg, le comte Confalonieri fut amené à Vienne; le prince vint le visiter, et lui fit entendre qu'il ne tenait qu'à lui de changer son sort ; et, le comte se taisant, il ajouta que, s'il ne voulait confier qu'à un personnage plus auguste le secret d'Etat qu'on lui demandait, il lui procurerait une entrevue avec l'empereur; mais Confalonieri coupa court en répondant qu'il n'avait aucun secret à révéler.

L'empereur François II apporta un véritable acharnement à cette persécution. Les ordres concernant les prisonniers du Spielberg partaient de son cabinet; il avait sous les yeux le plan de leur cachot; lui-même leur mesurait la nourriture, le poids des chaînes, le travail, les obsessions religieuses. Ce fut un spectacle émouvant que ce duel poursuivi entre le puissant potentat de Vienne et cette poignée de patriotes lombards. Les Confalonieri, les Pallavicini, les Maroncelli représentaient l'Italie; la vigueur souple qu'ils opposèrent aux tourments et aux embûches du Spielberg furent d'un bon augure pour l'issue de la lutte engagée au sud des Alpes.

Ces cruautés, décrites dans de touchantes narrations, firent beaucoup pour propager dans la haute Italie la haine de la domination autrichienne. La noblesse milanaise y vit un défi jeté à son patriotisme, et elle donna de plus en plus son concours au parti national.

A la suite des révolutions de 1821, les gouvernements proscrivirent en masse les libéraux. Une foule d'Italiens distingués par les lumières et le courage durent s'acheminer vers l'exil. Les uns se retirèrent en Suisse, d'autres à Paris, d'autres à Londres, où ils soutinrent avec courage l'existence difficile et agitée de l'exilé. Parmi les Piémontais, plusieurs combattirent en Espagne pour la liberté, d'autres prirent part à la lutte de la Grèce contre le Turquie, d'autres plaidèrent la cause de leur pays par leurs écrits, et firent connaître aux étrangers sa malheureuse condition. En mettant en contact journalier sur la terre étrangère des Italiens de tous les états et de toutes classes, les proscriptions firent une fraternité entre eux et servirent à l'unification morale de l'Italie.

CHAPITRE V

LA LITTÉRATURE AVANT 1830

Ugo Foscolo. — L'école du *Conciliateur*. — Silvio Pellico et Manzoni. — Romagnosi. — L'histoire des républiques italiennes de Sismondi. — L'école libérale de Florence. — J. P. Vieusseux fonde l'*Anthologie*. — J. B. Niccolini.

Après avoir décrit les tentatives d'affranchissement qui précédèrent l'année 1830, il convient, pour compléter le tableau de l'Italie pendant cette période, de parler du mouvement littéraire. Outre l'intérêt de ces recherches chez un peuple aussi épris des choses de l'esprit, elles ont encore une importance comme témoignage des aspirations de la nation.

Pendant l'époque révolutionnaire et impériale, il n'y avait pas eu d'activité littéraire, et on ne saurait s'en étonner; l'importance des événements extérieurs détournait des œuvres de loisir. D'ailleurs, l'Italie ne s'appartenait pas; Napoléon en déplaçait à son gré les frontières; et le silence de la littérature répondait à la nullité de la vie publique. La poésie seule jetait quelque éclat. Monti, un poëte d'une muse sonore et harmonieuse, célébrait avec pompe les grandeurs du jour. Le régime impérial cependant n'était pas sympathique aux lettrés; leur fierté souffrait de l'effacement de l'Italie et des atteintes portées à son génie et à sa langue. Les meilleurs combattaient la dénationalisation littéraire, en remettant en honneur la littérature classique et le purisme académique.

Le plus illustre de ces classiques fut Ugo Foscolo, poëte à l'âme passionnée et vibrante. Dans *Jacopo Ortis*, il dépeignit les angoisses d'une âme de patriote italien aux prises avec les décevantes réalités de la révolution. La jeunesse y reconnut, peints en traits de feu, son trouble, ses agitations tribunitiennes et ses rêves généreux. Les écrits et l'enseignement de Foscolo donnèrent à la jeunesse un culte passionné et aveugle pour les gloires littéraires de l'Italie. Confondant dans une même admiration les grands hommes de la Renaissance et ceux de l'antiquité, il s'arma de ces noms illustres pour fustiger ses contemporains et réveiller l'émulation par la honte. Ce zèle patriotique exerça sur la jeunesse une action vivifiante, indépendante des maximes sèches et froidement utilitaires de sa philosophie. Foscolo fut l'Alfieri de l'époque impériale, un Alfieri agité, tumultueux, théâtral, mais un fidèle continuateur de son œuvre de propagande civique et de nationalisme exclusif et orgueilleux.

En 1815, au moment où la paix ramena la société italienne aux travaux de l'esprit, la littérature classique était frappée de stérilité. L'effervescence novatrice qui, en politique, entraînait la jeunesse vers les sociétés secrètes ne tarda pas à se communiquer aux lettres. Ce besoin de renouvellement se fit d'abord jour à Milan, comme pour rendre plus criante l'injustice commise par le congrès de Vienne. A la stupeur produite par la prise de possession de la Lombardie par l'Autriche, avait succédé la plus généreuse des protestations. L'histoire de notre siècle mentionnera ce fait parmi les pages honorables à la dignité humaine. Sous l'étreinte malveillante d'une administration étrangère, la société milanaise prétendit à sauvegarder son autonomie en améliorant les conditions du pays, en s'occupant de bienfaisance et de moralisation populaire, en s'ingéniant à faire le bien, partout où son action échappait à la répression brutale de l'employé de police.

En littérature, les Milanais tenaient moins que les autres Italiens au classique académique. La jeunesse lisait avidement Chateaubriand et Mme de Staël. L'éclat

avec lequel le *Génie du Christianisme* rajeunissait les croyances chrétiennes, les efforts de l'*Allemagne* pour élargir la sphère littéraire, en exaltant les sentiments religieux et l'enthousiasme, faisaient une grande impression sur cette jeunesse. Vers 1818, elle hasarda une petite feuille littéraire, sous le titre bien discret du *Conciliateur*. Gioya, Romagnosi, Pecchio, Berchet, Silvio Pellico, Sismondi y collaboraient. Le désir de hâter le progrès social en ranimant les bonnes études, en ouvrant de nouveaux horizons à la méditation et à la poésie, plus que des doctrines arrêtées en philosophie, en religion et en esthétique, avait réuni ces écrivains. La carrière du *Conciliateur* fut brisée avant qu'il eût atteint son but; il livrait des combats d'avant-poste, il tâtonnait encore et cherchait sa voie quand la police autrichienne le supprima. Ses courts articles n'avaient pu qu'effleurer une matière aussi vaste; mais la générosité des intentions, l'élan qui vivifiaient ses moindres esquisses communiquaient une impulsion salutaire aux esprits. C'est ce qui le perdit auprès de François II. Ce despote s'offensa de voir de l'entrain et de la verve chez cette jeunesse que son impérieux génie voulait courbée et servile.

Silvio Pellico, le principal rédacteur du *Conciliateur*, devait une grande popularité à *Françoise de Rimini*. Cette tragédie avait le feu et l'exaltation du temps. Silvio Pellico avait foi alors dans la liberté et les lumières. Cette âme, d'une délicatesse féminine, ne résista pas aux tortures du Spielberg; lorsqu'il sortit de sa prison, l'Italie ne trouva plus en lui qu'un ascète absorbé par les pratiques minutieuses et écœurantes de la dévotion jésuitique; elle ne donna aucune louange au livre des *Prisons*; trop de colères fermentaient dans les cœurs pour que le langage de la mansuétude et de la résignation pût y trouver de l'écho.

Une renommée plus durable était réservée à Manzoni. Interprète touchant des doctrines catholiques, moraliste délicat, mais non publiciste, il souffrait surtout des mauvaises mœurs et de l'incrédulité de ses contemporains;

il désirait l'affranchissement de l'Italie, mais il y croyait peu : elle lui semblait trop dépourvue de vertus pour la liberté. Dans son beau roman des *Fiancés*, malgré ses efforts afin de réveiller la vénération pour les vieilles mœurs, bien qu'il donne la place d'honneur à deux hommes d'Église, le lecteur intelligent s'indigne contre les institutions et les mœurs de ce temps. La fidélité du peintre d'histoire avait trahi les visées du moraliste.

A l'époque où Manzoni cherchait à répandre les idées spiritualistes et catholiques sur la littérature, la philosophie suivait encore aveuglément le sensualisme du XVIIIe siècle; Gioya et Romagnosi, deux penseurs éminents à des titres divers, donnaient le ton aux esprits et formaient le lien qui unit la science du XVIIIe siècle à celle du XIXe. Gioya fit de grands travaux de statistique générale; publiciste infatigable, toute sa vie fut consacrée à répandre le savoir, à combattre la superstition et l'ignorance; sa plume incisive et mordante était très-redoutée des ennemis du progrès; elle les criblait de traits acérés, adroite à dissimuler l'épigramme derrière un chiffre. Il mourut en 1829, regretté des libéraux, qui perdirent en lui un polémiste agile et un homme jusqu'alors unique en Italie pour l'érudition économique et le goût des faits.

Romagnosi était un jurisconsulte profond et un publiciste d'une pensée étendue. Son intelligence synthétique rechercha les vues d'ensemble, et poursuivit toute sa vie la formation d'une science qu'il appelait *philosophie civile*, et qui aurait compris les principes généraux de la vie civile et politique. A l'instar des anciens, il ne voit dans l'homme que le citoyen, il le subordonne à l'État et tire la morale de la jurisprudence. Pour lui, l'État n'est pas seulement le gardien des droits individuels et le représentant de la loi, mais un pouvoir agissant et initiateur : « Un bon gouvernement, dit-il, doit assurer au peuple une grande tutelle jointe à une grande éducation. » A cette fin, il y demande de l'unité, de la vigueur, de la stabilité; mais il veut que la force de l'État, résultante de la volonté et des lumières des classes supérieures, serve à l'amélioration des conditions sociales. Dans sa *Science des*

Constitutions, il aboutit au régime parlementaire, mitigé par l'intervention de corps consultatifs et de grands jurys de législation. Si l'Italie avait été guidée par des princes bienveillants, un publiciste si prudent, si réservé, aurait été le conseiller naturel de leurs gouvernements : l'Autriche ne vit en lui qu'un esprit dangereux; elle le dépouilla de ses fonctions et le persécuta. Ces poursuites agrandirent sa renommée, et les meilleurs publicistes de la Péninsule se rangèaient avec déférence parmi ses disciples.

A l'imitation de la France et de l'Allemagne, l'Italie commençait à se tourner vers les études historiques. Botta et Sismondi écrivirent son histoire avec détail. Botta possède à un haut degré la fibre italienne; mais il en a la misanthropie, la tristesse, les ombrages; tout ce qui vient de l'étranger lui paraît suspect; le régime constitutionnel lui est antipathique, et il lui préfère le mécanisme des patriciats italiens. Comme Alfieri et Foscolo, il agit moins par ses théories que par ses passions et contribua à développer l'idée italienne. Sismondi, citoyen d'une république exiguë par ses dimensions, mais célèbre par l'intensité de la vie politique et par les grands publicistes qui en sont sortis, aborda le premier avec une érudition digne du sujet, l'histoire générale de l'Italie au moyen âge. Il fit ressortir le rôle anti-national de la papauté, et se complut à mettre en saillie l'activité exubérante des villes italiennes, leur passion pour la liberté, leur génie, leurs malheurs; peut-être s'exagéra-t-il leur esprit républicain et ne fit-il pas assez ressortir le tort que les jurisconsultes firent au parti de l'indépendance?

Milan, depuis la disparition du *Conciliateur* et les persécutions de 1821, déclinait littérairement. La jeune école libérale était dispersée; quelques-uns s'abandonnaient au découragement; d'autres, et des meilleurs, bornaient leur activité aux œuvres philanthropiques. Florence hérita de l'importance de Milan. En 1821, le gouvernement grand-ducal, plus tolérant que ses voisins, accorda l'hospitalité à des réfugiés illustres; Poerio, Troya, Borelli, Coletta, Tommaseo, Raniéri, Giordani, Leopardi

y vivaient en contact habituel avec la jeunesse lettrée de Florence. Les bonnes études se réveillèrent. La jeune école florentine se distingua par une intelligence précoce des conditions intérieures de la liberté; elle dédaigna l'exaltation des sociétés secrètes et adopta les idées constitutionnelles.

Un homme du libéralisme le plus élevé, dévoué à toutes les causes généreuses, et qui était destiné à exercer une longue et salutaire influence sur la Toscane, J. P. Vieusseux, descendant d'une famille génevoise, venait d'ouvrir à Florence un riche cabinet de lecture; sa maison devint le point de réunion des littérateurs florentins et étrangers. Parmi les jeunes Toscans qui la fréquentaient, on remarquait: Gino Capponi, Cosimo Ridolfi, Francesco Forti, J.-B. Niccolini. En 1821, avec leur concours, J.-P. Vieusseux fonda une revue littéraire importante, l'*Anthologie*. La politique ne lui étant pas permise, cette feuille s'occupa surtout des questions littéraires en débat. Elle donnait des résumés et des extraits des meilleurs ouvrages français, et s'efforçait, par des incursions d'un sujet à l'autre et par des allusions, de répandre les saines théories. Chaque année, son habile directeur en élargissait le cadre et nouait des correspondances avec les autres villes d'Italie, afin de mettre en commun tout ce qui se faisait de bien dans les diverses parties de la Péninsule.

Vers 1830, cette revue avait pour rédacteurs principaux deux hommes très-différents d'idées et de sentiments : Tommaseo, critique délicat et moraliste ingénieux, imbu des idées romantiques et catholiques de l'école de Manzoni, et Francesco Forti, neveu de Sismondi, comme lui nourri des idées du XVIIIe siècle et zélé pour les méthodes pratiques. En politique, Fr. Forti avait du coup d'œil; il devança ses contemporains, et traça à l'école florentine un plan de conduite plein de sagesse. Il prévit que la réussite du parti libéral dépendait de la modération de sa propagande; que la société italienne, reposant sur une base aristocratique, et la propriété territoriale y étant concentrée en peu de mains, le libéralisme ne prendrait une influence

décisive que lorsqu'il se concilierait le bon vouloir des classes propriétaires. Il demanda donc à la minorité libérale d'abjurer les violences de l'ancien jacobinisme, de rassurer les hautes classes par la modération des opinions en politique et en religion. Suivant lui, il importait très-peu que l'avant-garde des grandes villes marchât vite, puisqu'à elle seule elle était impuissante; mais il importait beaucoup que les idées libérales se propageassent parmi les masses moyennes et populaires, qu'elles pénétrassent dans les villes secondaires et les bourgs. A cet effet, il recommanda la création d'une presse instructive, repandant des notions exactes d'histoire, de géographie, d'économie politique, de statistique, de morale. F. Forti mourut jeune et avant d'avoir pu voir l'application que l'Italie libérale fit de ses idées quelques années après.

L'*Anthologie* comptait encore parmi ses collaborateurs: J. B. Niccolini, le premier poëte tragique depuis Alfieri, et l'honneur de la Toscane. Niccolini descendait, par les femmes, de Filicaya, le poëte patriote du XVII[e] siècle. Un reflet de la fierté républicaine et de la hauteur d'âme des Dante et des Michel-Ange avait éclairé son front. Tribun politique autant que poëte, désireux de donner à sa pensée toute l'étendue possible, Niccolini, après avoir débuté par un classique sévère, adopta une forme de tragédie qui lui permit de donner un essor plus large à sa pensée. Ainsi qu'Alfieri, il fait toujours parler et agir ses personnages en citoyens, et avec la rigidité du stoïcisme; il ne met dans leur bouche que de mâles pensées et de hauts sentiments. Rigoureux contre les mollesses et les corruptions nationales, son théâtre est impitoyable envers les vices des étrangers et leur jette à pleines mains le sarcasme et l'invective; son civisme exclusif et tendu est de ceux qui veulent une Italie altière, repliée sur soi, dédaigneuse pour tout ce qui est du dehors; plus elle puisera dans son passé les inspirations du présent, plus elle sera grande. *Jean de Procida* et *Antonio Foscarini* commencèrent sa réputation; *Arnaud de Brescia* l'accrut. Dans *Jean de Procida*, Niccolini a peint avec une

sombre énergie la haine de la domination étrangère. Les passions qui couvaient dans le sein des associations ténébreuses de la jeunesse, reproduites par ce poëte sous le patronage de grandes actions et de noms héroïques, n'en eurent que plus de séduction. Cette hautaine figure, se dressant au sein de la molle et délicate Florence, y dénotait une séve cachée de patriotisme et d'énergie.

Telle fut la littérature italienne pendant l'époque qui précède 1830, moins remarquable par la fécondité et par l'invention que par le tour élevé des sentiments et le but social qu'elle se propose. Ce qui l'inspire, c'est un culte mélancolique et passionné de l'Italie, s'épanchant en amers retours sur le passé, en âpres diatribes contre les ennemis de l'indépendance, en appels ardents vers un avenir plus noble. Hors quelques rares écrivains, comme Silvio Pellico et Manzoni, chez qui respire la mansuétude chrétienne, la muse italienne ne sort pas de la rigidité d'Alfieri et de Foscolo ; elle se pare d'austérité et se pose en censeur inexorable des faiblesses et des vices contemporains ; elle use et abuse de l'indignation. Née du réveil de la dignité italienne et du dégoût de la situatiou politique faite à l'Italie en 1815, si elle est une littérature révolutionnaire, elle a la conscience d'une haute mission ; elle est sincère, digne, fièrement indépendante, et conserve une probité inflexible.

CHAPITRE VI

L'ITALIE SOUS L'OPPRESSION AUTRICHIENNE (1821-1830)

Tyrannie odieuse des Bourbons. — Politique autrichienne de Charles-Félix. — Le Congrès de Vérone. — Prépondérance de l'Autriche. — François IV à Modène. — Avénement de Léon XII. — Dureté de son administration. — Décadence des États romains.

En 1814, les princes italiens n'avaient pas commis de violences contre les personnes, et s'étaient bornés à des modifications administratives et judiciaires. La réaction de 1821 ne s'inspira pas de la même modération. A ce moment, le vieil esprit d'intolérance, si fatal à l'Italie au moyen âge, se réveille avec fureur; les gouvernements étendent sur tout le pays le réseau d'une inquisition ombrageuse et frappent de proscription le parti libéral; en même temps, ils perdent le peu d'indépendance qui leur restait et se rangent servilement sous la tutelle de l'Autriche, seule puissance capable de les protéger contre la haine croissante de leurs sujets. C'est un tableau morne et décourageant que celui de la Péninsule pendant ces années d'extrême dépression.

Ferdinand de Naples eut de nouveau le triste privilége de donner aux autres princes l'exemple des cruautés. Il avait rappelé Canosa. Le lendemain de l'arrivée de cet homme féroce, un cortége odieux parcourait les rues de Naples; on voyait d'abord une escouade de soldats autrichiens et napolitains; puis un homme lié sur un âne, portant les insignes de la charbonnerie; avec un

grand fouet, le bourreau déchirait les épaules de la victime; de moments en moments, il sonnait de la trompette; d'autres soldats fermaient le cortége, qui parcourut lentement la ville, au milieu d'une foule atterrée. On sut bientôt que le supplicié était un gentilhomme honorable. Après cet ignoble traitement, Canosa l'envoya aux galères pour quinze ans. Le lendemain et le surlendemain, il renouvela ces exhibitions. A ce début, la population connut la nature de la mission qu'il avait reçue du roi. Bientôt le sang coula sur les échafauds; chaque jour, on entendait le tintement lugubre de la cloche des morts, appelant les dévots aux prières des agonisants pour quelque infortuné conduit au gibet comme détenteur d'une arme ou d'un insigne de la charbonnerie. Aux portes des villes, la justice avait hissé de hautes potences, surmontées de cages en fer, renfermant les masques grimaçants des suppliciés. La seule année 1823 fut témoin de huit cents exécutions politiques. L'effroi régnait dans le royaume. Beaucoup de carbonari avaient fui ou se cachaient dans les solitudes des Abruzzes; d'autres essayèrent d'une contre-terreur; et le poignard du sectaire répondit au mandat du juge ou à la dénonciation de l'espion.

Des juntes spéciales avaient commission d'épurer l'administration et l'armée. La persécution ne s'en prenait pas aux seuls carbonari : elle frappait les employés civils et militaires de l'époque française et les hommes taxés d'opinions modérées. Les exclusions prononcées, on recomposa une administration et une armée, en n'y admettant que des bourbonniens violents. Canosa, ayant causé trop de scandale, fut expulsé de nouveau, et le chevalier Médici rentra aux affaires; mais il n'eut garde de compromettre son crédit par une humanité intempestive; et les mêmes rigueurs continuèrent à peser sur la population. Le roi accorda de nouvelles faveurs aux jésuites. Ceux-ci furent chargés de la censure, ils étouffèrent la presse et recherchèrent tous les livres réputés dangereux pour en faire des auto-da-fé.

Le roi paraissait n'avoir aucun remords de son parjure.

En revenant de Laybach, il avait offert à la Madone de l'Annonciade de Florence une lampe d'or d'un grand prix pour la remercier de la défaite de la révolution. Les dernières années de sa vie se passèrent au sein du plaisir. Rassurée par la présence de l'armée autrichienne, la cour ne songeait qu'à se divertir, pendant que le sang rougissait les échafauds; au palais, on dansait, on offrait des fêtes galantes aux princes étrangers en passage à Naples. Le roi donnait toute sa sollicitude au théâtre San-Carlo; jamais l'opéra ne fut monté avec autant de magnificence, et le corps du ballet mieux recruté. Tout Naples jasait sur les tardives amours du vieux despote avec une jeune danseuse célèbre par ses grâces mutines.

Quelques années de ce régime eurent des effets désastreux sur les mœurs publiques. Une atmosphère de servilité et de corruption s'appesantit sur la société napolitaine. Les hommes fidèles à la liberté gémissaient dans les cachots ou se désespéraient dans l'exil. Voyant la prépondérance du parti austro-bourbonnien, les âmes basses faisaient du zèle monarchique et s'offraient à servir les vengeances de la cour. Le royaume de Naples était tombé sous un despotisme bas et sanguinaire. Au moyen de la potence, des galères, des verges, de l'exil, la cour travaillait à purger le royaume de tous les hommes indépendants.

L'avénement de François Ier (1825) n'apporta aucun soulagement à cet état de choses. Ce prince était un épicurien, indifférent au bien public et tout occupé de luxure; il vivait entouré de complaisants infimes et de courtisans, dont les déprédations et le cynisme rappelaient les plus mauvais jours de la cour d'Espagne. Avec cela, il était cruel et implacable comme son père. En 1829, une légère insurrection ayant éclaté près de Salerne, il fit raser le bourg de Bosco, où elle avait pris naissance. Ceux des habitants qui ne périrent pas par la main du bourreau furent dispersés, et une colonne infamante élevée sur l'emplacement du bourg.

En Piémont, le gouvernement de Charles-Félix signala également sa victoire sur la révolution par de dures pros-

criptions ; mais, en comparaison avec les Bourbons, sa conduite parut modérée. Le zèle des commissions inquisitoriales se porta surtout sur l'armée ; on cassa deux cent vingt officiers; la plupart étaient en fuite. On congédia également un certain nombre d'employés civils. La police plaça sous sa surveillance les individus suspects d'idées libérales, et relégua dans des lieux écartés les hommes notables dont elle redoutait l'influence à Turin. Charles-Félix était peu versé dans les traditions de la cour de Turin, et trop savoyard de cœur et d'esprit pour partager le sentiment italien des Piémontais ; il enjoignit à ses ministres et à son ambassadeur à Vienne d'agir dans un concert intime avec le gouvernement impérial. Celui-ci loua ces dispositions et chercha à les utiliser pour dominer la politique piémontaise. Une de ses premières demandes fut la fusion des deux polices sous le contrôle d'une direction centrale siégeant à Milan.

Avec les années, Charles Félix adoucit un peu les rigueurs de son administration. C'était un homme de plaisir, ami de la chasse, du jeu et de la comédie; il passait le meilleur de l'année dans des maisons de plaisance, entouré de favoris d'une humeur enjouée. Par bonheur, l'administration, confiée à l'intègre Roget de Cholex, ne se ressentit pas trop de ce relâchement, et elle conserva sa réputation d'économie et d'ordre. Sous ce règne, les jésuites firent de grands progrès. A Turin, on menait une vie de dissipation et de licence; les femmes de la cour faisaient assaut de galanteries; mais une minorité d'hommes sérieux continuait à songer à l'Italie, et gardait au fond du cœur l'étincelle patriotique.

La nécessité d'une entente pour étouffer la révolution d'Espagne avait amené les grandes puissances à se réunir en congrès à Vérone; elles désirèrent connaître les résultats obtenus par les gouvernements italiens dans la répression des idées révolutionnaires. Celui de Naples exposa les mesures par lesquelles il travaillait à l'extirpation des sociétés secrètes; et le congrès eut des paroles de louange pour ce gouvernement inique. Le représentant de Charles-Félix fit valoir la sévé-

rité des tribunaux sardes et les expulsions prononcées contre les militaires et les employés civils mêlés aux derniers troubles, la prudence avec laquelle le gouvernement du roi avait remanié l'instruction publique, et son zèle pour fortifier les prérogatives du clergé. En maintenant les malpensants sous une surveillance de police humiliante, il ne doutait pas d'avoir détruit la considération des populations pour des hommes égarés et coupables; il finit en demandant le retrait d'une occupation étrangère désormais sans but. Le congrès obtempéra à cette demande. La Toscane et les moindres États comparurent ensuite.

A l'époque du congrès de Vérone, la réputation du prince de Metternich était à son apogée. Les ambassadeurs des cours italiennes recevaient ses moindres paroles comme des oracles. Cet homme d'État avait l'art de relever les maximes d'une politique toute négative par des formules dogmatiques qui imposaient. Sa science publique se résumait dans une résistance aveugle au progrès moderne. A ses yeux, toute concession était absurde; car il n'y avait pas de différence essentielle entre un régime constitutionnel limité et la démagogie. Envers l'Italie, il professait cette théorie d'immobilité avec un redoublement d'insistance, et ne cessait de répéter, dans ses notes aux puissances, que toute concession y aboutirait à une révolution générale et à la proclamation d'une *république unitaire,* laquelle, avec le génie factieux et anarchique propre à ce peuple, ne tarderait pas à devenir un danger pour l'Europe.

Si, en 1814, l'Autriche avait pris en Italie la position d'un pouvoir modérateur, à la suite des événements de 1821, elle déposa ce masque et se posa comme une domination étrangère, décidée à peser sur les gouvernements et à leur interdire tout progrès politique. La constitution était à peine proclamée à Naples, et aucun désordre n'avait légitimé une intervention, que le prince de Metternich déclarait déjà que la cour de Vienne ne reconnaissait pas le nouvel ordre de choses, et que le roi de Naples l'acceptât-il, elle le renverserait par la force.

Elle ne négligea rien pour terrifier les populations; elle porta de fortes masses de troupes en Italie et allongea le parcours des corps chargés d'occuper Naples, afin de promener ses troupes dans toutes les parties de la Péninsule, et, comme le disaient ses ambassadeurs, *de s'assurer de l'esprit public;* elle corrobora cette pression militaire par un redoublement d'inquisition et de poursuites en tendances, et pressa les gouvernements de faire de même Pendant quelques années, tout courba le front sous cette tyrannie, et l'Autriche eut une époque de pouvoir illimité. Une seule perspective troublait encore sa quiétude, la crainte de l'intervention française.

Le principal coopérateur de l'Autriche était alors François IV, de Modène; l'ambition inquiète, l'astuce, les détours ténébreux, la soif d'autorité de ce petit despote rappelaient les tyrans célèbres du moyen âge. En 1814, François IV prit à tâche de faire de son duché le modèle d'un État absolu. Plus conséquent que les autres princes, il rendit à la noblesse une participation réelle aux affaires municipales, il fortifia l'autorité paternelle, accrut la dureté des peines et la célérité des procédures; comme entrave à l'instruction, il restreignit le chiffre des étudiants et mit partout les jésuites. Cette tyrannie frappait surtout la classe moyenne; en revanche, François IV flattait le bas peuple, tout en le maintenant dans une profonde ignorance.

Au moyen d'espions répandus par toute la Péninsule, le duc réunit des informations minutieuses sur les menées des partis; et le prince de Metternich eut un moment l'idée de constituer, sous sa direction, un tribunal supérieur d'inquisition politique pour toute la Péninsule. Cette activité avait fait de Modène le foyer principal du sanfédisme. Les jésuites y publiaient un recueil réactionnaire intitulé : *la Voix de la vérité.* Lorsque le prince de Canosa fut chassé de Naples, le duc l'accueillit avec faveur. De Modène, Canosa lançait des pamphlets absolutistes (*i pifferari di montagna*), dans lesquels il signalait avec verve l'erreur de la politique centralisatrice adoptée en 1814 par les couronnes.

« Vous cherchez à raffermir le dogme de la légitimité, disait-il aux princes, et vous avez négligé la vieille maxime éternellement vraie : *divide et impera.* Au lieu de concentrer toutes les fonctions publiques aux mains d'une administration unique, il eût été plus expédient de réorganiser la société sur un plan hiérarchique, de façon à intéresser les hautes classes au maintien de votre autorité. En relevant les priviléges féodaux, les corporations de métier, les démarcations de classes, les diversités municipales, toutes ces distinctions qui caressent la vanité de certains individus et de certaines villes, vous auriez fait surgir des antagonismes, éveillé des jalousies, créé des animosités qui auraient affaibli et divisé vos adversaires. Le niveau uniforme passé sur la société, l'a unifiée en une masse homogène ayant un même intérêt ; depuis qu'il n'y a plus de pouvoirs intermédiaires, les fonctionnaires royaux sont le point de mire de tous les mécontentements et de toutes les attaques, au grand détriment de l'inviolabilité royale. Quoi de plus propre qu'un tel état de chose à former l'esprit national et à substituer ce nom d'Italie que vous redoutez si fort, à celui de petites nationalités, jadis très-vivaces et aujourd'hui sur le point de disparaître ? »

Le patronage de la faction sanfédiste et les soins de l'espionnage ne suffisaient pas à l'activité inquiète et remuante du duc François IV. Il convoita longtemps la couronne de Sardaigne. Lorsque cet espoir s'évanouit, ce génie insidieux intrigua avec les *Consistoriaux* contre l'Autriche et, non content de ces menées opposées, il noua des rapports avec les carbonari. Ces manœuvres ne le brouillèrent cependant pas avec l'Autriche ; peut-être aussi ne les poursuivait-il que pour mieux pénétrer les secrets des partis et les lui livrer.

Dans les États romains, on a vu que Consalvi avait réussi à adoucir les inconvénients du régime théocratique. A la mort de Pie VII, le parti fanatique porta à la chaire de saint Pierre le cardinal Della Genga, qui prit le nom de Léon XII. Le premier acte de ce pape fut de disgracier Consalvi, qui mourut peu de temps après abreuvé de dégoûts.

Rien n'était moins fondé que les reproches de libéralisme portés contre ce ministre. En 1814, il s'était empressé de rendre les hautes charges à la prélature; il avait laissé rétablir l'inquisition, les jésuites et toutes les institutions hostiles à l'esprit moderne: mais, aux yeux de la prélature, son administration était entachée d'un vice fondamental; Consalvi avait le goût de l'ordre, il voulait réprimer le gaspillage, régulariser l'administration des légats et des délégats, et ceux-ci s'indignaient de cette surveillance. Un arbitraire relâché, dissolu, inégal, ouvrant la porte à toutes les obsessions du favoritisme, à toutes les vénalités d'une bureaucratie corrompue: tel avait été le gouvernement ecclésiastique avant l'invasion française; et tel la prélature et le cardinalat aspiraient à le voir renaître.

Le nouveau pontife, longtemps connu comme un diplomate et un homme de plaisirs, s'était adonné depuis quelques années à une dévotion austère. D'un naturel rigide, d'une volonté impérieuse, il avait la fougue de Sixte-Quint, mais non son génie. Avec un zèle malheureux, il se hâta de porter la main sur ce que l'administration renfermait de moins mauvais: on aurait dit qu'il cherchait la désorganisation. C'est ainsi qu'il paralysa l'action de la justice criminelle en reconnaissant le droit d'asile aux églises, aux cloîtres et aux cimetières; il astreignit les avocats à plaider en langue latine, et substitua des juges uniques aux colléges de juges. Aux universités, il imposa de nouveau l'enseignement en langue latine, et il fortifia le contrôle des évêques et de l'inquisition sur l'instruction publique.

L'inquisition reçut d'amples facultés pour contraindre la population à une observation minutieuse du culte et des prescriptions disciplinaires. Les familiers du saint tribunal faisaient de fréquentes arrestations; avec de longues tenailles, ils mutilaient la langue des blasphémateurs. Aux portes des églises on voyait des malheureux agenouillés et chargés de fers, avec un écriteau au cou mentionnant leur délit. La même dureté farouche se retrouvait dans le châtiment des délits correctionnels. Le *cavaletto* était en permanence sur la place publique, et l'on

écorchait à coups de fouet, ou l'on jetait aux galères, des jeunes gens coupables d'une polissonnerie. Rome semblait revenue aux règnes de Paul IV et de Pie V, de fanatique mémoire. Par cette sévérité implacable, menaçant toutes les classes de la société, la bigoterie de Léon XII cherchait à briser les âmes et à plier une société sensuelle, épicurienne et relâchée à la morosité d'un couvent de capucins. Les jésuites et les moines agitaient les âmes crédules par des missions et des prédications furibondes. Rome faisait de la religion à haute pression.

L'impétueux pontife avait secoué le joug autrichien, et son gouvernement contrecarrait et parfois bravait ouvertement les volontés de Vienne. Aux yeux des moines qui l'entouraient, cette puissance n'était qu'un gouvernement infecté de maximes dangereuses; de Rome, non de Vienne, devait partir la direction des affaires italiennes. Au moyen des affiliations sanfédistes, les *Calderari* à Naples, la *Catholica* dans la haute Italie, le parti fanatique agitait la Péninsule et s'efforçait de tout prosterner aux pieds de la cour de Rome.

Les provinces de l'Adriatique ne se résignaient pas à cette situation. Le royaume d'Italie y avait créé des besoins moraux et des intérêts déjà très-vivaces. La tyrannie cléricale se heurtait ici contre une population énergique et vindicative. Léon XII, irrité de son esprit tumultueux, fulmina des peines terribles contre les carbonari. Ses décrets portaient la mort contre les chefs; dix années de galères contre les simples membres. Bientôt, dans les provinces de l'Adriatique, ce fut une chasse générale; les légats et les délégats prononçaient souvent des condamnations sur la simple déposition d'un espion ou d'un familier du saint-office : ce qu'on appelait la preuve *ad inquisitionem*. Bien des carbonari périrent par la main du bourreau ou furent jetés aux galères.

La tyrannie de Léon XII était plus désordonnée que méthodique. Son degré de malfaisance variait de ville à ville, suivant la vigueur des prélats gouverneurs. Certains cantons offraient un aspect de tristesse et d'avilissement; ailleurs, on levait la tête, on bravait les autorités pon-

tificales, on multipliait les rixes et les coups de stylet. Dans les fêtes publiques, on proférait des cris de *la constitution ou la mort*, des blasphèmes, des injures au gouvernement des prêtres. Le sens moral avait subi de rudes atteintes ; on louait le meurtre d'un agent de l'autorité comme un acte de vertu civile. Les carbonari nommaient plaisamment la prison, le *collége*.

Sous cette administration déplorable, la prospérité matérielle du royaume d'Italie avait disparu ; plus de travaux utiles, plus de crédit ; les manufactures et le commerce languissaient ; la bourgeoisie et la noblesse, évincées des hautes positions par le clergé, se croisaient les bras ; les mendiants pullulaient. On vivait au jour le jour. Chacun parlait du renversement de la domination ecclésiastique comme d'un événement prochain. Lorsque Léon XII expira, il laissa une administration dépopularisée, un peuple frémissant et tout prêt à la révolte. Le clergé lui-même était fatigué du rigorisme auquel le pape avait voulu l'astreindre.

Le règne de Léon XII eut pour résultat de mettre au jour la nature de la domination ecclésiastique. Il montra son incompatibilité avec la civilisation moderne. On vit alors ce régime sous sa vraie forme : une règle inquisitive, refusant à ses sujets tout développement civil, toute activité commerciale, industrielle, scientifique, littéraire, séquestrant trois millions d'Italiens de la communion avec le siècle, gérant un des plus beaux territoires de la Péninsule comme une main-morte. Ce pontife, cependant, avait des vertus ; laborieux, frugal, parcimonieux, il vivait avec la sévérité d'un capucin ; il avait soif de régénérer l'administration pontificale, de redresser et d'épurer les mœurs du peuple et du clergé ; mais, représentant convaincu de l'institution théocratique, il en appliquait franchement les principes, et c'était assez pour désoler ses sujets et ruiner l'État.

Le tableau que je viens de tracer de la situation de l'Italie pendant les années qui précédèrent 1830 est lugubre, et, cependant, plus d'un détail odieux en est élagué. Sous le joug de la police autrichienne et de l'inquisition,

ce pays était tombé bien bas; les classes conservatrices assoupies, inertes, aussi dépourvues d'équité que de vertu civique, applaudissaient niaisement à des persécutions qui dégradaient leur patrie, et la jeunesse assaillie de rêves fiévreux se lançait dans la voie périlleuse des conspirations. De libéralisme régulier, il n'y en avait pas. Tout se passait en conciliabules nocturnes, en menées souterraines. La cause nationale comptait des martyrs, sans que ces sacrifices sanglants lui apportassent aucun soulagement. L'Italie s'agitait sur son lit de douleur et aucun gouvernement ne plaidait en sa faveur. A cette époque, on connaissait mal en Europe ses conditions intérieures; on la jugeait sur d'anciennes relations dépeignant un état de mollesse et d'épicuréisme, qui n'était plus que le fait d'une minorité d'oisifs; on refusait toute base à ses projets d'émancipation; les constitutionnels traitaient les tentatives de sa jeunesse de projets désespérés, de rêves d'utopistes. L'Autriche s'évertuait à perpétuer ces préjugés. En Allemagne, l'opinion publique, assez malveillante pour l'Italie, trouvait bon que ce pays restât sous la haute main d'une puissance allemande; la France, absorbée par ses débats intérieurs, n'accordait qu'une attention distraite à ses infortunes; l'Angleterre ne s'était pas encore prise de passion pour sa cause. Dans l'état d'isolement où se trouvaient les patriotes italiens, sans protection, sans appui, sans autres conseils que ceux du parti révolutionnaire, qu'on ne soit pas surpris si la misanthropie, le découragement, ou de sombres passions remplissaient les cœurs.

LIVRE II

L'ITALIE DE 1830 A 1845

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION EN ROMAGNE ET LA JEUNE ITALIE

Espérances éveillées par la révolution de Juillet. — Insurrection à Bologne. — La France refuse de prendre la révolution romagnole sous sa protection. — L'Autriche intervient. — Mémorandum du mois de mai 1831. — Seconde intervention autrichienne. — Décadence de la société des carbonari. — Joseph Mazzini. — Fondation de la *Jeune Italie*. — L'esprit de cette société. — Expédition de Savoie. — Activité inquiète de la *Jeune Italie*.

La révolution de Juillet fit sensation en Italie ; mais la soudaineté de l'événement prit au dépourvu les sociétés secrètes ; et elles ne purent tirer parti de la première surprise des gouvernements.

Depuis quelques années, des rapports s'étaient établis entre les carbonari et la démocratie française. La haine suscitée par le despotisme de Napoléon avait diminué et les conspirateurs italiens considéraient Paris comme le grand atelier de la liberté européenne. Les sympathies bruyantes d'une partie de la presse française pour les peuples

sacrifiés par le congrès de Vienne, entretenaient la confiance dans un appui fraternel de la France; et ce moment parut arrivé lorsqu'après les journées de Juillet, on vit arriver les émissaires du parti démocratique, la bouche pleine de promesses. Les relations entre les deux pays avaient lieu par le moyen d'un comité cosmopolite, siégeant à Paris, dirigé par la Fayette et Dupont de l'Eure. Ce comité correspondait en Italie avec dix ou douze hommes notables qui lui servaient d'intermédiaires auprès des sociétés secrètes; il favorisait tous les projets de révolution sans se lier à aucun parti, et il se proposait, une fois la révolution opérée, de confédérer l'Espagne et l'Italie avec la France, afin d'opposer une ligue latine à la prépondérance de l'Europe germanique.

Les États italiens étaient fort diversement préparés à un soulèvement. En Lombardie, les moyens des sociétés secrètes étaient faibles; les hautes classes abattues et découragées; elles redoutaient les cent yeux de la police. Suivant elles, l'Autriche possédait des forces immenses, contre lesquelles la révolution se briserait comme un verre fragile; aussi les hommes réputés sages traitaient de folie un appel à l'insurrection populaire.

A Turin, l'esprit public gardait plus de vigueur qu'à Milan. La jeune noblesse et la bourgeoisie lettrée songeaient toujours à la liberté et à l'Italie; elles brûlaient de tirer le Piémont de sa position subalterne; mais le mauvais succès de la révolution de 1821 avait désorganisé les sociétés secrètes, et dégoûté des tentatives insurrectionnelles. Les modérés caressaient de nouveau l'idée d'une entente avec le prince de Carignan, l'héritier du trône. Ce mode d'agir répondait à la tradition toute monarchique de ce peuple. A la suite des journées de Juillet, quelques têtes ardentes firent une démonstration constitutionnelle à Turin; la police mit la main sur Brofferio, Durando et quelques carbonari; et tout en resta là.

La ville de Florence fut très-émue par les événements de Paris. Au premier moment, la joie y éclata publiquement; on se félicitait, on s'embrassait dans les rues. Les meneurs s'entendirent pour faire une manifestation au

théâtre et acclamer Léopold II, *souverain constitutionnel et roi de l'Italie centrale;* plusieurs officiers promettaient de se joindre à cette démonstration. Le jour venu, les meneurs furent déconcertés, à la vue d'un nombre inusité d'agents de police échelonnés dans la salle et aux alentours. Le public garda le silence. La Toscane n'offrait pas alors matière à une révolution. Ce peuple doux, léger, inoffensif, un peu mou, affectionnait le grand-duc et ne se passionnait pas pour la politique.

A Naples, ce n'était pas du mécontentement, mais une haine intense qui séparait la population éclairée de la dynastie; et le gouvernement des Bourbons ne se soutenait que par les supplices. Deux factions se partageaient le pays; mais depuis la fureur réactionnaire de 1821, et les épurations faites dans l'armée et la magistrature, le ressort du pouvoir s'était fortifié. Maître des emplois, de la police, de l'armée, du clergé, soutenu par un corps de mercenaires suisses d'une valeur et d'une discipline éprouvées, le parti bourbonnien avait en main des moyens redoutables de répression. D'ailleurs, l'approche d'un nouveau règne et l'espérance excitée par un prince jeune, intelligent, appliqué, et, suivant les apparences, ennemi des abus, engagea les sociétés secrètes à temporiser.

C'est dans l'Italie centrale que la révolution était mûre. On a vu les colères amassées en Romagne pendant l'administration de Léon XII. Le court règne de Pie VIII n'adoucit en rien le sort de ces provinces. La mort de ce pape étant survenue, au moment où la révolution de Paris surexcitait les têtes et, le conclave se prolongeant, les carbonari se résolurent à agir. De Gênes, un foyer actif de conspirations, en passant par Parme, Modène, Bologne, Ancône, il existait une traînée de feux souterrains qui se prolongeait au sud jusque dans les Abruzzes et les Calabres. Les *ventes* de carbonari faisaient des recrues, rassemblaient des armes et des munitions, s'exhortaient par des émissaires à ne pas laisser échapper une telle occasion. A ceux qui redoutaient une intervention autrichienne, on alléguait la révolution de Juillet : l'Autriche, disait-on, n'osera franchir le Pô; et les troupes

des ducs et du pape, mal commandées et sans fidélité, ne sont pas un obstacle.

L'explosion fut hâtée de quelques jours par les événements de Modène. La situation se compliquait ici des rapports qui avaient eu lieu entre le chef carbonaro Cyro-Menotti et l'astucieux et perfide François IV. La police du duc commençant à faire des arrestations, Cyro-Menotti convoqua les carbonari dans sa maison, pour la nuit du 3 au 4 février (1831). Le duc, averti par ses espions, fit cerner la maison, la canonna, et se saisit des conjurés. Leur sort n'était pas douteux; le confesseur avait été appelé pour les préparer à la mort, lorsqu'un courrier apporta des nouvelles inquiétantes de Bologne. Le duc évacua Modène la nuit suivante et gagna le territoire autrichien en emmenant ses soldats, sa famille, ses prisonniers et le prince de Canosa. Modène se mit de suite en insurrection; Parme suivit cet exemple, et les populations désignèrent des autorités provisoires : leur choix se porta sur des hommes honorables.

A Bologne, le 4 février, au soir, au moment où ils apprirent l'arrestation de Cyro-Menotti, les libéraux se rassemblèrent et entourèrent tumultueusement le palais du gouverneur; les soldats du pape laissaient faire et donnaient leurs armes aux émeutiers. Le prélat gouverneur tenta d'apaiser l'effervescence en autorisant les meneurs à se constituer en commission provisoire et à former une garde civique. Le lendemain, l'émeute se change en révolution, on abat les insignes pontificaux, on hisse le drapeau tricolore italien; le prélat gouverneur s'enfuit et la commission se transforme en gouvernement provisoire. Les mêmes scènes se passent dans les villes voisines; les gouverneurs infidèles ou éperdus ne tentent pas même de résister. Les conseils municipaux prennent leur place ou choisissent à cet effet des citoyens notables. A Ancône, les troupes qui gardaient la citadelle la rendent à quelques centaines de jeunes gens sans brûler une amorce; là-dessus, elles désertent; et le commandant et le délégat arrivent seuls à Rome, porteurs de la nouvelle.

La révolution s'était opérée partout par acclamation, sans désordres, sans homicides ni insultes au clergé et aux agents du régime déchu. Le gouvernement des prêtres s'évanouissait au milieu de la joie publique. Fort de la révolution de Juillet et des récentes déclarations du ministère français sur le principe de non-intervention, on se croyait à l'abri du côté de l'Autriche, et les cœurs ne songeaient qu'à l'allégresse. On pavoisait les maisons aux trois couleurs, on chantait des hymnes, on illuminait. La jeunesse, répartie en compagnies de garde civique, paradait sur les places publiques. Un armement général paraissait si peu nécessaire que les magistrats renvoyaient dans leurs villages les paysans qui venaient offrir leur concours.

A Rome, peu de jours avant l'insurrection de Bologne, quelques carbonari, des militaires, des étudiants et deux jeunes gens, porteurs d'un grand nom, les princes Napoléon et Louis Bonaparte, s'étaient conjurés pour surprendre le château Saint-Ange et acclamer l'*Italie, Rome, la constitution*. La police, avertie, écroua au château Saint-Ange quelques carbonari, en admonesta d'autres; le complot avorta et ne produisit qu'une rixe insignifiante sur la place Colonna. Cette alerte stimula le conclave et, le 2 février, deux jours avant les événements de Bologne, il porta à la tiare le cardinal Mauro Capellari, religieux de l'ordre des Camaldules, lequel prit le nom de Grégoire XVI. Le nouveau pontife était un théologien, impropre à la politique contemporaine; mais il appela aux affaires le cardinal Bernetti, négociateur délié et très-capable d'utiliser les ressources qui restaient encore à la domination temporelle.

Le péril devenait pressant. D'Ancône, l'insurrection avait franchi l'Apennin, gagné Foligno, Otricoli, Ponte-Centino; déjà le drapeau tricolore flottait en vue de Rome. Sur un seul point, à Riéti, l'énergie de l'évêque Ferretti avait arrêté sa marche. Le cardinal Bernetti ne perdit point la tête; il s'occupa d'abord de la défense de la ville, et enrôla la populace féroce et dévouée du *Trastévère* et des *Monti*, ainsi que celle des montagnes qui

dominent Rome. A l'appel du tocsin, les montagnards eurent ordre d'accourir et, réunis aux Trastévérins, ils auraient fait main basse sur les carbonari. Heureusement, la cour n'eut pas besoin de recourir à cette extrémité. Les carbonari de la ville de Rome, peu nombreux et désorganisés par l'insuccès de leur premier complot, se tinrent tranquilles. Le cardinal Bernetti se tourna alors vers la diplomatie et ouvrit des pratiques pour en obtenir un appui armé. Les ambassadeurs des puissances du Nord avaient reçu des instructions favorables à la cour de Rome. Le ministre de France prit une position intermédiaire, à la fois respectueuse pour les droits du saint-père et bienveillante pour les populations romagnoles; mais cette réserve même fit comprendre au rusé Bernetti que la France ne ferait pas un *casus belli* de l'action armée de l'Autriche.

En Romagne, les carbonari avaient pris la haute main. Le 8 février, la commission provisoire de Bologne vota la déchéance du gouvernement pontifical. Le 25 février, les députés des provinces émancipées, réunis à Bologne, décrétèrent l'union de ces provinces sous une même administration, sans préjuger encore la forme définitive à donner au gouvernement. Elles nommèrent un conseil des ministres, présidé par l'avocat Vicini, patriote connu par ses sentiments généreux et une parole brillante. On vota la séparation des pouvoirs législatifs, administratifs et judiciaires, l'adoption de la procédure et des codes français. La révolution se comportait avec modération; l'ordre était respecté; les emplois appartenaient à des hommes bien famés, propriétaires ou avocats, connus par leurs lumières. Mais la sécurité des premiers moments avait disparu. L'attitude de la diplomatie autrichienne à Rome, les mouvements des troupes impériales sur les confins des Légations, leur entrée à Modène et à Parme paraissaient autant de menaces d'intervention. En présence de ce danger, les Romagnols n'avaient qu'un espoir, l'appui du gouvernement de Juillet. Une députation se rendit à Paris, chargée de plaider la cause des populations romaines, et de s'appuyer

des promesses faites par les agents de la Fayette et de Dupont de l'Eure.

Ces députés arrivèrent à Paris dans un moment de réaction. Depuis quelque temps Louis-Philippe avait rompu avec le parti démocratique, et la nouvelle majorité, dirigée par Casimir Perrier, cherchait à restreindre plus qu'à amplifier les conséquences de la révolution, et insistait pour que, soit au dedans, soit au dehors, le gouvernement de Juillet décourageât les mouvements populaires. Comme preuve de sa modération et de l'abandon de toute idée de conquête, le gouvernement français avait posé le principe de non intervention (27 janvier).

L'application de ce principe était susceptible d'interprétations diverses, suivant que la France en faisait une loi générale, obligatoire pour tous, et impliquant un *casus belli*, si l'une d'elles le violait, ou suivant qu'elle se réservait alors sa liberté d'action. Le 18 mars 1831, Casimir Perrier l'interpréta dans ce dernier sens. « La France, dit-il, ne peut se faire solidaire des révolutions étrangères, que si elle y trouve une convenance. Le sang des Français n'appartient qu'à la France. » Partant de ce point de vue, des trois révolutions qui avaient surgi à la suite des événements de Juillet, en Pologne, dans la Romagne et en Belgique, le gouvernement français n'en adopta qu'une, la troisième.

Le parti qui régnait en France abandonna d'autant plus aisément la cause des Romagnols, qu'il portait peu d'intérêt à l'Italie. Les doctrinaires n'avaient rien de ce cosmopolitisme expansif qui est une des forces de la France; renfermés dans l'intérêt français, et défavorables aux mouvements populaires, ils ne voyaient dans les essais d'émancipation de la Péninsule que l'œuvre de quelques sectaires ardents et dangereux.

L'Autriche, voyant la France reculer, se hâta d'éteindre l'incendie naissant. Au milieu de mars, ses troupes franchirent le Pô. Bologne ne résista pas; les quelques troupes de l'insurrection s'étaient repliées sur la Catholica; formées de jeunes volontaires sans habitude des

armes, n'ayant que quelques canons et point de cavalerie, elles ne tinrent pas contre le choc des colonnes autrichiennes. Voyant cette débandade, le 25 mars, les autorités insurrectionnelles réfugiées à Ancône, signèrent une capitulation avec le cardinal Benvenuto, légat *a latere*. On connaît le refus des généraux autrichiens et de la cour de Rome d'exécuter cette capitulation; les croisières autrichiennes se saisirent des malheureux carbonari qui fuyaient par mer; et l'autorité autrichienne les jeta dans les cachots de la Dalmatie et de Palma-Nova.

Devant la marche des Autrichiens, l'action de la France s'était bornée à une protestation, remise le 27 mars 1831, par l'ambassadeur de France à Rome, le comte de Saint-Aulaire; cette pièce renfermait quelques avertissements salutaires à la cour de Rome; elle lui rappelait que la voix de la clémence et la concession de réformes reconnues nécessaires, sont des remèdes plus satisfaisants que l'appui toujours compromettant d'une force étrangère.

Les abus de l'administration ecclésiastique avaient acquis assez de notoriété, pour que les grandes cours en fissent l'objet d'une démarche collective auprès du nouveau pontife. Au mois de mai 1831, les ambassadeurs des cinq grandes puissances présentèrent au cardinal Bernetti un mémorandum, pour appeler l'attention du saint-père sur les mesures à prendre afin de donner une satisfaction aux justes griefs des populations. Cette pièce les résumait dans les points suivants : admission des laïques aux fonctions administratives et judiciaires, y compris les postes de gouverneur et de délégat; institution de représentations municipales et provinciales, élues par les populations, et pourvues d'attributions étendues; enfin, et comme mesure principale, institution d'une *consulte* ayant commission de surveiller la gestion économique du pays, de revoir les comptes et de statuer sur les impôts à établir. Le mémorandum demandait que la grande propriété y fût fortement représentée. Les puissances se proposaient, par cet ensemble, de mesurer, de séculariser dou-

cement l'administration romaine, et de donner aux hautes classes une importance administrative qui mît une digue aux entraînements démocratiques.

A Rome, les cardinaux ne songeaient qu'à l'intérêt théocratique, et ce projet fut reçu avec effroi. S'y refuser péremptoirement, lui opposer le *non possumus*, dont le successeur de Grégoire XVI a fait un usage si fréquent, eût été le parti le plus droit; le cardinal Bernetti trouva plus habile de donner de bonnes paroles, et de gagner du temps par des concessions apparentes. Déjà, le 2 avril précédent, il avait publié, sur les plans du nouveau pontife, un édit plein de perspectives flatteuses : « *Une ère nouvelle allait s'ouvrir*, disait-il. » Le 6 juin, en réponse au mémorandum des puissances, il promit de donner de l'extension au *motu proprio* de 1816, d'ouvrir à tous les fonctions administratives et judiciaires et de réorganiser les conseils provinciaux, de façon à donner une large part d'influence à la classe élevée. On vit bientôt quelle était la sincérité de ces promesses. Le 6 juillet, il parut un *motu proprio* du saint père, sur l'organisation des conseils municipaux : le gouvernement s'en réservait la première nomination et soumettait leurs délibérations au contrôle de ses agents.

Après quelques mois d'occupation militaire, sur les remontrances de la diplomatie, l'Autriche retira ses troupes des provinces romaines. Le parti libéral reparut aussitôt; il institua une garde civique, expulsa plusieurs fonctionnaires; les modérés obtinrent, cependant, qu'on respectât les armes pontificales. Une députation se mit en route pour Rome, afin d'obtenir du saint-père les mesures stipulées dans le mémorandum du mois de mai. Le cardinal Bernetti écouta cette députation avec douceur. Il avait besoin de quelques mois pour terminer ses préparatifs militaires et il amusa les Romagnols par des concessions illusoires.

La fin de l'été de 1831 se passa en Romagne dans un état intermédiaire qui n'était ni l'obéissance, ni la révolte ouverte. Les modérés occupaient les emplois et administraient au nom du pape. Un certain nombre de

démagogues faisaient du zèle et les taxaient de papalins, et de traîtres à la liberté. Parmi ces bruyants improbateurs, se cachaient des sanfédistes ; cette faction, revenue de la consternation qui l'avait paralysée lors de la première insurrection, travaillait dans l'ombre, soufflait la discorde, semait des rumeurs fâcheuses et poussait aux rixes et aux émeutes, afin de motiver une nouvelle occupation autrichienne.

Cependant, le gouvernement pontifical faisait des enrôlements en Suisse et organisait dans les Marches un corps de troupes indigènes, recruté parmi les populations sauvages qui habitent les montagnes voisines de la frontière napolitaine. Lorsque ces troupes furent équipées, prenant un ton de hauteur, il enjoignit aux autorités de la Romagne d'exécuter les nouvelles lois, de faire arborer aux gardes civiques la cocarde pontificale en signe de fidélité, et de recevoir fraternellement les troupes qu'il se disposait à envoyer dans cette province. A cette injonction, une partie de la jeunesse s'écria qu'elle n'obéirait pas, qu'il était trop honteux de porter les couleurs d'un pouvoir aussi décrié que celui des prêtres. Saisissant au vol ce grief, la cour de Rome adressa aux ambassadeurs des grandes puissances des plaintes amères sur l'insubordination de ses sujets, et les prévint qu'elle allait faire marcher ses troupes, ce que les représentants des puissances approuvèrent, à l'exception de celui de la Grande-Bretagne.

Le cardinal Albani, avec le corps des papalins, fort de quatre à cinq mille hommes, quitta alors les Marches et remonta vers le nord pour occuper la Romagne et les Légations. Un peu en avant de Césène, se trouvait un corps de carbonari. Grâce à leur nombre, les papalins les mirent en fuite ; puis, ils se jetèrent sur Césène, pillèrent une église et tuèrent des bourgeois. Le lendemain, ce fut le tour de Forli. La ville avait ouvert ses portes et préparé des logements et des vivres ; néanmoins, les papalins firent feu sur la population désarmée, massacrèrent des femmes, des vieillards, des enfants, saccagèrent des maisons. A la nouvelle de ces horreurs, la

fière population de la Romagne courut aux armes; le cardinal Albani prit peur et appela les Autrichiens. Une forte colonne d'impériaux envahit de nouveau les Légations, et entra à Bologne; la population était si ulcérée contre les autorités pontificales qu'elle applaudit les Autrichiens. Mieux vaudrait être Turc que sujet du pape, répétait la jeunesse.

Cette deuxième occupation termina la révolution romagnole. La cour de Rome, appuyée par l'épée de l'Autriche, rétablit toutes les institutions du despotisme. Les délégats cassèrent les magistrats et les fonctionnaires suspects de libéralisme et remplirent les cachots de carbonari. Deux commissions, l'une civile, l'autre militaire, furent formées pour juger sommairement tous ceux qui avaient participé aux dernières rébellions. Le sang coula, les galères se remplirent; une foule de carbonari se cachèrent, beaucoup partirent pour l'exil. Un dernier rayon d'espoir vint luire aux regards de ces populations infortunées; mais l'illusion fut courte. La France n'occupa Ancône que dans un but d'équilibre; et, à l'ombre du glorieux drapeau tricolore, les délégats et les inquisiteurs continuèrent les persécutions et firent peser sur le pays un régime odieux.

Pauvre Italie! quel fruit elle avait retiré de cette révolution de Juillet si joyeusement saluée! Ce n'était pas seulement l'État romain qui subissait alors une recrudescence de rigueurs, mais le nord, mais le sud de la Péninsule, mais la Toscane elle-même, jusque-là régie avec tant de douceur. « Pressé d'un côté par les baïonnettes de l'Autriche, de l'autre par les furieuses excommunications du pape, notre condition est vraiment déplorable, écrivait alors Camille de Cavour (1832). Chaque libre exercice de la pensée, chaque sentiment généreux est poursuivi comme si c'était un sacrilége ou un crime contre l'État. »

La réaction de l'année 1821 avait eu facilement raison de l'agitation. La réaction de 1831 rencontra plus de résistance. La fermentation démocratique qui travaillait la France et qui y produisit les insurrections de 1832 et 1834, eut son

contre-coup en Italie. Loin de faiblir sous les persécutions, l'exaltation de la jeunesse ne faisait que grandir. Dans les conciliabules, on ne parlait que de soulèvements populaires et de proclamations de république. Le carbonarisme avait inculqué aux jeunes gens un mépris amer pour l'ordre de choses existant; on bafouait chaque tradition et chaque croyance, comme autant de vieilleries surannées, de fourberies intéressées des prêtres et des despotes ; de plus, cette jeunesse était travaillée par un vague mysticisme et un besoin de théories transcendantes, assez semblable à celui qui, en France, donna naissance au saint-simonisme.

La Péninsule avait plus de motifs de révolution que la France, et si ses patriotes manquaient de discipline et de sagesse, leur enthousiasme était sincère. En France, le gouvernement était en butte à bien des calomnies, et des ambitions suspectes s'agitaient et simulaient le zèle démocratique ; en Italie, le présent n'excitait que de la colère et toute âme généreuse aspirait à une transformation politique. Les griefs des deux pays n'étaient pas les mêmes. La France reprochait à ses gouvernants de ne pas lui donner la prééminence, l'Italie, d'être livrée aux étrangers ; l'une se formalisait de n'avoir qu'une liberté limitée, l'autre d'être soumise à une tyrannie tracassière et cruelle. Dans l'un des pays, il fallait élargir non renverser les institutions ; dans l'autre, l'assiette politique était antinationale; et les amis de la liberté étaient forcément entraînés vers les projets violents.

Malgré la vigilance des censures et des douanes, quelques-uns des écrits de la presse démocratique française réussissaient à pénétrer en Italie et la jeunesse les lisait avidement. Dès longtemps nourrie de désirs confus, de projets incendiaires ; l'imagination échauffée et le cerveau vide d'idées et de connaissances pratiques, elle était toute préparée à subir cette influence. Possédée du désir d'agir, et incapable de rien faire d'utile, elle se consumait dans une pléthore d'enthousiasme, dans une ardeur civique, qui n'aboutissait qu'à d'infructueuses conspirations.

Avant l'année 1830, la société des carbonari avait un

grand prestige, et la jeunesse se racontait des choses admirables sur le nombre et la puissance des *bons cousins*. Répandus parmi toutes les classes, parmi la noblesse, l'armée, la magistrature, les carbonari formaient une Italie occulte, dont on attendait des merveilles. Au charme du mystère se joignait l'auréole du dévouement. Après 1830, cette popularité subit un échec. La direction de la société appartenait à des hommes de l'époque impériale, dont l'audace avait été refroidie par l'âge. La jeune génération appelait leur prudence lâcheté, signe de caducité, aveu d'insuffisance; on reprochait encore aux carbonari des allures trop aristocratiques, l'habitude de procéder par des influences personnelles, au lieu de s'adresser aux masses et de travailler l'esprit public par la presse. A Paris, le vent soufflait à la démocratie et les agitateurs italiens le subissaient aussi.

On remarquait vers 1830, parmi la jeunesse génoise, un juriste nommé Joseph Mazzini. C'était un beau jeune homme, le visage pâle, ombragé par de longs cheveux noirs, l'œil songeur et méditatif; son geste, son regard, sa voix, avaient un charme fascinateur; austère dans ses mœurs, studieux, retiré, il inspirait du respect à ses condisciples. Mazzini s'occupait beaucoup de littérature; il écrivait sur des sujets de critique générale. A côté d'un goût précoce pour le paradoxe et l'enflure, ses premiers travaux se distinguaient par un souffle de patriotisme ardent et convulsif, et par un humanitarisme chaleureux.

Déjà alors, Mazzini ne cultivait la littérature que comme un moyen d'agitation révolutionnaire. Au milieu de ses intimes, il donnait fréquemment essor à ses sentiments patriotiques. Dans de longues conversations nocturnes, il leur dépeignait, avec une sombre énergie, l'avilissement de l'Italie contemporaine, de cette ancienne reine du monde, aujourd'hui courbée sous le bâton autrichien, objet de honte pour ses enfants, de dérision pour les étrangers! La flamme dans les yeux, il insistait sur la nécessité de renouveler l'exemple des mâles dévouements et sommait ses compagnons de ne pas se

laisser corrompre par la mollesse et la lâcheté générales.

Il avait été agrégé à une vente de carbonari, et se rangea parmi ceux qui voulaient l'action ; il était de ceux qui demandaient l'insurrection immédiate et n'en craignaient pas les conséquences. Les chefs de la société, à Gênes, découragés par le tour général des événements, s'opposaient à un soulèvement. Pendant ces tiraillements, la police génoise mit la main sur Mazzini ; mais, soit à cause de sa jeunesse, soit parce qu'elle n'avait pas de preuves du crime de haute trahison, elle se borna à l'expulser des États de Sa Majesté ; il se réfugia à Marseille, habitée alors par une émigration nombreuse d'Espagnols, d'Italiens et de Polonais.

Mazzini avait rencontré son élément. Il avait débuté à Gênes par un complot ; à dater de ce jour, sa vie d'émigré ne fut qu'une longue conjuration, une guerre incessante à tous les gouvernements de la Péninsule ; il était né conspirateur comme d'autres naissent hommes de gouvernement. Une imagination chimérique et ardente, habile à faire un mirage flatteur des perspectives de l'avenir, une confiance imperturbable dans la légitimité et le succès de sa cause, une activité infatigable, lui acquirent un grand crédit sur la jeune émigration. Avant lui, les Italiens expulsés de leur patrie n'avaient pas exercé d'empire sur les partis intérieurs. Mazzini conçut le projet de transporter sur la terre étrangère la direction du mouvement national, et de donner à l'émigration une sorte de dictature révolutionnaire.

Arrivé à Marseille (1831), il remplit l'émigration italienne de ses griefs contre la société des carbonari. Selon lui, elle n'était plus qu'une association surannée, dont les rites et les mystères accréditaient de fausses notions et des préjugés : le moment était venu de rompre avec ces allures aristocratiques, de parler aux masses, de les entraîner dans l'orbite de la révolution et de fonder *l'Italie du peuple*. En conséquence Mazzini, s'adressant à tous ceux qui sentaient la puissance du nom italien et la honte de ne pouvoir le porter avec honneur, les convia à la fondation de la *Jeune Italie*. Pour emblème, il

choisit un rameau de cyprès, avec la devise : *Ora et sempre.*

Plus radical que les carbonari, Mazzini rejeta entièrement le régime constitutionnel, comme un système trompeur et incapable de donner aux peuples la liberté ; il lui substitua une république démocratique, faite par le peuple et pour le peuple. Il repoussa de même la forme fédérative et la remplaça par une Italie, une et indivisible, ayant Rome pour capitale. À la Rome des Césars et à celle des pontifes, devait, disait-il, succéder *une Rome du peuple*, siége d'un nouveau développement civil, politique et religieux. Mazzini puisa sa doctrine à des sources diverses. Il emprunta à la franc-maçonnerie, aux carbonari, aux socialistes français, à l'école polonaise, et résuma le tout en une formule brève, *Dio e il popolo* (Dieu et le peuple) : un déisme humanitaire. Le patriarche de l'émigration, le jacobin M. A. Buonarotti, entendait régénérer la société au moyen d'une dictature irrésistible; Mazzini aspirait au même résultat par le travail de l'*idée*.

Sans accepter le dogme catholique, il parlait beaucoup de religion et de foi. Au moyen âge, il aurait fait peut-être un thaumaturge. Venu à une époque de travail révolutionnaire et d'enfantement social douloureux, il appliqua aux théories d'émancipation la fixité ardente de l'inspiré, et se posa en révélateur de l'*idée*. Point de nuances, point de concessions dans sa doctrine : l'*idée* est infaillible, son triomphe assuré; le devoir de tout homme est d'y concourir; s'il meurt à la tâche, c'est un martyr. Les limites étroites de l'entendement de Mazzini firent sa force. S'il eût eu l'intelligence plus vaste, s'il eût été versé dans l'histoire, il n'aurait pas donné à ses théories une forme aussi rigoureuse. Ce mélange de fantastique et de précision, de mysticisme et de démagogie parut sublime à une jeunesse enthousiaste, mais ignorante, paresseuse d'intelligence, autant que désireuse d'idées absolues et de transformations sociales instantanées.

La *Jeune Italie* forma une association militaire autant que civile; elle n'admit que des hommes de moins de quarante ans. Ses membres furent tenus de se procurer

des armes, des munitions, et de se tenir prêts à agir pour le moment où les chefs donneraient le signal; du reste, pas de hiérarchie rigoureuse, d'initiation successive, de répartition en groupes symétriques; chaque section se réunissait autour du patriote influent de la localité. La lutte entre les Christinos et les Carlistes donna plus tard à Mazzini l'idée de la guerre par bandes, qui fut longtemps son projet favori.

La *Jeune Italie*, visant surtout à préparer des moyens insurrectionnels, chercha à se rattacher le bas peuple, et recruta un certain nombre de gens de main : faquins, bouchers, contrebandiers; il s'y faufila aussi des gens suspects, des désespérés, des cerveaux brûlés. Malgré sa prétention d'être une société démocratique, elle ne réussit jamais à ébranler le vrai peuple.

Les carbonari s'étaient distingués par leur prudence à préparer leurs insurrections. Plutôt que de mettre en danger la sûreté de leurs affiliés, ils laissèrent passer plusieurs occasions de soulèvement. La *Jeune Italie*, au contraire, multiplia les coups de main isolés. Quelques bannis, échauffés par la fièvre de l'exil et s'exagérant l'irritation des populations, n'ayant pour finances que les faibles contributions de l'émigration, pour arsenaux que quelques caisses de fusils, pour adhérents que de jeunes têtes sans poids, se jetaient dans ces équipées. Il paraît que Mazzini s'en fit un système, et poussa à ces tentatives réitérées, afin de jeter les populations dans l'exaspération par les supplices, les confiscations et les bannissements qui en étaient la suite.

Le plan de la *Jeune Italie* une fois arrêté dans son esprit, Mazzini en avait écrit de Marseille à ses amis de Gênes, en les chargeant d'y former les premiers groupes. Les frères Ruffini et quelques jeunes enthousiastes se mirent tout de suite à l'œuvre. Au bout de quelques mois, ils comptaient à Gênes et dans les villes voisines un certain nombre d'affiliés. De Marseille, Mazzini expédiait par les bateaux à vapeur de fortes pacotilles d'écrits révolutionnaires; des jeunes gens zélés parcouraient le pays pour les répandre; on en semait aux portes des théâtres,

dans les cafés, les promenades. Il y allait de la vie, et personne n'hésitait. La police génoise trouva la trace de la *Jeune Italie*; elle incarcéra les amis de Mazzini. L'un des frères Ruffini se coupa la gorge en prison ; l'autre, après de graves périls, réussit à gagner la frontière française du Var.

Plusieurs exécutions eurent lieu dans l'armée piémontaise. Mazzini quitta alors Marseille et alla en Suisse. Elargissant le cadre de ses relations, il entra en rapports avec la jeune Pologne, la jeune Allemagne, et tous les partis extrêmes de l'Europe démagogique.

Ce fut alors qu'il organisa la malheureuse expédition de Savoie, exécutée au printemps de 1834. *Ramorino* en dirigea la partie militaire. La plupart de ses acteurs étaient des Polonais. Deux colonnes partirent, l'une du territoire suisse, l'autre du territoire français, et pénétrèrent en Savoie. Les troupes piémontaises les repoussèrent aisément et leur firent des prisonniers. La population savoyarde ne bougea pas ; elle ne comprenait rien à cette apparition soudaine d'étrangers en armes, agitant des drapeaux, criant liberté et venant, disaient-ils, la délivrer.

A la suite de cet échec et des persécutions qui en furent la suite, la *Jeune Italie* s'enveloppa de plus de mystère ; et pour dépister les polices, elle forma diverses ramifications, sous les noms de *Sectateurs d'Alfiéri, de la lune, du silence*..... Plus tard, Mazzini porta surtout son activité sur l'Italie du centre et du midi : l'excitation des passions y offrant plus de prise au radicalisme de ses principes.

Les gouvernements, tenus sans cesse sur le qui-vive par les tentatives de ce conspirateur infatigable, s'exagérèrent son crédit et le nombre de ses adhérents. Mazzini ne dirigeait que l'émigration et la fraction la plus jeune et la plus aventureuse du parti national. Les hommes graves, les Balbo, les d'Azeglio, les Cavour, les Ridolfi, les Capponi, les Ricasoli repoussaient l'exagération de ses idées, non moins que la légèreté qui présidait à ses expéditions.

Dès le début de sa carrière, Mazzini unit l'activité du publiciste aux machinations du conspirateur. A Mar-

seille, il édita, sous le titre de la *Jeune Italie*, une feuille, dont il fit le moniteur de la révolution ; plus tard, il la transporta en Suisse, et il publia à Lugano, à Lausanne et à Londres, un grand nombre de pamphlets, de lettres et de dissertations, où étaient exposées ses théories sociales. L'activité qu'il donna à la presse démagogique accoutuma le parti du mouvement à débattre publiquement les conditions de la restauration nationale. A ses théories, les modérés opposèrent leurs plans. L'opinion publique gagna à ce commencement de discussion ; les partis se connurent mieux ; les réformistes et les constitutionnels rompirent avec les républicains, et cette scission leur donna du crédit sur les classes élevées.

Déterminer la nature du concours que Mazzini apporta au mouvement italien et la portée de ce mystérieux agitateur, est chose malaisée. Comme chef du parti de l'action, son apparition fut nuisible. Il encouragea la légèreté pétulante et inconsidérée, qui se lance dans des entreprises sans en calculer les difficultés, et le dogmatisme qui croit renouveler la société avec une formule. Son radicalisme donna des arguments aux rétrogrades contre les novateurs. Il nuisit encore à la morale publique par la violence et souvent par la perversité des moyens auxquels recoururent ses agents. D'autre part, sur un peuple placé dans des conditions aussi anormales, l'éducation politique ne pouvait suivre une marche uniforme et réglée. Les circonstances extraordinaires appellent des natures d'exception. Mazzini fut un utopiste ; mais, à plusieurs égards, un prophète, un de ces hommes d'intuition qui percent le secret de l'avenir et révèlent des transformations politiques ignorées des hommes pratiques.

Sa franchise eut le mérite de déchirer le voile de réticences dont les partis s'enveloppaient, et de proposer hautement à l'Italie l'unité politique vers laquelle elle gravite sourdement depuis des siècles, au travers de révolutions et de décadences douloureuses. Avant lui, la plupart des projets de réorganisation de la Péninsule s'étaient arrêtés à une fédération d'États ; Mazzini repoussa

cette solution d'une manière absolue et donna un relief saisissant à sa théorie de l'unité, en la rattachant à la possession de Rome, redevenue la capitale politique de la Péninsule.

A l'époque où Mazzini professa que Rome redeviendrait la ville nationale et le pivot d'une nouvelle Italie, rien ne faisait présager cette solution, non-seulement dans le domaine des faits, mais dans celui des idées. Les publicistes s'ingéniaient à composer une histoire d'Italie, où la papauté exerçait un patronage national; et l'on voyait des hommes réputés profonds, s'embarrasser dans les subtilités d'un néo-guelfisme qui brouillait toutes les notions de la philosophie et de l'expérience.

Mazzini fut moins un chef politique qu'un précurseur national, une sorte d'inspiré, dont les ardentes visions soulevèrent les passions, et éveillèrent au fond des cœurs des fibres cachées de dévouement et d'héroïsme; une de ces âmes romanesques qui s'imposent aux imaginations, une nature fantastique et extrême, personnification d'une culture imparfaite et gonflée, d'une époque de crise et de transformation sociale laborieuse.

Conçu ainsi, son rôle s'ennoblit et s'épure; mais il perd en précision, il ondoie, il flotte dans le vague de la poésie populaire; il échappe aux appréciations positives du publiciste; mais quelque jour, n'en doutons pas, il trouvera sa place dans l'œuvre des rapsodes.

CHAPITRE II

FERDINAND II A NAPLES (1830-1845)

Influence de la révolution de juillet sur l'esprit public. — Politique opposée des cours de Naples et de Turin. — Avénement de Ferdinand II. — Centralisation excessive. — Despotisme de la police. — Servilité générale. — Mécontentement de la Sicile.

La révolution de 1830 eut plus d'influence sur le progrès de la liberté en Europe qu'on ne l'aurait cru d'abord. Avec elle, se termina cette période de réaction aveugle, signalée par les congrès d'Aix-la-Chapelle, de Laybach et de Vérone. L'entente cordiale formée entre les cabinets de Londres et de Paris opposa une digue aux prétentions de la Sainte-Alliance. La dictature que l'Autriche s'arrogeait sur l'Italie en reçut un coup; et les cours italiennes purent écouter leurs intérêts.

Ces causes générales et d'autres encore qui tenaient à l'état social et aux conditions particulières de la haute Italie, déterminèrent après 1830, un revirement dans la politique du cabinet de Turin; mais le sud de la péninsule ne suivit pas cet exemple.

Au nord de l'Italie, la question était plus nationale; au sud, plus révolutionnaire. Les patriotes napolitains se préoccupaient peu de l'Autriche, et reportaient toute leur animosité sur la dynastie; pour ceux du nord de l'Italie, la haine de l'oppression autrichienne dominait tout autre sentiment. La jalousie chagrine de ce gouvernement, son opposition à toute concession libérale, ses incitations aux rigueurs, n'étaient un mystère pour personne; et les hommes éclairés du parti conservateur, se deman-

daient si cette puissance, au lieu d'être la protectrice de l'ordre social, n'en était pas le mauvais génie, et si les divisions du peuple et des cours ne venaient pas surtout de ses menées machiavéliques. A mesure que le régime constitutionnel s'affermissait et portait ses fruits en France, ces considérations se présentaient avec plus de force. La liberté s'y montrait sous des dehors de légalité et d'ordre, qui rassuraient tous les intérêts ; sous ce régime intelligent, la richesse s'accroissait, et l'influence morale de la France faisait des progrès; l'Autriche au contraire avait peine à soutenir la position que lui avaient faite les traités de 1815; ce grand corps souffrait d'un engourdissement général, et sa réputation baissait.

Turin était toujours un foyer actif d'opposition à l'Autriche; et la modération relative de l'opinion publique dans les questions intérieures n'ôtait rien à la vivacité du sentiment national. Loin de reculer devant cet antagonisme, le patriotisme piémontais y aspirait avec ardeur, stimulé par la perspective d'un agrandissement dans la haute Italie; et il se flattait que le jeune prince, qui succéda en 1831 à Charles-Félix, accepterait cette lutte et se proposerait aux Italiens comme un roi national.

Ce mobile n'existait pas pour le royaume de Naples. Son territoire, pressé entre la mer et les domaines sacrés de l'Église, ne se prêtait pas à un agrandissement. Ce qui sollicitait l'ambition de la cour de Turin le retenait en arrière. Il ne voyait dans une guerre avec l'Autriche que des charges sans compensation ; en cas de défaite, une dépendance plus dure; en cas de victoire, une diminution d'importance dans la balance italienne. Ce sentiment était peu patriotique; mais à Naples, les vieilles semences d'envie et de rivalité qui ont tant aidé à la servitude de l'Italie, germaient toujours avec une fécondité déplorable ; et la cour y préférait hautement la suprématie de Vienne à celle de Turin.

Lorsque Ferdinand II succéda à son père François Ier sur le trône des Deux-Siciles, trois mois s'étaient à peine écoulés depuis la révolution de Juillet; les têtes fermen-

taient, et la cour redoutait le soulèvement des provinces. Le nouveau prince, homme dur et superbe, mais astucieux et assez souple pour jouer le réformateur, vit le péril et le conjura avec adresse. Il parla au peuple des Deux-Siciles avec une franchise et une bonhomie apparentes, et s'éleva contre les malversations et les prodigalités du règne précédent. « Nous nous attacherons surtout, disait-il dans sa proclamation, à guérir les plaies du royaume. » Avec une vivacité qui promettait, il se mit aussitôt à l'œuvre, chassa de la cour les parasites, supprima des pensions, et allégea certaines taxes odieuses au petit peuple. Puis, afin de connaître par ses yeux les besoins des provinces, il se mit à les parcourir, sans pompe de cour, logeant parfois dans d'humbles couvents de Franciscains ; il dînait avec les magistrats ; on le vit assister à des fêtes de village et danser avec les paysannes; il répétait à chacun qu'il se montrerait indulgent pour les bons, mais terrible envers les pervers. Cette simplicité d'allure plut beaucoup.

Malgré ces apparences paternelles, ce prince tenait plus de Tibère que de Titus. Son naturel était altier, il avait l'esprit despotique de son aïeule Caroline d'Autriche ; persévérant, appliqué, ayant le tact des affaires et des hommes, il se promit de gouverner seul et de tout abaisser devant sa personne. Son père avait placé la dignité royale dans les prodigalités, la luxure, les spectacles; Ferdinand la mit dans la domination.

Le roi Louis-Philippe, avec lequel il avait un rapport de parenté assez étroit, l'ayant engagé à rapprocher sa politique de la sienne, et à donner à son peuple des garanties légales, Ferdinand lui répliqua avec hauteur : « Je ne veux pas m'engouffrer dans cette politique de jacobins, par laquelle mon peuple s'est montré félon plusieurs fois à la maison de ses rois. L'esprit révolutionnaire est fatal à la maison de Bourbon ; et moi, je suis décidé à éviter à tout prix le sort de Louis XVI et de Charles X. Mon peuple obéit à la force et se courbe; mais malheur s'il se redressait sous l'impulsion de ces rêves qui sont si beaux dans les sermonnaires des philosophes, et si im-

puissants dans la pratique. Dieu aidant, je donnerai à mon peuple la prospérité et l'administration honnête à laquelle il a droit; mais je serai roi, je serai roi seul, et toujours! »

Ce prince n'était pas opposé à un certain bien-être matériel, mais il y mettait plus d'une restriction; et quand les chemins de fer parurent, il les repoussa comme amenant des contacts trop fréquents entre les populations; il maintint le système protectionniste; des droits d'entrée élevés pesant sur les objets manufacturés, des industriels suisses et français élevèrent à Naples et dans les villes voisines des filatures, des ateliers de tissage de coton et de laine, des fabriques de soieries, des tanneries, des verreries, etc. Ces industries donnèrent un gagne-pain à la population surabondante de Naples et de la Terre de Labour et relevèrent un peu ce prolétariat famélique. La marine marchande fit quelques progrès, stimulée par l'extinction de la piraterie des Barbaresques; mais ces améliorations ne furent que partielles; et les provinces napolitaines, et la Sicile encore plus, offraient sur bien des points l'image de l'Espagne: même incurie, même désordre, même abandon des plus belles ressources.

A l'inverse de son père et de son aïeul qui avaient négligé l'armée, Ferdinand lui accorda sa principale attention. Déjà comme prince royal, il s'en était occupé avec un zèle mal secondé. Un jour qu'il réclamait du roi son père une amélioration à l'uniforme, on raconte que celui-ci lui répondit avec son cynisme habituel : « Habille-les comme tu voudras, ils se sauveront toujours. » Devenu roi, Ferdinand mit son honneur à faire mentir cette prédiction, et à doter le royaume d'une force respectable de terre et de mer; il y voyait un moyen de contenir les mécontents et de s'affranchir du protectorat autrichien. Dans ce but, il construisit une flotte de frégates à vapeur, qui lui permit de transporter rapidement sur tous les points du royaume des troupes de débarquement.

Quant à l'armée de terre, Ferdinand II en accrut l'effectif et améliora les armes et l'équipement; il fortifia les

études militaires, et forma de bons officiers d'artillerie. Ses troupes gagnèrent en instruction et en discipline, et prirent un air martial que les Napolitains n'avaient jamais eu. Le soldat sut gré au roi de l'avoir tiré de l'avilissement et il lui voua un attachement aussi vif que la mobilité indigène et l'abaissement moral de ces pauvres gens le comportaient. Soit à Caserte, soit à Gaëte, où il séjournait des mois entiers, le roi hantait les casernes, y passait une partie de la journée et assistait aux manœuvres. En causant familièrement avec les officiers et les soldats, il arriva à en connaître personnellement des milliers. Il s'attachait les sous-officiers et les vétérans par des pensions et de petits emplois donnés à leurs familles ; il ménageait de bons mariages à ses officiers. Cette faveur personnelle s'adressait encore plus aux régiments suisses, belle troupe, bien disciplinée, bien payée, que le roi regardait avec raison comme l'appui le plus solide de son trône.

Plus despotique que Murat, Ferdinand II s'attacha à restreindre les attributions des conseils municipaux et provinciaux institués par les Français, et il réduisit à un vain titre la *Consulte* siégeant à Naples. Son gouvernement était celui d'une faction. Le ministre de l'intérieur ne nommait aux magistratures locales que les individus patronnés par la police; et celle-ci remaniait fréquemment les listes d'éligibles, pour en rayer les hommes indépendants; elle organisa aussi sur tout le pays une garde urbaine, formée des seuls bourboniens, à l'imitation des *centurions* du sanfédisme romain.

Ferdinand II avait dépouillé la flexibilité et la modestie de ses premières années de règne. Ce n'était plus ce jeune prince accessible et liant, mais un maître superbe, retiré en soi, ou d'une familiarité blessante. Il aimait à élever ou à abaisser par un coup de la faveur souveraine, comme on en use dans les sérails de l'Orient.

Intonti, le ministre de la police, ayant fait quelques manœuvres, le roi le fit saisir par la force armée, et conduire hors du royaume ; son successeur eut le même sort. Au palais, on ne voyait que courtisans et grands dignitaires serviles et courbés devant le maître. Sortis de là,

les mêmes se redressaient et prenaient avec leurs subordonnés un ton menaçant; la prépotence, l'habitude de vilipender les inférieurs descendaient sur le menu peuple, livré sans merci aux mauvais traitements des gendarmes et des sbires.

A la suite de la disgrâce d'Intonti, le roi confia le ministère de la police, le plus important à ses yeux, au colonel de la gendarmerie, Del Caretto, homme féroce, signalé par la destruction du bourg de Bosco et par les exécutions de Catane : ce ministre fut bientôt l'homme le plus redouté du royaume. Il organisa un corps de gendarmes de 8,000 hommes, sorte de magistrature armée, ayant le droit d'incarcérer, de s'enquérir des délits, et d'en dresser un procès-verbal faisant preuve devant les tribunaux. Malheur à qui osait leur résister! Il rétablit aussi le supplice des verges; la police l'appliquait sommairement comme châtiment, ou comme question, pour arracher des aveux. Cette peine n'était pas inscrite dans les codes; le ministre la défendait surtout en protestant de l'impartialité avec laquelle ses agents l'infligeaient, que le supplicié fût revêtu de la blouse ou de l'habit. Plus tard, le roi, prisant ce genre de châtiment, désigna une *commission des verges*, formée de hauts dignitaires, et la chargea d'en généraliser l'emploi. Grâce aux envahissements de Del Caretto, la justice politique appartint à la police; celle-ci emprisonnait pour un temps indéterminé, instruisait les procès; quelquefois elle changeait ou aggravait la peine : un accusé qu'elle n'aimait pas était-il absous par les tribunaux, elle le conservait en prison *con empara di polizia.*

La dictature du roi n'avait point remédié à la corruption ; graduellement, on la vit refleurir avec la même impudence que sous François I[er]. Les courtisans faisaient des fortunes scandaleuses, les magistrats recevaient des cadeaux, les fonctionnaires prévariquaient. Le roi avait renoncé à poursuivre cette réforme : il se fit même une maxime de garder aux emplois des hommes déjà enrichis, plutôt que d'y appeler des gens ayant leur fortune à faire.

Ferdinand II avait trop soif d'autorité personnelle pour s'accommoder d'un premier ministre; lui-même en remplissait les fonctions; assidu au conseil, jaloux d'entrer dans les moindres détails, il abaissa ses ministres au rang de commis. Afin de mieux maîtriser le cabinet, il institua des ministres sans portefeuille, auxquels il assignait certaines questions à étudier; quelquefois, il donnait directement ses ordres aux bureaux, afin qu'on sût que tout dépendait de lui. Son œil scrutateur parcourait incessamment les diverses parties de la machine publique, en maniant et en remaniant les ressorts pour en rendre l'action plus irrésistible.

Une de ses préoccupations dominantes fut l'anéantissement des sociétés secrètes; il lança contre elles des décrets draconiens; tout membre d'une association clandestine était passible des galères; tout meneur, de la mort. Cette rigueur ralentit leur travail sans le supprimer. Si le despotisme napolitain est implacable dans ses répressions, le peuple y possède une force de résistance passive proportionnée, et une discrétion surprenante quand on songe à ses habitudes de loquacité.

En 1833, les sociétés secrètes, poussées par Mazzini, crurent le moment venu de proclamer la constitution. Au dernier moment, la commission centrale apprit que la mèche était éventée; elle donna un contre-ordre; et pas un des soixante mille adeptes du royaume ne bougea. Plus tard, la *Jeune Italie* noua des rapports directs avec les petites villes des Abruzzes et des Calabres. Se jugeant plus forte qu'elle n'était, elle prépara les révoltes de 1843 et 1844, étouffées immédiatement comme toutes les tentatives de cette téméraire société. Les mazziniens se faisaient de grandes illusions sur les dispositions des masses; ils leur attribuaient une ferveur démocratique et un dévouement à l'*idée* qui n'étaient le propre que d'une poignée de jeunes gens. En propageant des bruits imaginaires, ils maintinrent plusieurs provinces dans un état d'agitation fébrile; et le gouvernement s'autorisa de cette effervescence auprès des classes conservatrices pour perpétuer son système de persécution.

Sur le continent napolitain, la tyrannie de Ferdinand II comptait de nombreux partisans. L'état de corruption où croupissaient des classes entières empêchait le sens moral de réagir. Les nobles, les prêtres, les fonctionnaires soutenus d'une clientèle parmi la populace, trouvaient leur intérêt au maintien des abus, et restaient sourds à toute suggestion d'équité ou de progrès. Ferdinand II le savait et, comptant sur la coopération intéressée des privilégiés, il ne douta pas d'étouffer par la force tous les essais de révolte. En Sicile, les conditions de sa domination étaient moins favorables.

Le mécontentement de la Sicile remontait à l'année 1815. Au moment où Ferdinand II monta sur le trône, cette île s'ouvrit encore une fois à l'espérance; ce prince y était né, il en parlait le dialecte; il lui fit de belles promesses, et lui envoya son frère, le comte de Syracuse, comme gouverneur. En 1835, il rappela brusquement celui-ci, sur le bruit que les Siciliens songeaient à lui déférer la couronne. Dès lors, il multiplia les attentats aux libertés de l'île; les rapports entre les fonctionnaires et le peuple s'envenimèrent; on répéta que les Napolitains étaient capables de tout; et en 1836, lorsqu'un fléau inconnu, le choléra, vint fondre sur la Sicile et qu'une mort subite et irrésistible faucha ces superstitieuses et ignorantes populations, on s'écria de toutes parts que les agents napolitains avaient introduit le fléau, qu'ils le propageaient au moyen de poisons; et ce bruit ne fut pas seulement le cri de la populace; même l'archevêque de Palerme, atteint par le fléau, croyait à l'existence du poison.

Sur ces entrefaites, Catane s'insurgea, mais mollement, car au bout de quelques jours les habitants eux-mêmes rétablirent l'autorité royale. Ferdinand II expédia en Sicile un corps de troupes commandé par Del Caretto avec des instructions terribles. Entrant dans les desseins de son maître, Del Carretto grossit volontairement l'importance des récents événements. Sans pitié pour une population décimée par le choléra, il institua des cours martiales, qui prononcèrent par centaines les condamnations capitales; les exécutions avaient lieu au son de la musique.

Del Caretto pendant ce temps donnait des fêtes galantes et courtisait les femmes.

Bientôt les décrets tyranniques se succédèrent. Ferdinand II supprima la *Consulte* sicilienne que le gouvernement napolitain avait accordée aux réclamations de l'Angleterre; puis, « dans le but, disait-il, de rapprocher de sa royale personne la grande famille de l'Etat, » il déclara aboli l'article premier de la loi de 1816, dernière stipulation réservant aux Siciliens un certain nombre d'emplois; il transporta sur le continent tous les fonctionnaires suspects de sicilianisme et remplit l'île de ce que l'administration napolitaine renfermait de plus dur. Les nouveaux fonctionnaires secondèrent avec zèle leur maître, et travaillèrent à tout assujettir à Naples. Pour des intérêts médiocres, les Siciliens furent obligés de venir dissiper leurs ressources dans ce vaste forum des corruptions méridionales. Naples régissait l'île comme une colonie, l'abandonnant à sa barbarie, sans routes et sans ponts. « Les routes, disaient les ministres, donnent le goût des voyages, et les voyages celui des conspirations. » La rencontre d'un gendarme sicilien était plus dangereuse que celle d'un bandit. Plus féroce encore qu'à Naples, cette soldatesque tenait la population sous la terreur. Sur de légers soupçons, elle entraînait dans ses casernes de pacifiques habitants. Là, elle les déchirait à coups de nerf de bœuf; le port d'une arme était puni par le fouet public, administré par le bourreau.

La population sombre et silencieuse, mais non abattue, assistait à ces fureurs avec une animosité concentrée; elle ne se soulevait pas, parce qu'elle n'avait pas des moyens insurrectionnels suffisants; mais elle épiait la première occasion propice. Tous les partis et toutes les classes s'étaient rapprochés. Les grandes familles étaient à la tête des mécontents; la bourgeoisie et le peuple suivaient; le clergé, plus national qu'ailleurs, reconnaissait l'insurrection pour légitime; et chacun s'accordait à ne plus voir dans le régime bourbonien qu'une occupation à main armée.

CHAPITRE III

LE RÈGNE DE CHARLES-ALBERT (1831-1845)

Position difficile de Charles-Albert à son avénement. — Persécutions de l'année 1834. — Réformes. — Le comte Solar della Margherita. — Caractère compliqué de Charles-Albert. — Arrogance de l'Autriche. — Charles-Albert se rapproche des libéraux. — Longues incertitudes de ce prince.

Le 27 avril 1831 vit s'accomplir à Turin un événement important. Charles-Félix, le dernier prince de la branche aînée de la maison de Savoie, mourut; et Charles-Albert, prince de Carignan, fut proclamé roi et salué par l'armée.

La dureté illibérale du dernier règne avait opéré une scission entre la royauté et la fraction éclairée et fière de la société piémontaise : scission funeste, car elle affaiblissait la fidélité monarchique, qui forme depuis des siècles le principe constitutif de cette société. Le nouveau règne saurait-il ramener les dissidents, et grouper autour du trône les forces vives du pays? Un grand intérêt s'attachait à cette question; et sa solution n'intéressait pas seulement le Piémont, mais toute la Péninsule. La popularité de l'antique maison de Savoie, la valeur de ses armes et de sa diplomatie, en faisant le champion de l'Italie et le seul pouvoir propre à réunir et à discipliner ses forces éparses.

En 1831, l'opinion était partagée sur le compte de Charles-Albert. La part qu'il avait prise aux événements de 1821 avait indisposé les deux partis : les absolutistes qui le trouvèrent trop complaisant envers la révolution;

et les libéraux qui lui reprochèrent sa versatilité pendant sa courte régence, sa fuite à Novare et plus tard, l'expédition d'Espagne et la journée du Trocadéro. Durant les années qui suivirent, ce prince avait cherché à se faire oublier, et avait vécu dans la retraite et la méditation. Les événements de 1821 lui avaient laissé une haine invétérée contre l'Autriche et une crainte instinctive des mouvements populaires.

La situation était critique au moment où il monta sur le trône. Le soulèvement de la Romagne venait d'amener l'invasion de cette province et des petits duchés par les troupes autrichiennes; et cette occupation n'avait fait qu'exaspérer les libéraux. A Gênes, la jeunesse se lançait, sur les instigations de Mazzini, dans les complots républicains. A Turin, la jeunesse espérait que Charles-Albert donnerait la constitution; et, à la première revue qu'il passa il fut vivement applaudi.

Chacun dévorait une adresse écrite au roi par un Italien, que l'on sut plus tard être Mazzini. On y remarquait ce passage significatif : « Cette pensée (la libération de l'Italie) Sire, vous l'avez nourrie. Le sang vous fermente dans les veines. Vous déversâtes les songes de bien des nuits sur cette pensée unique. Les temps vous furent adverses; mais dix années d'une couronne précaire auront-elles détruit la pensée de votre jeunesse? Sire, si votre âme est morte aux fortes pensées; si vous n'avez en régnant d'autre but que de vous traîner dans le cercle mesquin des rois qui vous ont précédé; si vous avez une âme de vassal! alors, courbez la tête sous le bâton allemand et soyez tyran, mais tyran vrai; car un seul pas hors de l'ombre qui vous est assignée vous fait ennemi de l'Autriche que vous craignez... Sire, mettez-vous à la tête de la nation et écrivez sur votre bannière : Liberté, unité, indépendance. Libérez l'Italie des barbares, édifiez l'avenir! »

A la requête de l'Autriche, les trois puissances du Nord adressèrent au cabinet de Turin, lors de l'avénement de Charles-Albert, une note de reconnaissance lui enjoignant de ne pas s'écarter d'un absolutisme strict. Ce n'était pas seulement à Vienne, mais à Turin, parmi les nobles et

les dignitaires du parti rétrograde, que l'on se promettait de surveiller attentivement le nouveau roi et de peser sur sa politique. Les vieux courtisans de la cour de Charles Félix le traitaient de *carbonaro*, et affectaient d'en parler avec un dédain injurieux.

Mesurant les difficultés de sa position, Charles-Albert se comporta avec une grande réserve pendant les premiers temps de son règne, et conserva aux offices les hommes du parti absolutiste. Ses actes de grâce se limitèrent à la suppression du procès commencé l'année précédente contre Brofferio et ses amis; puis, il abolit quelques prérogatives royales nuisibles à la justice, institua un *conseil d'État* et mit à l'étude un projet de conseils provinciaux. Ces mesures ne répondaient pas à l'attente des sociétés secrètes. Eu égard à la position difficile de Charles-Albert, elles avaient cependant une valeur et dénotaient une modification dans la pensée dirigeante du pouvoir. Au lieu d'en tenir compte et de patienter, la *Jeune-Italie* se jeta dans les complots. Cette pétulance servit les intérêts du parti absolutiste; la police découvrit des ramifications mazziniennes parmi l'armée; il eût été difficile de blesser sur un point plus sensible ce prince très-épris de l'honneur militaire. La funeste équipée de Savoie étant arrivée sur ces entrefaites, Charles-Albert ne douta pas que son trône et sa vie ne fussent menacés par une sérieuse conspiration. L'année 1834 se passa en arrestations et en perquisitions; on fusilla plusieurs sous-officiers coupables seulement d'avoir lu et fait circuler l'adresse de Mazzini; on remplit les donjons de Fenestrelle et de Cagliari. Le parti sanfédiste profitait des craintes du roi, pour étendre sa main cruelle sur tout le royaume. On se serait cru aux plus mauvais jours du règne de Charles-Félix. Emporté par la haine de la démagogie, Charles-Albert dépassait son but; il ne se proposait que de raffermir l'autorité royale, et il laissait commettre sous son nom des iniquités révoltantes. Ce terrorisme dura trois ans, au bout desquels le roi, adouci par l'obéissance générale, s'ouvrit aux conseils de la modération; mais ce début jeta une longue défaveur sur son règne.

Jamais cependant il n'était entré dans la pensée de ce prince de continuer la politique immobile et dépendante du dernier règne : son cœur avait trop de fierté. Charles-Albert, il est vrai, n'était point un constitutionnel, il ne s'inclinait pas devant la souveraineté populaire et croyait au droit divin des couronnes; mais il avait à cœur ses devoirs de roi. Si l'autorité royale n'était qu'un frein aux yeux du prince de Metternich, elle était pour Charles-Albert un pouvoir initiateur, un agent de progrès civil et administratif, tenu de donner aux populations toutes les satisfactions compatibles avec le respect de la religion et de la monarchie; sans être libéral, c'était un prince national et réformateur.

Un des grands actes de son règne fut la codification des lois civiles, jusqu'alors éparses, confuses, et variables d'une province à l'autre; il désigna à cet effet une commission composée de jurisconsultes de mérite; l'illustre Barbaroux eut la part principale à ce travail. En 1839, à la suite d'une discussion épineuse et qui n'aurait pas abouti sans l'appui prêté par le roi à la commission, Charles-Albert put doter son royaume d'un code civil régulier, suivi, un an après, d'un code pénal.

Pour un roi militaire, il donna une attention assez suivie aux intérêts matériels: il conclut des traités de commerce et de navigation, institua des consulats pour protéger ses nationaux, fit de bons règlements sur les monnaies et les poids et mesures. Quand on commença à construire les chemins de fer, il projeta une voie ferrée, partant de Gênes, longeant le lac Majeur et traversant les Alpes, afin de donner au Piémont le transit de l'Allemagne méridionale; il s'occupa aussi des intérêts de Gênes; le commerce de cette ville se ranima et l'opposition au gouvernement piémontais en fut amoindrie. Son administration ne prélevait que des taxes modérées; le budget ne s'élevait qu'à 80 millions de francs, et la dette était faible. L'armée formait la principale dépense. Comme par le passé, l'administration piémontaise se distinguait par la régularité des comptes et une économie rigoureuse.

Avec le temps, Charles-Albert fit entrer dans le cabinet

des hommes selon son cœur, mais lentement et en profitant des circonstances. L'impéritie du ministre de la guerre ayant fait de l'éclat, il confia ce portefeuille (2 avril 1832) à Villamarina, un libéral de 1821. Ce ministre, qui fut longtemps l'homme de confiance du roi, seconda ses projets pour la réorganisation de l'armée et y introduisit le système des contingents.

Plus tard, le roi mit aux finances Gallina, un autre compromis de 1821. Satisfait d'avoir placé ces deux portefeuilles, les plus importants selon lui, entre des mains amies, comme gage de la tendance conservatrice de sa politique, il livra le ministère des affaires étrangères au comte Solar della Margherita, un des hommes les plus importants du parti *noir absolutiste*. Dévoué aux jésuites, ami des moines, partisan de toutes les prérogatives cléricales, ce ministre n'avait aucune trace de sentiment italien, rien qui dépassât les bornes d'un municipalisme étroit, d'un despotisme jaloux et tracassier. Pendant sa longue administration, il employa son autorité à contrarier les œuvres les plus inoffensives des libéraux. Il avait érigé le mépris de l'opinion en maxime : « L'opinion publique, disait-il, est une parole qui fait peur aux lâches et se brise sous celui qui la regarde en face; elle n'est pas une reine, la force lui est supérieure, la change ou lui impose silence. »

Le ministère de Charles-Albert n'avait pas d'homogénéité. Le comte Solar se méfiait de Villamarina et de Gallina ; ces deux ministres et Pralormo étaient regardés comme les progressistes du cabinet; mais très-réservés dans leurs désirs de nouveautés, ils n'étaient pas hommes à précipiter les réformes. Entre les deux fractions du cabinet, le roi maintenait un certain équilibre; il y voyait une source d'émulation et un moyen de garder la direction des affaires. D'ailleurs, toujours hésitant et méticuleux, il redoutait, non moins que ses ministres, de donner un aliment aux passions révolutionnaires; et, s'il ressentait de la sympathie pour les patriotes, il livrait aux absolutistes la plupart des magistratures, les dignités de cour et les commandements militaires.

Charles-Albert était d'une stature élevée : sans être beau, il avait de la grâce, une certaine majesté antique, l'élégance d'un chevalier, de la dignité sans superbe, de la largeur sans profusion; son extérieur était simple, ses goûts austères et retirés; il fuyait le bruit, tout en aimant la popularité; il aimait la retraite et nourrissait des rêves ambitieux. Dans ce regard subtil, chatoyant et parfois rêveur, dans ce sourire aimable et séducteur, tour à tour affable et soupçonneux, attirant et tenant à distance; dans les traits ravagés de cette pâle physionomie, plissée par des passions contradictoires et par de longues contraintes, un observateur aurait deviné le travail d'une grande pensée arrivant lentement à maturité. Ce qui caractérisait surtout ce prince singulier, c'était la possession de soi, jointe au talent de pénétrer le secret des autres, et l'art de faire concourir à ses plans des hommes de vues opposées et de mener de front des projets contradictoires. Il recherchait, avec les hommes de tous les partis, ces entretiens secrets, où le cœur s'épanche ; et il répandait alors une partie des sentiments dont son âme était agitée; mais personne ne pouvait se vanter d'avoir toute sa pensée. Lui-même mettait une certaine vanité à cette incertitude et au mystère qui en était la suite : « N'est-ce pas, que je suis un homme incompréhensible? » disait-il un jour à un de ses intimes.

Soit une disposition première, soit les difficultés qu'il avait longtemps rencontrées, il n'avait pas cette fermeté de résolution qui coupe court aux résistances; il tâtonnait, il paraissait hésiter; souvent il reculait devant l'opposition de ses ministres. Sous ces vacillations de détail, se cachait un fond de ténacité et une rare persistance dans certains projets. La cour le considérait comme un prince versatile; et, dans le fait, il entraînait vers un but hardi et généreux le gouvernement et le pays.

Pendant les dix premières années de son règne, Charles-Albert chercha à concilier deux contraires; son administration était réformiste, et il remplissait son royaume de moines de toutes couleurs; il songeait à la libération de l'Italie, et il frissonnait au premier indice de mouvements

populaires; il eût voulu favoriser les principes de servilité morale et développer ce courage, cet élan, cette fierté, cet esprit martial qui sont l'apanage des peuples libres. Ce prince différait trop peu des absolutistes sur les questions intérieures pour en venir à une rupture; mais la politique extérieure pouvait l'y conduire. La complaisance de ce parti pour l'Autriche révoltait sa fierté. Ici le parti national trouvait un ressort à faire mouvoir; c'était le seul qui flattât son antipathie contre l'Autriche et ses projets ambitieux.

Dès le commencement du règne de Charles Albert, les rapports entre sa cour et celle de Vienne perdirent le caractère d'intimité qu'ils avaient eu sous Charles-Félix. La cour de Vienne prit d'abord le parti de dissimuler ce refroidissement; elle tenait le gouvernement piémontais si étroitement enlacé, qu'elle espéra rendre vaines les dispositions personnelles du roi. Le prince de Metternich donna l'ordre à ses agents de montrer toujours la même confiance, et de communiquer leurs plans, pour avoir le droit de demander la pareille. Les ministres d'Autriche, à Turin, donnaient à entendre aux autres ambassadeurs que rien ne se faisait sans leur agrément : cette prétention blessait au vif l'orgueil de Charles-Albert.

L'Autriche fut mal servie en Italie par ses diplomates; leur rôle prépondérant, pendant les vingt années qui suivirent le congrès de Vérone, les avait enflés; ils n'avaient plus de ménagement pour l'amour-propre des princes italiens; ils ne se contentaient pas de l'ascendant, ils en voulaient les dehors, et montraient à nu cette raideur gourmée, cette hauteur sèche et méprisante qui sont le fond du génie autrichien. C'est ainsi que le comte de Bombelles eut la maladresse de se brouiller avec le ministre Solar, conservateur entêté, qui ne demandait qu'à être en bons termes avec l'Autriche, pourvu que celle-ci respectât les justes susceptibilités d'une cour indépendante. Schwartzemberg, qui lui succéda, plus cassant et plus rogue, fit déborder la coupe.

On était dans l'automne de 1840; la tension était grande entre la France et les quatre grandes puissances; et,

à Vienne, on redoutait quelque action d'éclat en Italie de la part du ministère Thiers. Schwartzemberg se présente au conseil : « L'horizon s'obscurcit, dit-il ; il est nécessaire d'occuper sans retard les positions sur le Pô. — Aussitôt que le roi l'ordonnera, répond le ministre. — Non, répond l'ambassadeur, c'est nous-mêmes qui occuperons les positions. — Chez vous, reprit le ministre sarde. — Et avec quoi donc ? répliqua l'orgueilleux autrichien, avec quoi garnirez-vous le Pô, avec votre armée de paysans peut-être ? En tout cas, votre roi n'appellera pas son contingent sans notre permission. » Charles-Albert eut un accès de fierté quand il apprit cette prétention : « Eh bien ! je ferai la guerre à l'Autriche, » dit-il à son ministre ; et, comme celui-ci lui en montrait l'impossibilité : « L'occasion n'est pas propice, reprit-il, il n'est pas encore temps. » Il porta son armée à 45,000 hommes et proclama sa neutralité.

Aussitôt que les patriotes piémontais eurent vent de la recrudescence de froideur entre Charles-Albert et la cour de Vienne, ils conçurent de grandes espérances. Turin avait beaucoup changé depuis trente ans ; la bourgeoisie y avait pris de l'importance. La jeune génération lisait, étudiait, méditait ; tournée vers l'Italie, elle en parlait la langue, en partageait les espérances. En dépit de la réserve du roi, elle espérait toujours le voir revenir aux projets de sa jeunesse. Il existait depuis longtemps à Turin un petit noyau de patriotes, groupés autour de Lorenzo Valério, homme d'une imagination généreuse, très-porté pour une politique italienne et hardie. Dans ce groupe, on ne s'occupait pas ostensiblement de politique, afin de ne pas donner prise à la police ; et, au lieu d'attaquer la prérogative royale, chacun s'inclinait devant elle et s'accordait à y voir une force utile. En revanche, ces hommes s'occupaient activement de matières économiques et philanthropiques : caisses d'épargne, salles d'asile, écoles enfantines, maisons de mendicité, tout leur était bon, pour accoutumer le public à s'occuper d'intérêts généraux. A partir de 1840, ils usèrent activement de la presse littéraire ; ils trouvèrent en Brofferio un polémiste d'une

plume incisive, toujours aux avant-postes, infatigable pour patronner de nouveaux projets, et pour ridiculiser les ennemis des innovations, les faux dévots et les hypocrites, appellations qui emportaient d'autres significations que l'on ne précisait pas. Par cette tactique prudente, ces hommes avaient allumé au cœur du Piémont un foyer de libéralisme, qui n'attendait qu'une étincelle d'en haut pour lancer de tous côtés des flammes envahissantes.

La partie éclairée et résolue de la noblesse piémontaise caressait toujours les projets de 1821. Depuis Villamarina, partisan d'un gouvernement fort à l'intérieur, mais zélé pour les intérêts militaires et pour la dignité extérieure du Piémont, jusqu'à César Balbo, constitutionnel et fédéraliste, et au chevalier Massimo d'Azéglio, patriote déclaré, en rapports personnels avec tous les hommes influents de l'Italie libérale, si l'on variait sur le degré de liberté intérieure, on était d'accord sur l'antagonisme avec l'Autriche. Ceux de ces hommes que leur naissance et leur position rapprochaient du roi, s'attachaient à entretenir cette rivalité et à tourner son ambition sur la libération de la Lombardie. Ce que n'a pu, disaient-ils, la révolution de 1821, dans des temps meilleurs, Charles-Albert l'exécutera ; depuis vingt-cinq ans, l'Italie a subi une heureuse transformation ; et une jeunesse généreuse et ardente n'attend qu'un chef et un drapeau pour se lever contre l'oppresseur ; les ennemis de l'indépendance exagèrent l'extension des sociétés secrètes. Les libéraux de 1840 ne sont plus ceux de 1821 et de 1831, le malheur leur a enseigné la modération ; ils font passer l'indépendance avant tout ; et le roi, en donnant une satisfaction à ce besoin, opposera la plus forte barrière aux partis extrêmes. Des concessions libérales, il en faut sans doute, comme gage de réconciliation, mais de légères, et telles que la royauté n'en sera point lésée.

L'apparition de l'école *néo-guelfe*, fondée par Cantu, Balbo, Gioberti, servit à point ces influences. Charles-Albert était surtout retenu par ses scrupules de catholique, et Gioberti avait retourné les termes de la question. Sous la plume de ce subtil docteur, la papauté était deve-

nue une autorité tutélaire, la sauvegarde de la Péninsule, la clef de voûte de son système politique. Balbo avait eu l'art de tourner sa théorie guelfe au profit de la maison de Savoie; il ne professait que peu d'estime pour les anciennes républiques italiennes, critiquait vivement leur esprit de séparatisme et de faction, et les tenait pour un dernier reflet de la civilisation antique, disparu pour toujours; tandis que la monarchie de Savoie, telle qu'elle s'est développée depuis trois siècles, avec ses mœurs militaires et sa forte hiérarchie civile, formait à ses yeux un nouveau type d'État très-supérieur à la république et le point de départ d'une réorganisation de la Péninsule à la fois monarchique et fédérative. Ces théories flattaient trop directement la piété et l'ambition de Charles-Albert, pour ne pas exercer une action sur sa politique.

Ce travail sur les sentiments du roi se poursuivit sourdement pendant plusieurs années et passa par diverses vicissitudes. Quelquefois Charles-Albert faisait des avances au parti italien; d'autres fois, il reculait, assailli par des soupçons sur la fidélité des libéraux. A ceux qui lui insinuaient de donner une constitution, il répondait que, la mission de sa maison étant de faire face à l'étranger, il avait besoin de toute son autorité; que, la victoire une fois obtenue, on songerait à la liberté intérieure. Sa pensée paraît avoir été d'acquérir assez de popularité par une politique nationale pour éviter l'octroi d'institutions constitutionnelles.

Dès les premières années de son règne, Charles-Albert avait créé un ordre pour le mérite civil; il en décora plusieurs savants. Plus tard, il s'occupa de compléter l'enseignement supérieur et fonda de nouvelles chaires à l'université de Turin; l'enseignement technique reçut des encouragements; le gouvernement forma une école normale et une école polytechnique. Le goût des recherches historiques s'était répandu à Turin; le roi patronna une publication de documents historiques sur l'histoire de sa maison. Par cette protection, il attacha à sa personne Cibrario et d'autres publicistes et érudits piémontais, hommes modestes, longtemps dédaignés dans cette ville

toute nobiliaire, et qui rendirent au centuple au roi, en louanges et en flatteuses allusions, les légères faveurs dont il les gratifiait. En 1843, ce prince autorisa la formation d'une société agronomique, laquelle compta jusqu'à trois mille six cents membres. Cette société avait son siége à Turin et des sections dans toutes les villes du royaume; elle exerça bientôt une propagande active; même dans les matières rurales, l'insinuation italienne réussissait à faire pénétrer la politique.

Le chef du parti absolutiste, le comte Solar, ne fermait pas les yeux sur le travail qui se faisait autour du roi. Il en redoutait les suites, car il connaissait son aversion pour l'Autriche et ses projets ambitieux. Il profitait de l'autorité que Charles-Albert lui laissait encore pour maintenir la diplomatie sarde dans la ligne absolutiste; et, à l'intérieur, il gênait de son mieux la librairie et les institutions philanthropiques. Fréquemment, il appelait l'attention du roi sur le travail des sociétés secrètes, sur le peu de fond à faire sur la modération affectée par certains libéraux. Il combattait comme chimérique l'espoir d'un agrandissement aux dépens de l'Autriche, et insistait sur la témérité qu'il y aurait à tenter l'entreprise. Mais le roi n'écoutait plus son ministre que d'une oreille distraite.

Obsédé par une grande pensée qui couvait dans les profondeurs de son âme, Charles-Albert se débattait entre deux mondes : ses scrupules de croyant, les préjugés du sang le retenaient, et l'attraction magnétique vers la couronne d'Italie, l'ardeur chevaleresque, la haine de l'Autriche l'entraînaient vers la politique nationale. Telle qu'elle est, avec ses vacillations et ses incertitudes, cette âme royale intéresse. De tels combats supposent des élans généreux, un besoin de grandeur, un idéal. Ferdinand de Naples n'éprouvait aucune de ces émotions; jamais un projet de restauration nationale ne traversa cette âme de glace. Supérieur à Charles-Albert dans le maniement des affaires, doué d'une volonté énergique devant laquelle toute résistance fléchissait, il ne fit servir ses capacités qu'à abaisser les caractères, à propager la servilité et l'hypo-

crisie. Rien ne brille, rien ne prospère sous sa dure et malveillante administration : science, vertu civile, générosité d'âme, autant de titres à l'exil ou aux cachots ! L'intelligence est obscurcie; Naples ne donne à l'Italie ni poëtes, ni publicistes, ni littérateurs supérieurs. Un tiers de la famille italienne est enlevé au progrès et perdu pour la Péninsule.

Le Piémont, au contraire, sous une règle encore sévère, mais bienveillante, marche vers une ère d'émancipation et de grandeur. Le préjugé municipal y cède à l'idée nationale. L'instruction se popularise, la bourgeoisie grandit en importance ; au lieu de gaspiller leurs forces en ténébreuses menées, les chefs piémontais regardent au roi, l'encouragent, applaudissent à ses premières velléités libérales, et n'attendent qu'un signe pour se ranger sous sa bannière. Loin de diviser les classes, en poussant aux opinions extrêmes, l'école piémontaise s'efforce d'harmoniser les éléments de foi du passé avec les aspirations libérales des jeunes générations, de réconcilier l'Église et la nation, la monarchie et l'intérêt populaire ; elle travaille à reformer le faisceau désagrégé des forces morales et civiles de l'Italie. Sous ce règne silencieux, mais fécond, ce petit pays est comme une chrysalide dont le tissu grisâtre cache aux regards le travail secret de vie qui se fait à l'intérieur; mais bientôt l'insecte ailé dépouillera son enveloppe et prendra son vol.

CHAPITRE IV

LA TOSCANE, L'ÉTAT ROMAIN ET LA LOMBARDIE (1830-1845)

Avénement de Léopold II. — Relâchement de l'administration toscane. — Les philanthropes. — Guerrazzi à Livourne. — Progrès des jésuites à la cour. — Grégoire XVI; son indifférence et sa dureté. — Administration de Bernetti. — Les prisons pontificales. — Mécontentement universel. — L'administration autrichienne en Lombardie. — La police milanaise. — Oppression morale et prospérité matérielle. — Agitation républicaine. — Formation du parti albertiste.

En 1825, Léopold II succéda à son père Ferdinand III sur le trône de la Toscane. Elevé au milieu d'une cour bienveillante et facile, ce prince en avait contracté la bonhomie et le goût de la popularité. La Toscane parut d'abord gagner à ce changement : Léopold II chercha à se signaler par d'utiles nouveautés et stimula l'inertie de Fossombroni qui résumait volontiers la science gouvernementale dans l'abstention et alléguait avec un grand sérieux que les réformes perdent les États. Léopold II possédait des connaissances scientifiques solides; il prit à cœur l'assainissement des maremmes, situées entre Sienne et Grosseto, entreprise longue et coûteuse, mais très-utile à un pays surchargé de population agricole. En 1830, son gouvernement procéda à la réforme de la procédure; il y introduisit la publicité des débats et la libre défense, et nomma une commission pour réunir en un code les lois civiles.

L'université de Pise reçut des bienfaits de ce prince. Par le moyen de Giorgini, il y réorganisa l'enseignement

des sciences mathématiques et naturelles, et appela aux chaires vacantes des savants distingués. Beaucoup de jeunes gens des États Romains vinrent étudier à Pise; mais cette animation ne se communiqua pas aux études philosophiques et littéraires. En 1839, le grand-duc permit aux savants italiens de tenir dans cette ville un congrès scientifique; on verra plus loin l'importance politique de ces solennités toutes scientifiques dans leur programme officiel.

Fossombroni continuait à diriger le gouvernement. Laissant au duc de Modène le patronage du sanfédisme, il interdisait le séjour de la Toscane aux jésuites; sa sagacité avait démêlé que toute doctrine trop fortement accusée, amène une réaction en sens opposé; et il trouvait plus habile de détourner doucement les esprits de la chose publique. Un employé mettait-il de l'insistance à signaler un abus: « De quoi te préoccupes-tu? lui répliquait le vieux ministre avec son sourire mi-paterne, mi-sardonique. Songe à tes affaires; que t'importe la chose publique? l'employé sert pour la paye. » Ce politique délié et indolent contenait le peuple de la Toscane avec de l'esprit et du scepticisme.

L'âge n'avait pas amoindri son crédit; le vieux ministre trônait au milieu d'une cour de parasites et de complaisants, auxquels il distribuait les grâces et les emplois, non suivant leurs capacités, mais au gré du caprice : une des jouissances de ce bizarre despote étant de déclasser les hommes, de placer un lettré aux douanes, ou un comptable à l'instruction publique. L'heureux vieillard embellissait le déclin de ses jours avec les charmes d'une gentille et accorte maîtresse, connue dans Florence sous le nom expressif de la *petite madone des grâces*.

L'administration grand-ducale se ressentait de ces maximes relâchées; tout le fruit des habitudes d'ordre introduites par les Français, avait disparu. Le trésor était obéré par le nombre croissant des pensions et des sinécures. Ce faible gouvernement y voyait un moyen d'intéresser beaucoup de familles à son maintien. Le public se plaignait de la médiocrité et souvent de la bassesse d'origine

des fonctionnaires politiques, presque tous sortis des offices obscurs et suspects de la police.

Indolente, peu éclairée, en outre médisante, prétentieuse, rompue aux menues intrigues, la bureaucratie grand-ducale s'imposait au pays sans faire de bonne besogne. La répartition des services publics était vicieuse; au lieu de ressortir de ministères distincts, les divers services dépendaient de surintendants placés sous l'autorité de trois dignitaires supérieurs. Les compétences étant mal définies, les bureaux se renvoyaient les uns aux autres les affaires difficiles; parfois un administrateur laborieux attirait tout à lui. Par degrés, on revenait à l'anarchie du dernier siècle, à ce régime de laisser-aller, de favoritisme, où les affaires dépendent d'une intrigue d'antichambre et d'alcôve; où les lois ne sont qu'une lettre morte; où chacun commande et où personne n'obéit.

L'extension donnée en 1814 aux attributions de la police empiétait sur la justice. Le ministère public n'existait pas en Toscane, les employés de police faisaient l'instruction des causes criminelles. La police prononçait des condamnations sommaires (*per via economica*); elle pesait sur la justice régulière ou en déclinait les décisions. Ce bizarre état de choses remettait l'honneur des familles et la direction de l'esprit public à une catégorie d'employés subalternes, gens réputés infâmes et rejetés de la société; comme si ces espèces de parias, obligés de puiser leurs informations à des sources impures, étaient aptes à scruter les intentions des partis, à distinguer les réclamations des hommes éclairés des plaintes intéressées des malintentionnés!

En Toscane toutefois, l'opinion publique exerce une certaine surveillance; aussi, on n'y voyait pas de dénis de justice révoltants, de fortunes scandaleuses comme à Rome et à Naples, mais une série de petits abus, commis à la sourdine, par les employés de tout grade. Les administrés, de leur côté, s'ingéniaient à violer les règlements publics, à esquiver les lois par de la dextérité, et par ces ruses, appelées par le dicton populaire *la petite clef*. Ce

peuple subtil et malin avait mis sa vanité à ne pas être dupe, et se vengeait du despotisme par une moquerie légère et incisive qui défiait toute répression.

De 1820 à 1830, le gouvernement toscan avait usé d'indulgence envers les libéraux; les journaux étrangers entraient librement; les écrivains de l'Anthologie, moyennant certaines périphrases, professaient les idées constitutionnelles sans être inquiétés. Après 1831, à la suite des menées de la Jeune Italie, le gouvernement autrichien adressa à la cour de Florence des représentations pressantes sur les suites de cette condescendance, et Léopold II eut le tort de les écouter. Le président du *Buon Governo*, l'inflexible Ciantelli, entrant dans les vues du prince, se mit en rapport avec la police de Milan et de Modène. Le *Buon Governo* incarcéra, admonesta, le plus souvent pour des propos. La quiétude florentine s'émut; bientôt ce fut un concert de plaintes sur une intolérance qui faisait honte, disait-on, à un pays civilisé comme la Toscane. Le grand-duc, intimidé par le cri public, cassa Ciantelli; mais la police toscane eut depuis lors des procédés plus vexatoires que par le passé, et la scission entre les libéraux et la cour se fit sentir davantage.

De Modène et de Milan, on attaquait avec vivacité l'*Anthologie*. L'ambassadeur de Russie demanda et obtint sa suppression. En servant de terrain commun à la discussion, en accueillant des points de vue divers, l'Anthologie avait réveillé les esprits et leur avait appris à débattre les questions générales. Ses correspondances mettaient la Toscane en rapport avec le reste de la Péninsule. Ce recueil disparu, l'autorité morale que Florence avait prise alla en décroissant.

Modérant ses demandes avec ses forces, l'école libérale ne parlait plus de constitution et se bornait à réclamer l'institution d'une *Consulte* pour les finances, certaines réformes administratives et la codification des lois; mais elle prêchait dans le désert. Les ministres affectaient de ne tenir aucun compte de ses réclamations. L'inaction politique des libéraux était compensée par

leur zèle pour les œuvres d'économie sociale et de philanthropie. Quelques-uns, comme le marquis Ginori, s'occupaient de l'industrie manufacturière; d'autres, comme le marquis Ridolfi et le baron Ricasoli, amélioraient l'agriculture; les philanthropes veillaient aux intérêts moraux; le marquis Torrigiani poursuivait la réforme des prisons; tandis que l'abbé Lambruschini et Henri Mayer, hommes aussi éclairés que généreux, s'attachaient à réformer la pédagogie. On avait reconnu la force que le despotisme puise dans l'ignorance et l'apathie des masses populaires; et chaque homme réfléchi convenait que, pour relever l'Italie, il était urgent de donner aux classes populaires des notions de vie civile et d'améliorer leurs conditions matérielles. Aucune ville d'Italie ne réunissait un public d'une intelligence aussi fine et aussi judicieuse que Florence; nulle part on ne discutait sur ces matières avec autant de mesure et d'élégance; mais la bienveillance et les lumières de cette minorité faisaient souvent illusion sur le niveau moyen de la Toscane.

A partir de 1830, les philanthropes fondèrent des écoles primaires sur plusieurs points; Pise se distingua par ses excellentes écoles enfantines, fondées par une Génevoise d'un grand mérite, Mlle Calandrini. Malheureusement, cette extension de l'instruction primaire n'alla pas jusqu'aux populations rurales, dont les enfants restèrent privés des premiers éléments des connaissances. Une atmosphère d'ignorance pesait sur la campagne toscane; et comme par dérision, le nuage s'épaississait dans le val d'Arno. Aux portes de Florence, réputée l'Athènes de l'Italie, c'était à peine si un enfant sur dix épelait l'alphabet. Les prêtres et les rétrogrades se félicitaient, en voyant la petitesse des résultats obtenus par les philanthropes, et la police les laissait discourir et publier des dissertations.

Cette sécurité cachait un piége. La Toscane, après 1830, n'était plus cette province indifférente aux questions publiques, silencieuse, insouciante de 1815 et 1820. Sous la futilité et la mollesse se cachaient des passions nouvelles.

L'avocat Guerrazzi, de Livourne, s'occupait sans relâche de propager la *Jeune Italie*. Les affiliés s'organisèrent par décuries et centuries; on réunit des armes, du plomb, de la poudre; on recruta des gens de toute main. La présidence du *Buon Governo* tenait les fils de la trame; le moment venu, elle donna un coup de filet et remplit les prisons. Les liens de l'association ainsi rompus, il en resta des fragments, plus ou moins importants, suivant l'activité des chefs; mais à la suite des rigueurs qui suivirent cette découverte, un certain nombre de mécontents, effrayés des risques auxquels les conspirations exposent, se rejeta vers les réformistes et les philanthropes.

Pour Guerrazzi, il méprisait de tels moyens. Une fois sorti de prison, le désir de la vengeance, non moins que l'entêtement du conspirateur, le porta à reprendre le travail révolutionnaire à Livourne. La propagande avait choisi cette ville comme un entrepôt commode. Par ses soins, on y éditait un grand nombre de traductions des drames et des romans les plus échevelés de la littérature socialiste de Paris; et le peuple livournais, nourri de ces lectures, travaillé par Guerrazzi et par les émissaires de la *Jeune Italie*, adopta avec feu les idées démocratiques. Dans le quartier de *la Venezia*, habité surtout par des portefaix, de jeunes exaltés fréquentaient assidûment les cabarets et y faisaient des lectures d'écrits démagogiques, en les accompagnant de commentaires à haute voix.

Le même travail se poursuivait sourdement dans toutes les grandes villes italiennes, à Gênes, à Milan, à Bologne, à Rome même, malgré les cent yeux de l'inquisition. A partir de 1840, la propagande démocratique s'insinua aux pieds du Vatican, parmi cette populace transtévérine, renommée jusqu'alors pour sa bigoterie et son attachement farouche à la papauté. Suivant Montanelli, ce furent les *Paroles d'un croyant*, traduites et accompagnées d'un commentaire, dont le mysticisme biblico-démagogique communiqua l'étincelle révolutionnaire à ces imaginations endormies depuis des siècles, mais toujours portées au grand et à l'emphatique.

Pendant que les opinions démocratiques s'infiltraient parmi la jeunesse, le jésuitisme faisait des prosélytes à la cour et parmi le haut clergé. Une coterie de nobles réactionnaires circonvenait un prince que les années et une disposition native poussaient vers la superstition. Cette camarilla intriguait pour introduire diverses affiliations jésuitiques. Lorsque Don Neri Corsini mourut, elle eut assez de crédit pour porter ses hommes au ministère. Autour du grand-duc, on s'agitait en faveur d'une politique autrichienne et rigoureuse. Le temps de la tolérance est passé, disait-on; il faut réprimer les mauvaises doctrines et serrer les freins à une jeunesse présomptueuse et déréglée.

Cette esquisse des vicissitudes des partis en Toscane, pendant les quinze années qui suivirent la révolution de Juillet, montre combien les choses avaient changé dans cette petite contrée, jusqu'alors paisible et satisfaite. Avant 1830, le gouvernement paternel de ses princes et leur vigilance à sauvegarder l'autonomie administrative avaient fait oublier leur origine étrangère. Mais à partir de 1830, cette harmonie disparaît; la cour de Pitti écoute les suggestions de l'Autriche, modèle sa police sur celle de Milan, et cède à l'esprit sec et malveillant du jésuitisme. Tandis qu'en Piémont, le parti du mouvement se rapproche du prince, en Toscane, les libéraux s'en éloignent, et la jeunesse se jette dans la démocratie avancée et dans les conspirations.

Le désaccord entre le gouvernement et le peuple, qui commençait à se manifester en Toscane vers 1845, avait éclaté depuis vingt ans déjà dans les États pontificaux. On se rappelle avec quelle facilité l'administration pontificale fut renversée en 1831 par les carbonari. Le pontife auquel incomba, en 1832, la réorganisation de l'administration ecclésiastique, Grégoire XVI, aurait été mieux fait pour diriger un séminaire que pour gouverner un État. C'était un théologien bardé d'érudition du moyen âge. Durant sa jeunesse, il avait conquis ses grades par de volumineux in-folio; personne n'avait élevé aussi haut la prérogative pontificale; mais sa science poudreuse ne

s'était jamais occupée de la société civile et de ses besoins. Grégoire XVI voyait le monde avec la lunette du moine. D'ailleurs, cassé par l'âge, et estimant n'avoir que peu de temps à vivre, ce vieillard égoïste ne demandait qu'à passer ses dernières années le plus doucement possible. Retiré dans les appartements du Quirinal, entouré de quelques familiers de basse extraction, parmi lesquels on remarquait son ancien barbier, Gaetano, qui était devenu un personnage ayant ses courtisans et célébré par les plumes vénales, Grégoire XVI, menait une vie casanière, partagée entre les devoirs religieux du pontificat et de vulgaires plaisirs. Il ne lisait aucune feuille publique; il n'écoutait aucune réclamation. Accordait-il une audience? c'était à la condition qu'on ne lui parlât pas d'affaires d'État. Qu'importait la terre à ce moine morose!

Comme il ne s'occupait pas des intérêts séculiers, le poids des affaires porta tout entier sur le cardinal Bernetti. Ce ministre, politique plein de ressources et négociateur adroit, avait conduit avec prudence la barque de saint Pierre durant les événements de 1831 et 1832; mais il était dépourvu des aptitudes d'un administrateur et il laissa une tourbe d'intrigants trafiquer, sous son nom, des emplois et des contrats et amasser des fortunes scandaleuses. Pour subvenir au gaspillage, on éleva les taxes; de 4,600,000 écus, somme suffisante pour couvrir les dépenses en 1816, le fisc les porta à 10,000,000 d'écus; et, les recettes ne suffisant plus, on recourut à une série d'emprunts contractés à des taux usuraires. A la fin du règne, le chiffre de la dette approchait de 50,000,000 d'écus, sans qu'aucune partie de cette somme eût été consacrée aux besoins du pays.

Le coup hardi et l'acte original de l'administration de Bernetti fut l'armement du parti sanfédiste. Dans les Marches et l'Ombrie, on laissa a cette association un caractère clandestin; mais en Romagne et dans les Légations, elle prit la forme d'une institution publique, sous le nom de *centurions* et de *volontaires pontificaux*. Ces volontaires recevaient des armes et étaient exempts de certaines taxes; les jours de fête, ils revêtaient un uniforme, ils

faisaient des patrouilles et prêtaient main forte à la police pour la compression politique et l'exécution du *precetto* (la surveillance). La faveur que les tribunaux accordaient aux *centurions* dans leurs différends avec des libéraux, et la liberté qui leur était accordée de les malmener, attirèrent une foule d'hommes de rapine, rompus aux délits et provocateurs impudents. La nuit, ils entraient dans les maisons des libéraux, les maltraitaient, commettaient des désordres; sur un mot, ils les traînaient en prison. Un bourgeois manquait-il à la messe ou aux processions? il éprouvait leurs brutalités. Le zèle pour la religion et le pontificat abritait nombre de vengeances privées et de basses cupidités. Les patriotes ulcérés répondaient par d'autres violences; de là, des rixes, des homicides fréquents et un état de guerre intestine, destructeur de toute légalité et de tout ordre public.

Lors de sa restauration en 1832, le gouvernement pontifical se fit une maxime de n'admettre aux offices de l'État ou des municipes que des sanfédistes connus; la police remania les conseils provinciaux et communaux; elle interdit aux fils des libéraux les professions légales et savantes et, à la jeunesse compromise en 1831, les études universitaires. L'ostracisme s'appliqua à environ 40,000 individus, l'élite des classes bourgeoises et populaires, comprenant les hommes remarqués pour leur caractère ou leurs lumières. Tous ces individus furent portés sur les registres de la police comme suspects, et soumis à une surveillance vexatoire. — Il était interdit aux surveillés (*i precettati*) de franchir les murs de leur ville, de fréquenter les lieux publics, cafés et théâtres; ils étaient astreints à rentrer chez eux au coucher du soleil, à se présenter chaque quinzaine au commissaire de police, à hanter la messe, le confessionnal, à faire des retraites religieuses; et cela sous des peines très-sévères. Une circulaire secrète du cardinal Bernetti enjoignait aux tribunaux d'appliquer aux libéraux coupables de délits communs le maximum de la peine.

Ces vexations s'adressaient aux mal-pensants. Des commissions militaires ambulantes avaient charge de

frapper les conspirateurs; ces commissions versèrent beaucoup de sang. Plus tard, les plaintes unanimes excitées par ce mode de procédure engagèrent le gouvernement à remettre les procès politiques à la *consulte* de Rome. Ce tribunal procédait à huis-clos, sans défense libre ni confrontation de témoins. Vers la fin du règne, on évaluait à quatre mille le nombre des citoyens condamnés au bannissement ou ensevelis dans les prisons et les galères. Rien d'infect comme ces réduits, où l'on entassait jusqu'à quatre condamnés par cachot. Pour surcroît de cruauté, dans certaines galères on accouplait un prisonnier politique avec un malfaiteur vulgaire; il y avait aussi la classe des galériens *au clou*, où l'infortuné était enchaîné à la muraille, par une chaîne d'un mètre de longueur qu'on ne relâchait qu'à la mort. De tels détails sont odieux, mais l'histoire ne saurait les passer sous silence. Si pendant quarante ans, les États pontificaux ont été une officine permanente de complots violents; si les sujets du pape ont donné le spectacle de passions implacables et de crimes d'une sauvage et tragique férocité; quoi de surprenant de la part d'une population fière et vindicative, soumise à de pareils traitements (1)!

La cour de Vienne n'aimait pas le cardinal Bernetti, à cause de la vigilance avec laquelle il surveillait les menées de ses émissaires dans les Légations; elle l'évinça du pouvoir; et le cardinal Lambruschini, général des Barnabites, lui succéda. C'était un théologien savant dans la controverse et le droit canon, et un homme d'État très-raide, très-altier, très-entêté des préjugés aristocratiques et ennemi de toute espèce de réformes. Sous son ministère, les défiances qui avaient séparé les cours de Rome et de Vienne furent mises de côté. Devant le flot montant de l'esprit libéral, les deux cours reconnurent la nécessité d'un concert étroit; les jésuites reçurent des faveurs de l'Autriche et se firent les espions et les propagateurs

(1) Orsini, très-jeune encore, fut incarcéré, et passa plusieurs années dans une forteresse pontificale.

zélés du parti austro-clérical. Le gouvernement impérial profita des bonnes dispositions de Lambruschini pour implanter régulièrement sa police en Romagne. Les populations romaines ne tirèrent aucun avantage de l'accession au pouvoir de cet austère personnage; il n'avait pas de goût pour l'administration et en laissa le soin au cardinal Mattei, petit esprit, rusé, fin, assez adroit en intrigues, mais sans capacité pour les affaires.

Toutes les promesses de réformes faites par Grégoire XVI, à la suite de la révolution de 1831, avaient été éludées. Le gouvernement pontifical avait continué à donner les grands emplois à la seule prélature : ministères, délégations, gouvernements, magistratures. Les gouverneurs réunissaient toujours les pouvoirs juridique et politique; comme directeurs de police, ils épiaient, arrêtaient, informaient; comme juges criminels, ils décidaient dans des cas assez graves; en matières civiles, ils jugeaient les moindres affaires. Les conseils provinciaux et municipaux, présidés par un agent pontifical, n'exerçaient aucun contrôle effectif sur l'administration, entièrement dévolue à la prélature et à une bureaucratie d'une corruption proverbiale. Non-seulement le gouvernement n'avait rien fait pour intéresser les laïques à la chose publique, mais ennemi du progrès matériel autant que de la liberté, opposé aux chemins de fer, aux bateaux à vapeur, à toutes les inventions modernes, il tenait systématiquement les populations romaines en dehors du progrès économique. Sur la fin de ce règne, l'industrie, le commerce, la navigation étaient dans une langueur indicible.

Malgré un grand appareil de rigueurs, ce gouvernement n'avait point réussi à accabler les populations. A partir de 1840, les symptômes d'une nouvelle dissolution politique surgirent de toutes parts. Dans les processions et les fêtes publiques, les injures, les propos orduriers, l'attitude irrespectueuse du peuple vis-à-vis des autorités, laissaient voir un mépris amer pour le régime pontifical. Cette désaffection générale est attestée par les renseignements des agents pontificaux et par ceux de l'Au-

triche. Voici comment une commission pontificale, chargée d'étudier l'esprit public des provinces, le dépeignait à la fin du règne de Grégoire XVI. « L'orgueil des habitants ne veut plus du gouvernement des prêtres. La génération présente est perdue; hors quelques vieillards, quelques femmes et une partie des campagnards, tout le reste de la population, au-dessus de dix-huit ans, est entièrement gâté et hostile au gouvernement. A Ravenne, le gouvernement compte à peine trente partisans indépendants. Les semences d'irréligion déposées par la domination française ont dépassé toute borne et toute pudeur. Tout le jour, on n'entend que blasphèmes contre le pape et la très-sainte Vierge. C'est une coalition, du patricien au dernier garçon de boutique. Les employés demeurés fidèles se voient menacés dans leur vie; quant aux employés municipaux, ils sont tout prêts à trahir; même des prêtres penchent vers le libéralisme. » Les explorateurs autrichiens ne peignent pas la situation sous un jour plus favorable : « La génération actuelle, à partir de treize ans, est perdue, écrivait l'un d'eux. Riches et pauvres insultent le pape. Les mots de loi et de religion sont effacés du dictionnaire. Il faudrait des mesures énergiques pour empêcher que les jeunes gens n'entrent dans la même voie. Aux familles qui sont notoirement rebelles, le mieux serait d'enlever les enfants. Il faudrait ranimer le sentiment religieux par des missions. La police n'est pas assez rigoureuse; elle devrait administrer de bonnes bastonnades à ceux qui blasphèment; et pendant trois ou quatre ans, faire peser un régime de fer à l'autrichienne. Ainsi, seulement, on briserait ces orgueilleuses populations, et on les détournerait des machinations révolutionnaires. »

Le règne de Grégoire XVI n'avait servi qu'à faire descendre la haine du gouvernement temporel de la bourgeoisie dans le peuple, précédemment indifférent ou favorable à Rome. En présence de la fermentation des provinces, du décri où était tombée l'administration ecclésiastique en Europe, la confiance en son maintien était fort ébranlée parmi les cardinaux. Les uns repro-

chaient à Lambruschini un excès de rigueur, d'autres réclamaient une compression plus uniforme et le despotisme impassible de l'Autriche. On vit percer le trouble de la cour lors du mouvement de Rimini (1845). Le manifeste lancé par les meneurs s'était placé sur un terrain légal, en réclamant les mesures du mémorandum de 1831 ; son langage touchant avait produit une certaine impression en Europe. A Rome, on crut devoir en atténuer l'effet, par une réfutation qui s'attacha à confondre ce mouvement avec les tentatives extrêmes du parti mazzinien.

Le régime autrichien en Lombardie était supérieur à celui des États de l'Italie méridionale, pour tout ce qui se rapportait à la gestion des intérêts économiques et à la justice. L'émancipation civile et religieuse réalisée sous le royaume d'Italie y avait été maintenue; et ce fait permit au pays de prospérer malgré la dureté des exigences fiscales et le formalisme de la bureaucratie. La justice autrichienne était dure et dépourvue de publicité, mais elle passait un niveau inflexible sur les riches, comme sur les pauvres; chacun était tenu de respecter l'ordre public et la décence.

Envers les intérêts moraux, l'instruction publique, la librairie, la presse, la charité, l'administration autrichienne se montra très-ombrageuse. Elle ne prétendit pas supprimer l'activité scientifique, mais lui tracer une ornière de laquelle elle ne pût sortir. L'organisation de l'instruction publique fut une des préoccupations de François II. Ce prince paraît s'être figuré le savoir comme quelque chose de circonscrit et de formel que les manuels officiels contiennent et épuisent, et dont les écoliers font provision pour toute la vie. Il s'ingénia à répartir l'enseignement de façon à donner, à chaque ordre de sujets ces connaissances *spéciales* qui convenaient à leur profession. La loi avait stipulé que chaque bourg ou village aurait une école primaire; plusieurs de ces écoles en méritaient à peine le nom. Le magister était obligé de vaquer pendant le printemps et l'automne à des travaux rustiques nécessaires à sa subsistance. Durant l'hiver, il montrait aux petits paysans

un peu de lecture et d'écriture; et il leur faisait répéter un catéchisme politique, contenant les devoirs des sujets envers l'empereur.

Ce fut surtout aux universités de Pavie et de Padoue que l'on vit se dessiner la prédilection du gouvernement autrichien pour les connaissances spéciales. Les mathématiques, la chimie, la physique y étaient enseignées par des professeurs très-distingués; tandis que rien n'était plus misérable que le personnel des chaires de littérature, de jurisprudence, de philosophie, d'histoire. L'autorité ne les confiait qu'à des sujets recommandés par la police, comme pensant régulièrement en politique et en religion; et pour surcroît de précaution, elle leur expédiait de Vienne le texte des cours.

Le gouvernement autrichien aspirait à diriger la littérature et soudoyait les feuilles classiques. Le principal agent de la police impériale, à Milan, pressait le prince de Metternich de donner une forte organisation à la littérature officielle. A cet effet, il lui proposa la fondation d'une *Académie poétique*, placée sous la direction absolue du gouvernement, et l'institution de concours sur des matières littéraires et scientifiques. « L'autorité, disait-il, tournera ainsi les esprits sur des questions utiles; le désir des récompenses lui attachera les écrivains; et le gouvernement impérial formera en Italie un corps de publicistes de principes épurés, qui neutraliseront l'effet des mauvaises doctrines et remettront peu à peu les intelligences dans une voie correcte. »

La partie la plus malfaisante de ce régime était la police. Dans les vastes officines du palais Sainte-Marguerite, une armée de scribes était incessamment occupée à dépouiller, à classer, à coordonner la masse de renseignements et de suppositions fournies par les correspondants disséminés sur toute la Péninsule. Quelques-uns d'entre-eux appartenaient à l'épiscopat, à l'inquisition et aux rangs élevés de la société; mais le plus grand nombre était composé de gens tarés, de libertins, d'escrocs, de pauvres hères, bannis de toute société honnête. Aussi, rien de confus et d'invraisemblable comme les prétendues

révélations de ces mercenaires, stipendiés par un pouvoir qui les méprisait et se défiait d'eux ; car il avait toujours soin de contrôler leurs rapports les uns par les autres, et, comme chez les jésuites, de faire espionner un agent par l'autre.

La force de la police autrichienne à Milan reposa moins sur l'exactitude et l'actualité de ses renseignements, que sur l'effroi qu'elle inspirait. Pendant un tiers de siècle, la vie sociale en fut empoisonnée. Sous cette obsession, on s'était accoutumé à contenir ou à travestir ses sentiments. Dans les réunions nombreuses, on se bornait à des civilités, des révérences ; on n'osait fréquenter plusieurs maisons ; pas un Milanais qui n'eût des doutes sur quelqu'une de ses relations. Louait-on l'Autriche ? on était mal vu ; critiquait-on quelqu'un des actes de son administration ? on passait pour un agent provocateur. Chacun se retranchait dans l'indifférence ou la frivolité. On évitait tout rapport intime. « Mon fils est sage, disait un gentilhomme milanais, il n'a point d'amis. » Quelquefois cette police était très-dure et prodiguait le cachot et l'odieuse bastonnade; d'autres fois, on aurait dit qu'elle cherchait à endormir et à corrompre par le plaisir et la licence. Un jeune patricien s'était-il laissé aller à quelque incartade politique ? le directeur de police le faisait venir et le réprimandait paternellement : « Quelle folie, lui disait-il, vous, jeune, riche, aimable, de vous fourrer dans de pareils guêpiers ! Les affaires d'État vous concernent-elles ? Le gouvernement vous empêche-il de mener la vie joyeuse et galante qui convient à votre position ? Les dames de la Scala vous font-elles peur ? L'empereur aime que la jeunesse soit gaie. Divertissez-vous et laissez aux songe-creux et aux brouillons ces belles tentatives qui les mènent aux galères. »

Le dommage causé à la haute Italie par la domination autrichienne était moral plus que matériel. Malgré les justes plaintes des publicistes lombards sur les sommes que le fisc impérial soutirait à ces provinces et, qu'un ministre autrichien, à la diète de Kremsier, a évaluées à 25 millions de livres par an ; malgré les inconvénients

d'un régime de douanes onéreux pour l'industrie locale et d'autres lacunes dans la justice et l'expédition des affaires, la Lombardie prospérait. Pour qui avait vu au commencement du siècle la misère des campagnes et des villes, les bandes de mendiants répandus sur les routes, les rues désertes et envahies par les mauvaises herbes, le progrès était manifeste. Après vingt-cinq années de paix, ce pays offrait un aspect de bien-être matériel réjouissant. Des édilités intelligentes rivalisaient de zèle ; chaque ville avait son corso spacieux, des théâtres, de belles rues bien pavées, éclairées au gaz ; dans les campagnes, on avait réparé ou reconstruit les bâtiments rustiques, perfectionné le système d'irrigation, amélioré les cultures. Sur toute la surface du pays, de beaux travaux publics, achevés ou en voie d'exécution, canaux, chaussées, ponts, hospices, attestaient une aisance générale. Les journaux autrichiens aimaient à faire parade de cette prospérité et l'attribuaient à la sagesse et aux lumières du gouvernement autrichien, « le vrai modèle, disaient-ils, d'un gouvernement sage et prévoyant, hostile seulement aux rêveurs, aux libellistes, aux faiseurs de révolutions. » L'Autriche se parait d'un mérite qui ne lui était pas propre. Cette prospérité provenait de la richesse du sol et de l'industrieuse économie des Lombards ; car tout, dans les méthodes d'exploitation usitées dans ce pays, était indigène.

Mais il ne suffit pas que les caves et les greniers soient remplis, les peuples ont des besoins moraux, des ambitions légitimes ; et c'est ici que l'incompatibilité entre la puissance dominante et le peuple gouverné éclatait au grand jour.

On chercherait vainement le trait de jonction, le moyen d'assimilation qui aurait pu ôter à cette domination l'odieux caractère d'une conquête : langue, caractère, mœurs, traditions nationales, tout séparait les Lombards des Autrichiens. Dès 1815, les deux peuples se heurtèrent en tout et ne virent que leurs défauts. L'intelligence pesante, mais sûre de l'Autrichien, sa ténacité, sa patience, son esprit de méthode et de discipline, parurent à l'Italien de

la bêtise. Il ne vit dans la forte discipline de l'armée, dans le culte de l'empereur, le ciment de cette puissante domination, que barbarie et servilité. De leur côté, les fonctionnaires autrichiens n'aperçurent que les défauts de leurs administrés. Les habitudes démonstratives et déclamatoires de ce peuple, ses enthousiasmes de tête, ses exagérations de langage étaient un sujet perpétuel de lazzis pour la froideur autrichienne : peuple d'enfants, suivant eux, tapageurs, mal élevés, poltrons, sales, présomptueux, indociles, corrompus, que l'Autriche a entrepris de réformer et qu'elle ne peut conduire qu'avec une verge de fer. Leur haine était entretenue par la rupture des rapports sociaux ; les fonctionnaires vivaient entre eux comme en pays ennemi. Les militaires s'excitaient au mépris, par mille anecdotes suspectes, sur l'effronterie des femmes et la pusillanimité des jeunes gens.

A la mort de François II, son successeur Ferdinand II, prince d'une intelligence vacillante et d'une santé caduque, mais doux et humain, publia une amnistie et vida les cachots du Spielberg. La noblesse lombarde salua cette mesure avec gratitude; et lorsqu'en 1838, l'empereur descendit en Italie pour ceindre la couronne de fer, les municipes rivalisèrent de pompe; pas une ville qui n'élevât un arc de triomphe et ne présentât un compliment; l'emphase officielle traitait déjà le nouveau souverain de *rédempteur de l'Insubrie et de la Vénétie, d'ange de paix, de colonne de justice.* Les grandes familles milanaises firent assaut de déférence et d'empressement. Pendant ce temps, la bourgeoisie et les lettrés gardaient un silence mécontent. Cette conversion n'était qu'apparente; quelques mois après la cessation des fêtes, la noblesse milanaise rougissait de cet écart et s'évertuait à excuser sa conduite auprès des patriotes austères. L'humeur bénévole du nouveau prince n'avait pas modifié un état de choses désormais irrémédiable. L'empereur parti, la bureaucratie reprit ses habitudes de morgue et de soupçon, les Italiens recommencèrent à dénigrer; et maîtres et sujets se séparèrent en deux camps, chaque année plus hostiles.

L'évolution de l'idée patriotique en Lombardie subit plusieurs phases. On se rappelle la première effervescence révolutionnaire de 1815 et la triste catastrophe de 1821; pendant les années qui suivirent, l'agitation s'apaisa. Les relations avec la charbonnerie devinrent rares, et on cessa presque de conspirer. Le calme se prolongea jusque vers 1840. Jamais Milan ne déploya autant de somptuosité, et ne s'abandonna avec autant d'enivrement aux jouissances sensuelles. On coulait la vie au milieu d'une série de dissipations aussi nuisibles à l'intelligence qu'aux mœurs. La jeunesse ne parlait que de jeu, de théâtre, de femmes; la dissolution des mœurs allait croissant, et, par toute l'Italie, il n'était bruit que des plaisirs et du luxe étourdissant des riches Milanais.

Cependant, sous cette couche de frivolité se cachait une misanthropie et des passions politiques sérieuses. Une minorité d'hommes austères et convaincus, vivant loin des bruits du monde, poussait en secret le travail révolutionnaire parmi les jeunes générations. On avait abandonné le système des associations nombreuses et hiérarchisées, pour de petits groupes mobiles. Plus qu'en Piémont et même qu'en Toscane, la jeunesse lombarde penchait vers les doctrines démocratiques et républicaines; le jacobinisme y comptait toujours de nombreux adhérents. Ferrari, le publiciste de ce parti, tenait la révolution italienne pour solidaire de la révolution française; Mazzini au contraire, parlait avec dédain de la France, et voulait une doctrine démocratique italienne et une action indépendante.

L'avant-garde républicaine était dirigée par Pizzotti. C'était un petit homme, pâle, émacié, dévoré par l'ardeur de ses passions; ses yeux enfoncés jetaient une lueur sombre; il travaillait activement la jeunesse universitaire et faisait circuler les écrits révolutionnaires. Correnti dirigeait un groupe plus modéré et qui se préoccupait surtout de réunir les forces libérales et de favoriser l'indépendance. Cattaneo était fédéraliste et républicain. Litta professait un libéralisme hardi et vigilant sur les empiétements du clergé; tandis que Cantu, publiciste de

grande valeur, soutenait les idées guelfes et cherchait à grouper le clergé et le parti national autour d'un programme commun. Vers 1845, le retentissement des écrits de Gioberti favorisa les progrès de cette école.

La jeune noblesse milanaise, sous des dehors d'insouciance et de libertinage, conspirait aussi ; elle avait fondé à Milan, avec un grand luxe, un cercle dit de *Pantenna*, affichant des habitudes de licence tapageuse, d'ivrognerie et de crapule. Au sein de ce cercle, se trouvait une société secrète, recrutée avec discrétion parmi les hommes sûrs. A partir de 1840, l'attention de la noblesse libérale se porta sur Turin ; on observait avec plaisir les pas de Charles-Albert dans la voie des réformes ; les préjugés anti-piémontais s'affaiblissaient, et l'on revenait au projet de 1821, d'unifier en un seul royaume toute la haute Italie. La jeunesse riche fréquentait Turin, sous prétexte de courses de chevaux et entretenait des rapports avec Charles-Albert ; mais il est à croire que dans ces entrevues, on ne sortait pas des réticences : les Milanais se méfiaient des vacillations et du caractère équivoque du roi, et celui-ci redoutait les imprudences de la jeunesse lombarde.

Cette agitation morale de la Lombardie échappait aux répressions de l'autorité. Celle-ci se sentait entourée d'embûches et ne savait sur qui faire tomber ses coups. L'espionnage n'était plus aussi bien servi ; à mesure que l'esprit national prenait plus de consistance, la peur de se compromettre augmentait parmi les gens de marque, partisans de l'Autriche. Par contre, le gouvernement autrichien se rapprocha de la société de Jésus, qu'il avait traitée jusqu'alors avec assez de hauteur et celle-ci fit de son mieux pour le renseigner sur les menées de leurs ennemis communs.

Trente années de domination n'avaient fait que creuser davantage l'abîme qui séparait les sujets de la puissance dominante.

CHAPITRE V

L'ÉCOLE NÉO-GUELFE

Penchant des littérateurs et des hommes de science vers le nationalisme. — École de philosophie catholique. — Études historiques. — École néo-guelfe. — Le *Primato* de Gioberti. — *Les Espérances de l'Italie* de César Balbo.

A l'époque où la Révolution française bouleversa la vieille société italienne, la Péninsule se trouvait depuis un demi-siècle sous l'influence des idées françaises en philosophie et en littérature. Alfieri, Foscolo et quelques puristes résistaient seuls à cette imitation. Après 1815, l'invasion des idées romantiques parut d'abord prêter une nouvelle force aux partisans des idées étrangères ; mais la faveur des romantiques ne dura pas ; ils n'eurent pas assez de fécondité pour éclipser leurs rivaux, hommes importants par la position sociale et en possession des académies et de l'instruction publique. Le séparatisme orgueilleux des classiques correspondait à une tendance des esprits, chaque année plus marquée vers l'autonomie intellectuelle. L'abandon où la France laissa l'Italie après 1830 et l'indifférence des étrangers pour ses malheurs, blessaient cruellement les Italiens et les indisposaient contre tout ce qui venait du dehors ; ils se prirent à aimer, à admirer exclusivement leur patrie, à rechercher dans son passé des germes de grandeur civile et morale à raviver. Après 1830, radicaux de l'école de Mazzini, libéraux, conservateurs, tous demandèrent que l'Italie brisât le joug des doctrines étrangères et se donnât une science et une philosophie propres. Vers le

même temps, les jeunes têtes éprouvaient des besoins de théories transcendantes et de religiosité que le sensualisme utilitaire du XVIIIe siècle ne satisfaisait pas; ces mobiles divers conduisirent à la réhabilitation des idées catholiques.

Un penseur d'une érudition vaste et d'une intelligence subtile, l'abbé Rosmini, fut le promoteur de cette révolution. Il élabora un système de métaphysique, par lequel il crut avoir satisfait à toutes les exigences de la dialectique et de la foi. Rosmini n'était pas prévenu en faveur de la société moderne, et il demanda que l'éducation publique fût confiée à un conseil royal catholique : le règne de l'Eglise lui paraissant seul propre à rendre à la société moderne l'harmonie et la paix intérieure. Malgré ce zèle clérical, les jésuites l'attaquèrent avec acrimonie, comme accordant trop à la raison, et ils lui opposèrent un autre abbé métaphysicien, Gioberti de Turin. Ce dernier s'était fait le défenseur du procédé ontologique, il attaquait la réforme, le cartésianisme, la méthode expérimentale, et toute la science moderne.

Ce philosophe si orthodoxe offrait cette singularité d'être un banni, ses idées avancées en politique l'ayant fait expulser du Piémont. Plein de la superbe italienne, il taxait la civilisation des nations étrangères de superficielle et de matérialiste et demandait que l'Italie revînt à ses origines en religion, en philosophie, en esthétique. De fréquentes fugues sur l'histoire nationale, des appels passionnés à la grandeur de l'Italie, dénotaient chez lui une pensée d'agitation. Sa langue abondante et colorée avait cette puissance qui remue les passions. Rosmini était un homme d'église, Gioberti n'en avait que le manteau; mélange curieux de métaphysicien, de prêtre et de tribun, il se disposait à faire servir les idées du moyen âge à la restauration nationale. Dans une histoire compliquée comme celle de l'Italie, la logique fait souvent défaut : la subtilité de ce peuple et sa souple dialectique se prêtent à d'étranges métamorphoses.

La littérature légère reflétait toujours plus ouvertement le sentiment national. Massimo d'Azeglio, rejetant

la résignation de Manzoni, écrivait dans un sens patriotique. *Le défi de Barletta* et *Niccolo dei Lapi* lui servirent à émettre des idées martiales. Gentilhomme et piémontais de vieille souche, d'Azeglio avait reçu de ses ancêtres la flamme militaire, et il brûlait de l'inoculer à l'Italie et d'extirper ces mœurs molles, oisives et épicuriennes, qui ont tant contribué à sa servitude. Guerrazzi de Livourne écrivait ses romans historiques, *la Bataille de Bénévent*, *le Siége de Florence*, au profit du radicalisme. Sa verve âpre et emportée rappelait la misanthropie d'Alfiéri, avec une teinte d'amertume de plus. Alfieri s'était inspiré du stoïcisme de Plutarque, Guerrazzi n'avait pas la même élévation; âme dévastée par d'orageuses passions, cœur blasé et ironique, il remuait à plaisir les ferments de mécontentement enfantés par la malheureuse situation de l'Italie. Le génie tumultueux et anarchiste de la vieille Florence semblait revivre en lui; et, à l'instar des anciens Florentins, il avait un besoin de positivisme, curieusement uni à une rhétorique ampoulée et déclamatoire. Guerrazzi appartenait à ces hommes doués de talents et dévorés d'ambition, que la défaveur des classes supérieures condamne à cultiver l'envie, à grouper et à pousser en avant la cohorte des amours-propres blessés. Après avoir joué le rôle d'agitateur dans la littérature, nous le verrons figurer comme tribun dans les révolutions italiennes. Sa misanthropie, revêtue d'une langue gonflée et sonore, communiqua aux jeunes gens un mécontentement, un doute universel et un vague d'idées et de sentiments opposés à tout ordre régulier. L'influence dissolvante attribuée à Mazzini fut en grande partie le fruit de ses écrits, plus attrayants et plus répandus.

Vers le même temps, un autre littérateur toscan, Giuseppe Giusti, démolissait le régime absolu avec des satires rapides, du brio, de la malice. Ses courtes poésies volaient au but comme des flèches. Giusti excellait à peindre les intrigants de bas étage, les postulants, les pieds-plats, qui peuplent les antichambres des grands. Sa verve comique rendait avec une cruelle vérité la dé-

pression morale de ces pauvres gens, la fainéantise, la vénalité, les corruptions de toutes sortes qui fleurissent dans les administrations publiques dirigées par le bon plaisir.

L'activité des hommes sérieux s'était tournée vers l'histoire nationale. A Florence, Jean-Pierre Vieusseux éditait les *Archives historiques*, avec le concours des principaux lettrés. A Turin, à Milan et à Naples, on faisait paraître un grand nombre de pièces rares; on se livrait à la critique des documents, et à celle plus délicate des éléments sociaux de l'Italie du moyen âge. Les mêmes causes qui, en philosophie, avaient conduit à la réhabilitation des idées catholiques, poussaient les publicistes à glorifier la papauté, comme une grande institution italienne et à transformer son action diplomatique, si funeste à l'indépendance et à l'union de la Péninsule, en un pouvoir tutélaire et unificateur. Cantu, historien d'une érudition vaste et publiciste fécond, poussait à cette réhabilitation; Troya mettait à son service une érudition abondante sur l'époque la plus embrouillée du moyen âge; Tommaseo traitait dans cet esprit la critique littéraire; Manzoni revêtait ces idées des charmes de son imagination aimable et douce; César Balbo, réunissant les arguments de l'école, les résuma sous une forme dogmatique qui leur donna la valeur d'un système. Ce publiciste éminent était fils de Prosper Balbo, un des ministres éclairés de la cour de Turin sous la restauration. Ayant été disgracié comme suspect de participation à la révolution de 1821, César Balbo vécut pendant vingt-cinq ans dans la retraite, concentré dans de fortes études d'histoire, de politique et de morale. Il recherchait avec passion les causes de la grandeur passée de l'Italie et de sa faiblesse présentes, et les mobiles à faire mouvoir pour la relever; il crut avoir trouvé le principal dans la réconciliation de l'Italie et de l'Eglise. Il demanda la formation d'un parti néo-guelfe qui recommencerait, sous une forme agrandie et rectifiée, l'alliance du parti national et de la papauté. Monarchiste de cœur et de traditions, gentilhomme au cœur loyal et droit, très-admirateur de l'état militaire

et des traditions martiales de la maison de Savoie, Balbo prônait le gouvernement monarchique et rejetait la république. L'histoire des deux derniers siècles lui montrait la maison de Savoie comme l'épée de l'Italie, son champion national. Ainsi que d'Azeglio, il cherchait à inculquer aux Italiens des habitudes viriles, et à les arracher aux traditions de ruse, de détours, de finesses, qui ont vicié les caractères et la politique de la nation pendant des siècles. Son ton de parfait homme, sa rectitude et sa rude franchise communiquèrent à ses écrits une saveur un peu âpre, mais salutaire, et en firent un moraliste public éminent.

De Bruxelles, où il vivait dans une solitude laborieuse, l'œil fixé sur les péripéties morales de l'Italie, Gioberti voyait avec satisfaction les progrès de l'école guelfe; sa philosophie orthodoxe ayant aidé à sa formation, il s'en regardait comme le père et le législateur. En 1843, il lança sous le titre de la *Primauté civile et morale des Italiens*, un volumineux écrit, destiné à formuler un plan de politique nationale. Continuant à exalter l'établissement catholique, Gioberti y montre comment la caste sacerdotale se trouve au berceau de la société moderne. Au moyen âge, dit-il, Rome papale a créé la civilisation de l'Europe, et plus spécialement celle de l'Italie. L'Europe des temps modernes a perdu à se soustraire à cette tutelle, et l'Italie plus qu'aucun pays; depuis un siècle, l'imitation des idées françaises n'a fait qu'obscurcir son génie et corrompre ses mœurs. Si elle veut reconquérir le rôle dominant que la Providence lui a assigné, elle doit renoncer à toute imitation et rendre à la papauté sa splendeur religieuse et ses justes prérogatives civiles. Gioberti traitait sévèrement la *Jeune Italie;* il lui reprochait du fanatisme, de l'aveuglement, des idées nébuleuses et superficielles. Dans son désir de réconciller avec la cause nationale le clergé, la noblesse et les cours, il ne donnait qu'une part très-restreinte à l'élément progressif et repoussait la souveraineté du peuple comme principe de droit public. « Le caractère de la plèbe, dit-il, est sensuel, tyrannique et barbare. » A la suite d'Alfieri, de Botta et d'autres grands Italiens, sa pensée aboutissait au patriciat civil.

Gioberti demanda que le parti national ne fît plus qu'un avec les classes conservatrices et l'Eglise, afin de mettre un terme à la funeste scission opérée par la Révolution française : Les princes et le clergé, dit-il, n'ayant plus d'inquiétude pour leur autorité, seconderont alors loyalement le mouvement national et s'en feront les chefs et les propagateurs.

Gioberti avait évité de parler de l'Autriche; mais la revendication hautaine d'une primauté italienne en disait assez, et la police autrichienne proscrivit immédiatement l'ouvrage et pressa les autres gouvernements d'en faire autant. Ceux-ci ne montraient plus au gouvernement autrichien la même déférence. La vieille société italienne était partagée d'opinions; et si les jésuites et la prélature romaine se tournaient de plus en plus vers la cour de Vienne, la partie éclairée de la noblesse et du clergé goûtait les idées de la nouvelle école guelfe.

Satisfait de l'impulsion qu'il avait communiquée aux classes conservatrices, et du bruit fait autour de son œuvre, Gioberti fit un pas en avant, et publia sous le titre des *Prolégomènes*, une dissertation destinée à donner la clef du *Primato* et à lui concilier les libéraux. Le ton en était plus incisif; il y louait Charles-Albert pour ses réformes, et censurait les rigueurs de Ferdinand II à Naples. Gioberti distinguait deux courants religieux dans Rome : la Rome pontificale, héritière de la césarienne, dépositaire de la doctrine religieuse et des germes de la civilisation moderne, la vraie Rome, à laquelle s'adressaient ses éloges antérieurs et ses espérances pour l'avenir; et la Rome jésuitique, institution postérieure, dégénérescence et corruption de la première, greffée traîtreusement sur le tronc principal, dont elle détourne et corrompt la séve. Celle-ci, il la maudissait et lui attribuait le rétrécissement scientifique, les préjugés, les superstitions, les corruptions inoculées depuis trois siècles aux sociétés européennes par l'ultramontanisme. Les jésuites furent d'autant plus irrités de cette attaque, qu'ils avaient aidé à la célébrité de Gioberti en louant ses idées métaphy-

siques; ils lancèrent contre lui les pères Curci et Taparelli, leurs polémistes les plus acérés, et la querelle s'envenima. Les libéraux, toujours portés vers les ennemis de la Compagnie, se prirent alors de faveur pour Gioberti; et bientôt on les entendit répéter : qu'après tout, son programme méritait une sérieuse attention; que, pour eux, ils étaient trop dévoués à l'intérêt national pour ne pas déposer toute rancune contre l'Église, si celle-ci concourait à la rédemption de l'Italie. Le jeune clergé avait pris feu pour ces idees; le déchaînement contre la société était universel; la fraction libérale du clergé faisait des jésuites le bouc émissaire sacrifié à la réconciliation des partis.

Quelques mois après la publication du *Primato*, César Balbo (janvier 1844) fit paraître *les Espérances de l'Italie*. Avec une franchise que personne n'avait eue, il y signala la domination autrichienne comme la grande plaie de l'Italie contemporaine. « L'indépendance, dit-il, est aux nations ce que la pudeur est aux femmes; qu'importe chaque vertu, celle-là manquant. » Balbo attaqua vivement les menées subreptices des sociétés secrètes. Suivant lui, les Italiens, malgré leur réputation, ne sont nullement propres à ce mode d'action : leur imagination a trop de pétulance et de mobilité; il recommanda donc aux patriotes d'adopter la politique de l'agitation légale, procédant au moyen de la publicité, et il les pressa de se réconcilier avec leurs princes. Il faut, dit-il, s'en remettre à leur prudence, et leur laisser le choix du temps et du mode. Ailleurs, dévoilant toute sa pensée : Je désire, dit-il, voir un prince italien user de tous ses droits. Le respect des autonomies d'état a fait des progrès depuis vingt-cinq ans, et empêcherait l'Autriche d'intervenir par les armes. Sans doute l'État italien, organisé libéralement, sera en butte à la haine de cette puissance; mais en se maintenant dans une stricte légalité, il puisera une grande force dans la sympathie des Italiens; si l'Autriche fait des concessions libérales, il devra en faire de plus larges et y persévérer jusqu'au moment où elle sera forcée d'enrayer et de recourir aux mesures répressives; les douleurs des provinces opprimées trouveront un écho

dans la presse de l'état émancipé. L'expérience répandue par les discussions parlementaires et par la pratique de la vie publique disciplinera les partis et les défendra des entreprises chimériques. Dix années d'une telle lutte et, les forces morales sur lesquelles s'appuie encore la domination autrichienne étant consumées, elle se trouvera réduite à une occupation militaire. Quant à la froideur que l'Europe montre maintenant à l'Italie elle vient du mélange d'exaltation et de faiblesse de ses précédentes révolutions. Que celle-ci rétablisse sa réputation par une politique de légalité et de modération, qu'elle améliore ses institutions, endurcisse ses mœurs, discipline sa jeunesse et accumule des moyens matériels et moraux en rapport avec la gravité d'une guerre d'indépendance; mais qu'elle se garde de l'engager prématurément; si elle se montre forte et résolue, l'Europe sera avec elle; car il ne peut lui convenir de voir se perpétuer un foyer de révolutions et une cause permanente de guerre (1).

Les écrits de Gioberti avaient remué les passions; le livre de Balbo fut très-remarqué des hommes sérieux. On fut charmé de voir la question de l'indépendance posée aussi franchement par un homme considérable. Ce manifeste de César Balbo montrait le chemin parcouru depuis trente ans par la question italienne. Née en 1814, dans les conciliabules fiévreux d'une jeunesse exaltée, elle a pris en 1844 la forme d'une question régulière, patronnée par les hommes éminents de la Péninsule et proposée par eux à l'Europe. Nous verrons bientôt César Balbo être appelé par Charles-Albert à inaugurer le régime constitutionnel en Piémont; il fut un digne précurseur du grand homme d'état que la Providence tenait en réserve pour réunir les membres épars de l'Italie et leur infuser une nouvelle vie.

(1) Parmi les occasions d'affranchissement, Balbo plaçait en tête le partage prochain de l'Empire ottoman, lequel permettrait de donner à l'Autriche, sur le Danube, l'équivalent de ses provinces italiennes.

CHAPITRE VI

DES CONGRÈS SCIENTIFIQUES ET DE L'AGITATION RÉFORMISTE (1839-1846)

Refus de Mazzini d'adhérer au programme néo-guelfe.—Le parti démocratique modéré. — Agitation réformiste. — Les congrès scientifiques. — Insurrections de 1843, 1844 et 1845. — Expédition des frères Bandiera. — *I Casi di Romagna* de Massimo d'Azéglio. — Rapide accroissement du parti national. — Aigreur croissante entre Charles-Albert et l'Autriche. — Agitation en Toscane. — Imminence d'une conflagration révolutionnaire.

A partir de l'année 1840, l'école néo-guelfe, dirigée par Gioberti et Balbo, exerça un grand empire sur la classe élevée et la démocratie perdit du terrain. Mazzini, pour cela, ne se départit en rien de ses opinions extrêmes; et il continua à affirmer que la seule voie pour régénérer la Péninsule consistait à renverser tous les gouvernements monarchiques et à leur substituer la république unitaire et la démocratie absolue. Il taxait les nouveaux guelfes, d'hommes *pédantesques*, n'ayant qu'une science *sèche*, *mécanique*, *cadavéreuse*. « Si les âmes tièdes, disait-il, ont cédé à un modérantisme funeste, les bons doivent résister à cette apostasie et conserver intacte leur foi politique : le succès définitif de *l'idée* est assuré. » De Londres et de la Suisse, il expédiait en Italie des ballots de pamphlets et d'écrits incendiaires.

Entre les deux écoles, il s'en forma une intermédiaire. Le comte Terenzio Mamiani de la Romagne en fut le plus illustre représentant. Ce penseur ne portait pas à l'Italie un culte moins jaloux que Gioberti. Plein de la superbe latine, il envisageait le séparatisme moral

comme la grande force de la révolution italienne. « Tout ce qui rend l'étranger odieux, dit-il, fortifie le sentiment national. » Il désire que le nationalisme soit étendu à la littérature, au théâtre, aux fêtes. Tout en traitant de visionnaires ceux qui se figurent régénérer la Péninsule avec des complots républicains, il recommande l'agitation démocratique et presse les patriotes de s'occuper du peuple et du peuple des campagnes, le plus délaissé de tous; d'améliorer sa condition par des associations de secours et d'instruction, d'éclairer son entendement et de gagner son affection par un commerce assidu et familier. Au lieu de mépriser ses croyances, les libéraux, dit-il, feraient mieux de s'en emparer et de les tourner à bien; il ne leur serait pas difficile de s'attacher le bas clergé en montrant du respect pour la religion et en fréquentant le culte; ils auraient alors un excellent interprète auprès du peuple et un levier pour réformer la hiérarchie de l'Église et pour ramener la religion à son vrai rôle, celui d'un code de liberté et de fraternité.

La propagande pacifique au moyen de la bienfaisance, des œuvres d'éducation et de moralisation du peuple n'était pas nouvelle; dès 1818 à Milan, l'école du *Conciliateur* l'essaya; à Florence et à Turin, quelques années plus tard, elle trouva des fauteurs zélés; mais à partir de 1840, ces essais partiels se changèrent en un moyen régulier, en une tactique uniforme; et les anciens philanthropes par conviction, se recrutèrent de tous les patriotes dégoûtés des tentatives violentes des sociétés secrètes. Ce mode de propagande donna une physionomie propre au mouvement italien.

On était fort revenu de l'admiration portée longtemps à la Révolution française et à ses procédés niveleurs. Associer les forces intellectuelles et morales du pays, supprimer les antagonismes de villes et de provinces, réconcilier le clergé et les princes avec la liberté, réunir toutes les classes de la nation autour d'un large programme de politique nationale, voilà, disait-on, la vraie marche à suivre pour mener à bonne fin la restauration de l'Italie. Que l'unification territoriale et politique dût suivre de

près cette œuvre de fusion morale, c'est ce qu'espéraient les chefs du mouvement ; mais pour éviter des questions dynastiques dangereuses, on ne parlait que d'une fédération.

Vers 1839, quelques hommes avisés imaginèrent de hâter ce travail d'unification morale en réunissant annuellement les savants de toute l'Italie en un congrès scientifique mobile, transportant ses séances dans les diverses capitales et villes universitaires de la Péninsule. Le premier de ces congrès se réunit à Pise en 1839, sous le patronage du grand-duc de Toscane. Les autres gouvernements admirent la nouvelle institution, excepté celui de Grégoire XVI, inébranlable dans la haine des lumières.

La valeur scientifique de ces congrès varia. On reprocha à ceux qui se réunirent à Turin, à Florence et à Naples, de trop accorder à une représentation théâtrale, et de dégénérer en scènes d'apparat par les réceptions de cour, les festins et les bals qui s'y mêlèrent. Un des plus intéressants, quoique des plus modestes, fut celui qui se rassembla à Lucques en 1843. La petitesse de la ville ne permit pas l'éclat des fêtes ; la réunion fut plus laborieuse, et se distingua par une tendance pratique. A la section agronomique, on lut de judicieuse dissertations sur les rizières, la maladie de l'olivier, la fabrication des vins ; et il s'engagea une longue discussion sur l'éducation intellectuelle et morale du peuple des campagnes et sur le paupérisme. Le comte Serristori, de Florence, lut un rapport sur l'enseignement technique, et le congrès émit le vœu que le système d'éducation primaire de la Lombardie fût adopté par tous les États. Le comte Mazzarosa, de Lucques, président du congrès, adjura l'assemblée de faire tous ses efforts pour améliorer la condition physique et morale des classes pauvres et parla des belles espérances qu'on avait lieu de fonder sur l'avenir. Si personne n'articulait les mots de liberté et d'émancipation, chacun les sous-entendait. Les questions philanthropiques n'étant le plus souvent qu'un prétexte pour en parler à mots couverts.

L'émotion excitée par ces assemblées attestait leur correspondance avec l'esprit du jour. Toutes les classes y prenaient part, même les nobles rétrogrades et les femmes. Ces réunions propageaient le goût du savoir parmi les hautes classes; et le peuple, au bruit de ces efforts consacrés à l'amélioration de sa condition, voyait de meilleur œil les hommes de savoir, et déposait les préjugés que les moines lui avaient inspirés contre les lumières et l'émancipation sociale.

A côté des séances publiques, où l'on dissimulait les vœux patriotiques, chaque congrès était l'occasion de nombreuses réunions familières, où les savants des villes éloignées apprenaient à se connaître. Dépouillant les réticences imposées par le programme officiel, ils y épanchaient leurs espérances, se communiquaient leurs renseignements, s'exhortaient à s'employer, chacun dans sa ville, pour la cause patriotique. Ainsi se noua une vaste fraternité, destinée à propager l'idée nationale d'une extrémité à l'autre de la Péninsule.

Les réformistes et les philanthropes déployaient une activité louable, ils fondaient des salles d'asile, des écoles élémentaires et jetaient les fondements de l'instruction professionnelle; quelques-uns cherchaient à créer une littérature populaire, d'autres faisaient la guerre aux dialectes; d'autres étudiaient les plaies sociales et les remèdes à opposer au paupérisme. Les gouvernements ne voyaient pas de trop mauvais œil une propagande qui détournait des complots et servait à accroître la fortune publique.

Cette agitation pacifique n'avait pas partout les mêmes développements; elle prévalait en Toscane et surtout en Piémont. Plus au sud, dans les États romains et le royaume de Naples, elle n'avait pas assez de crédit pour détourner les novateurs des tentatives violentes. Mazzini y comptait des adeptes zélés, toujours prêts à susciter des séditions. La *Jeune Italie* prépara pour l'année 1843 une vaste conspiration; les sociétés affiliées se faisaient fort d'insurger tout le pays, de Ferrare aux Calabres. Les polices ayant été prévenues firent des arrestations; le comité napolitain n'osa pas bouger; et ce grand projet

n'amena que quelques séditions partielles à Bologne et à Imola. Les modérés romains avaient refusé leur coopération à une tentative dont ils n'attendaient rien de bon. La *Jeune Italie* remit ses projets à l'année suivante. On annonçait plusieurs invasions de réfugiés destinées à insurger le nord et le sud de la Péninsule. L'Autriche instruite de la conspiration par Partesotti, un espion à sa solde, qui passait à Paris pour un chaud mazzinien, en avisa les gouvernements intéressés; et le roi de Naples profita de ce prétexte pour mettre la main sur plusieurs chefs modérés, tels que Dragonetti, Poërio, Bozzelli, et pour commettre des cruautés en Calabre. Cette vaste conflagration se réduisit à la malheureuse expédition des frères Bandiera.

Ces jeunes gens étaient les fils d'un amiral vénitien, au service de l'Autriche; eux-mêmes faisaient partie de la marine impériale; mais, depuis leur tendre jeunesse, ils portaient un amour passionné à la liberté et à l'indépendance italiennes. Attilio Bandiera, l'aîné des deux frères, rapporte que, tout jeune collégien, il se procurait les écrits de Mazzini, et en répétait les maximes à ses camarades affidés, pour les exciter à la haine et aux rixes avec les fils des oppresseurs. En 1842, une correspondance se noua entre eux et Mazzini; et, au commencement de 1844, les deux frères s'évadèrent du territoire autrichien et se réfugièrent à Corfou, avec le dessein d'insurger les Calabres. En ce moment, les resssorts de la conspiration étaient brisés; mais ces jeunes gens, animés d'un sombre enthousiasme, n'en persévérèrent pas moins dans un projet désespéré. Ils débarquèrent avec vingt hommes (dont un traître) sur un point retiré de la côte calabraise et s'acheminèrent, au travers des bois et des fondrières, vers Cosenza. Pendant cette marche pénible, le traître s'esquiva; sur ses indications, les gardes urbaines et les paysans bourboniens du voisinage se mirent aux trousses de la petite bande et la cernèrent. Les frères Bandiera et leurs associés furent pris, conduits à Cosenza, et livrés à une commission militaire qui les fit fusiller.

La jeunesse, la haute naissance, le dévouement hé-

roïque des frères Bandiera donnèrent à ce drame lugubre un grand retentissement. Les modérés en tirèrent occasion pour se déchaîner contre l'aveuglement de Mazzini et la légèreté cruelle avec laquelle il jouait la vie de ses fidèles dans de folles équipées. Le célèbre agitateur, voyant son crédit vaciller, prit la plume pour se justifier et affirma que les frères Bandiera avaient agi de leur chef et contre ses représentations. Ce démenti n'empêcha pas la *Jeune Italie* de tenter l'année suivante (1845) le mouvement de Rimini qui fit bien des victimes.

A Turin, le parti modéré, qui commençait à être connu sous le nom de parti albertiste, déplorait ces levées de boucliers et désirait couper court à des tentatives insurrectionnelles qui menaçaient de rendre impossible la politique de la conciliation. Un des plus accrédités parmi les chefs albertistes était alors Massimo d'Azeglio, patriote plein d'à-propos et de zèle et confident de Charles-Albert. Personne parmi les chefs piémontais n'avait des relations personnelles aussi cordiales avec les meneurs des autres parties de la Péninsule; sa naissance, ses talents, son civisme éprouvé, les charmes d'un esprit liant, souple et facile lui ouvraient toutes les portes. Le parti le chargea d'aller en Romagne tenter un effort suprême en faveur de la modération. A Forli, puis à Bologne, Massimo d'Azeglio s'aboucha avec les chefs romagnols, et leur fit savoir les belles espérances que les libéraux piémontais plaçaient en Charles-Albert. Ce prince avait fort peu de partisans en Romagne et ces révélations y rencontrèrent beaucoup d'incrédulité: « Nous connaissons de vieille date Charles-Albert, répondirent les chefs à d'Azeglio, toujours conspirant, flattant toujours, puis sacrifiant ceux qui se compromettent pour lui : on ne peut se fier à sa parole. » D'Azeglio insistait sur ses liens nouveaux contractés avec le parti du mouvement : et d'ailleurs, disait-il, les révolutionnaires ne sont-ils pas rebutés par tant d'échecs? puisque l'impuissance des soulèvements est constatée, le simple bon sens conseille de tenter cette autre voie. Après une vive discussion, les chefs romagnols promirent de surseoir aux insurrections, mais à la

condition qu'à Turin on se hâterait de faire quelque pas significatif.

De la Romagne, Massimo d'Azeglio se rendit en Toscane. A peu de mois de là, il publia le livre *dei casi di Romagna* (des événements de la Romagne). Il y décrivit les iniquités commises par le gouvernement pontifical, la cruauté de ses procédures politiques, ses injustices, ses dilapidations. Son récit ménagé, adouci même, n'en porta que mieux le cachet de la vérité. S'adressant aux populations, d'Azeglio leur développa les conseils de modération qu'il avait donnés aux chefs. Il leur dépeignit l'inanité des menées clandestines et leur proposa d'y substituer une résistance légale et à ciel ouvert, soigneuse de mettre le droit de son côté; à la fois courageuse et contenue, attentive à éclairer l'opinion publique, à soumettre les volontés particulières à l'intérêt général, à faire prévaloir cette solidarité sociale qui regarde toute infraction aux droits d'un citoyen comme faite à tous.

Ce livre eut une immense circulation. Malgré les recherches affairées des polices, il pénétra partout; et les malheureuses populations dont il plaidait la cause portèrent aux nues le nom d'Azeglio. La propagande modérée en reçut un crédit décisif; au commencement de l'année 1846, tous s'accordèrent à prôner l'agitation légale et la *Jeune Italie* se retira sur l'arrière-plan.

La fin de 1845 et les premiers mois de 1846 furent très-remarquables par le progrès de l'opinion publique. Les gouvernements ne se dissimulaient plus la difficulté de maintenir le *statu quo;* ils s'effrayaient de l'ascendant pris par les idées libérales et des sympathies qu'excitait en Europe la cause italienne. Les esprits observateurs étaient frappés des modifications survenues dans les opinions depuis trente ans. En 1815, le sentiment religieux chez le petit peuple, un instinct aveuglément conservateur parmi les classes propriétaires, avaient donné une base à l'absolutisme; en 1821 et en 1831, cet appui avait commencé à faire défaut. Maintenant, le parti austro-jésuitique ne formait plus qu'une minorité frappée d'impuissance.

On entendait partout des plaintes sur l'incapacité des gouvernements et leur servilité envers l'Autriche. Il est temps, disait-on, de soustraire l'Italie à une dépendance honteuse, et de constituer cette noble contrée en un système d'États libres. Le bas peuple n'entendait pas grand chose aux mots de constitution et de fédération, mais sa haine contre les libéraux était tombée.

L'illustre Rossi, envoyé à Rome à cette époque comme ministre de France, fut très-frappé de ce progrès de l'esprit national. « Le sentiment national, écrivait-il, a pris depuis trente ans une telle expansion, que moi-même, qui croyait connaître le pays, j'en ai éprouvé de la surprise... Dans dix ans, dans vingt ans, il n'y aura plus dans les États italiens, un homme, une femme, un fonctionnaire, un magistrat, un maire, un soldat, qui ne soit avant tout national. »

Le parti national se répartissait en trois groupes : les réformistes bornaient leurs vœux à des améliorations, et demandaient qu'on s'en remît aux princes, pour le choix des institutions et l'époque de leur concession. Un autre groupe, formé des constitutionnels déclarés, pensait que lorsque l'Autriche serait aux prises avec des embarras intérieurs, on ferait bien de se soulever d'un bout à l'autre de la Péninsule, d'imposer aux princes des institutions parlementaires, et de tenter de libérer la Lombardie. Un troisième groupe enfin, recruté par les débris de la charbonnerie et par la *Jeune Italie*, poursuivait l'institution de la république unitaire, et la guerre immédiate des peuples contre l'Autriche. Les limites de ces divers groupes s'élargissaient ou se resserraient à chaque événement important. Le premier se recommandait moins par le nombre que par le crédit de ses chefs, appartenant presque tous à la haute noblesse. En Toscane, et surtout en Piémont, les deux premiers l'emportaient sur le troisième ; mais dans l'Italie méridionale, les exaltés n'étaient ralliés qu'en apparence à l'agitation légale et aux institutions constitutionnelles.

Aux écrits généraux de Gioberti et de Balbo, en avaient succédé d'autres qui, à l'imitation des *Événements de la*

Romagne de d'Azeglio, exposaient les conditions actuelles des divers États. Léopold Galeotti, une des bonnes têtes du barreau toscan, examina avec beaucoup de mesure le mécanisme du gouvernement romain, et conclut à son amendement, malgré une peinture sévère de ses abus.

Gino Capponi, dans un écrit très-court, mais substantiel et énergique, fut plus radical et déclara qu'à ses yeux la domination temporelle était condamnée, et que le mieux, pour la papauté, serait de s'en désister volontairement, afin d'éviter des déchirements aussi funestes à l'Italie, que compromettants pour sa considération religieuse. Deux opuscules, sortis de plumes milanaises, l'*Autriche et la Lombardie* et l'*Anonyme lombard*, en exposant avec force les griefs des provinces lombardo-vénitiennes, avivèrent la haine contre l'Autriche. Le deuxième de ces écrits reproduisait le projet de répartition territoriale de 1821 : trois royaumes fédéralisés avec un gouvernement central à Rome. Le Piémontais Durando publia un long travail sur la meilleure organisation à donner à l'Italie, et en élimina la papauté temporelle.

Le journalisme politique n'était pas encore né; mais les feuilles littéraires y suppléaient; la subtilité italienne excellait à propager l'idée nationale par des réminiscences historiques, des allusions poétiques et littéraires, des biographies d'hommes célèbres...

En face de l'unanimité du sentiment italien, ressortant de tous les écrits, de toutes les associations, de toutes les pensées, les autorités autrichiennes avaient perdu leur ancienne assurance. « On a transporté la bataille du progrès, écrivait le directeur de la police de Venise, du terrain de la violence, sur le terrain moral d'un travail pacifique et continu. Le venin de la propagande littéraire s'infiltre goutte à goutte dans les esprits, il opère lentement; mais il s'empare d'une manière irrésistible des hommes les plus paisibles et amis de l'ordre, surtout parmi la jeunesse, si accessible aux idées de nationalité. »

Au printemps de 1846, la haine que les gouvernements

piémontais et autrichien se portaient depuis longtemps, l'un à l'autre, éclata publiquement. Il s'agissait d'un différend commercial très secondaire, et qui, en d'autres temps, aurait été aisément aplani. Charles-Albert se comporta avec raideur; on en vint à un échange de notes assez aigres; et le prince de Metternich accusa ouvertement Charles-Albert de fomenter par ambition les troubles de la Romagne (12 juin 1846). Aussitôt qu'à Turin le public connut la fermeté des réponses de Charles-Albert, les têtes se montèrent. On vit des chants belliqueux circuler parmi les soldats et des hymnes à l'indépendance courir de main en main. Le roi loua quelques-uns de ces chants. Au mois de mai, on projeta à Turin de lui faire une ovation à une revue, et de crier *vive le roi d'Italie!* Charles-Albert, après quelques hésitations, contremanda cette revue, afin de ne pas abandonner l'attitude de résistance légale qu'il avait prise vis-à-vis de l'Autriche.

Au mois de septembre 1846, la société agronomique piémontaise tenait sa séance générale à Mortara. Un certain nombre de Lombards, propriétaires en Lomelline, y assistèrent; et Piémontais et Lombards fraternisèrent ouvertement. Quelques jours plus tard, le huitième congrès scientifique se rassembla à Gênes; l'année d'avant il avait eu lieu à Naples, le temps s'y était écoulé en repas, en illuminations, en présentations de cour; le congrès de Gênes eut une tout autre physionomie. L'attitude digne et fière de Charles-Albert, l'agitation naissante de la Toscane, la récente élévation à la chaire de saint Pierre d'un pape qu'on disait libéral, tout concourait à surexciter les désirs et à enflammer les imaginations. Les savants romains y assistaient pour la première fois; ils furent l'objet d'un accueil empressé. Au ton hardi des discours, au frémissement avec lequel l'assemblée relevait chaque allusion patriotique, on reconnaissait l'imminence d'une révolution. Les orateurs tendaient toujours à déborder le sujet et à passer des faits scientifiques aux questions sociales. Jamais on ne s'était engagé avec autant d'ardeur dans la discussion des conditions civiles et morales

du pays; aussi appela-t-on ce congrès une convention nationale, un premier parlement italien.

Cette excitation était favorisée par les événements du dehors. Au commencement de l'année 1846, la révolte de la Gallicie, et la férocité des répressions autrichiennes soulevèrent un cri d'indignation en Europe contre cette puissance et lui attirèrent l'animadversion du parti catholique français. Les Italiens y virent une légitimation de leur haine.

La partie de l'Italie qui donnait le plus de symptômes publics de mécontentement était la Toscane. Don Néri Corsini étant mort (octobre 1845), le système changea avec lui. Le grand-duc donna le pouvoir à Paver, Hombourg et Baldasseroni, réactionnaires entêtés et amis de l'Autriche. Ces ministres choisirent le moment où l'Italie était profondément agitée, pour engager le gouvernement toscan dans des répressions dures et vexatoires; la police arrêtait sur de légers motifs et administrait des bastonnades dans les prisons. Renzi, le chef du mouvement de Rimini de 1845, s'était réfugié sur le territoire toscan; le gouvernement le fit partir; ce démagogue ayant eu l'imprudence de rentrer furtivement, la police toscane le consigna aux autorités pontificales. Cet acte de déférence envers un gouvernement cruel et exécré fit une sensation pénible à Florence; et le mécontentement grandit quand le gouvernement expulsa de la Toscane Massimo d'Azeglio pour son livre *dei casi di Romagna*. On se plaignait en outre des menées de la camarilla en faveur des jésuites, et la ville de Pise, irritée de l'introduction clandestine des dames du Sacré-Cœur, fit une démonstration bruyante. Le gouvernement admonesta les professeurs libéraux; l'agitation persista. A Florence, les libéraux ouvrirent une souscription en faveur des Polonais, puis ils firent frapper une médaille à la mémoire de don Neri Corsini, avec une inscription rappelant son zèle à défendre l'autonomie toscane contre les envahissements de l'Autriche.

De courts écrits, imprimés clandestinement, commençaient à circuler. L'un d'eux publié en mai 1846, avertis-

sait le grand duc que pour rétablir l'harmonie, les mesures partielles ne suffisaient plus; que le peuple toscan était résolu à sortir de minorité; qu'il voulait que son gouvernement adoptât une politique éclairée et nationale, et soutînt la cause de l'indépendance dans la mesure de ses forces. Le moment actuel est solennel, disait l'écrivain, et, dans la révolution qui se prépare, le sort du gouvernement grand-ducal dépendra de la ligne de conduite qu'il va adopter. A Turin, les patriotes oubliant le passé de Charles-Albert, se tournent vers lui, depuis qu'il se montre favorable à l'Italie. Que le grand-duc fasse de même; qu'il se mette résolûment à la tête du parti italien; et non-seulement la Toscane lui sera fidèle, mais sa domination s'étendra à toute l'Italie centrale. S'il s'unit à l'Autriche, il tombera avec elle. Ce langage était énergique et montrait les projets du parti avancé. Les réformistes n'allaient pas si loin, ils se bornaient à réclamer des améliorations partielles. La jeunesse montrait une grande vivacité de discours. C'était une sorte de fronde : tout se passait en lazzis, en brocards, en satires, en petits pamphlets.

Au milieu de l'année 1846, tout annonçait une crise prochaine; des bruits sourds, une multitude de rumeurs, les unes absurdes, les autres étonnantes, couraient de bouche en bouche et entretenaient une anxiété, une attente générale, et cette sorte de frissonnement, l'indice le plus sûr de révolutions prochaines. Personne ne croyait au maintien de l'ancien ordre de choses; chacun aspirait à une réorganisation de l'Italie; mais bien des vues contradictoires se partageaient la faveur publique.

En Piémont, l'opinion tournée surtout vers l'indépendance et la fusion du royaume avec le territoire lombard, acclamait loyalement Charles-Albert, et ne demandait que sa conversion au régime parlementaire et sa coopération militaire à la politique nationale. En Toscane, l'agitation revêtait des allures taquines. Les populations romaines détestaient le gouvernement ecclésiastique et abhorraient l'Autriche. A Naples, la haine de l'Autriche

n'animait qu'une minorité d'hommes jeunes et brillants; la question était intérieure et très-compliquée. En Lombardie enfin, tous désiraient l'expulsion de l'Autriche. Quant au régime à lui substituer, les hautes classes appelaient de leurs vœux un royaume de la haute Italie, et la jeune bourgeoisie penchait pour la république.

Ainsi tout acheminait l'Italie vers une vaste conflagration. Avec l'excitation des esprits, il suffisait d'une étincelle pour embraser les matières incendiaires, accumulées par trente années d'agitation morale et de conjurations. Le despotisme avait perdu son ressort; mais quelle marche allait prendre la révolution et quelle serait son issue? Aboutirait-elle à la liberté? Affranchirait-elle le territoire de la domination de l'étranger? Créerait-elle une monarchie ou une république? Ici un nuage couvrait les yeux des plus clairvoyants. Dans un mouvement formé d'éléments aussi complexes, capable de combinaisons si variables, l'issue des événements dépendait de l'habileté des chefs, de la prudence des peuples, mais aussi d'un concours de circonstances dont plusieurs échappaient au contrôle des Italiens. « L'homme s'agite et Dieu le mène » a dit un orateur sacré.

LIVRE III

LA RÉVOLUTION DE 1848

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES RÉFORMES DE PIE IX

Mort de Grégoire XVI. — Élection inopinée de Pie IX. — L'amnistie. — Popularité rapide de Pie IX. — Le cardinal Gizzi, secrétaire d'État. — Caractère du nouveau pape. — Adulation des libéraux. — Naissance de la presse périodique. — Institution d'une *Consulte*. — Les partis s'aigrissent à l'intérieur. — Complot sanfédiste. — Occupation de Ferrare par les Autrichiens.

Le 1er juin 1846, Grégoire XVI expira. Le pape mort, les cardinaux se réunirent pour délibérer sur les nécessités du jour. L'anxiété se lisait sur tous les visages; on appréhendait un soulèvement des provinces, pareil à celui de 1831; et les plus avisés parmi les cardinaux insistèrent sur la nécessité d'une élection prompte et d'un choix propre à désarmer le mécontentement populaire. Au dehors de Rome, on s'attendait à voir nommer pape Lambruschini. Pendant son ministère, ce cardinal avait longuement préparé son élection; mais, comme il arrive fréquemment à la cour de Rome, tous ses calculs furent déjoués par la coalition des amours-propres blessés; puis la majorité des cardinaux désirait élire un romain.

Le conclave s'étant réuni, au scrutin du second jour Lambruschini obtint dix-sept voix; l'opposition avait partagé les siennes entre les cardinaux Soglia, Falconieri et Mastaï; à la votation suivante, Lambruschini n'eut que treize voix. L'opposition, enhardie par ce succès, se hâta d'enlever l'élection avant l'arrivée des cardinaux étrangers, favorables à Lambruschini. Pendant la nuit, elle se mit d'accord; et, le lendemain, Mastaï fut élu; il prit le nom de Pie IX.

Le choix fait par les cardinaux surprit l'opinion. Personne à Rome ne connaissait le nouveau pape; et, à la première présentation faite au peuple de la loge du Quirinal, le public garda un profond silence. A la seconde présentation, faite du balcon de Saint-Pierre, quelques applaudissements se firent entendre. On avait appris, dans l'intervalle, que Pie IX appartenait à une famille de Sinigaglia connue par son libéralisme; que, dans le diocèse d'Imola, dont il était évêque, il avait fait preuve de douceur et de charité. Pie IX s'annonça comme un prince indulgent et bien intentionné. Un de ses premiers actes fut la suppression des procès politiques en cours. Ceux qui l'approchaient célébraient sa mansuétude et sa compassion[1] pour toutes les souffrances; on le disait favorable aux améliorations, partisan des chemins de fer. Ces détails, colportés dans tous les coins de Rome éveillèrent les espérances. Pour répondre à l'attente générale, Pie IX se décida à ouvrir son règne par un acte de miséricorde. L'amnistie était le vœu général. Une commission de cardinaux fut désignée pour en discuter les clauses; tous reconnaissaient son opportunité; mais les avis différaient sur les proportions à lui donner. Le pape prit sur lui de trancher la question dans le sens le plus large.

Parmi la population, on connaissait ces tiraillements, et l'anxiété était grande. Le 16 juillet au soir, le bruit se répand tout à coup que l'amnistie est accordée. Aussitôt la population quitte ses maisons et ses boutiques; à la lueur des torches, elle lit le texte de l'acte, en l'accompagnant de commentaires reconnaissants; puis le peuple

s'écrie : *Au Quirinal!* La foule se porte sur la place du palais et atteste sa reconnaissance par de chaleureuses acclamations. La nuit était avancée. Contre tous les usages reçus, les portes du balcon s'ouvrent. Le pontife, en vêtement privé, apparaît entre deux porteurs de flambeaux; le peuple se prosterne, et le pape le bénit. La place se remplit de nouveau; le pape reparaît au balcon, et donne une deuxième et une troisième bénédiction. La joie se prolongea toute la nuit; le lendemain, elle n'avait fait que devenir plus expansive. Le jour suivant, comme le pape se rendait à la messe à l'église des Pères de la Mission, il trouva la route jonchée d'immortelles; des fenêtres les fleurs pleuvaient, et la foule faisait la haie en portant à la main des rameaux d'olivier.

La bonne nouvelle traversa les provinces comme l'étincelle électrique. Le peuple attendait, sur les routes, les courriers porteurs du texte de l'amnistie. A sa lecture, on versait des larmes, on ceignait l'acte de guirlandes de fleurs; les maisons se tendaient de draperies, les cloches sonnaient; partout on exhibait l'image du pontife, et, des plus humbles bourgs, les paysans s'associaient à l'allégresse générale en allumant des feux sur les hauteurs. A la reconnaissance se joignait un grand espoir; chacun voyait dans l'amnistie la condamnation du régime grégorien et l'inauguration d'une ère nouvelle; on n'appelait Pie IX que *l'ange du Vatican*.

Cet acte était un pardon plus qu'une amnistie; pour en avoir le bénéfice, les condamnés politiques étaient tenus de s'avouer coupables. L'octroi de pareils pardons n'était pas nouveau. D'où vint donc la popularité inouïe qu'il valut au nouveau pontife et l'attente qu'il éveilla? Le tour que le parti modéré avait donné depuis quelques années à l'agitation patriotique; ses éloges à la papauté, ses exhortations à se rapprocher des princes, le désir devenu très-vif d'une réconciliation avec l'Église y entrèrent pour beaucoup. Puis, il est des moments dans la vie des peuples où les cœurs ont besoin d'oublier, de croire, d'espérer; moments trop courts, hélas! et suivis souvent d'amères déceptions; mais qui

attestent l'immortelle et sublime confiance de l'humanité dans la liberté et la vertu.

Le 8 août, Pie IX appela auprès de lui le cardinal Gizzi, le favori des libéraux, comme ministre dirigeant; et il nomma diverses commissions pour étudier la refonte des codes, l'amélioration de l'instruction populaire, les chemins de fer. Ces promesses de réformes, jointes à quelques menues concessions immédiates, telles que les cabinets de lecture et les écolos nocturnes, nourrirent les espérances éveillées par l'amnistie.

Le nouveau pontife, homme d'église, sorti des offices purement ecclésiastiques, éloigné depuis longtemps de Rome, n'en connaissait ni les hommes, ni la situation. Pénétré de l'esprit sacerdotal, il considérait surtout sa dignité par le côté spirituel, le pontificat de l'Église catholique. D'une dévotion scrupuleuse, il appartenait à ces cardinaux qu'à Rome on nomme des *saints*. Ce n'était ni un législateur ni un politique; mais un prêtre d'une ardente piété, une âme mystique et tendre. Malheureusement Pie IX était bien éloigné de racheter par l'énergie du caractère et la sagacité des vues ce qui lui manquait sous le rapport des connaissances. D'un tempérament nerveux, excitable, inégal, très-impressionnable; d'un esprit indécis et flottant en tout ce qui ne touchait pas au scrupule religieux, toujours exposé, par sa facilité naturelle, à donner accès à des arguments contradictoires, ce faible prince n'avait aucune des qualités requises pour une tâche aussi difficile que la réformation de l'administration pontificale. Durant sa jeunesse, par esprit de famille, il avait aimé l'Italie et désiré la voir renaître et grandir parmi les nations. Dans quelle mesure ce sentiment avait-il survécu à sa longue carrière ecclésiastique, il est malaisé de le dire.

Pie IX, vivant depuis plusieurs aunées au milieu de la province la plus tourmentée par les persécutions du dernier règne, avait épousé une partie de ses griefs. Il reprochait au régime de son prédécesseur ses cruautés et son indifférence pour la prospérité publique. Il se proposa de rompre avec cette dureté; et cela, moins dans un esprit de libé-

ralisme que dans l'espoir de réconcilier les populations romaines avec l'Église. Mais ses lenteurs, ses hésitations, son trouble dès les premiers pas, firent voir qu'il commença cette œuvre, sans plan arrêté et sans se rendre compte des concessions indispensables. Quand on lui proposa le mémorandum de 1831, comme le point de départ de la réorganisation à opérer, il le rejeta; son génie clérical repoussant toute sécularisation de l'administration. Pie IX ne connaissait pas la société contemporaine et ses exigences : le cœur plus que la tête le guidait.

Parmi les ovations qui signalèrent les premiers mois de ce règne, on remarqua celle du 8 septembre. Suivant l'usage, le pape se rend ce jour-là à Sainte-Marie-du-Peuple. A l'entrée du Corso, on avait élevé un arc de triomphe, orné de devises et de reliefs relatifs à l'amnistie; tout le Corso était tapissé de fleurs, les maisons tendues de draperies, et les balcons chargés de femmes et d'hommes parés des couleurs du pape. A la vue du pontife avançant lentement sous une pluie de fleurs, les jeunes gens se précipitèrent sur sa voiture et la traînèrent sous l'arc de triomphe; Pie IX, très-ému, mais rayonnant de joie, souriait et bénissait avec effusion ce peuple si séduisant dans ses témoignages de reconnaissance.

Les prisonniers sortis des geôles et les bannis revenus de l'exil demandaient à être admis à l'honneur de vénérer le pape. Pour caresser sa piété, Galetti, Sterbini et d'autres vétérans de la révolution se prirent de zèle pour la religion. Le peuple, voyant les ci-devant impies, assidus à la sainte table et ardents aux processions, s'y portait aussi; partout on répétait que, sous un pontife comme Pie IX, la profession de la foi catholique devenait un honneur. L'âme toute sacerdotale du pape tressaillait d'aise; déjà, elle voyait l'Italie réconciliée avec l'Église, et la religion recommençant une période de triomphe.

Soit facilité, soit désir de renvoyer chacun satisfait, Pie IX ne mettait pas assez de mesure à ses réponses aux divers chefs de parti. Le théatin Ventura, un moine sici-

lien, chaud apologiste de la démocratie, lui ayant dit qu'il avait lu dans l'amnistie une promesse de liberté, le pape lui répondit qu'il avait lu dans son cœur. Aux patriotes, qui l'entretenaient de la malheureuse condition de l'Italie et des espérances placées en lui, il répondait en attestant la vive affection qu'il lui portait; et ces expressions générales, on les interprétait comme des promesses positives. Ses moindres paroles, en passant de bouche en bouche, atteignaient des proportions inouïes.

La popularité de Pie IX ne se bornait plus aux États pontificaux, elle avait gagné le reste de la Péninsule. L'Italie entière résonnait de dithyrambes en son honneur; pas un écrivain qui ne l'exaltât; pas une académie qui ne récitât des *canzone* à sa louange! Le vertige avait gagné les têtes les plus froides; et le vrai Pie IX disparaissait sous un personnage sublime, un Numa, un Solon, législateur profond, donné par le ciel pour régénérer la patrie. En Piémont, l'école guelfe de Balbo et de Gioberti était dans le ravissement et saluait le pape comme le régénérateur de l'Église et le Messie rédempteur de l'Italie. Les théories guelfes se propageaient avec une promptitude merveilleuse, maintenant qu'elles étaient soutenues par les faits. Fascinées par ce charme et par celui qu'y mêlait le grand nom de Rome, les imaginations se lançaient dans le fantastique et rêvaient un avenir illimité de gloire et de réhabilitation.

Les modérés, gens simples et en dehors des coulisses politiques, étaient sincères dans leurs applaudissement; quant aux révolutionnaires, tout en vociférant en l'honneur de Pie IX, ils organisaient les démonstrations de la rue, habituaient le peuple à agir en corps et à exprimer ses volontés tumultueusement; sous main, ils aigrissaient le public contre la cour et l'administration. Le pape seul est bon, disaient-ils; mais il faut se défier des cardinaux et des prélats, tous gens perfides et ennemis jurés du peuple. Gagner le cœur du pape par l'adulation, l'entraîner, le compromettre s'il était possible vis-à-vis du cardinalat, et en faire l'homme national, le chef de la

révolution, tel fut le but étrange que se proposa le parti exalté.

Quelques-uns des plus déliés parmi les démocrates avaient réussi à se faufiler dans le palais; et, faisant les empressés, ils caressaient les faiblesses du pape et entretenaient sa répugnance pour les libéraux modérés. Ceux-ci, dont la place naturelle était auprès du pape, n'avaient pas su s'y installer; Mgr Corboli Bussi, le théatin Ventura et l'abbé Graziosi, dévot vénéré du peuple, étaient les mieux intentionnés parmi ses conseillers intimes; mais ils ne suffisaient pas pour dominer la situation. L'homme que son expérience et ses grands talents désignaient pour ce rôle, le comte Rossi, ambassadeur de France, donnait de sages conseils à Pie IX, et insistait pour qu'il traçât un plan de réformes et l'exécutât immédiatement; mais Rossi, lié par la politique impopulaire de M. Guizot, n'exerçait pas l'empire désirable.

A Rome, la vie était devenue un carnaval politique. Tout servait de prétexte à des démonstrations et à des ovations. Cette population, portée à l'emphase et habituée, par les pompes du culte au théâtral, ne croyait jamais exprimer d'une manière assez dramatique son dévouement au pontife. Pie IX, après avoir savouré avec délices la popularité qui salua ses premières mesures, s'effraya en voyant l'essor illimité des espérances; parfois le sentiment de son impuissance l'étreignait douloureusement. Dans un de ses moments de découragement on l'entendit s'écrier : « Mais on veut de moi ce dont je ne suis pas capable, mon Dieu, ils me croient un Napoléon! mais si je n'en ai ni la force ni le génie... » De l'abattement, il passait à une agitation nerveuse où son intelligence, naturellement peu nette, s'obscurcissait tout à fait. La fièvre était au Quirinal. Les journées se passaient en réceptions, en bénédictions, en commissions, en conférences avec les meneurs des divers partis, qui cherchaient, chacun, à s'emparer du pape.

Le cardinal Gizzi, qu'une popularité imméritée avait

appelé à la secrétairerie d'État, n'avait pas les talents d'un premier ministre; assez paresseux, assez mou, il laissa le temps s'écouler sans mettre la main à la réorganisation des offices publics. L'administration opposait la force d'inertie aux demandes d'améliorations; les enquêtes n'aboutissaient pas. Le pape n'avait presque rien changé au personnel du pouvoir; et le gouvernement des provinces et les grands offices de judicature appartenaient toujours aux prélats de l'époque grégorienne. Ainsi l'année 1846 s'écoula sans que le gouvernement eût été réformé en rien d'important. « Il n'y a eu jusqu'ici, écrivait Rossi au gouvernement français, que des promesses, des projets, des commissions qui ne travaillent pas; et on ne sera pas surpris d'apprendre que le pays commence à se méfier et à s'irriter. Il n'accuse pas le pape de duplicité, mais il le suspecte de faiblesse. »

La position respective des partis était singulière. L'ancienne administration, la vieille police, l'inquisition étaient toujours debout; les centurions avaient encore leurs patentes et leurs armes; mais ce parti avait perdu toute vigueur. Les condamnés sortis des prisons ou revenus de l'exil, par mille récits de leurs souffrances, avaient accru le ressentiment populaire contre le dernier règne; et les libéraux, groupés sous le nom de *Piani*, invectivaient contre les *Grégoriens* et se prévalaient de la protection du pape pour porter la tête haute et braver la police.

Dès l'avénement de Pie IX, on vit surgir une pluie de petits écrits clandestins. Au printemps de 1847, le pape ayant octroyé une nouvelle loi de censure, quelques libéraux modérés, sous le patronage de Mgr Gazzola, mirent au jour un grand journal politique, le *Contemporaneo*. Les débuts en furent satisfaisants. Ses rédacteurs cherchaient à répandre les connaissances politiques; très-respectueux pour Pie IX, ils l'exaltaient à l'envi. Dans une sphère inférieure, la *Pallas*, une petite feuille remplie de nouvelles hasardées, de délations, d'insinuations malveillantes, commença un travail de désorganisation et d'agitation déréglée qui causa par la suite un mal irréparable à la révolution italienne.

Le point d'appui pour surmonter le mauvais vouloir de l'administration, consistant dans le libéralisme présumé du pape, la subtilité des meneurs s'ingéniait à attaquer les abus, sans effleurer le pontife; de là, tant d'hommages, de protestations de fidélité. Tantôt ils caressaient sa vanité, tantôt sa sensibilité; mécontents de la loi de censure : « Saint-Père, lui disait le peuple, l'idée n'est pas de vous. » Et, quelques jours après : « Courage Saint-Père, ayez confiance dans votre peuple. » Plus tard, on cria : *Vive Pie IX seul!* Le pape refusait-il une demande? le peuple l'accueillait avec un visage triste et abattu; et son morne silence et ses regards douloureux lui reprochaient son manque de confiance. Le pape, affecté par cet accueil, faisait une concession, et l'on affichait une joie délirante. Jamais peuple n'apporta plus de tact et de séductions pour gagner le cœur de son souverain.

Après neuf mois d'une indécision qui avait ouvert la porte à bien des espérances exagérées, Pie IX prit une mesure importante. Le 19 avril 1847, il décréta la formation d'une *Consulte*, formée de députés laïques, chargés de contrôler les matières financières et de donner des avis au gouvernement. En même temps, il régularisa la haute administration, en la répartissant en ministères distincts, mais sans y admettre les laïques. A cette époque, Pie IX, encore maître de la situation, agissait de son propre mouvement ; et l'on peut envisager cette double institution comme la somme des réformes qu'il jugeait compatibles avec les droits du pontificat. Ses concessions ultérieures, telles que la garde civique, le ministère laïque et, enfin, la constitution furent arrachées à sa faiblesse par la pression populaire.

Dans le reste de l'Italie, on s'exagérait les concessions de Pie IX ; il n'était bruit que des larges libertés qu'il avait accordées à son peuple; et les meneurs faisaient partout de son nom le drapeau du mouvement émancipateur. Au cri de *vive Pie IX!* on multipliait les démonstrations populaires et les pétitions pour obtenir des réformes. Les libéraux, dans toute l'Europe, faisaient écho à ces louanges ; et les parlements de France et d'Angleterre ré-

sonnaient de discours élogieux en son honneur. Celui que Thiers prononça à la chambre des députés, aussi flatteur pour le pape, que sévère à l'égard de la politique extérieure du ministère Guizot, eut un grand retentissement dans la Péninsule et servit à accélérer le mouvement. Lord Palmerston fit parvenir au pape des paroles d'encouragement. La diplomatie anglaise soutenait chaudement auprès des cours italiennes la cause des réformes, et neutralisait les effets du courroux de l'Autriche.

A la cour de Vienne, on voyait de très-mauvais œil la politique libérale de Pie IX. Les légations d'Autriche et de Naples à Rome s'efforçaient d'entraver sa marche, de concert avec une fraction nombreuse du cardinalat et de la prélature. En n'écoutant que la bonté de son cœur, répétait-on dans les cercles réactionnaires, et en autorisant par sa faiblesse les espérances les plus démesurées, le saint-père sape les bases de l'ordre social, et prépare une révolution qu'il sera ensuite impuissant à réprimer. Pie IX se défendait en alléguant la modération de ses actes. Qu'avait-il fait, après tout, sinon, mettre un terme à des rigueurs exagérées, faire étudier des réformes judiciaires, et préparer un contrôle sur les finances de l'Etat? Si les peuples, gagnés par la douceur et les lumières de son administration, entourent son trône de leur affection, quel reproche peut-on lui faire? Les autres princes n'ont qu'à suivre cet exemple et la reconnaissance publique les récompensera.

En effet, Pie IX n'était point l'auteur d'une révolution qui éclatait déjà de toutes parts à son avénement, et les mesures qu'il avait prises n'autorisaient nullement les espérances placées en lui. Le calcul ou l'illusion des libéraux, le goût du pape pour l'encens populaire, sa facilité à donner à chacun de bonnes paroles avaient fait naître un malentendu. Des deux côtés on se méprenait : les meneurs en se flattant de faire du pape l'homme national, le sauveur de l'Italie, et le pontife, en espérant de contenter le peuple avec des réformes de détail. Loin qu'il méditât une large application de la liberté, Pie IX portait une

aversion marquée au progrès moderne, et l'appelait dans ses encycliques : *malin, séducteur, perfide, né du diable,* il en repoussait la plupart des corollaires : liberté de la presse et des cultes, droit d'association, gouvernement représentatif. Mais les meneurs fermaient volontairement les yeux sur les symptômes défavorables. Satisfaits des progrès que faisait auprès du bas peuple et du clergé la propagande nationale depuis qu'elle se recommandait d'un nom si vénérable, ils s'ingéniaient à interpréter chacun des actes du pontife conformément à leurs désirs. L'Italie avait rêvé un pape libéral et italien, et elle s'attachait passionnément à cette utopie. Une rupture ouverte était seule capable de la désabuser.

Après avoir arraché au pape la liberté de la presse, les chefs libéraux poursuivaient l'armement de la garde civique. Le cardinal Gizzi refusa d'y souscrire et préféra se démettre de la secrétairerie d'État. Le pape désigna pour lui succéder un de ses parents, le cardinal Ferretti, très-dévoué à sa personne.

Au commencement de l'été de 1847, la situation se gâta. En Romagne, les sanfédistes faisaient circuler des écrits incendiaires. « La religion du Christ est près de sa ruine, y lisait-on. L'intrus Mastaï en est le profanateur ; il en veut la destruction. Tout adorateur du vrai Dieu ne peut endurer un tel opprobre...» Ce parti était très-mécontent de l'arrivée aux affaires du cardinal Ferretti et de l'armement de la garde civique. Libéraux et sanfédistes ne contenaient plus leur haine ; et, chaque jour, il y avait entre eux des rencontres et des coups de stylet ; mille rumeurs sinistres inquiétaient les populations. A Rome, les journaux forçaient les couleurs et les assombrissaient par tactique ; les libéraux répétaient que la liberté et peut-être la vie du pape étaient menacées ; les sanfédistes murmuraient de leur côté que la jactance des libéraux était intolérable, mais que leur joie serait de courte durée.

On remarquait une recrudescence d'activité parmi les hommes d'action du parti grégorien : des allées et venues, des courses à Modène, des tentatives d'embauchage, des allusions à une prochaine intervention autrichienne. Vers

le milieu de juillet, les plus signalés : Virginio Alpi, Freddi, Nardoni, Allaï, Sangiorgi, Minardi, hommes féroces et rompus aux basses intrigues, se trouvaient réunis à Rome. On désignait la maison où ils se réunissaient pour comploter ; on citait un archiprêtre, ancien chef de centurions, qui travaillait à allumer la guerre civile entre la population de la ville et celle des faubourgs de Faënza. Bientôt on va plus loin, on parle de chiffres mystérieux, apposés la nuit sur les maisons, de dépôts d'armes chez les sanfédistes signalés ; enfin on précise le complot. C'est le 16 juillet qu'il éclatera, alors que la population sera rassemblée pour fêter l'anniversaire de l'amnistie. Les conjurés poignarderont les hommes et les femmes avec des stylets, portant le nom de Pie IX ; d'autres couperont les rênes des chevaux ; d'autres incendieront les magasins de foin ; une partie des soldats pontificaux tombera sur le peuple ; les rues seront inondées du sang des libéraux, et un coup d'Etat rétablira le despotisme. Le 15 juillet, on lit au coin des rues des listes de proscription, portant les noms des cardinaux et des prélats les plus impopulaires. Le peuple descend sur la place publique, s'interroge, se communique ses craintes ; l'ardeur pour la garde civique s'allume, et chacun s'écrie qu'il faut s'armer pour sauver la patrie. Les hommes du peuple commencent à donner la chasse aux sanfédistes ; monseigneur Grassellini, gouverneur de Rome, prend la fuite ; les chefs grégoriens se dérobent ; quelques-uns sont découverts et conduits dans les prisons par le peuple.

Le cardinal Ferretti était sans forces pour réprimer cette émotion populaire ; d'ailleurs il était froissé par les menées des sanfédistes et il consentit à seconder le mouvement. Monseigneur Morandi fut nommé gouverneur de Rome ; il annonça que le gouvernement allait ouvrir un procès sur *le grand complot.* La suite n'a pas éclairci cet événement. Les absolutistes cherchèrent à en rejeter toute la responsabilité sur les libéraux et le traitèrent de fable forgée à plaisir dans le but de précipiter l'armement de la garde civique.

Fût-ce une coïncidence fortuite, ou un concert arrêté

d'avance? dans le même moment, l'Autriche fit une démonstration militaire inusitée. Le 16 juillet, huit cents Croates et soixante Hongrois se présentèrent inopinément aux portes de Ferrare, en attitude guerrière, la baïonnette au bout du fusil, les bannières déployées, les canons avec la mèche allumée et précédés par des vedettes. La population était rassemblée en habits de fête, occupée à s'inscrire dans la garde civique. La surprise fut extrême; le commandant autrichien fit demander des logements au municipe qui refusa; et le légat, le cardinal Ciacchi, protesta au nom de son gouvernement. Les Autrichiens entrèrent dans la citadelle. Cet incident paraissait terminé; lorsque, le 13 août suivant, le commandant autrichien s'empara des portes de Ferrare et occupa la ville militairement. Le cardinal Ciacchi protesta une seconde fois; Pie IX fut très-froissé de cet acte et y vit une insulte à la majesté du pontificat. Il confirma les protestations du cardinal Ciacchi et adressa des plaintes à la cour de Vienne. Le prince de Metternich y répondit très-sèchement; il accusa Pie IX de soulever l'opinion contre l'Autriche; et, touchant la question de fait, il se retrancha derrière de subtiles distinctions sur les droits d'une garnison dans une place de guerre. Ce conflit entraîna le gouvernement pontifical plus loin qu'il n'aurait voulu.

On s'est souvent demandé quel était le but de la démonstration de Ferrare. L'Autriche visait-elle à contenir l'agitation de la Péninsule, par la menace d'une prochaine intervention? espérait-elle provoquer à Rome une réaction sanfédiste? cherchait-elle à précipiter la révolution commencée vers cette phase violente qui légitimerait son action armée? En ce cas, son but fut pleinement atteint.

La démonstration de Ferrare avait produit une sensation extraordinaire dans toute l'Italie, et, à Rome, elle avait donné l'ascendant au parti libéral. Les anciens grégoriens se cachaient ou se faisaient les courtisans des libéraux. Ceux-ci enlevaient les armes aux *centurions* et s'organisaient militairement en gardes civiques. Le zèle belliqueux de la jeunesse était grand. A Rome, seulement, on comptait cinquante écoles pour enseigner le manie-

ment du fusil. Les moines eux-mêmes quêtaient pour les frais de l'armement populaire ; tous les municipes faisaient des protestations sonores de fidélité à Pie IX ; tous les ordres de l'État juraient de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la défense du territoire ecclésiastique. Déjà, on parlait d'un camp à Forli, d'une excommunication lancée contre l'agresseur impérial, d'une croisade pour chasser *le profanateur de la terre sacrée.* « Les ordres religieux, disait un moine à Pérouse, sentent aussi qu'ils sont citoyens ; et, s'il ne leur est pas permis de ceindre l'épée, il ne leur est pas défendu de monter sur l'Horeb pour soutenir les bras du grand prêtre et implorer l'aide du ciel *pour l'extermination des Amalécites.* Qu'on se rappelle que les prières et le crucifix arboré par les capucins dans la grande journée de Lépante servirent à réfréner la barbarie musulmane. » Tout en faisant la part de l'emphase indigène, cet enthousiasme est digne de remarque. Nulle part, peut-être, le sentiment national n'était plus prononcé que chez les bouillantes populations de la Romagne ; si elles haïssaient l'administration ecclésiastique, elles avaient en horreur la domination de l'Autriche.

CHAPITRE II

L'AGITATION RÉFORMISTE EN TOSCANE ET EN PIÉMONT.

Agitation libérale en Toscane. — Octroi de la liberté de la presse et de l'armement de la garde civique. — Menaces de l'Autriche. — Fête du 12 septembre. — Incertitudes de Charles-Albert. — Agitation à Gênes et à Turin. — Réformes du 29 octobre. — Allégresse et espérances dans toute l'Italie à la fin de 1847.

En Toscane, plusieurs mois avant l'avénement de Pie IX, l'agitation avait commencé à Pise à propos de l'introduction des dames du Sacré-Cœur ; et, de là, elle avait gagné Florence. Des griefs contre les actes récents

des ministres, on passa promptement à des demandes plus générales. Sur les murs, on lisait des placards séditieux; les écrits clandestins pullulaient. En vain, le *Buon Governo* lançait partout ses espions; on n'entendait parler que de dénonciations, de confiscations d'écrits, de visites domiciliaires; et le nombre et la hardiesse de ces petites feuilles allaient croissant.

Au mois de février 1847, les chefs du parti constitutionnel, voyant le mouvement prendre de la consistance, se disposèrent à le seconder. Gino Capponi et Cosimo Ridolfi en étaient depuis longtemps les têtes dirigeantes; ces deux hommes se distinguaient par l'élévation du patriotisme et par les services rendus à la cause libérale. Bettino Ricasoli possédait une vigueur de caractère qui en aurait fait un chef de parti très-résolu; mais, plus jeune, il formait avec Salvagnoli et Lambruschini un groupe à part.

Le ministère continuait à entretenir les illusions du grand-duc, en lui répétant que l'agitation était factice, qu'elle était l'œuvre de quelques idéologues, traités avec trop de ménagements par le prince, et suivis seulement par des étudiants, des avocats sans cause et des batteurs de pavés de Florence et de Pise.

Pour éclairer le prince sur la situation, le baron Bettino Ricasoli lui fit parvenir, par le canal de Cempini, le ministre le moins hostile aux réformes, un mémoire sur l'état social et administratif de la Toscane. Après l'avoir dépeint avec des couleurs assez sombres, Ricasoli adjurait le prince de réorganiser sans retard l'administration, afin de donner une satisfaction aux désirs légitimes de progrès, et de mettre un terme à une agitation déréglée et dangereuse. Le grand-duc fut surpris et effrayé de ces révélations, il promit des réformes; mais toujours hésitant, il louvoya et ne sut pas donner en bloc, et comme de lui-même, ce que la pression des événements lui arracha successivement.

Le 7 mai 1847, parut une loi sur la presse. Elle reconnut aux journalistes le droit d'examiner les lois et les actes du gouvernement, droit que la loi romaine avait

adroitement éludé. Le mois suivant, le gouvernement grand-ducal promit la refonte des codes et la réforme de l'organisation municipale. Le journalisme toscan s'organisa promptement. Salvagnoli, avec le concours de Ricasoli et de Lambruschini, édita *la Patria*. Au milieu des péripéties qui suivirent, cette feuille resta fidèle à la défense des principes constitutionnels et patronna en toute occasion une politique largement italienne. A ce journal à la fois hardi et mesuré, le Sicilien La Farina, un démocrate ardent, opposa l'*Alba*, petite feuille batailleuse et remuante qui ne cessa de taquiner le pouvoir, de le harceler de demandes dont la concession n'était qu'un prétexte pour en exiger d'autres. A Pise, Montanelli fit paraître l'*Italia* avec le dessein de rattacher le mouvement de la Toscane à celui de Rome; cette feuille abonda en théories nuageuses sur le rôle civilisateur de la papauté.

En peu de temps, la presse toscane devint une puissance, et elle propagea en Piémont et en Lombardie le mouvement parti de Rome. La population toscane était en proie à une véritable fièvre de dissertations politiques : les maisons, les boutiques, les cafés formaient autant de cabinets de lecture. Les moindres bourgs avaient leur lieu de rassemblement, où les nouvellistes donnaient carrière à leur langue; même le peuple des hameaux se faisait lire et commenter les feuilles publiques.

Au mois d'août, l'occupation de Ferrare donna une direction plus nationale à cette agitation, et la presse saisit cette occasion de déchirer le voile d'ambiguïté et de réticences dont on s'était couvert. On n'avait encore parlé que de réformes intérieures, de régénération administrative, d'union avec les princes, de papauté libérale et italienne. Maintenant on posa la question de l'indépendance de l'Italie.

On a quelquefois reproché à la révolution italienne de 1848 d'avoir poursuivi deux buts à la fois au lieu de s'en tenir au premier. Mais était-il possible qu'elle songeât à la liberté intérieure sans songer en même temps à l'indépendance? Le souvenir des interventions autrichiennes de 1821 et 1831 était présent à toutes les mémoires, et

l'occupation de Ferrare n'était-elle pas une menace de l'Autriche à la révolution qui commençait?

En 1847, la diplomatie impériale envoyait notes sur notes aux grandes puissances pour les indisposer contre l'Italie et se faire garantir la Lombardo-Vénétie. L'opinion lui était peu favorable. A la suite des répressions féroces perpétrées par les fonctionnaires autrichiens en Gallicie, vint l'annexion de Cracovie. Un nouvel orage de reproches retentit dans les parlements de Londres et de Paris. La diplomatie anglaise, dirigée par lord Palmerston, favorisait hautement le mouvement réformateur de la Péninsule. Sur la fin de cette année (1847), le cabinet anglais envoya lord Minto en Italie, afin d'encourager les gouvernements dans la voie libérale et de leur donner des conseils. En France, le ministère Guizot s'était rapproché de l'Autriche sur la question du Sonderbund; l'accord n'avait pas pu s'établir pour les affaires italiennes, et les ministres de France dans la Péninsule parlaient aussi aux princes en faveur des réformes, mais avec modération et une prudente réserve.

La cour de Vienne était surtout opposée à l'armement de la garde civique, commencé en Toscane et à Rome; et le prince de Metternich, envoya au grand-duc de Toscane, une note, où il le menaçait d'occuper militairement le pays, si cet armement avait lieu. Il eut soin de communiquer cette pièce à Charles-Albert, en manière d'avertissement. Les menées diplomatiques de l'Autriche contre l'Italie, ses menaces d'intervention, son insistance à noircir auprès de l'opinion un mouvement pur de tout excès, les sourdes manœuvres des agents provocateurs à sa solde, légitimaient le langage agressif de la presse italienne à son égard. L'imprudence des Italiens ne fut pas d'aller au-devant d'un antagonisme inévitable, mais de trop accorder à la rhétorique et à l'emphase, et de ne pas montrer plus de zèle pour l'instruction et l'armement des gardes civiques. Quant aux troupes régulières, les gouvernements de Florence et de Rome ne faisaient rien pour les tirer de leur déplorable situation.

A l'imitation de Rome, la révolution toscane se pour-

suivait au moyen des fêtes, des processions, des banquets, des illuminations. La plus imposante des démonstrations toscanes eut lieu le 12 septembre 1847. Il s'agissait d'exprimer au grand-duc la reconnaissance publique pour ses dernières concessions; le 25 août, il avait accordé une espèce de *Consulte*, et, le 4 septembre, la garde civique. En ce beau jour, toute la Toscane se trouva réunie à Florence. La cérémonie commença par un *Te Deum*, chanté dans la splendide cathédrale de *Santa Maria del Fiore* ensuite, on se rendit processionnellement à la demeure du prince. Le clergé, la presse, les milices, les sociétés savantes, les députés des villes toscanes et d'autres villes italiennes, les représentants des nations amies, telles que la France, l'Angleterre, la Suisse y marchaient dans un bel ordre. On avait emprunté aux musées les bannières des anciennes républiques; d'autres bannières rappelaient les grands hommes des temps passés, les Ferrucchio, les Capponi...; d'autres portaient les noms de Pie IX et de Gioberti; et toutes, réunies, faisaient cortége à un gigantesque drapeau tricolore italien, emblème de la renaissance de l'Italie et de son unification prochaine. A côté de l'étendard national, on en remarquait un de couleur rouge, couronné de palmes, et portant pour devise : « Gloire immortelle aux martyrs de l'Italie. » La foule était immense sur le passage du cortége; toutes les maisons étaient ornées de draperies; le peuple applaudissait avec transport. Arrivée sur la place du palais Pitti, l'immense procession poussa de longues salves d'applaudissements. Le grand-duc, en uniforme de général de la garde nationale, parut au balcon, entouré de sa famille, en agitant un drapeau italien; puis les chefs de députation montèrent dans les appartements et le haranguèrent. L'allégresse continua pendant la journée. Le soir, on donna des banquets; la joie, l'union, l'espérance inspiraient tous les discours.

En ce jour, la population toscane, rassemblée comme une seule famille, montra, qu'après avoir devancé d'autres parties de la Péninsule en unité provinciale, elle aspirait à prendre place dans une unité plus vaste.

Sans doute, tous ceux qui prirent part à cette démonstration n'en tirèrent pas les conséquences immédiates ; mais l'idée unitaire que la révolution portait dans ses flancs était destinée à fructifier.

En Piémont, les esprits avaient été préparés au mouvement actuel par les écrits de Gioberti et de Balbo. Toutefois, la popularité que le nom de Pie IX jeta sur la révolution, fut très-utile pour achever de gagner à l'idée nationale le bas peuple et la partie modérée des classes conservatrices. Vers la fin de l'été de 1847, les jésuites, l'épiscopat et quelques grandes familles résistaient seuls à un mouvement qui passionnait la société tout entière. Chacun exaltait Pie IX ; les hommes portaient des cravates à *la Mastaï* ; les femmes se paraient des couleurs pontificales ; toutes les académies versifiaient à sa louange.

Les événements de Ferrare excitèrent l'indignation de Charles-Albert. Ce prince tenait du chevalier des anciens temps, à la fois dévot et guerrier. Au moyen âge il se serait croisé contre les infidèles ; il fit offrir au saint-père toutes les forces de son petit royaume.

A quelques jours de là, la fleur des libéraux piémontais se trouvait réunie à Casale, pour les comices agricoles. Les esprits étaient tendus. On s'entretenait des événements du jour. Tout à coup le secrétaire intime de Charles-Albert, le comte de Castagneto (un de ses intermédiaires auprès des chefs libéraux) annonce qu'il a une communication à faire à l'assemblée, et lit la lettre suivante, qu'il venait de recevoir de Charles-Albert : « Revenu à Raconigi, j'ai trouvé une grande foule de peuple rassemblée. Si la Providence nous envoie la guerre d'indépendance d'Italie, je monterai à cheval avec mes fils, je me mettrai à la tête de mes armées et ferai comme fait à présent Schamyl. Quel beau jour sera celui où l'on pourra acclamer la guerre d'indépendance de l'Italie : » Cette lecture fit une sensation extraordinaire, et l'assemblée répondit aussitôt au prince par une chaleureuse adresse d'encouragement : « Commandez, sire, disait-elle. Ne soyez arrêté par aucune retenue, ni aucune compassion pour votre peuple. Il s'agit de liberté ou d'esclavage, il

s'agit de l'honneur italien : Ordonnez et Dieu est avec nous. »

Sous prétexte de fêtes et de prières pour la sûreté du pape, toutes les villes piémontaises faisaient des manifestations civiques. Le 15 septembre, Charles-Albert étant allé visiter des travaux exécutés sur la Bormida et le Pô, les populations l'acclamèrent chaudement à Acqui, à Alexandrie, à Valenza, à Asti. Au mois d'octobre (1847), l'agitation gagna Turin. Le jour de naissance du roi, une foule épaisse se porte sur la promenade publique, en chantant des hymnes à Pie IX et à Charles-Albert et, en criant : *A bas les Autrichiens, à bas les jésuites !* Les sbires et les carabiniers accourent, ils dispersent le peuple à coups de plat de sabre et entraînent les chanteurs dans les prisons du palais Madame. Le lendemain, les démonstrations recommencent; nouvelles rixes, nouvelles arrestations ; heureusement le peuple ne portait pas d'armes, on se colleta, on se donna des gourmades, mais le sang ne coula pas.

Les chefs libéraux s'étant réunis pour concerter une pétition à adresser au roi, quelques-uns des plus signalés, parmi lesquels Massimo d'Azeglio, jugèrent prématurée la demande d'une constitution. Un jeune patricien, Camille de Cavour, connu depuis quelques années par de fortes études d'économie politique, prit la parole; et, avec une grande force d'argumentation, il démontra que toute autre concession serait insuffisante. La pétition ne réunit que cinq cents signatures, tant les Turinois craignaient de déplaire au roi par des prétentions excessives. Cette réserve de Turin, dans un moment d'exaltation générale, peut exciter le sourire; mais la cause italienne eut lieu de s'en applaudir. Le moment était critique ; les réactionnaires remplissaient encore la cour, tout le personnel du gouvernement absolutiste était debout : Charles-Albert flottait entre l'ambition et la crainte d'une révolution démagogique. Il eût suffi de quelques excès de rue pour le rejeter vers les absolutistes. Les suggestions hostiles aux libéraux l'assiégeaient : « Prince, souvenez-vous des fêtes du peuple français à Louis XVI, » murmuraient à son

oreille les vieux courtisans. La diplomatie autrichienne s'était radoucie et déclarait le gouvernement impérial prêt à oublier ses griefs et à appuyer Charles-Albert avec toutes ses forces, s'il surgissait quelque rébellion.

Le mois d'octobre s'écoulait, et Charles-Albert ne savait à quelle résolution s'arrêter. Tantôt il permettait aux journaux de parler de l'Italie, de l'indépendance, et d'insérer les articles des feuilles toscanes et romaines; tantôt il serrait les freins et rentrait dans ses perplexités. Enfin, le 30 octobre, après avoir congédié le chef du parti absolutiste, le comte Solar, il publia une série de décrets, destinés à améliorer l'administration et la justice, et à faciliter la presse. Les chefs libéraux en éprouvèrent une vive satisfaction. « Nous aussi, écrivait César Balbo, nous sommes entrés dans le courant de la renaissance de l'Italie et par la voie des réformes, la meilleure de toutes. Remercions-en la divine Providence; il y a là le doigt de Dieu. Dieu le veut! Dieu le veut! sa longue colère est apaisée! Le long châtiment de l'Italie est fini! Notre position de Piémontais était ambiguë, solitaire, isolée, maintenant elle est claire... »

A quelques jours de là, Charles-Albert s'étant rendu à Gênes, une foule immense se porta à sa rencontre et l'acclama. A travers les vivat et les bénédictions, on distingua ces paroles significatives: « Charles-Albert, passe le Tessin, et nous te suivrons tous. » A son retour, Turin ne voulut pas rester en retard sur ces expressions de gratitude et d'espoir. Les feuilles toscanes, se faisant l'écho de cette exaltation, répétaient que les concessions de Charles-Albert valaient une armée et préparaient le triomphe de la cause nationale.

L'année 1847 se termina, dans la plus grande partie de l'Italie, au milieu des ovations et des fêtes civiques. Au sortir d'une servitude humiliante et détestée, quelle merveille que ce mouvement émancipateur si pacifique et si sage! On conçoit les espérances et l'élan un peu juvéniles des chefs populaires, enivrés par de faciles succès. L'opinion publique, devenue la souveraine, dictait ses volontés aux gouvernements; trois d'entre eux avaient cédé

aux demandes de réformes de leurs sujets et venaient de conclure une alliance commerciale, première pierre posée à l'édifice de l'unité; et à voir l'ébranlement des esprits dans les autres États, tout annonçait à la cause nationale des victoires non moins éclatantes dans un prochain avenir.

En ce beau moment, l'union, la confiance, le désintéressement inspiraient toutes les résolutions. Les villes et les provinces oubliaient leurs jalousies séculaires et mêlaient leurs drapeaux; les classes se confondaient dans un même élan de fraternité. Les sectes, immolant leurs rivalités et leurs systèmes au bien commun, s'étaient fondues dans un grand parti national. Chaque égoïsme, chaque petitesse paraissait se sacrifier à la restauration de cette Italie si longtemps et si vainement saluée par les poëtes et les publicistes; et ce qui couronnait l'œuvre et enflait les Italiens d'une juste satisfaction, tout dans ce mouvement était indigène et sortait des entrailles de la nation.

Mais si l'esprit public était inspiré par le patriotisme le plus pur, la révolution n'était pas dirigée avec prudence. L'Italie péchait par orgueil. L'*italianisme*, jaloux et ombrageux, réchauffé par Alfieri, Foscolo, Botta, Gioberti, avait substitué à une défiance exagérée des forces de l'Italie une fierté et une assurance qui n'étaient pas sans péril. Les Italiens oubliaient trop la solidarité des États modernes et la nécessité d'un concours extérieur. *L'Italia fara da se*, cette parole superbe et imprudente, prononcée par Charles-Albert, était la devise de la révolution commencée.

Dans les banquets civiques, on ne parlait que de la bataille de Legnago, de l'insurrection de Gênes, de Jean de Procida; et de toutes les poitrines résonnait le vieux cri de *Fuori i barbari!* Mais les patriotes avaient le tort de mépriser leur ennemi et de s'exagérer les ressources militaires du parti de l'indépendance. Suivant les feuilles libérales, l'Italie tout entière était prête à se ruer en armes sur l'oppresseur. Sans doute, la haine du nom autrichien, le désir bien légitime de l'indépendance, une sorte d'intuition patriotique électrisaient les populations urbaines

et elles applaudissaient sincèrement aux harangues des tribuns ; mais avaient-elles un élan et un esprit de dévouement à la hauteur des circonstances extraordinaires où l'Italie allait être engagée? Calculaient-elles les sacrifices énormes d'hommes et d'argent nécessaires pour affronter victorieusement une puissance aussi redoutable que l'Autriche ? enfin les libéraux étaient-ils assurés du concours des masses compagnardes? Depuis quelque temps, il est vrai, celles-ci paraissaient disposées favorablement et elles criaient comme eux : *Vive Pie IX! vive l'Italie!* mais ce zèle s'échauffait-il au foyer du patriotisme? le sentiment civique avait-il pénétré dans ces rudes intelligences, et dissipé les préjugés antinationaux et l'égoïsme peureux et étroit du sanfédisme? Les événements qui se pressent avec une rapidité croissante ne tarderont pas à répondre.

Au point où était arrivé le mouvement italien, à la fin de 1847, une crise devenait imminente. L'agitation réformiste avait épuisé son programme, et l'émotion et l'attente ne faisaient que grandir.

CHAPITRE III

LES CONSTITUTIONS A NAPLES, A TURIN, A FLORENCE ET A ROME.

Immobilité du gouvernement de Ferdinand II. — Les partis. — Soulèvement de Palerme. — Victoire des Siciliens. — Démonstration constitutionnelle à Naples. — Octroi de la Constitution. — Charles-Albert concède un statut. — Grande démonstration à Turin. — La Constitution en Toscane. — Inquiétudes et scrupules de Pie IX, ses protestations antilibérales. — Caractère particulier du statut romain.

Depuis un an, le nord et le centre de la Péninsule s'agitaient pour obtenir des réformes et les populations napolitaines demeuraient immobiles. Ce royaume offrait le spectacle bizarre d'un État administré régulièrement,

doté de codes bien faits et cependant plus malheureux et plus opprimé que pas un. Le vice était dans le principe du gouvernement.

Ferdinand II n'avait pas fondé seulement sa tyrannie sur la compression des idées libérales, mais sur l'isolement; il avait séquestré ses sujets du reste de l'Italie et envenimé leurs préjugés et leurs jalousies contre l'Italie du nord, au moyen d'une presse stipendiée, très-agressive et très-injurieuse. En diplomatie, il n'entretenait que peu de rapports avec les cours italiennes et cherchait son point d'appui à Vienne, et surtout, à Saint-Pétersbourg. Non-seulement Naples ne faisait pas partie du système italien, mais les Bourbons tournaient ses forces contre l'intérêt national.

Les libéraux napolitains n'avaient pris qu'une part très-faible au mouvement d'idées néo-guelfes qui, de 1840 à 1845, prépara la révolution. *L'idée italienne* y comptait peu de sectateurs; quelques hommes jeunes, distingués par leurs talents et leur générosité, groupés autour de Troya, de Dragonetti, de Poërio, la partageaient; mais la majorité du parti et les hommes de 1821 se bornaient au libéralisme municipal. Ces deux sections du parti de l'émancipation se partageaient la bourgeoisie et disposaient d'une fraction minime de l'administration et de l'armée. La prudence leur commandait d'unir leurs forces, mais les jalousies et les préjugés les tenaient séparées.

Malgré la forte main de Ferdinand II, le parti absolutiste s'affaiblissait aussi par des divisions. Les hauts fonctionnaires étaient groupés en cabales hostiles. Le roi comptait surtout sur l'attachement de l'armée. Depuis vingt ans, par un mélange habile de pression religieuse et de faveurs, il était arrivé à posséder son affection plus qu'aucun de ses prédécesseurs. Les Suisses faisaient sa principale ressource; c'était une troupe très-bien disciplinée, très-solide, et d'une fidélité au-dessus de toute séduction.

La politique réformiste de Pie IX et l'agitation qu'elle avait fait naître irritaient à un haut degré l'âme despo-

tique de Ferdinand, et il avait enjoint aux autorités de redoubler de surveillance. La police empêchait l'introduction des pamphlets et des journaux toscans et romains et incarcérait pour le port de l'image et des couleurs de Pie IX. Au palais, la famille royale faisait des neuvaines pour que la sainte Vierge éclairât l'âme égarée du saint-père.

Dans les provinces, l'esprit public avait plus d'énergie que dans la capitale. Les sociétés secrètes remuaient. Afin de concerter le plan de la révolution, elles élurent, dans l'automne de 1847, un comité central, formé de Napolitains et de Siciliens, qui siégea à Naples.

Le 2 septembre 1847, Reggio se mit en insurrection. La révolte menaçait de se propager dans les Calabres; mais Ferdinand II expédia sans retard un corps de troupes sur des frégates à vapeur, avec l'ordre de bombarder sans miséricorde toute ville ou bourg en insurrection. La férocité des troupes royales n'avait pas besoin d'aiguillon. A leur approche, les insurgés gagnèrent les montagnes; on mit à prix la tête des fugitifs, on emprisonna, on tortura, on fusilla et, dans un moment de gaieté, cette soldatesque promena en pompe dans les rues la tête du chef de l'insurrection, Domenico Romeo. Ferdinand II, enflé par ce facile succès, ne fit que s'opiniâtrer davantage dans son système d'isolement et de compression impitoyable.

Les chefs libéraux de Turin, Balbo, d'Azeglio, Buoncompagni gémissaient d'une obstination qui troublait l'harmonie du mouvement fondé sur l'alliance des peuples et des princes, et ils envoyèrent à Ferdinand une adresse, rédigée dans le langage mystico-libéral du moment. « Sire, lui disaient-ils, regardez autour de vous; voyez tout le long de l'Italie la joie des peuples ressuscités, la mutuelle union, la paix, l'innocence, la vertu qui président à tous nos actes, bénis par le souverain pontife, et bénis de nouveau par l'assentiment de toute la chrétienté... Sire, adhérez à cette rénovation, et vous la rendrez plus facile, plus heureuse et plus modérée; vous compléterez la résurrection de notre nationalité, vous la rendrez inat-

taquable à nos ennemis. Nous vous parlons en Italiens indépendants de vous. Dieu ne veut pas que vous résistiez... » Cet appel était touchant; mais il ne trouva aucun accès dans les conseils du roi.

Un danger, plus sérieux que les adresses des Piémontais ou les séditions des Calabrais, menaça bientôt son trône. Sur la fin de l'année 1847, le nom de Pie IX passant le détroit de Messine comme un drapeau de révolution, la population de Palerme s'émut et recourut à des démonstrations inusitées; elle fit parvenir au roi une pétition couverte de dix mille signatures, pour en obtenir une administration et un ministère distincts; Ferdinand II ne daigna pas y répondre. Les meneurs se réunirent clandestinement à l'ermitage de Sainte-Rosalie et décidèrent d'en appeler à l'insurrection.

Le 12 janvier (1848) au matin, pendant que le canon des forts tonne pour célébrer la fête du roi, quelques jeunes gens, armés de fusils de chasse, descendent dans la rue, en agitant des drapeaux et en criant *Aux armes!* En un clin d'œil, la cocarde tricolore brille sur toutes les poitrines et le tocsin commence à sonner. La cavalerie accourt et charge les émeutiers; ils se reforment plus loin. La journée se passe dans une série d'escarmouches. Dans la soirée, le peuple commence à faire quelques barricades. Le lendemain, le commandant de Palerme avait consigné la garnison dans les casernes. Les émeutiers, se voyant maîtres de la rue, deviennent plus hardis; leurs rangs se recrutent d'une foule de campagnards accourus des villages voisins : aux cris de *Vive Pie IX, vive l'indépendance!* on construit partout des barricades. Les insurgés s'arment avec tout ce qu'ils trouvent : vieux fusils, vieux mousquets, sabres rouillés, hallebardes; on fond des balles, on confectionne des cartouches. Vers le milieu du jour, les troupes attaquent les barricades, mais mollement, terrifiées qu'elles sont par le vacarme et les clameurs stridentes du peuple déchaîné. Des fenêtres et des toits, les femmes et les enfants lançaient des tuiles, faisaient rouler des pierres ou versaient de l'eau et de l'huile bouillantes sur la tête des soldats. A la nuit, plu-

sieurs postes secondaires avaient été enlevés par le peuple. Les généraux napolitains, voyant leurs soldats ébranlés, les ramenèrent dans les forts qui se mirent à canonner la ville. Un comité dirigeait l'insurrection; il publiait des avis, il prenait soin des blessés; toutes les classes, même les ordres religieux, lui apportaient leur concours et de l'argent. La première noblesse s'était jetée dans l'insurrection.

Lorsque Ferdinand apprit l'échec de ses troupes, il eut un tel accès de colère, que, craignant un transport au cerveau, ses médecins le saignèrent; néanmoins, il conserva assez de présence d'esprit pour expédier immédiatement à Palerme un corps de cinq mille hommes sous le commandement de son frère, le comte d'Aquila, avec des instructions terribles.

Les sommations du comte d'Aquila n'abattirent point le courage des Palermitains qui continuèrent à se battre avec fureur. Pendant la journée du 15, la ville soutint avec fermeté le feu des forts et de la flotte, et l'insurrection se maintint. Les jours suivants, les troupes rebutées, refusèrent de s'engager dans les rues et se bornèrent à lancer des bombes sur la ville. Dès lors, les progrès des Palermitains furent constants, et les postes intérieurs tombèrent successivement en leur pouvoir. Le 21 janvier, le général Majo tenta de ramener les révoltés en faisant connaître quatre décrets royaux datés du 18 janvier, promettant une amnistie, des changements dans le personnel administratif, une extension de la *Consulte*. Le comité de Palerme fit répondre : qu'aucun accord n'était possible avec la royauté absolue, et qu'il ne déposerait les armes que lorsque le parlement sicilien, siégeant à Palerme, aurait adapté aux besoins de l'époque la constitution de 1812.

Les généraux napolitains étaient aussi démoralisés que leurs soldats, ils évacuèrent les forts de Palerme, le 27 janvier, et embarquèrent leurs troupes pour Naples. L'exemple de Palerme avait été imité par toute l'île, et le drapeau bourbonien ne flottait plus que sur la citadelle imprenable de Messine.

A Naples, au mois de décembre (1847), on avait commencé à crier *Vive Pie IX!* et à réclamer à haute voix un statut constitutionnel. Le soulèvement de la Sicile stimula cette agitation. Le 16 janvier, Ferdinand II fit quelques concessions. Les jours suivants, l'inquiétude se propagea, et l'on apprit que la Basilicate, les Abruzzes, les Calabres commençaient à s'insurger. Le 26 janvier (1848), un jeune Calabrais sorti récemment des prisons d'état, suivi de quelques jeunes gens, fait avec des mouchoirs un simulacre de drapeau national et se met à parcourir les rues de Naples, en criant: *Vive Pie IX! vive l'Italie!* A ce bruit, les balcons se garnissent soudain de femmes, de vieillards, d'enfants agitant leurs mouchoirs et répondant par les cris de : *Vive l'Italie! vive Pie IX! vive la constitution!* et partout les hommes descendent dans la rue. Le jour suivant le rassemblement était plus considérable et remplissait l'immense rue de Tolède; il présentait de curieux traits de physionomie. L'attitude de la foule n'avait rien d'hostile; quand la cavalerie chercha à la disperser, au lieu de résister, elle se mit à pousser des acclamations frénétiques, à embrasser le col des chevaux, à remettre en selle les hommes tombés dans la bagarre. Naples avait un air de fête; les balcons étaient chargés de femmes et ornés de tentures.

Au palais, il régnait un morne abattement; les courtisans supposaient une grande force au mouvement. Depuis l'échec de ses troupes en Sicile, le roi, mortifié et honteux, avait déposé sa superbe. Tantôt il s'abandonnait à de sombres rêveries, tantôt prenant à part quelques affidés, il s'enfermait dans ses appartements privés pour délibérer. Quelques royalistes forcenés parlaient de soulever les lazzaroni contre la bourgeoisie, au risque du pillage de Naples et d'horribles excès. Pour complaire à l'opinion libérale, Ferdinand II frappa d'une disgrâce subite Del Caretto, et l'expulsa brutalement du royaume; mais cette réparation ne suffisait pas.

En ces jours de fièvre, l'aspect de Naples avait certainement quelque chose de contagieux, car le génral Statella, un des soutiens du régime absolu, s'étant trouvé engagé dans

la foule qu'il cherchait à dissiper, les cris, les trépignements, le frémissement patriotique qui éclataient autour de lui, le saisirent au point que, pâle et défait, il courut au palais certifier au roi que le mouvement était irrésistible, et que l'octroi d'une constitution était le seul moyen d'éviter une horrible effusion de sang et d'affreux malheurs. Sur cette déclaration et l'avis de Filangieri et d'autres hommes importants, le roi fit annoncer qu'il octroyait la constitution.

En apprenant cette concession, Naples éclata en témoignages d'une reconnaissance sonore et théâtrale. La foule se mit à parader sur les places publiques, en agitant les couleurs bourboniennes et en criant à tue tête : *Vive le roi ! vive la constitution !* Cette allégresse ne partait que de la bourgeoisie. Les lazzaroni étaient sombres, inquiets, menaçants; ils croyaient le roi entouré d'embûches.

Appelant à soi la dissimulation, dont son père et son grand-père avaient donné des exemples parfaits en 1821, Ferdinand II reçut avec une politesse complimenteuse les libéraux appelés au palais : *J'étais trahi, j'étais abusé,* disait-il, *plaignez-moi.* Mais un moment après, reconnaissant quelqu'un de ses fidèles, il lui serrait le bras en disant tout bas : « Nous nous en sommes tirés à bon marché. » Le duc Serra Capriola eut commission de former un ministère; il le composa avec les constitutionnels timides, opposés à l'idée italienne. Un nom fit accueillir favorablement cette combinaison, celui de Bozzelli, chef auquel le vulgaire des libéraux attribuait des capacités transcendantes.

Le journalisme surgit promptement. L'explication qu'il donna de la conversion inopinée du roi aux idées parlementaires fut ingénieuse. Ferdinand II, disait-il, a trouvé peu digne de lui de leurrer l'opinion par des concessions illusoires; il a attendu le moment propice et accordé à son peuple la plénitude des institutions parlementaires. C'est ainsi que se comporte un prince vraiment digne de son pays et de son siècle.

Dans le reste de la Péninsule, tous les journaux exaltè-

rent à l'envi l'acte de Ferdinand. L'entraînement fut irrésistible, et le programme des réformistes tomba sans retour.

Les libéraux piémontais n'hésitèrent pas à reconnaître l'urgence de la transformation constitutionnelle. Depuis bien des années, Charles-Albert en avait fait l'objet de ses méditations; mais, ne voyant pas la nécessité d'une décision immédiate, il temporisait : on croit, d'ailleurs, que des promesses, faites au lit de mort de Charles-Félix, liaient sa conscience, tant que le salut de la couronne n'était pas en cause.

A Gênes, les têtes avaient pris feu. Le gouverneur avait grand'peine à empêcher des excès de rue, et il mandait à Charles-Albert qu'il fallait opter entre l'octroi de la constitution et l'état de siége. A Turin, on savait que le roi avait réuni les hauts dignitaires en conseil extraordinaire pour délibérer sur la constitution; et le public en attendait le résultat avec anxiété. Des groupes nombreux sillonnaient les rues qui entourent le palais; on s'interrogeait, on se communiquait ses désirs et ses espérances; mais sans tumulte, en conservant un calme plein de dignité. Sur les murs, on lisait de courtes affiches : *Citoyens, ordre, modération; le roi a dit qu'il contentera son peuple.* Le second jour, vers quatre heures de l'après-midi, l'autorité fit afficher un placard, portant que Charles-Albert cédait au vœu de ses peuples et leur octroyait la constitution. En un clin d'œil, les rues sont inondées de torches, de drapeaux : chacun revêt la cocarde tricolore. On s'embrasse, on pleure de joie; et le flot populaire, roulant comme une marée montante, couvre la vaste place du palais, et éclate en longues acclamations à la *liberté !* à *l'Italie* et à *Charles Albert.*

Bien des fois le narrateur des révolutions italiennes est obligé de dédaigner ces manifestations bruyantes de la reconnaissance populaire; car ces scènes si touchantes, lorsqu'elles partent d'une émotion vraie, y sont le fruit d'enthousiasmes de tête ou, ce qui est pis encore, de dissimulation et de tactique. Que de fois Rome, Florence et

Naples, ont donné cet exemple démoralisateur! Ici, à Turin, cette ivresse populaire intéresse, car elle est sincère ; le libéralisme piémontais se mariait heureusement à de vieux sentiments de loyauté. Les Piémontais n'applaudissaient pas Charles-Albert dans le but de le compromettre; ils saluaient l'octroi du statut, comme l'inauguration d'une ère de liberté et de grandeur nationale, où le roi et ses peuples recueilleraient une commune gloire.

Pour mieux témoigner leur reconnaissance et la signification qu'ils donnaient à l'octroi du statut, les Piémontais organisèrent une démonstration solennelle de remercîment, véritable fête nationale. Après un *Te Deum*, chanté à ciel ouvert, sous la colonnade de la majestueuse église *la Gran Madre di Dio*, le Panthéon de Turin, eut lieu le défilé des députations. Le roi y assistait à cheval, la famille royale était placée sur un balcon. L'émotion fut au comble quand, à la suite de tant de brillants cortéges, on vit paraître un groupe de patriotes, vêtus de noir, couverts de longs crêpes, l'œil morne et fixé en terre, c'étaient les frères lombards, les représentants de cette branche de la famille italienne encore courbée sous le sabre de l'Autriche. Les réjouissances se prolongèrent fort avant dans la nuit; la jeunesse y ajouta d'ingénieuses mascarades. Une illumination splendide termina la fête. Parmi les transparents et les devises allégoriques, on remarquait cette inscription : *Que Dieu protége l'ère nouvelle*. Oui! que Dieu la protége et la préserve de la mollesse et de la défaillance des uns, des illusions et des exagérations des autres!

Au moment où le peuple piémontais célébrait avec cette confiance expansive l'inauguration du régime constitutionnel, une nouvelle inouïe se répandait : Louis-Philippe était en fuite, et la république proclamée à Paris! Quel allait être l'effet de cette conflagration sociale de la France? Les chefs du mouvement italien, en grand nombre formés par les conspirations et les sociétés secrètes, auraient-ils assez de prudence pour résister à cet exemple et, assez de crédit sur la jeunesse, pour contenir son impatience?

A l'époque où la révolution italienne passa des réformes

à l'agitation constitutionnelle, la situation politique de la Toscane s'était gâtée. Une presse loquace et médisante poursuivait contre le gouvernement une guerre de taquineries et de sarcasmes, très-propre à le déconsidérer et à faire naître le trouble dans les esprits. A Florence, on discourait, on critiquait, on frondait à perte de vue; mais la douceur des mœurs détournait des machinations hardies. La populace fière, rude, ignorante de Livourne donnait plus d'inquiétudes; elle obéissait à une organisation occulte dirigée par Guerrazzi; elle prenait des allures séditieuses et s'arrogeait une dictature démocratique sur la Toscane.

Une fois la constitution octroyée à Naples et à Turin, le gouvernement toscan était obligé de suivre l'exemple. Le grand duc s'y prêta d'assez bonne grâce; et, le 17 février, Florence se réveilla sur l'heureuse nouvelle. La flexibilité toscane se plia aisément au nouveau régime. On n'entendait dans les cercles les plus conservateurs que propos élogieux sur le régime parlementaire : les prêtres et les nobles assuraient qu'aucun bon citoyen ne pouvait refuser son concours à une si belle forme de gouvernement. Le statut toscan, ainsi que celui de Naples et de Turin, reproduisait les principales dispositions de la charte française.

Naples, Turin et Florence, ayant promulgué des chartes constitutionnelles, tous les regards se tournèrent vers Rome. Les libéraux mettaient une grande importance à ce que le pape sanctionnât par son exemple ce mode de gouvernement. On avait répété avec tant d'insistance que Pie IX était le patron et le régénérateur de l'Italie, que les masses le croyaient.

Depuis la découverte du complot sanfédiste du mois de juillet 1847 et l'occupation de Ferrare, le gouvernement de Pie IX était débordé par la place publique. Le cardinal Ferretti n'avait pas mieux réussi à la secrétairerie d'État que son prédécesseur. En vain, son frère Pierre, un libéral de vieille roche, se donnait-il une peine infinie pour contenir l'impatience des libéraux, et pour entretenir la confiance et le dévouement à la personne du pape.

Pie IX avait toujours des paroles de bienveillance pour les libéraux venus pour le vénérer de toutes les parties de l'Italie, et il semblait partager leurs sentiments; mais des deux côtés on jouait sur les mots. Dans le fond, le pape était mécontent, inquiet, et, avec les rétrogrades, il ne faisait pas mystère de ses fâcheuses appréhensions; mais, s'enveloppant de mysticité, il montrait son crucifix et déclarait s'en remettre à la protection du Très-Haut.

Pie IX en montant sur le trône s'était proposé d'introduire dans le gouvernement ecclésiastique de la modération et quelques améliorations judiciaires et économiques, mais, nullement d'y opérer une révolution politique : l'amnistie, la réforme des codes, une *Consulte*, une municipalité pour Rome lui paraissaient des concessions très-larges. Lorsque, dans l'automne de 1847, les progrès de l'agitation amenèrent de nouvelles exigences, les scrupules l'assaillirent et il se demanda s'il n'était pas entré dans une voie dangereuse pour la religion et les prérogatives inaliénables de la papauté. A diverses reprises, il fit savoir qu'il était arrivé au terme des concessions. Le jour de l'ouverture de la *Consulte*, les députés étant allés le vénérer, Pie IX les reçut avec un visage rembruni; et, d'une voix troublée et mécontente, il leur fit une allocution dans laquelle on remarquait ces paroles : « Ceux-là se tromperaient gravement qui verraient dans la *Consulte* d'État que je viens de créer la réalisation de ses propres utopies, et le germe d'une institution incompatible avec la souveraineté du pontificat... Qu'on sache bien que je ne veux rien retrancher de la souveraineté du pontificat. » A quelques jours de là, à l'occasion de l'élection du patriarche de Jérusalem, il se plaignit avec vivacité de ceux qui abusaient de son nom pour contester aux princes la pleine obéissance voulue par la divine Providence, obéissance qui est un devoir sacré, ajouta-t-il, toutes les fois qu'elle ne renferme rien de contraire à l'Église.

Dans les derniers mois de l'année 1847, Rome était agitée. Les vieilles lois ne fonctionnaient plus, les autorités étaient sans force, la vieille police désarmée; et, sans qu'il y eut de graves désordres, l'État tombait dans un

relâchement général. La population ne quittait plus la place publique; le temps se passait en discours, en adresses, en processions politiques, en bénédictions, en illuminations.

Parmi l'entourage du saint-père, on agitait alors la question de l'admission des laïques aux dignités, question vitale, ajournée d'abord par suite de l'opposition personnelle du pape. L'illustre Rossi avait tenté plusieurs fois de la faire résoudre. « Ce qui m'épouvante, écrivait-il le 8 décembre à M. Guizot, c'est la question des laïques. Je l'ai fait cent fois observer au pape et au cardinal secrétaire d'État. En accordant une portion du ministère aux laïques, on réunirait les modérés. » Le 30 décembre, le pape fit une première concession sur la formation du conseil des ministres. L'opinion ne se tint pas pour satisfaite, et le journalisme en parla avec âpreté.

Les meneurs populaires avaient organisé une grande démonstration pour le 1er janvier (1848). Le pape eut peur et refusa de se montrer. L'indignation se fit jour bruyamment, « contre les conseillers perfides qui cherchaient à le séparer de son peuple. » Le lendemain, le pape ayant repris courage se rendit au Corso. Le carrosse pontifical n'avançait que lentement au milieu d'une foule épaisse, éclatant en applaudissements frénétiques; mais quelle différence entre cette scène tumultueuse et les premières démonstrations si pleines de naïveté et de confiance! On criait encore *Vive Pie IX!* mais *vive Pie IX seul!* et d'une voix sourde, dure, impérieuse, en y mêlant des injures à la prélature, au cardinalat, aux rétrogrades. Tout à coup le chef populaire, Ciceruacchio, s'élance derrière le carrosse pontifical et fait voltiger au-dessus de la tête du pontife une bannière sur laquelle on lisait: *Saint-Père, fiez-vous au peuple!* Le pape très-ému fit un geste affirmatif. Le 12 février, il se prêta à une seconde concession aux laïques.

Le 10 du même mois, il avait publié un édit qui, sous un langage mielleux, renfermait des passages propres à faire réfléchir les libéraux sur l'utopie d'un pape national. Pie IX y disait en termes à peine voilés : qu'il n'entendait point se faire solidaire de l'agitation italienne, et la

suivre dans une guerre contre l'Autriche; que la papauté était une institution universelle et disposait de 200 millions de catholiques, toujours prêts à accourir à sa défense si quelque ennemi la menaçait. Cet avertissement s'adressait bien moins à l'Autriche qu'au parti qui poussait à l'émancipation de l'Italie et à la dépossession temporelle de l'Église.

Malgré ces menaces et les dénégations réitérées que Pie IX avait faites relativement au régime parlementaire, depuis l'octroi des statuts dans les autres Etats, l'agitation constitutionnelle avait gagné Rome. Les libéraux parlaient de la publication prochaine d'une constitution, et vantaient à l'avance le libéralisme du pape. Leur subtilité avait su se forger des raisonnements spécieux pour démontrer la possibilité d'unir les institutions parlementaires et le gouvernement temporel; quelques prêtres libéraux prétendaient retrouver le germe de ce mode de gouvernement dans le mécanisme des congrégations ecclésiastiques de Rome.

Pie IX avait nommé une commission de cardinaux pour étudier la question. Son travail n'avançait pas. Mais, au commencement de mars, la proclamation de la république à Paris répand l'effroi parmi les cardinaux, et ils joignent leurs sollicitations à celles des libéraux. L'octroi d'un statut une fois résolu, il restait à l'approprier aux conditions particulières du pontificat romain.

La difficulté tenait d'abord à la nature irresponsable et infaillible du pape. Comment placer ce pontife qui, aux yeux des fidèles, est le médiateur entre la terre et le ciel, le vicaire de Dieu, auquel on ne parle qu'à genoux, dans la position d'un prince constitutionnel, obligé de composer avec un parlement et d'en recevoir des conseillers déplaisants ou hostiles? Un autre obstacle naissait de la position du cardinalat, et de sa prétention admise à Rome, d'être le coassocié des papes à la souveraineté temporelle. Ensuite, venaient bien des questions relatives au règlement de la presse, de l'instruction publique, des cultes, des associations.

Pour répondre à ces conditions spéciales, la commis-

sion imagina d'organiser le cardinalat en un sénat délibérant dans le privé avec le pape, sur toutes les lois et règlements votés par les deux chambres et les approuvant ou les rejetant. Le statut romain stipula encore le maintien de la censure ecclésiastique, et l'attribution au pape et au sacré collége *de toutes les questions mixtes.*

Ces modifications étaient capitales. Les autres États italiens avaient obtenu de véritables chartes constitutionnelles; Rome n'en eut qu'un simulacre. Mais dans ce moment, où le prestige de Pie IX ne s'était pas encore évanoui, l'opinion publique fit peu d'attention à ces conditions, et les meneurs célébrèrent le statut romain comme la pierre angulaire du régime parlementaire en Italie.

CHAPITRE IV

L'INSURRECTION DE MILAN

Renaissance de l'esprit public en 1847. — Agitation légale à Milan et à Venise. — Dureté du gouvernement autrichien. — Démonstration du 8 septembre. — Collision du mois de janvier. — La loi martiale. — Soulèvement de Milan. — Évacuation de Venise. — Déroute générale des Autrichiens; leur retraite dans le quadrilatère.

Au commencement de l'année 1848, la révolution dominait sans partage dans le Piémont, la Toscane et l'Italie méridionale. Restaient les provinces lombardo-vénitiennes et les petits duchés de Parme et de Modène. Ici les gouvernements se refusaient à toute concession : La cour de Vienne haïssait l'Italie, s'en défiait, et ne songeait qu'à la tenir courbée et silencieuse.

L'année 1846 se termina sans troubles. Au mois de janvier 1847, une première démonstration faite à Milan, en l'honneur de Confalonieri, mort récemment en Suisse, fut le signal de la naissance d'une agitation qui ne s'ar-

rêta plus. Un esprit nouveau d'initiative, de jeunesse, d'audace soufflait sur la société milanaise. Chacun se tournait vers les questions publiques ; on s'occupait avec un redoublement de zèle des fondations de bienfaisance, des écoles, de l'économie du pays ; on cherchait à se prévaloir de chaque moyen d'action sociale, quelque modeste qu'il fût. Cette année, les vivres étaient chers, et l'hiver difficile au petit peuple; les riches firent de généreux sacrifices; et cette bienfaisance, exaltée à dessein par les meneurs politiques, accrut la popularité du patriciat.

Tout était à la politique. Le public dévorait les rares journaux que la police laissait entrer, et prêtait l'oreille aux moindres bruits venus de Rome et de Florence. L'autorité était sur les dents. En vain, elle mettait en mouvement ses espions pour découvrir les auteurs de mille rumeurs hostiles, lancées incessamment dans la circulation; alors que tous parlent et conspirent, la meilleure police est impuissante.

En 1815, les provinces lombardo-vénitiennes avaient reçu de l'empereur François II des corps consultatifs, chargés de faire parvenir au trône les besoins et les vœux des populations. Recrutées par les autorités impériales, parmi les patriciens les moins accessibles aux idées de liberté, ces représentations n'avaient jamais été qu'une lettre morte. Vers la fin de l'année 1847, les meneurs y avisèrent un terrain favorable pour engager une lutte légale. Nazzari, le député de la ville de Bergame à la *Congrégation centrale* de Milan, ouvrit avec éclat cette campagne, en réclamant une enquête sur la situation du pays; les motions d'opposition se succédèrent; et les membres *de la Congrégation centrale*, entraînés par l'esprit public, envoyèrent à Vienne une pétition demandant une administration distincte, siégeant à Milan, l'extension de la compétence des congrégations, la représentation de l'Italie dans les conseils de la couronne, la collation des emplois aux seuls Italiens, le renvoi des troupes non indigènes. C'était toute une révolution.

J'ai peu parlé de Venise dans cette histoire. Au silence

de cette cité illustre, on aurait pu la croire réconciliée avec la domination autrichienne. La population vénitienne douce, affable et très-circonspecte, n'avait pas montré aux Autrichiens le même dédain que les Milanais, et ne leur avait pas fait cette guerre incessante d'affronts et d'injures qui aigrit si fort les deux peuples; mais son opposition, pour être moins ostensible, n'en était pas moins profonde. Quelle cité d'ailleurs a plus de motifs d'être fière de son passé et de s'indigner de sa déchéance présente? Tout, dans ses monuments et ses souvenirs, ne lui rappelle-t-il pas la gloire et la puissance de l'ancienne république! Un Vénitien renoncerait-il à ce glorieux patrimoine, pour l'obscure et pâle destinée de sujet autrichien? Les descendants des Dandolo, des Michieli, des Giustiniani, satisfaits sous le joug de Vienne? quelle ironie! En 1847, les réticences qui avaient longtemps masqué les sentiments réels de ce peuple cessèrent. Le congrès scientifique, rassemblé dans l'automne de cette année à Venise, mit le feu aux passions.

Le parti patriote y comptait parmi ses chefs une des meilleures têtes politiques de l'Italie, le légiste Joseph Manin. C'était une âme forte et trempée de stoïcisme antique, d'un républicanisme austère, mais c'était également un politique pratique, opposé aux agitations démagogiques et ennemi de toute rhétorique. Manin s'était fait remarquer en diverses occasions par son opposition à l'Autriche et par l'art de s'envelopper de légalité. Il en avait fait une tactique; et, au lieu des complots violents, il demandait depuis longtemps que le parti national utilisât les ressources offertes par la législation, pour arracher au pouvoir des concessions effectives, ou pour l'affaiblir, le déprécier et le réduire à la force matérielle : moyen de domination qui s'use par sa brutalité. Les agitateurs milanais trouvèrent donc en lui un coopérateur exercé à leur stratégie nouvelle.

Le gouvernement civil de la Lombardie parut incliner un moment vers des concessions; et le comte de Spaur, gouverneur de Milan, consentit à faire parvenir aux pieds du trône impérial la pétition de la congrégation centrale

de Milan. A Vienne, on remarquait une certaine vacillation dans les conseils de la couronne ; quelques hauts personnages, parmi lesquels des archiducs, avaient conçu des inquiétudes sur la situation intérieure de l'Empire, et sur les dangers que lui préparait une administration impopulaire et plus obstinée qu'habile. Le prince de Metternich, qui connaissait de longue main son Italie, ne s'étonnait pas de l'agitation présente, et s'attendait même à pis. « Au printemps, avait-il dit, il y aura des coups en Italie. » Mais habitué à cette hostilité, il la regardait comme inévitable et se refusait à toute concession : Ce que nous pouvons accorder, dit-il, ne contentera pas les Italiens; ils y verront une preuve de faiblesse, et en feront une arme contre le gouvernement impérial.

Le crédit du vieux ministre l'emporta. Ordre fut donné aux autorités de Milan d'user de rigueurs. Le député qui avait donné le signal de l'agitation légale, Nazzari, fut placé sous surveillance. Le vice-roi pressa la direction centrale de police de fortifier l'espionnage, et de faire des perquisitions pour découvrir les meneurs. On prohiba les journaux de Rome, de Florence et de Turin. A Venise, les deux chefs de l'agitation légale, Tommaseo et Manin, furent emprisonnés.

Ces mesures de sûreté n'étaient que le prélude des actes draconiens que réclamait l'armée. A l'état-major de Vienne, on appelait le gouvernement du vice-roi un *gouvernement de vieilles femmes.* « Au lieu de prêter niaisement l'oreille aux pétitions insidieuses des malintentionnés, qu'on fasse, disaient les généraux, des arrestations et qu'on prononce de nombreuses sentences.... Il faut châtier rudement *cette incorrigible noblesse milanaise, têtue, sale et stupide,* et mettre de fortes occupations militaires sur ses terres. Ainsi, on contiendra les timides et on les raffermira dans l'obéissance par la peur. Il faut encore opérer une forte concentration de troupes autour de Milan, et l'entourer d'une ceinture de forts. On n'en finira pas sans de bonnes saignées et de grands coups de sabre. » Le vieux Radetzki, commandant des forces impériales en Italie, réclamait de la cour de Vienne une augmentation

de forces qui lui donnât de cent à cent cinquante mille hommes, chiffre nécessaire pour qu'il pût, au besoin, occuper le Piémont et l'Italie centrale sans trop dégarnir la Lombardo-Vénétie.

Les voies de fait, entre le peuple de Milan et la troupe, s'ouvrirent le 8 septembre 1847, à l'occasion de l'entrée de l'archevêque Romilly. Ce prélat, étant un Italien de naissance et venant succéder à un Autrichien, on donna un éclat extraordinaire à sa réception. Cette solennité avait rassemblé un peuple immense. Au milieu des allées et venues de cette masse, une rixe éclata entre quelques hommes du peuple et des militaires; la troupe autrichienne sabra la foule, tua et blessa plusieurs individus; et, comme il arrive en pareil cas, les coups, portés à l'aveugle, frappèrent des gens paisibles et inoffensifs.

Le premier sang avait coulé; l'opinion s'exalta. Précédemment, lorsqu'il naissait quelque tumulte, le peuple disait : *Ce sont les étudiants*, et laissait faire. Cette fois, il relevait avec amertume chaque détail de l'événement. Le cri général accusait l'autorité militaire d'y avoir apporté de la préméditation. On colportait un mot échappé à Radetzki : « Les Milanais veulent une leçon et ils l'auront. »

La police de Milan montrait beaucoup d'acrimonie. Elle affichait des placards menaçants et injurieux pour la population. De ses officines, partaient des articles offensants pour l'Italie, adressés aux journaux allemands à la solde de l'Autriche; et ces articles, elle les traduisait ensuite dans la gazette officielle pour braver l'opinion. Sa pédanterie minutieuse s'en prenait à des bagatelles; elle arrachait les rubans, déchirait les étoffes aux couleurs italiennes, proscrivait les chapeaux à la calabraise, et confisquait jusqu'aux bouquets des danseuses de la Scala.

Ces tracasseries ne faisaient qu'aiguiser la malice du public. C'était un spectacle piquant que de voir la discipline déployée par la foule, son tact pour distinguer les piéges tendus par la police des désirs de ses chefs. Tel jour, le mot était donné d'aller au théâtre, et la salle re-

gorgeait de spectateurs; le lendemain, l'ordre était de s'abstenir, et on ne voyait dans la salle que des officiers autrichiens. On délaissa le cours des Servi, appelé *cours scélérat* depuis que le sang y avait coulé, en septembre; et on se porta à celui de Porta Romana appelé *cours Pie IX*. Si ces démonstrations avaient un côté puéril, elles accoutumaient le peuple à obéir à des chefs et à agir avec ensemble.

Les premiers jours de l'année 1848 furent témoins d'une collision sanglante. Les meneurs avaient imaginé de priver le fisc autrichien de la recette sur le loto et le tabac; et le mot avait été donné à la jeunesse pour qu'elle s'abstînt de fumer. Le 2 janvier, des bandes de militaires autrichiens, avinés, parcouraient bruyamment les rues, le cigare à la bouche et en lançant la fumée dans les yeux des passants. Des disputes, puis une mêlée s'ensuit et la troupe fond à coups de sabre sur le peuple. Ce qui en septembre n'avait été qu'une rixe, devient un massacre. Cette fois, le soupçon d'un guet-apens se changea en certitude. On sut que les soldats provocateurs avaient reçu chacun sept cigares, et que les hôpitaux avaient eu l'ordre de préparer des lits pour les blessés.

Grande et universelle fut l'indignation! Un des doyens du clergé milanais, le curé Oppizoni, vieillard octogénaire, se fit transporter chez le vice-roi : « Altesse, lui dit le vieux prêtre, j'ai assisté aux invasions de la Russie, de la France et de l'Autriche; mais jamais je n'ai vu égorger des citoyens désarmés. Je viens, comme chrétien et comme prêtre, dénoncer ces assassinats. » Le comte Vitalien Borromée renvoya à l'empereur ses décorations, en disant : « Ma toison d'or a été trop souillée du sang de mes concitoyens pour que je la puisse porter. » Hommes et femmes ne paraissaient plus à la Scala qu'en grand deuil; les dames des premières familles faisaient des collectes pour les blessés. L'émotion excitée par les événements de janvier gagna toute l'Italie. Turin, Florence, Rome, célébrèrent des messes pour l'âme des trépassés; et les témoignages de sympathie en faveur de la Lombardie arrivèrent de tous côtés.

A Vienne on ne songeait qu'à contenir l'Italie par la force. Les routes étaient couvertes de convois d'hommes et de munitions; le ministre de la guerre avait mobilisé les régiments croates de la frontière militaire, et inondait les provinces lombardo-vénitiennes de ces hordes aussi célèbres par leur férocité et leur bravoure que par leur avidité déprédatrice. Les autorités mettaient même de l'ostentation à ces mouvements de troupes, afin de terrifier les populations. Le 17 janvier, arriva la réponse définitive de la cour de Vienne aux pétitions des congrégations, sous la forme d'un manifeste de l'empereur Ferdinand II à l'armée d'Italie, manifeste rédigé dans un langage sévère et irrité. « J'ai dû m'apercevoir, disait l'empereur, qu'il existe une faction qui tend au renversement de l'ordre public. J'ai déjà fait tout ce qui est nécessaire pour le bien et la satisfaction des désirs de mes provinces italiennes; je ne suis pas disposé à faire davantage. J'ai confiance dans la majorité de la population; en tout cas, je compte sur la fidélité éprouvée et sur la valeur de mes troupes. » Continuant en son nom : « Soldats, ajoutait Radetzki, vous venez d'entendre les paroles de l'empereur, je suis fier de pouvoir vous les rapporter.... Contre votre valeur et votre fidélité, se briseront les efforts du fanatisme et cette manie perfide d'innovations, comme se brise un verre fragile contre les rochers solides... Soldats! votre empereur compte sur vous. Qu'on ne vous force pas à déployer le drapeau glorieux de l'aigle à deux têtes; car on verra que la force de ses griffes n'est pas éteinte.... Que votre devise soit: Aide et protection aux citoyens tranquilles et fidèles, *haine et destruction implacable* à l'ennemi qui ose, en traître, attenter à la paix et au bonheur du peuple. »

Ces dernières paroles étaient à l'adresse du Piémont; Radetzki s'attendait à le voir envahir la Lombardie. La perspective de prochains combats avait rajeuni le vieux guerrier. Dans les banquets militaires, on buvait aux prochaines victoires des armées autrichiennes; il répétait qu'au printemps il occuperait Alexandrie, et qu'au premier signe de rébellion il ferait de Milan un monceau de cendres.

La police arrêtait et transportait dans les provinces allemandes les individus réputés dangereux. Ne trouvant pas ces rigueurs suffisantes, le gouvernement publia la loi martiale (22 mars). Vers le même temps, l'armée fut mise à la demi-solde de guerre.

Tandis que les autorités autrichiennes ne répondaient aux demandes des populations que par le despotisme militaire, les événements qui se pressaient dans le reste de la Péninsule, jetaient de nouveaux aliments à l'effervescence des esprits. Un jour, l'on apprenait la victoire du peuple palermitain sur la tyrannie de Ferdinand II; un autre jour, l'octroi de la constitution napolitaine. Le statut donné au Piémont par Charles-Albert excita un vif enthousiasme; on y vit le prélude d'un acte plus décisif; et il n'était bruit que des cent mille Piémontais, prêts à venir secourir *leurs frères lombards*. La révolution de février mit le comble à cette agitation, et les meneurs républicains se préparèrent à agir.

Depuis quelque temps, des pourparlers avaient lieu entre la jeunesse républicaine de Milan et le parti aristocratique dirigé par le comte Vitalien Borromée et par le podestat Casati. Les chefs patriciens, hommes prudents et ayant beaucoup à perdre, déconseillaient l'insurrection; ils désiraient qu'on s'en tînt à l'agitation légale, et qu'on attendît la déclaraion de guerre de Charles-Albert. La jeunesse hâtait l'heure des combats. La nuit, dans des chambres retirées, elle s'exerçait au maniement du fusil; elle fondait des balles, elle préparait du coton fulminant. Avec les petites sommes arrachées aux patriciens, elle achetait et introduisait furtivement des caisses d'armes et de munitions que, provisoirement, on tenait enfouies dans des jardins.

Le 17 mars, une première rumeur des événements de Vienne parvint à Milan. Le lendemain 18, les autorités autrichiennes affichèrent une proclamation annonçant l'abolition de la censure et la prochaine convocation des congrégations. Trois heures après, tout travail avait cessé; la fermentation était extrême. Sur les murs, on lisait des placards réclamant au nom du peuple la libération des

détenus. une régence provisoire, l'armement d'une garde civique.... A cette lecture, la multitude frémissante qui encombrait le Corso se sépare soudain en deux masses; l'une se porte avec de grands cris vers le palais municipal; l'autre, précédée par le podestat de Milan, se dirige vers celui du gouverneur autrichien; un enfant décharge à bout portant un pistolet sur le factionnaire; en un clin d'œil le poste est désarmé et le palais envahi par le flot populaire. Sous cette pression, le vice-président O'Donnel rend un décret pour l'armement de la garde civique. Cependant la foule qui se presse autour du palais municipal, assaillie par la troupe, perd plusieurs des siens, que la soldatesque entraîne comme otages, vers le château, avec d'indignes traitements. A cette vue, la fureur populaire déborde. Le cri : *Aux armes!* retentit dans tout Milan; on hisse les trois couleurs, et, des innombrables clochers s'élance le son lugubre du tocsin. Sur les balcons, les femmes agitent leurs mouchoirs et exhortent les hommes à mourir pour l'Italie. Tous mettent la main aux barricades, dépavent les rues, renversent les chariots, jettent des maisons les gros meubles; les élèves du grand séminaire y traînent jusqu'à leurs lits.

Étourdi par ce fracas, Radetzki crut l'insurrection plus redoutable qu'elle ne l'était et se retira dans le château si précipitamment qu'il oublia sa vieille épée, son pourpoint, et deux millions de numéraire à l'hôtel de ville. Une fois au milieu de ses troupes, il fit sommer le municipe de désarmer le peuple et d'enlever les barricades, sans quoi il mettrait la ville à sac. Par bonheur, il ignorait le siége du gouvernement provisoire; la plupart des postes disséminés dans l'intérieur de la ville avaient été coupés par les barricades. Le soir de cette première journée, une partie des troupes autrichiennes campait sur la vaste place d'armes, située entre le château et la ville; d'autres corps occupaient les portes; d'autres, disséminés dans la ville, étaient commis à la garde des principaux édifices publics. Cet éparpillement des forces autrichiennes fut le salut de l'insurrection. Les Milanais ne combattaient encore qu'avec leur enthousiasme; le 18,

ils ne possédaient que quelques centaines de fusils et fort peu de munitions.

Le lendemain 19, le ciel était sombre et chargé de nuages; la pluie tombait à torrents; l'air retentissait du tintement répété des cloches, et des sourdes décharges et des mitraillades de la troupe autrichienne. Les insurgés n'y répondaient que par des coups isolés; manquant de munitions, ils ne tiraient que de près, et en visant leur homme. Pour suppléer à l'insuffisance de leur feu, du faîte des maisons, ils faisaient pleuvoir sur les colonnes autrichiennes, qui essayaient de pénétrer au centre de la ville, de l'eau bouillante, des pierres, des tuiles. Cette seconde journée se passa en une série d'engagements partiels, sur tous les points de la vaste étendue de Milan. Les insurgés enlevèrent plusieurs petits postes et y trouvèrent des fusils et de la poudre. Les gardes finances, les pompiers, des soldats italiens passèrent à eux. Un comité insurrectionnel, dirigé par Cattaneo, homme d'une vie solitaire et méditative, chez lequel l'événement avait développé les aptitudes de l'homme d'action, dirigeait énergiquement le combat et électrisait les cœurs par de brèves et chaleureuses proclamations. Toutes les classes le secondaient. Les Milanais, du patricien au dernier garçon de boutique, n'avaient plus qu'un but : le triomphe de l'insurrection.

Le 20, la municipalité s'organisa en gouvernement provisoire. Ce jour-là, l'insurrection gagna du terrain; le peuple avait des armes et s'en servait vaillamment. Autour du palais du Broletto, les insurgés déployèrent un rare acharnement. Le palais de la police finit par tomber entre leurs mains, avec une partie de son personnel; les insurgés y découvrirent, caché sous un tas de foin, le comte Bolza, le principal agent des cruautés de l'Autriche. Les généreux Milanais lui laissèrent la vie. Jamais multitude en révolution ne montra plus de modération et d'humanité! Pour Radetzki, il avait reçu l'ordre de fusiller les prisonniers. Les Croates commirent des atrocités, ils éventrèrent des enfants, égorgèrent des femmes et leur coupèrent les doigts et les oreilles pour avoir leurs

bijoux. Ce contraste de conduite peint les deux causes en présence.

Le 21, le combat se poursuivit avec fureur. Vainement Radetzki étreignait la ville d'un cercle de feu, les combattants aiguillonnés par le succès étaient toujours plus hardis. Le soldat autrichien se démoralisait, et la plupart des postes disséminés dans Milan tombèrent dans la journée au pouvoir de l'insurrection. La veille, Radetzki avait proposé un armistice de quinze jours; le 21, il en proposa un de trois jours. On sut, par la suite, que c'était pour faire venir des vivres et douze cents bombes. Le vieux guerrier ne méprisait plus la jeunesse milanaise. « Le caractère de ce peuple paraît changé comme par enchantement, écrivait-il; le fanatisme a envahi chaque âge. » Les mauvaises nouvelles lui arrivaient en foule du dehors. L'insurrection s'était propagée avec succès sur tout le pays. Des clochers de Milan, on apercevait un grand mouvement dans la campagne voisine; des colonnes de volontaires cherchaient à pénétrer dans la ville; de leur côté, les Milanais lançaient en tous sens d'ardentes proclamations au moyen de ballons. Le lendemain 22, cinquième jour de la lutte, l'insurrection, continuant à gagner, coupa sur deux points la ceinture de troupes qui entourait la ville. A la suite d'un furieux combat, la porte *Tosa* tomba aux mains des insurgés, et leurs communications furent établies avec le dehors.

Eu ce moment, la constance de Radetzki était à bout: soit qu'il eût fait des pertes graves, soit qu'il craignit d'être cerné dans le château de Milan, si les Piémontais entraient en Lombardie, il se replia sur le quadrilatère. Dans la soirée du 22, ses troupes filèrent le long des boulevards, pendant que le château redoublait son feu pour occuper les insurgés. Il prit la route de Lodi, dans l'espoir que les ponts n'y seraient pas coupés; et, afin de frapper de terreur les populations rurales, il brûla et livra à la rapacité du soldat un bourg qui avait résisté; sur son passage, il répandait le bruit que, sous peu de jours, il reparaîtrait fortifié des garnisons voisines et mettrait Milan en cendres. Sa retraite fut laborieuse, mais sans grandes pertes.

L'exemple de Milan avait soulevé la Lombardie. Le 19 mars, la campagne milanaise s'insurgea, et la jeunesse, accompagnée par ses curés, se mit en route pour prêter main forte à l'insurrection, aux cris de *Vive Milan! vive l'Italie!* Du 20 au 22, Côme, Modène, Parme, Brescia, Pavie, Plaisance firent leur mouvement. Aucune de ces populations ne fut à la hauteur de celle de Côme. A elle seule, elle défit quinze cents Autrichiens; puis elle marcha au secours de ses voisins. Sur le territoire vénitien, les succès de l'insurrection ne furent pas moins rapides : Padoue, Udine, Trévise et la forteresse de Palmanova tombèrent au pouvoir des populations soulevées.

Le peuple de Venise n'avait pas attendu ces événements pour s'ébranler. A peine eut-il connaissance des événements de Vienne, qu'une foule compacte envahit les abords du palais du gouvernement, et réclama avec de grands cris l'élargissement de Manin et de Tommaseo, qui lui fut accordé. La libération de Manin donna un chef à l'insurrection. On s'en aperçut vite. Le 19 et le 20 mars, Manin réclama une garde civique, et parla très-haut et comme s'il avait eu une grande force derrière lui. Le 20 mars, le peuple, se trouvant en possession de quelques armes, livra de petits combats et désarma des postes isolés. Le comte Palffy, gouverneur civil, remit ses pouvoirs au général Zichy, commandant de la place. Celui-ci avait dans les forts 6,000 hommes de bonnes troupes, et beaucoup de munitions; mais soit qu'il fût démoralisé par les événements de Vienne, soit que, par un sentiment d'humanité bien rare, il eût horreur de semer la mort dans Venise, le 22 mars, il signa avec Manin une capitulation par laquelle il abandonnait aux insurgés les forts et leur matériel. On raconte qu'au moment d'apposer sa signature, Zichy dit à Manin : « En abandonnant Venise, je signe peut-être mon arrêt de mort; rappelez-vous que j'ai payé à l'Italie ma dette de reconnaissance. »

En quelques jours, l'insurrection populaire avait nettoyé le pays du Tessin aux rives de l'Adriatique, et les Autrichiens ne possédaient plus que les forteresses du quadrilatère. Une armée de 70,000 hommes se trouva réduite

en quinze jours à quarante et quelques mille : 10,000 hommes avaient été désarmés, 7,000 tués ou faits prisonniers; le reste s'était débandé. Cette insurrection fit grand honneur à la jeunesse lombarde. On vit ce que peut le frémissement de la passion chez un peuple soulevé pour la liberté.

Les diverses parties du territoire ne se conduisirent pas avec la même énergie. La haute Lombardie fit plus que la basse, où le peuple campagnard resta spectateur oisif de la lutte. La population urbaine fit presque tout. A Milan, le fort du combat porta sur mille ou deux mille jeunes gens, la plupart appartenant aux hautes classes. Pendant les cinq journées, toujours en mouvement, alertes comme le chasseur, grimpant sur les toits, se glissant le long des murs des jardins, ils décimaient l'ennemi par leur feu ; d'autres fois ils chargeaient dans les rues avec la furie des zouaves; leur agilité, leur coup d'œil, leur adresse déconcertaient le flegme autrichien. L'occasion fit surgir des vocations militaires : Manara, la veille encore, n'était qu'un dandy, un élégant épicurien, un habitué de la Scala; le bruit de la fusillade le métamorphosa en un partisan intrépide, plein de ressources, excellent aux coups de main.

Au départ des Autrichiens, la joie des Milanais fut excessive. On vit des vieillards danser sur la place publique. La municipalité s'était constituée en gouvernement provisoire, après s'être adjoint quelques citoyens notables, suivant l'accord fait préalablement avec les meneurs du parti avancé; mais les fusions sont plus faciles à décréter qu'à consommer, et, dès ce moment, on distingua à Milan deux partis: albertistes et républicains. Le premier, formé des patriciens, était en majorité au gouvernement provisoire; l'autre se composait des hommes d'action et était dirigé par Cattaneo, Cernuschi, Terzaghi, dont l'énergie avait décidé la victoire. Les patriciens, s'ils avaient eu les mains libres, auraient proclamé la fusion de la Lombardie avec le Piémont; mais contenus par l'opinion républicaine, ils consentirent à renvoyer le règlement de la question intérieure jusqu'après la victoire complète.

Pour le moment, l'intérêt militaire primait tous les autres. Le gouvernement provisoire équipa au plus vite, en corps expéditionnaire, la bouillante jeunesse qui avait si bien combattu sur les barricades; et environ 2,500 volontaires sortirent de Milan à la poursuite des Autrichiens, au milieu des acclamations et des vivat de la foule. On n'avait pas eu le temps de les habiller uniformément, et ils marchaient, vêtus de jaquettes de velours, coiffés de chapeaux à la calabraise, chamarrés de cocardes et d'écharpes; leurs armes n'étaient pas moins bigarrées. Plusieurs de ces volontaires croyaient ne faire qu'une simple promenade militaire; et, le sourire sur les lèvres, ils répondaient aux adieux des amis que, sous peu de jours, ils seraient de retour : deux semaines suffisant amplement pour en finir avec les Autrichiens.

Une confiance étrange en leurs propres forces s'était emparée des Milanais; ils s'imaginaient avoir porté un coup mortel à la puissance militaire de l'Autriche. La jeunesse des cafés était persuadée qu'il ne s'agissait plus que d'achever un ennemi démoralisé, lâche et fuyant de toutes parts. Quelques-uns demandaient qu'on courût droit au passage des Alpes, afin de prendre les Autrichiens comme dans une souricière; d'autres parlaient de marcher sur Vienne et de conquérir l'Istrie et l'Illyrie; d'autres se plaignaient que les Piémontais arrivassent, une fois la victoire décidée; d'autres enfin croyaient que l'Autriche allait retirer les débris de son armée et abandonner sans combats la possession de l'Italie. Exemple frappant des illusions auxquelles sont sujets les peuples tenus en dehors des affaires publiques!

CHAPITRE V

LA GUERRE DE 1848

Déclaration de guerre de Charles-Albert. — Batailles de Pastrengo, de Santa Lucia, de Golto, prise de Peschiera. — Allocution pontificale du 29 avril. — Illusions des Lombards, insuffisance de leurs armements. — Votation de la fusion avec le Piémont. — Custozza et la reddition de Milan.

Avant le soulèvement de la Lombardie, le gouvernement piémontais s'était abstenu de tout acte d'hostilité envers l'Autriche. L'émotion fut vive à Turin et à Gênes, quand on sut la population milanaise aux prises avec Radetzki. La jeunesse demanda des armes et se mit en marche pour secourir les Lombards. Sous les fenêtres du palais, à Turin, on proférait des cris belliqueux. Le rêve de la vie de Charles-Albert touchait à son accomplissement; l'honneur militaire, les promesses faites aux Lombards, sa vieille haine contre l'Autriche, l'espoir d'un agrandissement, tout le conviait à une déclaration de guerre. Le 23 mars, jour où l'on apprit l'évacuation de Milan, la guerre fut résolue malgré l'opposition formelle de la diplomatie, et Charles-Albert lança la proclamation suivante : « Les destinées de l'Italie sont mûres.... Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, déjà nos armées se concentraient sur votre frontière quand vous avez devancé nos vœux par la délivrance de la glorieuse Milan... Nous venons maintenant vous offrir l'assistance que le frère attend du frère, l'ami de l'ami... » Le 24 mars, Charles-Albert passa le Pô et entra à Pavie avec 24,000 hommes. De Pavie, il se dirigea sur le Mincio, à la poursuite des

Autrichiens. Sa petite armée, ne rencontrant nulle part de résistance, franchit le Mincio dans les premiers jours d'avril, et campa au centre du redoutable quadrilatère formé par Vérone, Legnago, Mantoue et Peschiera.

En Toscane, à la nouvelle des événements de Milan, la jeunesse prit feu. L'Université de Pise, depuis longtemps travaillée par la parole colorée de Centofanti et de Montanelli, partit en masse, étudiants et professeurs. Le ministère libéral, formé depuis quelques semaines et dirigé par Ridolfi, obtint du grand-duc l'envoi de 3,000 hommes de troupes de ligne qui se dirigèrent vers le théâtre de la guerre, accompagnés d'un nombre de volontaires à peu près égal. Leur marche se fit au milieu des fêtes.

A Rome, le récit des événements de Vienne arrive chargé d'exagérations; on croit l'empereur d'Autriche renversé du trône. La populace se porte avec des vociférations vers le palais de Venise, demeure de l'ambassadeur d'Autriche ; elle abat l'écusson impérial, le traîne dans la boue, le brûle; puis elle monte au Capitole et chante un *Te Deum*. Les jours suivants, l'enthousiasme se tourne vers la guerre. On dresse des bureaux d'enrôlement sur les places publiques; l'entraînement est général; même le pape, les cardinaux, les congrégations religieuses donnent des chevaux et de l'argent; les femmes sacrifient leurs bijoux; deux neveux du pape et plusieurs princes romains se joignent aux volontaires et à la troupe que le gouvernement a mobilisée.

Avant de s'éloigner de Rome, la troupe et les volontaires se rendirent processionnellement au Quirinal, pour recevoir la bénédiction du saint-père. Pie IX parut au balcon et les bénit, mais en se servant de termes qui impliquaient que, dans sa pensée, ils se rendaient sur la frontière pour préserver l'État de l'Église d'une agression. Les libéraux fermèrent d'abord les yeux sur cette réticence. Lorsqu'elles furent sur le Pô, les forces romaines demandèrent à le franchir, mais les généraux n'avaient pas d'ordres; le pape se taisait, ou opposait des ré-

ponses ambiguës aux sollicitations des partisans de la guerre; il finit cependant par autoriser les généraux à agir pour le mieux dans l'intérêt de la tranquillité et du bien des États pontificaux. Sur ces instructions évasives, les troupes romaines entrèrent sur le territoire vénitien.

A Naples, les événements de la haute Italie produisirent un enthousiasme apparent; quelques centaines de jeunes gens s'embarquèrent pour aller porter secours aux Lombards, accompagnés par la princesse Belgiojoso. Le 3 avril, le parti italien arriva aux affaires avec Troya et ses amis; il adopta chaudement la cause de l'indépendance. Le roi consentit à déclarer la guerre à l'Autriche; il envoya sa flotte dans l'Adriatique et prépara lui-même un corps expéditionnaire de 15,000 hommes, dont il donna le commandement à Guillaume Pepe, le doyen des patriotes napolitains. Le 7 avril, partit pour Rome une députation chargée de négocier une ligue italienne; et le roi envoya au camp de Charles-Albert Leopardi, un ami du ministère, pour représenter la politique nationale. La suite montrera quelle sincérité Ferdinand apportait à ces démonstrations belliqueuses.

Le 8 avril, l'armée de Charles-Albert eut une première rencontre avec les Autrichiens sur le pont de Goïto. Le soldat piémontais montra de l'élan et de l'aplomb. Quelques combats heureux, entre autres celui de Mozambano, suivirent cette affaire. Le 20 avril, on se battit à Villafranca. Le 30, à Pastrengo, les Piémontais furent victorieux, ils refoulèrent les Autrichiens sur Vérone avec des pertes notables. Cette victoire eut pour résultat de couper Peschiera de Vérone, et de permettre le siége régulier de la première de ces places. Aiguillonné par ces premiers succès, et par l'attente fiévreuse des populations lombardes qui s'irritaient de ne pas voir de plus grands résultats, le 6 mai, Charles-Albert s'avance sur Vérone. Il rencontre les Autrichiens à Santa Lucia. L'affaire fut chaude et coûta inutilement beaucoup de sang aux Piémontais; ils se battirent bravement, mais les troupes autrichiennes avaient repris toute leur fermeté. La phase des succès faciles était passée.

Le chiffre de l'armée piémontaise continuait à grossir par l'arrivée des soldats en congé; il atteignit 60,000 hommes. Les troupes auxiliaires formées des volontaires lombards et des auxiliaires donnés par la Toscane et l'État Romain, s'élevèrent de 20 à 30,000 hommes. La disposition du terrain était défavorable aux Italiens. Radetzki avait dans Vérone une position inexpugnable, où ses principales forces étaient massées; Charles-Albert assiégeait Peschiera, contenait Vérone et surveillait Mantoue; de la sorte, il occupait une ligne étendue et sans point d'appui. Il était à craindre que Radetzki, maître de choisir l'heure et le terrain pour livrer bataille, ne saisît le moment où les corps piémontais seraient épars, et, coupant leur ligne, ne les battît séparément.

C'est avec ce dessein que, dans les derniers jours de mai, le vieux maréchal se porta, par une marche rapide, sur Goïto. Le 29 mai, il rencontra les Toscans entre Curtatone et Montanara. On se canonna pendant plusieurs heures; les Autrichiens estimaient avoir en tête des forces considérables; mais, vers le soir, ayant reconnu leur erreur, ils agirent en masse. Une partie des Toscans fut faite prisonnière et le reste de leur petite armée disloqué et presque détruit. Le lendemain, les Autrichiens rencontrèrent à Goïto l'armée de Charles-Albert à laquelle la belle défense des Toscans avait permis de se rassembler. Radetzki fut repoussé et se retira à Mantoue. Le même jour, on apprit la prise de Peschiera : ce fut le point culminant de la guerre de 1848. Par toute l'Italie, les têtes s'exaltèrent, chaque ville fit des illuminations et chanta des *Te Deum*, comme on aurait pu le faire pour la prise de Mantoue et de Vérone.

Si la fortune souriait aux armes de Charles-Albert, dans la politique, une série de déconvenues commençait à frapper la cause nationale. Le 29 avril, le pape, sortant du rôle équivoque où il se renfermait depuis le commencement de la guerre, annonça formellement dans une allocution aux cardinaux : « que, comme chef de l'Église, il ne pouvait déclarer la guerre aux Autrichiens, car eux aussi étaient ses enfants; que les troupes pontificales

n'avaient eu d'autre mission que de défendre les frontières de l'État de l'Église; et que, si elles avaient franchi le Pô, ce n'avait pu être qu'en méconnaissant ses ordres. » Ces paroles de Pie IX déchiraient le voile séduisant que les illusions des libéraux avaient jeté sur son règne. Sacrifiant ses obligations de prince italien, le pape agissait en pontife de l'Église catholique, préoccupé de son crédit religieux et indifférent à l'indépendance de la Péninsule. Cette défection du pape mettait fin au mode d'agitation suivi jusqu'alors. Il n'était plus possible aux meneurs de recourir à ce nom sacré pour légitimer auprès du peuple la guerre à l'Autriche; et il ne leur restait à faire vibrer que le sentiment national; le corps nombreux et influent des prêtres et des moines allait rentrer dans un isolement soupçonneux : et il était à craindre que les classes conservatrices ne suivissent cet exemple.

Une indignation sonore et une colère insultante furent la réponse des Italiens à l'allocution pontificale. L'Europe fut étonnée de ce revirement soudain. Les catholiques français les accusèrent d'ingratitude et d'impiété et prirent en haine leur cause. Chez les Italiens du XIXe siècle, l'intérêt politique l'emporte sur toute autre considération : reconstruire leur nationalité, libérer la Péninsule du joug étranger, lui donner des institutions libres, telle est leur passion dominante, leur seule préoccupation. La popularité de Pie IX avait été immense, tant qu'ils avaient cru posséder en lui un chef national; le jour où cette espérance s'évanouit, cette renommée se dissipa comme une fumée légère, et ils détestèrent comme un transfuge celui qu'ils avaient adoré comme un rédempteur.

Le dommage que cette défection occasionna à la cause de l'indépendance, fut aggravé par les événements de Naples. Après avoir écrasé la révolution dans la journée du 15 mai, Ferdinand II rappela le corps destiné à agir contre les Autrichiens. Pepe essaya vainement d'entraîner ses troupes à la désobéissance; quelques patriotes l'écoutèrent, franchirent le Pô avec lui et se jetèrent dans Venise; mais le gros de l'armée rétrograda vers Naples, pour-

suivi par les imprécations et les huées des populations romaines.

Sur le théâtre de la guerre, la fortune commençait à tourner, et le mois de juin amena de graves revers. L'échec de Radetzki à Goïto n'avait été que partiel. Peu de jours après, l'habile maréchal reprit l'offensive, et projeta de s'emparer de Vicence, occupée par Durando et les Romains, afin de tendre la main à Nugent qui s'était avancé jusqu'à Trévise en soumettant le pays vénitien. Vers le 10 juin, il fait adroitement sortir ses troupes de Vérone et de Mantoue et dérobe sa marche à Charles-Albert; chemin faisant, il opère sa jonction avec Welden qui descendait du Tyrol avec des renforts; puis il tombe à l'improviste sur Vicence et l'investit avec 40,000 hommes. Les troupes de Durando, surtout les Suisses du pape, se conduisirent avec bravoure, mais tout céda au nombre et à la valeur des Autrichiens. Trévise et Padoue tombèrent du même coup; la terre ferme fut perdue et Venise bornée à ses lagunes et isolée de l'armée piémontaise. Charles-Albert perdit encore à ce désastre la coopération des Romains; Radetzki leur ayant imposé, par la capitulation de Vicence, la clause de repasser le Pô et de ne pas se battre de trois mois.

Dès lors, les Autrichiens, maîtres des routes conduisant dans l'intérieur de l'empire, reçurent librement des renforts. La perte du territoire vénitien, la retraite des Napolitains et des Romains et la destruction presque complète du corps toscan, firent retomber tout le poids de la guerre sur le Piémont et la Lombardie, dont les moyens étaient singulièrement insuffisants pour affronter les forces que le gouvernement impérial dirigeait sur l'Italie.

Des circonstances aussi graves exigeaient des mesures extraordinaires; il fallait décréter la levée en masse, faire venir à tout prix de l'étranger des armes, des munitions, des objets d'équipement, des officiers instructeurs, et préparer une armée de réserve, pour le moment où Charles-Albert serait épuisé. Mais les Italiens se berçaient de chimères. Milan était encore sous le charme

de sa victoire du mois de mars; le temps s'y consumait en fêtes, en parades, en discours, en *Te Deum*.

Le ministère de la guerre, en Lombardie, avait été confié à Giacinto Collegno, citoyen dévoué. Le Piémont demandait l'incorporation des volontaires lombards dans ses régiments; la jeunesse lombarde, excitée sous main par Mazzini, s'y refusait, afin de ne pas prêter de serment à Charles-Albert. « Elle n'était pas, disait-elle, de ceux qui se contentent de changer de bât. » A Milan, les politiques de café répétaient bien haut; qu'il convenait de tenir les forces lombardes soigneusement distinctes des forces piémontaises. On prit un terme moyen, et Collegno forma des corps de Lombards, commandés par des officiers piémontais. En trois mois, la Lombardie mit en ligne environ 12,000 hommes d'une instruction et d'une solidité contestables, lorsque 100,000 hommes n'eussent pas été de trop. Le meilleur des forces lombardes consistait dans les volontaires enrôlés au commencement de la guerre. Un de leurs corps, placé en observation dans les montagnes du Tyrol italien, résista plusieurs semaines à des forces supérieures, mais soit leur indiscipline, soit une défiance injuste de la part de Charles-Albert, on tira peu de parti de cette brillante jeunesse.

S'il eût suffit de l'héroïsme du chef, l'Italie aurait été victorieuse. Dans toute cette guerre, Charles-Albert déploya une rare intrépidité; il bravait la mort avec un calme stoïque; on le voyait toujours le premier à cheval, le dernier à la retraite : mais ce prince si chevaleresque, et si digne par sa valeur de commander les armées de l'Italie n'avait pas les talents d'un général; il était dépourvu de promptitude et de netteté de vues, il tâtonnait sur le champ de bataille comme dans le cabinet; ses manœuvres étaient lentes et astreintes à la régularité de l'école; il ne savait pas poursuivre un avantage et profiter de la vivacité et de l'élan qui peuvent rendre très-redoutable le soldat italien.

La lutte avec l'Autriche se compliquait encore d'une crise politique. Bien qu'au début des hostilités, les partis

eussent promis d'ajourner jusqu'à la paix la décision sur le sort de la Lombardie, l'agitation républicaine ne tarda pas à devenir inquiétante. « Milan me donne beaucoup à penser, » disait Charles-Albert à un de ses confidents. Mazzini s'était transporté à Milan, pour travailler la jeunesse, de concert avec Cattaneo, Terzaghi, Cernuschi. Il écrivait *l'Italia del popolo*, feuille très-hostile au Piémont et pleine des théories d'une démocratie extrême et voisine du socialisme. Les chefs albertistes s'émurent; bientôt l'on requit de toutes parts le vote sur la fusion avec le Piémont. Charles-Albert, disait-on, satisfait dans son ambition, appellera alors tous ses contingents, et terminera promptement la guerre. Les classes populaires n'élevaient pas d'objection : l'agitation démocratique ne dépassant pas les limites de la jeune bourgeoisie. Le 29 mai, on ouvrit les registres dans toutes les paroisses de la Lombardie; et dans les premiers jours de juin, la fusion fut proclamée à une majorité écrasante (561,000 voix). Les républicains obtinrent seulement que le statut piémontais serait revisé par une assemblée constituante. L'entraînement ne se bornait pas à la Lombardie. Les duchés de Parme et de Modène votèrent également leur annexion à de grandes majorités. Peu de jours avant la chute de Vicence, 140,000 électeurs de la terre ferme vénitienne avaient fait de même. L'adhésion de Venise vint compléter la fusion de la haute Italie en un seul État. Maîtrisée par la généralité du mouvement albertiste et par les exigences de la défense, l'assemblée vénitienne vota cet acte mémorable par 123 voix sur 135. Tommaseo fut le seul à parler contre; Manin s'abstint.

Malgré ce vote solennel de la haute Italie tout entière, la minorité républicaine continua ses attaques contre Charles-Albert. Les cafés de Milan et des autres villes étaient tout le jour encombrés d'une jeunesse présomptueuse et loquace, aussi prompte à jeter à la tête d'un général malheureux le soupçon de trahison, que peu portée à payer de sa personne. Au lieu de partir pour le camp, ces héros de théâtre ne cherchaient que les occasions de parade et se pavanaient dans les rues avec

des accoutrements de fantaisie. De petites feuilles malignes, autant qu'ignorantes, s'en prenaient aux réputations les plus pures et remplissaient le public de faux bruits et de calomnies.

En dépit de ces fautes, l'Italie aurait pu sortir de cette guerre avec une acquisition importante, car la fortune fit beaucoup pour elle dans cette année. A Vienne, le gouvernement impérial était désorganisé. Les ministres Pillersdorf et Hummelauer inclinaient à une transaction. Des pourparlers, qui paraissent avoir été sincères, s'ouvrirent par le canal de l'Angleterre. Le cabinet de Vienne offrit d'abord de constituer le royaume lombardo-vénitien sous une administration distincte, dirigée par un archiduc. Cette combinaison n'ayant pas été agréée, il consentit à céder la Lombardie, moyennant qu'elle prît à sa charge une partie de la dette autrichienne; le Vénitien aurait eu une administration propre sous un archiduc vice-roi. Lord Palmerston désirait obtenir le territoire vénitien jusqu'au Tagliamento, et former de toute la haute Italie un royaume assez fort pour se soutenir entre l'Autriche et la France. De leur côté, les patriotes s'indignaient à la pensée de laisser à un ennemi abhorré quelque partie *du sol sacré* et plusieurs réclamaient l'Istrie et la Dalmatie. Charles-Albert, absorbé par les soucis de la guerre et éloigné de son ministère, ne donna pas une attention assez soutenue à ces négociations. Elles traînèrent en longueur, et la fortune ayant favorisé les armes de l'Autriche, le cabinet de Vienne devint plus raide et finit par tout refuser.

La campagne contre l'Autriche durait depuis quatre mois et ses perspectives s'assombrissaient. Aux brillants faits d'armes des mois d'avril et de mai, avaient succédé les revers de Juin; le pays vénitien était perdu, et l'armée piémontaise, comme clouée au milieu du quadrilatère, était impuissante à rien entreprendre. En juillet, sa situation devint périlleuse; Radetzki avait reçu des renforts considérables et en attendait d'autres; son armée avait repris sa supériorité, c'était une troupe solide, aguerrie, confiante dans son chef et animée de cette audace qui pré-

paré les grands succès. Le moral des Piémontais avait baissé : leurs rangs comptaient beaucoup de jeunes recrues et d'hommes mariés ; le soldat manquait d'esprit militaire et parlait mal de ses chefs ; blessé par la malveillance des populations rurales, il murmurait contre la guerre.

Cette situation dangereuse commençait à percer. Parmi les populatious lombardes, une inquiétude vague avait remplacé la première confiance, et les chefs albertistes pressaient le roi de raffermir l'opinion chancelante par quelque action d'éclat. Sous le coup de ces sollicitations, Charles-Albert (milieu de juillet) se décide à menacer Mantoue, mais sans abandonner ses positions, au nord de Peschiera : ce qui l'oblige à espacer ses troupes sur un front étendu. Radetzki saisit ce moment. Avec des forces imposantes, il sort brusquement de Vérone et manœuvre de manière à couper par le milieu la ligne des Piémontais, à isoler Charles-Albert du Mincio et à le rejeter sous le canon de Mantoue, où il espère le détruire d'un coup. La première partie de cette manœuvre lui réussit. Le 23 juillet, les colonnes autrichiennes s'emparent des hauteurs de Somma Campagna et poussent impétueusement leur marche jusqu'au Mincio, y jettent des ponts, et se trouvent maîtresses des deux rives du fleuve et des hauteurs entre le Mincio et l'Adige. Le 24, les Piémontais prennent une revanche ; profitant de l'éparpillement momentané des corps ennemis, Charles-Albert attaque vivement l'arrière-garde autrichienne, et après un combat animé, ses troupes s'établissent à Somma Campagna et font des prisonniers. Ce succès qui paraissait les sauver, précipita leur perte, en entretenant la confiance de Charles-Albert. Avec l'activité du grand capitaine, Radetzki a employé la nuit du 24 au 25 à une habile manœuvre ; il a fait repasser le Mincio aux corps qui se trouvaient sur la rive droite, appelé de nouveaux secours de Vérone, et ce mouvement concentrique s'est opéré avec tant de précision que, le lendemain, il a 50,000 hommes à opposer aux Piémontais.

Le 25, c'est cette masse formidable que Charles-Albert a sur les bras, et il n'a que 24,000 hommes sur le terrain,

car il n'a pas appelé à lui ses corps disséminés. Dans la matinée, la bataille recommence sur trois points. A Valeggio, ce sont les Piémontais qui attaquent; ils cherchent à déloger les Autrichiens de cette position dominante; à Custozza et à Somma Campagna, ils sont attaqués par des masses supérieures. L'effort de Charles-Albert sur Valeggio ne réussit pas, et pendant toute la journée il y use ses meilleures troupes. A Custozza et à Somma Campagna, les Piémontais font une valeureuse résistance; mais leur petit nombre les oblige à opposer les mêmes corps à un ennemi sans cesse renouvelé; leurs troupes se fatiguent. Sur le soir, les Autrichiens, agissant en masses profondes, refoulent les Piémontais du plateau de Custozza et s'y logent. Le centre étant entamé, les ailes doivent se replier, et toute l'armée sarde bat en retraite sur Villafranca, où elle passe la nuit. Le lendemain 26, de grand matin, elle décampe, et repasse rapidement sur la rive droite du Mincio, sans être attaquée.

Le chiffre des pertes éprouvées à Custozza n'était pas fort élevé. Qui aurait dit que cet échec allait causer la ruine de l'armée piémontaise et remettre la Lombardie sous la domination autrichienne ? Charles-Albert pouvait encore réunir 50,000 hommes et livrer une grande bataille; mais cette armée, si brillante et si animée quelques semaines auparavant, était frappée de consternation. Un nouvel échec éprouvé à Volta acheva d'abattre son courage. Voyant cette démoralisation, Charles-Albert ordonna la retraite sur Crémone. Depuis plusieurs jours, les corps piémontais n'avaient cessé de marcher et de se battre; aucun de leurs mouvements n'avait réussi; partout ils s'étaient heurtés contre des forces supérieures; au milieu de ces marches et de ces contre-marches, les vivres s'étaient égarés : le soldat manquait de pain, et il ne trouvait rien dans les fermes; partout les paysans avaient fui, en enterrant leurs provisions. La retraite sur Crémone fut désastreuse, l'armée souffrait cruellement de la faim; la désertion éclaircissait les rangs; on voyait des hommes exténués jeter leurs armes et se coucher dans les fossés. Arrivé à Crémone, il fallut continuer la retraite.

Charles-Albert pouvait s'abriter derrière le Pô, il préféra se replier sur Milan ; il craignait les calomnies auxquelles l'exposerait l'abandon apparent de cette capitale opulente, objet des convoitises et des vengeances de Radetzki.

Depuis leur succès du mois de mars, les Milanais avaient regardé un retour offensif des Autrichiens comme impossible, et aucun moyen de défense n'avait été préparé. Les autorités avaient longtemps entretenu cette confiance et assuré que l'armée royale suffirait à tout. Cependant les fuyards commençaient à se montrer aux portes de Milan, le visage défait, l'uniforme lacéré ; sur leurs récits, les bruits les plus sinistres coururent de bouche en bouche. La population milanaise, surprise au milieu de sa sécurité, fut saisie d'un accès de fièvre chaude. On ne peut appeler autrement les scènes qui suivirent, scènes que l'histoire rougit de rapporter. Le gouvernement avait nommé un comité de défense ; sous son impulsion tout parut se disposer pour une défense héroïque. On décréta un enrôlement en masse des citoyens de dix-huit à quarante ans ; mais les armes faisaient défaut ; on n'avait que peu de munitions, et les travaux de défense se bornèrent à quelques mouvements de terres sur les remparts et à des barricades.

Le 3 août, Charles-Albert arrive à Milan avec les restes de son armée, 25,000 hommes environ, toujours suivi à la piste par Radetzki. Dès le 4 au matin, les Autrichiens l'attaquèrent avec vigueur. Les troupes piémontaises se battirent mieux qu'on ne l'aurait attendu d'une armée aussi désorganisée ; environ 2,500 volontaires les appuient ; pendant le combat, le tocsin sonne sans interruption et l'on travaille aux barricades. Sur le soir, les Autrichiens gagnent du terrain et refoulent les Piémontais dans les faubourgs ; les Piémontais garnissent les boulevards. La position était grave pour une ville sans fortifications régulières, attaquée par une armée victorieuse de 45,000 hommes, prête à user de tous les moyens de destruction.

Dans la nuit, Charles-Albert fit des offres de capitulation. Radetzki y acquiesça. Il accorda deux jours à l'armée sarde pour repasser le Tessin ; il s'engagea à épargner la

ville, à respecter les personnes et les propriétés et à laisser un délai de 24 heures à tous les habitants qui voudraient s'expatrier. Au milieu de l'effervescence de la population milanaise, le plus difficile était de lui faire accepter la capitulation. Lorsque le bruit s'en répandit le matin du 5, le peuple refusa d'abord d'y croire, et malmena ceux qui le colportaient, les appelant traîtres et amis de l'Autriche. Le fait une fois avéré, ce ne fut qu'un cri de fureur, et le mot de trahison circula dans toutes les bouches : *Plutôt mourir que de revoir les Autrichiens !* disait-on. On insulte les Piémontais; la foule envahit les abords du palais Greppi, ou résidait Charles-Albert ; elle en ferme les issues avec des barricades ; des forcenés cherchent à y pénétrer; d'autres tirent des coups de fusil contre les fenêtres. Cette effervescence détermina Charles-Albert à un acte inconsidéré; il fit proclamer du balcon du palais que, puisque les Milanais étaient décidés à s'ensevelir sous les ruines de leur ville, il était prêt à partager leur sort et déchirait la capitulation. Mais le désordre était à son comble, les soldats piémontais furieux des insultes faites à leur roi, le peuple plus bruyant que déterminé; dans l'après-midi la municipalité, reconnaissant l'impossibilité d'une défense, envoya une députation à Radetzki pour que la capitulation fût maintenue. Milan était en proie à une confusion indicible; la masse de la population était consternée ; mais des bandes d'anarchistes donnaient des marques bruyantes d'exaspération.

La nuit venue, et le silence commençant à succéder à à ces scènes de tumulte, Charles-Albert sortit du palais Greppi, escorté par des bersagliers et par une partie de la garde. Le roi était à pied. Les cloches sonnaient encore le tocsin ; des coups de feu partaient çà et là, et l'horizon était éclairé par l'incendie de quelques maisons des faubourgs. A la porte Verceline, un rassemblement tumultueux se forme et pousse des vociférations contre Charles-Albert; quelques coups de fusil sont tirés sur son escorte. Tel fut le dernier adieu des démagogues lombards au roi valeureux qui avait joué sa couronne et épuisé son petit royaume pour les délivrer du joug autrichien.

Le lendemain, 6 août, au moment où les Autrichiens entraient par une porte, la population s'enfuit par l'autre; et des familles entières, femmes, enfants, vieillards, couvrirent les routes conduisant vers la Suisse et le Piémont; spectacle vraiment pitoyable, donné par cette population généreuse et patriotique! Que n'avait-elle eu plus d'énergie et de prévoyance durant les mois de sa délivrance!

A la suite de cette retraite, l'armée piémontaise était trop désorganisée pour reprendre l'offensive de longtemps. De son côté Radetzki ne se souciait pas de provoquer une intervention française en portant la guerre en Piémont. Le 9 août, on signa l'armistice dit de *Salasco*, lequel fixa pour ligne de séparation entre les deux armées l'ancienne frontière lombarde. Charles-Albert s'engagea à faire évacuer les forteresses de Peschiera, Osopo, Rocca d'Anfo, et, ce qui était très-dur, à retirer de Venise le corps de troupes et la flotte qu'il y avait envoyés depuis la fusion. Cet armistice replaçait les choses sur le même pied qu'avant la guerre.

Bien des critiques ont été faites sur la tactique de Charles-Albert, sur la lenteur de ses mouvements, l'éparpillement où il laissa ses forces, l'indécision qui présida à ses manœuvres; mais un fait domine ces événements et rend superflu cet examen de détail, l'insuffisance et la qualité médiocre des secours donnés au Piémont par le reste de l'Italie. Après tant de protestations en faveur de l'indépendance, protestations sincères, car s'il est un sentiment qui ait inspiré les Italiens depuis 1815, c'est la haine de l'Autriche; avec quelle légèreté, quel aveuglement ils se comportent en face de leur ennemi! Enivrés par les succès éphémères du mois de mars, ils croient leur territoire délivré, alors que l'ennemi n'a fait que concentrer ses forces au cœur du pays dans des positions formidables; ils méprisent la puissance militaire de l'Autriche, quand toute l'histoire moderne atteste son obstination et ses ressources; ils passent les mois de leur délivrance en discours, en *Te Deum*, en réjouissances publiques, en distributions de drapeaux, en assurances de fraternité, en malédictions contre un ennemi abhorré, au

lieu de ne songer qu'à armer et à discipliner la jeunesse. Comme les Grecs de la décadence, ils dissertent ingénieusement dans leurs assemblées politiques et subtilisent sur la meilleure des constitutions, au moment où l'ennemi brûle leurs campagnes et leur apporte des fers.

L'histoire cependant ne doit pas tirer des inductions trop sévères des fautes de l'Italie en 1848. L'éducation politique des peuples est graduelle. Une nation ne sort pas d'un état d'énervation séculaire par un seul élan, mais par des essais suivis de chutes. Il n'est point surprenant que l'Italie, déshabituée de toute initiative, ait montré de l'inexpérience. Bien qu'elle n'ait pas fait tous les sacrifices nécessaires à son émancipation, l'Italie de 1848 se montra supérieure à celle de 1815 et de 1821. Pour la première fois, elle obéit à un mouvement général et le soutint pendant plusieurs mois ; le Piémont mit sur pied des troupes qui battirent en plusieurs rencontres les vieilles bandes de l'Autriche. Les volontaires lombards, romains et toscans acquirent de la gloire en plusieurs occasions; et nous les verrons plus tard, lors des siéges de Rome et de Venise, donner de beaux exemples de constance et d'intrépidité.

Une combinaison aurait pu donner la victoire à l'Italie, l'intervention armée de la France. Dans les mois d'avril et de mai, elle eût été facile à obtenir; plusieurs des membres du gouvernement français y inclinaient, et des mesures avaient été prises pour une prochaine campagne; mais un *nationalisme* jaloux inspirait le mouvement de 1848. Mazzini était très-hostile à cette intervention, Charles-Albert également. Quelques Milanais et Manin étaient seuls à la désirer, dans l'espoir que la France organiserait les provinces émancipées en une république lombardo-vénitienne. Après le désastre de Custozza, les Milanais, puis Charles-Albert, réclamèrent cet appui, mais il était trop tard. La France, toute sanglante des horribles journées de juin, était entrée dans une ère de réaction ; et le général Cavaignac répondit à cette demande par l'offre de la médiation diplomatique de l'Angleterre et de la France. Après la rentrée victorieuse des Autrichiens à Milan, cette médiation avait de faibles chances de réussite.

CHAPITRE VI

LES PREMIERS PARLEMENTS ITALIENS.

Agitation démagogique à Naples. — Le ministère Troya. — Réunion préparatoire des députés de la Chambre basse. — Victoire des troupes royales au 15 mai. — La Sicile vote la déchéance des Bourbons. — Le premier parlement piémontais. — Le parti constitutionnel en Toscane. — Ministère Capponi. — Propagande mazzinienne. — Irritation des Romains contre l'allocution du 29 avril. — Ministère Mamiani. — Opposition de la prélature au régime parlementaire.

En 1848, l'Italie poursuivait à la fois la liberté intérieure et l'indépendance; et au moment où ses armées combattaient en Lombardie, ses gouvernements inauguraient le régime constitutionnel, en rassemblant les premiers parlements.

A Naples, le nouveau régime s'ouvrit au milieu des fêtes, des banquets et des apologies ampoulées de Ferdinand II; mais ce déploiement fastueux de concorde offrait peu de solidité. L'octroi inopiné d'une constitution n'avait pas éteint la haine que cinquante années de persécutions et de supplices avaient allumée contre la dynastie: d'ailleurs la corruption excessive des mœurs et le caractère désordonné du peuple napolitain apportaient de sérieux obstacles à l'établissement d'institutions libres.

Le roi affecta du zèle pour la constitution, il en pressa la rédaction; et, ainsi que son père et son aïeul, il donna une grande solennité à la cérémonie du serment. Il le prêta, le 10 février, en présence des autorités et des grands du royaume: « Je promets et je jure, dit-il, d'observer inviolablement la constitution de la monarchie, promulguée et *irrévocablement sanctionnée* par nous, le 10 février 1848. Je promets et je jure aussi de ne jamais

faire ni tenter aucune chose contre la constitution et les lois sanctionnées, soit pour les propriétés soit pour les personnes. *Qu'ainsi Dieu m'aide et m'ait dans sa sainte garde.* » Là-dessus, il monta à cheval, et fit prêter serment à l'armée.

Soit inhabileté des chefs libéraux, soit explosion inévitable des passions longtemps comprimées, les théories exagérées surgirent rapidement. De petites feuilles agressives et malignes semaient la zizanie par leurs récriminations. Quelques semaines auparavant, la profession d'opinions très-modérées suffisait pour envoyer en exil ; et maintenant on méprisait le statut du 10 février, et la presse et les clubs revendiquaient la constitution semi-républicaine de 1821. La révolution de février fomenta cette effervescence ; des agitateurs mazziniens, des Calabrais, des Siciliens affluèrent à Naples et y soufflèrent la flamme démagogique. Les cafés étaient encombrés tout le jour d'une foule bavarde et agitée qui déblatérait contre la cour, l'armée, l'administration, et préparait des démonstrations de rues. Devant cette levée des opinions extrêmes, les meilleurs ministres se seraient usés, à plus forte raison des hommes vains et peu capables comme Bozzelli et ssllecoègues.

Après un mois de tergiversations, le ministère se renouvela par l'adjonction de Salicetti, bon jurisconsulte, magistrat intègre et énergique. Salicetti espéra dominer les passions de la multitude et raffermir le gouvernement constitutionnel en se jetant dans le radicalisme ; il demanda la réforme du statut et l'abolition de la Chambre des pairs ; mais le roi s'y refusa.

Les événements de la Lombardie donnèrent l'ascendant au parti italien (3 avril). Le vénérable Troya, érudit blanchi dans les travaux historiques, eut la présidence du ministère. Dragonetti,' le patriote le plus généreux et le plus persévérant du royaume, dont toute la vie n'avait été qu'une lutte contre la tyrannie, une suite d'exils et d'emprisonnements, en fut l'homme d'action. Le ministère fit connaître son programme : coopération prompte et vigoureuse à la guerre, adoption du drapeau tricolore,

refonte de la loi électorale, modification de la Chambre des pairs. Non content de s'embarquer dans une guerre déjà bien difficile à faire accepter au roi et à la population, il mettait en question l'élément conservateur de la constitution. Cette témérité préparait une catastrophe.

Le cabinet Troya ne fut pas mieux appuyé que les précédents par les libéraux. Il était dans l'intérêt des clubs et du parti avancé de soutenir chaudement cette combinaison, la plus radicale qu'ils pussent espérer; mais le besoin de faire de l'opposition et de diffamer les hommes en place avait trop de charme, et l'on ne cessa pas de vilipender un ministère : « *peureux*, disait-on, *et peut-être vendu.* »

Les absolutistes, déconcertés d'abord par la révolte de la Sicile et la première effervescence libérale, n'avaient pas tardé à reprendre courage. La bureaucratie et la vieille police semaient des rumeurs odieuses; des agents provocateurs, mêlés aux démocrates, vociféraient dans les clubs et poussaient au désordre, pendant que d'autres travaillaient le bas peuple dans l'intérêt de l'absolutisme. Les meneurs de ce parti avaient leur centre d'action dans le palais du comte d'Aquila, frère du roi; ils y concertaient des manœuvres pour diviser les libéraux et pour attiser contre eux la haine de l'armée; le langage insultant et fanfaron de la mauvaise presse ne donnait que trop de prise à leurs intrigues.

Le ministère ne fermait pas les yeux sur le travail désorganisateur des partis extrêmes; mais il était sans force pour le combattre, car il manquait de point d'appui. Au palais, Troya et ses amis ne rencontraient que visages glacés et haine secrète; les courtisans les taxaient de machinateurs et d'albertistes. Le roi avait réussi à conserver la direction des affaires militaires; et les généraux cherchaient à lui plaire. Depuis le 29 janvier, ce prince se retranchait dans une indifférence et une inertie apparentes et repoussait les mesures d'ordre public proposées par les ministres. Un jour il en donna cette raison profonde à un de ses confidents : « Il faut, lui dit-il, que ces gens se cuisent dans leur huile même. »

L'encyclique du 29 avril ayant enlevé au parti national l'appui du nom de Pie IX, les absolutistes de Naples exploitèrent activement ce fait auprès du bas peuple. On remarquait de la fermentation dans les quartiers habités par les lazzaroni; les vieux cris de : *Vive la sainte foi! vive le roi absolu! mort aux carbonari!* s'y faisaient entendre; des bandes de lazzaroni assaillaient à coups de pierre les patriotes et arrachaient les cocardes italiennes. Le bruit d'une prochaine trahison de la part de la cour commençait à circuler à Naples et dans le reste de l'Italie.

Les élections eurent lieu avec assez de calme. Environ 125,000 électeurs prirent part au vote; leurs choix se portèrent sur des constitutionnels avancés. La plupart des députés arrivèrent à Naples décidés à obtenir des institutions plus larges que le statut du 10 février, conformément au programme tracé par le ministère Troya. L'ouverture de la chambre avait été fixée au 15 mai. Le 13, les députés présents à Naples se réunirent au palais de Monte-Oliveto, pour s'entendre sur la question du serment. On colportait dans Naples le bruit que le roi ne reconnaissait pas les promesses du ministère. Un certain nombre de députés lui firent savoir que leur conscience ne leur permettait pas de prêter le serment suivant la formule connue. Le roi refusa d'abord de la modifier; et le soir du 13, il fit afficher un cérémonial de la séance du 15, où le serment gardait sa précédente teneur. Les ministres offrirent leur démission, mais le roi la refusa.

Le 14 mai, la discussion reprit avec animation à la réunion des députés de Monte-Oliveto. La journée se passa en harangues; vers la nuit, la fermentation avait pris un caractère inquiétant. Le roi consentit alors à ajouter à la formule du serment : « sauf l'extension des lois dépendantes du statut. » Les modérés demandèrent que l'assemblée se tînt pour satisfaite; mais les passions étaient lancées; les perturbateurs ne voulaient pas perdre une aussi belle occasion de conflit. Une foule compacte et tumultueuse obstruait les abords du palais et criait avec fureur : *Vive la chambre! à bas les pairs!* Tout à coup le démagogue La Cécilia se jette dans la salle avec des

cris et des gestes de possédé. « Les troupes royales, dit-il, sont en marche pour assaillir le peuple et ses représentants; mais le peuple est décidé à résister. » Un député s'avance vers la fenêtre et appelle la garde nationale à la défense de la constitution et le peuple aux barricades. L'assemblée était entourée de démagogues armés, dirigés par les chefs calabrais Mileti et Romeo. La nuit se passa dans cette fermentation, la réunion des députés siégeant en permanence, tandis que les émeutiers travaillaient aux barricades. Quant aux troupes royales, elles avaient été de nouveau consignées dans leurs casernes.

Le roi fit encore une concession, et de grand matin il envoya dire à la chambre qu'il consentait à l'ouvrir sans la formalité du serment, moyennant la destruction immédiate des barricades. Les députés firent des motions pacifiques, mais ils ne dirigeaient pas le mouvement. Un certain nombre d'énergumènes siciliens et calabrais, des mazziniens, des agents provocateurs en avaient la direction. Le peuple, disaient-ils, a besoin de garanties et ne cédera que si on lui livre les forts. Pendant la nuit, les émeutiers avaient sillonné la rue de Tolède et les autres rues débouchant près du palais, d'un grand nombre de barricades; une des plus menaçantes se dressait au bas de la rue Sainte-Brigitte, presque sous les fenêtres du palais.

Sur le matin, les députés de la réunion de Monte-Oliveto se séparèrent en demandant au roi d'envoyer un commissaire royal pour ouvrir la législature. Ferdinand persista à demander que le peuple enlevât d'abord les barricades. La matinée se passa dans cette situation critique; environ 20,000 hommes de troupes royales garnissaient les forts et entouraient le palais; le roi était consterné; mais son entourage militaire, et les Suisses désiraient une collision.

Le premier coup de feu partit, dit-on, vers onze heures du matin, de la barricade placée en face du palais; deux autres le suivirent et un soldat fut tué. Il y eut un moment de confusion parmi les troupes qui étaient rangées devant le palais avec leurs armes en faisceaux; et les officiers

eurent quelque peine à rétablir les rangs. Ordre fut alors donné aux régiments suisses et à la garde royale d'attaquer et de détruire les barricades.

Aux premiers coups de feu, la cohue bruyante qui encombrait les rues voisines du palais et donnait une apparence de force à l'insurrection se dispersa ; les gardes civiques, les tapageurs, les criards, les poltrons, les agents provocateurs s'étant allés cacher, il ne resta à la défense des barricades qu'une poignée de jeunes exaltés, presque tous Siciliens ou Calabrais; ils montèrent dans les maisons voisines et en matelassèrent les fenêtres pour tirer de cet abri sur les troupes. Le régiment de Gingins, chargé de l'attaque des barricades de la rue Sainte-Brigitte, eut la plus rude besogne. Le feu couvert des insurgés lui tua plusieurs officiers et beaucoup de soldats ; les insurgés poussaient des cris de joie lorsque leurs coups avaient porté et ils tiraient sur les blessés; les soldats exaspérés montèrent dans les maisons et firent main basse sur tout ce qui portait une arme. Les Suisses et la garde royale napolitaine enlevèrent successivement les barricades de la rue de Tolède, de la rue Monte-Oliveto et des ruelles avoisinantes, en remontant vers Capo di Monte. La troupe fit beaucoup de prisonniers qu'elle passa par les armes dans les fossés du château neuf.

Cependant une tourbe immense de lazzaroni, qui s'amassait depuis le matin aux environs du palais, fit irruption, et aux cris de *Vive le roi ! vive la sainte foi !* elle se mit à la piste des troupes royales et se jeta sur les maisons nettoyées d'insurgés pour saccager, piller et tuer. Les lazzaroni furetèrent longtemps à la recherche de Salicetti, ayant promis, disaient-ils, de porter sa tête au roi. Vers le soir, les quartiers voisins du palais et de la somptueuse rue de Tolède présentaient un aspect de désolation ; ici, des incendies ; là, des maisons dévastées, des cadavres gisant sur le sol, des débris épars ; et les hordes immondes des lazzaroni, emportant leur butin et hurlant en l'honneur du roi. Les libéraux avaient espéré l'appui de la flotte française, à l'ancre dans la baie de Naples, mais elle ne fit que de vaines démonstrations. Au palais,

on était tout à la joie du triomphe ; les courtisans étaient rayonnants ; le roi ne se sentait pas d'aise d'une victoire si prompte et si complète. Reprenant sa suffisance : « Moi aussi j'ai fait ma démonstration, » disait-il.

La victoire des troupes royales avait mis le royaume aux pieds de Ferdinand II. Mais prudent dans la victoire, et consultant l'état de l'Italie et de l'Europe plus que ses inclinations, le roi rappela au ministère Bozzelli et les constitutionnels municipalistes et publia, le 24 mai : « que c'était sa *ferme et immuable volonté de maintenir pure et immaculée de chaque excès la constitution du 10 février,* seule conciliable avec les vrais et actuels besoins du royaume, l'arche très-sainte à laquelle est confié le sort de ses bien-aimés sujets. La chambre sera sous peu réunie de nouveau. Chacun doit reprendre ses occupations habituelles, *se fiant avec effusion d'espérance à sa loyauté, sa religion et son serment sacré et spontané.* » Belles paroles si elles n'eussent été un de ces leurres dont le despotisme est prodigue dans les jours de danger

A Naples, les intempérances démocratiques avaient compromis la liberté ; en Sicile, le municipalisme eut le même effet. La fierté insulaire s'exagéra ses succès. Le gouvernement constitutionnel napolitain était disposé à de larges concessions. Le 6 mars, il offrit à la Sicile un parlement et un ministère séparés avec un lieutenant royal ; lord Minto en porta la proposition à Palerme ; mais on ne l'écouta pas. Le parlement sicilien s'assembla, le 25 mars, et nomma un gouvernement provisoire présidé par le vénérable Ruggiero-Settimo ; puis, il vota la déchéance de la maison de Bourbon et offrit, mais inutilement, le trône de la Sicile au duc de Gênes, le second fils de Charles-Albert. Par malheur pour elle, la Sicile ne prit pas des mesures défensives en rapport avec la gravité de ses prétentions ; et lorsqu'après une année de liberté, elle eut sur les bras les troupes de Ferdinand, elle retomba sous le joug, et son sort fut pire qu'avant 1848.

En rapprochant la révolution napolitaine de 1848 de celle de 1820, on est frappé du peu de progrès de l'esprit public. On peut même dire qu'en 1848, le parti libéral à

perdu du terrain. La révolution de 1820 était sortie de l'acclamation générale; saluée joyeusement par l'armée et le peuple, elle domina le pays pendant neuf mois et ne tomba que devant l'intervention autrichienne. Celle de 1848 fléchit au bout de trois mois sous le premier essai de réaction royale. Ce n'est pas la liberté, mais le despotisme qui s'est affermi pendant ces vingt-sept ans; sous la main énergique de Ferdinand II, il s'est fortifié civilement et militairement; et pour bien des années encore, Naples est vouée à la tyrannie.

Vers le temps où la liberté éprouvait à Naples un si rude échec, le premier parlement piémontais se réunissait à Turin. Cette assemblée renfermait beaucoup d'hommes de 1821, dévoués à la liberté et très-désireux de mener à bonne fin la guerre et l'unification de la haute Italie. Le ministère, présidé par César Balbo, se recommandait plus par le patriotisme que par l'habileté. Ses membres influents étaient des hommes à idées absolues, peu au fait des transactions nécessaires dans le maniement des affaires. Ils péchèrent aussi par un excès d'optimisme; ils crurent à une victoire aisée sur l'Autriche et ne prirent pas les mesures d'armement général qui auraient pu intimider cette puissance et lui arracher la cession du territoire vénitien. Une autre singularité de ce cabinet fut sa froideur à l'égard des propositions de fédération faites par Pie IX et la Toscane. Quant au parlement, il s'occupa trop de la guerre. Brofferio et d'autres orateurs prodiguèrent les interpellations sur les conditions de l'armée et les perspectives de la campagne. Au moment des revers, les discussions s'aigrirent : les démocrates n'admettaient pas la possibilité d'une défaite des armées italiennes, et voyaient partout des trahisons.

La popularité la plus éclatante de la révolution était toujours celle de Gioberti. De Paris, l'illustre publiciste s'était transporté à Turin. A son arrivée la ville fut illuminée; on ne parlait que *du grand philosophe, du prophète céleste, du précurseur inspiré* : chacun voulait le voir et *ouïr sa parole souveraine*. Afin de fortifier les sympathies albertistes, Gioberti entreprit une tournée dans la Péninsule.

A Milan, son influence neutralisa les menées mazziniennes; à son entrée à Gênes, le chapitre métropolitain vint le haranguer comme il aurait fait pour une tête couronnée; à Rome, on donna son nom à la rue où il logea; la ville lui envoya une garde d'honneur; les cardinaux et les prélats se pressaient à ses réceptions. Gioberti entretint le pape à trois reprises, et chercha à l'entraîner dans l'alliance de Charles-Albert; Pie IX montra d'abord de la défiance, puis il se ravisa, et finit par promettre à Gioberti de couronner, de ses mains, Charles-Albert roi de la haute Italie, le lendemain de la victoire. A Florence, la réception faite au grand philosophe ne fut pas moins pompeuse.

Vers la fin de juillet, le ministère Balbo fit place à un cabinet de fusion. Casati y représentait Milan, Paleocapa Venise, Gioya Parme. Ce ministère s'occupa avec activité de la conclusion d'une fédération et dépêcha, à cet effet, à Rome le célèbre abbé Rosmini; mais à la suite de la défaite de Custozza il dut se retirer; et Pinelli et Revel formèrent une administration piémontaise et moins avancée.

Le 26 juin, le grand-duc Léopold II ouvrit avec solennité la première législature toscane par un discours élégant et orné, où il parut également enflammé pour l'indépendance et pour la liberté de l'Italie, et remercia Dieu de l'avoir choisi pour donner à son peuple un régime libéral. Cette première chambre fit honneur à la culture littéraire de la Toscane; elle abondait en orateurs habiles à disserter sur les questions de principes, subtils à faire des distinctions et à saisir des nuances.

Le ministre dirigeant, Cosimo Ridolfi, ancien libéral et patriote éprouvé, se donnait beaucoup de peine pour bien diriger l'État; il avait sur les autres chefs libéraux l'avantage d'être familier avec la famille grand-ducale, et il eût été sage de le maintenir au pouvoir, d'autant plus qu'aucune opposition de principe ne le séparait de la majorité. Mais à ce début de la vie parlementaire, il existait un préjugé invétéré contre toute politique ministérielle. Les Italiens n'ayant vu au pouvoir

que des rétrogrades ennemis de leur pays, avaient contracté des habitudes d'opposition systématique. Soutenir un projet ministériel, ou siéger sur les bancs de la majorité, leur paraissait une défection à l'intérêt national. Gino Capponi succéda au ministère de Cosimo Ridolfi. Aucun nom n'était entouré de plus de respect que celui de ce vieillard vénérable, le patriarche du parti libéral, depuis trente ans à la tête de toutes les œuvres utiles au progrès des lumières et au bien-être social. Dans un temps de calme, ce digne patriote aurait servi d'ornement et de sauvegarde à une administration; mais au milieu de l'effervescence confuse et des ferments d'anarchie qui surgissaient de toutes parts, il ne réussit pas mieux que Cosimo Ridolfi à donner au pouvoir l'assiette désirable.

La fâcheuse issue de la guerre avait porté un coup irréparable à la popularité du parti modéré. Les deux princes dont les noms avaient servi de point de ralliement aux amis d'une liberté tempérée, Pie IX et Charles-Albert, y perdirent leur prestige. Le parti mazzinien se redressa et prit un ton de provocation et de défi. « Les princes, disait Mazzini, ayant failli à la tâche, et s'étant montrés traîtres à la liberté et à l'indépendance, il faut en appeler au peuple, substituer la guerre du peuple à la guerre royale, et gouverner l'Italie démocratiquement. »

Pendant l'automne de 1848, la Toscane fut le théâtre principal des efforts du parti mazzinien. Une foule de patriotes lombards, vénitiens, modenais, napolitains, s'abattirent sur ce petit pays et réclamèrent du gouvernement toscan des subsides et des emplois. Répandus dans les cafés et les cercles, ils s'évertuaient à démonétiser le régime constitutionnel et le parti modéré. Parmi la population, la démocratie ne comptait que quelques hommes ardents, avocats ou lettrés, et des esprits troubles et sans consistance, des gens déclassés, des perturbateurs. Le concours de l'émigration prêta à ce parti une force qu'il n'aurait pas eue par lui-même. Livourne était toujours le foyer des turbulences, et mettait en péril la tranquillité publique. La faiblesse du parti constitutionnel venait moins de ses fautes que du découragement

ment, de la mollesse, du scepticisme, auxquels les masses se laissaient aller depuis la défaite de Custozza.

A Rome, les passions étaient plus enflammées qu'en Toscane. La déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, avait obligé le pape à rompre avec le rôle patriotique où les meneurs voulaient le contraindre. Pie IX avait pourtant hésité, soit sentiment italien, soit faiblesse; pendant plusieurs semaines, ses actes avaient trahi les fluctuations et les doutes de son esprit. Les scrupules du pontife finirent par l'emporter, et il se décida à prononcer la fameuse allocution du 29 avril, afin de dégager la responsabilité du Saint-Siége vis-à-vis de l'Allemagne.

Une vive agitation s'était déclarée à Rome quand on y avait connu le sens exact de l'allocution. L'animosité contre le régime ecclésiastique, suspendue depuis deux ans, reprit avec violence; et le respect, la confiance, l'affection que le peuple avait placés en Pie IX s'évanouirent comme par enchantement. Pie IX fut stupéfait de cette volte-face subite, et de la disparition d'une popularité dont il n'avait pas démêlé le secret. Son cœur en fut aigri; la haine de la cause populaire commença à prévaloir en lui; il se plaignit avec amertume de l'ingratitude du peuple, parla de quitter Rome, et lança un édit menaçant ses sujets de l'excommunication. Cet édit produisit un effet déplorable. Le peuple le déchira avec colère. Pie IX a jeté le masque, disait-on; ses concessions, ses bénédictions, n'étaient donc qu'une feinte, une amorce pour avoir des applaudissements et nous endormir! Il n'a pas excommunié les Autrichiens quand ils violaient notre territoire; et maintenant il parle d'excommunier ses fidèles sujets, coupables seulement de vouloir libérer l'Italie du joug étranger! Pie IX n'est qu'un traître, un ami de l'Autriche. En se refusant à faire la guerre à l'ennemi mortel de notre patrie, il confesse que les deux pouvoirs sont inconciliables. Ses scrupules sont touchants, en vérité! Les papes en ont-ils jamais eu, alors que leurs intérêts étaient en jeu? Que de guerres sanglantes, de factions, d'interventions étrangères, leur ambition n'a-t-elle pas déchaînées sur l'Italie! La papauté temporelle [est toujours] cette enne-

mie irréconciliable de notre indépendance, signalée par nos grands publicistes. Aussi longtemps qu'elle subsistera, le peuple romain ne possédera ni liberté ni patrie. »

Effrayé des suites de l'exaspération populaire, Pie IX recommença à tergiverser. Le peuple n'a pas compris ses intentions, dit-il; si son caractère de pontife l'empêche de déclarer la guerre à l'Autriche, il aime toujours l'Italie, et désire sa libération. Afin de montrer son zèle italien, il adressa une lettre autographe à l'empereur d'Autriche pour l'engager à céder ses droits sur l'Italie, et il envoya à Vienne monseigneur Morichini, en le chargeant d'insister pour que l'empereur renonçât à toute possession territoriale dans la Péninsule.

Ces concessions au parti national, ainsi que la formation d'un ministère laïque calmèrent un peu l'effervescence populaire et retardèrent de quelques mois le soulèvement démocratique. Le cardinal Antonelli se retira ostensiblement des affaires et Terenzio Mamiani, l'homme le plus accrédité du parti libéral, forma un cabinet (4 mai). Mamiani ne souhaitait pas la république. Mais il arrivait au pouvoir avec le dessein de désintéresser le clergé des soins temporels et de réduire la souveraineté pontificale à une dignité honorifique. Ce projet ressortait visiblement du discours par lequel (5 juillet) il ouvrit la session législative. Son texte avait été l'objet de tiraillements avec le pape. « Notre prince, disait-il, en sa qualité de père de tous les fidèles, demeure dans la haute sphère de sa céleste autorité, vit dans la paix sereine du dogme, dispense au monde la parole de Dieu, prie, bénit et pardonne.... En sa qualité de prince constitutionnel, il laisse à votre sagesse le soin de pourvoir aux besoins temporels. » Pie IX, très-mécontent du sens donné à ce discours, saisit l'occasion de la présentation de l'adresse de la chambre pour le censurer avec vivacité, et il dit aux députés que, bien loin d'accepter cette théorie sur la séparation du temporel et du spirituel, il considérait la grandeur de l'Etat Romain comme étroitement liée à l'inviolabilité des priviléges de l'Eglise.

Ainsi qu'à Florence, beaucoup de patriotes romains confondaient le libéralisme avec l'esprit d'opposition quand même. La chambre des députés manquait d'orateurs exercés, capables de diriger un débat et de grouper la majorité autour d'un programme fixe. Le ministère était mal défendu. Tandis qu'Orioli, un ancien carbonaro, devenu réactionnaire, l'attaquait dans l'intérêt de la cour, le prince de Canino lui faisait une guerre d'invectives. Tribun à la parole bruyante, sonore, indiscrète, il troublait les délibérations par des interpellations hors de propos et des appels aux tribuns. Sterbini soutenait le ministère; mais son esprit trouble, entortillé, gonflé, le compromettait; Galetti, avocat délié, subtilisait et faisait de l'équilibre.

Pendant cet essai des institutions parlementaires, l'esprit réactionnaire se dessinait de plus en plus dans le monde clérical. Les cardinaux et les prélats assiégeaient de leurs suggestions hostiles l'âme vacillante et timorée de Pie IX. A quoi, lui disaient-ils, ont conduit ces mesures libérales si vantées? sinon à remuer les passions, à corrompre le sens moral des populations, et à faciliter aux malintentionnés le renversement de la domination temporelle? Le dessein des démocrates est manifeste et ils n'attendent qu'un succès sur l'Autriche pour le mettre à exécution. Pie IX, menacé comme prince, scandalisé comme prêtre, était en proie à une humeur noire et à des accès de mélancolie suivis de crises nerveuses. Loin de se fier à Terenzio Mamiani, il le regardait comme un machinateur non moins dangereux que les démagogues.

L'incompatibilité entre le pontificat et le régime constitutionnel se faisait jour en mainte occasion. Le ministère Mamiani avait les mains liées; les nonciatures refusaient d'exécuter ses ordres et communiquaient directement avec le pape, lequel, au moyen du cardinal Antonelli, opposait un gouvernement occulte à celui de statut. Le corps diplomatique affectait également de s'adresser directement au pape. Bien que les emplois fussent ouverts aux laïques, les tribunaux supérieurs et le gouvernement des provinces appartenaient toujours à la prélature. Le

pape repoussait systématiquement les candidats laïques proposés par le ministère. Le statut ayant réservé au pontife, assisté des cardinaux, la décision de toutes les questions mixtes et la sanction des lois votées par les chambres, les actes du gouvernement parlementaire se trouvaient incessamment mis en question par les gens d'Eglise au nom du droit canon, science mystérieuse où nul œil de laïque n'a jamais pénétré.

Rebuté par les embûches de la prélature et par la tiédeur des siens, Mamiani offrit plusieurs fois au pape sa démission; mais aucun cabinet ne réussissant à se former, il conserva son portefeuille. Son ministère traîna une existence languissante pendant l'été de 1848, et dura jusqu'au 16 septembre, date à laquelle le comte Rossi se chargea des affaires.

C'est sous ces auspices inquiétants que se termina l'été de 1848. Six mois à peine s'étaient écoulés depuis l'octroi des constitutions, et, à Naples, en Toscane, à Rome, les institutions libres étaient sérieusement menacées. A Naples, la réaction militaire n'en laissait plus qu'un simulacre ; à Rome, la démocratie menaçait d'emporter le trône pontifical et la politique modérée; en Toscane, la faiblesse des constitutionnels et la molle nonchalance des hautes classes ouvraient la voie à une démocratie gonflée et verbeuse. Bien loin que le triomphe des opinions avancées eût élargi le cercle de la révolution et accru son énergie, il n'avait fait qu'augmenter le nombre des peureux et que discréditer la cause nationale auprès des masses. La société italienne refusait sa confiance au parti démocratique. Son instinct d'ordre se révoltait contre tout excès révolutionnaire, et, plutôt que d'y céder, elle revenait à ses vieux préjugés contre la liberté. Partout l'esprit public s'affaissait rapidement. Quelle chute si l'on songe aux espérances de l'année 1847, alors que tout souriait à un mouvement généreux et pur, dirigé par les hommes les plus vertueux et les plus sages de la Péninsule!

CHAPITRE VII

DE LA DÉMOCRATIE DANS L'ITALIE CENTRALE.

Ministère de Rossi. — Assassinat de ce ministre. — La journée du 16 novembre. — Fuite du pape à Gaëte. — L'agitation démocratique en Toscane. — Ministère Montanelli-Guerrazzi. — Fuite du grand-duc. — Violence réactionnaire de la cour de Gaëte. — Réunion de la *Constituante romaine*. — Déchéance de la papauté temporelle. — Pie IX réclame le secours des quatre puissances catholiques. — Mazzini à Rome.

Le 16 septembre 1848, le comte Rossi, cédant au vœu réitéré de Pie IX, prit en main l'administration des États romains. Depuis la chute de Louis-Philippe, cet homme d'État était resté à Rome spectateur des événements et conseiller officieux du saint-père. L'arrivée au pouvoir d'un homme de cette capacité changeait la face des affaires. Administrateur et économiste supérieur, diplomate plein de ressources et d'à-propos, Rossi était l'homme le plus propre à dominer les éléments discordants de la société romaine et à organiser la papauté constitutionnelle, si cette combinaison est possible.

Avait-il une foi complète dans l'avenir de la papauté? il est permis d'en douter. Mais Rossi voyait en elle une grande institution indigène : « La papauté, disait-il, est la seule grandeur vivante qui reste à l'Italie et qui la fait respecter et révérer par l'Europe et le monde catholique. » En prenant en main le gouvernement de l'Etat romain, Rossi se proposa de trouver une transaction entre la dépossession complète de la papauté temporelle et l'ancien régime théocratique. Épurer et réorganiser l'administration et les tribunaux, refondre les codes, fonder la compétence gouvernementale des laïques au moyen de l'intervention régulière de la presse et des chambres dans les affaires publiques, enlever au clergé ses priviléges abusifs, tout en lui conservant ses droits nécessaires,

faire entrer, en un mot, le pontificat temporel dans le cadre d'un gouvernement civil et libre, voilà la tâche ardue à laquelle il mit la main et qui ne tarda pas à soulever contre lui les partis extrêmes.

Rossi regardait la guerre avec l'Autriche comme terminée; mais il reprit avec zèle le projet, plusieurs fois mis en avant, d'une fédération avec le Piémont, la Toscane et Naples. Il tenait à cette dernière alliance, et ce ne fut pas une des moindres causes de son impopularité. D'après son projet, une diète formée des députés des princes italiens, aurait siégé à Rome sous la présidence du pape; elle aurait eu le droit de paix et de guerre et diverses attributions économiques. Le Piémont fit des objections et demanda que la fédération lui garantît son territoire; Rossi consentait à garantir l'ancien, mais non les provinces lombardo-vénitiennes, auxquelles le Piémont prétendait, en vertu du plébiscite des mois de mai et de juin. Au fond, le cabinet de Turin ne désirait qu'un traité d'alliance offensive et défensive qui lui assurât un contingent en hommes et en argent pour le moment où il recommencerait la guerre. Rossi cherchait, d'un autre côté, à balancer l'influence de Turin par celle de Naples. Il nourrissait de trop hautes vues sur Rome, qu'il envisageait comme la capitale de l'Italie, pour se mettre à la suite du cabinet de Turin. Cette politique, élevée et patriotique à un point de vue théorique, avait le tort de manquer d'actualité. Le meilleur des forces civiles et militaires de l'Italie étant concentré en Piémont, il était d'un grand intérêt que ce gouvernement conservât sa pleine liberté d'action et ne fût pas embarrassé dans sa marche par la solidarité de pouvoirs précaires ou tyranniques comme ceux de Rome et de Naples.

Ce grief ne justifiait pas cependant l'amertume des attaques dont Rossi fut l'objet de la part de la presse piémontaise. Dans le nord de l'Italie on ne remarqua pas assez l'importance de son ministère. Rome était le point vulnérable de la révolution italienne, celui où les violences de la démagogie risquaient de provoquer l'intervention armée des puissances catholiques. Dans leur

appréciation de Rossi, beaucoup d'Italiens se laissaient aussi aveugler par de vieux préjugés sur le règne de Louis-Philippe, et ils accusèrent de froideur et de sécheresse réactionnaires, un des citoyens les plus dévoués à la cause nationale. Le dépit des clubistes romains s'explique mieux; depuis deux ans ils avaient pris l'habitude de se moquer des ordres de l'autorité, et maintenant ils rencontraient une volonté ferme et décidée à user de tous les moyens légaux pour ramener l'ordre.

Ce fut surtout dans l'administration intérieure que Rossi déploya une activité salutaire. Il supprima beaucoup de pensions et de sinécures ecclésiastiques et décréta une taxe sur les biens de mainmorte. Il prépara une réorganisation judiciaire, laquelle aurait substitué au système compliqué et abusif des tribunaux romains, la juridiction française à deux degrés avec une cour de cassation. Aux employés il demanda de l'ordre, du travail, de la probité; il mit la main à l'apurement des comptes du ministère des finances, il commença des études sérieuses sur le réseau des chemins de fer romains et pressa les municipes de s'en occuper; il décréta les lignes télégraphiques et projeta l'introduction du système pénitentiaire. On peut dire que Rossi composait à lui seul le gouvernement. Il avait la main dans presque toutes les administrations; ses collègues n'étaient que des subordonnés, auxquels il ne communiquait qu'une partie de ses plans.

Cette initiative hardie, résolue à aller partout droit au mal et à le faire disparaître, soulevait un monde de réclamations; les fonctionnaires et la prélature étaient très-hargneux; le clergé se révoltait contre la prétention de Rossi de faire contribuer les richesses ecclésiastiques aux nécessités de l'État. Le vieux parti sanfédiste s'agitait sourdement pour faire tomber l'audacieux qui portait la main sur des abus séculaires. Aux intrigues souterraines des cléricaux se joignaient les plaintes de la démagogie. « Rome, disait-on dans les clubs, ne se laissera pas enchaîner par un traître qui renonça à être Italien pour servir un prince usurpateur

et tyran hypocrite. » Rossi, imperturbable en face de ce concert d'insinuations et de déclamations, préparait ses plans de réforme; il avait mis au ministère de la guerre le vieux Zucchi; et par des coups d'énergie, tels que l'arrestation du moine démagogue Gavazzi et l'expulsion de Garibaldi, il cherchait à intimider les perturbateurs.

A l'approche du jour fixé pour la réunion de la Chambre, Rome avait une apparence sinistre. Un grand nombre de démocrates des provinces et d'anciens soldats de la guerre de l'indépendance, attirés par les meneurs, soufflaient le feu; des rumeurs inquiétantes commençaient à circuler: on disait que, le jour de l'ouverture de la Chambre, le peuple ferait une démonstration pour faire tomber Rossi et pour obtenir une *Constituante italienne*. Rossi avait rassemblé à Rome un certain nombre de gendarmes pontificaux, corps auquel il croyait de la fidélité; mais de troupes de ligne, il n'en avait pas; Zucchi était absent et les Suisses tenaient garnison dans les Légations.

Le 15 mai, les abords du palais législatif furent envahis de bonne heure par une foule agitée et de mauvaise apparence. Une bande de volontaires revenus de Vicence, avec la tunique, la médaille civique et ayant la dague au côté, obstruait l'entrée du palais et faisait aile de la porte au bas de l'escalier; de temps en temps une exclamation violente ou un blasphème partait de ce groupe. A l'arrivée du carrosse du ministre, une clameur sinistre s'élève de la cour du palais; Rossi descend de voiture et s'avance brusquement vers l'escalier, la tête haute, suivi de son secrétaire Righetti. Une ondulation rapide se fait parmi la troupe des anciens soldats de Vicence; Rossi est séparé de son secrétaire et entouré; un soldat l'insulte, et, comme Rossi se retourne avec dédain, une main inconnue lui plonge un poignard dans la gorge. Le ministre tombe. Les furieux qui l'entourent font cercle un instant et, voyant le sang jaillir à gros bouillons de la plaie, ils se séparent et se perdent dans la foule. Le coup avait été si sûr, que Rossi expira quelques instants après sans proférer une parole.

Cependant le bruit que le ministre a été blessé se ré-

pand dans la Chambre; on vient en hâte demander s'il est des médecins parmi les députés; on s'interroge, on entre, on sort; la terreur est peinte sur tous les visages. Le président Sturbinetti, affectant un calme qu'il n'a pas, monte à son siége et fait lire le procès-verbal de la dernière séance; vingt-cinq députés à peine sont présents; bientôt la salle est vide. Ce mutisme, cette prudence extrême ajoutèrent à l'odieux de la scène. Aux abords du palais, même terreur, même silence. A la chute du jour, les rues et les places de Rome étaient mornes et désertes; les gens paisibles, retirés chez eux, tremblaient et s'entretenaient de leurs craintes. Une bande de forcenés, formée de l'écume des clubs, de quelques carabiniers, de quelques gardes civiques parcourait bruyamment le Corso en bénissant le poignard libérateur et en vociférant des injures à la mémoire du mort. Le lendemain, la presse s'exprima sur ce forfait avec un ton énigmatique, ou l'approuva implicitement. Les insensés qui trouvaient des excuses pour ce crime, connaissaient-ils la réprobation qu'il allait attirer sur la révolution romaine et les arguments que les ennemis de la cause populaire en tireraient contre l'Italie?

Le meurtre de Rossi consterna Pie IX, et remplit d'effroi le Quirinal. Les ministres, tout éplorés, vinrent remettre leurs portefeuilles : personne n'osant prendre leur place, ils la gardèrent provisoirement. Ayant fait appeler le colonel Calderari, commandant des gendarmes, les ministres l'interrogèrent sur les circonstances du meurtre; Calderari répondit avec embarras. Sur l'injonction de faire des arrestations, il balbutia quelques paroles évasives, puis il promit de prendre des mesures; mais au sortir de cette entrevue, il alla fraterniser avec les clubistes, ce qui entraîna la défection des gendarmes pontificaux. Calderari était un ancien *grégorien*, un homme astucieux et double. Voyant les démocrates en veine de puissance, il les flattait. Peut-être obéissait-il à quelque suggestion plus noire?

La trahison de Calderari privait Rome de toute force publique; la garde civique, mal organisée, mal com-

mandée ou acquise aux clubistes, ne comptait pas. Dans la nuit, les agitateurs concertèrent une démonstration pour le lendemain. Le 16 au matin, Pie IX fit appeler le démocrate Galetti et le chargea de composer un ministère. Comme Galetti sortait du palais, un rassemblement tumultueux, formé de clubistes, de gardes civiques, de gendarmes, envahissait la place du Quirinal, portant écrites en grandes lettres sur des enseignes, les exigences populaires : *Ministère démocratique*, *Constituante italienne, Guerre à l'Autriche*. Galetti harangua la foule, pour faire connaître les concessions de Pie IX ; mais les meneurs ne les trouvant pas suffisantes envoyèrent une députation au pape pour lui faire connaître les volontés du peuple. Pie IX reçut très-mal cette députation. En entendant les clameurs impérieuses de la multitude, la colère le saisit ; et, comme il arrive souvent aux gens nerveux, il passa de la flexibilité et de l'abattement, à une roideur obstinée et convulsive. Pâle, les yeux secs et ardents, il parcourait d'un pas précipité les appartements presque déserts du Quirinal, en répétant : *Plutôt le martyre ! le ciel n'a-t-il plus de foudres ?* Le corps diplomatique s'était rendu au Quirinal ; mais les courtisans, si empressés aux jours de prospérité, étaient invisibles. Le palais n'avait pour toute défense qu'une poignée de Suisses.

Aux abords du Quirinal, l'émeute s'était changée en conflit, à la suite d'une rixe engagée entre les Suisses de garde dans les communs du château et quelques hommes du peuple qui cherchaient à forcer une porte du jardin. Aux premiers coups de feu, la foule évacue précipitamment la place du palais ; bientôt après elle reparaît avec des armes ; une fusillade irrégulière s'engage. Les Suisses placés aux fenêtres des communs du château ripostent au feu des émeutiers ; les balles sifflent ; quelques-unes entrent dans les appartements intérieurs du Quirinal, où elles tuent un prélat domestique, monseigneur Palma ; d'autres furieux amènent un canon et le braquent contre la porte du palais. Devant ce surcroît de violences, Pie IX cède et, se tournant vers les ambassa-

deurs : « Référez, leur dit-il, à vos cours, de quelle manière est traité le pontife par ce peuple ingrat. »

Ces violences avaient annihilé le pape, qui se trouvait dans une position semblable à celle de Louis XVI après le 10 août. La démocratie des clubs régnait à Rome. Les agitateurs comptaient-ils se servir encore du saint-père ? Méditaient-ils de le détrôner ? on ne sait, et peut-être ne le savaient-ils pas eux-mêmes.

Au Quirinal, les cœurs étaient ulcérés. L'affront fait à la majesté pontificale avait transformé l'âme jusqu'alors douce et maniable de Pie IX. Si le prince temporel avait été foulé aux pieds, le pape se redressait de toute sa hauteur. En ce jour néfaste, ce que le cœur de Pie IX renfermait de sentiments libéraux et italiens disparut pour toujours ; et Rome et l'Italie ne trouvèrent plus en lui qu'un pontife irrité, ennemi implacable d'une cause où il voyait la ruine du pontificat. Les cardinaux et les ambassadeurs le pressaient de quitter Rome. La journée du 16 novembre n'est qu'un premier attentat, lui disait-on ; les démagogues poursuivent le renversement complet de la domination temporelle, et ils méditent de l'enfermer au château Saint-Ange pour le faire abdiquer ; du peuple il n'y a rien à espérer ; il a montré la plus noire ingratitude ; son retour est une chimère.

La fuite du pape, adroitement combinée et secondée par les ambassadeurs de Bavière et de France, s'effectua sans encombre. Pie IX, au lieu d'aller en France, comme l'espérait le duc d'Harcourt, gagna le territoire napolitain et s'arrêta à Gaëte. Son séjour dans cette ville se prolongeant, les cardinaux, les prélats, quelques princes romains, les ambassadeurs arrivèrent, et la cour se reforma. La réaction avait trouvé un lieu commode pour ourdir la trame destinée à enlacer la révolution italienne. Jacques Antonelli, le plus jeune, mais le plus délié des cardinaux, s'installa auprès du pape comme ministre dirigeant.

Durant les mois de septembre et d'octobre où le vigoureux ministère de Rossi avait gêné l'œuvre des perturbateurs à Rome, l'émigration mazzinienne avait con-

centré ses moyens d'action sur la Toscane. Une partie de cette émigration formait une sorte de troupe ambulante, chargée de jouer le zèle révolutionnaire. Suivant l'ordre du chef, elle se portait d'une ville à l'autre, montait les têtes dans les cafés et les clubs; pour un léger pécule, elle exécutait des démonstrations de rue, présentait des remontrances, et figurait avec un entrain qui faisait illusion l'agitation démocratique. Renverser le ministère constitutionnel n'était pas difficile; mais créer en Toscane un foyer de démocratie de quelque intensité, était une œuvre supérieure aux talents révolutionnaires de Mazzini.

Le peuple toscan a la langue affilée, le trait mordant; il aime à gloser, volontiers il médit des gouvernants; mais son élégant persiflage s'allie à l'instinct de l'ordre et de la bienséance. Si le goût de la rhétorique le porte à applaudir à une amplification rédigée en périodes harmonieusement cadencées, le désordre, les rumeurs, les menaces, la licence qui accompagnent toute agitation démagogique le choquent plus qu'aucun peuple de la Péninsule.

Le ministère Capponi avait trahi sa faiblesse dans ses rapports avec Livourne; toutefois les chambres continuaient à se montrer hostiles à la démocratie et à repousser du pouvoir Guerrazzi et ses amis. Le parti avancé avait besoin d'une réputation éclatante et neuve qui plût aux masses et répondît à leurs besoins de distinction; il la trouva en Montanelli.

Depuis le commencement de la révolution, ce chef avait paru marcher d'accord avec les modérés. Personne en Toscane n'avait prôné avec plus d'effusion les réformes de Pie IX et la régénération de l'Italie par la papauté. La guerre venue, Montanelli prit les armes et marcha contre les Autrichiens avec l'université toscane. A la suite du désastre de Curtatone, on le crut mort, et le prestige de son nom en fut rehaussé; plus tard, on apprit qu'il n'était que blessé. A sa rentrée en Toscane, il reçut des ovations. Les modérés le portèrent à la Chambre, et le traitèrent comme un homme appelé à un rôle dominant. Son langage avait subi des modifications. Du mysticisme néoguelfe, il avait passé à une démocratie religieuse, assez

rapprochée des idées de Mazzini ; il était démocrate, disait-il, parce que chrétien, et chrétien, parce que démocrate. Il parlait beaucoup de la souveraineté du peuple, et ne voyait de salut pour la révolution italienne que dans la prompte réunion d'une *Assemblée constituante*, formée des députés de toutes les parties émancipées de la Péninsule et chargée de l'unifier au moyen d'une organisation démocratique.

Gino Capponi et ses amis, accoutumés aux fluctuations de cette imagination mobile, crurent que ce ne serait qu'une fugue passagère, et lui confièrent le poste important de gouverneur de Livourne. Montanelli professait de l'éloignement pour Guerrazzi ; ce dernier au contraire recherchait une occasion de rapprochement. Ces deux agitateurs se complétaient l'un l'autre. Montanelli, doué d'une imagination généreuse, élevée, impressionnable, était propre à résumer avec éclat les idées du jour ; Guerrazzi avait l'intrigue, la rouerie ; il tenait dans sa main les fils de l'agitation ; et il se sentit de force à les garder, pendant que Montanelli exprimerait les grands sentiments, ferait les discours d'apparat et jetterait du lustre sur les solennités politiques.

La réception de Montanelli à Livourne fut splendide. Les chefs démocrates, sur les instructions de Guerrazzi, avaient mis sur pied tout le parti. Le nouveau gouverneur entra dans la ville au son des cloches, et des fanfares des corps de musique, au milieu des bannières et d'une foule de peuple, applaudissant avec frénésie; des groupes échelonnés sur son passage criaient à tue-tête : *Vivent Montanelli et Guerrazzi! à bas Capponi!* Loin de rien faire pour calmer cette effervescence, Montanelli l'accrut par ses discours ardents, en faveur d'un gouvernement démocratique et de la *Constituante.* Ce symbole, nouvellement apparu et frappant dans sa concision, de la dictature populaire, fit fortune parmi les Livournais. A Florence, le ministère et la Chambre étaient très-mécontents de la conduite de Montanelli ; mais que faire? Le parti constitutionnel fléchissait entre la sourde inimitié des absolutistes et les bruyantes démonstrations des démocrates.

Tout à coup, au moment où le désarroi était à son comble, Montanelli arrive à Florence porteur des demandes de la démocratie livournaise. Les clubistes florentins prennent feu à leur tour, recourent a des manifestations de la place publique; le ministère Capponi donne sa démission, et le grand-duc charge Montanelli de former un cabinet. Après divers essais infructueux, ce chef tendit la main à Guerrazzi. Ils se partagèrent les rôles : Guerrazzi continua à diriger les hommes d'action et Montanelli agita l'opinion avec ses théories démocratiques et unitaires.

Il ne paraît pas cependant que les démocrates toscans eussent le projet de détrôner le grand-duc. Guerrazzi même ne tarda pas à flatter le grand-duc et à s'insinuer dans les bonnes grâces de la cour. Un moment il proposa de renvoyer Montanelli. Il avait trop l'habitude des coulisses de la démocratie toscane pour croire à sa durée. D'ailleurs son génie réaliste s'impatientait des vues grandioses de son brillant collègue, et de ses théories sur la Constituante italienne et la fusion de la Toscane avec Rome. Montanelli, au contraire, tête systématique et toute en vues générales, en attendait des merveilles pour affermir et organiser la démocratie.

L'administration Montanelli-Guerrazzi manquait d'hommes à mettre aux fonctions; elle n'avait pour elle ni le peuple ni les hautes classes: la délicatesse florentine s'offusquait des démonstrations et des tapages de rue; les propriétaires redoutaient le socialisme; le peuple se plaignait des sacrifices faits pour soutenir les réfugiés lombards. A Florence, les clubistes péroraient ; les meneurs, au moyen de leurs comparses, exécutaient des processions, des ovations ou des charivaris; toutefois on citait peu de désordres graves.

Il n'était donc pas impossible de traverser l'époque orageuse, mais vraisemblablement courte de la démocratie, sans conflit avec la dynastie. La persistance de Montanelli à poursuivre l'institution de la *Constituante italienne* provoqua la rupture. Le 22 janvier, il présenta aux Chambres son projet de loi. Celles-ci n'avaient nulle inclination pour une innovation aussi nuisible à l'autonomie

toscane; néanmoins, sous la pression des feuilles démocratiques et d'un petit nombre de clubistes placés aux tribunes, elles votèrent le projet de Montanelli, stipulant que la Toscane enverrait 39 députés à la *Constituante romaine*.

On ne saurait nier que cette institution ne fût dangereuse pour l'indépendance de la couronne grand-ducale. En outre, elle blessait les sentiments religieux du prince: le pape ayant fulminé l'excommunication contre ceux qui participeraient à la Constituante romaine. Jusqu'à ce moment, le grand-duc n'avait cessé de faire des concessions et d'affecter un zèle libéral et italien qui n'était point dans son cœur; mais dès que cette loi fut votée, il se retira à Sienne, où il avait déjà envoyé sa famille. Divers partis s'offraient à ce prince. Il pouvait rappeler les modérés au ministère et accepter le secours armé que lui offrait le cabinet de Turin; en agissant ainsi, il restait fidèle à ses serments de prince constitutionnel et conservait une politique italienne; mais Léopold II était un archiduc d'Autriche, et il en avait les préjugés. Les princes de Savoie avaient accepté les institutions parlementaires et la politique nationale: lui, il avait feint seulement de s'y prêter; son cœur était à Vienne, sa conscience à Gaëte, et il n'avait guère moins d'aversion pour les constitutionnels que pour les démocrates.

Le 7 février, il quitta Sienne et se dirigea sur San-Stefano, petit port situé à l'extrémité méridionale de la Toscane. Après quelques jours d'hésitation, il s'embarqua pour Gaëte, où la cour pontificale et la diplomatie réactionnaire l'accueillirent à bras ouverts. La situation de Léopold II ne justifiait pas cette démarche; aucune pression matérielle n'avait été exercée sur sa volonté; aucun attentat n'avait été commis contre sa sécurité ou celle de sa famille, et il n'avait point épuisé la série des moyens constitutionnels. A une époque où son trône jouissait encore d'une certaine popularité, se retirer volontairement auprès des ennemis avoués de l'indépendance et de la liberté de l'Italie, c'était rappeler aux Toscans qu'il n'était pas des leurs. La suite fera voir quelles conséquences eut cette défection.

Le peuple florentin ne s'émut que légèrement du départ du prince, et l'ordre continua à régner. Les riches ne s'éloignèrent pas, car personne ne les molestait. Cette fuite du grand-duc nuisit même à sa considération auprès des classes élevées. Guerrazzi se hâta de faire nommer un triumvirat formé de lui, de Montanelli et de Mazzoni; ce triumvirat gouverna la Toscane provisoirement, émit des décrets et affranchit les troupes de leur serment de fidélité au prince.

A Rome (27 novembre), quand la fuite du pape fut connue, la première impression fut de la stupéfaction. Rome et la papauté semblaient tellement identifiées que la population n'avait pas songé à cette éventualité. En partant, le pape avait désigné une commission pour gouverner l'État; mais celle-ci n'eut pas le courage de se montrer. Terenzio Mamiani rentra provisoirement au ministère, et on nomma une junte pour administrer au nom de Pie IX. Intimidé par la nouveauté de la situation, le parti révolutionnaire hésitait; et tout n'était pas perdu pour la cause de la papauté constitutionnelle, si Pie IX avait répondu aux propositions que lui firent parvenir les modérés.

Montanelli avait les yeux fixés sur Rome; la fuite du pape lui parut un événement des plus heureux, et il y dépêcha les principaux agitateurs qu'il avait sous la main, Cernuschi, Maestri et le redoutable La Cecilia, homme de désordre, toujours présent là où il y a du tumulte. Il les chargea de stimuler les démocrates romains et de les presser de convoquer une Assemblée constituante, aucune ville n'ayant plus qualité que Rome pour unifier démocratiquement la Péninsule. La Cecilia trouva les Romains peu entreprenants et inférieurs à la situation. A ses yeux, Galetti n'était qu'un avocat disert, subtil et trop attaché à la légalité, Sterbini un esprit gonflé, confus, sophistique; et il demanda que Mazzini et Garibaldi se transportassent à Rome, afin d'imprimer une direction plus énergique à la révolution romaine. La presse toscane faisait écho à ce langage. Mazzini écrivait aux Romains : Qu'il dressait les oreilles pour entendre des choses dignes de leur ville; mais qu'il n'entendait que *des douceurs arcadiques*. Il faut

profiter sans retard d'une si belle occasion, ajoutait-il, proclamer la république, prendre pour devise *Dio e il popolo*, et réaliser par la démocratie l'unité de l'Italie.

Soit ces incitations du dehors, soit le travail poursuivi par les clubs et les feuilles avancées, le parti démocratique prit un nouvel élan. Le 17 décembre, Pie IX ayant lancé de Gaëte une protestation contre la *junte* qui gouvernait en son nom, cet acte porta le dernier coup au parti modéré, et une Assemblée constituante à nommer par le suffrage universel fut convoquée pour le 5 février 1849.

La cour de Gaëte s'était flattée que le bas peuple se soulèverait contre les démocrates; mais les beaux jours du sanfédisme étaient passés; les masses s'étaient imprégnées d'idées nouvelles au contact de l'agitation poursuivie au nom de Pie IX; les mots flatteurs de liberté et de fraternité, prônés au bruit des fêtes et des ovations, avaient remué ces rudes intelligences; et, sans en saisir toute la portée, elles se laissaient aller au fil des événements. Parmi les classes moyennes, à mesure que la surprise causée par la fuite du pape se dissipait, la vieille animosité contre la domination cléricale prévalait sur toute autre considération; on s'exhortait à faire les derniers efforts pour repousser le retour du gouvernement temporel. L'excommunication lancée par Pie IX contre ceux qui prendraient part à l'élection de la *Constituante*, ne fit que fortifier cette détermination.

Les élections se firent avec ordre; la majorité des populations urbaines, bourgeoisie et peuple, vinrent au scrutin malgré l'excommunication. A Rome, 25,000 électeurs prirent part au vote; et dans l'Etat, 257,000. Les choix tombèrent surtout sur les démocrates; mais l'assemblée compta plusieurs hommes considérables, grands propriétaires, ou avocats de renom. Parmi les patriotes du dehors, on remarquait Garibaldi de Nice, le chef républicain le plus intrépide et le plus audacieux de l'Italie.

Le 5 février 1849, les députés présents à Rome, se rendirent le matin au Capitole et assistèrent à la messe, dans l'église d'Ara Cœli; ils se dirigèrent ensuite vers le palais de la Chancellerie, entre deux rangs de gardes civiques.

Après un discours accentué du ministre de l'intérieur, Armellini, faisant allusion à la proclamation de la république, des bravos chaleureux se firent entendre ; et Garibaldi se levant : « A quoi bon, dit-il, perdre le temps ici en cérémonies? Allons au Capitole et proclamons tout de suite la république! » Le prince de Canino appuie chaudement la proposition ; les députés paraissent ébranlés ; quand Sterbini leur fait observer que les délibérations des représentants du peuple romain doivent être marquées d'un cachet de dignité ; et que d'ailleurs l'Assemblée n'est pas constituée, les pouvoirs n'ayant pas été vérifiés. »

Ceux-ci ayant été reconnus, l'assemblée tint une séance secrète, où le ministère fit des communications sur les relations des autorités romaines avec les puissances étrangères, et sur les propositions du cabinet de Turin, relativement à une restauration constitutionnelle de Pie IX. L'assemblée les repoussa et décida de ne pas s'abaisser à des négociations avec un pape hostile à toute liberté. Là-dessus, s'ouvrit la discussion publique sur la proclamation de la république. L'issue du vote n'était pas douteuse. Si l'assemblée n'avait pas pris les devants, le peuple eût proclamé irrégulièrement la république sur le Capitole ; la présence de Garibaldi à Rome en était le garant. Néanmoins les opposants purent donner leurs arguments et Mamiani et Audinot tentèrent de différer cette résolution. La discussion se prolongea avec ordre jusque fort avant dans la nuit ; au scrutin, cent vingt et une voix contre treize prononcèrent la déchéance de la papauté temporelle. Le lendemain, 9 février, l'acte en fut notifié au peuple du haut du Capitole avec une grande solennité. Cet acte portait que le gouvernement de Rome formerait désormais une démocratie pure, sous le titre glorieux de *république romaine*, laquelle aurait un lien avec les autres États italiens ; et que, quant au pape, il lui concéderait les garanties nécessaires au libre exercice de ses fonctions spirituelles.

Cet acte est mémorable, et il mérite d'être dégagé des passions qui l'obscurcirent. En ce jour, la population romaine, régulièrement représentée, brisa légalement les

chaînes que le gouvernement théocratique lui imposait depuis des siècles, et proclama à la face de l'Europe son droit à rentrer dans les conditions normales des peuples civilisés. C'est cette déclaration générale qui a une grande importance. Quant à la forme de gouvernement adoptée par l'assemblée, la démocratie pure, son appropriation aux conditions présentes des populations romaines était contestable, et il est à croire que le temps l'aurait modifiée; mais ce fait est secondaire et n'infirme en rien le droit du peuple romain à se donner un gouvernement national.

Il est vivement à regretter que l'émancipation des populations romaines ait coïncidé avec la dernière et la plus triste phase de la révolution de 1848. A ce moment, la cause de la liberté était compromise; presque partout la masse de la population était retombée dans le scepticisme et la nonchalance. Le parti constitutionnel, désuni et déconsidéré, avait perdu la direction du mouvement; et la démocratie qui lui avait succédé n'était guère qu'un fantôme.

Il existait cependant une royauté constitutionnelle encore debout, celle du Piémont. Son premier ministre, Gioberti, mû par le désir de détourner les calamités d'une intervention armée de l'étranger et d'inaugurer la politique de l'hégémonie italienne, proposa à Charles-Albert de prendre en main la cause du grand-duc de Toscane et du pape, et de relever leurs trônes constitutionnels, en les soutenant au besoin avec un corps de troupes piémontaises. Ce projet avait de la portée. Sa réussite aurait sauvé les institutions parlementaires et épargné à cinq millions d'Italiens l'opprobre d'une occupation étrangère et d'une réaction basse et cruelle. Mais de grands obstacles s'opposaient à sa réalisation; et ceux qui provenaient de l'effervescence démocratique n'étaient pas les plus graves : les sentiments autrichiens du grand-duc de Toscane et l'obstination absolutiste de la cour de Gaëte étaient plus difficiles à surmonter.

Le projet de Gioberti fut d'abord patronné par la France; elle y voyait un expédient heureux pour ôter à

l'Autriche le prétexte d'occuper les États romains. La cour de Gaëte le reçut très-mal ; et Pie IX refusa même d'admettre en sa présence le négociateur envoyé par le cabinet de Turin. L'ambassadeur de France s'étant interposé, il lui accorda une audience. Après avoir écouté d'un air de méfiance les propositions piémontaises, Pie IX répondit qu'il n'avait que peu ou point de confiance dans les États italiens, et dans le Piémont en particulier ; qu'il suspectait les constitutionnels et plaçait tout son espoir dans l'appui des puissances catholiques. L'Église romaine n'est pas italienne, ajouta-t-il, mais universelle ; et le Pontife est le chef de cette Église universelle, avant d'être le père de ses sujets italiens. Malgré cet échec, Gioberti poursuivit ses pratiques, et agit à Rome pour que la Constituante romaine rappelât le pape comme prince constitutionnel.

A Gaëte, la cour d'Espagne avait ouvert la proposition d'un congrès chargé de préparer le rétablissement du pape dans ses États. Les cardinaux, très-impatients de se retrouver à Rome, intriguaient pour que l'Autriche et Naples brusquassent l'entreprise, afin d'échapper à une intervention française ; l'Autriche, travaillée à l'intérieur par la guerre de Hongrie, ne voulut pas risquer un conflit avec la France, et préféra une action collective. Le 9 février, le jour même où l'assemblée romaine promulguait le décret de déchéance, Pie IX réclama l'appui armé des quatre puissances catholiques : Autriche, France, Espagne et Naples. Le 14, à la suite d'un consistoire, il en fit la demande officielle.

Au point où était parvenue la réaction européenne, la réponse affirmative était certaine. La révolution de 1848, battue à Vienne, à Francfort et à Paris, cédait partout le terrain devant une réaction fortement empreinte d'idées catholiques. Les amis des jésuites levaient la tête et déployaient des ressources et un crédit dont on ne les aurait pas crus en possession. Exploitant avec plus d'habileté que de bonne foi le meurtre de Rossi et quelques homicides isolés commis à Rome sur des prêtres, la presse jésuitique et un grand nombre de feuilles françaises, abu-

sées par les calomnies des ennemis de l'Italie, traçaient un tableau hideux et heureusement imaginaire de la situation de la ville de Rome, la dépeignant comme une anarchie sanguinaire, comme le règne de l'assassinat. A entendre l'*Univers* et ses acolytes, les eaux du Tibre étaient rouges du sang des prêtres.

La république romaine débuta comme une ère de rhétorique et de grands sentiments; mais elle commit plus d'excès en paroles qu'en faits. Le désordre se borna à des démonstrations de rue, des fanfaronnades. Quelques confessionnaux, quelques carrosses de cardinaux furent brûlés, quelques mitres jetées dans le Tibre. Par contre, les autorités romaines prirent des mesures philantrophiques; les fidéi-commis furent abolis et diverses entraves commerciales supprimées. Plus tard, on décréta l'incamération des biens de mainmorte et leur répartition en petits lots, assignés à des fermiers contre une rente légère. En même temps, on occupa le bas peuple à des travaux utiles. Mazzini, après être resté durant le mois de février à Florence, dans le but de précipiter la fusion de la Toscane avec la république romaine, arriva à Rome où il était attendu impatiemment. L'Assemblée constituante le reçut comme le prophète et le législateur de l'ère nouvelle et le porta au triumvirat. Mazzini s'efforça d'élever les courages par une abondante effusion de mysticisme. L'idée est invincible, dit-il, et si l'Autriche ose porter les armes contre le Capitole, elle sera foudroyée. Le bas peuple de Rome s'exaltait et croyait voir l'ancienne majesté latine se dresser de nouveau sur le Capitole. Chez ces natures rudes et fortes, il existe un besoin de grandeur civile, que douze siècles de despotisme inquisitorial n'ont pu extirper.

CHAPITRE VIII

LA BATAILLE DE NOVARE

Le ministère Pinelli. — Arrivée de Gioberti et du parti démocratique aux affaires. — Bataille de Novare. — Abdication de Charles-Albert.

Tandis que la démocratie renversait les institutions constitutionnelles dans l'Italie centrale ; en Piémont, la lutte était vive entre les amis d'une liberté sage et le parti avancé. La défaite de Custozza avait été le signal d'une explosion de fierté italienne et le thème de déclamations sans fin contre les généraux et l'entourage du roi. A Gênes, le mazzinisme fermentait et cherchait à tourner le mécontentement contre la royauté. Les démagogues semaient d'odieuses accusations de trahison sur Charles-Albert ; et ces rumeurs absurdes étaient accueillies par les hommes de désordre et par beaucoup d'émigrés. Le Piémont renfermait plusieurs milliers de réfugiés lombards, modenais, parmesans, exaspérés par le malheur et prêts aux partis les plus désespérés.

Charles-Albert avait formé un ministère modéré dirigé par Alfieri et Pinelli. La politique pacifique de ce cabinet était attaquée avec passion par la gauche qui multipliait les propositions en faveur de la reprise des hostilités ; le ministère y résistait de son mieux, et cherchait à obtenir la cession de la Lombardie par la médiation de la France et de l'Angleterre ; mais l'Autriche se refusait à toute concession. Gioberti s'était jeté dans l'opposition démocratique ; et avec sa mobilité passionnée, il avait passé d'une vive amitié pour Pinelli à une haine insensée.

Il prodiguait aux ministres le sarcasme et l'injure; et son nom, encore entouré d'une grande popularité, donnait de la force à la démocratie.

Pendant l'automne de 1848, à l'époque où Rossi mettait en avant un plan de fédération, des projets semblables occupaient le public piémontais. La *Société nationale* tint une séance à Turin, le 27 septembre. Gioberti lui opposa une autre réunion, convoquée pour le 10 octobre, à laquelle Sterbini et plusieurs démocrates toscans et romains prirent part. D'après le projet voté par cette assemblée, l'Italie aurait eu l'unité militaire et diplomatique; l'autorité centrale aurait été composée de deux assemblées, l'une élue par les États, l'autre par la population, et d'un corps exécutif chargé de connaître des questions d'ordre général et des démêlés entre deux États. Ce plan ressemblait fort à celui par lequel la Suisse mettait alors un terme à ses discordes civiles.

L'avénement de la démocratie en Toscane et à Rome exerça une action sur le Piémont. Charles-Albert appela les hommes de la gauche aux affaires. Gioberti composa un ministère avec Sineo, Rattazzi, Buffa, Cadorna. La Chambre se montrait hostile au ministère; Gioberti prononça sa dissolution. Le fait fut regrettable. Les électeurs réunis au moment de la plus grande exaltation, échauffés par les diatribes des journaux et des clubs et par les événements de Florence et de Rome, écartèrent plusieurs notabilités libérales, pour envoyer au parlement des têtes chaudes et des déclamateurs. Le cri irrésistible du parti démocratique portait ce cabinet vers la reprise des hostilités. Si cette témérité préparait au Piémont une nouvelle catastrophe militaire, elle avait l'avantage de rapprocher les démocrates du roi et de prévenir un conflit dynastique.

Les événements de l'Italie centrale n'avaient pas tardé à refroidir la fougue de Gioberti. A ses yeux, la démocratie de Florence et celle de Rome étaient hors d'état de mettre sur pied des gouvernements viables, et le Piémont rendrait service à la cause italienne en rétablissant le pape et le grand-duc de Toscane comme souverains cons-

titutionnels. Cette politique contrariait l'opinion alors dominante. La Chambre sympathisait avec les démocrates de Florence et de Rome; les clubs et la presse assaillirent Gioberti de brocards et d'invectives; les collègues de Gioberti refusèrent de le suivre, et Charles-Albert leur donna raison. La joie que les cléricaux ressentirent de la chute de Gioberti; leurs injures à celui qu'ils appelaient un apostat, un panthéiste masqué, un hérésiarque, furent son plus bel éloge. Pendant sa courte administration, le ministre s'était montré supérieur au publiciste et au chef d'opposition.

Après la retraite de Gioberti, tout s'achemina vers la reprise de la guerre. Charles-Albert s'était refusé à signer la paix aux termes de l'armistice de Salasco; son honneur comme prince italien et comme soldat souffrait cruellement des injustes accusations de trahison semées par les mazziniens; et, quelle que pût être l'issue d'une seconde campagne, il préférait en affronter les hasards que de rester dans une telle position. Il se regardait aussi comme lié avec les populations lombardes.

Pendant l'hiver, on avait porté l'armée au chiffre nominal de 135,000 hommes, dont 90,000 hommes effectifs. La qualité de cette armée avait plus perdu que gagné depuis la dernière campagne. Pour suffire à ce cadre, on avait été obligé de prodiguer les grades. L'infanterie n'était guère qu'une garde nationale médiocrement instruite et mal disciplinée. Le soldat ne montrait aucun entrain et se rappelait avec amertume les mauvais procédés et l'égoïsme cruel des paysans lombards. Parmi les généraux et l'état-major, on déblatérait tout haut contre la reprise des hostilités et on traitait Charles-Albert d'esprit faux et chimérique, ennemi de son peuple et de sa dynastie. Il y avait peu de chose à attendre d'un soulèvement en Lombardie; la fleur de la jeunesse lombarde pour le courage et l'énergie, celle qui avait fait l'insurrection de 1848, était en exil, et le reste de la population paraissait accablé sous la tyrannie des généraux autrichiens; même à Turin, ce foyer de l'esprit public piémontais, on ne retrouvait que peu de traces de l'enthousiasme guerrier de 1848; les

cris de la presse et des clubs ne communiquaient qu'un mouvement factice à l'opinion publique; et l'annonce de la reprise des hostilités fut accueillie avec un secret effroi.

Le 12 mars, Charles-Albert envoya un de ses aides de camp à Radetzki pour dénoncer l'armistice. Le vieux guerrier comptait alors 85 ans; mais loin que le poids des années eût émoussé son énergie, jamais on ne l'avait vu plus ardent et plus confiant dans le succès de ses armes. L'armée autrichienne en Italie comptait environ 100,000 hommes. C'était une troupe superbe, parfaitement disciplinée, aguerrie, fière de ses victoires récentes, confiante dans la fortune de l'Autriche. Les criailleries des feuilles démocratiques de Florence et de Turin l'avaient exaspérée; son moral était monté au plus haut point d'exaltation et la proclamation de Radetzki annonçant la réouverture des hostilités fut saluée par des hourras dans toutes les casernes.

L'armée piémontaise ne possédant pas de général d'une réputation incontestée, Charles-Albert donna le commandement en chef au Polonais Chrzanowski. Réunir la masse de ses forces et se précipiter sur Milan par Novare et le pont de Buffalora, pour insurger la Lombardie et en tirer des ressources militaires, était la tactique indiquée. Ce fut aussi le projet de Charles-Albert. Mais au lieu d'y employer toutes ses forces, conservant le fatal système des cordons, il subdivisa son armée en cinq corps, qu'il échelonna de Novare jusqu'au duché de Parme; et le point vulnérable de cette longue ligne, la position de *la Cava*, située près de Pavie, il la confia à des troupes jeunes et mal exercées, sous le commandement de Ramorino, un général d'une réputation douteuse.

Le 20 mars, jour où expirait l'armistice, Charles-Albert franchit le Tessin, par le pont de Buffalora, et occupa Magenta sur le territoire lombard. Le pays était silencieux et désert; nulle part on n'apercevait de troupes autrichiennes. Surpris de cette solitude, le roi arrêta son mouvement d'invasion. Au bout de quelques heures, il sut que Radetzki avait pénétré sur le territoire piémontais. Ordre

fut donné à tous les corps de rétrograder. En effet Radetzki, aussitôt l'armistice dénoncé, avait rapidement concentré ses masses autour de Pavie. Le 20, au coup de midi, le corps d'Aspre, ayant jeté deux ponts sur le Tessin, passa sur la rive piémontaise sans rencontrer de résistance; et les autres corps suivirent. Quelques troupes envoyées par Ramorino se replièrent en désordre; et dans la nuit du 20 au 21, toute l'armée autrichienne, avec deux cents pièces de canon, se trouva sur le territoire piémontais et occupa fortement *la Cava*, coupant en deux la ligne des Piémontais. Radetzki remonta ensuite vers le nord, à la rencontre de Charles-Albert, qui ramenait ses forces en arrière pour défendre son territoire menacé, et avait porté Durando à Mortara et Bes à Vigevano. Ces deux villes ne tardèrent pas à être attaquées par les Autrichiens. A Vigevano, les Piémontais restèrent maîtres du terrain; à Mortara (22 mars), ils subirent un échec et évacuèrent la ville avec des pertes notables en tués et en prisonniers. Pendant ce temps, Charles-Albert avait concentré ses forces à Novare. Le 23 au matin, les Piémontais, au nombre de 50,000 hommes, y attendaient les Autrichiens en ordre de bataille.

La journée s'annonça mal pour les Piémontais. Le soldat n'avait pas reçu de vivres; l'échec de la Cava et celui de Mortara avaient produit une sorte de consternation, et lorsque Charles-Albert parcourut le front de l'armée, il fut accueilli froidement. Le corps d'Aspre, toujours à l'avant-garde, arrivé vers onze heures du matin en vue de l'armée piémontaise, l'attaqua vivement sans compter le nombre des ennemis. Repoussé par les masses piémontaises, il ne se découragea pas et persista dans son mouvement offensif. Chrzanowski, au lieu de l'écraser sous la supériorité de ses forces, se contenta de le tenir en échec, en lui opposant un corps après l'autre; les troupes piémontaises gaspillaient beaucoup de munitions et se battaient avec désordre. Radetzki, Thurn et la réserve autrichienne étant arrivés successivement dans l'après-midi, la bataille devint générale. Radetzki en surveillait la marche d'une éminence. Vers le soir, saisissant un mo-

ment où les Piémontais montraient de l'hésitation, il forma plusieurs divisions en colonnes d'attaque et les lança impétueusement sur la Bicoque, la clef du champ de bataille; elles réussirent à s'y loger. Dès ce moment la démoralisation fit des progrès rapides parmi les Piémontais; deux brigades refusèrent de marcher; quelques troupes, au lieu de se reformer après avoir chargé, se débandèrent; la déroute devint générale. Les corps qui n'étaient pas rompus se retirèrent dans Novare; les autres s'éparpillèrent dans les campagnes, où ils se mirent à marauder et commirent des déprédations.

Dans cette fatale journée, Charles-Albert se battit en héros. Longtemps il chercha à retenir les fuyards, à rallier les bataillons ébranlés, à les lancer de nouveau sur l'ennemi. Plus tard, alors que tout espoir de rétablir le combat eut disparu, pâle, les yeux hagards, le désespoir dans l'âme, il s'obstinait à demeurer sur le champ de bataille. On eut grand peine à l'en arracher : « Laissez-moi mourir, disait-il, c'est mon dernier jour. » Ses fils s'étaient battus avec la même bravoure, le duc de Gênes eut trois chevaux tués sous lui. Le plan de Radetzki avait réussi; l'armée piémontaise était coupée de la capitale, disloquée et acculée aux Alpes. C'était moins la perte en tués et en blessés qui aggravait sa position, que le débandement des corps, la démoralisation des soldats et des officiers; aussi, dans le conseil de guerre tenu le soir de la bataille par le roi, tous les généraux déclarèrent la continuation de la lutte impossible. Le parlementaire envoyé à Radetzki ayant rapporté des propositions offensantes pour l'honneur du roi, Charles-Albert préféra déposer la couronne en faveur de son fils, Victor-Emmanuel. Les formalités de l'abdication et de la proclamation furent rapidement expédiées. Charles-Albert prit ensuite congé de ses vieux serviteurs, donna ses dernières instructions à son fils et s'éloigna sous un pseudonyme, avec le dessein de quitter le royaume pour un exil lointain.

A son départ de Turin pour le camp, Charles-Albert avait été assailli de sombres pressentiments : « Adieu, cher ami, aurait-il dit à un de ses fidèles, nous ne nous

reverrons que là-haut. » Cette prévision devait se réaliser. On sut que dans son désespoir il avait fui jusqu'aux confins de l'Europe, et qu'il vivait solitairement à Oporto, rongé par une noire mélancolie. Bientôt on apprit que sa santé et sa vie étaient sérieusement menacées. Sa vaillance sur le champ de bataille, sa fierté italienne et cette chute tragique lui avaient ramené l'opinion. Le Parlement lui envoya une députation. La nation était émue, elle comprenait enfin la magnanimité de ce prince. La députation nationale put encore offrir ses hommages au roi mourant. Jusqu'à sa dernière heure, les yeux et la pensée de Charles-Albert furent tournés vers l'Italie et son cœur battit pour elle; sa mort fut celle d'un roi chrétien et patriote. Au moment d'expirer, il murmurait encore ces paroles : « L'Italie ne saura jamais tout ce qui a été fait pour elle. » Si l'Italie a été sévère envers Charles-Albert vivant, devant cette tombe elle n'a eu qu'un sentiment, et aujourd'hui elle révère comme un martyr ce prince qui lui a sacrifié sa couronne et qui est mort du désespoir de n'avoir pu la délivrer.

Radetzki ne portait pas alors à Victor-Emmanuel la haine qu'il avait vouée à son père, et il reçut avec courtoisie ses ouvertures pacifiques; mais ses conditions ne furent pas moins dures. Il fut stipulé qu'un corps de 22,000 Autrichiens occuperait le territoire piémontais compris entre le Tessin et la Sesia, qu'Alexandrie serait gardée par une garnison mixte, que l'armée piémontaise serait réduite au pied de paix pour dix ans et des négociations ouvertes sur le chiffre d'une indemnité de guerre à payer à l'Autriche, et sur la manière de remettre en vigueur les anciens traités.

Quel coup! La première campagne avait duré quatre mois, et en quatre jours celle de 1849 se terminait par la défaite de l'armée piémontaise et par la signature de préliminaires de paix désastreux. Puisse cette dure leçon rappeler à jamais à l'Italie l'action dissolvante que les factions exercent sur le moral des armées!

Si l'opinion des hommes impartiaux a accordé peu de crédit aux accusations de trahison qui circulèrent sur

la campagne de 1848, il n'en a pas été de même pour celles qui coururent sur la bataille de Novare. Des manœuvres eurent lieu dans le but de démoraliser l'armée; des bulletins calomniateurs furent semés à profusion dans le camp par des mains perfides. « Pour qui combattez-vous? disait un de ces bulletins. Le roi est trahi; Turin a proclamé la république. » Les ennemis de l'indépendance semaient d'indignes rumeurs sur le compte du roi : et des âmes qui se croyaient saintes levaient leurs mains vers le ciel pour le succès des armées autrichiennes. Les bruits de complicité avec l'Autriche coururent alors avec insistance. Il fallait une victime, et Ramorino, dont la faible défense avait entraîné la perte de la Cava, fut condamné à mort par un tribunal militaire.

La soudaineté du désastre de Novare avait frappé de stupeur la population piémontaise. Turin était dans la consternation et ne montrait ni énergie ni virilité; la Chambre se livrait à des amplifications, et les motions belliqueuses s'y succédaient au milieu du découragement général. Pendant ce temps, quelques exaltés mirent Gênes en combustion, sous prétexte de trahison royale; mais la population refusa de participer à ce malencontreux essai de discorde civile. Le général La Marmora arrivé en hâte avec des troupes fidèles, rétablit l'autorité royale. Le Piémont était vaincu par l'Autriche, mais il conservait son intégrité territoriale, le statut et Victor-Emmanuel.

CHAPITRE IX

LES FRANÇAIS ET LES AUTRICHIENS DANS L'ITALIE-CENTRALE, SIÉGE DE ROME, PRISE DE VENISE.

Faiblesse de la démocratie toscane. — La contre-révolution du 12 avril. Invasion de la Toscane par les Autrichiens. — Fermeté d'attitude des populations romaines. — Débarquement des Français à Civita-Vecchia. — Journée du 30 avril. — Expédition de Ferdinand II. — Mission de Lesseps à Rome. — Les opérations du siége. — Entrée des Français à Rome. — Restauration pontificale sans conditions. — Constance de Venise. — Dictature de Manin. Bombardement et capitulation de Venise.

Le Piémont ne succomba pas seul à Novare. Radetzki n'ayant plus de soucis du côté de Turin, se prépara à intervenir dans l'Italie centrale pour rétablir le pouvoir absolu du pape et du grand-duc de Toscane. On jugera du degré de ses intelligences avec ce dernier par cette lettre datée du 2 février : « D'après les ordres que je reçois du gouvernement impérial et de l'empereur *notre maître,* j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Altesse Impériale que, si elle veut se conformer aux instructions qui lui ont été transmises du cabinet aulique par la dépêche du 26 janvier, elle doit abandonner ses États de terre-ferme et se réfugier au port Saint-Étienne. A peine les démagogues de la Sardaigne mis à la raison, j'accourrai au secours de votre Altesse avec trente mille de mes braves, et je la replacerai sur le trône.

» Radetzki. »

Le gouvernement démocratique qui siégeait à Florence était bien fragile pour résister à un tel choc. Pendant les mois de février et de mars, il ne s'affermit pas. Quelques

clubistes bruyants, secondés par les réfugiés lombards et napolitains, régnaient sur les cercles de Florence et faisaient des adresses et des démonstrations de rue, auxquelles les feuilles mazziniennes prêtaient des proportions de manifestations nationales. Mais le gros de la population florentine, médisant et railleur, persiflait le gouvernement provisoire et ne croyait pas à la durée de la démocratie. Pour se soutenir, Guerrazzi appela à Florence une garde composée de démocrates livournais.

Mazzini passa le mois de février en Toscane; de concert avec Montanelli, il travaillait les clubs, afin de faire proclamer la république et la fusion avec Rome. Livourne, gouvernée par un démocrate fougueux, le docteur Pigli d'Arezzo, faisait démonstrations sur démonstrations en faveur de la république. Les mazziniens tentèrent une démonstration à Florence, mais elle échoua devant l'indifférence de la population et la froideur de Guerrazzi.

Les démocrates s'efforcèrent de donner de l'éclat aux élections à la Constituante toscane, par des chants, de la musique, des illuminations; un dixième des électeurs prit part au scrutin. La nouvelle assemblée ne renferma que très-peu d'hommes capables; les Florentins n'en devinrent que plus railleurs; personne ne prenait au sérieux cette prétendue représentation de la Toscane.

Sur ces entrefaites, on apprit que les Autrichiens opéraient des mouvements de troupes sur la frontière. Les feuilles démocratiques réclamèrent à grand bruit l'armement général; Montanelli et Guerrazzi se mirent à parcourir le pays et à pérorer dans les clubs et sur les places publiques pour enflammer le peuple. « L'Autriche est aux portes, disait Montanelli, et menace d'incendier le pays, de dévaliser les maisons, de brûler les champs, de violer les vierges, de souiller les lits nuptiaux, de profaner les temples et de mettre tout à feu et à sang. Aux armes! il s'agit de défendre nos maisons, nos lits, nos sépultures et, ce qu'il y a de plus cher, la liberté! » Ces harangues enflammées, tombant au milieu d'une population dégoûtée, molle, languissante, ne produisaient aucun bien; là où les jeunes gens offraient de s'enrôler,

les familles les retenaient. Le ministre de la guerre rappela aux femmes toscanes l'exemple des mères spartiates qui, non-seulement laissaient leurs fils prendre les armes, mais les en revêtaient et les accompagnaient au combat. Cet exemple héroïque eut peu d'effet et le camp de Pistoïa, décrété par le gouvernement provisoire, manqua faute de combattants. Livourne seule donna un chiffre respectable de volontaires.

Le désastre de Novare accrut la démoralisation, et Guerrazzi lui-même ne douta plus de la chute prochaine de la démocratie. Depuis quelques semaines, les ultras s'étaient groupés autour de Montanelli; mais le besoin d'un homme d'action fit déférer de pleins pouvoirs à Guerrazzi, et il s'en servit pour maintenir les choses dans le même état. Il continua à empêcher la proclamation de la république et louvoya entre les deux partis, s'appuyant à droite et à gauche, flattant, menaçant, dissimulant, gagnant du temps et épargnant au pays des perturbations funestes. Il réussit à se débarrasser de Montanelli, qui partit pour invoquer le secours de l'Angleterre.

Les campagnes toscanes s'agitaient en faveur du grand-duc. Les paysans arrachaient les arbres de la liberté et maltraitaient les recruteurs; les prêtres avaient persuadé à cette population timide et ennemie des armes que les démocrates voulaient lui enlever ses enfants pour les envoyer mourir dans les pays lointains comme sous Napoléon; ils semaient des libelles et de prétendues prophéties, annonçant la prochaine venue des Allemands.

A Florence, on désirait une restauration constitutionnelle du grand-duc; le 4 avril, le député Venturini en fit la proposition à l'assemblée. Deux trames parallèles s'ourdirent à Florence, dans ce but; l'une formée par la noblesse réactionnaire, l'autre par les chefs constitutionnels. En ce moment, ce dernier parti mettait de l'affectation à éviter toute solidarité avec les démocrates, afin d'être mieux vu du grand-duc. On verra de quelle manière il en fut récompensé.

Depuis quelques jours, les rapports s'étaient envenimés entre la garde civique livournaise, qui composait la seule

force de Guerrazzi, et le bas peuple florentin. Ce dernier accusait les Livournais d'insultes aux femmes, de larcins, d'insolences. Le 11 avril, une rixe éclate entre quelques hommes du peuple et des Livournais; des injures on en vient aux coups; dans les quartiers populaires, on crie *Mort aux Livournais !* on s'arme, et une fusillade irrégulière s'engage près de Sainte-Marie-Nouvelle. A ce bruit, Guerrazzi se rend à cheval sur le lieu du tumulte : le peuple l'insulte; il cherche à calmer l'effervescence en éloignant de Florence la garde livournaise; mais ce départ le laisse sans forces au milieu d'une population hostile. Ses ennemis en profitèrent. Pendant la nuit du 11 au 12, les nobles firent venir des campagnes voisines beaucoup de paysans; le 12 au matin, leurs bandes se répandirent dans Florence, et se joignirent à la population florentine, aux cris de *Vive Léopold !*

Les chefs constitutionnels, réunis au palais Riccardi, poussaient au mouvement. Le municipe s'adjoignit quelques hommes notables, Gino Capponi, Capoquadri, Serristori, et prit le pouvoir au nom du grand-duc constitutionnel. Guerrazzi chercha à jouer le rôle de médiateur, mais tout le monde l'avait abandonné. Le peuple parcourait les rues en criant *A bas Guerrazzi !* Gino Capponi 'étant présenté, le peuple le salua par les cris de *Vivent les galants hommes ! nous voulons les galants hommes ! mort à Guerrazzi ! mort aux voleurs !* Dans la journée, le nouveau gouvernement alla prendre possession du *Palais Vieux*, au son des cloches, escorté par la garde civique et par le peuple. Il avait enjoint à Guerrazzi d'évacuer le palais; comme il tardait à se retirer, on se ravisa et on l'enferma au château Saint-Georges, de peur qu'il n'allât fomenter l'insurrection livournaise.

Le gouvernement provisoire envoya immédiatement une députation à Gaëte pour annoncer au grand-duc sa restauration et le solliciter de revenir promptement. Le grand-duc fit paraître peu de reconnaissance. Il reçut la députation avec froideur, et parla de la nécessité de mesures propres à écarter le retour du désordre. Il chargea le comte Serristori de le représenter comme commissaire

extraordinaire. Le premier acte de Serristori fut d'abroger tous les actes passés pendant la période irrégulière du 8 février au 11 avril.

Les Florentins avaient été surtout poussés à cette restauration par le désir d'ôter à l'Autriche le prétexte d'une intervention ; ils ignoraient l'entente secrète du grand-duc et de la cour de Vienne. Sur la fin d'avril, 18,000 impériaux entrèrent tout à coup en Toscane, occupèrent Lucques et Pise, et bloquèrent Livourne, encore au pouvoir des démocrates. A Florence, on se flatta pendant quelques jours, que les Autrichiens se borneraient à remettre Livourne dans l'obéissance. Quand on sut qu'ils marchaient sur Florence, le dépit, la peur, la colère firent explosion dans tous les rangs de la société florentine. Le municipe protesta ; le comte Serristori fit l'étonné, et nia que le grand-duc eût appelé aucun secours autrichien ; mais le général d'Aspre lança d'Empoli une proclamation portant que les liens du sang et les traités existants entre l'Empereur et la Toscane avaient décidé Sa Majesté Impériale à obtempérer à la demande du grand-duc, et à occuper militairement le grand-duché pour y rétablir l'ordre ; il entra ensuite à Florence, s'empara de Livourne par la force et désarma le pays.

La révolution était close pour la Toscane. Après deux années d'une agitation frondeuse, pétulante et plus ambitieuse qu'agissante, ce pays retomba sous le joug d'un prince aigri ; Florence subit l'humiliation d'une garnison autrichienne ; le Croate et le Bohême montèrent la garde au palais Pitti, les tribunaux militaires prononcèrent des sentences, et soumirent à des peines brutales et flétrissantes ce peuple le plus raffiné de la Péninsule. Triste dénouement d'une révolution entreprise avec feu, mais faiblement soutenue !

Dans le même temps, la population de l'État romain déployait plus d'énergie. Aux menaces d'intervention des puissances catholiques, elle répondit par des préparatifs sérieux de défense. Même à Rome, ville remplie d'anciens employés écclésiastiques, de clients des cardinaux et des

prélats, de bigots en titre, le parti patriote eut assez de crédit pour faire taire toute opposition.

La présence de Mazzini avait communiqué aux paroles et aux actes du gouvernement républicain un caractère de mysticisme et de grandeur. La république prit pour devise la célèbre formule *Dio e il popolo*. Avec une largeur vraiment romaine, elle annonça aux Italiens qu'elle était l'asile de la liberté et s'ouvrait à tous. Les autorités montrèrent une activité louable pour subvenir aux nécessités du peuple par des travaux publics. Malgré l'irrégularité de la situation, il régnait assez d'ordre et de sécurité dans la ville. La perversité d'un individu isolé, le romagnol Zambianchi, causa le meurtre de quelques ecclésiastiques, assassinés sans bruit, à Sainte-Calixte, couvent écarté dans le Trastévère. C'est ce crime et un assassinat commis sur le pont Saint-Ange, qui, amplifiés par les feuilles ultramontaines de Paris, donnèrent naissance à ces peintures affreuses et heureusement mensongères de la terreur qui régnait à Rome. En France, les imaginations, toujours sous l'impression des forfaits de 1793, sont aisément portées à prêter les mêmes proportions aux révolutions des autres peuples.

Dans les provinces, le clergé se donnait beaucoup de mouvement pour soulever les masses contre la république. De Gaëte, on soufflait la guerre civile; et certains fanatiques n'auraient pas reculé devant une Saint-Barthélemy des libéraux. Ces menées ne furent accueillies que dans quelques bourgs romagnols. A Pésaro, le 30 mars, une bande de paysans tenta une insurrection sanfédiste; mais traqués par les gardes civiques, ils se débandèrent et allèrent se cacher dans un couvent de *zoccolanti*. Sur le territoire napolitain, Mgr Savelli travaillait à l'organisation d'un corps de volontaires; il rassembla environ 1,500 hommes, lesquels, sous le commandement d'un certain Taliani, franchirent la frontière romaine près de Téramo; des moines, le crucifix à la main, précédaient cette troupe qui marchait sous les couleurs des Bourbons et du pape; elle leva des contributions sur quelques bourgs de la frontière, et tenta mais inutilement d'insurger le peuple

des campagnes. Les gardes civiques des villes voisines se réunirent, et la repoussèrent sur le territoire napolitain. Pour vaincre la révolution romaine il était besoin d'armes plus sérieuses.

Avant la bataille de Novare, la diplomatie autrichienne avait donné à la cour de Gaëte des conseils de modération. Au mois d'avril, enhardie par la victoire, elle accusa davantage sa politique. Depuis la demande d'intervention adressée aux quatre puissances catholiques, Autriche, France, Espagne et Naples, la diplomatie avait continué son jeu compliqué. La France, représentée par le duc d'Harcourt, insistait toujours sur la conservation du statut romain, tandis que les autres ambassadeurs trouvaient une *Consulte* très-suffisante. Le pape et le cardinal Antonelli opinaient avec ces derniers.

En France, le gouvernement du prince président était partagé d'opinion. Le parti ultramontain avait pris de l'ascendant et donnait le ton aux cercles élevés de Paris, tous à la réaction. Les affaires d'Italie passionnaient les esprits. Réactionnaires et ultramontains traitaient la république romaine avec la dernière rigueur. A les entendre, elle n'était qu'un repaire d'assassins, un ramassis de terroristes et d'ennemis de toute société régulière, écume de l'Italie et de l'Europe. En détruisant ce foyer d'anarchie, et en rétablissant sur son trône un pontife doux et libéral, la France, disaient-ils, continuera son rôle de fille aînée de l'Église, de protectrice du saint-siége, et elle rendra un service signalé à la cause de l'ordre et de la vraie liberté. La partie républicaine de l'assemblée opposait quelque résistance à ce courant ; et le gouvernement oscillait entre les deux partis, mais en inclinant davantage vers la réaction. En Italie, la diplomatie française s'agitait en vain pour amener une transaction. Le duc d'Harcourt pressait les Romains d'accepter l'intervention française et d'opérer une restauration constitutionnelle semblable à celle du 12 avril à Florence. A Gaëte, il sollicitait le pape de faire une déclaration en faveur du maintien des institutions libérales. Bien loin de s'y prêter, Pie IX prononça, le 20 avril, une allocution, où

il déclara que le statut n'avait été qu'une concession forcée et sans valeur arrachée pendant un temps de commotion : La révolution ne mérite aucune pitié ; Rome est devenue *une forêt de bêtes frémissantes, un repaire de serpents.* Le duc d'Harcourt voyant le vertige réactionnaire s'emparer chaque jour davantage des têtes à Gaëte et, inquiet des projets de l'Autriche, écrivit à son gouvernement qu'il ferait bien de prendre les devants et de brusquer l'intervention. Une fois à Rome, la France serait mieux placée pour obtenir de la cour de Gaëte les concessions nécessaires.

La fraction ultramontaine du gouvernement français ne demandait qu'à engager l'affaire et à compromettre le drapeau français envers la révolution romaine. L'expédition résolue, un corps de 6 à 7,000 hommes, chiffre jugé très-suffisant, fut embarqué pour Civita-Vecchia, sous le commandement du général Oudinot. Le général reçut pour instructions d'entrer à Rome, s'il était possible, à l'amiable, et d'éviter tout acte entraînant la reconnaissance des autorités républicaines.

Arrivée devant Civita-Vecchia, l'expédition française prit terre et occupa la ville. Ses proclamations parlaient d'une réconciliation entre Pie IX et ses sujets. « Les Romains devaient regarder l'intervention de la France comme une bonne fortune, car elle les préservait d'une occupation autrichienne ; et on le sait, ajoutaient-elles, le soldat français ne combat que sous les bannières de la liberté et de la civilisation. » La vérité est qu'à Paris on était fort mal renseigné sur l'état des esprits dans les États romains. Les feuilles cléricales et rétrogrades avaient répété avec tant d'assurance que la révolution romaine était factice et que la population était terrorisée par une poignée d'énergumènes qui l'empêchaient de manifester sa fidélité au saint-siége, que beaucoup le croyaient. Oudinot ne doutait pas d'entrer à Rome sans coup férir. D'ailleurs, sur la foi de vieux préjugés, il tenait les Italiens pour des lâches ; et, lorsque les triumvirs firent savoir que Rome se défendrait, il répondit avec suffisance : « Les Romains ne se battent pas. »

A Rome, les triumvirs déployaient une grande activité pour pourvoir à la défense de la ville et soutenir l'esprit public. Les volontaires venus du dehors et la populace rude et orgueilleuse des faubourgs montraient de l'ardeur. Rome ne renfermait encore que 4 à 5,000 volontaires; Garibaldi en commandait 3,000; il fut destiné à agir dans la campagne. Les autres garnirent les remparts avec la jeunesse romaine; la garde nationale fut placée dans les postes intérieurs; des députés de l'assemblée et des chefs populaires furent désignés pour diriger les moyens de résistance; on requit les chevaux des riches; on disposa, comme hôpitaux et casernes, des palais et des couvents, et une association de dames romaines, présidée par la princesse Belgiojoso, s'occupa de rassembler du linge et de la charpie et de soigner les blessés. L'esprit dans les provinces n'était pas moins décidé en faveur de la résistance; tous les municipes envoyaient des adresses en ce sens, et de tous côtés la jeunesse se dirigeait sur Rome pour concourir à la défense du sanctuaire de la liberté italienne.

Dans les derniers jours d'avril, Oudinot se dirigea sur Rome avec 6,000 hommes et 12 pièces de campagne. Sa troupe était gaie, insouciante, facétieuse et marchait à cette attaque comme à une fête. Sur la foi de ses chefs, elle croyait la population romaine très-hostile aux révolutionnaires et en attendait un bon accueil. La route était pourtant jalonnée de poteaux, sur lesquels était inscrit l'article 5 de la constitution de 1848: « La France respecte les nationalités étrangères; jamais ses forces ne seront employées contre la liberté d'aucun peuple. » Mais on en riait. Vers onze heures du matin, le 30 avril, les Français arrivèrent en vue de Rome. A ce moment on entendit un grand bruit de cloches; quelques-uns crurent que c'était un signe de bienvenue; mais bientôt on aperçut les murs hérissés de défenseurs. Oudinot divisa sa troupe en deux corps, pour forcer les portes Angelica et Cavaleggieri. Dès que l'attaque est engagée, Garibaldi, placé en embuscade dans la campagne avec ses volontaires, fond sur les Français et tombe sur leur flanc avec une impétuosité qui

étonne ces vaillantes troupes ; un feu bien nourri, dirigé des murs de la ville, seconde l'attaque des volontaires. Les Français tiennent bon pendant plusieurs heures ; mais leurs efforts et les moyens dont ils disposaient ne conduisant à rien contre une défense aussi résolue, ils rétrogradent vers Civita-Vecchia, en laissant aux mains de Garibaldi un certain nombre de blessés et des prisonniers que les Romains traitèrent avec courtoisie et renvoyèrent au camp français.

Un autre ennemi menaçait Rome au sud. Le 2 mai, Ferdinand II entra sur le territoire romain avec 12,000 hommes. Ses proclamations annonçaient sans détour qu'il venait rétablir le pape dans la plénitude de son autorité. L'approche des Napolitains excita plus de colère que de crainte parmi les Romains. A l'abri, pour le moment, du côté des Français, qui se tenaient immobiles à Civita-Vecchia, ils dépêchèrent Garibaldi et ses volontaires à la rencontre de Ferdinand II. Le bas peuple était très- irrité. On avait fait courir le bruit que les généraux napolitains avaient promis à leurs soldats les plus belles femmes de Rome. C'était une calomnie. Les soldats de la légitimité cherchaient surtout des grâces spirituelles dans cette expédition ; ils marchaient couverts de reliques et de scapulaires, mais ils avaient grand peur : le renom de Garibaldi avait pénétré à Naples, et la crédulité populaire racontait des choses merveilleuses de ses coups d'épée et du courage diabolique de ses soldats. Par une suite de marches et de coups de main rapides, Garibaldi met en déconfiture et rejette en arrière le corps napolitain qui s'avançait par Valmontone; puis il se porte avec célérité à la rencontre du corps principal, commandé par le roi et posté à Vellétri. Cette attaque n'est pas moins heureuse. L'avant-garde napolitaine, saisie d'épouvante à la vue des garibaldiens se jetant sur elle comme des limiers, lâche pied avec de grands cris, ce qui entraîne la fuite de l'armée. L'infanterie, la cavalerie, l'artillerie refluent pêle mêle dans les rues de Velletri. La panique est extrême. Ferdinand II, désespérant de ramener l'ordre dans cette cohue, et peut-être gagné par l'effroi

général, commande la retraite et rebrousse précipitamment avec toutes ses troupes vers la frontière napolitaine, poursuivi par les garibaldiens, qui les auraient peut-être détruites et qui se seraient emparés de sa royale personne, sans un corps de Suisses qui tint ferme et protégea la retraite. Dès lors, Ferdinand II laissa aux Français l'honneur et le péril de terrasser l'*hydre romaine*, et se tint en repos dans ses États, où il se dédommagea de cette mortification en persécutant les libéraux du royaume.

L'État romain était envahi de tous côtés. Un corps d'Espagnols venait de débarquer à Fiumicino; au nord, les Autrichiens avaient franchi le Pô, occupé Bologne, et s'avançaient sur Ancône, en rétablissant partout les autorités pontificales. L'avertissement donné par le saint père aux Italiens, le 10 février 1848, se réalisait à la lettre. A la voix du chef de la théocratie, des divers points de l'horizon catholique, des armées vengeresses s'abattaient sur la malheureuse Italie et la replaçaient sous le joug. Pie IX, en ceci, ne faisait rien d'insolite. Il agissait en pape, en chef de l'Église, conservateur vigilant du domaine temporel, mais peu sensible à l'honneur national. En ces jours de désolation, que pensèrent ces docteurs subtils qui avaient dénaturé l'histoire, au point de faire de la papauté une grande institution nationale, un centre de force, le palladium de l'indépendance!

Les événements du 30 avril avaient fait sensation à Paris. L'expédition de Rome n'était point une promenade militaire, une simple démonstration destinée à rendre aux Romains la liberté de leurs sentiments, mais une croisade contre un peuple libre, une intervention violente. Les républicains entraînèrent l'assemblée à voter la résolution suivante : « L'Assemblée nationale invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne soit pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné. » A la suite de ce vote, le gouvernement français envoya à Rome M. de Lesseps, avec commission de négocier un accord qui conciliât les droits des populations avec ceux du pontife, et qui permît aux Français d'entrer à Rome en amis. Une

fois sur les lieux, M. de Lesseps, libéral éclairé et sincère, écrivit au gouvernement français qu'à Paris on s'était gravement trompé sur la situation intérieure de Rome; que cette ville renfermait 25,000 défenseurs[1], comprenant des citoyens respectables de toute condition, et la fleur de la jeunesse romaine; que le gouvernement des prêtres était abhorré par la population; et que, d'autre part, les idées réactionnaires sévissaient à Gaëte avec tant de violence que la restauration pontificale ne pourrait être maintenue que par une occupation militaire prolongée.

Pour remplir sa mission, M. de Lesseps proposa aux Romains d'invoquer l'aide fraternelle de la république française. Les Français entreraient à Rome en amis, et feraient le service de la place de concert avec les Romains; le peuple serait appelé à exprimer librement ses vœux sur la forme du gouvernement. Mazzini répondit avec une grande justesse que si les Français avaient si fort à cœur l'indépendance des Romains, il n'était nullement besoin qu'ils occupassent militairement leur capitale, et qu'il suffisait qu'ils en interdissent l'entrée aux troupes autrichiennes. A Rome, on voyait tant de vacillations dans les conseils du gouvernement français et d'opposition à la liberté chez les ultramontains qui l'obsédaient, qu'on craignait que ces stipulations ne fussent enfreintes une fois les Français introduits dans la ville. La diplomatie française en Italie reproduisait les tiraillements et les contradictions de l'opinion publique à Paris. Pendant qu'à Gaëte, le duc d'Harcourt s'exprimait en faveur de concessions libérales, M. de Corcelles travaillait pour l'ultramontanisme. A Rome, M. de Lesseps s'ingéniait pour concilier les droits du pontificat et la liberté du peuple; mais le général Oudinot ne songeait qu'à rouvrir les hostilités et à écraser les Romains pour venger l'honneur de l'armée.

Après divers pourparlers, M. de Lesseps avait fini par rédiger un ultimatum, portant que l'appui de la France était assuré au peuple de l'Etat romain; les Français seraient

[1] Ce chiffre est exagéré.

regardés comme amis et comme défenseurs; ils ne toucheraient pas à l'administration intérieure, et se borneraient à occuper près de Rome les positions convenables à la salubrité de l'armée. A cette proposition, la colère d'Oudinot éclata, et il se déchaina violemment contre M. de Lesseps. « Ces retards, lui dit-il, ne font qu'entacher l'honneur militaire, et nuire à la discipline et à la santé de l'armée. La générosité française est la meilleure garantie pour les Romains. L'honneur du nom français et la gloire de ses armes veulent que *la pensée de la France s'explique librement sur le Capitole.* Rester hors de Rome serait une honte et une bassesse. Que ma main se sèche avant que je souscrive à une telle infamie! »

Sur ces entrefaites, les élections générales eurent lieu en France. Leur résultat fut tout en faveur de la réaction; les électeurs envoyèrent à Paris une assemblée cléricale, très-hostile à la liberté en général et à celle de l'Italie en particulier. Le gouvernement, entraîné par cette majorité, rappela et désavoua M. de Lesseps, et ordonna à Oudinot de rouvrir les hostilités.

Les Français avaient utilisé la suspension d'armes pour faire venir de France un superbe matériel de siége et de puissants renforts; le génie était dirigé par le général Vaillant; Oudinot avait 30,000 hommes sous ses ordres. Rome n'a que de faibles défenses, formées par un vieux mur d'enceinte du moyen âge mêlé de restes antiques. Les volontaires venus des provinces avaient porté le chiffre de ses défenseurs à environ 19,000 hommes; quelques centaines de ces volontaires seulement étaient étrangers à l'Italie, quelques milliers appartenaient au nord de la Péninsule: Rome ne fut donc pas défendue par une cohue de démagogues de tout pays, mais par la jeunesse romaine et les volontaires italiens.

Le 3 juin, les hostilités furent rouvertes par un combat disputé et sanglant qui fit tomber le Monte Mario et une partie du Janicule au pouvoir des Français. Le génie avait désigné ce dernier point comme lieu d'attaque, et il y traça ses parallèles. Garibaldi et les volontaires en retardèrent les travaux par des coups de main hardis et de

brillantes sorties ; le mois de juin fut signalé par une foule d'escarmouches et de combats où des deux côtés, on déploya une rare intrépidité. Les pelouses et les bosquets du Janicule furent abreuvés d'un sang généreux.

Jusqu'à ce moment, à Rome, on avait été soutenu par la perspective d'un mouvement républicain à Paris. Il eut lieu le 13 juin. Sa fâcheuse issue enleva ce dernier espoir; néanmoins on continua à se battre avec le même acharnement. Les passions étaient si enflammées qu'on parlait de faire sauter les monuments et de ne livrer à la France et au pape que les ruines de cette métropole des arts. L'assaût eut lieu la nuit du 29 au 30 juin. Il mit les Français en possession du plateau du Janicule qui domine la ville. Après la prise du Janicule, Mazzini proposa de barricader les rues et de défendre la ville, maison à maison, rue à rue, comme une autre Sarragosse. Mais assez de sang avait coulé; l'honneur des populations romaines était sauf. L'assemblée déclara qu'elle cessait une défense désormais impossible; et le municipe eut la faculté de négocier avec les Français. N'ayant pu s'entendre avec Oudinot, il préféra s'en remettre à la générosité du vainqueur.

Les derniers moments de la république romaine furent pleins de dignité. Ces démocrates, que les gazetiers de la réaction ne rougissaient pas de traiter de pillards et d'assassins, se comportèrent avec autant de désintéressement que de courage. Malgré l'entrée imminente des Français, l'Assemblée constituante tenait ses séances et votait rapidement les derniers articles de la constitution. Elle eut encore le temps et la présence d'esprit d'en faire la promulgation sur le Capitole.

Rome était depuis deux jours ouverte aux Français ; et leur armée était encore immobile dans ses lignes. Le 3 juillet, elle pénétra dans l'intérieur de la ville et y prit ses quartiers. La population n'était point abattue. Rome gardait un aspect sombre et menaçant ; un prêtre ayant crié *Vivent les Français!* fut écharpé par la populace. Sur le passage des vainqueurs, résonnaient des cris forcenés de

Mort à Pie IX! mort aux prêtres! vive la république! Au moment de leur défilé sur la place Colonna, une rixe s'engagea entre la troupe et un rassemblement de peuple, excité par le Lombard Cernuschi qui agitait des drapeaux. Le peuple appelait ironiquement les soldats français *soldats du pape*, et Oudinot, *cardinal*. Les Français furent très-frappés de cette exaspération et du déchaînement populaire contre le gouvernement des prêtres.

Oudinot prit momentanément tous les pouvoirs. Il désarma la population, interdit tout rassemblement, dispersa l'assemblée et fit occuper les offices publics. On trouva le trésor dans une situation régulière et nanti de 608,000 écus de valeurs. Le général Ney fut chargé d'aller à Gaëte déposer aux pieds du saint-père les clefs de la ville. Le pape accueillit ce message avec dignité; il donna des louanges à la bravoure et au zèle catholique déployés par l'armée française, et gratifia le général de rosaires et de bénédictions. Cependant Oudinot avait fait proclamer sur le Capitole la restauration temporelle du Pontife *sans conditions*. Afin de célébrer cet événement, les troupes françaises et le clergé romain firent à Saint-Pierre une cérémonie pompeuse d'actions de grâces. Le clergé de la basilique chanta un *Te Deum;* un vieux cardinal, qui n'avait pas quitté Rome pendant la révolution, prononça un discours de remerciements; quelques dévots, quelques courtisans assistaient à cette scène glacée; mais la population s'abstint.

L'élite des volontaires, qui avaient si intrépidement défendu Rome, était sortie de la ville avant l'entrée des Français, sous le commandement de Garibaldi, avec le projet de continuer la guerre dans les provinces : entreprise désespérée, car la Toscane, la Romagne, l'Ombrie étaient occupées par des masses considérables d'Autrichiens, et tout le pays était désarmé. La troupe de Garibaldi, décimée par les marches forcées et les rencontres, finit par se rompre et se dissoudre. Garibaldi fut plusieurs fois sur le point d'être pris par les Autrichiens. Après des péripéties romanesques, il réussit à s'embarquer près de Ravenne sur une méchante barque

de pêcheur. La défense de Rome lui avait donné un grand relief. Condottieri plein de ressources, fertile en expédients, rapide dans ses manœuvres, adroit à dérouter un adversaire, impétueux, irrésistible au moment de l'action, Garibaldi était en outre un grand citoyen. Le feu de son âme pure et élevée, où dominait un amour passionné de l'Italie, avait rayonné sur ses compagnons d'armes et électrisé les cœurs. Garibaldi offre un rare exemple du chef populaire, c'est une figure antique : incarnation vivante du patriotisme italien; il en a l'entraînement aveugle, la fougue intraitable, la témérité, l'héroïsme.

Le Piémont battu par Radetzki, la Toscane occupée par les Autrichiens, l'État romain dompté par les Autrichiens et les Français, la cause de l'indépendance paraissait entièrement vaincue. Cependant, il lui restait encore à Venise un foyer restreint mais glorieux, où la jeunesse patriote déployait une constance et une intrépidité remarquables. Dans ce tableau rapide de la révolution italienne, la marche de l'opinion publique et les péripéties des partis, me préoccupant plus que les faits militaires et diplomatiques, je n'ai pu donner place aux événements dont Venise fut le théâtre. La position isolée de Venise en faisait un petit monde à part, un épisode détaché du drame national.

Peu avant Custozza, Venise avait voté sa fusion avec la haute Italie, sous le sceptre de Charles-Albert. Ce prince y envoya quelques troupes, des vaisseaux et des commissaires civils, chargés de gouverner en son nom. Leur administration fut de courte durée ; à la suite de l'armistice Salasco, les commissaires sardes durent se retirer, ainsi que le corps de troupes et la flotte auxiliaires. Venise, déliée de son serment de fidélité, se trouva livrée à ses seules forces. Les patriotes n'hésitèrent pas, ils proclamèrent de nouveau la république et portèrent Manin au pouvoir. Pendant ce long siége, Manin fut l'âme de la défense, l'homme du peuple vénitien. C'était une de ces fortes et prudentes têtes italiennes faites pour le gouvernement; un esprit plein de solidité, sage et pratique, habile aux affaires, aussi propre au conseil qu'à

l'action; et un cœur chaud, une âme virile. Manin avait, par-dessus tous les libéraux de son temps, cette fermeté tranquille qui impose à la multitude; républicain austère, il méprisait l'enflure du langage et l'agitation stérile des clubs; il sut contenir les turbulents et tourner l'activité publique vers la défense. Le peuple de Venise avait en lui une confiance entière; il avait deviné d'instinct son génie politique et révérait en lui ce courage tempéré, cette prudence mâle, cette constance vigoureuse, ce dévouement sans bornes à la chose publique qui élevèrent si haut la fortune de l'ancienne Venise.

De son côté, la population montra qu'elle n'avait pas dégénéré de ses ancêtres. Pendant ce long siége, elle montra une abnégation et une patience vraiment admirables. Avant 1848, on l'accusait de mollesse; le moment d'agir venu, elle surpassa toutes les populations italiennes en énergie et en dévouement. Les sacrifices pécuniaires qu'elle eut à supporter furent exorbitants et elle les accepta sans murmures, comme un devoir civique, une offrande à la patrie. La partie militaire de la défense incomba surtout aux volontaires romagnols et napolitains; ces derniers lui donnèrent ses meilleurs officiers et de bons ingénieurs. Le vieux Pepe eut le commandement en chef; Ulloa, un autre Napolitain, dirigea la défense de Malghera, le poste avancé de Venise sur la terre ferme.

Au mois de mars 1849, l'annonce de la reprise des hostilités par Charles-Albert éveilla de grandes espérances. Le 2 avril, les Autrichiens firent connaître le désastre de Novare et l'accompagnèrent d'une sommation. Venise ne se démoralisa pas; l'assemblée vota que la résistance serait continuée et confirma les pleins pouvoirs de Manin. On se berçait encore à Venise de l'espoir d'une intervention de la France et de l'Angleterre, et l'on regardait vers la Hongrie. La population se ruina pour fournir à Manin les ressources financières nécessaires: dix-huit familles donnèrent 8 millions de livres.

Le 4 mai, les Autrichiens démasquèrent leurs batteries contre Malghera, la garnison exécuta de vives sorties, et

éteignit une première fois le feu des assiégeants; les Autrichiens ayant dressé de nouvelles batteries, à la suite d'un bombardement de soixante-douze heures, les fortifications du fort n'offraient plus qu'un monceau de débris et la garnison se retira dans Venise en bon ordre. Les Autrichiens tournèrent alors leur feu contre la ville, qui n'était plus protégée que par les lagunes.

Avant le bombardement de la place, quelques pourparlers eurent lieu avec les Autrichiens. Soit condescendance momentanée, soit ruse de guerre, le cabinet de Vienne élevait très-haut les institutions tutélaires qu'il préparait aux fortunés habitants du Lombard-Vénitien. Suivant ce projet, les deux provinces auraient constitué une sorte d'État inféodé, gouverné par un lieutenant de l'empereur, ayant une chambre des députés, un sénat, un conseil d'État, connaissant de tous les intérêts du pays, sauf de la diplomatie et de la guerre, réservées à l'empereur. Pour mieux flatter le municipalisme vénitien, le gouvernement impérial offrait aussi d'en faire deux provinces, ayant l'une Milan, l'autre Venise pour chefs-lieux. Les Vénitiens eurent la sagesse et la fermeté de résister à ces offres. Ainsi que les Romains, ils préférèrent succomber les armes à la main, que livrer eux-mêmes leur liberté. De pareilles défaites sont des victoires morales.

En juin et en juillet, les travaux furent vivement poussés par les Autrichiens. Pour accroître la confusion, ce fut pendant la nuit qu'ils démasquèrent leurs batteries et firent pleuvoir sur les quartiers qui regardent la terre ferme une grêle de projectiles incendiaires. Les autorités firent refluer les habitants dans les quartiers qui avoisinent la place Saint-Marc. Cette population, patiente et habituée à souffrir, se fit à cette nouvelle situation : aucun vol, aucun désordre n'accompagna ce mouvement; chacun se secourait fraternellement selon ses moyens.

Les trois quarts de Venise étaient déserts, les boutiques fermées, et les maisons vides d'habitants. Ce silence de mort n'était interrompu que par le sifflement des bombes et les pas des patrouilles chargées de veiller aux incendies. La défense de la place devenait très-difficile. La garnison,

affaiblie par les combats et les maladies, ne suffisait plus au service d'une place d'un périmètre aussi étendu; la disette s'était changée en famine; la ville était hermétiquement bloquée par mer et par terre et ne recevait plus de vivres. Le peuple ne subsistait que d'un pain infect distribué par l'autorité en quantité restreinte : les fièvres et le choléra moissonnaient la population.

Le 6 août, l'assemblée vénitienne avait renouvelé les pleins pouvoirs de Manin. Celui-ci dut reconnaître enfin l'impossibilité de prolonger la défense, et la municipalité entra en pourparler avec les Autrichiens pour traiter de la reddition de la place. L'accord fut conclu le 22 août. Il fut stipulé que tous les Italiens qui avaient pris part à la défense de Venise seraient libres de se retirer.

La rentrée des Autrichiens à Venise complétait leur victoire. Tout tournait en faveur de cette puissance, et ses armées inondaient la Péninsule. Avant 1848, l'Autriche n'occupait que les provinces lombardo-vénitiennes comprenant cinq millions d'habitants. Dans l'été de 1849, ses armées avaient poussé leurs garnisons jusque dans l'Ombrie, doublant le territoire et le chiffre de population dont les contributions alimentaient sa puissance militaire. Dix millions d'Italiens courbés sous le sabre des Autrichiens; un million de Romains maîtrisés par la France, au profit de la cour de Rome; au sud, neuf millions de Napolitains et de Siciliens avilis par le despotisme de Ferdinand II, tel était le résultat déplorable auquel était arrivée la Péninsule après deux années d'une révolution si heureusement commencée.

Bien des fautes et des illusions avaient préparé la défaite de la révolution de 1848; l'orgueil italien, surexcité par quarante années d'une littérature généreuse, mais emportée; de fausses théories sur l'union de la papauté et de la liberté italienne; l'insuffisance des mesures militaires prises contre l'Autriche; la précipitation des démocrates, leur indiscipline et leur penchant à se payer d'une rhétorique enflée; les machinations hostiles des réactionnaires; la mollesse des masses, leur égoïsme et leur peu de constance dans l'adversité; enfin, l'absence d'un

centre commun d'action qui réunît et groupât les forces de l'Italie, toutes ces causes avaient frayé la voie à un retour offensif de la réaction.

Mais si l'Italie libérale était sous le coup d'un désastre, elle n'était pas détruite; les espérances n'étaient qu'ajournées, et les cruautés que le despotisme se préparait à exercer sur d'innocentes populations ne devaient aider qu'à la propagation des idées d'émancipation parmi les masses, et à l'éclosion d'une révolution plus générale.

D'ailleurs, au travers de cruels échecs, l'Italie libérale avait retiré de la révolution quelques avantages solides. Le Piémont lui restait avec un statut, une presse libre et un roi jeune et valeureux. C'était un boulevard où le parti national allait abriter et rallier les débris de la révolution, une école de vie publique propre à discipliner les esprits et à les guérir des sociétés secrètes. Avec le temps, le Piémont devait fournir aux Italiens un moyen puissant pour agir sur le reste de la Péninsule et pour reprendre sur un meilleur plan les projets de libération et de réorganisation nationale de 1848.

LIVRE IV

L'ITALIE DE 1849 A 1859

CHAPITRE PREMIER

LA RÉACTION ABSOLUTISTE DE 1849 A NAPLES ET A ROME.

Esprit rétrograde des princes italiens en 1849. — Le roi de Naples dissout le parlement et rétablit l'absolutisme. — Le procès de lèse-majesté. — Persécutions à Rome. — *Motu proprio* du 12 septembre. — Retour de Pie IX à Rome. — Terrorisme dans les provinces de l'Adriatique.

En 1849, les princes italiens avaient une belle occasion de fonder la liberté sur l'ordre public. Fatiguée des scènes théâtrales et vides que la démocratie avait données pendant l'hiver, l'opinion publique revenait à eux et ne demandait qu'à entourer de plus de garanties leurs trônes constitutionnels; mais un seul de ces princes eut assez de générosité et de prévoyance pour adopter cette politique.

L'essai de régime parlementaire, entrepris en 1848, avait été de courte durée et accompagné de circonstances très-défavorables. Au lieu de préparer, par des concessions préalables, la voie aux institutions libres, les princes avaient résisté jusqu'au dernier moment; puis, ils avaient

octroyé précipitamment des *statuts*, comme un expédient ou un stratagème. A Naples, Ferdinand II avait attisé les passions au lieu de les concilier, et favorisé l'œuvre dissolvante des anarchistes pour se préparer des occasions de réaction militaire. En Toscane, Léopold II, par une conduite vacillante et équivoque, italienne en apparence, autrichienne en réalité, avait énervé l'action du parti modéré. A Rome, le refus du pape de prendre part à la guerre contre l'Autriche, avait cruellement rappelé aux Romains l'incompatibilité de la domination ecclésiastique et d'un gouvernement national. Si l'on ajoute à ces causes de désaccord le contre-coup de la révolution de Février, l'excitation démocratique de la France et de l'Allemagne, la coïncidence de la réunion des premiers parlements et de la guerre contre l'Autriche, on verra qu'il y aurait injustice à conclure des désordres de 1849 l'inaptitude des Italiens au régime parlementaire. Quel peuple, appelé à inaugurer la vie politique au milieu de circonstances analogues, n'aurait pas fait des fautes?

Si les princes italiens avaient étudié sérieusement les dernières révolutions, ils auraient reconnu qu'à côté des utopies dont se berçaient les jeunes têtes, il existait des besoins sérieux et profondément sentis par l'élite de la nation. Les Italiens réclamaient trois choses : un gouvernement parlementaire, l'indépendance et un lien commun entre les États; et toute politique hostile à ces trois inspirations devait soulever une opposition générale et contraindre les gouvernements à recourir aux répressions et à la protection humiliante de l'Autriche.

Est-il donc si doux de régner par la terreur! d'avoir incessamment à redouter les séditions et les complots! de ne jamais sortir des soupçons! Le sort des princes italiens avant 1848, était-il si enviable qu'il fallût encore en empirer l'amertume et les périls en surexcitant l'indignation publique par une tyrannie cruelle et avilissante!

Le signal de la résistance aux volontés populaires partit de Naples. Le 15 mai, Ferdinand II avait brisé le ressort de la révolution et réuni tout le pouvoir dans sa main.

Il attendit cependant des circonstances extérieures plus favorables pour démasquer ses projets absolutistes, et feignit de maintenir le statut constitutionnel. Dans le courant de juin, les colléges électoraux furent convoqués. Presque tous les députés de la première législature furent réélus. Le 1er juillet 1848, Bozzelli ouvrit, au nom du roi, ce deuxième parlement. Le discours de la couronne déplut à la chambre; elle crut y voir des réticences et des menaces. Sans attendre des actes plus significatifs, elle demanda au roi le renvoi des ministres; c'est ce que désirait l'astucieux Ferdinand. Le ministère, menacé par les libéraux, favorisa ses projets réactionnaires. Cette courte session n'eut pas de résultats législatifs, le roi ne sanctionnant pas les décrets votés par la chambre; toutefois, elle fit voir que le parti libéral napolitain possédait des orateurs et des légistes distingués.

Mais à quoi pouvaient servir les effusions de l'éloquence et du patriotisme, devant une cour hostile et une population abattue et découragée, corrompue par la servitude, ou trop mobile et trop emportée pour se contenter d'une sage liberté. Les absolutistes avaient repris toute leur assurance. Les fonctionnaires et les officiers ne dissimulaient plus leur haine contre le fantôme de liberté conservé par le roi. Le ministère Bozzelli était débordé; et, avec une lâche complaisance, il fulminait contre les desseins pervers des libéraux, sans remarquer le but vers lequel on entraînait le pays.

Le 5 septembre 1848, le roi prorogea la chambre. Au sortir de la séance, une tourbe confuse et bruyante de lazzaroni insulta les députés et parcourut la ville avec un drapeau blanc, en criant : *Vive le roi ! A bas la constitution ! A bas la nation !* Mais, à la surprise générale, à ces clameurs d'autres clameurs répondirent, et l'on vit des groupes de lazzaroni déboucher des quartiers populaires, en criant : *Vive la constitution ! Vive la liberté !* A la cour, on s'émut de ce symptôme nouveau des sentiments populaires, et le roi donna des ordres rigoureux. La police incarcéra un grand nombre de lazzaroni et envoya aux galères ceux qui avaient dirigé cette manifestation.

Le 1er février 1849, Ferdinand II réunit une dernière fois le parlement. Les conditions politiques de l'Europe avaient changé. La démocratie italienne était déconsidérée. Paris et Vienne étaient en pleine réaction, et la diplomatie, groupée à Gaëte, préparait l'intervention destinée à étouffer la liberté du peuple romain : quelques semaines plus tard, la défaite du Piémont à Novare rendit l'ascendant à l'Autriche. Désormais, aucune considération de prudence ne liait Ferdinand au régime constitutionnel, et il se jeta dans un arbitraire effréné. Son orgueil trouvait honorable de précéder les grandes puissances dans la suppression des institutions parlementaires, après les avoir devancées, au 15 mai, dans la résistance armée à la démagogie.

Les ministres ne daignaient plus se rendre aux séances des chambres, qui s'agitaient dans le vide et discutaient académiquement des lois dont le roi ne prenait aucun souci. Pour constater son omnipotence, celui-ci affectait de percevoir les impôts de sa seule autorité. Ce reste de parlement n'était qu'un objet de dérision, prolongé pour décréditer le régime parlementaire et le faire tomber sous les risées du vulgaire. La soldatesque avait passé de la malveillance aux provocations et aux violences; elle insultait les députés et les journalistes et menaçait de briser les presses des imprimeurs. On répétait bien haut, dans les casernes, qu'il était temps de faire taire ces avocats ergoteurs et rebelles.

Dans ces circonstances désespérées, le parlement napolitain se comporta avec dignité; son langage s'élevait avec le malheur et respirait une douloureuse mélancolie. Les libéraux napolitains, au moment de succomber, avaient retrouvé cette vertu stoïque, cette sérénité dans le martyre qui a compté en ce pays tant de nobles représentants. La presse rachetait également ses intempérances de 1848 par le courage civil; les imprimeurs et les journalistes continuaient leur œuvre en dépit des brutalités des officiers.

Le 13 mars 1849, pendant que la chambre est en séance, le prince de Torella se présente avec un air de hauteur

et remet au président un pli renfermant l'ordre de dissolution de l'assemblée; puis il fait un signe au commandant de la garde, et celui-ci fait charger les armes. Sous cette menace brutale, les députés évacuèrent silencieusement la salle. *Fuyez! fuyez!* leur disaient leurs amis. En effet, le moment des vengeances royales approchait. La comédie constitutionnelle était terminée. Le roi mit à la retraite Bozzelli et le prince de Torella, qui l'avaient servi aux dépens de leur réputation; il donna les portefeuilles à des absolutistes purs, tels que Fortunato et Pietro d'Urso; le ministère de la police passa à Peccheneda, un digne émule de Del Caretto.

Cependant les députés, violemment expulsés, se réunissaient sur divers points, par petits groupes. Dans ces conciliabules, on invectivait contre le roi et ses ministres. Les plus zélés exhortaient leurs collègues à conserver bon courage et à se tenir prêts pour la première occasion; ils correspondaient avec les provinces et y envoyaient des agens zélés afin d'entretenir le zèle patriotique. Pour la première fois, dans les menées des libéraux napolitains, on parlait hautement de l'Italie, et on critiquait le municipalisme des précédentes révolutions. L'apostasie de Bozzelli, le chef des libéraux séparatistes, avait décrédité son parti, et l'école italienne de Poërio et de Dragonetti prenait le dessus.

Le roi, informé de cette agitation, lui laissa le loisir de se développer; il espérait y trouver un prétexte pour envelopper les principaux libéraux dans un vaste procès de lèse-majesté. L'affaire jugée mûre, la police commença les arrestations. Le code napolitain stipule que nul citoyen ne peut être arrêté sans un mandat d'une cour de justice. La gendarmerie de Peccheneda n'en tenait compte; elle tombait à l'improviste sur les suspects et les traînait en prison: puis la police fouillait minutieusement leurs maisons et se saisissait de tous les papiers. Le roi ne borna pas les arrestations à la capitale; il en fit faire dans toutes les provinces, et les incarcérations se comptèrent bientôt par milliers; elles frappaient surtout sur la haute bourgeoisie et la noblesse libérale. Ferdinand II

en voulait principalement au parti constitutionnel pur, aux ministres, aux fonctionnaires, aux députés de 1848. Son but paraît avoir été de décapiter le libéralisme napolitain en faisant disparaître d'un coup tous les hommes capables et estimés; soixante-seize membres du parlement furent incarcérés ou réduits à fuir. C'est ainsi que ce prince respectait les immunités d'une constitution jurée solennellement.

Ferdinand II aurait pu imiter l'Autriche et Pie IX et renvoyer les accusés devant des commissions militaires ou des tribunaux inquisitoriaux jugeant en secret. Par une singulière affectation de légalité, il les déféra à *la grande cour criminelle*. Avant les plaidoiries, il eut soin, il est vrai, d'en remanier le personnel et de lui donner pour président Navarro, magistrat très-redouté pour son caractère emporté et cruel et ennemi personnel des libéraux. Les juges d'instruction avaient reçu l'ordre de confondre adroitement les menées du parti constitutionnel avec les actes violents d'une poignée de forcenés, appartenant à la basse démagogie.

Les débats de ce procès, dit de l'*Unité italienne*, s'ouvrirent le 15 décembre. La pâleur, la maigreur, l'état de défaillance des accusés attestaient les tourments qu'ils avaient subis dans les cachots. Les plaidoiries amenèrent des révélations honteuses pour l'autorité. En vain Navarro intimidait les avocats et menaçait les accusés, la vérité débordait de toutes parts le tissu d'accusations maladroitement ourdi par l'instruction, à l'aide de dépositions d'espions et d'agents provocateurs de la plus vile espèce. La vue du public ayant rendu aux accusés le courage et la dignité, tous repoussèrent les aveux insérés dans l'acte d'accusation, comme défigurés ou obtenus par les tourments et de perfides suggestions. Poërio insista avec force pour être confronté avec les délateurs infimes qui l'avaient chargé.

Le procès se termina par une condamnation générale, frappant les accusés de peines plus ou moins dures, suivant le degré de haine qu'ils inspiraient au roi. Poërio fut condamné à vingt-quatre ans de fers; et l'autorité plon-

gea ces hommes, l'élite de la société napolitaine pour les lumières, la vertu, la naissance, le patriotisme, dans les bagnes et les cachots infects de Nisida, de San Stefano et des autres châteaux d'État. Leur peine emportait le traitement des galériens; on ne leur en épargna aucune ignominie, ni le costume, ni les fers. Dans certaines prisons, on accouplait les condamnés deux à deux, ou l'on rivait un détenu politique à la chaîne d'un assassin.

Les cours criminelles de province ne déployèrent pas moins d'activité, et leurs sentences enveloppèrent presque tous les libéraux notables. La police inscrivit sur ses registres les individus moins signalés et les soumit à une surveillance dure et onéreuse, analogue au *precetto* des États romains. Le nombre des suspects, porté d'abord *à cent mille*, s'éleva d'année en année, avec les ombrages de l'autorité: autant de citoyens exclus des emplois municipaux, tracassés par la police, malmenés, exploités par les bourboniens, autant de parias.

Parmi les despotismes restaurés en 1849, celui de Ferdinand II ne fut pas le plus sanguinaire : le gouvernement de Pie IX, dans la Romagne, et celui des Autrichiens, en Lombardie, dressèrent plus de gibets. Ferdinand II préférait à la hache du bourreau les galères, les verges, le bannissement, le contrôle jaloux et incessant de l'espion et du gendarme. Aucun prince d'alors n'a poussé aussi loin la compression civile. Après 1849, il fit de son royaume une vaste geôle, où la moitié de la population épiait et persécutait l'autre moitié. Son despotisme avait de grandes ressemblances avec celui de l'empereur Nicolas, en Pologne: ce prince lui paraissait le modèle des souverains régnants. Ces persécutions ne rendirent pourtant pas à Ferdinand II la sécurité. Depuis les événements de 1848, un voile de tristesse sombre et de misanthropie chagrine ne quittait plus son front; il ne se montrait que rarement au peuple de Naples, et passait la plus grande partie de l'année enfermé dans sa forteresse de Gaëte, occupé à construire des casemates et à dresser des batteries, ou bien à Caserte, entouré d'une nom-

breuse maison militaire. La politique italienne du cabinet de Turin lui donnait de sinistres appréhensions. Plus séparatiste que jamais, le nom de l'Italie le mettait en fureur.

L'allocution lancée de Gaëte par Pie IX, le 20 avril 1849, au début de l'expédition de Rome, avait donné le programme de sa nouvelle politique. On peut regarder cette pièce comme la déclaration de guerre de la cour de Rome à l'Italie libérale. Non-seulement Pie IX y condamnait les prétentions excessives des démocrates romains et leurs attentats contre la souveraineté temporelle; mais il étendait sa réprobation aux constitutionnels, et taxait tous les libéraux, indistinctement, de gens déloyaux, perfides, sans foi religieuse, rompus au délit. Le cœur de Pie IX, aigri par ce qu'il appelait la félonie et l'ingratitude des populations romaines, était désormais fermé à toute indulgence, et ce prince, qui avait commencé son règne par un acte éclatant de miséricorde, le reprit dans un esprit de sévérité inexorable.

Aussitôt la ville de Rome occupée par les Français et la restauration pontificale proclamée, le pape avait désigné, pour réorganiser l'administration, une commission de trois cardinaux, hommes vindicatifs et durs. Leur premier soin fut pour la vengeance. Les républicains signalés étaient en fuite; à Gaëte, cependant, on voulait des victimes; on s'en prit aux libéraux obscurs et inoffensifs. Les prisons et l'exil moissonnèrent ce qui restait de républicains connus; puis, la persécution se tourna contre les constitutionnels et les réformistes; la police en bannit plusieurs et en soumit d'autres au *precetto*. Une commission, chargée de rechercher la conduite des employés pendant la dernière révolution, prononça sept cents destitutions, à Rome seulement. Les cardinaux rappelèrent les hommes les plus féroces du règne de Grégoire XVI, les Nardoni, les Dandini, les San Giorgi, et leur confièrent la police. Sans la présence des Français, ils auraient dressé la potence et le *cavaletto* en permanence sur la place publique. Telle était la dureté des sentences, que le

tribunal de la Consulte condamna à vingt ans de fers quelques jeunes gens, coupables d'avoir lancé des feux d'artifice aux couleurs italiennes.

Cet emploi de la protection française mécontentait le président de la République. Le 18 août 1849, il écrivit au général Ney une lettre sur la question romaine, dont la teneur fut connue de toute l'Europe : « L'armée française, disait-il, n'est pas allée à Rome pour détruire la liberté italienne, mais pour la régler, en réprimant ses excès. La politique romaine doit se résumer ainsi : amnistie, sécularisation des emplois, Code Napoléon, administration libérale. » Cette lettre fit une grande sensation à Gaëte, et le retour du pape à Rome en fut différé, mais elle n'eut pas d'application, le gouvernement français en ayant décliné la responsabilité.

Le pape ne pouvait plus différer de faire connaître l'organisation administrative qu'il destinait aux populations. Le 12 septembre 1849, il publia un *motu proprio* portant l'institution d'un *conseil d'État* chargé de donner son avis sur les nouvelles lois et d'examiner les questions administratives à lui soumises par le ministère. Une *Consulte* eut commission de contrôler les dépenses et les recettes ; on promit aux provinces et aux communes des conseils locaux, ainsi que diverses réformes judiciaires. La cour de Rome recommençait la même tactique qu'en 1831, elle feignait d'accorder les réformes secondaires et éludait la question principale, celle de l'admission des laïques aux dignités. Pie IX publia en même temps une amnistie qui renfermait tant d'exclusions qu'elle semblait une proscription nouvelle.

Le peuple de Rome accueillit avec colère la publication du *motu proprio*. L'édit fut plusieurs fois lacéré ; on n'entendait que sarcasmes contre le gouvernement français. « Un beau fruit, disait-on, de l'intervention de la grande nation, digne de la magnanimité de la République démocratique, une fleur de gouvernement civil et de clémence, un résultat vraiment heureux de la lettre du président ! Qu'il en publie encore une, et nous aurons le fouet et la potence ! »

A Paris, on vit les choses d'un autre œil, et l'assemblée et les journaux, presque tous acquis à la réaction, s'accordèrent à louer les concessions du pape et proclamèrent qu'elles donnaient pleine satisfaction aux vœux légitimes des populations.

Le 12 avril 1850, Pie IX rentra à Rome. La place de Latran était garnie de troupes françaises. Le pape fit une première station au palais du Latran, antique résidence des Pontifes, et reçut l'hommage et les vœux des cardinaux et des ambassadeurs ; puis, il reprit sa marche vers le Vatican. Le cortége n'avançait que lentement au milieu d'une foule épaisse et silencieuse. Quel changement dans ses dispositions! C'était ce même peuple qui, trois ans auparavant, idolâtrait Pie IX, et aujourd'hui on ne lisait sur les physionomies que haine ou ironie amère. Pie IX démêla très-bien cette aversion au travers de quelques démonstrations de bienvenue organisées par la police. Son âme se contracta douloureusement ; il rentra au Vatican, ému et agité de noirs pressentiments. Mais la miséricorde ne trouva pas de place dans son cœur!

La manière dont le cardinal Antonelli applica le *motu proprio* du 12 septembre, montra la détermination de la cour de Rome de refuser toute sécularisation de l'administration. La prélature domina dans le conseil d'État et le réduisit à un nom ; la *Consulte*, choisie par le pape parmi les hommes timides ou rétrogrades, et gênée dans ses travaux par le ministre des finances, n'apporta aucun remède efficace au gaspillage des finances ; et les municipes et les provinces retombèrent plus que jamais sous le bon plaisir des prélats.

La restauration n'avait satisfait personne, ni le peuple qui murmurait de l'élévation croissante des taxes, ni la noblesse, ni le clergé lui-même. Ceux qu'elle favorisait ne croyaient pas à sa durée ; on sentait la terre trembler ; on se disait qu'un régime imposé par les baïonnettes étrangères n'avait aucune durée ; le commerce se resserrait ; les riches propriétaires pressuraient leurs fermiers et limitaient leurs dépenses, afin de se faire un pécule ; les ordres monastiques faisaient de même. Si les libéraux

détestaient le pape comme un transfuge, les rétrogrades en parlaient comme d'un homme faible, d'une intelligence confuse. Pie IX, sentant son insuffisance en matières d'État, s'effaçait, se retranchait dans les fonctions spirituelles du pontificat, et s'en remettait, pour toutes les affaires publiques, au cardinal Antonelli.

D'où vint la toute-puissance de ce ministre ? Le dernier des cardinaux par la naissance et le rang, pendant de longues années il a gouverné l'État et l'Église, sans que les désastres réitérés de son administration temporelle aient ébranlé son autorité. A Naples, le vulgaire répétait que le cardinal avait jeté la *jettatura* sur le pape. Tout porte à croire que le crédit de ce ministre a tenu à un prestige personnel, à l'ascendant d'une volonté intense et d'un esprit insinuant sur un caractère vacillant et une intelligence peu nette.

Né à Sonnino, une bourgade malfamée de l'Apennin, d'une famille de très-basse extraction, sous le masque raffiné de l'homme de cour, Antonelli reproduit les traits originaux de sa race, la première pour manier l'homme. Dans cette figure émaciée et nerveuse, ce nez arqué, cette bouche mince et fine, cet œil perçant et hautain, ce sourire à la fois amer et caressant, on reconnaît une nature envahissante et dominatrice, à la fois impérieuse et souple, froide et polie comme l'acier, toujours maîtresse de soi, toujours tendue vers son but. Sous une flexibilité attrayante qui lui fait prendre le ton de son interlocuteur et entrer en apparence dans ses sentiments, Antonelli est l'obstination même ; son esprit est éveillé et ingénieux, mais sa pensée immuable.

Depuis son retour à Rome, bien loin d'incliner vers un régime plus libéral, le cardinal Antonelli s'est montré toujours plus opposé aux réformes. Ce ministre qui, en 1848, se donnait pour un constitutionnel et un partisan de la guerre à l'Autriche, a fini par refuser les plus légères concessions, et par opposer le *non possumus* à toutes les instances du gouvernement français. Peut-on lui en faire un reproche ? Non ! car on ne saurait exiger d'un gouvernement qu'il se suicide. Il en est de l'autorité temporelle du pape comme de

la Société de Jésus : *Sit ut est aut non sit.* Aux yeux des catholiques rigides, le cardinal Antonelli aura toujours le mérite d'avoir été fidèle au génie de l'institution théocratique et d'avoir hautement résisté à ses ennemis ; et les libéraux qui aiment les positions nettes lui sauront gré d'avoir fait cesser la méprise des premières années du règne de Pie IX et d'avoir replacé la papauté et l'Italie dans leur antagonisme naturel. En refusant aux populations romaines toute satisfaction politique, en se mettant résolûment en travers du mouvement national, il a précipité une rupture nécessaire et accéléré la solution réclamée par l'intérêt italien.

Si le retour de la domination ecclésiastique n'avait donné à Rome ni sécurité, ni paix intérieure; dans les provinces occupées par les Autrichiens, le sort des populations était pire. A Rome, ville encombrée d'étrangers et occupée par les Français, une certaine crainte de l'opinion de l'Europe mettait des bornes aux cruautés; en Romagne, ce frein n'existait pas, et les généraux autrichiens prêtaient main-forte aux rigueurs les plus impitoyables.

Pendant que les Français faisaient le siége de Rome, au printemps de 1849, une division de l'armée autrichienne avait envahi les Légations et proclamé la restauration du gouvernement temporel jusqu'à Ancône et Pérouse. Cela fait, le commandant de l'armée impériale répartit ses troupes en garnisons dans les villes. Lorsque les prélats, envoyés par Pie IX pour réorganiser ces provinces, virent le déchaînement des populations contre l'autorité pontificale, ils éprouvèrent une vraie terreur et ne virent de salut que dans l'appui prolongé de l'armée autrichienne. Tous les municipes protestaient contre la restauration cléricale, tous les hommes honorables se démettaient des fonctions. Ainsi qu'à Rome, la première pensée des prélats fut pour organiser la persécution. On rappela les serviteurs du règne de Grégoire XVI; on enrôla au service de la police l'écume des faubourgs de Faënza et des bourgs les plus malfamés de la Romagne; comme on n'avait pas de choix, on prit jusqu'à des voleurs, des faus-

saires, des hommes de sang. Cette canaille s'entendait avec les malfaiteurs, mais l'autorité fermait les yeux pourvu qu'elle en reçût des services politiques. Les Autrichiens ayant enlevé toutes les armes, le brigandage s'organisa sur une grande échelle; jamais on n'avait entendu parler d'autant d'attaques à main armée et d'extorsions aussi criantes sur les malheureux propriétaires. Les autorités pontificales s'en donnaient peu de souci. « Les révolutionnaires, écrivait un fonctionnaire romain, sont pires que les brigands: ils détruisent le repos et préparent des déprédations bien plus grandes [1]. »

Les généraux autrichiens avaient érigé des tribunaux militaires, jugeant avec une sévérité draconienne. Les prélats stimulaient ce zèle: suivant le commissaire général des Légations, l'action des jugements sommaires « étant des plus utiles et ne pouvant être trop énergique. » Tout le pays fut soumis à la loi martiale pour les délits politiques; cet état de choses a duré jusqu'en juillet 1857. Pendant ces huit années, plus de cinq cents individus furent mis à mort par les généraux autrichiens; quelques-uns sur des soupçons, pour des propos, la détention d'armes ou d'écrits révolutionnaires. On apprenait en même temps le jugement et son exécution, les autorités autrichiennes ne mettant que trois heures entre la sentence et son application. A Rome, on applaudissait à ces rigueurs. Les cardinaux espéraient que ce régime de fer briserait l'esprit de rébellion chez ces populations indociles et tumultueuses.

Les gouverneurs et les délégats, qui voyaient les choses de plus près, ne partageaient pas cet espoir, et ils exposèrent au cardinal Antonelli la nécessité de mesures plus radicales. Le gouvernement du saint-père conçut alors l'idée d'une déportation en masse des mal pensants, dans quelque contrée très-éloignée, comme l'Amérique. Il ouvrit des négociations dans ce but et dressa des listes. Pour la ville de Faënza, la police locale désigna de deux à

[1] Ces détails sont extraits textuellement des correspondances des autorités pontificales, éditées par l'avocat Gennarelli.

quatre cents individus. Ce plan, *vraiment grandiose*, n'ayant pu être exécuté, le gouvernement romain se tourna vers Radetzki, et lui demanda d'enrôler dans des compagnies disciplinaires la jeunesse libérale. Radetzki, après en avoir référé à Vienne, refusa sèchement, ne voulant pas, disait-il, mettre en péril l'esprit de l'armée. L'autorité romaine, déboutée dans ces deux essais, recourut à des incarcérations plus nombreuses, et fonda de nouvelles prisons. Soit le nombre excessif des détenus, soit le désordre de la justice, on cita des prévenus qui pourrirent des mois et des années dans d'infects cachots sans être interrogés ni jugés. A l'imitation de Naples, la police soudoyait de faux témoins dans les cas importants. Elle introduisit aussi l'usage des verges comme question ou comme châtiment. Ce genre de supplice ayant les sympathies des prélats gouverneurs, l'emploi en fut généralisé et appliqué à des cas très-variables. C'est ainsi qu'une femme fut frappée de vingt coups de fouet par le bourreau pour avoir insulté un fumeur. Les prélats l'appliquèrent aussi aux jeunes garçons, et certains fonctionnaires pontificaux le recommandèrent aux généraux autrichiens, qui n'avaient pas besoin de cet encouragement.

Pie IX connut-il dans leur détail les cruautés qui ensanglantèrent alors la Romagne? On l'ignore! Mais ce qui ressort de son attitude pendant cette période, c'est une froide indifférence, un refus constant d'intervenir quand on recourait à lui. Tout ce que son âme avait reçu de la nature de douceur et de commisération s'étant dépensé au commencement de son règne; depuis son retour de Gaëte, ses peuples ne trouvèrent plus en lui qu'un ascète dur et insensible. Son ardeur s'était portée sur les matières théologiques; il poursuivait de doctes consultations sur le dogme de l'Immaculée conception, béatifiait de nouveaux saints et bénissait les foules dévotes que la piété naïve des peuples éloignés attire encore à Rome.

Si jamais les populations romaines ne furent si cruellement flagellées, jamais non plus les autorités pontificales n'eurent autant d'humiliations à subir. Les généraux autrichiens s'étaient arrogé les plus amples attributions,

et jusqu'au titre de gouverneurs civils et militaires. Le général Gorzkowsky faisait précéder ses décrets de la formule suivante : « L'impérial et royal gouverneur civil et militaire résidant à Bologne ordonne... » Les délégats romains débutaient plus modestement : « Après l'entente due avec le gouvernement militaire autrichien, nous décrétons... » Il était interdit aux autorités romaines d'opérer aucun mouvement de troupes sans une permission des généraux autrichiens. Ceux-ci ne tenaient pour valables que les passe-ports revêtus de leur *visa;* ils intervenaient directement dans les mesures de police, cassaient les arrêts des prélats romains, et en décrétaient de leur chef. Cette armée, venue pour restaurer l'autorité temporelle du saint-père, semblait prendre à tâche de la dégrader aux yeux des populations. Les généraux autrichiens ne se gênaient pas pour affubler les fonctionnaires romains d'épithètes malsonnantes, et les appelaient *inertes* et *dépravés*. Terribles dans la répression des insultes à l'armée impériale, ils fermaient quelquefois les yeux s'il s'agissait d'un prélat. L'orgueil romain saignait de ces affronts, et plus d'un délégat en fit des lamentations au cardinal Antonelli; mais que faire? Dévorer sa honte en silence et, publiquement, caresser, aduler ces généraux sans l'appui desquels la domination pontificale n'aurait pas duré une semaine. Juste châtiment d'une administration sans entrailles et sans probité!

Courbées sous le fer des Autrichiens, les populations romaines se taisaient; mais leur silence avait je ne sais quoi de sinistre. Sous Grégoire XVI, une partie de la noblesse et du bas peuple campagnard tenait encore pour la cour de Rome; maintenant, le noble, le bourgeois, l'artisan, le colon lui portaient la même animosité.

CHAPITRE II

LA RÉACTION ABSOLUTISTE DE 1849 EN TOSCANE ET DANS LA LOMBARDO-VÉNÉTIE.

Intervention autrichienne en Toscane. — Obliquité de la politique du grand-duc. — Impopularité de la maison de Lorraine. — Abaissement de la Toscane. — Extorsions de Radetzki en Lombardie. — Terrorisme militaire, exécutions, bastonnades. — Énormité des taxes. — Popularité de Victor-Emmanuel.

En Toscane, des traditions enracinées de douceur et de tolérance ne permirent pas à la réaction de 1849 de commettre les excès qui ensanglantèrent l'Italie méridionale, mais le gouvernement grand-ducal ne réussit pas à donner au pays la prospérité, le contentement et cette considération sans laquelle il n'est pas de gouvernement solide.

Lorsque le 12 avril 1849, le municipe florentin prit l'initiative du rappel du grand-duc, la popularité de ce prince avait encore des racines. Les constitutionnels, abusés par ses démonstrations d'*italianisme*, le regardaient comme le chef nécessaire de la Toscane, dont ils savaient l'autonomie chère au peuple : aussi grande fut leur confusion, quand les généraux autrichiens violèrent la frontière et publièrent qu'ils intervenaient sur la demande du grand-duc. A quelques jours de là, le général d'Aspre entra à Florence avec 17,000 hommes. Sur la poitrine de ses soldats on voyait une médaille portant : *Italie vaincue, Dieu le veut!* D'Aspre désarma la garde civique, mit Livourne en état de siége et institua des tribunaux militaires qui prononcèrent des sentences et

donnèrent l'ignoble bastonnade et les verges suivant le code autrichien. Pendant bien des années, la Toscane, si fière de sa civilisation raffinée et de ses mœurs polies, dut plier la tête et endurer ces brutalités [1].

La municipalité de Florence avait envoyé une adresse au grand-duc, le suppliant de protester contre l'occupation autrichienne. Léopold ne daigna pas y répondre. A son retour, on put apprécier ses sentiments. Un de ses premiers actes fut de donner les décorations toscanes aux officiers de l'armée d'occupation et il parut à la fête de bienvenue donnée par la ville en uniforme de maréchal autrichien. Plus tard, il nomma un Autrichien au commandement des troupes toscanes et les fit habiller et discipliner sur le modèle de l'armée impériale. Au mois de septembre 1849, il fit un voyage à Vienne pour visiter son jeune cousin l'empereur François-Joseph. Les Florentins espérèrent qu'il en profiterait pour obtenir le retrait des troupes autrichiennes, mais ils se méprenaient. Le 22 avril de l'année suivante, son gouvernement régularisa cette occupation au moyen d'une convention d'une durée indéterminée et résiliable seulement d'un commun accord. Le chiffre en fut fixé à 10,000 hommes; la Toscane fournit les vivres et le logement. En six ans il lui en coûta 36 millions de livres toscanes. Cette convention, négociée et signée à une époque où la révolution était depuis longtemps vaincue, ouvrit les yeux du peuple toscan. Le lien moral entre le prince et les sujets se rompit; et la Toscane ne vit plus dans les princes de Lorraine que des étrangers la régissant par la force des armes sous le patronage et dans l'intérêt de l'Autriche.

Léopold II n'avait jamais aimé l'Italie: la vanité, le désir des applaudissements, l'imitation, le portèrent pendant la première partie de son règne à favoriser la prospérité du pays et à conserver les maximes modérées de son père. En 1848, la peur lui fit jouer le zèle italien. On sut

[1] Il est juste cependant de rappeler que les généraux autrichiens ne se livrèrent pas en Toscane à des cruautés aussi révoltantes qu'en Romagne et en Lombardie.

plus tard que dans le même temps il correspondait avec la cour de Vienne et coopérait à sa victoire en paralysant les forces du grand-duché. Son séjour à Gaëte développa sa bigoterie et son aversion des lumières. Depuis son retour, les Toscans ne trouvèrent plus en lui qu'une froide nature autrichienne, altière et malveillante envers ses sujets. La vie était triste au palais Pitti, toujours plus délaissé par la noblesse toscane. La famille grand-ducale, plus autrichienne que jamais d'idées et de sentiments, se regardait comme en terre étrangère. Les jeunes princes, imbus dès le berceau des préjugés des Hapsbourg, grandirent dans la haine de l'Italie ; ils n'aimaient que Vienne, ils y faisaient de fréquents voyages, ils possédaient des gradés dans l'armée impériale et en portaient avec orgueil les décorations. Le temps, au lieu de naturaliser cette race, avait fait ressortir davantage son incompatibilité avec le pays que la diplomatie lui livra au XVIIIe siècle, contre le vœu du dernier prince indigène et de l'élite de ses légistes[1].

L'obliquité de la politique du grand-duc acheva de le discréditer. Le ministère formé par lui, le 5 juin 1849, avait débuté en reconnaissant le statut constitutionnel comme la loi du pays. Durant les derniers mois de l'année, la presse se servit d'un reste de liberté pour réclamer instamment la convocation des chambres. En 1850 et en 1851, l'arbitraire se dessina plus ouvertement. L'autorité frappa la presse de condamnations réitérées et n'eut de repos que lorsque toutes les feuilles libérales eurent succombé. La Toscane en fut de nouveau réduite au *Moniteur toscan*, de soporifique mémoire, et la police interdit les feuilles de Turin. Les municipes s'étaient mis à pétitionner en faveur de la constitution ; on les fit taire. Après trois ans de cette situation équivoque, le gouvernement grand-ducal (6 mai 1852) rétablit légalement l'absolutisme. Le 16 novembre de cette même année, « afin de prévenir les désordres et de réfréner les tendances sinistres des malintentionnés », il rendit à la police un pouvoir dis-

[1] Il existe une protestation de Jean-Gaston réservant les droits de la Toscane.

crétionnaire, pareil à celui du *Buon Governo*, aboli pendant la révolution. En vertu de sentences prononcées sans défense ni débat contradictoire, la police put condamner les individus réputés dangereux à trois mois de prison ou les enfermer dans une maison de correction ou une forteresse pour trois ans.

La bigoterie du grand-duc s'offusquait de la conservation des lois léopoldines. Volontiers il les eût abrogées ouvertement pour rétablir les jésuites et l'Inquisition; mais ici, il rencontrait une opposition sérieuse de la part de la magistrature et de l'administration. A Florence, on peut se donner pour absolutiste, mais non pour ultramontain; et aucun ministère n'aurait contresigné de tels actes. On transigea. Le gouvernement laissa tomber en désuétude les lois de Pierre Léopold, gênantes à la cour de Rome; quelques pères jésuites se faufilèrent à Florence et y éditèrent une petite feuille cléricale, le *Giglio*, mais peu lue et méprisée. Le fanatisme n'a pas de prise sur cette population moqueuse et sceptique. Le grand-duc se mit alors à persécuter ceux de ses sujets qui inclinaient vers les croyances évangéliques.

En 1853, s'ouvrirent les débats du procès de lèse-majesté intenté en 1849 contre les fauteurs de la république. L'instruction en avait duré quatre ans; sur 46 accusés, 31 étaient en fuite. L'intérêt du procès se concentrait sur Guerrazzi, détenu depuis le 12 avril 1849. Les ressentiments avaient eu le temps de se calmer; et ce tribun, si haï lors de la révolution, n'inspirait plus que de la commisération. Le gouvernement toscan se distingua avantageusement de ses voisins, en laissant toute latitude à la défense et en permettant à Guerrazzi la publication d'un volumineux *memorandum*, riche en pièces, dont quelques-unes très-compromettantes pour le grand-duc. Dans toute cette affaire la magistrature toscane se piqua d'impartialité; elle redoutait tout rapprochement avec celle de Naples. Guerrazzi fut condamné aux fers; le grand-duc commua sa peine en exil.

Le gouvernement toscan était revenu à l'arbitraire relâché et au laisser-aller d'avant 1846, mais avec une teinte

de sévérité et de bigoterie intolérante; il ne fusillait pas, il ne déportait pas, il ne jetait pas aux galères les meilleurs citoyens, comme on le faisait à Naples, à Bologne, à Modène, à Milan ; mais, tracassier et malveillant, il emprisonnait, il admonestait sur de légers soupçons; l'œil inquisiteur de la police entrait partout; sous cette règle rebutante tout se flétrissait. Les hautes études étaient en décadence; l'Université de Pise, l'orgueil de la Toscane, était ruinée. Le clergé, plus puissant qu'à aucune époque, persécutait les dissidents, pesait sur les consciences et agissait dans un concert intime avec la police. Servilement courbé devant la cour de Vienne, le gouvernement grand-ducal avait perdu cette indépendance intérieure et cette modération dont Fossombroni et Corsini avaient su parer leur administration.

La Toscane se sentait déchue de son rang d'État indépendant, atteinte dans sa dignité civile et politique. A ne regarder qu'à la surface, on aurait pu croire l'esprit public entièrement affaissé; chacun se taisait et se repliait en soi : aucune opposition patente, une apparente insouciance sur les questions publiques. Le gouvernement grand-ducal n'avait pas lieu, cependant, de se féliciter de cet état de choses; la force morale lui faisait entièrement défaut.

Les hommes honorables fuyaient les emplois communaux et affectaient de se réserver pour des temps meilleurs. On ne s'arrêtait pas à critiquer les mesures des ministres; le cri public faisait remonter à la dynastie la responsabilité de l'abaissement de la Toscane. N'était-ce pas le grand-duc qui avait appelé le fléau de l'occupation étrangère? toléré les cruautés des tribunaux militaires de l'Autriche, soufflé les persécutions religieuses, lâché la bride à l'ultramontanisme, et fait perdre à ce pays l'estime de l'Italie et de l'Europe? Léopold II voyait le vide se faire autour de lui. Les chefs du parti libéral, les Capponi, les Ridolfi, les Peruzzi, les Ricasoli, blessés dans leurs sentiments civiques, atteints dans leur popularité par leur malencontreuse participation à la restauration du 12 avril 1849, cherchaient dans de nouvelles combi-

naisons un remède à l'abaissement de leur patrie. Le malheur avait rapproché les constitutionnels et les démocrates et leur avait appris à donner le premier rang à la question de l'indépendance. Toutes les pensées étaient tournées sur les moyens de réunir les forces italiennes. A Florence, on en était venu à mettre en question l'utilité de l'autonomie toscane. L'idée unitaire reportait les libéraux vers le Piémont et vers la royauté constitutionnelle de Victor-Emmanuel, la seule institution nationale qui offrît un centre aux forces disséminées de l'Italie libérale.

La partie de la Péninsule dont le sort avait le plus empiré depuis 1848, était certainement la Lombardo-Vénétie. De 1815 à 1848, l'administration autrichienne s'y était montrée équitable et éclairée auprès du régime que Radetzki fit peser sur ce malheureux pays après sa rentrée à Milan (6 août 1848). La veille, il avait signé une capitulation avec Charles-Albert, stipulant le respect des personnes et des propriétés; il l'interpréta dans le sens le plus favorable à sa cupidité. Le 11 novembre, il préleva une contribution de 20 millions de livres milanaises sur 200 familles désignées et taxées arbitrairement. Ses officiers s'installèrent dans les hôtels de la noblesse et s'y firent traiter en princes. L'armée avait longtemps convoité les richesses de l'Italie : maintenant celles-ci se trouvaient à sa discrétion. Radetzki vivait avec un faste royal, ses compagnons d'armes l'imitaient, chacun suivant son rang. Le fisc éleva toutes les charges, et l'autorité militaire imposa des réquisitions et des taxes de guerres; en dix mois, elle extorqua 140 millions de livres, en sus des impôts.

Tout pliait sous le terrorisme militaire. Radetzki avait fulminé des peines terribles contre les détenteurs d'armes, de munitions et d'écrits séditieux. Des cours martiales furent instituées; elles instruisaient sommairement contre les prévenus; leurs sentences étaient le plus souvent la mort, d'autres fois la réclusion dans une forteresse, et pour les menus délits la bastonnade et le cachot, au pain et à l'eau. Des centaines de victimes périrent ou furent torturées par ces soi-disant tribunaux. Chaque semaine la

gazette officielle renfermait une longue liste de condamnations.

La brusque campagne de Novare surprit les populations lombardes dans un moment où elles étaient accablées sous le despotisme militaire. Seule, Brescia, la ville du patriotisme et de la bravoure, ose s'insurger. Le féroce Haynau marche sur elle, la cerne et la somme de se rendre à discrétion. Les Brescians, croyant à une victoire des Piémontais, répondent qu'ils se défendront. Avec une cruauté astucieuse, Haynau se garde de les détromper; la ville est prise d'assaut et subit toutes les horreurs d'un sac: ncendies, pillages, viols, homicides; des bourgeois inoffensifs furent brûlés vifs par la soldatesque. Ensuite vinrent les meurtres juridiques, une série interminable de pendaisons et de confiscations; des femmes furent fouettées à mort. Haynau préludait ainsi aux actes qui lui ont acquis dans la guerre de Hongrie une si odieuse célébrité.

Radetzki ne le cédait guère en férocité à Haynau. Le 10 août 1849, jour anniversaire de la naissance de l'Empereur, un avis circula à Milan, pour engager la population à s'abstenir de toute réjouissance. Une courtisane, fort connue des militaires, la Olivara, ayant arboré à sa fenêtre les couleurs impériales, un rassemblement se mit à siffler sous ses fenêtres. La troupe accourt, fait des arrestations et quinze individus sont condamnés à la bastonnade. On dressa tout exprès un échafaud sur la place du château, et l'exécution eut lieu avec appareil, au milieu des rires des officiers, divertis par les cris de ces malheureux. Parmi eux, on comptait deux jeunes femmes : l'une, âgée de vingt ans, reçut 40 coups de la main du bourreau; l'autre en reçut trente. Non content de cet exemple, et pour mieux humilier l'orgueil des Milanais, Radetzki, obligea la municipalité à payer 30,000 livres à la Olivara, sans parler d'une note de 114 livres pour baguettes cassées et pour la glace employée à refermer les chairs des suppliciés. Voilà quels étaient les procédés de Radetzki envers l'Italie vaincue et ses mesures pour gagner les Milanais à la domination des Hapsbourg.

Le 21 février 1851, il donna une nouvelle sanction à son décret du 10 mars 1849, portant la peine de mort contre tout individu, convaincu de répandre des écrits révolutionnaires, et cinq ans de travaux forcés contre celui qui ne dénoncerait pas. Le sang ne cessait pas de couler. A Mantoue, on instruisait un long procès contre des hommes distingués, prêtres, professeurs, etc., accusés d'avoir fait circuler les billets de l'emprunt de Mazzini; de temps en temps, on faisait une pendaison. Le public s'attendrit surtout sur le sort du théatin don E. Tazzoli, professeur d'histoire ecclésiastique, homme révéré pour ses vertus et sa science, et qui expira par la main du bourreau avec le calme d'un sage. Le 11 octobre 1851, on pendit à Venise un malheureux, comme détenteur d'un prospectus d'ouvrages historiques, regardés comme révolutionnaires.

Les Autrichiens ne se contentaient pas de condamner pour des faits, ils poursuivaient les intentions. Un jeune homme se faisait-il remarquer par des allures indépendantes? l'autorité militaire le faisait appréhender; on l'entraînait dans une caserne; là, après lui avoir fait endosser de force une casaque militaire, on lui présentait le drapeau impérial. Dès lors il était censé avoir prêté serment, il était l'homme de l'empereur, et l'autorité l'incorporait dans une compagnie disciplinaire, sorte de chiourme militaire, régie par des pénalités terribles. Un paysan, un ouvrier se prenait-il de querelle avec un soldat? la police le bâtonnait, puis l'envoyait se guérir à l'hôpital. Les généraux autrichiens se livraient à des actes analogues dans les territoires occupés par leurs troupes, à Parme, à Modène, à Ferrare, à Bologne, à Ancône. Les cachots de Mantoue étaient remplis d'infortunés Italiens arrachés à leur patrie.

Au moment où Radetzki exerçait ces fureurs, âgé de quatre-vingt-dix ans, il approchait du terme de sa longue carrière. En éprouvait-il quelque remords? ou son cœur, bronzé par soixante-dix années de la dure existence du soldat, n'y voyait-il qu'un usage légitime de la force et des châtiments mérités par la félonie obstinée des Italiens? Gai, jovial, paternel, plein de saillies avec ses

compagnons d'armes, adoré du soldat, révéré de la famille impériale qui le traitait comme un des siens, il trônait à Vérone en potentat. Ses facultés finirent par l'abandonner, et l'empereur dût le décharger de ses fonctions.

A Vienne, parmi les hommes haut placés dans l'administration civile, la tyrannie militaire à laquelle l'empereur François-Joseph avait livré l'Italie rencontrait des improbateurs. On la trouvait peu politique et propre à donner des armes aux nombreux ennemis de l'Autriche. Le gouvernement impérial crut devoir profiter de la retraite de Radetzki pour rendre l'autorité à l'administration civile. Les supplices devinrent plus rares, mais le pays ne retrouva pas la prospérité.

Depuis 1848, les besoins du trésor autrichien avaient grandi démesurément : l'entretien d'une armée de six cent mille hommes, les charges croissantes de la dette, la construction des chemins de fer exigèrent une augmentation considérable d'impôts. Cette élévation fut simultanée dans tout l'empire; mais l'Italie déjà très-chargée en fut écrasée. Le revenu des provinces italiennes fut porté de 112 millions de livres à 170 millions, sans que la somme dépensée pour l'administration provinciale s'accrût; l'autorité s'appliqua même à la restreindre pour verser de plus fortes sommes dans le trésor de l'empire.

La Lombardo-Vénétie eut encore à subvenir aux taxes de guerre prélevées, pendant les années 1848 et 1849, et à 338 millions d'emprunts forcés. Pour surcroît de disgrâce, ces charges tombèrent sur le pays à une époque où la maladie de la vigne, et, plus tard, celle du ver à soie, portaient une atteinte sensible au revenu agricole. Les propriétaires fonciers, sur qui portait le fort des impôts, furent obligés non-seulement de suspendre les travaux d'amélioration et de constructions, mais de se grever de lourdes hypothèques ; la dette foncière s'éleva de 300 millions. Dans la haute Lombardie, quelques années de cette dévorante administration changèrent de florissantes vallées en districts irlandais.

Milan était en butte à un mauvais vouloir systématique. La cour de Vienne aurait volontiers ruiné cette cité orgueilleuse et rebelle. Radetzki lui enleva son rang de capitale, et transporta à Vérone les offices administratifs et les cours supérieures de judicature. L'administration s'opposait obstinément à l'achèvement de ses chemins de fer et à leur jonction avec les voies ferrées piémontaises; elle lui refusait encore l'institution d'une banque et d'un entrepôt pour les marchandises.

D'après la capitulation signée avec Charles-Albert en 1848, les Milanais avaient reçu la faculté de quitter le pays sans être inquiétés. Radetzki revint sur cette concession, et prit des mesures pour faire rentrer l'émigration. En 1851, à la suite de sommations infructueuses, il déclara les émigrés déchus de la nationalité autrichienne, et comme ceux-ci se montraient peu sensibles à cette déchéance, il profita du mouvement tenté par Mazzini, en février 1853, pour frapper de séquestre les biens des Lombards émigrés en Piémont. Cet acte eut de graves conséquences. Le Piémont protesta. Il s'ensuivit de part et d'autre une série de mesures hostiles, qui amenèrent la rupture des relations diplomatiques et plus tard la guerre.

En écrasant la riche noblesse milanaise, l'Autriche espérait s'attirer la faveur du bas peuple; mais elle se trompait. L'Italie n'est pas une Gallicie. Le paysan lombard ne l'aimait pas; l'apathie et la prudence l'empêchaient de se compromettre envers un pouvoir tout puissant et vindicatif; mais il détestait la conscription, et, d'ailleurs, sa finesse discernait fort bien que sous une telle administration nulle prospérité n'était possible.

A l'issue de la guerre d'Orient, la France se rapprocha de la Russie et s'éloigna de l'Autriche. Celle-ci se vit menacée par l'hostilité de ces deux puissances; l'Angleterre lui vint en aide. Ce fut apparemment dans le but de plaire à l'opinion publique de ce pays, que le gouvernement impérial suspendit en Italie son système de rigueurs; il donna une amnistie et leva quelques séquestres. L'empereur François-Joseph vint à Milan; mais il ne rencontra

pas l'accueil fait à Ferdinand en 1838. Les grands seigneurs refusèrent obstinément de prendre part aux réjouissances officielles : l'un se mettait au lit, l'autre partait pour la campagne. En vain l'empereur patienta pendant deux mois ; peu après, il envoya, pour le représenter en Italie, son frère Maximilien, prince intelligent, aimable et désireux du bien ; mais cet archiduc avait peu d'autorité, et sa mission ne réussit pas. Après huit années d'un terrorisme sanglant et d'une fiscalité qui avait ruiné cette opulente province, espérer la rallier par des mots était une naïveté. Du reste, au point où les choses en étaient venues, aucune réconciliation n'était possible.

Durant ces années de tyrannie extrême, la vie morale de la Lombardie ne pouvait être que latente. Milan n'était plus la ville joyeuse et brillante d'avant 1848 ; la richesse et le luxe ayant diminué, les habitudes devinrent plus graves et les esprits plus sérieux ; toutes les préoccupations se reportaient sur le problème politique, et revenaient incessamment sur la révolution de 1848 et sur les causes de son insuccès. La jeunesse lombarde ouvrit les yeux ; elle comprit la nécessité d'assurer l'indépendance, ou, comme on le disait, de *faire l'Italie*, et au lieu de courir après les utopies, elle regarda avec faveur le régime constitutionnel ; la suffisance, les soupçons, les prétentions, les vanités de 1848 furent mises de côté ; chaque Lombard considéra le Piémont comme sa vraie patrie, et salua Victor-Emmanuel comme roi d'Italie. L'unification du Piémont et de la Lombardie s'accomplissait moralement avant que la fortune des armes vînt la réaliser en fait.

On voit, par ce récit adouci des violences de l'Autriche et des princes italiens à la suite de la révolution de 1848, de quelle manière ces gouvernements entendirent leurs droits envers les populations. Au lieu de les amener à une politique plus éclairée, cette révolution n'a fait qu'envenimer leur haine contre toute espèce de progrès et exaspérer leurs ressentiments. Précédemment, l'Italie avait eu à supporter de cruels traitements : la réaction de 1821 à

Naples, les règnes de Léon XII et de Grégoire XVI avaient laissé des traces sanglantes, mais ces cruautés n'avaient été que partielles auprès de celles qui désolèrent la Péninsule après 1848. Pendant sept années, des Alpes aux extrémités de la Sicile, l'absolutisme ne gouverne que par la terreur. Les tribunaux militaires de l'Autriche règnent sur la moitié de la Péninsule, et des bannissements sans nombre, les potences, les galères, l'ignominieuse bastonnade, sont les moyens par lesquels les princes rattachent les peuples à leur domination. Sous cette tyrannie féroce et inquisitive, l'élite de la nation est obligée de fuir une patrie dénaturée où l'existence est devenue intolérable.

Où marchaient ces tristes gouvernements avec une semblable conduite? Quoi! depuis quarante ans ils voient le mouvement libéral se propager dans toutes les classes de la nation ; en 1848, la révolution leur arrache des constitutions et envoie les armées de l'Italie combattre l'Autriche; et c'est au moment où les populations viennent de toucher au but de leurs aspirations, quand elles ont goûté les prémices de la liberté et de l'indépendance, que les princes se flattent de raffermir leurs trônes par de telles horreurs? Quel vertige les entraîne! Ne dirait-on pas que, dans leur aveuglement, ils cherchent à précipiter leur ruine!

Mais si l'Italie eut d'odieux traitements à supporter, elle apprit du moins dans le malheur le courage et le patriotisme. La liberté germe dans le sang: tel peuple l'obtient sur les champs de bataille, tel autre dans les luttes civiles. Ce que firent les hallebardes des Suisses au XIVe siècle, les dévouements privés et les martyres de la jeunesse italienne l'ont réalisé au XIXe. La gloire de cette jeunesse est d'être restée fidèle à sa foi, sous les gibets et dans les bannissements. Vainement le despotisme la met en coupe réglée; chaque année voit surgir de nobles cœurs, prêts à donner leur liberté et leur vie. En 1849, cette constance fut d'autant plus honorable que, dans la plus grande partie de l'Europe, le découragement, l'abandon des garanties politiques les plus nécessaires et un

scepticisme sans nom, avaient succédé au radicalisme et aux folies socialistes de l'année précédente.

En 1848, le parti national avait beaucoup accordé à la rhétorique. La haine du joug autrichien avait produit plus de malédictions et d'invectives que de résolutions martiales. On s'était exalté aux premiers succès, et, les revers venus, on n'avait pas déployé l'esprit de sacrifice et d'union nécessaires pour prolonger la lutte. Pour beaucoup de libéraux, la haine de l'Autriche n'était encore qu'une théorie; mais à la suite du débordement des armées impériales, en 1849, plusieurs millions d'Italiens, qui n'avaient jamais vu l'uniforme étranger, se trouvèrent soumis aux tribunaux militaires et aux exactions des généraux autrichiens. Blessés dans leur sécurité et leur honneur non moins que dans leurs intérêts, ils ressentirent amèrement la dépendance et la honte que cette domination infligeait à leur pays. Dès lors, tous comprirent l'intérêt que la Péninsule entière avait à s'en affranchir, et le Bolonais, le Florentin, le Gênois ne se passionnèrent pas moins pour l'expulsion de l'Autrichien que le Milanais ou le Modenais.

A la suite du travail qui s'opéra dans les esprits pendant ces années de silence et d'oppression, l'esprit national l'emporta sur les patriotismes locaux. En 1848, la haute Italie avait été la seule à rompre avec le municipalisme. A partir de 1849, l'esprit d'autonomie s'efface partout. Du nord , l'idée unitaire se propage vers le sud; elle s'insinue en Toscane et se répand dans l'État de l'Église; les habitants de la cité pontificale rêvent une dépossession temporelle du pape qui fera de Rome la capitale de l'Italie ; à Naples et en Sicile, les persécutions et le séparatisme de Ferdinand II achèvent de dépopulariser les Bourbons. Partout, l'idée unitaire germe dans les têtes et y fructifie d'autant plus qu'elle n'est pas le résultat d'un programme tracé par des théoriciens, mais qu'elle ressort des conditions faites au pays par l'Autriche et les princes ses alliés.

Plus les Italiens scrutaient la conduite de leurs souverains, plus ils se persuadaient de l'impossibilité de leur faire

accepter un régime national. Le grand-duc de Toscane, le plus maniable de tous, ne montrait que sécheresse et mauvais vouloir; les ducs de Modène et les Bourbons de Naples gouvernaient par le bourreau; les cardinaux romains se montraient plus fermés que jamais à l'esprit du siècle. Depuis leur conduite en 1849, quel utopiste pouvait conserver l'espoir de convertir de tels gouvernements à la cause nationale? Il n'y avait donc plus matière à recommencer la politique bénigne et modérée des réformistes de 1845. Le néo-guelfisme était mort et, avec lui, le plan de fédération de Gioberti et de Balbo. L'Italie marchait vers une révolution plus générale. Purger le sol national de dynasties ennemies de leurs sujets; donner au corps de la nation une organisation assez forte et assez compacte pour lui assurer l'indépendance et lui donner le rang de grande puissance ; placer à sa tête un chef vaillant et patriotique : telle était la forme sous laquelle se posait maintenant la question italienne.

CHAPITRE III

LE PIÉMONT CONSTITUTIONNEL.

Ministère de Massimo d'Azeglio. — Lois Siccardi. — Entrée de Cavour au ministère. — Cavour, président du conseil. — Fusion des deux centres. — Réformes économiques. — L'émigration. — Popularité de Victor-Emmanuel.

Trois jours après le désastre de Novare, le 26 mars 1849, Victor-Emmanuel fit son entrée à Turin. Rarement un règne s'ouvrit au milieu de circonstances plus désastreuses; Turin était dans la consternation, le pays sombre, irrité, à la fois découragé et méfiant, agité de velléités belliqueuses et incapable d'un effort vigoureux. L'orgueil

piémontais saignait de la défaite de Novare et cherchait des causes secrètes à ce désastre. Victor-Emmanuel passait pour brave de sa personne ; mais on le connaissait peu. Il était fils d'une archiduchesse, marié lui-même à une archiduchesse, il avait été élevé sous une influence cléricale : que de motifs d'impopularité !

Ce jeune prince se trouvait dans une de ces situations embarrassantes et décisives qui exigent de la tête et du cœur. Le parti libéral, affaibli et déconsidéré depuis les revers qu'il avait attirés au Piémont, mais toujours remuant et ambitieux, le sollicitait de maintenir le statut et la politique nationale de Charles-Albert, tandis que le parti absolutiste, s'armant de la victoire de l'Autriche et des progrès de la réaction en Italie et dans toute l'Europe, réclamait l'abolition du statut. Renouer avec ce dernier parti semblait la seule conduite prudente. Cette réconciliation rapprochait Victor-Emmanuel de la cour de Rome et aplanissait les difficultés du traité de paix avec l'Autriche ; elle le tirait de l'isolement et lui donnait des alliés puissants et une garantie contre la démagogie. La conservation de la politique nationale, au contraire, perpétuait un état de choses précaire, inquiétant pour la prospérité du pays et pour la sûreté de la dynastie. Quant aux moyens de réaction, ils étaient nombreux. L'armée n'avait pas de termes assez forts contre les avocats brouillons et anarchistes de la chambre, auteurs, suivant elle, de tous les maux du royaume et la majorité de la magistrature et de la vieille noblesse était opposée au statut.

Victor-Emmanuel n'hésita cependant pas. L'ambition et la rectitude de son jugement lui indiquèrent de quel côté se trouvaient l'honneur et l'avenir de sa maison. Ce prince n'avait que peu de lettres : soldat avant tout, il était peu versé dans les subtilités constitutionnelles ; mais il possédait ce qui avait fait défaut à son père, un caractère résolu, de la suite dans les desseins et un coup d'œil plein de sagacité. Sous des dehors un peu abruptes, il nourrissait les idées d'agrandissement qui distinguent sa race. La pensée de se ranger à la suite de l'Autriche révolta sa fierté ; il entrevit la figure méprisable qu'il ferait, la dé-

pendance, les soupçons dont il serait l'objet; d'ailleurs sa générosité native répugnait à adopter une politique qui le contraindrait à rompre avec l'élite de la société piémontaise, et à rentrer dans les voies décriées de la compression et de l'arbitraire.

Le lendemain de son arrivée (27 mars), Victor-Emmanuel adressa à ses peuples une proclamation promettant le maintien de la politique nationale de Charles-Albert et le respect des institutions jurées par lui. Quelques semaines plus tard, il scella cet engagement, en appelant au ministère Massimo d'Azeglio, pour remplacer de Launay, regardé comme un réactionnaire. Cette nomination dissipa les appréhensions des libéraux modérés; tout esprit non prévenu rendait hommage au civisme éprouvé du nouveau ministre, un des caractères les plus nobles et les plus dévoués de l'Italie libérale.

Les circonstances commandaient impérieusement d'accepter la défaite de Novare. Aucun homme de sens ne pouvait songer à rouvrir les hostilités contre l'Autriche, avec une armée démoralisée, un trésor obéré, des factions intérieures prêtes à déchirer le royaume. La chambre venait d'être réélue; mais elle ne comprenait pas les nécessités du moment. Des orateurs à la parole redondante rivalisaient de zèle belliqueux et faisaient parade de leur civisme. Le roi avait signé un traité de paix avec l'Autriche et commencé à l'exécuter; la chambre refusait de le ratifier, ne voulant pas, disait-elle, sanctionner l'ignominie du Piémont. « Périsse le statut, périsse la liberté plutôt que l'honneur! » répétaient avec emphase Brofferio et d'autres orateurs de la gauche. La masse de la population ne partageait nullement cette susceptibilité; elle réclamait la fin d'un provisoire nuisible aux affaires; la rhétorique sonore des tribuns la fatiguait, et une classe nombreuse de citoyens paisibles et laborieux commençait à prêter l'oreille aux suggestions des ennemis de la liberté, et par mettre en question l'opportunité du gouvernement parlementaire.

Le ministère d'Azeglio vit le péril, et, pour le conjurer, il recourut à une mesure insolite, mais justifiée par la

gravité des circonstances : il prononça la dissolution de la chambre et convoqua de nouveau les électeurs, en faisant intervenir auprès d'eux la personne royale.

Victor-Emmanuel ouvrit son manifeste en renouvelant ses précédentes déclarations en faveur des institutions parlementaires. « Protégées par la mémoire vénérée de mon père et confiées à l'honneur de la maison de Savoie, les libertés constitutionnelles, dit-il, ne courent aucun danger de la dissolution de la chambre. » Passant en revue l'attitude prise par la dernière législature, le roi la caractérisait sévèrement; il terminait par les paroles suivantes: « J'ai juré de maintenir la justice et la liberté de chacun, et de sauver le pays des factions. J'accomplis ce serment en dissolvant une chambre devenue impossible; mais si la nation et les électeurs me refusent leur concours, la responsabilité des calamités qui pourront surgir ne retombera pas sur moi, mais sur eux. » Le peuple piémontais rendit justice à la loyauté du roi et de ses ministres; les électeurs vinrent en grand nombre au scrutin, et choisirent une chambre d'un esprit plus sage. Le 20 janvier 1850, la législature sanctionna le traité de paix avec l'Autriche. Cet acte ferma l'ère de la révolution.

Malgré la dureté de certaines clauses du traité, le patriotisme piémontais avait lieu d'éprouver une certaine satisfaction. Le Piémont avait grandi moralement depuis les fautes et les malheurs du reste de la Péninsule. Seul, parmi les Etats de la Péninsule, ce petit royaume avait fait preuve d'abnégation, de courage militaire, de discipline civile; seul, il avait su résister au travail dissolvant de la démagogie, et il sortait de la tourmente révolutionnaire avec un gouvernement représentatif, une tribune et une presse libres. La direction du parti national lui appartenait désormais, et les espérances de l'Italie allaient se tourner de plus en plus vers Turin. Mais, pour rester à la hauteur de cette situation, les conseillers de Victor-Emmanuel étaient tenus de déployer une rare énergie et de persister sans défaillance dans une politique supérieure aux forces de la monarchie sarde.

Une fois la paix signée avec l'Autriche, l'activité pu-

blique s'appliqua aux questions intérieures. Le moment était venu pour le parlement d'améliorer les conditions économiques du pays, et de compléter l'œuvre d'émancipation civile, ébauchée par l'octroi du statut. La question ecclésiastique se présenta tout d'abord. La monarchie absolue avait fait à l'Église une situation privilégiée, incompatible avec le développement du régime constitutionnel. Le clergé le voyait, mais loin de chercher à pallier cette situation, en se concentrant dans ses fonctions spirituelles, il se posait en parti politique et bravait le statut. L'épiscopat avait pris la tête du parti réactionnaire; il agitait le pays, et soufflait les mauvaises passions au moyen d'une presse pleine de violence et de fiel. En 1850, enhardi par les progrès de la réaction dans toute l'Europe, ce parti ne douta pas de culbuter en peu de temps le régime parlementaire et de rétablir l'arbitraire et l'alliance austro-romaine. Le gouvernement de Victor-Emmanuel vit dès lors en lui un adversaire plus dangereux que la démocratie, et il s'attacha à le combattre.

Le 9 avril 1850, le ministre Siccardi présenta à la chambre une loi pour l'abolition du for ecclésiastique et du droit d'asile; et quelques semaines après une autre restrictive de la mainmorte. Il soutint le premier de ces projets comme un corollaire de la maxime que toute justice émane du roi. César Balbo et Revel, les chefs de la droite modérée, attaquèrent la loi Siccardi; Camille de Cavour la soutint; elle passa, la gauche l'ayant votée avec empressement. La cour de Rome fut très-blessée de voir un petit État porter la main sur ses priviléges, dans un moment où les grandes puissances catholiques faisaient assaut de déférence. « En présence d'une usurpation si inique, le saint-père, disait-elle, en terminant sa protestation, lève les yeux au ciel, et demande que le Dieu des miséricordes éloigne du peuple piémontais les châtiments mérités par son impiété. »

Les actes de la cour de Rome répondaient peu à ce langage apostolique. Sous main, elle sollicitait l'épiscopat de soulever le peuple contre le régime constitutionnel.

Le zèle du clergé piémontais n'avait pas besoin de ces excitations. Les évêques assaillaient de leurs protestations le roi et le sénat, et traitaient les nouvelles lois d'*hérétiques* et de *mortelles au salut des âmes*. Le sénat répondit à ces diatribes, en votant la loi, et le roi la sanctionna au milieu des applaudissements des libéraux. Les évêques enjoignirent alors aux curés de refuser les sacrements aux ministres, députés et sénateurs, fauteurs de la loi. Peu après, le ministre Santa-Rosa étant venu à mourir, son confesseur, sur l'ordre de l'archevêque, refusa de lui administrer les sacrements. La population de Turin fut exaspérée. Le gouvernement prit des mesures contre le confesseur, emprisonna, puis exila l'archevêque de Turin. Le différend s'était envenimé, et les cours de Turin et de Rome échangeaient de violentes récriminations.

Dans le silence où étaient momentanément tombées les questions soulevées par la révolution de 1848, ce conflit passionnait les partis; la presse piémontaise en avait fait un des principaux thèmes de sa polémique; elle attaquait vivement les prérogatives civiles du clergé et la domination temporelle du pape, et enregistrait minutieusement les cruautés et les injustices qui pesaient sur les populations romaines.

De son côté, la noblesse rétrograde et le clergé ne négligeaient rien pour agiter le bas peuple, principalement celui des campagnes. Les évêques faisaient de leurs chaires autant de tribunes politiques, retentissant de harangues contre les ministres et la constitution. Tout leur était bon pour aigrir les masses ignorantes et crédules: la cherté des vivres, le choléra, la maladie de la vigne, celle du ver à soie, les inondations, se transformaient dans leur bouche en autant de châtiments, envoyés par le ciel, pour punir l'impiété sacrilége des gouvernants. Les rétrogrades poussaient aux émeutes et dans leurs entretiens familiers, on les entendait se répéter : « nous avons besoin du désordre pour ramener l'ordre véritable. »

La bonne tenue du gouvernement de Victor-Emmanuel en face de l'épiscopat et de la cour de Rome lui assura le suffrage des libéraux. La bourgeoisie piémontaise était

radieuse; elle faisait des collectes pour élever un monument à Siccardi, et les municipes pétitionnaient à l'envi pour l'incamération des biens ecclésiastiques. Ce conflit fut très-utile pour populariser le gouvernement de Victor-Emmanuel dans les autres parties de l'Italie, et pour neutraliser, auprès de la jeunesse, les menées du parti républicain, très-remuant et très en faveur, depuis la belle défense faite à Rome par Mazzini et Garibaldi.

Au mois de septembre 1850, le ministère d'Azeglio se fortifia par l'accession du comte Camille de Cavour, qui prit le portefeuille du commerce. Le nouveau ministre appartenait à une famille de la haute noblesse, très-riche et très-anti-libérale. Son père, le marquis Bens de Cavour, avait occupé, sous Charles-Albert, des fonctions publiques qui lui avaient attiré la haine des patriotes. Ces précédents avaient nui d'abord à son fils auprès du parti libéral.

Aucun homme n'était mieux préparé que Cavour aux travaux compliqués du gouvernement parlementaire. La nature lui avait donné un génie politique qui n'attendait que le contact des grandes affaires pour se déployer, et il avait tout fait pour le mûrir par l'observation et l'étude. Dès sa première jeunesse, son cœur avait battu pour la cause italienne; dans ses rêves d'adolescent, il s'était promis de consacrer sa vie à sa réhabilitation, et il avait entrevu ses grandes destinées. Les temps étaient décourageants pour les citoyens éclairés. Le Piémont était dans les mains d'une faction bigote et égoïste qui ne se servait du pouvoir que pour refouler toute aspiration généreuse. Camille de Cavour détestait cette tyrannie sans donner sa confiance aux menées interlopes des sociétés secrètes. Dégoûté de tout ce qu'il voyait autour de lui, avide d'apprendre, il se mit à parcourir l'Europe. Il séjourna d'abord à Genève, lieu de naissance de sa mère; puis il parcourut la France et l'Angleterre. Dans ce dernier pays, objet de ses prédilections, il séjourna longuement en observateur attentif des hommes et des choses; scrutant le mécanisme du régime parlementaire, étudiant l'administration, l'économie politique, le commerce, les

manufactures, l'agronomie, toutes ces branches d'activité qui ont élevé si haut la puissance et la richesse britanniques. Fort de ces connaissances, il revint en Piémont, et se fit connaître par de bons travaux d'économie politique.

Pendant la révolution de 1848, il fut le principal rédacteur du *Risorgimento*, le meilleur journal du parti constitutionnel. Il déploya une grande activité pour tracer la voie au gouvernement parlementaire, pour donner au public les vraies notions de la liberté, pour discipliner la majorité, pour transformer l'esprit révolutionnaire en esprit politique. Cette tâche était ingrate et il la soutint longtemps seul contre tous, mais son effort laissa une empreinte sur l'esprit public. Cavour façonnait l'instrument dont il se servit plus tard. Le portefeuille qu'il accepta en 1850 dans le ministère d'Azeglio paraissait très-secondaire; sa supériorité personnelle sut lui donner de l'importance. Partisan déclaré du libre-échange, persuadé que la concurrence est le meilleur stimulant de la production de la richesse, il entreprit de substituer ce principe au système protectioniste et réglementaire qui avait toujours régi l'économie du Piémont.

Malgré les préjugés que son nom avait d'abord soulevés parmi la gauche, Cavour ne tarda pas à prendre un ascendant marqué sur la chambre. Non-seulement ses fortes connaissances en matières financières et administratives le rendaient le maître de certaines discussions; mais sa parole, s'élevant avec le sujet, déployait la même supériorité dans toutes les discussions; ferme, condensée, éloignée de l'emphase et des vagues généralités, nourrie de faits, chaleureuse quand le sujet le comportait, elle excellait à poser une question, à conduire un débat, à ramener au sujet les orateurs diffus ou déclamateurs; à la fin d'une discussion, elle saisissait avec art les deux ou trois arguments surnageant au milieu de la fatigue générale, et, les présentant avec force, elle entraînait les votes. Ce talent si mesuré, si vigoureux, si sûr de lui-même, si plein d'à-propos, surgissant au milieu d'une assemblée plus riche en orateurs à effet qu'en

hommes pratiques, lui assurait une grande supériorité.

Quelques dissidences s'étaient glissées entre lui et Massimo d'Azeglio. Ce dernier, citoyen dévoué, orateur sympathique, mais peu fait pour les labeurs assidus de l'administration, bien que son génie net et juste se pliât au besoin à toutes les questions, voyait son crédit sur le cabinet subir des atteintes, et l'ascendant passer à son laborieux collègue. S'ils étaient d'accord sur le but, ces deux hommes d'État différaient sur les moyens. Cavour, plus jeune, plus entreprenant, aurait voulu que le gouvernement de Victor-Emmanuel prît une attitude plus fière en face de l'Autriche, et qu'à l'intérieur, il accordât davantage à l'émigration et au parti italien. D'Azeglio, un des auteurs du libéralisme aristocratique d'avant 1848, longtemps un simple réformiste, reculait devant les hardiesses de son collègue; circonspect, soucieux des nombreux dangers qui menaçaient la liberté piémontaise, il optait pour les ménagements. Il s'appuyait sur la noblesse libérale. Depuis qu'il était au ministère, Cavour faisait des avances à la classe moyenne.

A la suite de ces tiraillements, Cavour sortit du cabinet. Au bout de quelques mois, le roi, voyant l'affaiblissement croissant de l'administration d'Azeglio, demanda à César Balbo et à Revel de former un ministère; mais ces hommes avaient été dépassés; le roi recourut alors à Cavour, qui forma un cabinet, dont il prit la présidence au mois de novembre 1852.

Alors s'ouvrit cette administration qui demeurera longtemps célèbre dans les fastes de la renaissance politique de l'Italie. Le comte de Cavour, devenu le chef incontesté du pouvoir, passant successivement d'un ministère à l'autre, tantôt en réunissant plusieurs, tantôt les cédant à des collègues de confiance, imprima aux divers ressorts de la machine publique une même impulsion. Tous les fils du gouvernement se réunissant dans sa main, la politique piémontaise prit une sûreté de direction et une unité qu'elle n'avait pas eues auparavant.

Aux aptitudes spéciales de l'économiste, joignant celles

du financier, de l'administrateur, du diplomate, Cavour suffit à tout et résuma le gouvernement. Homme fait pour le pouvoir, sentant sa supériorité et dominateur par nature, mais assez souple pour se plier aux nécessités de la tactique parlementaire, et constitutionnel trop conséquent pour ne pas accepter pleinement le contrôle des actes du gouvernement par la presse et la parole, Camille de Cavour était un de ces politiques de haute visée qui recherchent le pouvoir non pour une vaine gloire, mais comme le moyen d'atteindre un grand but; un de ces promoteurs audacieux et entreprenants dont la race se perd au milieu de nos caractères affaiblis et de nos demi-principes. Il avait cette résolution qui sait assumer une responsabilité, ce coup d'œil qui saisit l'instant propice et se jette tête baissée dans le torrent de la fortune, cette chaleur de cœur qui ressent les passions populaires et s'en sert en les maîtrisant. A la fois tribun et homme de gouvernement, agitateur et chef d'une politique régulière, sa riche et souple nature résumait le génie de la nation. Cet homme national, ce rédempteur que l'Italie avait rêvé dans Pie IX, c'était lui! L'Italie ne tarda pas à le reconnaître, et elle entoura son administration d'une immense popularité.

Cette popularité lui fut d'un grand secours; elle lui permit de stimuler les tièdes et de contenir les impatients; il put choisir les occasions, agir ou temporiser. Quant à son programme, c'était, sous une forme régulière, celui qui passionnait les libéraux depuis trente ans; faire l'Italie; avec une superficie territoriale morcelée par les traités, déchirée par les factions, sans crédit politique, sans puissance militaire, composer un corps homogène, une société progressive et libre, assez estimée pour prendre une place dans les conseils de l'Europe.

Mais il se garda d'afficher prématurément ce plan ambitieux, il se contenta de le laisser entrevoir, et attendit que les circonstances lui permissent d'y marcher ouvertement; il méprisait trop la vaine pompe des mots pour montrer des prétentions que ces actes n'auraient pu soutenir. Il commença par se dévouer tout entier à l'adminis-

tration intérieure, et il reprit avec un redoublement d'ardeur l'œuvre réformatrice du cabinet d'Azeglio; il travailla à accroître la richesse publique, à perfectionner l'éducation politique du pays, à réorganiser l'armée et les finances. Opposé à l'*italianisme* ombrageux et solitaire de 1848, connaissant la solidarité qui relie les grandes nations européennes et l'impossibilité pour l'Italie de se soustraire à la domination de l'Autriche sans un appui du dehors, il mit tout en œuvre pour ménager au Piémont de grandes alliances. Vis-à-vis de l'Autriche, il évita toute fanfaronnade, toute menace intempestive; mais il ne dissimula pas sa froide inimitié et le projet de revendiquer les provinces lombardo-vénitiennes lorsque les circonstances s'y prêteraient.

A la hardiesse courageuse, à la sûreté des coups que leur porta dès lors le cabinet de Turin, l'Autriche et la cour de Rome reconnurent vite qu'elles avaient en tête un adversaire plus habile et plus dangereux que les précédents. Le déchaînement inouï de la presse austro-cléricale contre la personne de Cavour, les accusations passionnées dont elle poursuivit chacun de ses actes, son penchant à lui prêter des desseins plus révolutionnaires et plus ambitieux que ses actes avoués, eurent pour conséquence de grandir l'importance de cet homme d'État aux yeux des populations, de le faire apparaître comme le chef de la politique nationale : circonstance très-heureuse, car les masses ont besoin de personnifier une cause dans un nom.

Le ministère d'Azeglio, formé avec les hommes de la droite parlementaire, n'avait pas eu une position parlementaire assez large et assez populaire; plusieurs des membres de ce parti étaient mus par l'esprit municipal plus que par le sentiment italien, et repoussaient tout recours aux passions populaires. Cavour n'avait pas les mêmes scrupules. D'un autre côté, depuis la défaite de Novare, la gauche s'était modérée. Les dangers, dont le parti austro-clérical menaçait les libertés parlementaires, l'avaient portée à se serrer autour du statut. Urbain Rattazzi dirigeait la fraction modérée de ce parti. Cet homme d'État, connu d'abord

comme un légiste habile, s'était rangé dans la gauche constitutionnelle, à l'ouverture du premier parlement piémontais, en 1848. Il fit alors opposition au ministère Balbo, puis à celui de Revel et Pinelli. Ayant reçu un portefeuille dans l'administration formée par Gioberti, il entra en rapports avec Charles-Albert et lui plût par son zèle à soutenir la politique belliqueuse. On rapporte que ce prince le recommanda d'Oporto à son fils Victor-Emmanuel, comme un des libéraux qui l'avaient servi le plus fidèlement. Cavour lui tendit la main, et il forma avec les deux centres un nouveau parti gouvernemental, plus entreprenant et d'un libéralisme plus avancé que le précédent. A la suite de cet accord, Rattazzi entra dans le ministère et prit le portefeuille de l'intérieur.

Ce rapprochement fit époque dans l'histoire parlementaire du Piémont, et on en parla longtemps sous le nom du *connubio*. César Balbo, Revel et quelques autres membres de la droite se séparèrent alors du gouvernement et se placèrent entre le centre et l'extrême droite, dirigée par le comte Solar, l'ancien ministre de Charles-Albert. Le ministère compensa largement cette perte par la réunion de la fraction la plus nombreuse de la gauche. Dès lors, la gauche avancée, dirigée par Valerio et de Pretis, formée d'hommes de tribune plus fiers, plus indépendants, ne fut guère qu'une avant-garde téméraire dans ses propos, mais peu dangereuse au ministère.

Cavour s'était chargé du ministère le plus difficile, celui des finances. Les deux guerres de 1848 et 1849 avaient coûté des sommes considérables; la dette publique qui, en 1847, ne s'élevait qu'à une centaine de millions, en fût quadruplée, et son accroissement ne s'arrêta pas là. Cavour n'appartenait pas à ces ministres parcimonieux qui craignent surtout d'accroître les dépenses, mais à ces administrateurs hardis, qui demandent aux contribuables de grands sacrifices, et les compensent en imprimant une marche ascendante à la richesse générale. Il n'hésita donc pas à accroître les impôts, et à recourir largement au crédit; il dépensa de fortes sommes pour les chemins

de fer, et pour d'autres travaux d'utilité et de défense publiques.

Il avait tout un plan pour renouveler l'économie du Piémont, et lancer ce pays dans la voie des grandes entreprises industrielles. En abaissant les tarifs, il obligea les manufacturiers à améliorer leurs procédés. Il favorisa la création d'institutions de crédit et imprima aux capitaux une hardiesse inconnue jusqu'alors. Les circonstances le favorisaient. A Paris, et dans toute l'Europe, une fièvre de spéculations industrielles s'était emparée du public. Les places de Turin et de Gênes suivirent cet exemple ; il se forma un grand nombre de sociétés en commandite, pour exploiter de nouvelles industries, et la spéculation prit un essor rapide; l'engouement s'en mêla ; à côté des entreprises fructueuses on en créa de chimériques ; mais l'activité générale fut stimulée et le chiffre des transactions du port de Gênes s'éleva sensiblement.

Néanmoins le pays souffrait; l'augmentation des impôts coïncidait avec une série de fléaux. Sans parler de graves inondations et de calamités passagères, la cryptogame détruisit pendant plusieurs années le produit de la vigne; et une maladie inconnue vint attaquer le ver à soie et entama la source principale du revenu agricole.

Le parti rétrograde, dirigé par les évêques et par le comte Solar, exploitait habilement ces circonstances pour soulever les classes ignorantes contre le régime parlementaire. Les feuilles cléricales, l'*Armonia*, le *Campanone*, le *Catholico* de Gênes, ne tarissaient pas en attaques contre ce mode de gouvernement. Quels fruits, disaient-elles, le pays retire-t-il de ces changements si vantés, sinon des élévations de charges sans compensation, une politique inquiète, compromettante, toujours à la veille de replonger le pays dans des luttes désastreuses, un gouvernement irréligieux, hostile à Rome, nuisible aux bonnes mœurs. On le voit maintenant! tout ce libéralisme si vanté n'est qu'une fantasmagorie. Le peuple en retire-t-il du bien-être? Les avocats, les orateurs de la Chambre y trouvent sans doute leur intérêt; ils se partagent les dignités et les emplois, le peuple paye et souffre, et il payera et souffrira

davantage avec la prolongation du gaspillage et d'un système qui sacrifie les intérêts du Piémont à une cause chimérique. Le royaume n'est plus dans les mains des Piémontais; mais dans celles d'une cohue de révolutionnaires et de démagogues étrangers, qui accaparent les fonctions et exploitent et tyrannisent le pays, grâce à la connivence de ministres coupables. La fin d'un tel régime est manifeste. Les hommes qui y maintiennent encore un peu d'ordre seront débordés par le flot des mauvaises passions; aucune société ne saurait résister à l'action dissolvante d'une presse sans frein et sans pudeur, et qui semble prendre à tâche de saper tous les principes. Si le peuple piémontais veut éviter des catastrophes lamentables et une ruine certaine, il faut qu'il ôte le gouvernement à une faction ennemie de son repos et qu'il le rende au parti royaliste. Celui-ci lui assurera une administration sage, économe et prévoyante. Ses chefs, hommes rompus aux affaires et entourés de la confiance de l'Europe conservatrice, feront cesser l'état de guerre avec l'Autriche et avec Rome : l'armée alors pourra être réduite et les impôts diminués. Ces attaques produisaient un certain effet dans les campagnes, et parmi la classe noble et la magistrature.

Dans le parlement, formé des chefs de la bourgeoisie libérale et de la fraction de l'aristocratie ralliée au statut, elles trouvaient peu d'écho. Une fois le Piémont engagé dans la politique nationale, on reconnaissait la nécessité d'entretenir l'armée sur un bon pied et de soutenir l'émigration; il y allait de l'indépendance du Piémont en face de l'Autriche, de sa considération en Italie. Le parlement abondait en députés, prêts à voter toute dépense avantageuse à la cause nationale.

Cavour excellait d'ailleurs à présenter un budget et à grouper les chiffres, de façon à rejeter de fortes sommes sur les dépenses réputées extraordinaires, et à montrer dans l'avenir des ressources nouvelles. Les arguments financiers épuisés, il posait la question de cabinet. Il avait pris un tel empire sur la Chambre, qu'à cette menace, les rangs de la majorité se refor-

maient à l'instant. Malgré une réputation contraire, chez lui le politique primait le financier; et son talent à manier le crédit servait surtout à procurer des ressources à l'homme d'État. Turin avait adopté chaudement sa politique. Le premier collége électoral de la capitale l'avait choisi pour son représentant; et, en toute occasion, cette population sage et disciplinée lui prêta un appui intelligent et déjoua les tentatives de désordre de la faction rétrograde.

A la suite des persécutions qui frappèrent les libéraux romains et napolitains dans les années 1849 et 1850, un grand nombre d'entre eux étaient venus se fixer en Piémont, où ils grossirent les rangs de l'émigration lombarde et vénitienne. Le gouvernement de Victor-Emmanuel donna le droit de cité à ceux qui offraient des garanties de modération; il plaça beaucoup d'émigrés dans l'administration et l'armée; d'autres entrèrent au parlement; et quelques-uns, comme Farini et Paleocapa, parvinrent au ministère. Plus d'un Piémontais murmurait de cette invasion; mais le gouvernement n'en tenait pas compte; cette largeur était une conséquence de sa politique italienne.

L'émigration se divisait en deux parties. Les riches, les nobles habitaient Turin et se rangeaient autour de Victor-Emmanuel; les démocrates préféraient le séjour de Gênes. Cette ville renfermait beaucoup de cerveaux brûlés, d'esprits emportés et violents, plus ou moins rattachés à Mazzini. Pour cette fraction de l'émigration et pour beaucoup de Gênois, Cavour et ses collègues ne furent longtemps que des aristocrates masqués, ou des hommes timides, modérés, inférieurs à la situation.

Dans les moments de crise, comme lors des assassinats mazziniens perpétrés à Milan en février 1853, le gouverment expulsa des États sardes quelques agitateurs, mais en ayant soin de ne frapper que des conspirateurs incorrigibles. Avec les années, l'exaltation diminua dans ce parti; les équipées de Mazzini à Milan, dans le duché de Modène et le canton du Tessin, atteignirent son crédit. A Turin, on n'en avait jamais parlé que comme d'un visionnaire, d'un esprit chimérique, ignorant des

hommes et des circonstances. A Gênes même, l'émigration finit par contester son aptitude à diriger la cause nationale et par lui préférer la royauté constitutionnelle.

Une fois l'émigration gagnée, le gouvernement piémontais eut un puissant moyen d'action sur le reste de l'Italie. Turin était le point auquel venaient aboutir toutes les trames du parti constitutionnel. De Turin, l'émigration entretenait une correspondance suivie avec les centres libéraux de toute la Péninsule et elle ne cessait d'écrire aux meneurs de tourner la jeunesse vers la royauté de Victor-Emmanuel.

Ce prince n'avait pas les habitudes laborieuses et les connaissances administratives de son père; mais son courage, la rondeur de ses procédés, la loyauté de son libéralisme lui acquirent une popularité que n'eut jamais Charles-Albert ni aucun prince italien. Le peuple le qualifia du titre expressif de *roi galant homme.* C'était un roi soldat; et la simplicité de ses goûts était faite pour plaire au peuple. Victor-Emmanuel en usait familièrement avec les membres du parlement; il avait pour habitude d'accueillir également bien les opposants et les ministériels. Valério, de Pretis, Brofferio lui-même, avaient souvent des colloques avec lui; et plus d'un républicain, charmé par cette familiarité et cette bonhomie, sortit de ces entretiens converti à la royauté.

La persévérance de Victor-Emmanuel dans les principes constitutionnels était d'autant plus méritoire qu'au palais, il ne rencontrait qu'hostilités et embûches. Les deux reines, toutes deux du sang d'Autriche, gémissaient sur l'égarement du roi et sur la déplorable erreur qui l'éloignait de son alliée et de sa protectrice naturelle. Le duc de Gênes, son frère, le trouvait trop complaisant pour l'opposition. Les grandes familles, groupées autour de la famille royale, n'épargnaient rien pour ressaisir l'esprit du roi, et éveiller des soupçons contre les libéraux. Victor-Emmanuel opposait à leurs insinuations la résolution de son caractère; et sa sagacité entrevoyait la couronne d'Italie, là où les rétrogrades se figuraient un abîme de dissolution et de licence.

Le 28 novembre 1854, le ministère présenta au parlement un projet de loi sur l'abolition des corporations religieuses, projet modéré comparé aux demandes d'incamération faites par les provinces et les communes. La loi ne touchait pas aux ordres voués à la bienfaisance et à l'enseignement; et, quant aux autres, elle remettait au gouvernement un pouvoir discrétionnaire, lui permettant de supprimer les communautés reconnues superflues : chaque religieux d'une famille dissoute recevait une pension viagère d'un chiffre proportionnel à son âge. Avec les biens des maisons supprimées, on devait former une caisse ecclésiastique destinée à subvenir aux nécessités des prêtres inférieurs, abandonnés à une misère honteuse par l'avarice de l'épiscopat.

La cour de Rome lança contre cette loi une protestation dépassant en récriminations et en violence celles qui l'avaient précédée. Revenant sur les faits antérieurs, elle y contestait à la couronne des prérogatives acquises dès longtemps; elle invectivait contre la liberté de la presse et terminait en fulminant l'excommunication majeure contre les fauteurs de la loi. Le pape exhortait le clergé à une résistance énergique, et citait avec honneur la conduite tenue antérieurement par l'archevêque de Turin.

A Turin, l'indignation des libéraux ne fut pas moins bruyante. Rome jette le masque, disait-on; sous prétexte de défendre ses prérogatives, elle prétend une suprématie sur l'État. Que le gouvernement se garde de rien céder; une concession ne ferait qu'accroître l'audace cléricale.

Pendant ce triste hiver, la mort frappait à coups redoublés la famille royale. En peu de mois, la reine-mère, la reine régnante, le duc de Gênes, frère du roi, descendaient dans la tombe. La jeune famille de Victor-Emmanuel était menacée. L'antique race de Savoie était-elle condamnée à disparaître? Le roi était très-affecté de ces pertes et peu désireux d'affronter les foudres de Rome.

Le clergé s'évertuait à susciter des obstacles à la loi des couvents; il imagina un biais qui souriait à Victor-Emmanuel : Cavour et ses collègues donnèrent leur dé-

mission; aucun cabinet ne réussissant à se former, le ministère rentra aux affaires plus fort qu'il ne l'avait été. L'intrigue du clergé déjouée, le sénat vota la loi et le roi la sanctionna.

Depuis 1848, le gouvernement piémontais avait fait reposer sa politique extérieure sur l'alliance anglaise. L'opinion, en Angleterre, portait une faveur marquée à ce petit royaume, inaugurant si courageusement le régime parlementaire, et gardant un juste équilibre entre les excitations du parti démagogique et les sourdes manœuvres des partisans de l'Autriche et de Rome. Les concessions faites à la liberté religieuse avaient touché le sentiment protestant.

A considérer les choses de près, le gouvernement piémontais retira beaucoup de réputation de concessions partielles. Il ne créa pas l'état civil; sa loi sur le mariage civil ayant été dénaturée par le sénat, il la retira sans lui en substituer d'autre; il ne toucha pas à la législation ni à l'article du statut qui déclare la religion catholique religion de l'État. Légalement, le mélange du temporel et du spirituel continua à subsister; mais le gouvernement laissa tomber en désuétude les lois intolérantes et accorda aux cultes dissidents une liberté de fait[1].

Cette lenteur à modifier la législation provint sans doute d'un calcul de prudence. Le gouvernement désirait ne pas aggraver son différend avec Rome. Jusqu'ici on n'avait pas dépassé ces points, objets de controverses habituelles et d'interprétations diverses dans tous les États catholiques; en remaniant les lois sur des questions fondamentales, on risquait de soulever le fanatisme du bas clergé et des masses populaires. Sauf de rares exceptions, la presse piémontaise avait adopté cette ligne de conduite; et tout en faisant des jésuites et du gouvernement temporel un thème habituel de facéties et de diatribes, elle évitait soigneusement les questions de principes et protestait de l'orthodoxie de sa croyance.

1. Cette liberté n'était complète qu'à Turin et à Gênes; dans les provinces, les tribunaux prononçaient fréquemment des condamnations pour réunions religieuses illicites. Le ministère usait alors du droit de grâce.

C'est un fait digne de remarque que la réserve du parti libéral durant cette période. Par un accord tacite, il écarte les questions réputées dangereuses, et limite sa polémique à un petit nombre [illegible] où ses adversaires montrent le plus de f[illegible] personne ne réclame de modifications au statu[illegible] se formalise pas de la lenteur du gouvernem[illegible]pléter la réforme de la législation et de l'administration. Le ministère Cavour avait conservé un mécanisme bureaucratique très-centralisé et plusieurs des lois répressives de l'absolutisme, sans qu'on lui en fît un reproche. Aux yeux des libéraux, l'état de chose actuel n'était que transitoire, la paix avec l'Autriche une trêve; sous peu la révolution italienne était appelée à reprendre son cours; et alors elle compléterait l'œuvre libérale. Pour l'heure il importait de conserver au gouvernement de Victor-Emmanuel la plus grande somme de pouvoir.

L'émigration avait la haute main sur la presse; elle visait surtout à entretenir l'antagonisme avec l'Autriche et la cour de Rome, à envenimer leurs rapports, à préparer de nouvelles collisions, mais elle ne gênait pas le gouvernement du roi à l'intérieur. Ce ne fut pas une des moindres habiletés de Cavour, que de savoir régler l'emploi de cette force compromettante, de s'en servir sans en être dépassé, d'en neutraliser l'action à l'intérieur tout en agissant puissamment par elle sur le reste de la Péninsule.

L'esprit gouvernemental du vieux Piémont avait passé dans le nouveau régime et s'imposait aux Italiens. Turin avait conservé ses habitudes de modération et de légalité, son sang-froid, son mépris du bruit et des séditions; et les Piémontais apportaient à la conquête morale de la Péninsule la méthode et la discipline que précédemment ils avaient mises aux luttes du champ de bataille et de la diplomatie. Le vieil instinct conquérant et assimilateur de ce peuple s'était heureusement marié avec l'amour de la liberté et de la restauration de l'Italie; et sous l'habile direction du comte de Cavour, cette fusion était devenue plus intime.

Si la naissance de ce ministre lui nuisit d'abord auprès de ces patriotes qui confondent le libéralisme avec l'envie démocratique, elle eut l'avantage de rassurer les classes élevées et de flatte [illegible] aristocratique encore répandu parmi les pop[illegible]montaises. Elle donna à ce ministre une positio[illegible] en face de la couronne et de la diplomatie. Grâ[illegible] passeport, il put arborer au dehors une politique p[illegible] révolutionnaire. A l'intérieur, il vit les choses de plus haut, et déploya la largeur nécessaire à l'œuvre de concilier et de grouper les classes et les partis autour du trône de Victor-Emmanuel. Homme du passé et du présent, son initiative hardie faisait faire des pas de géant à l'œuvre de fusion italienne dévolue à la maison de Savoie.

CHAPITRE IV

LE PIÉMONT AU CONGRÈS DE PARIS.

L'armée piémontaise en Crimée. — Congrès de Paris. — Rapprochement entre le Piémont et la France. — Entrevue de Plombières. — Popularité croissante de Victor-Emmanuel. — La *Société nationale* accepte la royauté constitutionnelle de Victor-Emmanuel pour toute l'Italie.

Durant les années 1852 et 1853, l'Italie était entrée dans une période de calme relatif. L'attention s'était tournée sur les améliorations matérielles. A Turin, on s'occupait beaucoup de finances, de commerce, de manufactures ; on construisait des chemins de fer ; on discutait les conséquences du percement de l'isthme de Suez. En 1854, la guerre d'Orient vint reporter l'attention sur la politique générale. La presse de Turin s'épuisa longtemps en conjectures subtiles sur les chances qui s'offraient à l'Italie. Le 2 décembre 1854, l'Autriche ayant signé un traité d'alliance avec les puissances occidentales, tout espoir de voir la guerre éclater entre elle et la France disparut, et le Piémont se vit menacé d'être sacrifié par les puissances occidentales à la sécurité de l'Autriche.

C'est alors que Cavour signa (26 janvier 1855) un traité d'alliance offensive avec la France et l'Angleterre, leur assurant le concours de 15,000 Piémontais pour la guerre de Crimée. Cette grave démarche, si insolite dans les fastes modernes de l'Italie, surprit l'opinion, et une discussion animée s'ouvrit dans les chambres sur la ratification du traité. La droite l'attaquait avec passion, comme contraire à tous les calculs de la prudence et de l'économie; le centre hésitait, et la gauche déclamait contre une entreprise dont elle ne saisissait pas encore la portée. Farini, un des orateurs les plus accrédités de la majorité, défendit le traité par des motifs de haute politique. « La guerre actuelle, dit-il, est un acheminement vers une nouvelle organisation de l'Europe, et par suite de l'Italie; il importe que le Piémont devance l'Autriche dans le secours à prêter aux puissances. Cette expédition le fera entrer dans le concert européen; elle baptisera l'Italie au feu des canons de l'Europe, et lui donnera des titres pour prendre part aux délibérations qui suivront la guerre. » Cet ordre de considérations était de nature à plaire au parti avancé. A quelque temps de là, il loua cette entreprise et la célébra comme une revanche de Novare, et l'inauguration d'une politique d'expansion et de revendication de l'influence italienne en Europe.

La bonne tenue du corps d'armée piémontais envoyé en Crimée, sous le commandement du général La Marmora, et la bravoure dont il fit preuve à Traktir et en d'autres rencontres valurent au Piémont de justes éloges de la part des presses de Londres et de Paris. Le gouvernement de Victor-Emmanuel en retira de la considération. L'Italie attendait déjà de grands résultats de cette guerre, lorsque la signature subite des préliminaires de paix par la médiation de l'Autriche et l'ouverture du congrès de Paris mirent brusquement un terme au travail des imaginations. Cavour était l'homme indiqué pour représenter le Piémont au congrès; il se rendit à Paris avec de pleins pouvoirs, et les regards anxieux de l'Italie le suivirent.

En partant pour Paris, ce ministre au cœur si ferme

ressentit pour la première fois de l'inquiétude et une secrète défiance. Il savait la cause italienne et sa personne en mauvais renom auprès de la diplomatie, et craignait de faire jouer à son gouvernement le rôle de quelque obscur comparse. En homme habile, il ne se pressa pas et débuta au congrès par observer, parlant peu, modestement, mais avec un à propos parfait. Bientôt il entra plus avant dans les délibérations; et la solidité de son intelligence, sa perspicacité à débrouiller les questions les plus compliquées, la lucidité d'une exposition toujours nette et allant droit au but, acquirent de l'autorité à sa parole, en même temps que le charme attaché à sa personne lui gagnait les cœurs. En venant au congrès, Cavour n'avait qu'une pensée : faire de la propagande en faveur de l'Italie, dissiper les préventions de ses adversaires, affirmer le droit de la révolution italienne et son triomphe prochain. Ce fut un spectacle piquant que de voir cet enfant du Midi tantôt impétueux et ardent, tantôt insinuant et souple, aux prises avec la froideur de la diplomatie, cherchant à passionner ce monde si réservé, si accoutumé à tout peser à la balance de l'intérêt. Soit l'art du négociateur, soit la bonté de la cause qu'il représentait, il crut avoir gagné à ses vues le plénipotentiaire de l'Angleterre. Ayant pénétré auprès du maître de la France, par des coups de sonde adroitement jetés, il se convainquit que les sympathies que ce prince avait eues dans sa jeunesse pour l'Italie n'étaient pas éteintes. Aussitôt la tête de Cavour se monte, il expose au plénipotentiaire anglais la probabilité d'une prochaine rupture du Piémont avec l'Autriche; et, sur sa réponse, il écrit à son collègue Rattazzi que le Piémont peut déclarer la guerre à l'Autriche, car l'Angleterre le soutiendra et l'empereur des Français ne s'opposera pas. L'ardeur du patriotisme avait altéré la justesse habituelle du coup d'œil de Cavour, et il avait pris des assurances générales de bienveillance pour un engagement positif. Le voyage qu'il fit peu après à Londres le désabusa. Lord Palmerston refusa absolument d'entrer dans une telle combinaison et évita sa présence.

Outre les buts secrets qu'il poursuivait, Cavour était

encore venu à Paris dans le dessein de saisir le congrès de la question italienne. Après s'être entendu avec le comte Walewski, président du congrès, et avec lord Clarendon, il adressa, le 27 mars, aux gouvernements de France et d'Angleterre une note exposant la triste condition de l'Italie et les complications résultant de la double occupation des États romains.

En réponse à cette note, dans la séance du 8 avril, le comte Walewski appela l'attention du congrès sur les circonstances qui avaient déterminé l'occupation de Rome par les Français et des Légations par les Autrichiens. Il n'a pas été possible à la France, dit-il, comme grande puissance catholique de refuser son appui au souverain pontife; il était d'ailleurs d'un grand intérêt d'assurer le maintien de l'ordre sur un point tel que Rome; mais l'état de choses amené par cette intervention n'en est pas moins anormal, et le désir de la France est de s'entendre avec l'Autriche pour le faire cesser. Il continua en demandant s'il n'était pas désirable que certains gouvernements missent fin à un système de rigueurs allant directement contre le but qu'ils se proposent; puisqu'au lieu d'affaiblir les ennemis de l'ordre, ce système déconsidère les gouvernements et augmente le nombre des partisans de la démagogie; et si les grandes puissances ne feraient pas bien de donner un avis au gouvernement napolitain.

Lord Clarendon, succédant au ministre français, dit que le traité du 30 mars, ouvrant une ère nouvelle de paix à l'Europe, il était du devoir du congrès de chercher à consolider cette œuvre, et qu'il ne pouvait pas se séparer en consacrant par son silence la situation actuelle de l'Italie, situation contraire à l'équilibre européen et menaçante pour la tranquillité générale. Sans entrer dans les motifs qui ont amené l'intervention de la France et de l'Autriche à Rome, la durée d'une telle intervention, dit-il, est nécessairement limitée par celle de sa cause. La saine politique consiste à calmer les justes griefs des populations, à rompre avec un mode d'administration aussi peu honorable aux gouvernements que déplorable pour les peuples. Les vices de l'administration pontificale offren

un ensemble de dangers auxquels le congrès ne peut être indifférent; car ils entretiennent le ferment révolutionnaire. Si le gouvernement pontifical se déterminait enfin à séculariser l'administration et la justice et à organiser une force armée nationale, la sécurité renaîtrait avec la confiance, et les troupes autrichiennes pourraient se retirer sans mettre en danger la tranquillité publique. Quant au royaume des Deux-Siciles, bien qu'en principe aucun gouvernement n'ait le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre État, il est des cas où cette intervention constitue un droit et un devoir. Voulant imiter la modération du plénipotentiaire français, il se taira sur des faits dont la gravité est connue; mais il n'y a pas de paix sans justice; et la conduite du gouvernement napolitain donne des aliments à l'effervescence populaire et confère à l'Europe le droit de lui faire entendre des paroles sévères et un avertissement qui ne demeure pas stérile. A ces déclarations des représentants de la France et de l'Angleterre, le comte Buol répondit par un refus catégorique d'entrer dans la question.

Le comte Walewski fit remarquer qu'il ne s'agissait pas d'arrêter des mesures définitives, ni de s'immiscer dans les affaires intérieures d'États indépendants, mais d'assurer et de compléter l'œuvre de la paix, en se préoccupant des complications qui pourraient sortir de la prolongation indéfinie ou non justifiée de certaines occupations étrangères, et du double danger naissant, d'une part d'un système de rigueurs inopportun et impopulaire, et de l'autre, d'une licence perturbatrice et opposée aux devoirs internationux.

Cavour, prenant alors la parole, dit: qu'il ne contestait pas le droit d'un plénipotentiaire de refuser de discuter une question non prévue par ses instructions; mais qu'à ses yeux, il était de la plus haute importance que l'opinion manifestée par certaines puissances sur l'occupation des États romains fût constatée au protocole. L'occupation autrichienne dans la Romagne prend un caractère de permanence et la situation ne s'est aucunement améliorée; Bologne est toujours en état de siége; en outre, l'oc-

cupation de Parme détruit l'équilibre de l'Italie, et menace l'indépendance du Piémont. Il se voit donc obligé d'attirer l'attention des puissances sur cette situation. Pour ce qui est de Naples, il ne peut que se joindre aux remarques des plénipotentiaires de France et d'Angleterre; il regarde comme très-important de suggérer des moyens qui, en apaisant les passions, rendent moins difficile la marche régulière des choses dans les autres États de la Péninsule.

Le baron de Hübner, deuxième négociateur de l'Autriche, ayant attaqué le ministre sarde sur l'occupation du territoire du prince de Monaco et demandé pourquoi on ne parlait pas de l'occupation française à Rome, Cavour répondit avec dextérité: que l'occupation française, n'ayant lieu qu'avec de faibles forces, et sur un point éloigné du territoire français, n'avait pas la même influence sur l'équilibre italien, que celle de territoires étendus et de forteresses contiguës au Piémont; et il ajouta que les travaux de fortifications exécutés par l'Autriche à Ferrare et à Plaisance étaient contraires aux traités.

Les délibérations du congrès sur la question italienne n'allèrent pas plus loin. Avant de quitter Paris, Cavour résuma ses griefs dans un mémorandum adressé à la France et à l'Angleterre. Après avoir indiqué quelques palliatifs, il laissa entrevoir que si l'Italie n'obtenait aucune satisfaction, il deviendrait très-difficile au gouvernement de Victor-Emmanuel de persévérer dans sa ligne pacifique. « Troublé à l'intérieur par l'activité révolutionnaire, excité au dehors par un régime de répressions violentes et d'occupations étrangères, menacé par l'extension de la puissance autrichienne, le Piémont, disait le mémorandum, peut à un moment donné être forcé d'adopter des mesures extrêmes, dont il est impossible de prévoir les conséquences. »

A Turin, il circulait un grand nombre de rumeurs contradictoires sur la portée des délibérations du congrès de Paris; et les communications de Cavour étaient impatiemment attendues. Le 6 mai (1856), en réponse aux interpellations du député Buffa, Cavour donna au parle-

ment les éclaircissements demandés. Sans doute, dit-il, si la guerre s'était prolongée, elle aurait pu élargir le programme des puissances alliées et introduire un système de compensations matérielles dont l'Italie aurait eu sa part. Toutefois, dans les limites restreintes tracées par la teneur des délibérations du congrès, l'Italie a lieu d'éprouver une certaine satisfaction. La France et l'Angleterre ont manifesté une vive sollicitude, pour la cessation de l'occupation des États romains et parmesans, et pour l'introduction d'un système de réformes à Rome et à Naples. La question italienne est entrée dans le programme des questions européennes; elle n'a pas été soulevée par des démagogues, mais par les plénipotentiaires des grandes puissances; et du congrès elle a passé au tribunal de l'opinion publique. Avec l'Autriche, nos relations sont plus tendues que jamais; cette situation a sans doute ses dangers; mais la loyauté et la fermeté du roi ne lui permettent pas de la décliner.

Satisfaite de ces explications, la chambre passa, à une grande majorité, un vote d'approbation; et la presse, à l'exception des feuilles cléricales, loua la conduite de l'habile ministre. Le public de Turin s'accorda à donner aux communications faites à la chambre un sens plus ample que les paroles prononcées. Dans son discours au Sénat, Cavour crut devoir modérer cette fougue.

Bien que le congrès de Paris se fût séparé sans adopter aucune mesure, la discussion soulevée par Cavour avait une haute importance. Cavour avait osé parler au nom de l'Italie; et la considération dont il jouissait l'avait fait écouter. Les représentants de la France et de l'Angleterre avaient reconnu la situation anormale de ce pays et employé des expressions très-dures à l'égard de l'administration du pape et du roi de Naples. La suprématie autrichienne était donc mise en question par la diplomatie, et le pape et le roi de Naples sortaient des délibérations du congrès amoindris et humiliés aux yeux de leurs sujets; du rang de juges ils étaient passés à celui d'accusés. L'Europe se retirait d'eux.

L'expédition de Crimée et les communications de Ca-

vour au parlement de Turin sur le congrès de Paris excitèrent par toute la Péninsule un frémissement de joie. L'Italie comprit qu'elle avait des généraux et des hommes d'État. Elle se sentit relevée à ses propres yeux et à ceux de l'Europe. Elle prévit que le jour de sa restauration approchait et que cette restauration se ferait par la maison de Savoie. Le nom de Cavour grandit et la popularité du parti piémontais reçut un nouvel éclat. Les démonstrations se succédèrent; on frappa une médaille en l'honneur de Cavour avec la devise: « *Che fan qui tante peregrine spade.* » On envoya une épée d'honneur au général La Marmora, avec cette inscription belliqueuse: *L'antico valor negli Italici cor non e ancor spento.* » Peu après on ouvrit une souscription pour armer de cent canons la citadelle d'Alexandrie, et les Milanais y contribuèrent avec enthousiasme.

L'Autriche n'avait pas tardé à protester contre la prétention du Piémont de parler au nom de l'Italie, et Ferdinand II publia une note très-acerbe où il incrimina la conduite des puissances occidentales et les accusa de fomenter l'esprit révolutionnaire à Naples et dans toute l'Italie. La France et l'Angleterre retirèrent leurs ambassadeurs et l'état de ce malheureux pays ne fit que s'aggraver. Les complots pullulaient et le sang versé sur les échafauds ne servait qu'à faire naître des machinations plus désespérées.

Un des points reconnus par la France au congrès de Paris avait été la nécessité d'une réforme administrative des États romains. Napoléon III communiqua au cabinet de Vienne, en lui demandant de le recommander à Rome, un projet de réforme, stipulant l'institution d'un conseil d'État de laïques, la codification des lois, la perception des impôts suivant le mode français. Ce plan ayant été dénaturé par le cabinet de Vienne, le gouvernement français ne lui donna pas de suite. Cette raideur de l'Autriche sur la question romaine était impolitique. Enivré par les fumées de l'orgueil, François-Joseph abusait de son ascendant sur la cour de Rome; en faisant à la France une position humiliante, il la poussait vers le parti de

l'indépendance. Il est des occasions où la prudenee commande de ne pas user de tous ses avantages. L'Autriche aurait dû le comprendre. L'échafaudage de grandeur militaire élevé par Schwarzemberg manquait de solidité; l'Autriche avait peine à en porter le fardeau et le nombre de ses ennemis grossissait.

Après le congrès de Paris, le système des alliances des grandes puissances subit une transformation. Les relations de la France avec l'Angleterre et l'Autriche se refroidirent; la France se rapprocha de la Russie sur les questions orientales et combattit vivement les projets de l'Autriche sur le Danube. Cette puissance se vit alors menacée par la Russie et la France. L'Angleterre lui vint en aide. Ce rapprochement suscita un amer déplaisir au cabinet de Turin dont la politique extérieure reposait depuis plusieurs années sur l'alliance anglaise.

Ce fut sans doute pour plaire à l'Angleterre que l'Autriche adopta vers ce temps une conduite plus douce à l'égard de ses provinces italiennes. Les autorités impériales assemblèrent de nouveau les congrégations centrales, levèrent une partie des séquestres mis sur les biens des Lombards émigrés, supprimèrent la cour inquisitoriale de Mantoue, donnèrent une amnistie; mais ces mesures d'humanité ne changèrent pas l'état politique de la Lombardo-Vénétie.

Depuis le congrès de Paris, les affaires intérieures en Piémont se tendaient de plus en plus. Les rétrogrades s'agitaient. Au moyen des évêques et des curés, ils avaient organisé un réseau d'affiliations secrètes pénétrant dans chaque commune; par la chaire et le confessionnal ils intimidaient les consciences timorées. On s'aperçut de ce travail aux élections de 1857; ils y acquirent plusieurs siéges. Dans le même temps, l'irritation contre Rome et l'Autriche et le désir d'une politique entreprenante grandissaient parmi le parti national, L'autorité de Cavour dans le gouvernement commandait davantage. Après les élections, Rattazzi sortit du ministère, et Cavour prit une véritable dictature. Cette puissante volonté avait fini par s'assimiler le parlement et par maîtriser le

Piémont et l'Italie. La nation le considérait comme son chef; elle avait foi dans ses conceptions et en attendait la restauration de la Péninsule. Cavour se servait de cette omnipotence pour imprimer une direction de plus en plus italienne à la politique de Victor-Emmanuel. Sans égard pour la situation embarrassée du trésor, il dépensait de fortes sommes en armements, fortifiait Casale et Alexandrie, préparait à la Spezia un grand port militaire, protégeait les émigrés. En face de l'Autriche, son attitude était provocante. Loin de chercher à détourner une nouvelle collision, il la hâtait; et, par des propos adroitement semés, il préparait l'opinion à une nouvelle guerre. Mais si Cavour poussait l'Italie vers cette terrible solution, il ne négligeait rien pour lui assurer un puissant secours extérieur.

A la suite de l'expédition de Rome et de l'évolution de la France vers le gouvernement absolu, les rapports du cabinet de Turin avec celui des Tuileries avaient été d'abord froids et contraints. Depuis l'arrivée aux affaires de Cavour, cet état de choses s'était modifié graduellement. Le but capital de la politique de Cavour étant de briser la domination de l'Autriche sur la Péninsule, toute son ambition était de trouver une puissance disposée à l'aider de ses armes. De bonne heure, il songea à la France. Il prévit que le gouvernement de Napoléon III serait entraîné à donner au peuple français d'autant plus d'influence extérieure, qu'à l'intérieur il lui refusait l'activité publique, et il conçut la possibilité de tourner cette ambition vers l'abaissement de l'Autriche en Italie. Le souverain qui régnait sur la France offrait cette circonstance unique, d'avoir passé sa jeunesse dans la Péninsule à une époque d'effervescence généreuse. A Turin, on n'avait pas oublié son adhésion à la révolution romagnole de 1831. On connaissait sa sympathie pour la cause des nationalités et pour celle de l'Italie en particulier.

Dès le début de l'Empire, Cavour fit faire des ouvertures secrètes à Napoléon III. L'empereur était alors occupé à établir de bons rapports avec les grandes puissances et à consolider sa position à l'intérieur: « *L'Empire,*

avait-il dit, *c'est la paix !* » Il ne parut pas répondre à ces avances, et son gouvernement persista dans une attitude froide et réservée. Cavour ne se découragea pas. La guerre d'Orient ayant éclaté sur ces entrefaites, il saisit avidement cette occasion d'entrer en relations intimes avec la France, et usa de toute son influence pour engager le Piémont dans l'alliance des puissances occidentales. Lors du congrès de Paris, Cavour renouvela ses insinuations auprès de Napoléon III, et en reçut des assurances générales de sympathie et peut-être quelque chose de plus. A partir de ce moment, des rapports amicaux se formèrent entre l'empereur, Victor-Emmanuel et le prince Napoléon. L'empereur se préoccupait des affaires de la Péninsule. Un certain nombre de patriotes italiens avaient accès dans son cabinet particulier. Autorisés ou non, des hommes influents parcouraient la Péninsule en semant des paroles d'espoir et la promesse d'un changement prochain et radical.

Ce travail était assez avancé lorsque l'attentat d'Orsini vint plonger Cavour et ses amis dans de cruelles perplexités. Quel allait être l'effet de ce forfait sur les dispositions de l'empereur? le brouillerait-il pour toujours avec l'Italie? le pousserait-il à écraser entièrement ce malheureux pays? ou cette preuve terrible de l'exaspération des populations italiennes le porterait-elle à hâter l'heure de la délivrance? Dans cette circonstance, Cavour n'hésita pas à présenter aux chambres un projet de loi pour faciliter la répression des tentatives contre la vie des souverains étrangers. Cette loi fut l'objet d'une discussion animée, et l'on y vit percer les préoccupations du cabinet. Farini défendit la loi en posant franchement la nécessité de l'alliance française. « L'Autriche est le pivot de la vieille Europe, dit-il, la France de la nouvelle; il est temps que le Piémont comprenne cette vérité et sache se conduire vis-à-vis de la France. Les Italiens, depuis trente ans, ont toujours commis la faute de s'enthousiasmer pour les passions inconsidérées de l'opposition française, et de fonder leurs espérances beaucoup moins sur le gouvernement qui existe que sur celui qu'on espère

lui voir succéder. Les Napolitains commirent cette faute en 1821. Sous Louis-Philippe, les patriotes placèrent de nouveau leurs espérances dans l'opposition républicaine. Il faut se préoccuper beaucoup moins du système qui régit la France, s'efforcer davantage de vivre en bonne intelligence avec son gouvernement, et s'attacher à créer entre les deux pays des intérêts communs qui affermissent l'alliance qui nous est nécessaire. Au surplus, pour traiter la question d'une manière complète, il faudrait connaître les *secrets* du gouvernement. »

Sur ces arguments et d'autres analogues, la loi fut votée à une assez forte majorité. Quelle était la portée de ce mot : les *secrets* du gouvernement? Il est difficile de le dire; mais tout porte à croire qu'à ce moment Cavour n'avait encore que des espérances, et qu'il spéculait sur des éventualités éloignées.

Cependant, l'empereur des Français mûrissait de grands projets; il sentait que le moment de résoudre la question italienne approchait. Dans l'automne de cette année, il mande Cavour à Plombières. Ce ministre s'y rend dans un strict incognito; et, entre l'empereur et lui, les bases de l'indépendance italienne sont arrêtées [1]. Au retour de Cavour, le bruit circula avec persistance qu'une convention avait été conclue à laquelle le sort de l'Italie était attaché. Les meneurs du parti piémontais reçurent le mot d'ordre, la presse prit un langage plus agressif, et la Lombardie commença à s'agiter : Milan, sortant d'un sommeil de dix ans, montrait un esprit d'opposition et une vivacité de discours qui rappelaient 1848.

L'agrandissement de la politique piémontaise atteint par Cavour depuis la guerre de Crimée, la hardiesse de ce ministre a aller au-devant d'une nouvelle lutte avec l'Autriche, sa générosité avec les émigrés, étaient de puissants moyens

1. Il est vraisemblable que l'empereur stipula avec Cavour la formation d'un royaume de l'Italie du nord, renfermant la Lombardie, le Vénitien, Parme et Modene; la Toscane aurait été agrandie des provinces pontificales situées au nord de l'Apennin ; la Savoie et Nice faisaient retour à la France ; mais il ne paraît pas qu'une date ait été fixée pour la déclaration de guerre à l'Autriche.

de prosélytisme en faveur de la maison de Savoie. Aussi, durant les trois années qui suivirent le congrès de Paris, la propagande unitaire entreprise par l'émigration marcha-t-elle rapidement. Le parti piémontais absorbait la nation. Turin était la capitale morale de la Péninsule, le grand atelier où se préparaient les armes de l'Italie. Les princes italiens voyaient avec effroi la prépondérance morale de cette capitale; mais leur triste politique était incapable de ramener l'opinion; ils ne savaient que persécuter, et plus ils sévissaient, plus le parti piémontais gagnait en popularité. La jeunesse avait la tête pleine de Victor-Emmanuel et de son grand ministre. Cavour, disait-elle, a réalisé la conception de Machiavel : il a donné à l'Italie le prince *libérateur et unificateur*.

L'émigration, vivant en France et en Angleterre, était la fraction du parti national la moins accessible à l'*idée piémontaise*. Les plus emportés parmi les proscrits recevaient toujours le mot d'ordre de Mazzini. De Londres, le célèbre agitateur tenait les fils de la propagande démagogique; il lançait des circulaires, émettait des emprunts, envoyait des émissaires, faisait des plans d'insurrection en faveur de la *république unitaire*. Son programme se résumait dans ces deux termes : *Guerre du peuple*, *Constituante italienne*, une démocratie sans limites.

A Paris, il existait un autre groupe d'émigrés républicains qui s'inspiraient de Manin, chef très en renom dans le parti avancé depuis sa belle défense de Venise. Manin avait assez d'impartialité pour se mettre au-dessus des préjugés de parti et pour rendre justice à la conduite ferme et nationale du cabinet de Turin. La coopération du Piémont à la guerre d'Orient l'impressionna fortement; il y vit le passage de la politique municipale à une politique nationale. Dès lors, le Piémont lui parut offrir à l'Italie un centre d'action que celle-ci devait accepter; il s'éloigna de l'idée républicaine, et le parti qu'il inspirait dit à la maison de Savoie : *Faites l'Italie, et je suis avec vous.*

L'*Italia del Popolo*, le journal de Mazzini, attaqua vivement Manin pour cette défection. Manin, de son côté, in-

sista, mais inutilement, auprès du *grand Italien* pour lui faire accepter l'idée piémontaise. Le Mazzini de 1858 était toujours le sectaire de 1830; son esprit systématique et absolu repoussait la royauté de Victor Emmanuel comme il avait repoussé celle de Charles-Félix ou de Charles-Albert. Dans cette intelligence tenace et toute d'une pièce, les combinaisons variables de la politique revêtent l'immobilité d'une croyance religieuse.

L'attitude du Piémont au congrès de Paris affermit Manin dans son dessein, et, en novembre 1856, il protesta contre une accusation de muratisme. Déjà l'année précédente, il avait dit : « Si l'Italie régénérée doit avoir un roi, ce ne doit être qu'un seul, et ce ne peut être que le roi de Piémont. » Cette idée ayant gagné la majorité de l'émigration, la *Société nationale*, son organe principal, fit connaître les conditions de son adhésion. La *Société nationale*, dit-elle, mettant le grand principe de l'indépendance et de l'unification au-dessus des formes politiques, se rallie à la maison de Savoie, en tant que celle-ci favorisera la cause italienne dans la mesure du raisonnable et du possible; elle n'a pas de préférence pour tel ou tel ministère, et sera pour celui qui servira de promoteur à la cause nationale. Pour cela, la maison de Savoie doit avoir constamment les yeux sur le but final : l'indépendance et l'unification de l'Italie; elle doit profiter de toutes les occasions qui lui permettront de faire un pas en avant, éviter tout engagement et tout accord avec les perpétuels ennemis de l'Italie, l'Autriche et la papauté, et se maintenir le seul noyau et le seul centre d'attraction de la nationalité italienne. Quand le jour de la lutte sera venu; qu'elle y prenne part résolûment, et ne pose l'épée que l'Italie faite. Le moyen de conquérir la couronne d'Italie, c'est de risquer celle du Piémont. C'est dans ces idées que mourut Manin; son dernier acte fut une signature à une adresse de la *Société nationale* (août 1857), et son testament politique fut ces mots : *Serrez-vous autour du Piémont!*

En 1858, la *Société nationale* publia une adresse que l'on peut regarder comme le programme de la révolution qui

se préparait. On y voit la maturité rapide de l'idée unitaire. Elle déclarait qu'à ses yeux la fusion de toute l'Italie sous la royauté constitutionnelle de Victor-Emmanuel, avec la centralisation politique et administrative, était non-seulement le moyen de réaliser l'indépendance, mais la forme définitive de son gouvernement, et celle qui dans l'avenir était appelée à lui donner la grandeur.

L'idée de la monarchie unitaire avait gagné Florence, la cité guelfe et municipale par excellence; et le plus énergique de ses hommes d'État, le baron Ricasoli, la formulait nettement. « Ce qui fait la force du Piémont, écrivait-il en 1858, ce qui nous attire vers lui chaque jour davantage, c'est qu'il affirme cette nationalité tant de fois niée; c'est qu'il est comme un centre tout prêt à rallier les forces disséminées de l'Italie; c'est qu'avec lui nous pouvons espérer d'obtenir ce qui nous manque, à savoir : la tolérance religieuse, la liberté de la parole et de la presse, et surtout un rôle actif dans les destinées de notre pays. Florence aime mieux être chef-lieu de province dans un État heureux, indépendant, libre, exclusivement italien, que capitale d'un duché insignifiant, qui n'a ni présent ni avenir. »

A Turin, le programme tracé par Manin et la *Société nationale* excita une vive émotion. Il cadrait avec la pensée intime de ses hommes d'État. A leurs yeux, l'institution d'un royaume de l'Italie du nord était un acheminement vers l'unité bien plus qu'une solution définitive. On ressentit donc une vive joie en voyant ce groupe important du parti avancé accepter la royauté constitutionnelle de Victor-Emmanuel et la proposer comme le gouvernement de toute l'Italie.

Ce programme complétait les rôles. Le gouvernement de Victor-Emmanuel était obligé à respecter les convenances diplomatiques; sa tâche était de se rendre digne de la couronne d'Italie par une politique ferme, éclairée et large; comme celle des chefs du parti avancé était de proclamer cette supériorité et de lui donner la jeunesse. A l'un, la politique légale, la représentation de l'Italie dans les conseils de l'Europe; aux autres, le travail de la pro-

pagande, le ralliement des partis, l'extirpation des sectes dissidentes.

A dater de ce moment, les relations entre le cabinet Cavour et les chefs de la *Société nationale* devinrent fréquentes et cordiales. Le langage et les actes du gouvernement piémontais en contractèrent plus d'assurance. La prétention émise au congrès de Paris était devenue un fait acquis, l'Italie se trouvait derrière lui. Le Piémont y trouva un grand sujet de confiance pour assumer la responsabilité des actes dangereux qu'allait exiger l'affranchissement de la Péninsule.

Hors de l'Italie, on ne s'aperçut pas suffisamment du travail opéré dans les idées depuis 1848 et de l'évolution des partis vers la royauté unitaire de Victor-Emmanuel. Les déclarations de la *Société nationale* ne parurent à plusieurs qu'une démonstration passagère, un de ces projets d'émigrés, ajoutés à tant d'autres, sortis de l'imagination féconde des faiseurs de constitutions. On croyait toujours à l'existence d'une Italie municipale, divisée en populations jalouses et hostiles, très-fières de leurs petites capitales, passionnément éprises de leurs autonomies provinciales. Des hommes instruits parlaient des Piémontais comme d'un peuple étranger dans la Péninsule, haï des Lombards, méprisé des Toscans. Les rétrogrades et les dévots tenaient le gouvernement temporel et celui des Bourbons pour chers au bas peuple.

Heureusement l'égoïsme provincial et le fanatisme sanfédiste étaient des souvenirs. La prédiction de Rossi sur le triomphe de l'esprit national s'était réalisée. Le malheur avait porté ses fruits; et dix années de gouvernement parlementaire avaient eu des résultats remarquables pour redresser et discipliner l'esprit public. L'Italie, guérie de ses divisions et de ses entraînements factieux, reconnaissait avant tout la nécessité d'une organisation compacte et forte; elle voyait dans le gouvernement de Victor-Emmanuel un pouvoir national, éclairé, unissant l'ordre et le progrès; et, sagement, sans chercher des combinaisons plus raffinées, elle aspirait à fusionner ses provinces sous le sceptre de ce roi patriote.

LIVRE V

L'INTERVENTION FRANÇAISE ET L'UNIFICATION DE L'ITALIE

CHAPITRE PREMIER

PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE DE 1859

Paroles de Napoléon III à l'ambassadeur d'Autriche. — L'Autriche envoie des troupes en Italie. — Mission de lord Cowley à Vienne. — Mémorandum de Cavour. — L'esprit public a Turin. — Ultimatum de l'Autriche. — Agitation en Toscane. — Révolution du 27 avril. — La Toscane défère la dictature à Victor-Emmanuel. — Révolutions à Modène, à Parme et à Bologne.

L'année 1858 se termina sans que l'Europe prévît les événements qui allaient éclater en Italie. Depuis quelque temps les esprits observateurs avaient remarqué quelque agitation à Turin et à Milan ; mais maintes fois déjà les signes précurseurs d'une crise s'étaient dissipés, et personne ne prévoyait l'intervention arrêtée dans la pensée de l'empereur des Français.

Le 1er janvier 1859, à la réception du corps diplomatique, Napoléon III, se tournant vers l'ambassadeur d'Autriche, lui adressa ces paroles inusitées : « Je regrette que

nos relations avec votre gouvernement ne soient plus aussi bonnes que par le passé; mais je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments personnels ne sont pas changés. » Cette courte phrase, commentée par les mille voix de la presse, mit toute l'Europe en émoi. L'attention publique ne s'était encore portée que sur les débats des deux puissances en Orient, et non sur celui bien autrement grave qui se poursuivait sourdement en Italie depuis l'expédition de Rome. A Vienne, on en jugea autrement. En réponse aux paroles de l'empereur Napoléon, le gouverment autrichien expédia en toute hâte un renfort de 30,000 hommes en Lombardie, et ses généraux concentrèrent des troupes dans le voisinage du Piémont, à Pavie et à Plaisance.

En Italie, l'impression fut des plus vives. Les paroles de l'empereur furent comme l'étincelle sur la poudre. Les imaginations prirent feu dans l'instant, et toutes les pensées se tournèrent vers la guerre. Le 10 janvier, Victor-Emmanuel ouvrit la session annuelle des chambres. En présence d'un auditoire nombreux et ému, d'une voix grave, mais ferme, il prononça un discours dans lequel on remarqua le passage suivant, plusieurs fois couvert par de bruyantes acclamations : « L'horizon au milieu duquel se lève la nouvelle année n'est pas parfaitement serein..... Forts de l'expérience du passé, marchons résolûment au-devant des éventualités de l'avenir. Cet avenir sera prospère, notre politique reposant sur la justice, sur l'amour de la liberté et de la patrie. Notre pays, petit par son territoire, a grandi en crédit dans les conseils de l'Europe, parce qu'il est grand par l'idée qu'il représente, par la sympathie qu'il inspire..... Une telle situation n'est pas exempte de dangers; car, si nous respectons les traités, d'autre part, nous ne sommes pas insensibles au cri de douleur qui de tant de parties de l'Italie s'élève vers nous. Forts par la concorde, confiants dans notre bon droit, attendons avec fermeté et prudence les décrets de la divine Providence. »

Ce discours, animé d'un patriotisme digne et courageux sans provocation, plut à l'Europe libérale. Le peuple

italien l'accueillit chaleureusement, et tous s'attendirent à l'explosion prochaine de la guerre et au secours de la France. L'agitation, déjà sensible à Turin et à Milan, se communiqua aux duchés et à la Romagne. Il se forma partout, où il n'en existait pas déjà, des comités secrets en correspondance avec la *Société nationale*. Celle-ci agissait dans un concert intime avec le gouvernement de Victor-Emmanuel; elle prescrivit aux comités locaux de s'abstenir de mouvements prématurés, mais de pousser la jeunesse à venir s'enrôler en Piémont; elle leur recommanda de se tenir prêts à agir pour le moment où le signal serait donné de Turin. En même temps, Cavour fit appel au patriotisme de Garibaldi et lui donna commission d'organiser un corps de volontaires. Le nom du valeureux défenseur de Rome faisait merveille auprès de la jeunesse.

Sur la frontière lombarde, on signalait de grands mouvements de troupes et des travaux de fortifications menaçants pour le Piémont. A Plaisance, le génie autrichien élevait une ceinture de forts détachés. Ces préparatifs justifiaient des mesures défensives. Le gouvernement sarde appela en Piémont les garnisons de la Savoie, de Nice et de la Sardaigne, et groupa ses forces à Alexandrie et à Casale. Le parlement, saisi d'un projet d'emprunt, le vota avec empressement, ainsi que la mobilisation de la garde nationale en cas de guerre. Un événement domestique dans lequel l'Italie vit un acte politique d'une haute importance, le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde, la fille aînée de Victor-Emmanuel, servit à entretenir la foi dans le secours de la France.

Dans les premiers jours de février, l'Empereur des Français fit connaître ses vues sur l'Italie dans un opuscule très-remarqué : *Napoléon III et l'Italie*. L'écrivain officieux, chargé d'exprimer la pensée du souverain, y constatait formellement l'incompatibilité de la domination autrichienne et de la réorganisation libérale de l'Italie ; il signalait avec honneur l'œuvre de propagande nationale soutenue depuis dix ans par le Piémont contre l'Autriche, tout en faisant ressortir les dangers d'une

situation aussi tendue : à ses yeux, la lutte pacifique était arrivée à ce point extrême qui touche à la guerre; le Piémont, après avoir fait reposer depuis dix ans toute sa politique extérieure sur cet antagonisme, ne pouvait décliner cette terrible solution, bien que ses forces ne fussent pas suffisantes pour résister à l'Autriche. En présence d'une éventualité qui menace de livrer les Alpes à l'Autriche, la France ne saurait rester neutre : son intérêt et son honneur réclament également l'affranchissement de l'Italie. Elle souhaite que les États italiens s'unissent en une confédération, sous la présidence honoraire du pape. Cette haute position permettrait au saint-père de détendre les liens de sa domination temporelle, et offrirait aux princes italiens une excellente occasion d'adopter une politique libérale. Quant à la domination autrichienne, elle doit cesser : les traités sur lesquels elle s'appuie ont perdu toute force morale. Que l'Europe donc prononce; qu'elle pèse sur l'Autriche; que la diplomatie fasse à la veille d'une lutte ce qu'elle fera le lendemain d'une victoire. Dans son langage officiel, le gouvernement français gardait plus de réserve. Le 7 février, à l'ouverture du Corps législatif, l'Empereur se borna à quelques allusions voilées.

Cependant l'Autriche ne mettait plus en doute l'intention de la France de se joindre au Piémont pour l'attaquer en Italie; elle ne se bornait pas à inonder de troupes la Lombardie. Sa diplomatie agitait les cabinets allemands. La *Gazette d'Augsbourg* ne respirait que combats et remuait les vieux levains de haine légués par les guerres de l'Empire. Le 5 février, le comte Buol adressa une note aux cours allemandes pour solliciter leur concours militaire. Tant que la politique de la Sardaigne, disait-il, conservera son caractère agressif, tant qu'elle comptera sur la révolution, la guerre se présentera comme une conséquence possible de notre ferme résolution de défendre contre toute atteinte les droits que les traités donnent à l'Autriche en Italie. Caractérisant, avec plus de complaisance que de vérité, les interventions du gouvernement impérial dans les États italiens : Si, à diverses re-

prises, disait la note, l'Autriche a été dans le cas de tendre une main secourable à des gouvernements italiens, renversés par la révolution, ces secours n'ont jamais été imposés à personne. Loin de là : ils n'ont été accordés qu'aux sollicitations des pouvoirs légitimes, *avec un entier désintéressement*, dans des vues d'ordre public; et ses troupes se sont retirées aussitôt que l'autorité légitime s'est trouvée suffisamment raffermie. La note se terminait en attaquant la politique révolutionnaire et l'ambition inquiète du Piémont, et en repoussant formellement sa prétention de parler au nom de l'Italie et de *ses prétendues douleurs.*

Le cabinet de Londres se donnait beaucoup de mal pour apaiser l'orage soulevé si inopinément. Les torys dirigeaient alors les affaires. D'anciennes traditions les portaient vers l'Autriche et les éloignaient de la politique semi-révolutionnaire de Cavour. Néanmoins la faveur du public anglais, pour la cause italienne, les empêchait de se prononcer; et ils cherchèrent un compromis qui donnât une satisfaction à l'Italie sans trop déplaire à l'Autriche.

Le 23 février, lord Cowley se rendit en mission à Vienne. Le cabinet de Londres demandait à l'Autriche d'évacuer les États romains conjointement avec les Français, de renoncer à ses traités particuliers avec les princes italiens et à toute intervention dans les démêlés entre les princes et leurs sujets. Rien de meilleur que ce principe dont lord Palmerston a fait plus tard une large et judicieuse application ; s'il avait été reconnu, dès 1814, il aurait épargné à l'Italie bien des violations de territoires et des réactions impopulaires et cruelles. Comme on devait s'y attendre, l'empereur d'Autriche n'accepta pas ces propositions.

Cavour, mis en demeure par l'Angleterre d'exposer les griefs de la Sardaigne et ses vues sur la pacification de l'Italie, avait fait parvenir au cabinet de Londres un mémorandum dont les conclusions libérales étaient revêtues d'un langage adroit. A ne prendre que la lettre des traités, disait la pièce sarde, la domination autrichienne sur les

pays placés entre le Tessin et l'Isonzo est légale, mais cette domination est devenue l'objet d'une réprobation universelle; elle n'est plus qu'une occupation par la force et constitue un état de choses contraire aux grands principes d'équité et de justice sur lesquels repose l'ordre social. Quant aux moyens de conjurer une guerre ou une révolution : que l'Autriche accorde une administration et une armée nationales à la Lombardo-Vénétie; qu'elle détruise les forts détachés de Plaisance; qu'elle annule la convention du mois de décembre 1847, par laquelle les petits duchés sont compris dans sa ligne de défense; que les ducs de Parme, de Modène et de Toscane dotent leurs sujets d'institutions parlementaires; que le pape enfin concède aux provinces de l'Adriatique une administration séparée.

En se reportant à trente ans en arrière, on voit le changement qui s'est opéré dans les principes politiques qui régissent l'Europe. Alors, la diplomatie n'écoutait que l'Autriche et dédaignait de prendre connaissance des griefs de l'Italie; elle n'admettait pas que ses États pussent se gouverner librement; maintenant c'est l'Italie constitutionnelle qui se fait l'accusatrice et qui cite sa vieille ennemie à la barre de l'opinion européenne avec le patronage de l'Angleterre et de la France.

On ne connaissait pas encore la portée des engagements pris par la France envers le Piémont. Le 5 mars, le *Moniteur* annonça que l'Empereur avait promis au roi de Sardaigne de le défendre contre une agression du dehors, qu'il n'avait promis rien de plus, mais qu'il saurait remplir sa promesse le cas échéant. Cette déclaration plaçait les parties en présence dans une singulière position. La France souhaitait la guerre, mais à Paris on hésitait à tirer l'épée. La conduite de l'Autriche semblait toute tracée. En attendant dans ses possessions l'attaque du Piémont et de la France, elle soulevait contre ses adversaires l'opinion européenne. Il est à croire que ce fut d'abord le projet de l'empereur François-Joseph; mais le désordre de ses finances ne lui laissait pas la pleine liberté de ses mouvements. L'Autriche retirait les fruits de sa politique

à outrance. Les immenses armées qu'elle entretenait depuis dix ans avaient dévoré ses ressources. Dès les premiers bruits de guerre, au mois de janvier 1859, ses fonds publics baissèrent, son papier-monnaie tomba à des cours désastreux. Devant ce discrédit, la bourse de Londres refusa de souscrire un emprunt, et le trésor autrichien fut réduit à des expédients. Ces embarras étaient de nature à lui faire préférer une guerre immédiate à la prolongation d'un provisoire coûteux. Ce fut sans doute le calcul de l'Empereur des Français.

Dans l'Italie du nord et du centre, de semaine en semaine, le mouvement patriotique se dessinait plus fortement sans que l'ordre souffrît aucune atteinte. Depuis dix ans, l'esprit public avait subi d'heureuses modifications. Prémunie par les malheurs de 1848 contre l'esprit de faction et la rhétorique, la jeunesse ne songeait qu'à se battre et accourait se ranger sous les drapeaux de Victor-Emmanuel, acclamé comme le champion de l'Italie. L'attitude des populations était remarquable de sang-froid et de résolution, et dénotait une haine irréconciliable contre l'Autriche et ses alliés.

Des comités secrets, répandus dans toutes les villes de l'Italie centrale, soufflaient le zèle belliqueux et poussaient la jeunesse à s'enrôler en Piémont. Aux plus pauvres, ils assignaient un viatique, ils veillaient aux moyens de transport et aux expédients propres à tromper la vigilance des gardes-frontières. En Lombardie, à Modène, en Romagne, l'émigration n'était pas sans péril, et des pénalités sévères attendaient les volontaires à leur retour. Ce mouvement commença en février et s'accéléra en mars et en avril. Les volontaires appartenaient à toutes les classes, les paysans exceptés. On y comptait de simples ouvriers, des commerçants, des lettrés, des avocats, des propriétaires, des nobles. Au mois d'avril, il n'était pas une grande famille toscane ou romaine qui ne comptât quelqu'un des siens dans l'armée piémontaise. Ces jeunes gens ne réclamaient du Piémont ni grades, ni distinctions, et acceptaient d'avance la dure existence du soldat. Le gouvernement piémontais avait régularisé leur enrô-

lement. Aussitôt arrivés dans une ville frontière, on conduisait les volontaires dans une caserne; après les avoir exercés au maniement du fusil, on les incorporait dans la troupe de ligne ou parmi les *chasseurs des Alpes*, organisés par Garibaldi.

A Turin, l'esprit public était excellent. Les chambres secondaient avec tact le gouvernement, votaient les mesures nécessaires et s'abstenaient d'interpellations et de déclamations. Entre les gazettes piémontaises et autrichiennes, la polémique était très-âpre, et préludait à des luttes plus meurtrières. A lire les feuilles autrichiennes, le gouvernement impérial en Italie aurait été en chaque occasion un modèle de justice, de modération et de douceur, et tout le mal serait venu de l'ambition insatiable de la maison de Savoie, de ses machinations perfides pour propager l'esprit révolutionnaire et s'en faire une arme contre le gouvernement impérial. Les injures, les calomnies, le fiel dont ces feuilles assaisonnaient leurs attaques, trahissaient le dépit amer que l'Autriche ressentait de son isolement.

La presse de Turin n'était pas à court d'arguments contre sa redoutable ennemie. Ce que l'Autriche appelle intrigues et ambition piémontaise, disait-elle, n'est que la confiance des Italiens dans le *roi galant homme*, le désir légitime de former une nation et de sortir d'un ilotisme ignominieux. Les dix dernières années ont donné une face toute nouvelle à la question italienne, et les faits ont montré si c'est l'Autriche qui représente le droit et la justice. Dans le passé, l'Italie a souvent cherché dans les sociétés secrètes et les conspirations une arme contre ses ennemis, parce que toute vie publique régulière lui était refusée par l'inquisition autrichienne; mais aussitôt qu'elle a eu une tribune et une presse libres, et qu'elle a pu grouper ses forces autour d'un prince loyal et patriote, elle a rejeté avec dédain les menées souterraines. C'est l'honneur du gouvernement de Victor-Emmanuel d'avoir relevé en Italie l'idée monarchique et les habitudes de légalité; c'est lui qui représente la cause de l'ordre; car seul il a su contenter ses peuples et les admi-

ministrer avec humanité et lumière. Depuis dix ans, l'Autriche et ses alliés ne se soutiennent que par un régime de terreur et de proscriptions, Victor-Emmanuel règne par la liberté et les lois. La question italienne n'a cessé de grandir avec les années, et aujourd'hui il n'est plus possible de l'étouffer, elle s'impose à l'Europe. De son règlement dépendent en grande partie le bon ordre et la stabilité générale; mais il importe que la solution soit radicale, qu'elle enlève la cause du mal et ne se borne pas à un vain replâtrage. L'Italie a la prétention de s'organiser en un corps de nation indépendant et libre; et elle en a le droit, car l'exemple du Piémont a prouvé à tous les hommes impartiaux qu'elle sait allier l'ordre à la liberté. Cette restauration nécessite sa libération du joug de l'Autriche, et tout ami de l'ordre doit désirer cette solution, la seule qui puisse éteindre le foyer révolutionnaire qui brûle au cœur de la Péninsule, et prévenir des soulèvements et des guerres interminables. Puisque l'Autriche se refuse à rien céder des droits injustes qu'elle s'est arrogés, il ne reste à l'Italie d'autre recours que la guerre. Que le dieu des batailles se montre favorable à ses armes et à celles de son généreux allié; et l'Europe aura fait un grand pas vers une organisation juste et durable.

Dans toute l'Europe, l'opinion libérale s'était, depuis longtemps, prononcée contre la domination autrichienne; mais en 1859, alors que cette question menaça d'attirer les armées françaises en Italie, les avis furent partagés. Beaucoup de libéraux, en Angleterre et sur le continent, n'admettaient pas qu'un prince ambitieux et absolu, comme l'empereur des Français, entreprît une guerre aussi considérable dans le but désintéressé d'émanciper le peuple italien; ils redoutaient quelque embûche, et conseillaient au Piémont de décliner une intervention dangereuse à sa liberté, et de persévérer dans la lutte pacifique. Il était naturel que ce dernier point de vue prévalût auprès des personnes éloignées de ce pays, et n'en connaissant que superficiellement les conditions; mais ainsi que l'avait signalé, avec une grande justesse, la brochure

intitulée *Napoléon III et l'Italie*, le gouvernement de Victor-Emmanuel avait épuisé son programme. Au point d'excitation où les esprits étaient parvenus en 1859, un conflit armé avec l'Autriche devenait inévitable; le gouvernement sarde n'était plus le maître de s'arrêter; toute hésitation, tout recul mettait en [illegible] crédit sur le parti de l'action, et menaçait de [illegible]ernement, votaient les Péninsule le fléau de la d[illegible] d'interpellations chiques. Au reste Cavour, après [illegible] dans cette voie périlleuse, n'était pas homme à reculer; il poussait Napoléon III à une prompte ouverture des hostilités. La presse et les publicistes libéraux de toute la Péninsule, à de rares exceptions près, secondaient sa politique, préconisaient l'alliance française, et exhortaient les populations à grouper toutes les forces militaires de l'Italie sous la direction de Victor-Emmanuel.

En Toscane, où la connivence d'une partie de l'administration laissait quelque latitude à la presse, Salvagnoli publia un *Essai sur l'indépendance italienne*, où il appuya de son éloquence brillante la politique du cabinet de Turin et la nécessité de la guerre. Un autre écrit, *Toscane et Autriche*, signé collectivement par Cosimo Ridolfi, Bettino Ricasoli et d'autres chefs libéraux, agitait profondément les esprits. Après avoir énuméré, avec une amertume concentrée, les griefs de la population toscane contre la maison de Lorraine : le peuple toscan est las de la servitude, disait cet opuscule; son cœur bat pour l'Italie; et plus il est faible, plus il sent le besoin de l'indépendance et la nécessité de se rallier au corps de la nation. Il ne veut pas que le Piémont soit seul à combattre l'ennemi commun, il veut avoir sa part des sacrifices. La guerre qui va éclater, est une guerre à mort. Il faut que l'Italie en sorte victorieuse et qu'elle constitue sa nationalité. Aujourd'hui qu'elle a à sa tête un roi loyal et valeureux et de grands ministres, une seule pensée doit inspirer la Toscane et toute l'Italie : l'*Union*. Devant cet intérêt sacré, que chacun immole ses préjugés et ses susceptibilités particulières.

Dans le temps que l'agitation patriotique se développait

par toute l'Italie et que tout acheminait à la guerre avec l'Autriche, la diplomatie n'avait pas cessé son travail laborieux de notes et de contre-notes et ses efforts pour amener une conciliation entre la France et l'Autriche. La Russie ayant proposé un congrès, chargé de régler la question italienne, la France, l'Angleterre et la Prusse y [illegible] est plus possible de [illegible] souleva des obstacles; elle de- De son règlement dép[illegible] [illegible]nt des délibérations du con- ordre et la stab[illegible] [illegible]ement préalable, prétention exorbitante en présence des préparatifs menaçants qu'elle avait faits sur la frontière piémontaise. Sa proposition n'ayant pas été acceptée, elle consentit à reconnaître le principe d'un désarmement général, dont le congrès réglerait le détail. Le 19 avril, le *Moniteur* annonça que le gouvernement de Napoléon III y adhérait, moyennant que la cour de Turin et les autres cours italiennes fussent admises au congrès. Pour le Piémont, il repoussait vivement tout projet de désarmement. L'Angleterre suggéra alors une combinaison qui paraissait répondre à toutes les exigences des parties intéressées. Le désarmement serait général et simultané; cinq commissaires nommés par les grandes puissances, et un sixième désigné par le Piémont, en régleraient les conditions. Aussitôt cette commission à l'œuvre, le congrès se réunirait; les représentants des puissances italiennes y seraient admis, comme à Laybach.

L'Europe crut un moment au succès de cette proposition; et sa surprise fut grande quand elle vit l'Autriche, au mépris des efforts pacifiques des puissances, se tourner brusquement vers le Piémont et lui adresser une sommation de désarmement, qui équivalait à une déclaration de guerre. La politique, savamment calculée de Napoléon III, était arrivée à ses fins. L'Autriche commençait les hostilités, et assumait la défaveur réservée à l'agresseur. L'Angleterre et la Prusse protestèrent contre cette conduite.

Le baron Kellersberg, porteur de l'ultimatum de l'Autriche, arriva à Turin le 23 avril au soir. La note autrichienne était un ultimatum rédigé en termes secs et durs,

enjoignant à Victor-Emmanuel de mettre immédiatement son armée sur le pied de paix, et de licencier les volontaires italiens; si, dans le délai de trois jours, il ne donnait pas une réponse satisfaisante, l'Autriche agirait par la force. A Turin, on ne fut point intimidé. Le 24 avril, Cavour réunit le parlement et demanda des pleins pouvoirs pour la durée de la guerre, y compris le droit de suspendre la liberté de la presse. Le parlement vota ces pouvoirs sans discussion.

La réponse du gouvernement sarde à l'ultimatum du cabinet aulique ayant été un refus formel, le Piémont se trouva en état de guerre avec l'Autriche, à partir du 26 avril au soir. D'après la notification du *Moniteur* du 5 mars, la France se trouvait appelée *ipso facto* à prendre part à la lutte. Le 22 avril, le *Moniteur* avait annoncé la concentration de plusieurs divisions sur la frontière piémontaise. Le 26, les têtes de colonne de l'armée française franchirent la frontière savoyarde et s'engagèrent dans les défilés des Alpes.

L'armée française s'ébranlait à peine, et aucun de ses corps n'avait encore atteint le théâtre de la guerre que le mouvement national éclatait spontanément dans l'Italie centrale et emportait ses débiles gouvernements : tant le régime imposé par l'Autriche était miné et la révolution faite dans les esprits.

Depuis le mois de janvier, la Toscane était entrée dans une crise intérieure qui ne faisait que s'aggraver. Le mouvement était tout autre que celui de 1848. Ce n'était plus cette guerre frondeuse de placards séditieux, de lazzi, de démonstrations de rue, de vanteries ; mais le sourd frémissement de passions longtemps contenues, une haine, un mépris amer pour la dynastie. Éperdues, démoralisées en face de l'unanimité de la réprobation publique, les autorités grand-ducales vacillaient indécises, entre les ordres rigoureux de la cour et la crainte d'exaspérer des hommes dont le triomphe s'approchait. La police constatait dans ses rapports, la désaffection générale. Les plus clairvoyants parmi les fonctionnaires reconnaissaient que la tranquillité ne reposait

plus que sur le bon vouloir des chefs libéraux, et qu'un mot venu de Turin produirait une révolution.

La Toscane entière s'ébranlait en faveur de la cause nationale. Mais le grand-duc, toujours plus enraciné dans ses préjugés autrichiens, n'écoutait que les conseils de Vienne. Hors une poignée de vieux chambellans, toute la noblesse réprouvait sa politique. Les rares partisans qu'il possédait encore dans les hautes classes cherchaient en vain à lui ouvrir les yeux. Le 18 mars, le marquis de Layatico, prenant l'initiative comme en 1847, lui représenta qu'il ne lui restait qu'une seule voie pour conserver le trône de la Toscane : l'alliance avec le Piémont, et la participation à la guerre contre l'Autriche. Le grand-duc lui répondit qu'étant archiduc d'Autriche, son devoir et ses principes le rattachaient à la politique impériale. S'il eût suivi son penchant, ce prince eût envoyé les troupes toscanes prendre rang dans l'armée impériale; mais l'obliquité de son caractère ne comportait pas une conduite aussi décidée; il temporisa, et le jour où l'ambassadeur de Victor-Emmanuel lui fit la demande officielle du secours de la Toscane, le 24 avril, il proclama sa neutralité.

L'opinion ne se tint pas pour satisfaite, elle réclamait une coopération effective de la Toscane à la guerre. L'agitation avait gagné la troupe. Dans les casernes, on se disait déterminé à se battre contre l'Autriche. Le 26 avril, quelques soldats fraternisèrent avec le peuple. La nouvelle de l'ultimatum de l'Autriche et de l'ouverture imminente des hostilités monta les têtes; les meneurs préparèrent une démonstration pour le lendemain.

Dans la nuit, le grand-duc se décide à recourir à la force. Le matin du 27, le jeune archiduc Charles se transporte à la forteresse; il rassemble les officiers de la garnison et fait lire un pli, déposé depuis un an entre les mains du commandant. Ce pli renfermait une série d'instructions sur la manière de combiner le feu des forts pour bombarder la ville. La lecture achevée, l'archiduc interroge froidement le major Angiolini sur les munitions en magasin, le nombre des artilleurs, et il lui ordonne

de se rendre dans les batteries, et de tout disposer pour ouvrir le feu au premier signal.

Pendant cette communication, les officiers gardaient un silence de désapprobation et échangeaient des regards indignés. Après quelques moments de cette situation embarrassante, Angiolini, prenant la parole, dit au jeune archiduc que le grand-duc a été abusé sur les dispositions des troupes, s'il croit de pouvoir les employer contre la population; et que certainement elles n'obéiront pas à l'ordre de tirer sur Florence. A cette réponse, le jeune archiduc devint très-pâle; il perdit contenance; et tout ému et le regard effaré : *Et nous*, s'écria-t-il, *sommes-nous déjà vos prisonniers et en péril?* Les officiers protestèrent de leur dévouement personnel à la famille grand-ducale. Mais qu'on ne nous parle pas, ajoutèrent-ils, de brûler Florence.

A ce moment, l'agitation grandissait dans Florence. Le grand-duc recevait message sur message des chefs de corps portant qu'ils n'étaient plus maîtres de la troupe qui demandait l'adoption du drapeau tricolore et une participation à la guerre de l'indépendance. Le courage faillit au grand-duc. Vers neuf heures du matin, il fit appeler le marquis de Layatico et lui annonça qu'il consentait à s'allier au Piémont, à reprendre la constitution de 1848, et les couleurs italiennes. Le marquis de Layatico, avant de se rendre au palais Pitti, avait passé à l'ambassade sarde, pour y convoquer les chefs libéraux, afin de savoir quel concours il pouvait attendre d'eux et du gouvernement sarde. A son retour de Pitti, il fit part des intentions du grand-duc, et la discussion s'engagea. Quelques hommes timides penchaient pour l'acceptation; mais le marquis Ridolfi démontra avec une grande force d'argumentation, qu'après la conduite tenue par le grand-duc en 1849, une réconciliation était impossible; et il ajouta qu'il ne consentirait à entrer dans un ministère que si le grand-duc abdiquait en faveur de son fils. Cet avis emporta l'assentiment de la majorité, et communication en fut donnée au grand-duc. A cette proposition, l'orgueil de Léopold II se révolta; il répondit qu'il ne se

pliérait pas à un acte aussi dégradant, qu'il avait poussé les concessions jusqu'aux dernières limites et que plutôt que d'abdiquer en présence d'un peuple mutiné, il préférait quitter la Toscane avec sa famille.

Plusieurs heures se passèrent dans cette incertitude : le grand-duc s'obstinant à refuser l'abdication, et les chefs libéraux insistant sur cette condition. Florence avait pris un aspect inusité. A toutes les fenêtres on arborait des drapeaux italiens; la population encombrait les rues, la poitrine chamarrée de rubans aux couleurs nationales; une grande foule de peuple, mêlée à des soldats, s'était rassemblée sur la place Barbano, agitait des bannières, pérorait, chantait des hymnes. La joie devint plus expansive, quand on sut que le grand-duc et sa famille allaient s'éloigner de Florence. L'archiduc héritier n'inspirait que de l'aversion et du mépris.

Vers le soir, une longue file de voitures de cour, renfermant le grand-duc et sa famille, suivies des carrosses des représentants de la diplomatie, des dignitaires de l'État et de l'armée, sortit du palais Pitti et s'éloigna par la porte Prato; le convoi n'avançait que lentement à travers la foule qui encombrait les rues et gardait le silence; pas un vivat, pas une parole de regret et d'affection ne se fit entendre pendant cette marche funèbre des princes de Lorraine. Le peuple était occupé à abattre l'écusson grand-ducal et hissait partout les couleurs italiennes.

Le départ du souverain laissait la Toscane sans gouvernement. Le municipe florentin chargea trois citoyens, Peruzzi, Danzini et Malenchini, de gouverner provisoirement. Ce triumvirat s'installa au *Palais Vieux*, et envoya aux autorités civiles et militaires de la Toscane des ordres qui furent ponctuellement obéis. Le premier acte du gouvernement provisoire fut de proclamer la dictature de Victor-Emmanuel pendant la durée de la guerre. Le cabinet de Turin accepta cette dictature et désigna le chevalier Boncompagni pour représenter le roi. Le commissaire royal prit les attributions d'un prince constitutionnel; il forma un ministère et une *Consulte*. Le portefeuille

de l'intérieur fut confié à Bettino Ricasoli, le plus énergique des chefs libéraux.

Jamais on ne vit révolution si inopinée et si pacifique. En quelques heures, une dynastie, qui régnait sur la Toscane depuis plus d'un siècle, glissa du trône, sans une protestation, sans une goutte de sang versée en sa faveur. Une révolution de cette nature n'est possible que là où le peuple est entièrement détaché de ses princes. Les blessures cruelles faites au sentiment italien depuis dix ans par Léopold II, l'affectation que ce prince mettait à faire ressortir son origine étrangère et à donner à sa politique un caractère d'autant plus autrichien que l'esprit public se portait avec plus de passion vers l'idée nationale, furent la cause de cette catastrophe. Le grand-duc, ayant bravé systématiquement la passion dominante de ses sujets, l'irritation remplaça l'ancienne affection ; et ce gouvernement, jadis chéri du peuple, finit par tomber sous la haine de tous.

La révolution de Parme et de Modène suivit de près celle de la Toscane, et s'effectua avec le même ordre et la même facilité. A Modène, le peuple était ulcéré. Ce pays avait été traité avec une barbarie sans pareille par le duc François V, tyranneau à l'âme subalterne, aussi cruel, aussi faux et plus anti-italien que son père. A peine les troupes autrichiennes eurent-elles évacué ces deux États, que les populations acclamèrent Victor-Emmanuel, et envoyèrent des députés à Turin, afin de renouveler le pacte de fusion territoriale voté par le suffrage universel en 1848. Farini, nommé commissaire piémontais à Modène, prit les rênes du gouvernement. Le 11 juin, Bologne ayant été évacuée par les Autrichiens, la population se souleva à son tour, et chassa le cardinal-légat *qui se retira dans le camp autrichien.* Une junte provisoire proclama la dictature de Victor-Emmanuel, et la révolution se propagea vers le sud et gagna l'Ombrie. En six semaines, plus de quatre millions d'Italiens se trouvèrent affranchis.

Ces révolutions n'étaient pas seulement remarquables par leur éclosion rapide, mais par leur méthode uniforme

et leur discipline. Nulle part on ne vit la moindre hésitation sur la direction à leur donner; pas un cri de : *Vive la République!* pas une tentative anarchique; point de désordre, de rumeur, de violence. Au cri de : *Italie et Victor-Emmanuel!* les populations se rangeaient avec empressement sous l'autorité des commissaires désignés par Turin : on aurait dit un coup d'État, non une révolution. Ce concert attestait la force du parti piémontais et l'excellence des mesures adoptées par le cabinet de Turin.

Si Cavour avait appelé les armées françaises en Italie, il était trop versé dans l'histoire de son pays pour ne pas apercevoir le danger de cette intervention, si la révolution italienne ne prenait pas une attitude énergique et n'empêchait pas toute intervention dans ses affaires intérieures. Cavour entendait que l'Italie restât maîtresse de ses destinées, qu'elle coopérât à la victoire. On a vu son entente avec la *Société nationale,* son appel à Garibaldi, le soin qu'il apportait depuis plusieurs années à rallier autour de Victor-Emmanuel le parti de l'action. Pendant les premier mois de 1859, il ne négligea rien pour compléter cette œuvre. Au moment où les armées françaises pénétraient en Italie, la puissance morale de ce grand ministre était à son apogée, il tenait dans sa main tous les fils de la révolution ; l'Italie formait un tout obéissant à une seule direction. L'empereur fut très-frappé de cette unanimité. En France, on n'attribuait pas tant de crédit au gouvernement de Victor-Emmanuel.

CHAPITRE II

MAGENTA ET SOLFERINO.

Déclaration de guerre de la France à l'Autriche. — Dangers du Piémont. — Garibaldi dans la haute Lombardie. — Palestro. — Magenta. — Victor-Emmanuel proclamé roi de Lombardie. — Proclamation de Napoléon III à l'Italie. — Bataille de Solferino. — Paix de Villafranca.

Jusqu'à la sommation envoyée par l'Autriche au Piémont, la France avait affecté de ne faire aucun préparatif militaire; mais la guerre à peine déclarée, les décrets se succédèrent rapidement au *Moniteur*, et l'armée d'Italie s'organisa avec une célérité merveilleuse. Chaque jour, les chemins de fer emportaient vers l'Italie des masses énormes d'hommes et de matériel. L'armée fut divisée en cinq corps : le cinquième, placé sous le prince Napoléon, fut embarqué pour la Toscane; les troisième et quatrième corps, commandés par Canrobert et par Niel, pénétrèrent en Piémont par les Alpes; le premier et le deuxième, sous les ordres de Baraguay-d'Hilliers et de Mac-Mahon, furent dirigés par Marseille sur Gênes et marchèrent de là sur Alexandrie.

Le 3 mai, Napoléon III publia sa proclamation de guerre.

« L'Autriche, dit-il, en entrant en Piémont, nous déclare la guerre. Elle a amené les choses à cette extrémité qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique. Les alliés de la France ont toujours été ceux qui veulent l'amélioration de l'humanité;

et quand elle tire l'épée, ce n'est pas pour dominer, mais pour affranchir... Le but de cette guerre est de rendre l'Italie à elle-même, non de la faire changer de maître; et nous aurons à notre frontière un peuple ami qui nous devra son indépendance. Nous n'allons pas ébranler le pouvoir du saint-père, mais le soustraire à cette pression dangereuse qui pèse sur toute la Péninsule, et contribuer à y fonder l'ordre sur des intérêts légitimes. »

Le 10 mai, l'empereur se mit en route pour rejoindre l'armée. Le peuple des faubourgs de Paris se porta en masse sur son passage avec des hourras frénétiques. Cette démonstration sortait des entrailles populaires; cette fière population saluait l'entreprise de Napoléon III comme une revanche de 1815. La bourgeoisie ne partageait pas cet enthousiasme; elle supputait froidement les sacrifices d'hommes et d'argent, et les risques de guerre générale que soulevait cette campagne, et elle les trouvait hors de proportion avec l'intérêt de la France dans la question italienne. Quant à l'armée, insouciante autant que brave, elle suivait sans répugnance son empereur dans les campagnes célèbres de l'Italie, ne doutant pas de grossir la liste des victoires de la France, et trouvant honorable d'affranchir du joug autrichien un peuple illustre et malheureux.

A l'ouverture de la campagne, la position du Piémont était très-dangereuse. Une armée autrichienne, évaluée à 200,000 hommes, bordait sa frontière, et on s'attendait à la voir fondre sur Turin. Une fois établie au centre du Piémont, en pivotant sur elle-même, elle eût opposé des masses supérieures aux troupes françaises arrivant par les Alpes et par Gênes. La frontière septentrionale du Piémont était la plus exposée; Turin n'ayant pour défense de ce côté que quelques retranchements élevés à la hâte sur la Dora Baltea. Le gros de l'armée piémontaise était massé plus au sud entre Casale et Alexandrie, prêt à s'abriter en cas de défaite dans cette place jusqu'à l'arrivée des Français. Les forces effectives du Piémont montaient à 50,000 ou 60,000 hommes.

La Lomelline placée vers la Lombardie, entre le Pô, le Tessin et la Scrivia, étant d'une défense trop difficile,

avait été évacuée par les troupes piémontaises, sauf quelques escadrons de cavalerie, laissés pour observer l'ennemi et retarder sa marche. Ce fut, en effet, sur ce pays que les Autrichiens portèrent leurs premiers coups. Le 29 avril, avec des masses considérables, ils franchirent le Tessin sur plusieurs points, s'emparèrent de Mortara, de Vercelli, de Vigevano, et firent de cette province une sorte de vaste camp retranché, d'où ils menacèrent l'intérieur du Piémont au nord vers Turin et au sud vers Voghera. Heureusement que des pluies diluviennes, qui ne cessèrent de tomber pendant plusieurs jours, défoncèrent les routes et firent de ces basses plaines un marécage fangeux, où les colonnes autrichiennes encombrées de charrois n'avançaient que lentement. Le 3 et le 4 mai, eurent lieu deux petits engagements près de Casale, à Frassinetto et à Valenza. Un autre corps ennemi fit une démonstration plus au nord. Le 9, on crut à un mouvement tournant des masses autrichiennes sur Turin par Bielle; et l'on fut dans une vive anxiété pour la capitale.

Quel était le plan de Giulay, le généralissime des forces autrichiennes? On ne le vit pas clairement. Dans les premiers jours, ses mouvements n'eurent rien de la rapidité et de la sûreté de coups que Radetzki déploya en 1849 sur ce même terrain; il avança, puis il recula et ne fit aucune attaque vigoureuse. Le maréchal Canrobert, commandant du troisième corps, était arrivé en diligence à Turin et surveillait la défense de ce côté. A mesure que les troupes arrivaient par Suze, il les portait sur Casale, le point le plus vulnérable de la ligne piémontaise; et il donna ordre d'y simuler de grands mouvements de troupes. Les Autrichiens, apercevant des soldats français mêlés aux piémontais et ne discernant pas leur petit nombre, redoublèrent de circonspection, et Turin fut sauvée. Par sa lenteur et son indécision, Giulay avait perdu tout l'avantage que lui donnaient les grands préparatifs de l'Autriche à l'ouverture de la campagne.

Chaque jour les forces françaises grossissaient. Celles qui arrivaient par les Alpes ne faisaient que traverser Turin; celles qui débarquaient à Gênes se rendaient à

Alexandrie. Les populations les accueillaient avec de chaleureuses acclamations. Les détails répandus sur les extorsions des Autrichiens en Lomelline avaient rempli les populations piémontaises d'une sombre exaspération.

Le 14 mai, l'empereur arriva à Alexandrie et fit occuper fortement la ligne du Pô. Les hostilités commencèrent, le 20 mai, par un combat livré à Montebello et Casteggio. Les Autrichiens faisaient une forte reconnaissance dans cette direction; leurs troupes donnèrent contre l'avant-garde franco-sarde commandée par les généraux Forey et Sonnaz. Malgré l'infériorité du nombre et des positions, les alliés culbutèrent les Autrichiens et les chassèrent de Montebello. Ce brillant fait d'armes parut d'un bon augure. A l'autre extrémité de la ligne des alliés, Garibaldi, avec quelques milliers de volontaires, sans cavalerie et sans artillerie, avait pénétré dans la haute Lombardie, et y faisait des prouesses, s'emparant de Varèse et de Côme, battant les troupes du général Urban, et appelant les populations à l'insurrection.

Napoléon, ayant complété son armée, le moment était venu d'entamer la grande guerre et de marcher à l'ennemi. Les Autrichiens avaient fait leurs préparatifs de défense à Pavie, Stradella, Plaisance, Crémone. L'empereur préféra tourner ces obstacles en portant ses forces plus au nord, de manière à déboucher en Lombardie par Novare et le pont de Buffalora. Le 28, toute l'armée était en marche sur Novare; le plus grand secret avait été gardé. Afin de distraire l'attention de l'ennemi, Napoléon avait fait occuper fortement Casteggio, à son extrême droite, et ordonné d'y simuler des mouvements de troupes. Plus au nord, l'armée sarde, placée à Verceil, eut commission d'occuper l'ennemi par des escarmouches répétées et des reconnaissances, comme si elle préludait à une attaque générale sur Mortara.

Le 21, cette brave armée avait livré les premiers combats sur la Sesia, suivis de plusieurs escarmouches. Le 30, Victor-Emmanuel se dirigea sur Palestro, que les Autrichiens occupaient en force, et il enleva la position à la suite d'une chaude affaire. Le 31, Giulay se reporta en

forces sur Palestro; les Piémontais durent soutenir une lutte acharnée pour conserver le terrain conquis la veille. Victor-Emmanuel combattit toute la journée avec une bravoure qui lui attira la faveur des soldats des deux armées alliées. La fermeté déployée par les troupes piémontaises, dans ces deux affaires, assura le succès de la marche de l'armée française sur Novare. Dans ces divers combats, les soldats alliés se distinguèrent par la hardiesse de leurs attaques. A Palestro, on admira surtout un régiment auxiliaire de zouaves qui passa un canal à la nage, escalada et emporta à la baïonnette une berge réputée inabordable. Le soldat autrichien, très-solide au feu, montrait de la timidité et de la maladresse à ces rencontres corps à corps.

Napoléon, craignant avec raison que les Autrichiens ne devinassent le but de son mouvement, précipita la marche de son armée. Le 1er juin, Niel, avec le quatrième corps, entra à Novare; le deuxième corps, commandé par Mac-Mahon, suivait de près. Napoléon arriva dans l'après-midi; les Autrichiens avaient évacué cette ville, nulle part on ne les apercevait. Dans la journée du 2, l'armée continua à arriver. Le 3, elle prépara le passage du Tessin et aperçut quelques ennemis. Le 4, Napoléon III passa la rivière avec une partie de ses forces, et se trouva à l'improviste aux prises avec des masses considérables d'Autrichiens. En effet, après quelque temps d'hésitation, Giulay, discernant la manœuvre des alliés, avait fait rapidement repasser le Tessin à trois corps d'armée; et, le 4, cent trente-cinq mille Autrichiens attendaient les alliés derrière la ligne d'eau du Tessin. C'est contre cette masse formidable que Napoléon III vint se heurter, dans la journée du 4, avec la droite de son armée et la garde. Par suite de la précipitation de leur marche et des difficultés du terrain, les différents corps de l'armée franco-sarde n'étaient pas suffisamment reliés, et les Piémontais, placés à la gauche des Français, ne purent prendre part à la bataille. Entre eux et l'Empereur marchait Mac-Mahon. Ce général reçut l'ordre de marcher sur Magenta et de s'en emparer pour prendre l'ennemi à revers; cette manœuvre

prit beaucoup de temps. Pendant plusieurs heures, l'Empereur se trouva seul engagé avec la garde et des têtes de colonne contre des forces très-supérieures. Giulay visait à couper le premier corps français qui avait passé le Tessin, et à refouler le suivant sur Novare. Les troupes qui avaient dépassé le pont de Buffalora coururent un danger extrême. La garde, sous le commandement de l'héroïque Regnaut Saint-Jean-d'Angely, soutint avec un courage inébranlable l'effort de l'ennemi. Heureusement, le sol où se livra la bataille était très-morcelé, coupé de fossés, traversé par des haies, planté de vignes et de rangées d'arbres. Les Autrichiens ne purent déployer leurs forces et user de leur cavalerie, et la bataille se fractionna en une foule de petits combats, où le soldat français, leste et adroit, avait l'avantage sur la lourdeur autrichienne. Dans ce danger, l'Empereur avait expédié à Niel et à Canrobert, restés en arrière, l'ordre de hâter le passage du Tessin. Vers deux heures de l'après-midi, leurs troupes commencèrent à arriver et soulagèrent les corps épuisés par une lutte inégale. Depuis le commencement de la bataille, Giulay n'avait pas cessé de renouveler son mouvement tournant à la droite des Français; telle position fut prise et reprise jusqu'à sept fois.

Vers quatre heures de l'après-midi, on commença à entendre le canon de Mac-Mahon dans la direction de Magenta. Les Autrichiens, distraits par cette attaque, diminuerènt les masses qu'ils employaient si obstinément contre la droite des Français. Averti par l'insistance de la canonnade retentissant dans la direction de Ponte di Magenta, et toujours sur le même point, que l'Empereur devait être arrêté par des forces supérieures, Mac-Mahon n'avait rien négligé pour accélérer sa marche. Une fois en vue de Magenta, il porta sur elle une attaque foudroyante. Ses troupes refoulèrent les Autrichiens dans le bourg; puis les en débusquèrent, maison par maison, rue à rue, au prix de torrents de sang. A sept heures et demie du soir, le bourg était aux mains des Français, et les masses autrichiennes se retiraient décimées par l'artillerie française. Ce succès décida la bataille; bien que vers

Ponte di Magenta, Giulay prolongea ses attaques jusque fort avant dans la soirée. Le lendemain, il fit un dernier mouvement offensif, mais qui n'était qu'une feinte destinée à couvrir la retraite de l'armée. Les Milanais passèrent la journée du 4 dans l'anxiété; le canon de Magenta annonçait une grande bataille. Vers la nuit, le bruit que les Autrichiens avaient le dessous commença à circuler. Bientôt la population n'eut plus de doute sur le désastre de ses oppresseurs. Les différents corps autrichiens refluaient vers la ville. Après avoir bivouaqué quelques heures sur la place du château, ils reprenaient leur marche dans la direction du Mincio. Aux régiments, se mêlaient d'interminables files de chariots de blessés et des soldats séparés de leurs corps.

Comme les derniers corps battaient en retraite, la population hissa les couleurs nationales, et la municipalité proclama Victor-Emmanuel roi des Lombards, en vertu du plébiscite de 1848. La jeunesse forma une garde civique; et la population en habits de fête attendit les alliés. Le 7 juin, Mac-Mahon parut avec l'avant-garde. Le 8, de grand matin, Napoléon III et Victor-Emmanuel firent leur entrée. La population était encore au lit; chacun s'habille en hâte et se presse dans les rues, en poussant des acclamations frénétiques. L'Empereur, ayant traversé la ville à cheval, reçut une ovation touchante; les jeunes gens baisaient la crinière de son cheval. Les femmes sortaient précipitamment de leurs maisons et lui tendaient leurs enfants. Le jour suivant, l'Empereur et Victor-Emmanuel se rendirent au dôme sous une pluie de fleurs, et assistèrent à un *Te Deum;* mais le moment de célébrer la victoire n'était pas venu. D'autres soins plus graves et plus pressants absorbaient l'Empereur. Le revers de Magenta n'avait pas occasionné à l'armée autrichienne une perte assez notable pour qu'elle cédât la Lombardie sans une seconde bataille.

Le 8 juin, Napoléon III lança de Milan une proclamation chaleureuse pour appeler l'Italie aux armes et pour attester le désintéressement qui lui mettait les armes à la

main. « Vos ennemis, qui sont les miens, leur disait-il, ont tenté de diminuer les sympathies universelles qu'il y avait en Europe pour votre cause, en faisant croire que je ne faisais la guerre que par ambition personnelle ou pour agrandir le territoire de la France.

» *S'il y a des hommes qui ne comprennent pas leur époque, je ne suis pas du nombre.*

» Dans l'état éclairé de l'opinion publique, *on est plus grand par l'influence morale qu'on exerce que par des conquêtes stériles;* et cette influence morale, je la recherche avec orgueil, en contribuant à rendre libre une des plus belles parties de l'Europe.

» Votre acclamation m'a déjà prouvé que vous m'avez compris.

» Je ne viens pas ici avec un système préconçu, pour déposséder les souverains, ni pour vous imposer ma volonté ; mon armée ne s'occupera que de deux choses : combattre vos ennemis, et maintenir l'ordre intérieur. Elle ne mettra aucun obstacle à la libre manifestation de vos vœux légitimes.

» La Providence favorise quelquefois les peuples comme les individus, en leur donnant l'occasion de grandir tout à coup; mais c'est à condition qu'ils sachent en profiter.

» Profitez donc de la fortune qui s'offre à vous.

» Votre désir d'indépendance, si longtemps comprimé, si souvent démenti, se réalisera, si vous vous en montrez dignes. Unissez-vous dans une seule pensée, l'affranchissement de votre pays.

» Organisez-vous militairement. Volez sous les drapeaux de Victor-Emmanuel, qui vous a montré déjà si noblement la voie de l'honneur. »

L'insistance avec laquelle cette proclamation faisait appel au concours armé des populations semblait indiquer l'intention d'en faire une guerre italienne et de lui donner toute sa portée. En même temps, l'empereur affichait le plus noble des désintéressements et un respect complet pour le vœu des populations. L'Italie ne pouvait rien souhaiter de mieux de son puissant allié.

L'armée franco-sarde ne fit que traverser Milan au pas de course; et Napoléon III et Victor-Emmanuel poursuivirent leur marche à la poursuite des Autrichiens. A Marignan, il y eut une rencontre partielle et assez meurtrière; mais les corps d'armée ennemis battaient partout en retraite dans la direction du Mincio. Ce mouvement ne s'étendit pas seule[illegible] aux troupes placées à Pavie, Plaisance, Parme, Pizzighettone, mais encore aux garnisons de Bologne et d'Ancône; et, dans leur hâte, les Autrichiens sacrifièrent beaucoup de matériel. Il était à croire cependant qu'ils agissaient ainsi moins par découragement qu'en vue d'[illegible]son stratégique, et qu'ils préparaient une con[illegible]tion de troupes, destinée à frapper un grand coup. Aussi, à mesure qu'il approchait du Mincio, Napoléon redoublait de circonspection, et tenait ses corps réunis et en ordre de bataille.

L'empereur s'attendait à rencontrer les forces ennemies derrière la Chiese, rivière qui coule un peu en avant du Mincio. Arrivé sur cette rivière, il apprit avec surprise que l'ennemi avait passé sur l'autre rive du Mincio. Ce passage n'était qu'une feinte. L'armée autrichienne venait de repasser cette rivière sans que les explorateurs de l'armée franco-sarde en fussent informés; et le 23 juillet, elle s'avançait avec toutes ses forces dans le dessein de livrer bataille aux alliés dans la plaine de Montechiaro que baigne la Chiese, terrain habituel de ses grandes manœuvres et soigneusement étudié par ses généraux.

Dans cette même journée du 23, Napoléon avait pris ses dispositions pour occuper, le 24, un cercle de hauteurs qui s'étendent un peu en avant du Mincio, de San Martino à Cavriana, et, plus à droite, la plaine où se trouvent Medole et Guidizzolo. Ces positions étaient précisément celles que les Autrichiens occupaient en ce moment et qu'ils s'apprêtaient à quitter pour venir à la rencontre des alliés; ils les croyaient d'une marche plus en arrière. De cette rencontre inopinée sortit la terrible bataille de Solferino, une des journées les plus sanglantes du siècle.

L'empereur d'Autriche venait d'arriver de Vienne pour prendre le commandement en chef de son armée, avec un brillant état-major. On y remarquait un grand nombre de princes, et les deux archiducs Ferdinand et Charles, fils de Léopold II de Toscane, désireux de contribuer de leur personne à la défaite de l'Italie. L'Autriche avait fait de très-grands préparatifs pour cette bataille; les meilleurs corps de l'armée avaient été désignés; et les deux généraux les plus réputés de l'empire, Hess et Benedeck, commandaient sous l'empereur. A Vienne, on croyait à un triomphe [illegible] avait été donné aux cours allemandes. A Muni[illegible]quetait et l'on se réjouissait déjà de la victoire des armées impériales.

Les corps français s'étaient mis en marche dans la nuit. Au point du jour, ils rencontrèrent partout de fortes masses ennemies; et la lutte se trouva engagée sur un front de plusieurs lieues; le chiffre élevé des combattants et les distances, subdivisèrent cette mémorable journée en plusieurs affaires distinctes. Les Piémontais, placés à l'extrême gauche, livrèrent une bataille *quasi* séparée.

L'Empereur, promptement averti de la résistance que rencontrait son centre, arriva en hâte et, après avoir examiné les positions, et ce qu'on savait du chiffre des ennemis, il ne douta plus d'une grande bataille. Il donna ordre à Mac-Mahon, qui commandait le centre, de tenir ferme, tant sur sa gauche que sur sa droite, afin d'empêcher les Autrichiens de pénétrer entre les corps de l'armée, et d'attendre, pour attaquer les hauteurs de Cavriana, que lui-même avec le premier corps et la garde eût emporté Solferino, qu'il regardait comme la clef de la position. Se rendant alors vers le premier corps, il poussa impétueusement les troupes à l'attaque de Solferino. Le choc fut terrible. Les Autrichiens avaient l'avantage du terrain et une puissante artillerie parfaitement postée sur la hauteur; mais tout céda à l'impétuosité française; et, vers le milieu du jour, à la suite d'un horrible carnage, Solferino tomba au pouvoir de l'Empereur. Celui-ci se transporta alors auprès de Mac-Mahon, emporta une

première hauteur et, y ayant hissé de l'artillerie, il foudroya les Autrichiens. Cavriana tomba au pouvoir des Français dans l'après-midi; c'est de ce point que l'empereur François-Joseph avait dirigé la bataille.

Sur la droite, à Casa-Nova, entre Medole et Guidizzolo, la victoire fut plus longtemps disputée. Le terrain étant uni, les Autrichiens y manœuvraient avec de grandes masses, soutenues d'une superbe cavalerie, suivant la tactique savante des armées allemandes. Repoussés par les Français, leurs corps revenaient opiniâtrément à la charge; d'abord dans l'espoir de tourner l'armée française et, plus tard, pour la contenir et protéger la retraite du centre sur Goïto. Sur ce point si important pour le plein succès de la bataille, les forces françaises étaient inférieures. Canrobert restait en arrière, paralysé par l'approche supposée d'un corps autrichien, que l'on disait sorti de Mantoue pour prendre les Français à revers. Dans toute cette plaine, le carnage fut horrible. Sur le soir, un orage vint fondre sur les deux armées; des tourbillons de poussière, et une pluie torrentielle frappaient les Français à la figure et arrêtèrent leur élan. Lorsque la tempête se dissipa, les Autrichiens étaient en pleine retraite.

Sur la gauche, les Piémontais avaient en tête Benedeck, le plus redoutable des généraux impériaux. L'orgueil du conquérant et cette haine amère que les Autrichiens portent aux Italiens y rendirent la bataille plus obstinée encore; et il est à croire que les Autrichiens se seraient consolés d'être battus par les Français s'ils avaient pu détruire l'armée italienne. Le fort de la bataille eut lieu à San-Martino, que les Autrichiens occupaient avec des forces imposantes et une artillerie nombreuse. Dans la matinée, les Piémontais en escaladèrent à plusieurs reprises les hauteurs; mais, chaque fois, ils furent refoulés dans la plaine avec de grandes pertes. Pendant le milieu du jour, leur situation fut critique. Ils éprouvaient une peine infinie à contenir les masses supérieures de l'ennemi qui manœuvraient de façon à les couper de l'armée française, et à les pousser dans le lac de Garde. Sur le soir, électrisés par les succès des Français, et ayant

affaire à des forces plus égales, les Piémontais reprirent brillamment l'offensive, escaladèrent de nouveau les hauteurs de San-Martino, et s'en emparèrent pied à pied au prix de flots de sang. Sur ce point, la bataille se prolongea jusqu'à 9 heures du soir. Les Piémontais avaient fait de grandes pertes; ils accusèrent plus de 5,000 hommes, les Français de 11 à 12,000. De même qu'à Palestro, Victor Emmanuel déploya pendant cette journée une rare intrépidité, et l'Italie put le saluer comme son premier combattant.

On a vu peu d'exemples d'un carnage pareil à celui de Solferino. Dans cette journée, la population d'une grande ville disparut, broyée par les boulets et la mitraille, décimée par les baïonnettes, écrasée sous les charges de cavalerie. Le lendemain, l'aspect du champ de bataille était horrible; la terre était rouge de sang, les cadavres la couvraient au loin. Les pertes des Autrichiens, qui n'avaient pas été très-fortes au commencement de la bataille, où ils avaient l'avantage du terrain, furent énormes pendant leur retraite. Les Français avaient couronné les hauteurs de batteries rayées qui portaient la mort dans leurs colonnes à des distances immenses. Si l'humanité ne peut que gémir de ces scènes meurtrières et de la mort de tant de valeureux combattants, elle doit applaudir à la victoire qui rendit la liberté à l'Italie. Pendant quarante cinq ans, l'Autriche, bravant les vœux légitimes des populations italiennes, écrasant une nation illustre et déshabituée des armes, avait exploité jusqu'à l'excès le droit du sabre. La défaite de Solferino lui apprit que cette force matérielle dont elle est si vaine a ses bornes; que, quelque bien dressées que soient des armées, elles en peuvent rencontrer de plus valeureuses et qu'une domination qui ne repose que sur les baïonnettes, est toujours précaire.

A la suite de la bataille de Solferino, les Autrichiens repassèrent le Mincio et se retirèrent sous le canon de Vérone. L'armée franco-sarde franchit le fleuve à leur poursuite et campa au milieu du quadrilatère redoutable formé par les forteresses autrichiennes. La guerre était sur le point de changer de caractère. Aux rencontres en rase campagne,

aux coups de main hardis, favorables à l'agilité intrépide du soldat français, allait succéder une guerre de siége, une lutte pied à pied, contre des boulevards confiés à de grandes armées, une guerre semblable à celle de Sébastopol ; et cela, au cœur de l'été, sous un ciel de feu, dans une région basse et voisine des marais empestés de Mantoue. La position de l'armée franco-sarde n'était donc pas exempte de périls.

D'autre part, la continuation de la guerre menaçait de renverser entièrement la domination temporelle du pape et de livrer toute l'Italie au parti unitaire ; or, c'est une tradition de la politique française de favoriser le fractionnement territorial dans la Péninsule. Ces considérations furent-elles le motif qui détermina Napoléon III à conclure brusquement la paix ? on ne saurait l'affirmer, mais elles en donnent une explication plausible.

De son côté, l'empereur François-Joseph avait de nombreux motifs pour désirer la fin d'une lutte où il n'avait éprouvé que des revers. Ses finances étaient en pleine déconfiture : l'opinion publique à Vienne et dans les provinces était mécontente, frondeuse, mal portée pour la guerre ; l'Angleterre lui faisait des propositions de médiation défavorables ; la Prusse paraissait indifférente à ses pertes. Dans les conseils de François-Joseph, on redoutait encore, si la guerre éclatait entre la France et l'Allemagne, que la Prusse ne s'arrogeât le commandement des armées allemandes et n'en tirât occasion de poursuivre ses desseins unitaires. Ces considérations, jointes au découragement et à l'impression d'horreur produite sur lui par le carnage de Solferino, avaient abattu son ardeur belliqueuse.

Tout à coup, il reçoit de l'Empereur des Français une proposition d'armistice. Il s'y prête ; des ouvertures de paix lui sont faites, et une entrevue a lieu à Villafranca. Dans une conversation d'une heure, les deux souverains y discutèrent en tête-à-tête les préliminaires de la paix et les bases de la réorganisation de l'Italie.

A la suite d'une autre conférence entre l'empereur d'Autriche et le prince Napoléon, les deux empereurs signèrent des préliminaires de paix. Ils stipulaient l'or-

ganisation des Etats italiens en une confédération, sous la présidence honoraire du pape; la cession de la Lombardie à la France, laquelle la remettrait au roi de Sardaigne; la participation de la Vénétie à la confédération italienne; la restauration des ducs de Modène et de Toscane sur leurs trônes, avec une amnistie et une constitution; des réformes dans les Etats pontificaux, et la séparation administrative des Légations; enfin une amnistie pour tous les faits passés pendant la guerre. Il fut, en outre, convenu verbalement que l'empereur François-Joseph ferait de larges concessions à ses sujets vénitiens, et que les deux puissances s'interdiraient le recours à la force pour la restauration des ducs. Le principe de non-intervention devant désormais prévaloir dans les affaires italiennes.

Les préliminaires signés, Napoléon III traversa rapidement la Lombardie et rentra en France. Le 14 juillet, à la réception des grands corps de l'Etat, il leur exposa les motifs qui l'avaient poussé à terminer brusquement la guerre sans compléter son programme. « La lutte contre les forteresses, leur dit-il, devenait très-difficile avec la neutralité des territoires voisins. Il aurait donc fallu pour continuer les hostilités s'appuyer franchement sur la révolution, et violer le territoire de la confédération germanique; combattre à la fois l'Autriche sur l'Adriatique et l'Allemagne sur le Rhin. Cette double guerre pouvait entraîner l'abandon de l'Italie, ou exiger de la part de la France des sacrifices qu'un souverain ne peut demander à son pays que pour la défense de sa propre indépendance. Je ne le pouvais et ne le devais pas. D'ailleurs, les résultats obtenus par l'Italie sont grands; une belle province est affranchie; l'idée d'une nationalité italienne est admise; les souverains comprennent tous la nécessité de salutaires réformes. »

CHAPITRE III

ANNEXION DE L'ITALIE CENTRALE.

Appréciation des préliminaires de Villafranca. — Rapide progrès de l'idée unitaire. — Le baron Ricasoli président du gouvernement de la Toscane. — La Constituante toscane vote la déchéance de la maison de Lorraine et l'annexion au Piémont. — Négociations de Zurich. — *Le Pape et le Congrès*. — Cavour forme un ministère. — Votation du peuple toscan. — Réunion d'un parlement italien à Turin. — Cession de Nice et de la Savoie à la France.

Si l'Europe fut saisie d'étonnement en voyant Napoléon III s'arrêter si inopinément dans la carrière de la victoire, on imagine la consternation qu'en éprouva l'Italie. L'agitation suscitée par l'intervention française était encore dans sa période ascendante; les victoires de Magenta et de Solferino et la proclamation du 8 juin venaient d'imprimer un élan plus vif à l'enthousiasme populaire; la jeunesse accourait se ranger sous les drapeaux de Victor-Emmanuel; tous les âges, toutes les conditions suivaient avec une émotion passionnée la marche de l'armée alliée; et, au moment où le but allait être atteint, l'Italie devait se résigner une fois de plus à voir l'orgueilleux Autrichien rester en maître sur son territoire! Ce fut un moment de déception amère, de colère et d'irritation poignantes.

La guerre interrompue si brusquement, on devait s'attendre à voir la révolution se retourner sur les questions intérieures et y chercher une compensation. L'attention se porta tout d'abord sur les clauses de Villafranca et la presse les soumit à une investigation minutieuse. Le qua-

drilatère restant aux Autrichiens, les Italiens reconnurent vite que le nouveau royaume lombardo-piémontais n'aurait aucune défense contre l'Autriche. La restauration des Autrichiens à Modène et en Toscane et celle du pape en Romagne parut à tous une condition désastreuse, car elle aurait replacé l'Italie centrale dans son précédent état de morcellement territorial et de dépendance. Les deux empereurs étaient convenus de réunir les États italiens par un lien fédératif. Sans doute le mot de confédération avait quelque chose de flatteur, et paraissait un acheminement vers cette concentration des forces italiennes si ardemment désirée par tous les patriotes; mais le maintien de la domination autrichienne en Vénétie, la participation de cette puissance et des archiducs à la confédération, la perpétuité de la souveraineté temporelle du pape à Rome et du despotisme à Naples, formaient une réunion d'influences anti-libérales qui menaçaient de faire du lien fédératif une chaîne de plus. En présence de tant de voix hostiles, quelle aurait été, dans la diète italienne, la position du royaume lombardo-piémontais seul représentant de l'intérêt national?

Ces réflexions se présentèrent rapidement à l'esprit des Italiens, et ils furent unanimes pour repousser le projet de confédération et la restauration des archiducs et du pape dans l'Italie centrale. En ce moment critique, on vit le progrès réalisé par l'esprit public depuis dix ans. Autant, après la guerre de 1848, les Italiens avaient cédé à un esprit de division et de démagogie, autant, après celle de 1859, ils déployèrent de modération et de discipline. Tirer des stipulations de Villafranca toutes les conséquences favorables à l'indépendance, résister avec calme et dignité aux obsessions de la diplomatie, refuser à la France les arrangements tenus pour nuisibles à la réorganisation de la Péninsule, tout en restant avec elle sur un pied d'alliance et de cordialité, tel fut le programme compliqué que se proposa alors le parti national. On conçoit que les Cavour et les Rattazzi formassent de tels projets; mais qu'au lendemain d'une subversion qui avait chassé de leur trône quatre dynasties, alors que toutes les ambitions étaient surex-

citées, des populations livrées à elles-mêmes et des assemblées nombreuses aient su concevoir et mener à bonne fin un tel plan ; il y a là un exemple de tact politique et de prudence qui rappelle les grands traits de la sagesse romaine.

La nouvelle des négociations de Villafranca avait bouleversé Cavour, et son premier mouvement fut d'accourir au camp des alliés pour y mettre obstacle; mais, à son arrivée, tout était consommé; et, devant un tel échec, il crut devoir donner sa démission. Le 19 juillet, Urbain Rattazzi, avec le concours de La Marmora, de Casati, de Desambrois, de Dabormida, prit en main les affaires. En signant les préliminaires de Villafranca, le roi avait écrit: *J'accepte pour ce qui me concerne.* Cette restriction fut le point de départ de la politique du cabinet Rattazzi. Il manœuvra de façon à conserver la liberté du Piémont sur les questions d'organisation intérieure. Au premier moment, cette politique demandait plus de souplesse et de patience que d'audace. Si près du grand service rendu à Solferino, avant que la révolution italienne eût pu s'asseoir et acquérir de l'autorité morale, une infraction ouverte aux volontés de l'empereur des Français n'était pas possible. L'heure des démarches hardies n'avait pas sonné. L'important était de maintenir l'ordre, de contenir les exagérations et les impatiences, de ménager l'avenir. L'Italie devra au ministère Rattazzi une longue reconnaissance pour le tact, la mesure, le patriotisme éclairé qu'il déploya dans ces circonstances critiques.

Les projets de fusion territoriale, avoués jusqu'alors par le gouvernement de Victor-Emmanuel, concernaient la Lombardie, le Vénitien, Parme et Modène; ce royaume aurait été uni par un lien fédératif avec les trois autres États : Toscane, Rome et Naples. Mais depuis quelques années les idées avaient marché. On a vu que la politique hardie et nationale de la cour de Turin avait engagé les libéraux avancés à réclamer la réunion de toute l'Italie sous le sceptre constitutionnel de Victor-Emmanuel. Après Villafranca, cette idée circula dans toute l'Italie avec la rapidité d'un courant électrique, et modérés et démo-

crates l'inscrivirent sur leur drapeau. Les uns y voyaient une garantie de stabilité et d'ordre, les autres la grandeur de l'Italie : tous, le seul moyen de donner assez de lien et de force à l'Italie pour qu'elle pût résister à l'Autriche. Il n'y eut donc qu'une voix pour réclamer l'annexion au royaume lombardo-piémontais des quatre millions d'habitants de l'Italie centrale récemment affranchis. A Turin, la question était regardée comme résolue pour les petits duchés, et on ne mit pas en doute le zèle des Romagnols à poursuivre cette solution. Restait la Toscane où la question était en suspens; ce petit pays avait été toujours très-municipaliste; et, en 1848, il s'était montré attaché d'une façon jalouse à son autonomie.

Au départ du grand-duc, le 27 avril, le gouvernement provisoire de la Toscane avait déféré la dictature pendant la durée de la guerre à Victor-Emmanuel, en stipulant le maintien de l'autonomie administrative. Cette mesure répondait à l'opinion dominante alors. Les trois mois qui suivirent mûrirent les idées; la retraite du grand-duc en Autriche et la présence du prince héritier dans les rangs de l'armée impériale à Solferino, achevèrent de soulever le sentiment public, et, après Villafranca, la Toscane fut unanime pour repousser la restauration de la maison de Lorraine. Vainement Léopold II abdiqua-t-il en faveur de son fils Ferdinand IV; en vain le jeune prince adressa-t-il au peuple toscan un manifeste doucereux, promettant une constitution, l'adoption des couleurs italiennes et l'alliance avec le Piémont; les Toscans repoussèrent avec mépris ces offres perfides. Cette solution écartée, la Toscane pouvait s'annexer au Piémont, ou maintenir son autonomie et choisir un nouveau prince. Des influences extérieures puissantes se préparaient à agir dans ce dernier sens, et l'on pouvait craindre que ce pays, plus remarquable par sa douceur que par son énergie, ne fléchît sous cette pression ; mais les grandes causes suscitent les grands caractères, et la Toscane possédait dans le baron Ricasoli un homme d'État à la hauteur des circonstances.

Ce ministre, le Cavour de la Toscane, appartenait comme son émule à l'ancienne noblesse. En 1848, il avait pris

une part importante aux affaires et dirigé la fraction la plus nationale du parti libéral. A cette époque, il acceptait encore la maison de Lorraine; mais la politique autrichienne du grand-duc, depuis son retour de Gaëte, le blessa cruellement. Pendant les dix années qui suivirent, il vécut dans une retraite laborieuse. Sa pensée ardente ne quittait pas l'Italie. Il creusait et recreusait le problème national et surveillait les événements, tout prêt à se jeter dans l'arène avec l'ardeur d'un apôtre et la maturité d'un homme d'Etat. L'œil fixé sur Turin, il suivait avec une sympathie passionnée les phases de la politique de Victor-Emmanuel; et, à mesure qu'elle agrandissait son cercle, la foi dans l'idée piémontaise s'affermissait en lui.

Les stipulations de Villafranca avaient fait une sensation des plus pénibles à Florence. Le peuple toscan se regardait comme sacrifié. De sinistres rumeurs agitaient le public; on était mécontent que les troupes toscanes fussent arrivées trop tard pour prendre part à la guerre; les partis extrêmes s'agitaient sourdement et exploitaient ces griefs pour indisposer le peuple contre le gouvernement provisoire. Ricasoli vit que, pour sauver la révolution, le pouvoir devait prendre une initiative vigoureuse. Par une sorte de coup d'État, il concentra l'autorité dans sa main, et s'en servit pour pousser au mouvement annexioniste et pour maintenir un ordre strict. A cette fin, il brida la presse et s'adjugea le commandement de la garde civique.

L'empereur Napoléon avait chargé son ministre à Florence, le marquis de Ferrières, de notifier au gouvernement toscan l'engagement contracté à Villafranca, et de réclamer son concours pour faciliter la restauration de la maison de Lorraine. Ricasoli resta sourd à cet appel; la mission de M. de Reiset et celle du prince Poniatowski n'eurent pas un meilleur succès. Le décret de fusion avec le Piémont était déjà imprimé, lorsque le gouvernement de Victor-Emmanuel, sous la pression de la France, en arrêta la publication. Ricasoli organisa alors les démonstrations. Une pétition demandant la fusion fut couverte de cent dix mille signatures; le municipe de Florence, et tous les municipes de la Toscane, à l'exception d'un seul, péti-

tionnèrent dans ce sens. La Consulte fut réunie. Elle déclara que la présence des princes de Lorraine, à Solferino, avait rendu leur restauration impossible, et décréta la réunion d'une assemblée constituante, à élire d'après la loi électorale de 1848, afin de statuer sur le sort du pays.

Les élections eurent lieu le 7 août. La majorité des électeurs prit part au scrutin. Jamais assemblée toscane ne réunit autant de noms illustres par la naissance et le talent. On y comptait des hommes de tous les partis et de tous les rangs, depuis les noms historiques des Strozzi, des Gherardesca, des Ginori, des Capponi, jusqu'aux triumvirs de 1848, Guerrazzi et Montanelli.

Le 10 août, cette assemblée se réunit dans la grande salle du *palais vieux*. Ricasoli ouvrit la séance par la lecture d'un message. Il y rappela la modération singulière déployée par la population toscane dans la dernière révolution. « Il n'y a pas eu de violence, dit-il avec finesse; mais, le prince s'étant montré Autrichien et le pays voulant rester Italien, chacun a pris sa voie. » Le marquis Ginori, un seigneur toscan, longtemps attaché à la dynastie, présenta le décret de déchéance. La discussion ne roula que sur les considérants, tous étant d'accord sur le fond. Lorsque, dans la séance du 16 août, le député Andreucci, chargé de résumer les débats, dit que ce n'était pas un sentiment de vengeance ou le désir de faire parade de son droit qui portait le peuple toscan à une aussi grave décision, mais le sentiment profond d'une incompatibilité entre la maison de Lorraine et la réorganisation nationale, il exprima l'opinion dominante. Le vote eut lieu au scrutin secret et pas une des cent soixante-huit voix, qui composaient l'assemblée, ne fit défaut; des applaudissements chaleureux saluèrent cette votation mémorable.

Si le décret de déchéance avait obtenu l'unanimité, il était à craindre que l'assemblée ne se divisât sur l'organisation à donner à la Toscane: le projet d'un royaume de l'Italie centrale étant de nature à flatter l'amour-propre et les intérêts de Florence; mais l'assemblée, dominée par un esprit de patriotisme et de discipline, apporta le même accord à cette seconde délibération. Le député Giorgini,

chargé du rapport, signala l'*italianité*, comme l'idée mère de tous les mouvements de la Péninsule. « Ce sentiment, dit-il, exige l'union de la Toscane avec le plus grand nombre possible de provinces italiennes, sous le sceptre constitutionnel de Victor-Emmanuel. Les Italiens, instruits par de douloureuses expériences, savent dans quelle impuissance les a mis l'antagonisme des forces et des localités ; et ils voient, dans leur fusion en un seul corps d'État, le seul moyen de réunir les atômes divergents et errants, de manière à donner une vie nouvelle et puissante à la nation. En 1848, tous les projets de fédération ont échoué par les incompatibilités dynastiques ; aujourd'hui, celles-ci ont encore empiré. Mais Victor-Emmanuel, par sa belle et loyale conduite, a résolu le problème ; il a séduit et entraîné les populations vers l'unité. Le temps des petits États est passé et celui des fortes agglomérations lui a succédé. Que pourrait la Toscane dans ses limites exiguës comme État indépendant? » Sur ce rapport, suivi d'une sérieuse discussion, l'assemblée vota l'annexion au Piémont à la presque unanimité. Il est à remarquer que, soit l'élection de l'Assemblée constituante, soit ses délibérations, eurent lieu après que le commissaire royal piémontais eut cessé ses fonctions. Aucune pression piémontaise n'était donc possible. La Toscane, livrée à ses propres inspirations et représentée par ses plus illustres citoyens, se jetait délibérément dans la politique annexioniste. Il en fut de même à Parme, à Modène et à Bologne. Les assemblées de ces trois pays votèrent avec le même ordre et la même unanimité leur réunion sous la couronne de Victor-Emmanuel.

L'opposition formelle de la France ayant empêché le cabinet de Turin d'accepter ouvertement le vote des duchés et de la Romagne, Victor-Emmanuel prit un biais et promit de plaider chaudement la cause de l'Italie centrale auprès des puissances. « L'Europe, dit-il, ne refusera pas d'accomplir pour la Toscane, Parme, Modène et la Romagne, l'œuvre réparatrice que, dans des circonstances moins favorables, elle a déjà accomplie en faveur de la Grèce, de la Belgique et des principautés danubiennes de la Moldavie et de la Valachie. Aux vertus que l'école du

malheur a enseignées à l'Italie, ses habitants ajouteront celle qui sait vaincre les épreuves les plus ardues et assurer le triomphe des justes entreprises: *la persévérance.* »

Interprétant la parole du prince comme une acceptation, le gouvernement de la Toscane décréta des réjouissances publiques et publia ses décrets au nom de Victor-Emmanuel; puis il se hâta d'acheminer la fusion par des faits; il supprima les douanes avec l'Italie du nord, adopta les tarifs piémontais, retira les monnaies toscanes, et en frappa de nouvelles à l'effigie de Victor-Emmanuel. Il conclut aussi une ligue militaire avec les États de l'Italie centrale. Sous la main énergique de Ricasoli, les hommes de désordre se sentaient contenus; le pays avait repris confiance et jouissait d'une parfaite tranquillité.

En Angleterre et en France, les libéraux suivaient avec intérêt et surprise les événements de l'Italie centrale et commençaient à s'émouvoir en voyant la froide résolution avec laquelle ces populations poursuivaient leur fusion avec le Piémont. On avait toujours cru cette partie de la Péninsule très-imbue des préjugés municipaux. Les ennemis de l'Italie ne négligeaient rien pour entretenir cette opinion, et les feuilles cléricales s'apitoyaient hypocritement sur le triste sort des nationalités parmesane, modenaise, bolonaise, florentine, foulées aux pieds par une faction parricide qui les immolait au *barbare Piémont.*

Les Italiens se souciaient médiocrement des diatribes des légitimistes français, leurs anciens ennemis; mais ils tenaient infiniment à pénétrer la pensée de l'Empereur. Celui-ci poursuivait-il par conviction la rentrée des archiducs? n'insistait-il qu'afin de tenir les engagements de Villafranca? Quelques amis de l'Italie, placés près de ce souverain, exhortaient les chefs du mouvement à persévérer dans la résistance sans en craindre les conséquences. Le 9 septembre, parut dans le *Moniteur* une âpre censure de la conduite suivie depuis la guerre par les chefs de l'Italie centrale. Toutefois, le langage de la feuille officielle n'infirmait pas le principe de non-intervention, et c'était le point principal aux yeux des Italiens [1].

1 L'empereur avait dit au maire de Parme, le comte Linati : « Dites

La finesse italienne avait trouvé des arguments plausibles pour disculper la nation du reproche d'ingratitude envers la France. Napoléon III, disait-on, a déclaré, dans sa proclamation de Paris et dans celle de Milan, qu'il prenait les armes pour affranchir l'Italie du joug autrichien et pour la rendre à elle-même; et cette tâche, il l'a glorieusement poursuivie en battant les Autrichiens à Magenta et à Solferino, et en libérant la Lombardie. Quant au complément de cet affranchissement, la réorganisation des territoires émancipés, c'est nous seuls qu'elle concerne; et si l'empereur est lié par les stipulations de Villafranca, nous ne le sommes pas. En adoptant la forme de gouvernement qui nous paraît la plus propre à assurer l'ordre et la légalité et à donner de la force à l'Italie, nous entrons dans la pensée de l'empereur, nous complétons son programme.

Les actes officiels du gouvernement français étaient toujours en faveur d'une confédération. Le 20 octobre, l'Empereur adressa à Victor-Emmanuel une lettre autographe où il lui exposait ses vues sur ce sujet. Les États de la Confédération italienne auraient été indépendants, mais uniformisés dans leurs institutions politiques par l'introduction du régime constitutionnel; la Confédération aurait eu une seule bannière, un même système de douanes et de monnaies; son centre directeur, placé à Rome, sous la présidence honoraire du pape, aurait été formé de députés choisis par les princes sur une liste présentée par les chambres législatives. La Vénétie, dotée d'une administration et d'une armée indigènes, en aurait fait partie, et Mantoue et Peschiera auraient été déclarées forteresses fédérales. Par cette lettre, l'empereur Napoléon III reconnaissait au Piémont la possession de Parme et transportait à Modène le duc Robert de Parme. Le jeune grand-duc Ferdinand IV rentrait à Florence. Cette proposition ne modifia pas la politique du cabinet de Turin. Tout projet de confédération était désormais frappé d'une impopularité irrémédiable.

aux populations qui vous ont envoyé auprès de moi que mes armées ne violenteront jamais leur volonté, et que je ne permettrai pas qu'aucune force étrangère leur fasse violence. »

Le 8 août, les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et du Piémont s'étaient réunis à Zurich pour discuter le traité de paix. Les négociations furent longues et épineuses. La non-réintégration des archiducs avait donné des arguments à l'Autriche, et elle se déclara déliée de ses engagements envers la Vénétie. La confédération étant devenue une impossibilité, les négociations se bornèrent aux stipulations concernant la cession de la Lombardie. L'Autriche élevait de grandes prétentions sur la partie de la dette à transporter à la charge de la Lombardie, et le Piémont ne se montrait accommodant que si l'Autriche lui cédait Peschiera et Mantoue, proposition que celle-ci repoussa péremptoirement. Après trois mois de délibérations compliquées, la paix fut arrêtée; elle fut l'objet de trois traités distincts : un traité entre la France et l'Autriche, un autre entre la France et le Piémont, et un traité général, dont les stipulations ne concernèrent que le règlement de la question lombarde ; le Piémont ayant refusé de prendre aucun engagement relativement à la restauration des archiducs et à la confédération. L'article 19 du traité entre la France et l'Autriche réserva les droits des gouvernements dépossédés. Il fut stipulé que les questions intérieures non vidées à Zurich seraient déférées à un congrès. L'Italie, voyant qu'aucune mesure coercitive n'avait été stipulée en faveur des archiducs, et jugeant la réunion du congrès problématique, s'affermit dans ses projets unitaires.

Le ministère Rattazzi s'occupait activement d'organiser civilement et militairement le royaume lombardo-piémontais. Il le répartit en dix-sept provinces, et adopta le principe de la centralisation politique et de la décentralisation administrative; Milan reçut l'hôtel des monnaies et la haute cour de justice. Le parlement piémontais-lombard réuni à Turin montra une prudente réserve. L'esprit public était bon. Le gouvernement ayant eu besoin d'emprunter cent millions, en quelques jours une somme quintuple fut souscrite.

La Toscane s'était unie militairement avec les petits duchés et la Romagne, et le général Fanti travaillait

activement à organiser les troupes de la *Ligue*; elles se montaient à 50,000 hommes. Sur la fin de l'année, le ministère piémontais imagina d'instituer, au profit du prince de Carignan, une régence qui aurait présidé au gouvernement des quatre Etats de l'Italie centrale. A la suite de l'opposition de la France et de tiraillements entre Turin et Florence, cette régence fut transformée en un gouvernement général de la *Ligue*, confié au chevalier Boncompagni. Cette institution ne changea que peu de chose à la conduite des affaires. Ricasoli demeura le chef de la Toscane, et Farini le dictateur des trois petits Etats compris dans l'ancienne Emilie. La politique courageuse et ferme de Ricasoli avait jeté le découragement parmi les absolutistes et rallié les libéraux de toute nuance. Sous cette administration forte et éclairée, l'idée annexioniste faisait des progrès et gagnait le peuple des campagnes. Le haut clergé essayait en vain de résister au courant. Tout le monde l'avait abandonné.

En Romagne, les têtes étaient montées. Les excès commis par les troupes pontificales à Pérouse, l'excommunication lancée contre les fauteurs de la révolution, les épithètes injurieuses prodiguées par la cour de Rome aux patriotes, n'étaient pas de nature à lui ramener l'opinion. Les Marches et l'Ombrie ne demandaient qu'à se joindre à la Romagne. A Bologne et à Florence, les émigrés romains poussaient à une intervention. A plusieurs reprises, Garibaldi, qui commandait l'avant-garde de l'armée de la *Ligue*, fut sur le point de franchir la *Catholica;* mais le cabinet de Turin l'en empêcha.

Sur la fin de l'année 1859, en Italie et en Europe, on se préoccupait surtout du congrès qui devait se réunir à Paris, le 19 janvier 1860, pour régler les questions intérieures de la Péninsule. Des pourparlers avaient lieu entre la France et l'Angleterre; entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, pour s'entendre sur ses bases. Les difficultés paraissaient aplanies, et le cardinal Antonelli faisait, dit-on, ses préparatifs de départ pour Paris, quand l'apparition d'un court opuscule, *le Pape et le Congrès*, aussi remarquable par les solutions qu'il proposait que par le

ton de sa rédaction, dénotant l'intervention d'un haut personnage, opéra un revirement dans les dispositions de la cour de Rome et de l'Autriche, et rendit la réunion du congrès impossible.

Si le pouvoir temporel, disait cet opuscule, est nécessaire à l'indépendance du chef de l'Église catholique, il n'est point nécessaire qu'il ait une grande extension. Ce pouvoir est d'une nature toute particulière; par son principe, il est obligé à l'immobilité. Le gouvernement ecclésiastique ne comporte pas d'armée, d'assemblées législatives, de codes, d'activité publique; il consiste dans une autorité paternelle dont le prêtre est le législateur. Sa force est dans sa faiblesse. Or, tout grand État veut vivre politiquement, participer aux conquêtes de la science et de la pensée; c'est ce qui a amené tant de conflits entre les papes et leurs sujets, conflits qui ont obligé les papes à recourir à des occupations étrangères prolongées, et amené un état de choses aussi nuisible à la considération de l'Église que malheureux pour les peuples. L'État Romain, dans son ancienne circonscription, est donc une impossibilité; la possession de la Romagne ne serait qu'un embarras pour le pape, puisque cette province ne peut être contenue que par une occupation étrangère. Comment, d'ailleurs, la recouvrer? L'empereur des Français, autant par respect pour les intérêts moraux de la papauté que par égard pour le vœu des populations, ne saurait employer ses armes à cette restauration, et il ne laissera pas l'Autriche intervenir; car ses baïonnettes ne sauraient rentrer à Bologne, à Parme ou à Florence, que victorieuses de la France. Une intervention napolitaine allumerait les passions révolutionnaires dans toute l'Italie. Il est donc de l'intérêt du Saint-Père de renoncer à cette possession. Rome, le Patrimoine de saint Pierre, et une rente, voilà ce qu'il faut souhaiter au pape. Les habitants de Rome administreront eux-mêmes leurs intérêts municipaux, et trouveront, dans la légèreté des taxes et dans les avantages que la papauté spirituelle confère à leur ville, une compensation pour la privation des droits politiques : la contemplation, les arts, le culte des ruines, un

gouvernement de recueillement et de prières, tel est le sort naturel de la ville pontificale.

Cet opuscule fit grande sensation en Italie. On y vit un projet de sécularisation de l'État pontifical chez le chef du gouvernement français. A Paris, l'effet ne fut pas moindre. La sourde inimitié que la guerre d'Italie avait fait naître entre le parti ultramontain et l'Empereur éclata au grand jour. A Rome, l'indignation fut si vive que, le jour de l'an, le général de Goyon s'étant rendu, suivant la coutume, auprès du pape pour le complimenter et lui demander sa bénédiction pour le souverain de la France, Pie IX s'exprima sur cet opuscule avec une vivacité insolite, et alla jusqu'à l'appeler *un monument d'hypocrisie, un tissu ignoble de contradictions.*

A Turin, on suivait ces péripéties avec la plus grande attention. Vers le même temps, on sut que Napoléon III avait écrit au pape une lettre autographe, pour le prier de se désister de la possession directe de la Romagne. Peu après, le comte Walewski, connu par son opposition à l'unité italienne, fit place aux affaires étrangères à Thouvenel, un ministre de la main de l'Empereur. Dans le même temps, la conclusion d'un traité de commerce rapprocha la France et l'Angleterre. Ces divers changements parurent d'un bon augure. A la réserve prudente qui suivit la prise de Villafranca, avait succédé le désir d'une initiative plus hardie. Un mouvement irrésistible de l'opinion appelait Cavour à reprendre la direction des affaires et Victor-Emmanuel céda à ce vœu. Rarement un ministère s'ouvrit au milieu d'une telle attente et de témoignages aussi éclatants de la confiance publique. Le jour de la constitution du cabinet (20 janvier), toutes les villes de l'Émilie, de Plaisance à Rimini, illuminèrent spontanément.

Le moment était venu de régler la question de l'Italie centrale. Le 27 janvier, dans une note adressée aux agents sardes, Cavour constata l'entraînement irrésistible des populations de l'Italie centrale vers l'annexion, et la nécessité où le gouvernement de Victor-Emmanuel se trouvait de céder à ce vœu et de mettre un terme à un pro-

visoire dangereux. L'Angleterre et la France s'étaient communiqué leurs vues sur cette matière. Depuis la paix de Villafranca, l'Angleterre réglait sa politique en Italie sur le principe de la non-intervention; d'ailleurs, elle voyait avec complaisance les projets annexionistes de l'Italie centrale. Elle résuma ses vues en quatre points: reconnaissance du principe de non-intervention, évacuation des États Romains, constitution de la Vénétie laissée à l'Autriche, annexion de l'Italie centrale après une nouvelle votation. Par une série de déviations des clauses de Villafranca, la France s'était sensiblement rapprochée des propositions anglaises; elle bornait son opposition au maintien de l'autonomie de la Toscane; mais, sur ce point encore, elle était disposée à laisser faire, moyennant une compensation territoriale, dans le cas où la Toscane, interrogée par la voie du suffrage universel, confirmerait l'annexion votée précédemment par l'assemblée constituante.

Le 24 février, Thouvenel résuma les propositions du gouvernement impérial dans une note adressée au cabinet de Turin. La France, disait cette note, ne saurait donner son approbation à un mouvement unitaire dans lequel elle voit bien plus une manifestation dirigée contre l'Autriche qu'un élan vers la Sardaigne; toutefois, dans son désir de pacification, elle consent à reconnaître la réunion des duchés de Parme et de Modène au Piémont et celle de la Romagne, pourvu qu'elle soit légalisée par l'institution d'un vicariat conféré par le pape à Victor-Emmanuel. Relativement à la Toscane, la France maintient son ancien point de vue; elle voit dans son annexion une agression contre l'Autriche, Rome et Naples. En sortant le royaume de la haute Italie de ses limites naturelles, cette annexion le lancera à la poursuite d'une unité chimérique. Si le Piémont y renonce et accepte le projet français, le gouvernement de l'Empereur s'en fera non-seulement le défenseur dans une conférence ou un congrès, mais il le proclamera inviolable, et le Piémont l'aura avec lui. Si le Piémont persiste à effectuer cette annexion, comme il en est le maître, la France se regardera comme déliée de toute responsabilité. Le ministre français ter-

minait sa note en disant que l'érection imminente d'une grande puissance, sur la frontière méridionale de la France, obligeait le gouvernement de l'Empereur à tenir compte des intérêts de sa défense, et que, cédant aux vœux chaque jour plus manifestes des populations de la Savoie et de Nice, il réclamait leur réunion à l'empire français.

Sous un refus apparent, la note française renfermait un acquiescement de fait; car la France réclamait une cession territoriale qui n'avait de prétexte plausible que dans le cas de l'annexion de la Toscane et de la transformation du royaume de Sardaigne en royaume d'Italie. La France faisait donc de l'érection de ce royaume un marché dont elle touchait le prix. La délicatesse généreuse et le noble désintéressement qu'elle avait montrés dans ses déclarations de 1859 cédaient en 1860 au désir d'un agrandissement; mais par là, elle se rendait solidaire du grand acte qui allait se consommer. Cette solidarité de fait explique les rapports subséquents des cabinets de Turin et de Paris; celui-ci improuvant d'abord les combinaisons hardies de Cavour, et finissant non-seulement par les accepter, mais par les faire reconnaître par l'Europe. En concédant à la France Nice et la Savoie, Cavour lia la France à sa politique.

Le 1er mars, Cavour répondit à la note du 24 février que le cabinet de Turin n'en persistait pas moins à se prêter à la volonté des populations de l'Italie centrale; mais qu'il consentait à ce que la population toscane fût interrogée directement par la voie du suffrage universel. Le jour suivant, il répondit que, quant à la cession demandée de Nice et de la Savoie, si les populations demandaient cette annexion, son respect pour la volonté populaire l'obligerait à y consentir.

Le 11 et le 12 mars, la Toscane fut appelée à prononcer sur son sort. La question posée au scrutin était dépouillée de toute ambiguïté : « La Toscane veut-elle s'annexer à la Haute Italie ou former une monarchie distincte. » Chaque âge, chaque condition prit part au vote : le noble, le bourgeois, l'artisan, le colon, le lettré et l'illettré, le clerc et le laïque vinrent déposer leur bulletin dans l'urne. Tout se

passa avec le plus grand ordre, sans pression ni violence; l'entraînement fut général, et plus de deux cent cinquante mille suffrages se prononcèrent pour l'annexion. Ce vote est un fait mémorable dans l'histoire de la renaissance politique de la Péninsule. Il est le point de départ d'une ère nouvelle. Tant que l'Italie du nord était seule travaillée par l'idée unitaire, rien n'était fait encore pour la réunion des forces nationales; car ce royaume renfermait un germe de dualisme avec l'Italie du sud; mais la victoire du parti unitaire au midi de l'Apennin, en Toscane et à Florence, le siége glorieux du municipalisme, a attesté le triomphe de l'esprit national sur les patriotismes locaux; dès-lors l'Italie forme un corps moral, une unité vivante.

Du 11 au 25 mars, Victor-Emmanuel légalisa l'annexion des quatre États de l'Italie centrale; et cette œuvre d'unité s'accomplit aux applaudissements des populations. Jamais peut-être l'Italie n'a éprouvé un mouvement de joie aussi pure que celui qui éclata alors, et qui donna lieu, dans toutes les villes du royaume, à des démonstrations éclatantes d'allégresse : *Te Deum*, illuminations, banquets, toutes les réjouissances publiques furent épuisées.

Le 26 mars, le parlement piémontais-lombard avait été dissout. Le 2 avril, le parlement du nouveau royaume se rassembla à Turin : Florence, Bologne, Parme, Modène, y avaient envoyé l'élite de leurs citoyens; on y comptait des Pepoli, des Gherardesca, des Strozzi, des Capponi, noms célèbres dans les fastes de l'Italie du moyen âge, et dont la réapparition, en ce jour de renouvellement national, atteste la glorieuse vitalité des races italiennes et décore la jeune monarchie du sceau d'une antique illustration.

Dans la seconde moitié d'avril, Victor-Emmanuel se rendit en Toscane. A Florence, il fit son entrée sous une pluie de fleurs, au milieu des vivat et des battements de mains de la population tout entière accourue pour saluer le roi d'Italie. Le premier acte de Victor-Emmanuel fut d'aller rendre grâce au Très-Haut dans la cathédrale de

Santa-Maria del Fiore. Au moment où il entra dans ce monument unique du génie italien, l'émotion lui fit venir les larmes aux yeux. Il reçut ensuite l'hommage des autorités. Toutes les villes lui envoyaient des députations pour le complimenter et solliciter sa présence. Son voyage à travers la Toscane ne fut qu'une suite d'acclamations. Quel sens l'histoire doit-elle donner à ces témoignages éclatants de l'enthousiasme populaire? La Toscane était-elle la dupe d'un mirage trompeur, la victime des sophismes d'une faction dénaturée? Non! depuis longtemps elle était humiliée de ne former qu'une annexe obscure de l'empire d'Autriche, l'apanage d'un archiduc; elle avait soif de redevenir italienne et de s'unir aux autres provinces pour former un grand État. En ce jour, elle fêtait sa fusion avec le royaume de Victor-Emmanuel comme son avénement à la liberté et à la nationalité. Son choix se portait sur un prince de la maison de Savoie, parce que seule, parmi les dynasties indigènes, cette famille souveraine a su faire front aux ennemis de la Péninsule sur les champs de bataille. La Toscane honorait dans Victor-Emmanuel le prince énergique et loyal qui, au lendemain de Novare, n'a pas désespéré de la patrie, et qui, fondant son gouvernement sur la liberté et le progrès, a su allier la monarchie et la politique nationale. Dans ce mâle guerrier, elle saluait le chef courageux et martial d'une nouvelle Italie, guérie des corruptions et des mollesses des siècles de décadence, et retrempée dans les fortes vertus. En votant l'annexion, la Toscane n'entendait point se subordonner au Piémont, mais se joindre à des provinces sœurs pour faire l'Italie. Elle ne regardait pas vers Turin, mais vers Rome, où sa classique pensée rêve depuis longtemps le centre d'un nouveau développemen national.

En ce monde, il n'y a pas de bonheur sans un revers; et au moment où l'Italie se réjouissait avec tant d'effusion de la conquête pacifique de l'Italie centrale, il lui restait à boire un calice amer. La France n'avait fermé les yeux qu'à la condition de recevoir de l'Italie deux provinces, dont l'une est le berceau de sa dynastie et l'autre

e lieu natal de son héros populaire. Le 25 mai, le parlement de Turin ouvrit la discussion sur la cession de la Savoie et de Nice, consentie par Cavour le 24 mars et votée le mois suivant par les populations. Si jamais Cavour fut obligé de refouler ses sentiments de fierté et d'orgueil italiens, ce fut dans cette occasion, mais la politique a de dures exigences. L'Italie n'ayant pas eu la force de briser ses chaînes, le moment était venu de payer le service rendu. Il eût été plus grand à la France de s'en tenir à ses premières déclarations et de ne pas porter atteinte à l'intégrité de ce territoire italien, objet depuis des siècles de tant de convoitises et de violations; mais puisque le gouvernement impérial faisait de cette annexion la condition de la transformation du royaume, aux yeux de la politique, Cavour était justifiable d'y avoir acquiescé. Par le sacrifice d'une surface territoriale médiocre et d'une possession précaire, il obtenait un résultat notable et posait la pierre angulaire d'un grand royaume national. Le parlement admit cette nécessité; et deux cent vingt-neuf voix sur deux cent quatre-vingt-sept validèrent le traité; trente-trois députés le rejetèrent, vingt-cinq s'abstinrent. Ce vote représentait l'opinion des hommes que le savoir et le maniement des affaires a mûris.

CHAPITRE IV

GARIBALDI EN SICILE ET A NAPLES

Mécontentement du parti de l'action. — Avénement de François II. — Exaspération de la Sicile. — Garibaldi débarque à Palerme. — Calatafimi. — Garibaldi s'empare de Palerme. — Popularité de Garibaldi et du parti de l'action. — François II donne une constitution. — Progrès du parti unitaire à Naples. — Débarquement de Garibaldi en Calabre. — Son entrée à Naples. — Bataille du Volturne.

Les huit mois qui suivirent la paix de Villafranca virent s'accomplir de grandes choses en Italie. A force de fermeté et de persistance, le parti national réussit à éviter les suites fâcheuses de la paix et à en conserver tous les avantages; il obtint la Lombardie à des conditions favorables; il annexa au nouveau royaume les duchés et la Romagne; partout il conserva l'ordre et la légalité. Jamais assemblées ne votèrent avec plus d'ensemble: aucune question intempestive ne fut soulevée, aucun empêchement apporté à l'action des chefs habiles et dévoués qui, à Florence, à Turin et à Bologne, dirigeaient les affaires.

Au printemps de 1860, cette harmonie subit une atteinte. La cession de la Savoie et surtout celle de Nice portèrent un coup sensible à la popularité du ministère Cavour. La partie jeune et fière du parti national en ressentit une véritable indignation. Pendant l'année 1859, Mazzini avait désarmé. Les républicains, disait-il, sans admettre la bonté du régime constitutionnel, respectent l'entraînement des Italiens vers la monarchie unitaire, et ils coopérent avec Victor-Emmanuel, parce qu'ils voient en lui un puissant moyen d'unité: « J'ai été, je

suis et je serai avant tout unitaire, » écrivait-il. Après la cession de Nice, le langage du parti avancé redevint agressif. Il est, disait-il, du devoir de tout bon Italien de s'opposer à des ministres qui livrent aux étrangers des provinces italiennes; ces hommes parlent d'indépendance et favorisent l'étranger; leur servilité abaisse et déshonore l'Italie. Ce ne sont pas des patriotes, mais des bonapartistes masqués, des courtisans de la diplomatie.

Depuis quelques mois le parti de l'action avait tourné ses vues sur les moyens de propager la révolution dans les provinces méridionales. Le royaume était rempli d'émigrés romains, napolitains et siciliens, qui poussaient à ces projets. A Turin, l'opinion était divisée sur cette question. Quelques-uns désiraient enrayer le mouvement; d'autres, plus hardis, pensaient comme les mazziniens et les garibaldiens, qu'il convenait de profiter de l'élan des populations pour compléter la révolution par la transformation des provinces méridionales. Ce parti était le plus politique. Pour s'assurer la possession de l'Italie centrale, le nouveau royaume était entraîné à envahir le reste de la Péninsule. La fusion avec la haute Italie d'un territoire tel que la Toscane, que la géographie, le langage, les précédents historiques en distinguent, n'avait de raison d'être que moyennant la réunion de toute la Péninsule en un seul État. L'idée unitaire ne pouvait s'arrêter sur le bord de l'Arno, et une impulsion fatale la portait vers Rome et Naples. Le nouveau royaume était trop grand ou trop petit. Ce n'était plus un État secondaire comme le Piémont; et, avec ses onze millions d'habitants et de mauvaises frontières, il ne formait pas une puissance capable de se soutenir entre la France et l'Autriche. Dix millions d'Italiens méridionaux restant soumis à la tyrannie du pape et des Bourbons, l'Italie n'était pas faite. On ne pouvait considérer le nouveau royaume que comme une pierre d'attente, un état en formation, et nécessairement agité, révolutionnaire, entraîné à conspirer contre les autres souverainetés italiennes.

Pendant l'automne de 1859, divers projets furent mis

en avant pour révolutionner les provinces pontificales. Mazzini séjourna à Florence dans ce but. Un moment, le baron Ricasoli, homme hardi et entreprenant, seconda ces projets; mais les entraves qu'y mit le cabinet de Turin, et les difficultés où la Toscane se trouvait engagée finirent par l'en détourner. Mazzini se tourna alors vers le dictateur de l'Émilie. Farini lui promit son concours, à condition qu'il ne fût pas question de république. Garibaldi, qui commandait le second corps d'armée de la *Ligue*, fut choisi pour diriger l'invasion des Marches; mais au moment où il s'apprêtait à franchir la *Catholica*, il fut appelé à Turin, et le ministère s'opposa formellement à l'entreprise. Très-mécontent, Garibaldi donna sa démission de général de la *Ligue*, et se regarda comme délié de tout engagement envers la politique officielle. Les prouesses que cet audacieux partisan avait faites dans la haute Lombardie, au commencement de la guerre de 1859, avaient grandi son prestige, et le parti de l'action le regardait comme son chef. Pendant l'hiver, ce parti avait formé une société appelée la *Nation armée*, qui l'avait choisi pour président. La *Société nationale* était dépassée.

A Naples, l'explosion de la guerre avec l'Autriche avait aggravé une situation déjà très-compromise. Depuis longtemps, les Bourbons se trouvaient dans une impasse dont ils ne pouvaient plus sortir. La compression à outrance était devenue la condition d'existence de leur pouvoir. Vainement les puissances avaient-elles pressé Ferdinand II de modifier sa politique; dans l'état d'exaspération de l'opposition, tout relâchement dans la surveillance politique, tout essai des libertés parlementaires serait devenu une arme pour le renverser. Sous ce règne, les abus et les corruptions de toute sorte n'avaient fait que s'invétérer. Pour jouir d'un peu de sécurité, les sujets de Ferdinand II n'avaient qu'une ressource : acheter la police, les juges, les fonctionnaires de tout grade. L'administration suçait le pays; Ferdinand II le savait et laissait faire. Il ne voyait plus que ce moyen pour rattacher les fonctionnaires à son gouvernement. Dans les provinces, la lie de la population : paysans fanatisés, intrigants, hommes de

rapines et de violences, enrégimentés et armés par la police, sous le nom de *gardes urbaines*, terrorisaient les classes éclairées et prêtaient main-forte à toutes les iniquités de l'administration. Les suspects, confinés dans leurs villes et leurs villages, étaient exclus des professions libérales et des emplois communaux. A la moindre alarme, les sbires violaient leur domicile, et les rançonnaient ou les traînaient en prison; et ces suspects étaient au nombre de 180,000, et comprenaient presque toute la bourgeoisie et la meilleure partie de la noblesse et du peuple. Sous cette brutale et dévorante administration, le royaume était tombé au dernier degré de langueur et d'avilissement.

Le 22 mai 1859, une heureuse nouvelle se répandit dans Naples: Ferdinand II venait d'expirer. Le royaume était délivré de cette inexorable volonté qui, depuis trente ans, avait fait de la fortune, de l'honneur, des droits de neuf millions d'Italiens, la propriété d'un seul individu. On était à la veille de Magenta et de Solferino; toutes les pensées en Italie étaient tournées vers la guerre; le nouveau roi, François II, était à l'âge des actions généreuses: il n'avait que vingt-trois ans; il était libre d'engagements avec les partis et fils d'une princesse de Savoie. L'occasion était belle. En rompant d'une manière éclatante avec la politique séparatiste de son père, et en coopérant à la délivrance de l'Italie par l'envoi d'un corps d'armée en Lombardie, François II ceignait sa couronne d'une auréole de popularité qui lui aurait facilité le règlement des redoutables questions intérieures léguées par la tyrannie de son père. Victor-Emmanuel lui ouvrit les voies à cette alliance par une lettre autographe: « Une heure solennelle, lui disait-il, a sonné pour l'Italie. Il ne s'agit plus pour elle d'être Guelfe ou Gibeline, il faut qu'elle secoue la domination autrichienne. Étreignez fraternellement ma main. Unissez vos efforts aux miens contre l'ennemi commun, et la reconnaissance des peuples vous en récompensera. » Cet appel demeura sans écho. L'Autriche était seule écoutée à la cour de Naples.

Jamais la royauté des Bourbons n'avait eu plus besoin

d'une direction habile, et jamais prince ne répondit moins à la situation. Jusqu'à ce moment, François II avait vécu dans l'ombre, ignorant et ignoré. Sa vie avait été solitaire et triste, envahie par les pratiques minutieuses d'une dévotion écœurante, dominée par une bigoterie étroite et sombre. La nature l'avait médiocrement doué, et cette éducation fanatique avait encore rétréci sa pauvre et chétive personne. Ce prince n'était qu'un enfant, un de ces êtres pâles, décolorés, étiolés comme les jésuites modernes excellent à en produire. Longtemps comprimé entre une marâtre haineuse et un père despote et jaloux, il avait contracté une obstination sournoise et l'habitude des voies obliques. Arraché soudain à une vie semi-monacale et élevé sur le trône dans une cour pleine d'intrigues et de corruptions, sa première impression fut l'effroi ; inquiet, farouche, replié en soi, il voyait partout des embûches. Sa connaissance de l'histoire contemporaine et des conditions de l'Italie était nulle ; mais sa haine contre le progrès n'en était que plus intense et il abhorrait la cour de Turin, qu'il regardait comme l'instigatrice de toutes les difficultés du royaume. Ainsi que son père, il mettait son point d'honneur à braver le sentiment italien, et lorsqu'il fut question du congrès, il demanda à y siéger comme puissance européenne et non italienne.

La devise du nouveau règne fut, d'abord, silence et immobilité, une crainte superstitieuse de toucher à l'œuvre de Ferdinand. Une poignée de vieux courtisans, conseillés par les jésuites, groupés autour de la reine-mère, femme d'un esprit rétréci et impérieux, autrichienne de sang et de passions, formèrent une camarilla qui enlaça tout d'abord le jeune roi. L'homme qui exerçait le plus d'influence sur ses décisions, Mgr Gallo, son confesseur, lui fit un cas de conscience de s'en remettre pour tout à la reine-mère, comme à la vraie dépositaire des pensées de son père.

Cependant la forte main de Ferdinand II venant à manquer, les éléments de dissolution surgirent rapidement. Le bas peuple ne témoignait plus le même attachement à la dynastie; la noblesse et la bureaucratie étaient alarmées. L'inquiétude gagna l'armée. Les régiments suisses

se mutinèrent, et le roi les licencia. Dès lors, son trône ne reposa plus que sur l'appui peu solide des troupes indigènes.

Le général Filangieri fut appelé au ministère ; il passait pour un semi-libéral, mais ce n'était qu'un courtisan, assez retors, très-avide d'argent, craignant de se compromettre. Il imagina un jeu de bascule qui donna le change pendant quelque temps; puis, le roi lui substitua le prince de Cassero. Les mois se passaient et les conditions du royaume empiraient. La vieille cour ne songeait qu'à tendre les ressorts de la répression : « Il faut, disaient les ministres aux ambassadeurs, commencer par comprimer pour faire respecter l'autorité. » Ajossa, le directeur de la police, prenait à tâche de dépasser en rigueurs ses prédécesseurs de sinistre mémoire, Canosa et Del Caretto. Ses circulaires enjoignaient d'arrêter tous ceux qui offraient des éléments de culpabilité ou seulement de simples soupçons. En quelques mois, la police de François II fit cinq mille arrestations; et les bastonnades et les exils se comptaient par centaines. Lorsque la diplomatie représentait au roi les périls auxquels ces persécutions insensées exposaient sa couronne, elle n'en recevait que des réponses dilatoires. Ce prince avait toute la dureté de son père sans ses talents et son astuce déliée. Le pays ne montrait pas d'énergie dans la résistance, mais il était agité, sombre, inquiet; de sinistres prévisions couraient de bouche en bouche, et l'on mettait en question le maintien de la dynastie. La cour, effrayée de ces symptômes de désaffection, faisait des enrôlements en Allemagne et engageait des officiers étrangers. A l'intérieur, des levées successives portèrent l'armée à cent vingt mille hommes; et, si la qualité avait répondu au chiffre, une telle armée eût fait face à toutes les éventualités. Le roi avait eu l'idée assez malencontreuse d'opérer une concentration de troupes dans les Abruzzes; l'alarme se répandit dans la Romagne, et le parti avancé colporta partout que les Napolitains s'apprêtaient à intervenir dans l'Italie centrale.

En Sicile, la situation était plus tendue que sur le continent et la compression militaire commençait à être im-

puissante. Depuis 1849, le régime bourbonien n'avait été qu'une exploitation par la force, une terrorisme bas et féroce. Presque toute l'aristocratie avait fui ou gémissait dans les cachots ; Ferdinand II avait livré l'île à deux tyrans abjects, Maniscalco, chef de la police, et Jean Salzano, commandant de l'armée. Maniscalco était un ancien séïde de Del Caretto; les vastes prisons de Monreale, capables de contenir quatre mille détenus, étaient le siége principal de ses cruautés; le fouet et le nerf de bœuf ne suffisant plus à ses bourreaux, ils employaient des appareils de supplices plus raffinés: l'un, le tourniquet; l'autre, les vis de pression; un autre, le fauteuil à lames de rasoir avec un réchaud. Après la prise de Palerme, on trouva dans les souterrains des prisons, un grand nombre de ces instruments de torture et des traces horribles de férocité.

Dès le début de la guerre, la Sicile remua et la jeunesse se prépara au combat. Au moment de la paix de Villafranca, l'insurrection était sur le point d'éclater; mais les émigrés qui, de Turin, tenaient les fils de la révolution, recommandèrent de prendre patience pour ne pas compromettre le mouvement de l'Italie centrale. En janvier 1860, la crise ne fut retardée que sur de nouveaux avis de temporiser. En mars, l'émigration traça le plan suivant: attendre que l'armée napolitaine réunie dans les Abruzzes ait commencé son mouvement d'invasion dans l'Italie centrale, et alors se soulever dans toute l'île aux cris de *Victor-Emmanuel et l'Italie!* Naples suivrait l'exemple de Palerme et les Bourbons seraient renversés.

Maniscalco avait conçu quelques soupçons; ses agents avaient aperçu des drapeaux aux armes de Savoie; ils avaient entendu des cris nocturnes de *vive l'Italie! vive Victor-Emmanuel!* Comme mesure préventive, il fit de nombreuses arrestations; les prisons ne suffisant plus, il remplit de détenus les casernes; il fusilla aussi un certain nombre de suspects et menaça la population de faire des exécutions en masse. Il se croyait très-fort et faisait le fanfaron: « Nous ne sommes plus en 1848, disait-il, que le pays se le tienne pour dit. La moindre tentative de rebellion sera noyée dans le sang, et Palerme se souvien-

dra de Maniscalco, si toutefois il y reste un être vivant. »

Le 3 avril, au soir, un avis mystérieux courut à Palerme, appelant le peuple à se lever pendant la nuit, et à se porter sur des points extérieurs. L'autorité avertie de ce projet occupa fortement les portes avec de la troupe et du canon. Entre trois et quatre heures du matin, la cloche du couvent de la Gancia se mit à sonner le tocsin à coups précipités, et la fusillade commença. La troupe envahit ce couvent, égorgea tous ceux qui s'y trouvaient et le mit au pillage. La population de Palerme, intimidée par cet échec, ne continua pas le mouvement; mais les jeunes gens s'évadèrent pour soulever les campagnes; et les paysans prirent les armes sur plusieurs points. C'était une insurrection mobile, irrégulière, formée par des bandes de guérillas (*i picciotti*), lestes, impétueuses, mais peu solides au feu. Le plus souvent ces bandes se bornaient à fatiguer les troupes royales par des escarmouches et des attaques nocturnes, sans les affronter en rase campagne, De fortes colonnes de royalistes furent mises en mouvement pour châtier les populations insurgées. Chemin faisant, elles égorgeaient beaucoup de paysans, brûlaient et pillaient les villages et les châteaux. La ville de Carini fut livrée aux flammes et à la rapacité des soldats[1]. Depuis que le gouvernement napolitain avait eu connaissance de ces troubles, il avait expédié en Sicile de puissants renforts. Palerme fut entourée d'une double ceinture de troupes et soumise à un état de siége rigoureux. Toute la flotte napolitaine prit la mer et croisa autour de l'île, pour intercepter les secours du dehors.

A Gênes, le parti de l'action avait organisé un comité pour secourir l'insurrection sicilienne. Ce comité décida de faire appel à Garibaldi. Celui-ci, ulcéré contre Cavour, et blessé au vif de la cession de Nice, ne demandait qu'à venger la cause nationale en propageant la révolution dans les provinces méridionales. Il vint à Gênes,

1 « Nous ne pourrons en finir qu'en faisant partout comme à Carini, écrivait un colonel napolitain. D'ailleurs, nos soldats ne se battent que si on leur met le pillage en perspective. »

et accepta le commandement de l'expédition projetée. L'élite de ses anciens compagnons d'armes, *les chasseurs des Alpes*, se rendit à Gênes par petites troupes ; on rassembla des armes et des munitions. Le bruit de ces préparatifs s'était répandu, et le gouvernement de Turin y mettait quelques entraves; mais, quant à disperser par la force les volontaires, il ne l'osait ou ne le voulait pas [1].

Dans la nuit du 5 au 6 mai, Garibaldi s'embarqua aux portes de Gênes avec un millier de volontaires, après s'être emparé de deux petits navires à vapeur; il emmenait avec lui, comme lieutenants, Nino Bixio, le Hongrois Türr, Sirtori et La Masa. Au moment de partir pour cette aventureuse expédition, il fit connaître ses plans par diverses pièces. Dans une lettre au roi, on lisait ces paroles : « Notre cri de guerre sera *vive l'unité de l'Italie ! vive Victor-Emmanuel*, son premier et son plus brave soldat. Si nous réussissons, je serai heureux d'orner la couronne de Votre Majesté de ce nouveau joyau. » A la nation italienne, Garibaldi adressa un appel enflammé : « Que les Marches romaines, y lisait-on, l'Ombrie, la Sabine, la campagne de Rome, le pays napolitain s'insurgent, afin de diviser les forces de notre ennemi. *Italie et Victor-Emmanuel*, c'était notre cri de guerre en passant le Tessin, il retentira jusqu'aux rochers embrasés de l'Etna. A ce cri prophétique du combat, répété des grands monts d'Italie jusqu'au mont Tarpéien, croulera le trône ébréché de la tyrannie, et tous se lèveront comme un seul homme. Aux armes, donc ! Terminons d'un seul coup nos misères séculaires ! Prouvons au monde que c'est bien sur cette terre qu'a vécu la forte race romaine ! »

L'expédition toucha à Talamone, en Toscane. Le commandant du fort d'Orbetello lui livra des fusils et quatre canons. Après avoir échappé par miracle aux croisières napolitaines, lancées de tous côtés à la poursuite du *flibustier* et du *pirate*, comme la presse napolitaine appelait l'auda-

1 Il paraît que le gouvernement était partagé. Le roi voyait favorablement l'expédition; Cavour voulait l'empêcher, mais il finit par céder aux vœux du roi.

cieux patriote italien, le 11 mai, l'expédition arriva en vue de la Sicile. En ce moment, la croisière napolitaine était près de Trapani ; Garibaldi se hâta de prendre terre à Marsala, et débarqua en toute hâte ses hommes. Le débarquement du matériel n'était pas terminé, quand deux frégates arrivèrent et coulèrent bas un des bateaux de l'expédition. L'émotion et la joie de la population sicilienne furent extrêmes : « Il était temps que vous vinssiez nous consoler, car c'est depuis notre naissance que nous pleurons, » dit un vieillard à Garibaldi. A Salemi, le 14 mai, à la sollicitation des magistrats municipaux, Garibaldi prit la dictature et décréta la levée en masse de 17 à 50 ans.

Le 15, Garibaldi rencontra à Calatafimi un corps de Napolitains retranchés dans une position avantageuse ; l'affaire fut chaude ; et plus de cent volontaires mordirent la poussière. A la suite de ce combat, les Napolitains évacuèrent Calatafimi, après y avoir commis des meurtres et des déprédations ; et ils se retirèrent à Palerme, poursuivis par les *picciotti*, furieux de leurs cruautés et de leurs rapines. A Alcamo, Garibaldi fut reçu avec allégresse ; le combat de Calatafimi avait produit ses fruits ; tout le pays s'était soulevé ; la ville était en fête, et Garibaldi reçut des délégués des localités voisines qui venaient lui demander ses ordres et lui annoncer des renforts.

Comme Garibaldi se rapprochait de Palerme, il fut attaqué par le major Bosco qui faisait une reconnaissance avec les régiments étrangers ; il se replia, puis se déroba adroitement, et exécuta rapidement un mouvement tournant par les montagnes, afin d'attaquer Palerme du côté opposé. Pendant cette marche sourde, son lieutenant Orsini continua à fuir devant les troupes royales pour les attirer le plus loin possible. Ce stratagème eut un plein succès. Les Napolitains ne doutèrent pas d'avoir infligé une défaite signalée à Garibaldi ; et ils télégraphièrent à Naples l'heureuse nouvelle. Les autorités de Palerme étaient dans cette douce illusion, lorsque, le 27 mai, à trois heures du matin, Garibaldi se présente inopinément avec une partie de ses volontaires et un corps de *picciotti*

à la porte Termini, l'enlève à la baïonnette et se précipite dans Palerme en appelant le peuple aux barricades.

La population était au lit. En un moment, elle est sur pied et acclame les garibaldiens avec plus de joie que de surprise; car elle avait connaissance du mouvement tournant de Garibaldi et de son apparition prochaine. Aussitôt on jette des fenêtres les meubles, on renverse les voitures, on traîne des magasins les ballots de marchandises, on dépave les rues; les vieillards, les femmes, les enfants aident à la construction des barricades. Garibaldi avait percé jusqu'au cœur de Palerme et placé son quartier dans le palais du prêteur, d'où il interceptait les communications entre les troupes napolitaines, massées aux deux extrémités de la ville, dans le palais royal et le fort Castellamare.

Ce jour et le lendemain, Palerme fut le théâtre d'une lutte horrible entre les troupes napolitaines qui cherchaient à détruire les barricades et les insurgés. Lanza, le commandant napolitain, voyant le peu de succès de ses attaques, recourut à l'incendie. On lui avait envoyé de Naples, dans cette prévision, digne de la sollicitude paternelle des Bourbons, des provisions de goudron, d'essence de térébenthine et d'huile de naphte. Le fort Castellamare lançait des bombes, et la flotte avait ordre de tirer sur la ville à boulets rouges. Dans les quartiers où il n'y avait pas de garibaldiens, les troupes royales faisaient des irruptions, égorgeaient les habitants, pillaient les maisons et se retiraient en mettant le feu aux matières incendiaires. Des rues entières furent détruites; mais la population ne broncha pas, et, avec un courage furieux, elle continua à se battre au milieu de ces débris fumants. Le 29, le bombardement et les incendies continuèrent; mais les soldats napolitains, rebutés par l'opiniâtreté des insurgés, refusaient de s'aventurer dans l'intérieur de la ville. La masse principale des troupes royales bloquée dans le palais royal, manquait de vivres et se démoralisait.

Cependant, le corps consulaire agissait avec une grande énergie pour empêcher la continuation de cette horrible

destruction. Le 30 mai, par les soins des Anglais, une entrevue eut lieu sur un vaisseau anglais, entre le commandant Lanza et Garibaldi, et une première trêve de vingt-quatre heures fut stipulée pour enterrer les morts. Sur des instructions venues de Naples, où le découragement prévalait, la trêve fut prolongée et transformée en une évacuation de Palerme. Les troupes napolitaines, au nombre de plus de vingt mille hommes, se rembarquèrent en emportant le fruit de leurs pillages. Dans les révolutions modernes de l'Italie, il n'est pas d'insurrection dont la fureur égale celle-ci, comme il n'est pas d'excès comparables à ceux que commirent les soldats de François II. A leur départ, Palerme était dans un état affreux. Un quart de la ville avait été détruit par les bombes et les incendies; les maisons s'étaient écroulées sur leurs habitants, et de ces ruines fumantes sortaient les émanations empestées de centaines de malheureux habitants égorgés et brûlés par la soldatesque.

Dans le nord de l'Italie, on suivait avec une vive anxiété les péripéties dramatiques de l'expédition de Garibaldi. Le comité de Gênes, dirigé par Bertani, n'avait pas cessé les enrôlements. Garibaldi ne demandait pas seulement des renforts ; il écrivait à ses amis de Gênes de propager l'insurrection dans les États Romains et sur le continent napolitain. La Farina s'y opposait et luttait à Gênes avec Bertani, le représentant de Garibaldi. Bertani était un de ces révolutionnaires audacieux et intraitables qui se font une joie de braver les convenances diplomatiques. Le parti dont il était l'agent le plus actif traitait Cavour et ses amis d'hommes pusillanimes, et de courtisans serviles de la France ! L'Italie, disaient-ils, est majeure; et sous un chef comme Garibaldi elle peut suffire à tout. Le parti garibaldien portait bien le nom de Victor-Emmanuel sur ses drapeaux ; mais, dirigé par des démocrates fougueux, il ne songeait qu'à lancer à toute vapeur l'Italie dans les voies de la révolution.

L'activité de Bertani était fabuleuse. De Gênes, il faisait à Garibaldi des expéditions d'hommes, de matériel, d'argent; il passait des traités pour l'équipement des vo-

lontaires, organisait les ambulances; en même temps, il insérait des articles fulminants dans les journaux démocratiques, et correspondait avec les comités insurrectionels de Naples et des provinces romaines. En deux mois et demi, par ses soins et ceux d'un comité auxiliaire placé à Livourne, plus de quinze mille volontaires furent embarqués pour la Sicile; quelques milliers d'autres étaient prêts pour une expédition dans les provinces romaines. La jeunesse s'offrait en foule pour combattre sous la bannière du *grand Italien*, et la *Société nationale* avait mis à sa disposition de fortes sommes et beaucoup d'armes. La célébrité de Garibaldi ne lui amenait pas seulement des volontaires italiens, mais le concours d'une émigration cosmopolite, formée de Polonais, de Hongrois, d'Anglais, et d'un petit nombre de Français, hommes de lettres et artistes pour la plupart.

Pendant son séjour à Palerme, Garibaldi s'occupa du gouvernement de l'île. La dictature civile était une tâche en dehors de ses aptitudes. Cet homme de guerre d'un coup d'œil si avisé n'avait pas de sagacité dans la vie publique, et se laissait circonvenir par les hommes de bruit et les brouillons. L'administration de la Sicile tomba dans un grand désordre. Les ministères se succédaient sans pouvoir s'affermir. Le provisoire se prolongea outre mesure. Malgré le vœu réitéré de la municipalité de Palerme, Garibaldi retardait l'annexion au royaume italien, afin d'être mieux maître des ressources de l'île pour continuer la guerre et aussi pour peser sur le cabinet de Turin. La Farina était venu à Palerme pour prendre en main le pouvoir civil, Garibaldi le fit repartir de force. A ses yeux, La Farina n'était qu'un intrigant et un ennemi de l'Italie parce qu'il dirigeait une société appelée *le Comité de l'ordre*, fondée par Cavour pour combattre les intempérances du parti de l'action. De Pretis réussit mieux auprès de Garibaldi; il administra l'île pendant quelque temps et fit proclamer le statut piémontais le 3 août.

De Palerme, Garibaldi marcha sur Messine; il eut à livrer, à Melazzo, un combat très-sanglant contre un corps de napolitains, postés avantageusement et commandés

par Bosco. A la suite de ce combat, toute la Sicile fut à ses pieds, à l'exception de la citadelle de Messine. Il employa le mois d'août à préparer l'invasion des Calabres.

Tandis que Garibaldi, irrésistible comme la foudre, exécutait en Sicile l'arrêt de la vengeance populaire, à Naples, le gouvernement était en proie au découragement. Lorsqu'il apprit le débarquement de Garibaldi et l'apparition du drapeau unitaire en Sicile, il réclama du corps diplomatique la reconnaissance de la dynastie et de l'intégrité du royaume des Deux-Siciles, mais il n'en reçut que des réponses évasives. M. de Martino, un de ses meilleurs diplomates, partit pour Paris, chargé de solliciter la médiation de la France. Napoléon III se borna à recommander au jeune roi certaines mesures, telles que l'alliance avec le Piémont, l'octroi de libertés intérieures, une semi-indépendance pour la Sicile. A Naples, les absolutistes et les fonctionnaires avaient perdu toute assurance; effrayés de la crise qui s'approchait, ils caressaient ouvertement les libéraux et s'apprêtaient à fuir ou à rompre leur foi à François II.

Le 25 juin, les Napolitains, en se réveillant, virent leurs murailles placardées des plus séduisantes notifications; le roi venait d'opérer une volte-face inopinée et plus complète que celle de Ferdinand II en 1848. En une nuit, ce prince si méfiant, si timoré, si hostile à la liberté et à la cause nationale, s'était métamorphosé en un libéral et un patriote avancé. Non-seulement il gratifiait ses sujets d'une constitution, mais il accordait à la Sicile des institutions séparées, un vice-roi; et, dans son désir de favoriser l'intérêt italien, il adoptait le drapeau tricolore et envoyait à Turin deux diplomates pour négocier une alliance avec Victor-Emmanuel. Cette mission avait des pouvoirs pour reconnaître les annexions faites par le Piémont. En 1848, pour de moindres concessions, l'opinion publique s'exalta et donna carrière à des témoignages bruyants de reconnaissance; mais les parjures des rois rendent les peuples défiants. La journée du 25 et les suivantes s'écoulèrent à Naples au milieu d'un silence de mort; pas une acclamation

populaire, pas un cri de *vive le roi !* point de drapeaux ni de cocardes tricolores. Les passants lisaient les proclamations royales et secouaient la tête avec incrédulité. Parmi les libéraux on se disait qu'une conversion aussi soudaine cachait un piége, que François II, fils, petit-fils et arrière-petit-fils de princes violateurs de leurs serments, ne méritait aucune confiance. Le roi eut grand peine à former un ministère constitutionnel, et le cabinet, une fois composé, se trouva sans appui. Les ministres nous trompent comme Bozzelli et Ruggiero, répétaient les libéraux, ou ils sont trompés par le roi, comme Poërio et Dragonetti; et quand la cour aura surmonté la crise, elle les enverra aux galères.

A Turin, la mission napolitaine ne rencontra pas d'accueil. Le ministère Cavour prit un biais : « Que François II, dit-il, réunisse d'abord un parlement napolitain, qu'il organise les nouvelles institutions, et alors le moment sera venu de discuter les conditions d'une alliance. » Quelle position dégradante que celle de ce malheureux François II, publiant des institutions auxquelles personne ne croit, sollicitant avec instance l'alliance d'une puissance qu'il exècre ! Non content de ces concessions, il alla jusqu'à faire à Garibaldi la proposition d'une alliance, et à lui offrir de l'argent, le passage sur le continent napolitain et un corps auxiliaire de cinquante mille hommes pour attaquer la Vénétie.

Cependant les émigrés napolitains rentraient le cœur ulcéré et pleins de l'idée unitaire ; ils propageaient partout le bruit de la chute prochaine de la dynastie. Le ministère constitutionnel, sans force et sans considération, légiférait dans le vide et émettait de pompeux décrets que le public ne lisait pas. François II, soupçonneux, inquiet, atrabilaire, se repentait d'avoir donné la constitution et flattait l'armée. Celle-ci faisait des démonstrations absolutistes et maltraitait les libéraux, aux cris de : *Vive le roi ! à bas la Constitution !* Chaque jour on s'attendait à l'arrestation du ministère constitutionnel et à un essai de réaction absolutiste par la vieille cour.

Le gouvernement français commençait à s'émouvoir des

succès de Garibaldi et du groupement de tant d'éléments révolutionnaires autour du célèbre patriote. Le 13 juillet, il proposa à l'Angleterre d'envoyer les flottes des deux nations croiser sur les côtes napolitaines pour empêcher Garibaldi de débarquer en Calabre. L'Angleterre avait d'abord blâmé l'expédition de Sicile; mais elle tenait avant tout au principe de non-intervention, comme au seul moyen d'équilibrer les affaires italiennes suivant la force réelle des partis. Lord John Russel répondit au gouvernement de l'Empereur que les forces de Garibaldi, n'étant pas considérables, ne menaçaient pas d'un danger sérieux la maison de Bourbon, si le peuple et l'armée lui étaient attachés; que, dans le cas contraire, une intervention ne ferait que protéger une domination caduque et destinée à disparaître. Sur ce refus de l'Angleterre, l'Empereur renonça à intervenir.

Garibaldi avait donné une organisation régulière à ses forces; elles étaient divisées en trois corps commandés par Türr, Medici et Cosenz; Sirtori l'assistait comme chef d'état-major. Ces troupes portaient le nom d'*armée méridionale*. Le 21 août, les garibaldiens commencèrent à franchir le détroit de Messine; et, par une manœuvre habile, trois mille hommes passèrent à Mileto. Un corps napolitain de sept mille hommes, posté à Pizzo, posa lâchement les armes, et Reggio tomba au pouvoir des envahisseurs. Du 23 au 25, le gros des forces garibaldiennes passa heureusement sur la rive calabraise. La flotte napolitaine avait disparu. Les Calabres et la Basilicate se mirent immédiatement en insurrection. Dans les villes importantes, on institua des gouvernements provisoires et des prodictateurs, administrant au nom de *Victor-Emmanuel, roi d'Italie, et de Garibaldi, dictateur de l'Italie méridionale*. A Potenza, le gouvernement provisoire disposa bientôt de quinze mille insurgés, toutes les classes lui donnaient leur concours. Les autorités bourbonniennes tombaient sans faire de résistance, la révolution se faisait par acclamation. C'était une fête plus qu'une insurrection; les rues et les places fourmillaient de peuple; on illuminait, on agitait des bannières, on jetait des dragées des fenêtres, les mu-

siques jouaient des fanfares. Quant aux troupes royales, coupées en tous sens par l'insurrection, elles se débandaient ou se retiraient éperdues dans la direction de Naples, fuyant devant les garibaldiens, qui conquirent les Calabres à la course. Sur la côte des Calabres, la route longe la mer; et la flotte napolitaine, en s'embossant près du rivage, aurait causé de sérieuses pertes aux corps garibaldiens; mais, infidèle aux Bourbons, elle laissa librement les envahisseurs se rapprocher de Naples. Le dictateur coucha, le 6 septembre, à Salerne. Sur toute la route, les populations accouraient sur son passage avec des palmes et des branches de laurier. Cette marche était un triomphe, non une campagne.

A Naples, la dissolution du gouvernement bourbonien avait fait de rapides progrès. Le plus grand nombre des lazzaroni avait passé à la révolution. La populace battait les sbires et brûlait les offices de la police. La presse, entièrement dans les mains des émigrés revenus de Turin, exaltait Garibaldi et travaillait pour Victor-Emmanuel. On entendait des cris répétés de : *Vive l'Italie une ! Vive Victor-Emmanuel !* Partout, on vendait le portrait de Garibaldi. A la cour, tout était confusion et désaccord; le roi, ballotté entre les réactionnaires et les constitutionnels, ne prenait que des mesures timides et cauteleuses. Le ministère demandait l'expulsion des chefs de la Camarilla et appelait traîtres et ennemis du peuple tous ceux qui tenaient pour le roi. A l'exception d'une poignée de vieux courtisans, groupés autour de la reine-mère, tels que le prince Ischitella et le prince Cutrofiano, les dignitaires vacillaient et se tournaient vers les libéraux ; les généraux passaient un à un à la révolution. Le 22 juillet, commencèrent les défections éclatantes. Le général Nunziante, un des plus constants soutiens des Bourbons, donna sa démission, renvoya au roi ses décorations et publia un ordre du jour portant que les soldats ne devaient se battre que pour la cause nationale. Quand on sut le débarquement de Garibaldi en Calabre et sa marche sur Naples, on ne douta plus de la chute de la dynastie, et, parmi les hauts fonctionnaires, le sauve qui peut devint général; même les chefs

d'administration affichaient le sentiment italien et injuriaient François II. Tout croulait autour de ce malheureux prince. Le 1er septembre, les ministres donnèrent leur démission; les directeurs de ministères, le préfet de police, les commissaires et une foule de fonctionnaires les imitèrent. Les oncles du roi, le comte de Syracuse et le comte d'Aquila, l'avaient déjà abandonné; la noblesse absolutiste partait en foule pour l'étranger.

François II avait projeté d'abord de concentrer son armée entre Naples et Salerne; il se décida ensuite à la faire replier sur Capoue. La journée du 6 septembre fut employée à l'évacuation des richesses du palais et à la fuite de la famille royale. La place du palais était encombrée de ballots, de meubles, de vaisselle que l'on embarquait précipitamment pour Gaëte. La population assistait à ce départ avec des lazzi insultants; même les lazzaroni, si affectionnés à Ferdinand II, avaient la tête pleine de Garibaldi. Sur le soir, le roi s'embarqua pour Gaëte; il eut peine à trouver un vaisseau pour le transporter; la flotte avait hâte de passer à la révolution. Le roi était à peine parti qu'on se mit à abattre les armes des Bourbons et à hisser sur les édifices publics l'écusson de Savoie; des régiments, en retraite de Salerne, sillonnaient encore la ville; mais ils ne songeaient qu'à se retirer dans la direction de Capoue, ils marchaient la tête basse, poursuivis par des gestes et des paroles de mépris.

A Salerne, Garibaldi avait reçu, le 6, des députations de Naples. Dans sa marche foudroyante sur la capitale, le dictateur avait devancé ses troupes. Sans s'inquiéter des forces bourboniennes qui occupaient encore les forts et le palais de Naples, le 7, il partit par le chemin de fer avec vingt de ses compagnons. Au bruit de l'arrivée du dictateur l'immense population de Naples se porta aux abords du chemin de fer; les chefs de la garde nationale et les autorités de la ville attendaient le dictateur au débarcadère.

L'entrée de Garibaldi à Naples fut suivie de trois jour-

nées de folle joie, comme Naples seule en peut donner le spectacle. Sur toutes les poitrines on voyait les couleurs nationales. Les maisons étaient parées du haut jusqu'en bas de drapeaux italiens avec la croix de Savoie. Sur le passage du dictateur, c'étaient des tonnerres d'applaudissements; des balcons on le couvrait de fleurs. La joie était universelle, et la bourgeoisie fraternisait avec les lazzaroni. Ceux-ci, affublés de loques rouges, s'agitaient comme des possédés, vociféraient, riaient, pleuraient; les femmes, vêtues de casaques à la Garibaldi, brandissaient des fusils; les enfants agitaient des poignards; et tous remplissaient les airs des cris assourdissants de: *Vive Garibaldi! Vive l'Italie une! Vive Victor-Emmanuel!* La nuit ne mettait pas un terme à cette ardeur d'enthousiasme. La rue de Tolède, splendidement illuminée, était pleine de voitures et de piétons, et le peuple chantait à tue-tête l'*Hymne à Garibaldi*. Sans doute le goût de la représentation scénique, si impérieux chez ce peuple bruyant et théâtral, contribuait à cette explosion retentissante et subite de patriotisme italien; mais de telles scènes ne se jouent pas. En ce jour, Naples célébrait à sa manière la chute d'une longue et odieuse tyrannie et saluait son avénement dans la famille italienne. L'imagination fascinée par une grande idée, celle de l'Italie renaissante, elle se laissait aller aux éclats d'une joie délirante. Le prestige de Garibaldi avait opéré ce prodige. Le romanesque, attaché à sa personne, avait séduit l'imagination du peuple napolitain. Pour ces âmes superstitieuses et nourries de merveilleux, Garibaldi était un personnage surhumain, une sorte de magicien. Sa chemise est enchantée, disait-on; après la bataille il la secoue et les balles tombent. Les anges le couvrent de leurs ailes, répétaient les femmes siciliennes; il est invulnérable parce qu'il a été vacciné avec une hostie consacrée.

Au milieu de ces bacchanales patriotiques, le moins enivré n'était pas Garibaldi. Cette marche triomphale à travers la Sicile et les Calabres lui avait mis la tête en feu; et il couvait des projets fantastiques. Il ne se con-

tentait plus de détrôner les Bourbons, il voulait acculer les débris de leur armée sur Rome, et livrer sous les murs du Vatican la grande bataille de la liberté italienne; après avoir renversé le chef de la théocratie et proclamé du Quirinal l'unité italienne, ramassant toutes les forces de l'Italie, il se serait précipité sur la Vénétie. Les armées de la France et de l'Autriche, Vérone, Mantoue placées en travers de cette marche, n'étaient pas des obstacles pour sa brûlante ardeur.

Avant d'exécuter cette marche sur Rome, Garibaldi dut s'arrêter à Naples pour réunir son armée et organiser sa conquête. Il se hâta de livrer la flotte napolitaine à Victor-Emmanuel, et ordonna que la justice fût rendue au nom de ce prince. Il forma ensuite un ministère avec les constitutionnels Scialoja, Sicconi, Liborio Romano, et publia une série de décrets philanthropiques et réformateurs. Dans ce pays désordonné et anarchique, où tant de passions et de haine fermentaient, un si grand changement ne pouvait s'opérer avec l'ordre et la méthode suivis par les révolutions toscane et parmesane. Le ministère que Garibaldi avait institué ne tarda pas à être mis à l'écart; Bertani, Crispi et les autres chefs du parti de l'action étaient accourus à Naples et, profitant de leur ascendant sur Garibaldi, ils organisèrent sous le titre de conseil de la dictature, un pouvoir révolutionnaire merveilleusement actif et désorganisateur. Les membres de ce comité publiaient des décrets, prenaient des mesures, faisaient des nominations sans en prévenir les ministres; ils expédiaient dans les provinces des gouverneurs et des prodictateurs pris parmi les têtes incandescentes et chargés de républicaniser les populations. Ces prodictateurs bouleversaient le pays avec un sang-froid imperturbable; ils arrangeaient à leur gré les lois, changeaient les droits, abolissaient les impôts. Sous cette action dissolvante, l'administration devint un chaos. Le désordre politique n'était pas moindre. Dans une province, on proclamait le statut piémontais; dans une autre, la constitution de 1820; les annexionistes, les demi-annexionistes, les républicains, les constitutionnels, les absolutistes se heurtaient dans

une mêlée confuse qui aurait été burlesque si elle n'avait présenté de graves dangers. Mazzini s'était transporté à Naples et travaillait dans l'ombre. Son nom semait l'effroi parmi les classes conservatrices.

A ce moment, la cause des Bourbons n'était pas encore perdue. François II occupait Capoue et Gaëte avec plus de 50,000 hommes. Revenues de leur terreur, ces troupes montraient plus d'attachement aux Bourbons et de fermeté qu'on ne l'aurait attendu de leur conduite en Calabre. Garibaldi avait échelonné ses forces en avant de Naples dans la proximité de Capoue qu'il se disposait à assiéger. Le 22 septembre, un corps de Napolitains sort de Capoue, fait une pointe sur Cajazzo et la reprend en détruisant un corps de Garibaldiens. Le 1er octobre, l'armée napolitaine engage une attaque générale; elle manœuvre de manière à couper l'armée garibaldienne et à fondre ensuite sur Naples. Jusque vers midi, la situation des Garibaldiens alla en s'aggravant; plus tard, ayant reçu des renforts, ils reprirent le dessus; vers le soir, ils refoulèrent les Napolitains qui rentrèrent pêle-mêle dans Capoue, avec une perte de 2,000 hommes. Cette journée, la plus sanglante de la campagne, fut appelée la bataille du Volturne; elle coûta près de 1,500 hommes aux Garibaldiens.

Garibaldi reprit les travaux préparatoires du siége de Capoue, mais ils n'avançaient que lentement. Après les succès féériques de la campagne en Sicile et en Calabre, l'Italie s'étonnait de l'immobilité de Garibaldi; mais la guerre avait changé de caractère. Les Napolitains étaient protégés par des fortifications régulières. La troupe de Garibaldi, formée de volontaires fougueux et plus intrépides que disciplinés, excellents pour les coups de mains et pour ces brusques attaques où l'élan enlève la victoire, était peu propre aux travaux pénibles et réguliers d'un siége. Le royaume était loin d'être pacifié : les Abruzzes s'agitaient en faveur des Bourbons; des bandes de guérillas infestaient les campagnes, attaquaient et désarmaient les gardes nationales. Le clergé agitait les masses ignorantes et prêchait la guerre sainte. A Naples le

doute commençait à naitre sur la possibilité de terminer la guerre avec les seuls volontaires, et les regards se tournaient avec une attente anxieuse vers Turin, et vers l'armée de Victor-Emmanuel qu'on disait en marche pour occuper les provinces méridionales.

CHAPITRE V

ANNEXION DE L'ITALIE MÉRIDIONALE. VICTOR-EMMANUEL ROI D'ITALIE

Position embarrassante du cabinet Cavour. — Armements de la cour de Rome. — Intervention dans les États romains. — Castelfidardo. — Intervention à Naples. — Vote des populations napolitaines en faveur de l'annexion. — Siége et prise de Gaëte. — Élections générales. — Victor-Emmanuel proclamé roi d'Italie. — Premières discussions du parlement. — Mort de Cavour. — Coup d'œil sur sa politique. — Considérations sur l'unité italienne.

L'expédition de Garibaldi en Sicile avait excité le plus vif enthousiasme dans le nord de l'Italie, et donné l'ascendant au parti de l'action. Le gouvernement italien se trouvait dans une extrême perplexité. Il ne recevait de la diplomatie que des conseils de prudence et d'abstention, tandis que l'état de l'opinion nécessitait des actes hardis. La partie vive de la nation s'éloignait de lui. L'Italie révolutionnaire était prête à déborder celle de Victor-Emmanuel. La jeunesse lombarde ne connaissait que Garibaldi et s'offrait en foule pour contribuer au programme du *grand Italien*. L'obéissance ponctuelle des volontaires aux ordres de Garibaldi constituait une force irrégulière dangereuse pour l'ordre public. A Gênes, les Mazziniens travaillaient sourdement en faveur de la république unitaire, et leurs journaux avaient pris un ton de provoca-

tion et de défi envers un gouvernement pusillanime, disaient-ils, et servile envers la France.

La continuation de la politique d'abstention offrait donc de grands périls. Si Garibaldi complétait seul sa victoire, Naples, travaillée par les Mazziniens, devenait un foyer de démagogie ; Garibaldi, ne rencontrant plus d'obstacles, se serait précipité sur Rome et aurait engagé l'Italie dans un conflit d'une portée incalculable avec la France. Si Garibaldi, au contraire, succombait devant les troupes bourboniennes et les insurrections sanfédistes, l'Italie méridionale retombait sous une tyrannie vindicative et cruelle, et l'irritation causée par cet abandon aurait achevé d'ébranler le crédit de Victor-Emmanuel dans le nord de l'Italie [1]. Le gouvernement italien se trouvait dans un de ces moments décisifs qui exigent de l'audace. La popularité de Victor-Emmanuel étant le pivot de la politique nationale et le seul frein à l'anarchie, pour sauver la révolution, il fallait à tout prix la relever. Il était donc urgent que Victor-Emmanuel prît en main la cause des provinces méridionales et qu'il marchât résolûment sur Naples en se proposant aux populations pour roi national. Cette intervention supposait au préalable la chute de la domination pontificale dans les Marches et l'Ombrie.

Depuis la paix de Villafranca, les rapports entre la cour de Rome et l'Italie n'avaient fait que s'envenimer. Vainement la France avait-elle cherché à amener une transaction. En renonçant au domaine direct de la Romagne et en le conférant à Victor-Emmanuel en vicariat, le pape aurait sauvé son droit de suzeraineté et obtenu de la France la garantie de ses autres provinces ; mais Pie IX ne voyait plus dans ce prince qu'un impie, le spoliateur sacrilége de l'Eglise, et il répondit à ces propositions de compromis en prononçant l'excommunication contre les auteurs et les coadjuteurs de la rébellion. La France proposa encore à la cour de Rome, si elle publiait d'utiles

1 « Si nous ne sommes pas à la Catholica avant Garibaldi, dit Cavour au ministre de France, nous sommes perdus. La révolution envahit l'Italie entière. »

réformes, de lui assurer une rente payable par les puissances catholiques, et une garde militaire fournie par les Etats catholiques de second ordre. Le cardinal Antonelli répondit que le pape ne publierait les réformes préparées qu'après la soumission des provinces révoltées; que la cour de Rome préférait à une rente une compensation des anciens droits canoniques sur les bénfices vacants, et à un corps de troupes fourni par les cours étrangères, la faculté de recruter dans les Etats catholiques.

Le zèle que les ultramontains en France, en Belgique et dans l'Allemagne du Sud, déployaient en faveur de la domination temporelle, encourageait la cour de Rome dans cette attitude de raideur obstinée; elle poussait à une nouvelle conflagration européenne, dans l'espoir que la fortune naissante et fragile de l'Italie s'y abîmerait. Les offres du parti catholique avaient suggéré au gouvernement pontifical la pensée de créer une force militaire cosmopolite, qui le dispensât de l'occupation française. A l'appel du clergé, on vit accourir à Rome une foule bigarrée de volontaires, formée de Bavarois, d'Autrichiens, de Suisses, de Belges, de Français; les derniers étaient en petit nombre, mais ils appartenaient à de grandes familles légitimistes: on aurait dit des croisés du moyen âge à voir la ferveur de ces jeunes preux. Le gouvernement français favorisa ce plan et accorda au saint-père les services de Lamoricière. Ce général, un des plus brillants officiers de l'armée d'Afrique, avait été connu longtemps comme un chaud républicain. Depuis peu gagné à la dévotion, il partageait la haine du parti catholique pour l'Italie, que son zèle peu éclairé confondait avec la barbarie et l'islamisme. Le 4 avril (1860), il accepta le commandement des troupes romaines et entreprit de donner une organisation régulière au mélange confus de volontaires que le clergé avait dirigés sur Rome. Déjà la presse cléricale célébrait Lamoricière comme un nouveau Bouillon. La cour de Rome, se croyant suffisamment gardée, notifia au gouvernement français, que le séjour du corps d'occupation ne lui paraissait plus nécessaire. L'ordre du départ des divers régiments était déjà fixé, quand l'expédition de Garibaldi

en Sicile et les rassemblements de volontaires italiens en Toscane et à Gênes firent révoquer ce rappel et prolonger indéfiniment l'occupation de Rome.

Cependant l'enrôlement de tant d'étrangers par le pape, les milliers de Bavarois et d'Autrichiens, que l'Autriche expédiait de Trieste à Ancône, avec des armes et des munitions, soulevait chaque jour davantage le sentiment national des Italiens. En Toscane et en Romagne, le parti de l'action aidé des émigrés romains avait amassé des armes, des munitions et enrôlé des volontaires. Le gouvernement italien avait grand'peine à empêcher l'invasion des corps francs en Ombrie. Par le moyen de la haute émigration, il avait fait savoir aux populations romaines qu'il désirait changer leur situation. L'intervention mûrissait, mais il fallait qu'il pût montrer à l'Europe l'impulsion des populations romaines vers l'annexion. Au mois d'août, la continuation du *statu quo* devint impossible. Des corps de volontaires et d'émigrés bordaient la frontière toscane et s'apprêtaient à la franchir. Les populations s'agitaient, et commençaient l'insurrection sur plusieurs points; mais Lamoricière avec ses bandes étrangères semait la terreur. Il avait édicté des décrets terribles et s'apprêtait à noyer dans le sang toute rébellion. La nécessité de prévenir un conflit, et de protéger les populations romaines s'ajoutant à la nécessité de prévenir la marche de Garibaldi sur Rome, et de rendre au parti constitutionnel l'ascendant dans l'Italie méridionale, le gouvernement de Victor-Emmanuel se décida à intervenir. En ce moment, Napoléon III était à Chambéry. Farini et Cialdini lui portèrent une lettre autographe de Victor-Emmanuel, exposant le péril de la situation, si le gouvernement du roi ne prenait pas la direction de la révolution. On prétendit alors que Napoléon III aurait répondu : « Faites, mais faites vite. » Quoi qu'il en soit, à partir de ce moment le gouvernement de Turin agit avec célérité et énergie; il fit dissoudre les corps de volontaires, et concentra ses troupes à Gênes et sur la Catholica. Le 12 septembre, il exposa à l'Europe les graves motifs qui le portaient à cette intervention.

« Les parties de l'Italie, disait-il, constituées sous le gouvernement de Victor-Emmanuel, ont prouvé leur esprit d'ordre et de légalité. Une fois que Naples et la Sicile leur seront réunies, les passions révolutionnaires ne trouveront plus de théâtre, et l'Italie cessera de préoccuper l'Europe. Les provinces romaines, occupées militairement par le pape contre le vœu des populations, empêchent cette fusion. Le pape en peignant la situation de l'Italie sous le jour le plus faux, et en excitant le fanatisme en Europe, a réuni de l'argent et des hommes de toute l'Europe. Cette exploitation des Romains par des mercenaires étrangers excite l'indignation des Italiens... Le gouvernement de Victor-Emmanuel a longtemps empêché des attaques de volontaires; mais maintenant, l'irritation des populations s'est trop accrue; et depuis la révolution de Naples, un conflit ne peut être évité. Si le gouvernement du roi résiste ou se met en opposition avec le vœu national, l'anarchie lèvera la tête. Une telle conduite serait coupable envers l'Italie, en manquant à la mission de diriger la révolution; envers l'Europe, en laissant ce mouvement dégénérer en anarchie et en désordre. Le roi a donc écouté les députations des populations insurgées de l'Ombrie et des Marches, venant implorer sa protection : il demande à la cour de Rome d'éloigner les troupes étrangères. Sur son refus, il fera entrer ses troupes, et les populations manifesteront librement leurs sentiments. Cette intervention ne concerne que les provinces; le roi respectera la ville de Rome. »

Ce manifeste posait la question avec franchise. Victor-Emmanuel s'y donnait sans détours pour le champion de l'Italie, le chef de la révolution; et il envahissait les provinces romaines au nom de *l'idée unitaire*. C'est à l'avenir à montrer si cette révolution est conforme aux intérêts de la Péninsule.

Le 7 septembre, le cabinet de Turin avait envoyé au gouvernement de Pie IX, par le comte Della Minerva, un ultimatum, demandant le licenciement immédiat des troupes étrangères, sans quoi il agirait par les armes. « Nul gouvernement, disait cette pièce, n'a le droit d'abandon-

ner au caprice d'une bande de soldats d'aventure les biens, l'honneur et la vie des habitants d'un pays civilisé. » Cet ultimatum fut remis le 9; et le 11, Antonelli y fit une réponse négative. Le 9, le général en chef des troupes italiennes, Fanti, avait adressé une dépêche à Lamoricière portant qu'il considérerait comme un *casus belli* la répression par les troupes pontificales, d'un mouvement patriotique des populations. Le 11, avant d'avoir pu recevoir la réponse de Rome, l'armée italienne, forte d'environ trente-cinq mille hommes, était en mouvement et marchait sur les provinces romaines en deux colonnes; l'une, à l'ouest des Apennins, suivait la vallée du Tibre; l'autre, à l'est, commandée par Cialdini, se dirigeait sur Ancône en longeant l'Adriatique.

A Rome, on se flattait de l'appui armé de la France, et Antonelli télégraphia à Lamoricière que l'empereur Napoléon avait écrit à Victor-Emmanuel que, s'il attaquait les États pontificaux, *il s'y opposerait par la force.* Plus tard, ces expressions furent démenties, et la diplomatie française les rectifia en disant que l'empereur avait dit seulement *qu'il serait forcé de s'y opposer.*

Les troupes de Lamoricière, au nombre d'environ 20,000 hommes, étaient réparties en trois corps: l'un occupait Macerata; l'autre, placé entre Spolète et Terni, surveillait le bassin du Tibre; Lamoricière, avec un troisième corps, était placé entre deux à Foligno, à cheval sur les Apennins. Il aurait pu manœuvrer dans la direction de Rome, et y abriter sa petite armée en cas de revers; mais alors la révolution se serait librement répandue sur le pays; il préféra masser ses troupes à Ancône, d'où il pouvait mieux surveiller les provinces; mais il fut gagné de vitesse par Cialdini, qui occupa avant lui les hauteurs d'Osimo et de Castelfidardo, au sud d'Ancône. Lamoricière, arrivé le 18 septembre en vue de l'armée italienne, veut forcer le passage et attaque la gauche des Italiens sur les hauteurs de Castelfidardo. Le général Pimodan, avec les Français et les Belges, suivi à quelque distance des Allemands et des Suisses, engage chaudement l'affaire; mais il tombe percé de trois balles. Lamo-

ricière, bouillant comme un colonel de zouaves, se trouvait au premier rang; il se voit coupé de son armée, et, avec une faible colonne, il se fraye un passage le long de la mer et se jette dans Ancône. Le lendemain, la petite armée pontificale, cernée par les Italiens et sans général, déposa les armes. Dans cette affaire, une avant-garde d'un millier d'hommes avait été seule sérieusement engagée; les volontaires français et belges se battirent vaillamment; les autres corps étrangers se conduisirent mollement. Quant aux soldats italiens du pape, ils se débandèrent au premier coup de feu, et tirèrent sur leurs compagnons d'armes lorsque leurs officiers voulurent les ramener au combat. Lamoricière, enfermé dans Ancône avec 7 ou 8,000 hommes, soutint un siége de quelques jours, puis rendit la place. En dix-huit jours, grâce aux manœuvres habiles des généraux italiens, la campagne fut terminée et avec peu d'effusion de sang. L'armée italienne occupa toutes les provinces pontificales, à l'exception du Patrimoine de Saint-Pierre et de la Campagne de Rome. C'était le jardin que les troupes françaises avaient ordre de conserver au pape. Le programme du *Pape et du Congrès* était exécuté. La joie des populations romaines fut excessive; et quand vint le moment du scrutin (5 novembre), elles votèrent d'enthousiasme leur fusion dans le royaume italien.

Ainsi que l'annonçait le mémorandum du 12 septembre, l'occupation des provinces romaines n'était que le prélude de l'intervention à Naples. Mais, avant d'engager la fortune de l'Italie dans cette entreprise hasardeuse, Cavour éprouva le besoin de fortifier sa politique par une nouvelle sanction parlementaire. Le 2 octobre, il réunit les chambres; il en réclama des pleins pouvoirs pour accepter l'annexion des provinces méridionales et un vote de confiance. Un conflit très-grave s'était élevé. Le parti de l'action se remuait pour faire tomber le ministère; Garibaldi avait demandé au roi le renvoi de Cavour et de Farini. Cavour posa la question devant le parlement. Il n'aurait pu, dit-il, se retirer sans ébranler le régime constitutionnel; la chambre est juge entre lui et Garibaldi; si elle

donne raison à Garibaldi, le ministère se retirera sans qu'aucun principe soit violé ; si le parlement, au contraire, conserve sa confiance aù ministère, il y a lieu d'espérer que Garibaldi écoutera plutôt les représentants de la nation, qu'un petit nombre d'esprits chagrins qui cherchent à le séparer de la cause nationale. L'opposition constitutionnelle, appréciant le danger de laisser une volonté privée, quelque illustre qu'elle soit, empiéter sur la souveraineté nationale, se joignit à la majorité, et le cabinet Cavour obtint un vote de confiance à la presque unanimité. Cette courte session le retrempa.

Le succès de Cavour auprès de l'opinion ne fut pas moins frappant. La brillante campagne des généraux italiens dans les provinces romaines et l'invasion prochaine du territoire napolitain ramenèrent tous les suffrages au gouvernement du roi. Le parti de l'action se fondit de nouveau dans le grand parti national. A Florence, le peuple ne tarissait pas en acclamations ; à Milan, l'opposition cessa, et la presse célébra d'une voix unanime la politique de Turin.

L'ascendant étant revenu à Victor-Emmanuel dans le nord, il était urgent de dominer la situation dans le sud, et d'obtenir rapidement le vote des populations en faveur de l'annexion. Mazzini était à Naples et soufflait le feu ; mais le gros de la population, effrayé du désordre et mécontent de la continuation du provisoire, faisait des démonstrations en faveur de l'annexion. Garibaldi, toujours ulcéré contre Cavour, retardait la fusion et demandait au roi de garder la dictature. Les amis de l'Italie déploraient ce schisme entre les deux grandes individualités de la révolution. Un citoyen vénérable, le marquis Pallavicini, le dernier survivant des cruautés du Spielberg, appelé à Naples par Garibaldi comme prodictateur, fut le conciliateur qui le ramena. Il lui fit comprendre les suites déplorables d'une scission dans un moment où l'Italie n'avait pas trop de toute sa prudence et de toute sa concorde pour se faire pardonner ses actes révolutionnaires. Garibaldi, dont le cœur loyal parle juste lorsqu'il est bien conseillé, se rendit aux sollicitations de son vieil ami, et les popula-

tions napolitaines furent convoquées pour le 21 octobre afin de voter la fusion. La question était posée en ces termes : « Voulez-vous l'Italie une et indivisible avec Victor-Emmanuel comme roi constitutionnel et ses descendants légitimes? »

Le 6 octobre, Cavour notifia au ministre de François II, qui s'obstinait à rester à Turin, que Victor-Emmanuel allait intervenir militairement à Naples. En se mettant à la tête de l'armée, le roi lança cette fière proclamation (9 octobre) : « Peuples de l'Italie méridionale, mes troupes s'avancent parmi vous pour consolider l'ordre. Je ne viens pas vous imposer ma volonté, mais faire respecter la vôtre. Vous pourrez librement la manifester. La Providence, qui protége les causes justes, inspirera le vote que vous déposerez dans l'urne. Quelle que soit la gravité des événements, j'attends avec calme le jugement de l'Europe civilisée et celui de l'histoire, parce que j'ai la conscience d'accomplir mon devoir de roi et d'Italien. Ma politique ne sera peut-être pas inutile pour réconcilier en Europe le progrès des peuples avec la stabilité des monarchies. Je sais que je mets un terme, en Italie, à l'ère des révolutions. »

Le même jour, à la tête de 20,000 hommes, Victor-Emmanuel entra dans les Abruzzes. Un corps de 10,000 Piémontais gagna Naples par mer. Si les généraux napolitains avaient eu du sang-froid et des troupes solides, ils pouvaient encore tenir la campagne; car ils étaient massés dans de fortes positions d'où ils isolaient Victor-Emmanuel de Garibaldi; mais ils perdirent la tête et manœuvrèrent si mal, que les Piémontais, sans livrer de bataille, par de petits combats et des marchès bien combinées, disloquèrent l'armée napolitaine. Une partie se rendit; un corps de 17,000 hommes, qui suffisait pour soutenir l'effort de Victor-Emmanuel, se réfugia sur le territoire pontifical et posa les armes. Le 1er novembre, les Piémontais commencèrent le bombardement de Capoue; la place capitula dans la nuit, et les restes de l'armée de François II s'enfermèrent à Gaëte.

Le 26 octobre, eut lieu la rencontre de Victor-Emmanuel

et de Garibaldi. Le 7 novembre, Victor-Emmanuel fit son entrée à Naples en voiture découverte; à côté de lui était Garibaldi, en chemise rouge avec son vieux feutre rabattu; il faisait une pluie torrentielle; la foule était cependant nombreuse et applaudissait bruyamment. Le roi se rendit à Saint-Janvier, où il assista à un *Te Deum*; puis il reçut au palais les députations civiles et militaires du royaume.

Le 21 octobre, la population avait accepté l'annexion par 1,300,000 suffrages, chiffre énorme relativement à la population; mais, sauf quelques serviteurs des Bourbons et quelques Mazziniens, tous les partis et toutes les classes s'étaient ralliés à cette solution. Les démocrates l'avaient votée pour consommer l'unité italienne; les libéraux modérés, parce qu'ils voyaient dans l'avénement de Victor-Emmanuel la fin du désordre et l'ouverture d'une ère nouvelle de liberté et de progrès; le bas peuple s'y était joint par imitation et par goût de la nouveauté; la masse moyenne et timide, afin de trouver une protection contre le retour d'une dynastie détestée et implacable dans ses vengeances. Cette solution, si contestée par l'Europe, était la plus souhaitable pour l'avenir des populations napolitaines. Au moment du vote, le royaume des Deux-Siciles était dissous; les anciens partis avaient disparu dans une mêlée confuse et sans nom, une haine terrible armait la Sicile et les Calabres contre Naples; tous les liens de l'administration et de l'ordre public étaient rompus. La population effrayée, éperdue au milieu de ce chaos, ne vit de salut que dans la proclamation du prince resté seul debout et populaire au milieu de l'écroulement de tous les pouvoirs de l'Italie. En cela, elle servit la cause de la liberté et de la civilisation. L'annexion avait l'avantage de la faire entrer en partage des lumières et de l'expérience politique de l'Italie du nord. Soutenus et guidés dans leur marche vers le progrès, les Napolitains ont désormais la meilleure occasion de sortir de la tyrannie dégradante qui a si longtemps déshonoré leur pays.

Mais, si cette votation mettait un terme légal à la ré-

volution commencée par Garibaldi, il n'était pas en son pouvoir de ramener de sitôt la confiance et le calme. Trop de passions et de cupidités étaient en mouvement, trop de corruptions rongeaient cette société pervertie jusqu'à la moelle par le gouvernement des Bourbons. En rapprochant la révolution napolitaine de 1860 de celle de l'Italie centrale, on est frappé de son infériorité. A Bologne, à Florence, à Modène, les gouvernements tombent devant l'explosion spontanée et irrésistible du sentiment public. A Naples, la population n'a pas le courage et l'énergie d'agir ; elle garde une attitude passive ; elle attend Garibaldi sans coopérer à la victoire ; les volontaires et l'armée piémontaise battent les troupes bourboniennes et prennent les forteresses; la population se borne à exhaler son libéralisme en ovations et en démonstrations retentissantes. Le gouvernement des Bourbons tombe moins par l'effort de ses ennemis que par sa corruption et par une trahison générale. Au moment du danger, les princes du sang, les grands du royaume, les ministres, les généraux, l'abandonnent et passent à la révolution, en affectant un zèle patriotique qui n'était pas dans leur cœur. Mieux aurait valu, pour l'honneur national, une victoire plus chèrement achetée. Cette faiblesse, cet abandon de tout un peuple est un triste spectacle ; il atteste un état d'énervement, un affaissement de l'esprit public vraiment déplorable. Pour relever ce peuple et lui rendre le courage civil, la minorité libérale aura de rudes combats à soutenir.

Une fois Victor-Emmanuel à Naples, le rôle du dictateur était terminé. Deux jours après l'arrivée du roi, Garibaldi s'éclipsa ; le roi lui offrait de grands avantages et le collier de l'Annonciade ; Garibaldi ne demanda des récompenses et des emplois que pour ses compagnons d'armes, et il partit pour son petit domaine de Caprera, pauvre comme le jour de son apparition sur la scène politique, mais entouré d'une gloire et d'une popularité immenses.

Avant de quitter la scène politique, le héros adressa à l'Italie une brûlante proclamation où il l'adjurait de con-

rir aux armes et de se préparer pendant l'hiver à livrer la dernière bataille de la liberté.

« Aux armes! tous! tous! et les oppresseurs, les tout-puissants se disperseront comme la poussière! Vous, femmes! repoussez bien loin les lâches, ils ne vous donneraient que des lâches; et vous, filles, ne souhaitez qu'une postérité, une race brave et généreuse.

» Que les doctrinaires peureux aillent traîner ailleurs leur servilisme et leur misère. Ce peuple est maître de lui. Il veut être le frère des autres peuples, mais regarder de haut les superbes et ne pas ramper en mendiant sa liberté. Il ne veut pas être à la remorque d'hommes au cœur de boue. Non! non! non!

» La Providence a fait don à l'Italie de Victor-Emmanuel; tout Italien doit se rallier à lui et se serrer autour de lui. A côté du *roi galant homme*, toute rivalité doit disparaître, toute rancune se dissiper. Encore une fois, je vous répète mon cri : Aux armes! tous! tous! »

Quelle âme de feu! quelle ardeur d'apôtre! seul avec sa foi, sans intrigues, sans conspirations, Garibaldi s'est présenté à l'Italie, et il l'a fascinée; il l'entraîne sur ses pas; elle le suit aveuglément comme un nouveau Pierre l'Ermite. C'est que Garibaldi a un attrait supérieur. C'est un grand cœur, un homme de foi. Il vit pour une idée. Il en poursuit la réalisation, l'œil fixé sur le but, insensible aux obstacles, soutenu par la confiance des croyants Son âme héroïque, et coulée d'un jet, n'admet pas la possibilité de fléchir; à ses yeux, chaque ménagement, chaque temporisation est une lâcheté et une bassesse. L'Italie n'a plus rien à ménager; la forte race romaine est sortie de sa tombe, elle va lui donner un million de soldats. Devant cette levée, Rome, Venise, Mantoue ouvriront leurs portes; le trône vermoulu des Hapsbourg s'affaissera; les dernières chaînes de l'Italie se briseront. Si des hommes au cœur rampant et lâche, des politiques d'antichambre retiennent cette généreuse ardeur, que l'Italie les fasse rentrer dans le néant!

Ces violences de langage, ce défi injurieux lancé au politique que l'Europe salue comme le plus entreprenant

et le plus audacieux des hommes d'État contemporains, faisaient présager de nouveaux conflits. La lutte entre le le pays légal et le pays révolutionnaire n'était pas terminée. L'Italie échevelée et frémissante de Mazzini se redressait. Si Garibaldi était une des forces de l'Italie, sa prétention de peser sur le gouvernement du roi, sa témérité, son emportement, sa haine insensée contre la France, la mère et la patronne du jeune royaume italien, en faisaient un danger public. Son entraînement aveugle menaçait de replonger sa patrie dans cette politique d'aventure et de folles équipées, dont elle a eu tant de peine à se guérir.

L'investissement de Gaëte commença le 5 novembre. François II avait encore beaucoup de troupes, mais n'ayant pas su s'en servir en rase campagne, elles n'étaient qu'un embarras pour la défense de la place, et il en licencia la plus grande partie. Depuis le commencement de la guerre, ce prince s'était conduit d'une manière pitoyable, toujours reculant, ne prenant que des demi-mesures, et manquant d'à-propos autant que de décision. A ce moment suprême, l'énergie lui vint, et il adopta de mâles conseils. Sa cause était désespérée, le royaume entièrement dans les mains du parti italien; la diplomatie ne lui donnait aucun appui effectif; seule la France lui accordait la présence de sa flotte, ce qui empêchait le blocus de Gaëte par mer. François II disposa tout pour défendre la place, jusqu'à la dernière extrémité. Il envoyait aux puissances des notes pressantes, insistant sur la solidarité des couronnes et sur le péril auquel était exposé l'ordre européen, si son trône était laissé à la merci de la révolution. Aux populations napolitaines, il adressa de belles proclamations. Ses adhérents préparaient un soulèvement sanfédiste. Dans quelques cantons des Abruzzes, la population s'ébranla en faveur de la cause bourbonienne, mais partout ailleurs les sanfédistes ne purent mettre en ligne que des bandes peu nombreuses qui dégénérèrent bientôt en brigandage. Le temps du cardinal Ruffo était passé.

L'insurrection ne se propageant pas, le siége de Gaëte

n'était plus qu'un duel d'artillerie. De parallèle en parallèle, les assiégeants arrivèrent à des positions d'où leurs batteries criblaient la place. A partir du 7 janvier, le dommage devint notable et les casemates furent entamées. A la fin de janvier, la dévastation était fort grande. L'escadre française s'étant retirée (19 janvier), la flotte italienne vint mettre le blocus devant la place ; le typhus et la disette ajoutèrent leurs ravages à ceux du bombardement. Le 13 mars, après avoir épuisé tous les moyens de résistance, François II fut contraint de capituler. Ce jour-là, l'Italie fut délivrée d'une grande anxiété, car tant que le débat n'était pas tranché devant Gaëte, elle avait à redouter une intervention des puissances du Nord.

L'invasion de l'État romain et du royaume de Naples avait excité un violent orage diplomatique. La France et la Russie retirèrent leur ambassadeur de Turin. L'empereur d'Autriche chercha à tirer parti de ces événements; suivant lui, la Révolution italienne était le premier anneau d'une chaîne de révolutions, qui devaient éclater en Hongrie et en Pologne et menacer également toutes les puissances. Il proposa à l'empereur de Russie une entrevue. Elle eut lieu à Varsovie le 22 octobre. La France, instruite des dispositions pacifiques de l'empereur de Russie, lui communiqua ses idées dans un mémorandum; elle déclara que dans le cas où l'Italie attaquerait la Vénétie, elle ne lui donnerait aucun appui; et elle proposa un congrès pour régler les affaires italiennes, mais en stipulant que la cession de la Lombarbie par l'Autriche était définitive; et que l'abstention de la France était subordonnée à celle des puissances allemandes. C'était maintenir le principe de non-intervention. L'Autriche, découragée par les dispositions pacifiques de l'empereur de Russie et du prince régent de Prusse, se tint en repos dans ses États, et le cabinet de Turin put poursuivre ses projets sur l'Italie méridionale. Dans ces circonstances précaires, où les actes irréguliers du cabinet de Turin prêtaient si fort le flanc aux attaques de la diplomatie, l'appui de l'Angleterre fut d'un prix inestimable à l'Italie.

Depuis la paix de Villafranca, l'Angleterre était la sau-

regarde et l'alliée intime de Victor-Emmanuel. Dans la question de l'Italie centrale, son patronage avait mis un poids décisif dans la balance, et permis au cabinet de Turin de procéder à l'annexion de la Toscane. Dans la question de l'Italie méridionale, son appui ne fut pas moins cordial et moins efficace. Durant l'été de 1860, à mesure que les événements s'étaient déroulés, la faiblesse des gouvernements romains et napolitains, se manifestant clairement, l'opinion anglaise devint favorable à l'unité italienne, et en vint à regarder la formation d'un grand royaume constitutionnel, comme la solution la plus propre à assurer l'indépendance et la prospérité de l'Italie. Lors de l'expédition de Garibaldi en Sicile, le bon vouloir de lord John Russell fut d'abord retenu par la crainte que la France n'exigeât du cabinet de Turin de nouvelles cessions territoriales. Une fois rassuré sur ce point, il ne mit plus d'obstacles à la chute des Bourbons. A Londres, on faisait publiquement des souscriptions en faveur de l'expédition de Garibaldi. Au mois de juillet, quand le cabinet de Paris proposa d'agir en commun, pour empêcher le passage de Garibaldi en Calabre, le cabinet de Londres refusa nettement. Le point de vue de l'Angleterre était de laisser toute latitude au gouvernement de Victor-Emmanuel, pour compléter la révolution, mais de lui interdire l'invasion de la Vénétie. Lorsque les troupes piémontaises envahirent les provinces romaines, non-seulement lord John Russel ne prononça pas une parole de blâme, mais il reconnut la convenance de cette intervention. Victor-Emmanuel s'étant posé comme le champion de l'Italie, dit-il, c'est à lui de diriger et de régler le mouvement, de comprimer l'anarchie et de substituer un régime régulier à l'exploitation des provinces romaines par des mercenaires étrangers. Il demanda même que cette occupation fût étendue à la ville de Rome, et protesta contre les renforts envoyés de France à la garnison de Rome. Au départ de François II pour Gaëte, le ministre anglais resta à Naples, et noua des rapports officieux avec Garibaldi. Enfin, le 27 octobre, à la suite du retrait des ambassadeurs russes et français, lord John

Russell frappa le grand coup, en remettant au cabinet de Turin une dépêche où il approuvait sans détours l'annexion de l'Italie méridionale. Le ton élevé et les vues générales de cette pièce, rappelaient bien plus l'œuvre d'un publiciste que le langage habituellement si froid et si formaliste de la diplomatie.

Les populations romaines et napolitaines, disait la note anglaise, fatiguées du désordre incurable de la justice et de l'administration, ont reconnu que la [illegible] de ces deux gouvernements était le préalable indispensable de toutes les améliorations. L'Angleterre ne saurait les en blâmer, car elles sont les meilleurs juges en cette matière. Tout, dans les derniers événements, atteste que les populations de l'Italie méridionale étaient profondément désaffectionnées ; s'il n'en avait été ainsi, le pape aurait-il été réduit à s'appuyer sur des mercenaires étrangers ; la Sicile aurait-elle été conquise par 2,000 volontaires et Naples par 5,000 ? Les Napolitains ont tenté inutilement en 1820, et en 1848, d'accommoder leur dynastie avec le régime parlementaire ; en 1860, ils ont fait comme l'Angleterre a fait avec les Stuarts en 1688. Une telle révolution a sans doute ses dangers ; mais, la révolution italienne a été conduite avec une modération rare. Le renversement des pouvoirs existants n'a été accompagné d'aucune violence. Aussi, loin de s'associer au blâme dont la Russie, la Prusse et l'Autriche ont frappé les actes du cabinet de Turin, l'Angleterre ne peut qu'applaudir au spectacle d'un peuple élevant l'édifice de sa liberté et de son indépendance, par l'institution d'une monarchie constitutionnelle, associée au nom d'un prince descendant d'une ancienne et glorieuse dynastie.

Cette dépêche élevée et digne du libéralisme généreux de lord John Russell, fut d'un grand secours à Cavour pour défendre sa politique. Prenant occasion du blâme infligé par la Prusse à ses derniers actes, il lui adressa le 9 novembre une note justificative, habilement conçue. Il est admis, dit-il, que chaque nation a la faculté de régler ses propres destinées, l'Italie ne saurait faire exception. Si l'Europe s'arroge un droit de juridiction sur

des divisions territoriales reconnues par des traités, l'Italie ne saurait cependant se vouer à l'immobilité. L'opiniâtreté des gouvernements à refuser des concessions à leurs sujets, a été la cause première de la révolution. Le Piémont n'a fait que venir en aide à des populations depuis quarante années en lutte avec leurs gouvernements. Loin de représenter le désordre et l'anarchie, le gouvernement de Victor-Emmanuel est en Italie le vrai représentant du principe monarchique. C'est nous qui l'avons relevé dans l'esprit des peuples, et qui lui avons donné une nouvelle consécration; aujourd'hui, ce pouvoir est la seule digue à l'esprit révolutionnaire. Nous sommes l'Italie, nous agissons en son nom; mais nous sommes en même temps les modérateurs du mouvement national. Nos efforts ont pour but de le diriger, de le régler, d'empêcher qu'il ne se dénature par des alliages impurs. Est-il juste, est-il prudent de la part des puissances, de le débiliter en l'isolant, et de le forcer à s'appuyer dans des circonstances données sur des éléments dangereux?

Après avoir séjourné quelque temps à Naples, Victor-Emmanuel se rendit à Palerme, où il fut accueilli avec enthousiasme; puis il repartit pour Turin. Une tâche immense était maintenant imposée à son gouvernement. Après avoir proclamé légalement le nouveau royaume, il fallait l'organiser, y créer une administration, unifier la justice, l'instruction publique, la dette, régulariser les impôts, composer une armée nationale. Dans le mois de janvier 1861, les colléges électoraux furent convoqués; et pour la première fois la nation fut appelée à élire une représentation. On avait craint que les provinces méridionales n'envoyassent une majorité de députés mazziniens et garibaldiens; mais les choix tombèrent en grande partie sur des constitutionnels purs. Dans le Nord de l'Italie, le parti cavourien obtint une majorité imposante. En Toscane, dans cette province si judicieuse, dont la conduite sage et mesurée avait tant aidé à la réussite de la révolution, le parti cavourien obtint l'unanimité.

La nouvelle Assemblée se réunit le 18 février; et les pouvoirs une fois vérifiés, on s'occupa de la proclamation

de Victor-Emmanuel, comme roi d'Italie. Cet acte pouvait donner l'occasion de soulever des questions constitutionnelles dangereuses; et, dans un autre moment, l'opposition n'y aurait pas manqué; mais l'esprit de concorde prévalut, et la couronne d'Italie fut déférée à Victor-Emmanuel, sans modifications au statut piémontais devenu, d'un commun accord, la constitution de l'Italie. Le 15 mars, toute la Péninsule illumina; et de grandes réjouissances et une fête annuelle furent décrétées, afin de célébrer dignement cet acte mémorable.

Des discussions importantes occupèrent les premières séances du parlement. Cavour paraissait les rechercher comme une occasion de parler à l'Italie et à l'Europe. Le discours de la couronne fut pacifique. « Dans d'autres circonstances, dit le roi, ma parole a été hardie; la sagesse ne consiste pas moins à savoir oser que temporiser à propos. Dévoué à l'Italie, je n'ai jamais hésité à risquer pour elle ma vie et ma couronne; mais nul n'a le droit de risquer l'existence et le sort d'une nation. » Évidemment, Cavour, sans rien céder en droit des prétentions du royaume d'Italie à son territoire naturel, était d'opinion qu'il fallait, pour le moment, enrayer le mouvement et consolider les résultats acquis en organisant le royaume, en lui créant une armée et des finances. Dans son discours sur la Vénétie, il en revendiqua hautement la possession; mais il engagea l'Italie à être patiente, à ménager l'opinion européenne pour la mettre de son côté. Quand l'Italie aura convaincu l'Europe qu'elle peut être une nation et que rien ne réconciliera Venise avec la domination autrichienne, l'Europe, dit-il, pèsera sur l'Autriche et la contraindra à céder, ou permettra à l'Italie de recourir aux armes. Aujourd'hui, une déclaration de guerre produirait une coalition. Cavour ne voulait à aucun prix rappeler la France en Italie.

Dans son discours sur Rome, Cavour traita la question à un point de vue élevé. « L'étoile de l'Italie, dit-il, c'est Rome; voilà notre étoile polaire. Il faut que la cité éternelle, sur laquelle vingt-cinq siècles ont accumulé toutes les gloires, soit la capitale de l'Italie. L'unité de l'Italie, la

paix de l'Europe sont à ce prix. » Mais si l'Italie doit aller à Rome, il faut que ce soit de concert avec la France et sans que la grande masse des catholiques y puisse redouter un asservissement de l'Église. Ce sont des forces morales qui nous conduiront à ce résultat ; c'est la conviction que la religion n'a rien à craindre de la liberté. Il faut que le pape comprenne et accepte cette situation nouvelle, qui lui donnera une liberté qu'il n'a jamais obtenue des puissances catholiques. L'Italie est prête à la lui donner, et à proclamer le grand principe de l'*Église libre dans l'État libre.* Elle s'attachera par sa législation à réaliser ce nouveau principe, un des grands besoins de l'Europe moderne. Cette nouvelle face donnée à la question n'était point une manœuvre de tribune. Cet homme d'État, si détesté et si peu compris du clergé, avait toujours été partisan de la liberté de l'Église, à la condition qu'elle renonçât à être une *Église État* pour devenir une *Église Institution.*

Le programme de Cavour fut agréé par la majorité du parlement, et diverses commissions furent nommées pour étudier les importants projets de lois présentés par Minghetti, le ministre de l'intérieur, un des hommes les mieux qualifiés pour organiser le nouveau royaume. Jamais Cavour ne s'était élevé aussi haut que dans ces discussions ; jamais il n'avait embrassé d'un coup d'œil plus ferme l'ensemble des faits, et tracé avec plus de sagacité la marche à suivre pour terminer heureusement la révolution italienne. Sa parole avait la plénitude et le ton d'autorité de l'homme d'État consommé. La nation le saluait comme le pilote dont le coup d'œil sûr et la main exercée étaient seuls capables de diriger avec succès la nef si ballottée de l'Italie. La majorité du parlement le révérait comme son guide et son chef nécessaire. L'opposition se troublait en face du grand ministre, et, n'osant attaquer sa personne, elle portait des coups sournois à ses collègues. Qui aurait dit que cette discussion était le testament politique de Cavour !

Les fêtes votées par le parlement pour la proclamation du royaume d'Italie mettaient toute la nation dans l'allé-

gresse. Turin regorgeait de populations accourues à ce spectacle, lorsqu'une nouvelle sinistre vint glacer ces populations enthousiastes. Un mal foudroyant venait de frapper Cavour; le cerveau était atteint, et cette puissante intelligence menacée de destruction. Turin était dans la consternation. Une foule immense se pressait avec anxiété dans les rues, avide des moindres détails; mais la marche implacable de la maladie ne laissait aucun espoir. Le jour de la mort de Cavour (6 juin 1861), il y eut sur toute l'Italie comme l'ombre d'une éclipse, un cri d'angoisse sortit de toutes les poitrines. Le vide était immense. Cavour était la tête délibérante de la révolution, le guide que la nation suivait de confiance dans la voie difficile et traversée de sa régénération. Lui seul avait tous les plans de la révolution et connaissait tout le détail des négociations. Il était l'âme du parlement, le régulateur de ses discussions, l'homme d'initiative qui trouvait les ressources et faisait face à toutes les situations. L'attitude et le langage des hommes politiques furent patriotiques et émus. Le mot de concorde courut dans toutes les bouches, et Ricasoli fut appelé par la voix publique à diriger les affaires.

Quelle fut la part de ce grand ministre dans la révolution italienne? L'histoire ne doit ni la surfaire ni l'amoindrir. A l'époque où Cavour arriva aux affaires en 1850, les éléments d'une Italie nouvelle existaient depuis longtemps. Depuis trente-cinq ans, la partie jeune et intelligente de la nation luttait pour arracher à ses princes la liberté. L'Italie comptait des milliers de martyrs; elle avait eu des poëtes et des publicistes; bien des projets de constitution avaient été mis en avant; les uns faisaient de la Péninsule un royaume unitaire, les autres une république unitaire, quelques-uns une république fédérative, d'autres une fédération de principautés constitutionnelles; on avait ressuscité jusqu'au fantôme du guelfisme et acclamé un pape comme le protecteur de l'Italie, son chef politique. Mais l'épreuve des faits avait ruiné tous ces projets, et la Péninsule venait de traverser une révolution désastreuse, où tous ses gouvernements, à l'exception d'un seul, avaient perdu leur popularité.

S'emparant de l'institution demeurée seule debout au milieu de tant de ruines, la royauté constitutionnelle de la maison de Savoie, Cavour s'attacha à en faire le centre politique de la Péninsule; il ne lança point de programme fastueux, mais il imprima au gouvernement de Victor-Emmanuel une direction énergique; il profita habilement de toutes les circonstances pour accroître sa considération en Europe et pour le présenter aux Italiens comme un pouvoir national. Pendant cette partie de sa tâche, à la fois chef d'une politique régulière et agitateur, Cavour eut à compter avec de dangereuses passions. Il sut s'en servir en les contenant; il poussa la propagande dans les autres États italiens, et, à l'intérieur, il régla le parti national et le forma à la discipline parlementaire, il le dépouilla de ses allures violentes et révolutionnaires. Attaqué avec passion par le parti de l'ancien régime, il lui tint tête, et, dans le même temps, sa politique mesurée, loin d'affaiblir l'idée monarchique, lui donna un lustre nouveau, et jeta les bases d'une royauté nationale. La foi en Cavour avait gagné de proche en proche. La nation attendait de lui sa délivrance. Maître du parlement, il exerçait une sorte de dictature. Une fois les fils de la révolution réunis dans sa main, Cavour conclut l'alliance française, qui devint le pivot de sa politique, et il appela Napoléon III en Italie.

L'Autriche fut vaincue sans être expulsée. Cavour se retira momentanément du ministère; mais il ne cessa pas de prendre une part importante aux affaires. Ce que l'Italie n'avait pas conquis sur l'Adige, il entreprit de le lui donner sur l'Arno et sur le Volturne en poussant le travail de la propagande. L'excellence de l'organisation qu'il avait donnée au parti national portait ses fruits. Les populations libérées acclamaient unanimement Victor-Emmanuel et le mouvement se déroulait avec une discipline et un ensemble parfaits. Le principe de non-intervention protégeait la révolution. L'Italie entrait en possession de ses destinées.

Durant l'année 1860, et ce ministère célèbre qui scella l'annexion de l'Italie centrale et effectua celle des pro-

vinces napolitaines, la position de Cavour fut des plus compliquées. Affaibli par la cession de Nice, menacé par la popularité de Garibaldi, Cavour déploya tout ce que sa riche nature possédait de souplesse et de ténacité. D'abord il entrave l'expédition de Sicile, interdit celle des États romains, et, dans ses notes aux puissances, il désavoue les actes du parti garibaldien, ce qui tempère le courroux de la diplomatie Dans le même temps, il pousse l'agitation à Naples, et travaille à y susciter une révolution analogue à celle du 27 avril à Florence; mais l'impétuosité de Garibaldi et la mollesse du peuple napolitain déjouent ce plan. Les têtes fermentent dans toute l'Italie. Cavour voit sa popularité chanceler, et la cause constitutionnelle menacée d'un désastre. A ce moment, il prend son parti, et, d'un seul élan, il ressaisit la direction de la révolution. Par un coup d'audace tout personnel, il envahit les provinces romaines et les nettoie en quelques jours de leurs défenseurs. Victor-Emmanuel marche sur Naples, les populations napolitaines le couronnent roi d'Italie, les partis sont ralliés et la révolution unitaire consommée.

L'homme d'État qui, en dix ans, a conduit l'Italie de Novare à Solferino, qui a transformé le Piémont en royaume d'Italie, qui a relevé dans l'opinion de l'Europe la réputation de son pays, qui a su discipliner la révolution et contenir les ennemis de la liberté, qui a constamment gouverné avec le statut, et qui, au milieu d'une révolution radicale, a réussi à relever les idées d'ordre et le principe monarchique, cet homme d'État est un grand politique et le principal artisan de la restauration de sa patrie.

Quel sort l'avenir réserve-t-il à la révolution italienne? Cette unification rapide de la Péninsule est-elle durable? L'Europe a de la peine à y croire; mais l'Europe a-t-elle donné une attention suffisante aux tentatives infructueuses et aux combinaisons variées par lesquelles les Italiens ont vainement tenté, depuis un demi-siècle, de relever leur patrie? A-t-elle observé la chaîne qui lie les péripéties de cette longue révolution et qui aboutit aux derniers événements?

Depuis des siècles, l'Italie tend à une organisation concentrée, et chaque remaniement territorial a fait disparaître quelqu'un de ses nombreux États. Au moyen âge, elle se subdivisait en plusieurs centaines de villes et de seigneuries. A la fin du siècle dernier, elle ne comptait plus qu'un petit nombre d'États correspondants à peu près à ses provinces naturelles, et ces États, à l'exception de la monarchie sarde, étaient en pleine décadence ou soumis à des princes étrangers.

Napoléon raya les anciennes circonscriptions territoriales, et introduisit dans toute la Péninsule une administration et une législation uniformes. Sous l'influence de cet ébranlement, l'Italie secoua la léthargie sociale à laquelle elle s'abandonnait depuis trois siècles. Cette histoire a raconté l'enthousiasme libéral de la jeunesse italienne après 1814, et son refus d'accepter l'œuvre du congrès de Vienne. Trois choses la repoussaient : la négation de la liberté politique, l'assujettissement à l'Autriche et le fractionnement des États. Aux yeux de l'Autriche, l'Italie n'était qu'une expression géographique; mais la jeunesse de la Péninsule y voyait une nationalité égale à la France et à l'Angleterre, un être moral ayant droit à se constituer en un seul corps politique. L'*unité* entrait tellement dans ses plans, qu'en 1815 elle projeta un grand royaume constitutionnel dont la couronne aurait été déférée à Napoléon ou à Murat, et les carbonari rêvèrent longtemps la *république ausonienne*.

Le parti national n'eut d'abord qu'une existence clandestine : exclu des emplois, persécuté par la police, dédaigné par le préjugé populaire, il travailla avec la mine et la sape; mais ses progrès furent constants. De 1815 à 1830, il ne formait qu'une minorité faible, isolée, incomprise; de 1830 à 1845, le crédit et la considération lui viennent, la nation se dépouille de son esprit de servilité et d'apathie et s'ouvre à une ambition chaque année plus exigeante.

Comme l'Allemagne avait répondu par le teutonisme au despotisme de Napoléon, l'Italie opposa l'*italianisme* à la tyrannie de l'Autriche. Couvée au moyen âge par Pétrarque et Machiavel, l'*idée italienne* fut professée avec une fer-

veur croissante par Alfieri, Foscolo, Gioberti, Niccolini, Balbo et, on peut le dire, par toute la littérature du XIXe siècle; car il n'est pas un poëte, pas un romancier, pas un publiciste chez lequel on ne la retrouve. Durant les soixante dernières années tout ce qui a été écrit en Italie en est imprégné. Aux yeux des littérateurs, Naples, le Piémont, la Toscane, Milan ne sont que d'étroits municipes, l'Italie seule est digne de leurs hommages. Ainsi l'idée d'une patrie générale, supérieure aux démarcations des petits États, n'a cessé de gagner pendant cette période; elle a été le mot d'ordre des classes intelligentes avant de devenir le drapeau des masses.

Parmi les propagateurs de l'*idée italienne*, Mazzini eut le premier rang. Sa hardiesse à demander une république unitaire, à réclamer Rome comme ville nationale, à prédire un nouveau développement civil, politique et religieux dont cette capitale serait le foyer, donna à l'*idée* un attrait prestigieux et en fit la religion de la jeunesse. Mais son parti ne comprenait que les esprits ardents. Les libéraux modérés, effrayés des terribles questions que soulevait le radicalisme de cette doctrine, lui opposèrent vers 1840 une école *néo-guelfe* qui substitua à la république unitaire une fédération de princes présidée par le pape.

La révolution de 1848 se fit sur ces idées. La modération des constitutionnels ne se démentit pas; et, lorsque la guerre de l'indépendance eut échoué par la mollesse ou la défection des princes, et que le parti démocratique s'agita, ils se rangèrent autour des couronnes et en partagèrent la fortune. Comment les princes italiens reconnurent-ils cette fidélité? Le pape, que les néo-guelfes, dans leur illusion chimérique avaient acclamé comme le chef de l'entreprise nationale, se montra l'ennemi le plus acharné de l'indépendance de l'Italie : c'est lui qui, mêlant le religieux et le civil, a armé contre ses peuples le fanatisme d'une partie de l'Europe. Plutôt que de renoncer à une parcelle de son autorité temporelle, il a livré ses provinces et sa capitale aux armées étrangères. Renonçant au caractère de prince italien, il a assimilé l'État romain à un domaine de mainmorte, il en a fait la pro-

priété commune de l'Église, la possession de tous les catholiques.

Si jamais gouvernements bravèrent le sentiment public et administrèrent contre l'intérêt et l'honneur de leurs sujets, ce sont ceux des princes italiens pendant les dix années qui précédèrent l'intervention française. Durant cette période on ne voit pas dans leur politique une étincelle de fierté italienne, pas un essai de liberté intérieure, pas une mesure en faveur du progrès. Leur aversion pour l'indépendance nationale grandit. En 1848, ils s'étaient prêtés dans une certaine mesure à la guerre contre l'Autriche; en 1859, ils interdisent le départ de la jeunesse pour le Piémont et bannissent et privent de leurs droits de valeureux jeunes gens dont le seul crime est de poursuivre la libération de leur patrie.

En vérité, après la conduite tenue par l'Autriche et ses alliés, la confédération stipulée à Villafranca n'était-elle pas une chimère? Était-ce avec un tyran abhorré comme le duc de Modène, avec cette pâle dynastie de Toscane à la politique équivoque et froide, avec la maison de Bourbon depuis soixante années en guerre avec les classes éclairées de l'Italie méridionale, avec le gouvernement des cardinaux, inféodé à l'inquisition politique et religieuse, avec l'Autriche enfin, la promotrice de toutes les mesures antinationales, l'appui de tous les despotismes, qu'on aurait formé un pouvoir national? Si la confédération s'était nouée avec de tels éléments, c'eût été contre l'Italie, et le sang si généreusement versé par la France à Magenta et à Solferino n'aurait servi qu'à sceller la servitude de cette contrée. Lorsque des gouvernements sont arrivés à ce degré d'impopularité et de dissolution, il faut qu'ils disparaissent et fassent place à de nouvelles combinaisons.

Quoi de surprenant si, en 1859, le parti national, désespérant de concilier la restauration politique de l'Italie et le maintien des dynasties, s'est reporté d'un mouvement unanime vers le projet de 1815 d'un grand royaume constitutionnel! Entre les lieutenants de l'Autriche et le prince qui avait combattu l'ennemi de l'Italie à Goïto, à

Somma-Campagna, à Novare, à Palestro, à San-Martino, il n'y avait pas de parallèle. Victor-Emmanuel fut couronné roi d'Italie parce qu'il était le seul prince national de la Péninsule.

Sans doute la consolidation de cette unité si rapidement improvisée sera une œuvre laborieuse, et pendant longtemps le nouveau royaume aura à subir des tiraillements pénibles. Dans les provinces méridionales, le bas peuple n'en comprend pas partout la grandeur et l'utilité; il prête encore l'oreille aux conseils du fanatisme et aux suggestions intéressées d'hommes corrompus qui regrettent les abus et la licence du despotisme. Mais dans toute la Péninsule, la partie jeune et vive de la nation est unanime pour la soutenir. Le désir de tirer l'Italie de sa dépendance et de son obscurité, de l'élever au rang d'une grande puissance, s'est emparé d'une manière irrésistible de l'esprit public, et, devant cette ambition, tout esprit de parti et tout préjugé municipal est réduit à se taire. Les Italiens, instruits par leur histoire des suites désastreuses du morcellement politique et de l'antagonisme des provinces, sont décidés à tout endurer plutôt que de retomber dans cet état misérable. Ils sont persuadés que le régime fédératif ne serait qu'une source de divisions, un aliment aux intrigues étrangères, un moyen de paralyser le développement de la puissance du pays. Ils voient que presque toute l'Europe s'est groupée en grands corps de nations; et ils se demandent pourquoi l'Italie, qui a l'unité de religion, de mœurs, de littérature, ne formerait pas également un seul État. Ils voient les obstacles qui s'opposent à cette œuvre, mais ils n'en sont pas intimidés. Ils ne doutent pas que l'établissement d'une armée nationale, d'une administration commune, d'une législation uniforme, d'un même système commercial, secondé par l'action de la presse et de l'instruction publique, ne fera rapidement disparaître les divergences provinciales qui subsistent encore.

Mais si l'unité politique est la forme de gouvernement la plus désirable pour consolider l'indépendance de l'Italie, il n'est point nécessaire qu'elle soit accompagnée

comme en France de la centralisation administrative. La science publique offre d'autres combinaisons. Maintenant que le génie politique des Italiens, affranchi des entraves, peut mettre au jour ses conceptions, c'est à lui de trouver des tempéraments qui lui assurent une concentration politique suffisante sans nuire au développement de tant de cités illustres dont l'activité et la richesse sont nécessaires à la prospérité de la patrie.

Quel usage l'Italie fera-t-elle de l'unité et de l'indépendance qu'elle vient de conquérir? Maintenant que le plus grand nombre de ses habitants est réuni en un corps, elle est maîtresse de ses destinées; avec de l'union et du dévouement, elle peut résister à l'ennemi; vingt-trois millions d'hommes reliés par une même pensée sont invincibles. Mais les ennemis de l'Italie ne sont pas seulement à Vienne et à Munich; d'autres non moins irréconciliables se cachent dans son sein. Le fanatisme sanfédiste avec sa brutalité et sa barbarie subsiste encore dans les bas-fonds de l'Italie méridionale, et dans toute la Péninsule le réseau compliqué des affiliations jésuitiques compte de nombreux adhérents. Si le sanfédisme a éprouvé une rude défaite, il n'est pas détruit; les semences de mort qu'il a déposées dans les esprits ne sont pas extirpées. Pour que le triomphe de la dernière révolution soit assuré, il faut que l'œuvre de propagande morale, poursuivie depuis un demi-siècle par les hommes éclairés, achève la conquête morale du pays.

La restauration de l'Italie est à ce prix. L'unité n'est qu'un cadre qui peut enclore indifféremment le progrès ou la stagnation, la liberté administrative ou la tyrannie des bureaucrates, le gouvernement de l'Angleterre ou celui de la Russie. Pour qu'elle porte d'heureux fruits, il faut que la liberté soit réalisée dans toutes ses applications; que la commune, la province, aient leurs droits et leurs attributions; que la vie politique circule activement dans les veines du corps social; que l'industrie, le commerce, la science, affranchis des règlements et des entraves, répandent abondamment la richesse et les lumières. Il faut que les derniers vestiges d'une société fondée sur

la superstition et sur un épicuréisme indolent achèvent de disparaître; que le bas peuple soit rattaché par des avantages solides au nouvel ordre de choses, que sa situation matérielle soit améliorée, son intelligence éclairée, sa fierté, son courage militaire excités. Il faut que les caractères contractent la mâle franchise du citoyen et rejettent les subtilités et les finesses déliées des peuples longtemps tyrannisés. Il faut enfin que la vie publique, en même temps qu'elle s'accroît en intensité et élargit sa sphère, se régularise et rejette les sourdes manœuvres, les projets hasardeux, l'ardeur convulsive, qui sont à la vie publique régulière ce que la fièvre et le délire sont à la santé du corps et de l'esprit.

Alors une ère de grandeur morale s'ouvrira pour l'Italie et succédera à l'époque d'enfantement douloureux, au milieu de laquelle a grandi la génération actuelle; et l'Italie reprendra, dans la civilisation générale, la place que les brillantes facultés de ses habitants lui assignent. Notre civilisation moderne pèche par le prosaïsme; elle accorde trop à la matière; elle a besoin que la nation qui a produit les Dante et les Raphaël ressaisisse le sceptre de la poésie et de l'art. Maintenant que l'Italie reprend son rang parmi les nations, tous les amis des lumières et de la civilisation la saluent fraternellement et font des souhaits pour sa grandeur et sa prospérité.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

LIVRE I

L'ITALIE DEPUIS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE JUSQU'EN 1830

CHAPITRE I.

L'Italie sous les Français.

CHAPITRE II.

La Restauration de 1814 (1814-1820).

CHAPITRE III.

Les Sociétés secrètes (1815-1820).

CHAPITRE IV.

Les Révolutions de 1820 *et* 1821.

CHAPITRE V.

La Littérature avant 1830.

CHAPITRE VI.

L'Italie sous l'oppression autrichienne (1821-1830).

LIVRE II

L'ITALIE DE 1830 A 1845

CHAPITRE I.

La Révolution en Romagne et la Jeune Italie.

CHAPITRE II.

Ferdinand II à Naples (1830-1845).

CHAPITRE III.

Le règne de Charles-Albert (1831-1845).

CHAPITRE IV.

La Toscane, l'État romain et la Lombardie (1830-1845).

CHAPITRE III.

Les Sociétés secrètes (1815-1820).

CHAPITRE IV.

Les Révolutions de 1820 *et* 1821.

CHAPITRE V.

La Littérature avant 1830.

CHAPITRE VI.

L'Italie sous l'oppression autrichienne (1821-1830).

LIVRE II

L'ITALIE DE 1830 A 1845

CHAPITRE I.

La Révolution en Romagne et la Jeune Italie.

CHAPITRE II.

Ferdinand II à Naples (1830-1845).

CHAPITRE III.

Le règne de Charles-Albert (1831-1845).

CHAPITRE IV.

La Toscane, l'État romain et la Lombardie (1830-1845).

CHAPITRE V.

L'Ecole néo-guelfe.

CHAPITRE VI.

Des Congrès scientifiques et de l'agitation réformiste (1839-1846).

LIVRE III

LA RÉVOLUTION DE 1848

CHAPITRE I.

Les premières Réformes de Pie IX.

CHAPITRE II.

L'Agitation réformiste en Toscane et en Piémont.

CHAPITRE III.

Les Constitutions à Naples, à Turin, à Florence et à Rome.

CHAPITRE IV.

L'Insurrection de Milan.

CHAPITRE V.

La Guerre de 1848.

CHAPITRE VI.

Les premiers Parlements italiens.

CHAPITRE VII.

De la Démocratie dans l'Italie centrale.

CHAPITRE VIII.

La bataille de Novare.

CHAPITRE IX.

Les Français et les Autrichiens dans l'Italie centrale; siége de Rome; prise de Venise.

LIVRE IV

L'ITALIE DE 1849 A 1859

CHAPITRE I.

La Réaction absolutiste de 1849 à Naples et à Rome.

CHAPITRE II.

La Réaction absolutiste de 1849 en Toscane et dans la Lombardo-Vénétie.

CHAPITRE III.

Le Piémont constitutionnel.

CHAPITRE IV.

Le Piémont au Congrès de Paris.

LIVRE V

L'INTERVENTION FRANÇAISE ET L'UNIFICATION DE L'ITALIE

CHAPITRE Ier.

Préliminaires de la Guerre de 1859.

CHAPITRE II.

Magenta et Solferino.

CHAPITRE III.

Annexion de l'Italie centrale.

CHAPITRE IV.

Garibaldi en Sicile et à Naples.

CHAPITRE V.

Annexion de l'Italie méridionale. — Victor-Emmanuel II roi d'Italie.

ERRATA

Page 76, lignes 32 et 33, au lieu de : *planteront le drapeau tricolore sur la citadelle d'Alexandrie,* lisez : *sur la citadelle de Turin.*

Page 246, ligne 23, au lieu de : *Bozelli et ses sallecoegues,* lisez : *Bozelli et ses collègues.*

Page 305, ligne 26, au lieu de : *toute politique hostile à ces trois inspirations,* lisez : *hostile à ces inspirations.*

Imprimerie de L. TOINON et Cie, à Saint-Germain.